

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

AU TEMPS DE L'ENCYCLOPÉDIE

L'ACADÉMIE DE DIJON

DE 1740 A 1793

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée par

ROGER TISSERAND



1936

IMPRIMERIE NOUVELLE, 6, RUE PAUL-MOREL

VESOUL

ERRATA

Pages 291 et 295, lire en tête de page : « SCIENCES MÉDICALES » au lieu de sciences naturelles ;

Page 301, lire : « SCIENCES NATURELLES » au lieu de sciences médicales.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548226_0005

AU TEMPS DE L'ENCYCLOPEDIE

L'ACADÉMIE DE DIJON

DE 1740 A 1793

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

AU TEMPS DE L'ENCYCLOPÉDIE

L'ACADÉMIE DE DIJON

DE 1740 A 1793

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée par

ROGER TISSERAND



1936

IMPRIMERIE NOUVELLE, 6, RUE PAUL-MOREL

VESOUL



A Monsieur Daniel MORNET

A Monsieur Gaston ROUPNEL

INTRODUCTION

Dijon a été un grand centre intellectuel dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, grâce à son Académie, créée en 1740. Le renom de cette société savante demeure vivace, moins à cause de ses membres et de ses travaux qu'à cause du prix qui fut décerné en 1750 à Jean-Jacques Rousseau et qui, du jour au lendemain, rendit célèbre le futur auteur du Contrat social. Car bien peu de personnes connaissent l'activité de la compagnie dijonnaise, et moins encore savent la valeur de ceux qui en firent partie.

Il fallait qu'une étude fût écrite sur l'Académie de Dijon. Je n'y aurais probablement pas pensé.

J'ai entrepris cette lourde tâche, parce que M. Gaston Roupnel, mon maître et mon ami, m'en a montré l'utilité, la nécessité. Je tiens à lui redire ici mon admiration, ma déférence, mon affection et ma reconnaissance.

A l'époque où je me mis à l'œuvre, M. Marcel Bouchard publiait un beau livre où il parlait quelque peu de la compagnie dijonnaise. Mais M. Bouchard ne l'étudiait que du dehors, pour ainsi dire, son but étant de faire voir « l'évolution des esprits dans la bourgeoisie bourguignonne sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV ». Il a été un peu plus loin. Son enquête s'est poursuivie jusqu'après 1774.

Mon travail devait être tout à fait différent du sien. Je voulais connaître l'Académie et seulement elle, la scruter intus et in cule.

J'estimais que cela en valait la peine et que mes efforts pourraient ne pas être vains. Quand M. Daniel Mornet, après plusieurs travaux très érudits sur le XVIII^e siècle, eut fait paraître son remarquable ouvrage sur les Origines intellectuelles de la Révolution française, je jugeai que mon livre présenterait peut-être quelque intérêt.

Je n'ignorais pas le labeur de ces Bourguignons du XVIII^e siècle. Je ne croyais point qu'il fût si vaste et si

divers. Je savais l'importance que l'Académie avait eue. Je ne l'évaluais pas comme il convenait.

J'ai dit ce labeur. J'ai essayé de montrer cette importance, le plus impartialement possible. Mais on ne parle bien que de ce qu'on admire et de ce qu'on aime. Alors l'impartialité disparaît. Le lecteur pourra facilement faire le départ entre mon sentiment intime, s'il s'éloigne de la vérité — ce que je ne crois naturellement pas — et cette vérité même. J'apporte des documents. Ils sont nombreux. Qu'on les examine, et l'on reconnaîtra avec moi, d'un cœur moins ému si l'on n'est pas Bourguignon, mais autant que moi, d'une manière plus calme, que l'Académie de Dijon a été honnête et laborieuse, utile et belle.

Presque tous les grands hommes de la Bourgogne étaient issus de la noblesse, particulièrement de la noblesse de robe, et de la haute bourgeoisie. A l'origine de mon travail, commençant à se tourner vers le passé, s'estompait la haute figure du président Bouhier, puis venaient celles des présidents Richard de Ruffey et de Brosset. Aux yeux de la plupart, ils étaient les représentants de l'élite bourguignonne, les maîtres absolus du domaine intellectuel en Bourgogne, et la troupe qui était censée les suivre restait à peu près inconnue. Même les personnalités du docteur Maret et de Guyton de Morveau n'amenèrent pas de comparaison avec eux, et si leurs noms demeurent, c'est que leur talent a été beau, c'est que leur activité considérable s'exerça en marge de ce qui faisait les préoccupations des Bouhier, des Ruffey et des Brosset. La médecine et la chimie ne comptaient pas ou comptaient peu pour les patriciens bourguignons ; elles ne rentraient point dans les limites, pourtant assez larges, de ce qu'on appelait les belles-lettres.

La bourgeoisie moyenne et petite comptait des hommes de réelle valeur, très laborieux, d'une conscience droite. On ne sait point leurs efforts. On ignore leurs travaux. On ne connaît plus leurs noms. Ce sont eux qui ont été avec leurs vrais chefs : Maret et Guyton de Morveau, lequel n'appartenait pas à l'aristocratie, les membres les plus actifs de l'Académie dijonnaise dont ils ont fait, presque seuls, toute la grandeur. Je les ai nommés. J'ai dit ce qu'ils avaient essayé de faire et à quoi ils sont parvenus. Comprenant leur haut mérite, je l'ai affirmé lon-

guement. On verra cependant que je n'ai pas négligé les patriciens, ni leurs ouvrages, ni leurs bienfaits. Si je n'ai pas célé les défauts d'un Richard de Ruffey — comme je n'en avais pas le droit —, j'ai montré ses qualités — comme j'en avais le devoir.

On verra que l'Académie ne continua point l'humanisme de Bouhier. Le testament de son fondateur était, du reste, une sorte de protestation contre l'humanisme bourgeois. Et nous constaterons que malgré Richard de Ruffey et quelques autres, elle s'engagea toujours davantage dans la voie encyclopédique.

J'ai poursuivi mon travail jusqu'à 1793, parce que cette année-là vit la fin de toutes les sociétés savantes.

Jusqu'à sa disparition, la compagnie dijonnaise ne changea guère. Ses membres restèrent les mêmes, et le vieil esprit de 1760 ou de 1770 ne disparut pas. Si sa surface semble de plus en plus agitée depuis 1787, son fond est calme et immuable. Quand elle tint sa dernière séance, le mercredi 14 août 1793, on parla du président de Brosses. Ce n'était pas un sujet révolutionnaire.



Mon travail paraissait simple. En réalité, il présentait un assez grand nombre de difficultés. Je devais observer avec attention les règlements de la compagnie avant de dire comment on frappait à sa porte et qui désirait passer son seuil, avant de faire entendre les discours de réception, avant de présenter les membres de la société. Je devais ensuite exposer les relations de l'Académie avec son protecteur, le prince de Condé, avec la royauté, avec la Révolution.

En cinquante-deux ans, la compagnie entendit la lecture de 1.867 travaux. Il ne fallait point songer à examiner tous ceux que j'ai pu connaître. C'eût été long, fastidieux et inutile. Il convenait d'opérer un choix, ce qui était fort délicat. Je me suis efforcé de donner une idée exacte de la remarquable activité déployée dans l'Académie de Dijon.

Le rayonnement de la société bourguignonne se propagea au loin. Nous en avons la preuve par les prix et les cours publics annuels. Son autorité a été indiscutable :

ses correspondances avec l'intendant, avec les Elus et avec d'autres l'affirment. La troisième et dernière partie de mon livre étudie ce rayonnement, cette autorité.

Les Registres de l'Académie ont été la principale source de mon information. Ils étaient d'une importance capitale, on le comprendra, et j'ai eu la chance que pas une seule page ne manquât à ces volumes formant un total de 10.400 pages in-folio. J'ai lu ces pages ligne à ligne, mot à mot. Puis je suis parti à la découverte dans les archives de l'Académie. Les manuscrits n'étant point classés, je n'avais pour les connaître qu'un procédé à suivre : lire feuillet par feuillet, de bout en bout, tout ce qui se trouvait pêle-mêle dans les archives. J'ai passé plus d'une année à mener à bien cette exploration. Des documents qui ne présentaient absolument aucun intérêt devaient être rejetés ; d'autres avaient été transcrits sur les Registres. Ma récolte néanmoins ne fut pas mauvaise ; je l'indique par ces mots : « ms. arch. acad. ». Je n'ai pas vu d'autre façon plus précise de nommer ces feuillets épars. Ils étaient les manuscrits des archives académiques.

La bibliothèque publique de Dijon m'a fourni encore d'autres sources manuscrites. J'ai consulté aussi un assez grand nombre d'ouvrages imprimés, à commencer par les Mémoires de l'Académie. On s'en rendra compte si l'on veut bien parcourir les notes qui accompagnent mon travail.

Deux personnes ont suivi mes longs efforts avec un intérêt dont je leur suis très reconnaissant : ce sont MM. Charles Oursel et Jacques Laurent. Il me faut ajouter que la bienveillance et l'érudition inépuisables de M. Laurent m'ont été particulièrement précieuses. Il m'a soutenu et éclairé pendant mon difficile voyage. Et c'est un peu grâce à lui si, comme je l'espère, je suis parvenu au port.

PREMIÈRE PARTIE

L'ACADÉMIE

CHAPITRE PREMIER

LA NAISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ACADÉMIE

I. — La ruine de l'humanisme bourguignon.

Les médecins et les chirurgiens dijonnais

Quand Hector-Bernard Pouffier, doyen du Parlement de Bourgogne, mourut le 17 mars 1736 (1) laissant un testament instituant une académie, il existait à Dijon, rue Saint-Fiacre, chez le président Bouhier, qui continuait le savant conseiller Lantin, une société littéraire très disciplinée. Chaque semaine, pendant trois heures, les entretiens et les discussions allaient leur train. Les réunions se poursuivirent jusqu'aux premiers jours de mars 1746, c'est-à-dire jusqu'à la veille de la mort du président, laquelle survint le 17 mars 1746, dix ans, jour pour jour, après celle de Pouffier. On parlait des nouvelles littéraires, des derniers livres parus ; puis on lisait des dissertations. Le nombre des places était limité. Ainsi, la société Bouhier faisait presque figure d'académie. Pour le devenir officiellement, il lui eût fallu des lettres patentes. Bouhier n'en éprouvait pas le besoin. Il ne fera donc pas le moindre effort pour qu'aboutisse le projet que lui avait soumis l'abbé Leblanc « sur la nécessité d'établir à Dijon une Académie ».

Bouhier était le grand homme de ce cénacle dont les membres, peu nombreux et triés sur le volet, nourrissaient pour lui une affection admirative et respectueuse. Ses

(1) « M. Hector-Bernard Pouffier, doyen de la Cour, âgé de 82 ans, décéda muni des sacrements, et fut inhumé le 18 mars 1736 dans le caveau de l'autel de Saint-François de Sales, à l'église des Dames de la Visitation, en présence de Messieurs du Parlement, par le curé et les prêtres mépartistes de cette paroisse. Signé : Genreau, curé. » (Reg. de la paroisse Saint-Nicolas, 1736). Ce n'est pas à 82 ans, mais à 78 ans que mourut Pouffier : cf. ms. 2064, p. 861. Bibl. de D. ; Girault, *Essais sur Dijon*, p. 259 ; Cornereau, *Mém. de l'Acad. de D.*, 1903-1904, p. 23.

talents, sa naissance, sa fortune le plaçaient à mille coupées au-dessus d'eux, qu'ils fussent parlementaires comme Bazin, avocats comme Michaut, ou jésuites comme le P. Oudin, son confesseur et son ami, dans les bras duquel il mourut (1).

Si la société littéraire du président Bouhier restait d'un accès fort difficile, son hôtel, par contre, s'ouvrait à une grande quantité de visiteurs : le duc de Kingston, qui y fit la connaissance de Buffon (2) — et cette rencontre fut capitale pour Buffon, puisqu'il se voua dès lors à l'étude de la nature — ; Helvétius ; le cardinal Passionei (3). De jeunes Bourguignons : Legouz de Gerland, Lantin de Damerrey, Maleteste, Fevret de Fontette, de la Marche, de Quintin se formaient à l'école du célèbre président au jugement si remarquable, lui qui avait prévu que le jeune Buffon « irait loin » (4).

Le président Bouhier, on le voit, se plut à s'entourer d'hommes avec lesquels il aimait à converser. Il fut le représentant le plus complet et le plus pur de cet humanisme bourguignon qui mêlait harmonieusement le culte de la science, les raffinements de l'esprit, l'exquise politesse, et qui donnait avec lui sa dernière floraison.

La renommée du président Bouhier s'étendait au loin. Sa gloire était immense. Aujourd'hui, si son nom n'est

(1) « Il (Bouhier) a tenu chaque semaine dans sa maison de doctes conférences pendant une quinzaine d'années; elles n'ont cessé qu'à sa mort, arrivée le... 1746 (Ruffey a laissé en blanc le jour et le mois; nous venons de voir que ce fut le 17 mars). Les gens de lettres qui formaient ces assemblées étaient : M. Desforest, M. Léauté, trésorier de la cathédrale, homme profond dans les langues orientales, mais singulièrement savant; M. Bazin, conseiller au Parlement, bon littérateur; son imagination peu réglée influa sur sa conduite et lui occasionna une mort cruelle causée par une chute de cheval; les PP. Hennin et Oudin, jésuites; ce dernier était un excellent homme et d'une admirable simplicité; il était fort savant et bon poète latin, quoique ses vers fussent un peu durs et quelquefois obscurs. MM. Michaut, Cocquart et Joly, chanoine de la Chapelote, furent admis en 1738 dans cette docte société. » Richard de Ruffey, *Notes pour servir à l'histoire secrète de l'Académie de Dijon*, note 109; éd. Lange, p. 112. V. aussi l'abbé Deberre, *la Vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle*, I^{re} partie, I^{er} ch.

(2) Emm. de Broglie, *les Portefeuilles du président Bouhier*, p. 104.

(3) *Ibid.*, pp. 126 et 300.

(4) *Ibid.*, p. 281. V. l'abbé Deberre, *la Vie littéraire à D.*, p. 99 : « Buffon, encore peu connu, fut deviné par Bouhier : « Ce jeune homme ira loin, s'il continue. Il est grand ami de M. de Réaumur, qui vient de donner son premier volume sur les insectes. » C'était donc en 1734 que Bouhier portait ce jugement, puisque les six volumes des *Mémoires pour servir à l'histoire des insectes* parurent de 1734 à 1742. Buffon avait alors 27 ans.

point oublié, son œuvre dort au fond des bibliothèques d'un sommeil qui semble sans fin.

Cet homme, plein de science, voulant être au courant de tout, et y parvenant presque, entretenant une correspondance énorme — il fut l'un des deux plus grands épistoliers du siècle, Voltaire étant l'autre — (1), n'a pas laissé dans l'histoire littéraire le moindre jalon. Sa renommée a été brillante, mais éphémère.

L'envie d'apprendre qu'est l'humanisme veut le rapprochement de ceux qui savent. Et c'est pourquoi de très nombreuses académies s'étaient créées en Italie à la suite de celle de Florence, dont le fondateur avait été Brunetto Latini. Dès la fin du premier quart du XVIII^e siècle, on en dénombrait plus de cinq cents : c'étaient, par exemple, les Fantastici, les Imperfetti, les Humoristici de Rome ; les Lincei, les Intrepidi de Florence ; les Ricovrati de Padoue, qui comptaient des Dijonnais parmi leurs membres. C'est pourquoi naissaient des Académies à Caen — celle-ci fut réorganisée par Segrais en 1676 —, à Arles (1669), à Soissons (1674) [2], à Villefranche, à Nîmes (1682), à Blois, à Angers (1685) [3].

(1) On sait que Voltaire fut le successeur de Bouhier à l'Académie française.

(2) A la veille de la célébration de la fête qui allait commémorer le centenaire de l'Académie de sa ville, le médecin Clerc de Soissons, publiait en 1769 un ouvrage intitulé : *Yu le Grand et Confucius, histoire chinoise*, et où il écrivait : « La première académie européenne dont nous connaissions l'institution est celle de Charlemagne établie par le conseil d'Alcuin. Elle était composée des plus beaux génies de la Cour ; l'empereur en était un de ses membres. Dans les conférences académiques, chacun devait rendre compte des anciens auteurs qu'il avait lus. Chaque académicien prenait le nom de celui de ces auteurs pour lequel il avait le plus de goût, ou de quelque personnage célèbre de l'antiquité. Alcuin, par les lettres duquel nous tenons ces particularités, prit le nom de Flaccus — qui était le surnom d'Horace ; Angilbert, jeune seigneur, prit celui d'Homère ; le roi lui-même se nommait David, etc. » Note p. 510. Et notre médecin du XVIII^e siècle écrivait encore : « Ces sages aimaient mieux faire l'aveu de leur ignorance que de donner des mots vides de sens ou de recourir à des qualités occultes comme cela se pratique ailleurs... », p. 514.

(3) M. Lange, *Introd. à l'Hist. secrète*, p. 5, continue cette liste d'après *la France littéraire*. Pourtant, comme l'écrit M. Mornet dans *les Origines intellectuelles de la Révolution française*, pp. 145-146 : « ... Il n'est pas aisé d'en donner (de ces académies) une statistique rigoureuse à des dates déterminées, car leurs origines et leur histoire sont souvent fort incertaines... De là, bien des divergences dans les listes établies dès le XVIII^e siècle même, par exemple par Delandine et par *la France littéraire*. Mais ces divergences importent assez peu, car elles n'empêchent pas de constater que ces académies se multiplient d'année en année et sont très nombreuses dès 1770. Il y en a une vingtaine avant 1748 (M. Mornet ne parle que des académies nées en France). Vingt ans plus

Pour quelle raison la grande ville de Dijon, représentée à l'Académie française par Bossuet et La Monnoye ; à l'Académie des sciences par Mariotte ; à l'Académie des inscriptions par Moreau de Mautour, ne possédait-elle pas depuis longtemps son académie propre ? L'indépendance d'humeur de ses habitants et la répugnance qu'ils ressentaient pour toute contrainte y étaient-elles pour quelque chose (1) ?

Cependant, en 1693, Etienne Moreau, avocat général à la Chambre des comptes de Bourgogne (2), publiait un discours (3) dans lequel il énumérait les villes possédant des académies et les nations qui favorisaient la création des sociétés savantes. Il rappelait le mot de Tertullien : « ...Ce n'est que parmi les sauvages et les barbares où il ne se trouve ni portiques, ni académies ». Dijon devait donc avoir son académie. Etienne Moreau continue : « Pour acquérir la science, l'étude seule ne suffit pas, et, à mon sens, trois choses y sont indispensablement nécessaires, l'étude, la réflexion et la conversation ou la conférence ; ce n'est pas assez de s'entretenir avec les morts par la première et avec nous-mêmes par la seconde, il faut encore par la conférence et la conversation s'entretenir avec ceux qui vivent. » On trouvera là une joie rare en même temps que le meilleur moyen de s'instruire (4).

tard, il y en a une quarantaine (note, p. 146 : en tenant compte bien entendu, non seulement des académies officielles, ayant lettres patentes, mais des sociétés littéraires, sociétés d'émulation. J'exclus, par contre, de cette statistique... les sociétés techniques d'agriculture, de peinture, de sciences pures »).

(1) Ainsi que le pense Jacquet, *la Vie littéraire dans une ville de province sous Louis XIV*, p. 232.

(2) Etienne Moreau comptait parmi les érudits qui se réunissaient chez Lantin. Les autres étaient : Pierre Dumay, Pierre Legouz, Bernard de La Monnoye, François Baudot, Pierre Taisand, François Quarré d'Ali-gny et Philibert Papillon. V. *Hist. de l'Acad.* par le docteur Maret, dans les *Mém. de l'Acad.*, t. I, 1769, p. 2.

(3) *Discours sur l'établissement d'une Académie de belles-lettres dans la ville de D.* Bibl. de D., n° 20845. Ce discours, comme le dit Richard de Ruffey dans ses *Notes pour servir...*, note 1, fut impr. in-4 en 1693.

(4) Voltaire, dans son discours de réception à l'Académie française, s'écriait : « Que ceux qui méprisent ces travaux aimables, que ceux qui mettent je ne sais quelle misérable grandeur à se renfermer dans le cercle étroit de leurs emplois sont à plaindre ! Ignorent-ils que Cicéron, après avoir rempli la première place du monde, plaidait encore les causes des citoyens, écrivait sur la nature des dieux, conférait avec des philosophes ; qu'il allait au théâtre ; qu'il daignait cultiver l'amitié d'Esopus et de Roscius, et laissait aux petits esprits leur constante gravité qui n'est qu'un masque de la médiocrité ? »

Le discours d'Etienne Moreau fut, paraît-il, fort goûté, et le vœu qu'il exprimait se réalisa en partie, d'abord avec J.-B. Lantin, pour un très court temps, puisque le savant commentateur de Saumaise mourut le 4 mars 1695 ; ensuite avec le président Bouhier. Mais ni l'une ni l'autre de ces sociétés n'eut d'existence officielle, ne demanda ni ne reçut de lettres patentes (1).

L'humanisme bourguignon ne subsistait que par la puissante personnalité de Bouhier. Et, après la disparition du célèbre président, il s'éteignit lentement. Son histoire, qui fut très belle, a été longuement racontée (2).

Les humanistes de la Bourgogne ont été laborieux et érudits. Leur curiosité a été grande et, s'ils délaissèrent les arts, ils cultivèrent avec soin les grandes œuvres, et non point seulement celles du passé, mais aussi celles de leur temps.

Cette curiosité fut littéraire ; cependant, malgré le très vif éclat que jetaient les lettres, elle n'en a pas été éblouie, car elle se tourna également vers les sciences. Mariotte demeure profondément bourguignon, bien qu'il passe une grande partie de sa vie à Paris. Il entretient un commerce épistolaire très suivi avec ses compatriotes et, sur leur demande, compose plusieurs ouvrages. La Bourgogne lettrée suit pas à pas ses travaux, refait ses expériences, applaudit de tout son cœur aimant et enorgueilli à ses succès. Et l'on perçoit en Mariotte les inquiétudes, les hésitations scientifiques d'un esprit moderne : il observe, il expérimente.

Il est sûr que la société Bouhier se tient au courant des découvertes scientifiques. A la vérité, elle ne compte que des abbés et des robins parmi ses membres. Pourtant, si la médecine et la chimie n'ont point là de représentants, certains s'occupent de la botanique, où les détails ont tant d'importance et qui par conséquent, ne doit pas déplaire aux humanistes. Quant à la physique et aux sciences naturelles, le P. Oudin trouvait qu'il était bien inutile de

(1) V. l'étude que M. François a publiée dans les *Mém. de l'Acad. de D.*, 1932, sur le *Président Bouhier et ses amis*.

(2) Par Marcel Bouchard, dans son livre : *De l'humanisme à l'encyclopédie*.

les étudier attendu qu'Aristote y avait fait les principales découvertes (1).

La curiosité des humanistes bourguignons n'a rien donné. Comme elle s'étend à presque toutes les connaissances, elle porte le germe de l'esprit encyclopédique. Mais l'esprit encyclopédique est pratique. L'humanisme bourguignon se complait dans la théorie. Celui-là a son domaine dans la vie monotone, quotidienne. Celui-ci aime à se pencher sur des exceptions. L'un s'efforcera d'embrasser de larges espaces. L'autre s'arrête à chaque motte de terre ; les arbres qu'il se plaît à étudier un par un ne lui auront jamais permis de voir la forêt.

L'esprit encyclopédique est enthousiaste. Il a la foi. Il est créateur. L'humanisme bourguignon est froid, indifférent, infécond.

Sur les ruines de l'humanisme poussa l'esprit encyclopédique, qui monta très haut parce que ses assises étaient solidement ancrées dans le tuf ancien où il trouvait une nourriture amassée grain à grain. Il ne prit pas tout, bien loin de là ; il fit son choix. Mais l'arbre robuste qui porta fièrement sa cime dans le ciel vit quelques-uns de ses rameaux où courait la sève de l'humanisme. *Natura non facit saltus*. Nulle part, il n'y a séparation complète. La mort des êtres et des choses n'est point totale. De la décomposition naît la vie (2).

Mais l'esprit nouveau ne fut point accepté de gaieté de cœur par l'esprit ancien. Tout de suite, celui-ci montra son antipathie, son hostilité même à celui-là, et quand il se rendra enfin compte que plus rien ne pourra le sauver, loin de tendre les bras à l'envahisseur, il se repliera d'abord sur lui-même dans sa colère et dans son désespoir. Puis, il essaiera, malgré sa répugnance, de se joindre à celui qui l'aura supplanté pour tâcher de le comprendre, afin de le conduire. Quand il verra qu'il n'est point suivi ni même plus écouté, il se retirera plein de fureur dans sa

(1) Cf. Bouchard, *op. cit.*, p. 476.

(2) « Il n'y a pas de révolution dans les lettres ; il n'y a pas sans doute d'évolution, si l'évolution suppose la disparition du passé et l'épanouissement régulier de formes neuves. Dans l'histoire littéraire, le passé, le présent et l'avenir se mêlent, refluent, s'étalent en courants de surface ou s'enfoncent en courants souterrains sans que jamais le fleuve s'enferme entre des rives régulières et descende vers des horizons assurés. » Daniel Mornet, *le Romantisme en France au XVIII^e siècle*, p. 261.

solitude désolée. Et c'est ce que fit le président Richard de Ruffey, humaniste et aristocrate, lorsqu'en 1770 le flot montant de la bourgeoisie l'obligera de quitter l'Académie. Il rentrera dans son hôtel de la rue de la Chapelotte (1), et écrira d'une plume irritée, mélancolique et vengeresse son *Histoire secrète de l'Académie*.

Lorsque la bourgeoisie bourguignonne, exclue des lieux saints où se rendait le culte à l'humanisme, verra chanceler les fondements du temple, elle ne demeurera plus silencieuse et respectueuse sur le parvis. Elle le quittera, lui tournera le dos, et, prenant conscience de sa force et de ses possibilités, cherchera à se réunir pour agir et pour répandre.

Nous ne voulons pas dire que c'est seulement dans les premières années du XVIII^e siècle qu'elle songera à fonder des sociétés où elle travaillera librement, mais qu'elle se sentira alors en face d'une chose très vénérable en train de tomber en ruine. La stupeur ne s'emparera pas d'elle. Elle n'éprouvera qu'un profond étonnement de se trouver seule. Et, de tout son sang jeune, de tout son cœur ardent, de toute son intelligence vive, elle se mettra au travail.

Le centre de son activité sera l'Académie. Cette activité, quelque peu fiévreuse, produira énormément dans presque tous les domaines. Ses œuvres seront parfois disparates, médiocres, incomplètes. Telles quelles, elles ne déplairont point, parce qu'elles prouveront le bouillonnement de l'âme bourguignonne, son aptitude à s'assimiler et à recréer.



Les plus complets représentants de cette laborieuse bourgeoisie ont été les médecins et chirurgiens dijonnais. Aussi tinrent-ils une très grande place dans la fondation Pouffier. Il faut donc étudier de près leur situation pour comprendre leur importance et leur force.

Dès le commencement du XVII^e siècle, ils formaient un collège. « Mais, explique l'abbé Courtépée, ce ne fut qu'en 1654 qu'il fut établi par lettres patentes ; ces lettres lui accordent les mêmes honneurs, franchises et privilèges

(1) C'était l'ancien hôtel des comtes de Neuchâtel. La rue de la Chapelotte se nomme aujourd'hui rue Berbisey, et l'hôtel se trouve au n° 33.

dont jouissent les collèges du même genre dans les autres villes du royaume, et autorisent les statuts et règlements présentés par les médecins, et insérés dans un arrêt d'expédient rendu par le parlement. » Il n'est permis à aucun médecin de pratiquer à Dijon s'il n'est agrégé à ce collège, et il ne le sera qu'à condition d'être « régnicole » et docteur d'une des Universités de France, de subir deux examens de trois heures et de soutenir une thèse publique en présence des officiers municipaux. Le nouvel agrégé prête serment entre les mains du maire ou de l'échevin. Le collège juge seul de la capacité des « empiriques » auxquels les officiers municipaux ne peuvent permettre de distribuer des remèdes qu'après consentement du collège qui faisait autrefois des cours aux sages-femmes, donnait des leçons de botanique et dirigeait des herborisations.

Quant aux chirurgiens, à partir de 1733, ils examinent et soignent chaque jour, de dix heures à midi, les indigents de la ville et des villages voisins, et leur fournissent des linges et des médicaments externes. Ils se réunissent fréquemment et se communiquent les observations, les réflexions et les mémoires faits sur les cas chirurgicaux qui se sont présentés, et ils conservent un résumé de chacune de leurs conférences. Les récipiendaires sont soumis à de nombreuses épreuves, à plusieurs examens et à des démonstrations anatomiques (1).

L'abbé Courtépée ne nous fournit pas de suffisants renseignements. Notre étude doit être plus approfondie.

Une rivalité qui paraissait ne devoir jamais se terminer dressait les médecins contre les apothicaires. Des empiètements réciproques affaiblissaient les uns et les autres. Un grand désordre régnait. La création du collège de médecine y mit fin. Parmi les articles de ses statuts publiés « l'an du Seigneur 1639, le 24^e jour de janvier », lisons ceux-ci qui nous intéressent spécialement : « Afin de mettre un terme, autant que faire se pourra aux abus qui, au détriment du bien public et du bon renom de la corporation, se sont glissés dans l'exercice de leur art, les médecins de Dijon s'obligent par serment à observer religieusement les statuts ci-joints :

(1) Courtépée, *Description génér. et particul. du duché de Bourg.*, t. II, pp. 150 et 151.

« ...5^e art. — Les étudiants en médecine, même pourvus de baccalauréats, ne doivent pas être admis dans le collège, les licenciés seront examinés ; ils répondront le premier jour sur un sujet de physiologie, de diététique ou de pathologie ; le second jour, sur un sujet de pharmacie ; le troisième jour, sur un sujet de chirurgie ; le quatrième, sur un point d'une thèse de thérapeutique.

6^e art. — Les docteurs devront montrer leurs lettres (diplômes) à l'assemblée plénière des médecins. Ces lettres n'auront aucun crédit si elles sont apocryphes ou si elles ne réunissent pas l'unanimité des suffrages. Après ce contrôle ils auront à répondre, au jour qui leur sera fixé, sur un sujet de pharmacie, puis à un autre jour, sur un sujet de chirurgie, ou à leur gré dans un seul et même jour sur l'une et l'autre matière. S'ils satisfont à cette double épreuve, ils prendront un sujet de thèse, et, par déférence et en habit de ville, ils porteront leur travail imprimé à chacun des médecins.

7^e art. — Quand des charlatans ou marchands forains arriveront dans une ville, si le maire demande sur eux l'avis des médecins, ils devront leur montrer leurs remèdes et seront interrogés sur les maladies qu'ils prétendent guérir. Si les médecins constatent l'ignorance ou la fraude, ils les dénonceront au tribunal. Il importe au bien public qu'on ne risque pas la vie des citoyens, en permettant les expériences de praticiens ignorants.

8^e art. — Si le maire veut faire la visite des officines des pharmaciens, le collège déléguera deux de ses anciens pour l'accompagner et l'on fera disparaître les médicaments hors d'usage et les compositions défectueuses. Ils présideront tous les actes des aspirants pharmaciens pour empêcher les examinateurs d'interroger sur d'autres matières que la pharmacie, puis ils recueilleront les suffrages, auxquels ils joindront les leurs, sur la capacité ou l'incapacité du candidat.

11^e art. — Pour qu'on ne puisse reprocher aucune négligence aux médecins, si les élèves de pharmacie ou de chirurgie le demandent, on leur donnera des professeurs pour présider leurs discussions publiques et leur exposer

tout ce qui est relatif aux remèdes, simples ou composés (1).

Les médecins avaient donc la haute main sur tout ce qui tenait à la médecine. Cependant, pour que leur puissance reposât sur des bases intangibles, il convenait que leur collège reçût l'approbation du Parlement. Elle fut donnée le 20 décembre 1650. Désormais, les médecins dijonnais pensèrent que leur influence ne s'arrêtait plus aux portes de leur ville, mais bien qu'elle s'étendait sur toute la province.

Au mois d'août 1654, les lettres patentes du roi conféraient au collège de Dijon les avantages, prérogatives et privilèges des collèges de médecine des villes ayant une faculté de médecine.

Les médecins possédaient maintenant une suprématie incontestable. Allaient-ils s'en servir pour abattre les apothicaires, leurs vieux adversaires ? Les médecins étaient forts ; les apothicaires étaient faibles. Loin de se heurter à nouveau, médecins et apothicaires se rapprochèrent et signèrent une convention le 31 août 1656. Les uns et les autres se firent des concessions. Apothicaires et médecins s'unirent contre les chirurgiens, charlatans, empiriques et professionnels religieux. Les premiers acceptaient le contrôle des seconds pour ce qui concernait la visite de leurs boutiques et les examens des aspirants apothicaires. Ce concordat fut à peu près respecté. On le renouvela en 1722, à la suite d'un procès survenu en 1720. Le 13 janvier 1759, malgré quelques réclamations, on décida de le maintenir.

Le collège de médecine veillait sans cesse au maintien de ses prérogatives. Nous trouvons cette délibération du collège de médecine, datée du 20 octobre 1770 : « Sur les plaintes réitérées, portées de toute part contre le sieur

(1) Arch. de la Côte-d'Or, D. 128, f° I. Cité par A. Baudot dans : *Études historiques sur la pharmacie en Bourgogne avant 1803*, pp. 294-295. A la page 295, Baudot donne la note suivante : « Voir en outre Arch. de Dijon, G. 51, un cahier contenant un projet de règlement pour l'exercice de la médecine, où il est dit qu'une assemblée annuelle des médecins, apothicaires, chirurgiens, aura lieu le lendemain de la fête de saint Luc, et qu'il y sera donné lecture des règlements : solennité destinée à maintenir entre tous l'union et la bonne intelligence. La confrérie des médecins de Dijon était sous le patronage de saint Luc. (18 octobre 1639). »

Bernard, sur ce que cet apothicaire s'ingère à juger des maladies par l'inspection des urines et à aller voir les malades en campagne, il a délibéré que M. le syndic manderait chez lui le sieur Bernard pour lui enjoindre de se renfermer dans les bornes de son état et lui signifier que s'il n'a point égard à ce premier avertissement, le collègue prendra d'autres voies (1).

Voyons maintenant ce qu'étaient les chirurgiens (2), la place qu'ils tenaient, les relations qu'ils avaient avec les médecins et les apothicaires.

« Les chirurgiens étaient gens de métier et avaient boutique. A Dijon, les premiers statuts de la corporation des chirurgiens-barbiers sont de 1426. Leur évolution scientifique date du XVIII^e siècle. »

Le procès du chirurgien Fabarel, qui se plaida en 1662, est très important, parce que nous y voyons la position prise respectivement par les médecins, chirurgiens et apothicaires, et que cette position demeura presque sans changement jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

« Le 3 février 1662, en l'audience publique, après deux audiences célèbres, il fut jugé une cause entre les médecins, chirurgiens et apothicaires de Dijon, au sujet que Fabarel, maître chirurgien, avait donné des pilules au sieur Héliotte pour le guérir de quelques ulcères, les apothicaires l'ayant tiré en instance en la Chambre de la Ville, et l'affaire fut portée au Parlement... Les chirurgiens intervinrent pour Fabarel, et les médecins..., se joignant aux apothicaires, demandèrent encore qu'ils fussent présents aux examens des chirurgiens, comme ils étaient à ceux des apothicaires. La question entre les chirurgiens et les apothicaires était de savoir si aux maladies extérieures et chirurgicales, les chirurgiens pouvaient donner des remèdes internes, il fut fait par les avocats différence entre la chirurgie, la médecine et la pharmacie... Les chirurgiens soutenaient que, bien qu'ils ne dussent pas se mêler de pharmacie et que leurs fonctions ne consistassent qu'aux maladies corporelles et extérieures, néanmoins, quand pour la guérison de ces maladies, il était nécessaire d'user de remèdes internes, ils le pouvaient faire parce

(1) Arch. de D., G. 53. V. Baudot, *op. cit.*, p. 295, sqq.

(2) Nous continuons de suivre l'étude de Baudot, p. 299, sqq.

que c'était une dépendance de leurs fonctions. Les apothicaires, au contraire, faisaient voir que c'était entreprendre sur la pharmacie, et qu'au compte des chirurgiens, ils pouvaient donner des remèdes internes à toutes sortes de maladies, car à un malade il arrivait toujours quelque mal extérieur. Les médecins, appuyant la cause des apothicaires, soutenaient en leur particulier qu'ils devaient être présents aux examens des chirurgiens... L'avocat général montra qu'aux maladies chirurgicales, les chirurgiens pouvaient donner des remèdes internes, qu'il y avait des maladies honteuses qu'on ne voulait pas confier à tant de personnes, et qu'un malade avait confiance à un chirurgien, qu'il ne prendrait pas un apothicaire ; de plus, qu'il y avait des pauvres gens qui n'avaient pas le moyen d'appeler tant de monde à leur guérison... La Cour ordonna que les chirurgiens pourront dispenser des remèdes pour les maladies honteuses et secrètes seulement, leur fit défense d'en distribuer aucuns en toutes autres maladies... et ordonne qu'aux examens et réception des dits chirurgiens, deux des médecins y assisteront sans frais et y auront voix délibérative. »

Mais les limites n'étaient pas suffisamment précises. Aussi procès et arrêts continuèrent. Les apothicaires ne pouvaient admettre, comme cela se fit dans plusieurs villes, à Lyon par exemple, que les chirurgiens ouvrirent boutique pour vendre des remèdes externes et des remèdes pour maladies honteuses.

Apothicaires et chirurgiens se trouvaient continuellement aux prises. C'est que les chirurgiens, très nombreux, devaient, pour subsister, empiéter sur le domaine des apothicaires. A la faveur des guerres, des pestes, des malheurs de toute sorte, ils s'étaient jadis beaucoup multipliés. Comment vivre maintenant que les catastrophes devenaient moins fréquentes ? Il fallait nécessairement empiéter sur le terrain des médecins et des apothicaires. Les chirurgiens s'étaient jetés comme moineaux sur tas de blé dans un espace qu'ils trouvaient à peu près libre : celui des campagnes. Médecins et apothicaires, en effet, s'étaient installés dans les villes et les gros bourgs. Il n'y en avait point dans les villages. Les chirurgiens y coururent. La manne était maigre, mais y demeurant seuls,

ils devenaient à la fois chirurgiens, médecins et apothicaires. Les paysans ne s'en plaignaient point, quoique les soins qu'ils recevaient ne valaient pas grand'chose, parce qu'ils trouvaient en un seul, à bas prix, ce que les habitants des villes devaient chercher en une trinité coûteuse.

Cette anarchie ne pouvait durer, surtout qu'elle n'était pas l'apanage de la Bourgogne seule, mais de toute la France. Le mal était général. Comment s'y prendre pour le faire cesser ? En 1728, la Faculté de médecine chercha à y mettre un terme ; puis, le premier médecin du roi entra dans l'arène. Un résultat fut enfin acquis vers le milieu du XVIII^e siècle : les médecins et les apothicaires conclurent une alliance qu'ils ne briseront plus ; les chirurgiens s'écartèrent définitivement du domaine réservé aux apothicaires. Un seul corps médical demeura par la fusion des médecins et des chirurgiens.

Quant aux charlatans, empiriques, sorciers, triacleurs, bonnes-femmes, etc., ils ne disparurent point. Et leur race n'est pas encore éteinte aujourd'hui.

II. — L'histoire de l'Académie

a) L'ACADÉMIE DE 1740 A 1759

Par son testament en date du 1^{er} octobre 1725 (1), Hector-Bernard Pouffier « seigneur en partie d'Aiserey et de Velogny, doyen du Parlement de Bourgogne » (2), faisait donation « à celui de messieurs les conseillers du Parlement de Dijon qui sera doyen de ladite Cour, incontinent après mon décès et successivement après lui, à chacun de mesdits sieurs les conseillers présents et à venir à perpétuité, qui rempliront la place et dignité de doyen dudit Parlement, les fonds, terres et biens ci-après... Ma maison de Dijon que j'habite présentement en la rue du Vertbois (3)... Plus la part de portion qui m'appartient dans la terre et seigneurie d'Aiserey... La présente donation faite aux charges et conditions et sous les obligations

(1) Testament de Messire Hector-Bernard Pouffier, Dijon, Sirot, 1736. V. Milsand, *Notes et documents pour servir à l'histoire de l'Académie*, p. 179, sqq.

(2) Ses armes étaient une marmite remplie de fleurs. Cf. Girault, *Essais sur Dijon*, p. 239 ; v. aussi pp. 259 et 499.

(3) Actuellement, rue Pouffier.

suivantes : La cinquième, de procurer par ledit sieur doyen ou ceux qui le remplaceront l'établissement et le maintien de conférences académiques et la distribution des prix que je désire être établis en la ville de Dijon, dans ladite maison qu'il habitera... »

Les conférences porteront « sur les connaissances les plus utiles au public ».

Dans une précédente disposition, Pouffier avait donné une partie de sa fortune pour l'établissement d'une université à Dijon (1). Mais, d'une part, les Etats de Bourgogne avaient obtenu le 6 juillet 1721 la création de cet établissement ; d'autre part, par suite de la protestation de l'université de Paris, à laquelle s'étaient jointes celles de Poitiers, Nantes, Angers, Reims, Caen, Bourges, Toulouse, Bordeaux, Aix et Besançon — cette dernière affirmant que lors de la réunion de la Franche-Comté à la France, Louis XIV avait promis que seule la ville de Besançon pourrait posséder une université dans les deux Bourgognes — le roi n'accorda qu'une faculté de droit, réellement utile pour une ville de parlement comme Dijon. C'était Pouffier qui avait été député par les Elus et le Parlement auprès du roi pour soutenir la demande. Sa mission, on le voit, échoua.

Trois facultés manquaient donc, celle des arts, celle de théologie et celle de médecine, pour que Dijon possédât une université complète. Afin de les remplacer, autant que faire se pourrait, Pouffier créait une Académie, en écartant la théologie à cause de sa « dignité » et de « l'importance des matières de la religion » (2). Aucune conférence ne serait donnée sur la jurisprudence parce qu'elle est enseignée dans des écoles publiques. Restait, par conséquent, l'étude des arts et de la médecine.

Dans les arts, on ne s'occupera que de la philosophie, car les humanités font le sujet des occupations de plu-

(1) A cette époque, Pouffier avait eu l'intention de fonder des cours de jurisprudence. A la page 27 de sa première disposition, il s'étonnait que la religion et la justice « étant les deux principales colonnes des Etats, les hommes eussent fait des donations immenses, bien au-delà du nécessaire et jusqu'au superflu, aux ministres de la première et que les mêmes hommes eussent négligé de faire aucuns dons aux ministres de la justice dont le service leur est utile ».

(2) Art. I^{er} du testament.

sieurs Académies du royaume, « et leur progrès en a été principalement confié à l'Académie française de Paris, dont l'excellence rendrait inutile le travail des autres sur de pareilles matières » (1). On laissera donc de côté « l'art de parler, ou la connaissance des langues, l'art de persuader, la poésie et les autres connaissances comprises sous le nom de belles-lettres ». La matière des conférences sera trouvée dans la philosophie. Mais on recherchera « moins l'artifice des paroles que la connaissance des choses, sans négliger pourtant les règles de l'art de parler ». Les sciences les plus utiles sont celles « qui regardent la connaissance de soi-même et la conduite des mœurs, que nous enseignent la physique et la morale, deux des principales parties de la philosophie ».

« Quant à la connaissance de soi-même, l'homme étant composé de deux parties de nature différente, ainsi que la religion nous l'enseigne, il peut apprendre dans la métaphysique les propriétés de l'âme, autrement de l'esprit uni à un corps ; mais cette partie de la philosophie, qui a pour objet la connaissance des substances intelligentes et dont les vérités sont les principes de la certitude humaine (qui sont immuables et pour ainsi dire le trône de toutes les sciences), ne peut être l'objet de ces conférences qui doivent s'appliquer à de nouvelles découvertes. »

Aussi les observations et les conférences utiles seront celles qui porteront « sur les mœurs de l'âme » et sur le corps humain.

A la physique, qui est « la connaissance de tous les corps naturels », seront réservées des conférences, ainsi qu'à la conduite des mœurs. Il conviendra donc d'étudier la science morale, « qui consiste en la connaissance des devoirs de l'homme par rapport à lui-même et à la société civile ». On ne devra point s'occuper des questions morales purement spéculatives, mais seulement de la morale pratique, « en observant que les matières de morale et de politique soient traitées conformément à l'état du gouvernement de l'Etat et aux lois du royaume ».

De la médecine, on n'étudiera que les principes dépendant de la physique, et qui sont : la physiologie, la chimie,

(1) Art. 2.

l'anatomie et la botanique. On ne parlera pas de la pathologie, de l'ostéologie et des autres parties « qui enseignent particulièrement la connaissance et la guérison des maladies du corps humain ». Il y faudrait une étude spéciale, et Pouffier ne désire que montrer le chemin « à ceux qui voudront commencer à s'en instruire ».

Les matières de physique, la morale et les principes de la médecine qui dépendent de la physique seront ainsi le sujet de ces conférences académiques, « en s'attachant à celles qui sont utiles à l'homme et en cherchant des découvertes avantageuses au public » (1).

Les assemblées « seront composées de gens savants et experts dans les connaissances précédemment choisies qui en feront le sujet, tous natifs du duché de Bourgogne, sans pouvoir en admettre d'autres pays, sinon au cas qu'il ne s'en trouvât pas un nombre suffisant parmi lesdits Bourguignons qui auront toujours la préférence » (2).

Il y aura vingt-quatre académiciens : six honoraires (leur nombre pourra être augmenté ou diminué par les directeurs) ; douze pensionnaires (quatre dans la classe de physique, quatre dans celle de morale, quatre dans celle de médecine) « et dont la récompense sera la distribution de plusieurs prix que ces pensionnaires seuls pourront obtenir » ; six associés « ou aspirants à l'ordre des pensionnaires », deux pour la physique, deux pour la morale, deux pour la médecine. Il vaut mieux que les pensionnaires ne jouissent pas d'une pension fixe, sans cela ils pourraient se négliger. Tandis que l'espérance de l'honneur et une légère récompense exciteront leur émulation. Au reste, Pouffier n'a point la fortune suffisante pour assurer une pension. Il espère que dans la suite « quelques personnes bien intentionnées pour le bien public » auront le désir d'augmenter ces récompenses (3).

(1) Art. 3.

(2) Art. 4.

(3) Art. 5. L'Académie de Bordeaux, créée en 1712, comptait vingt académiciens ordinaires, vingt associés, vingt élèves (remplacés en 1744 par une classe de correspondants) ; l'Académie de Nancy, fondée en 1750, comprenait trente-deux titulaires et huit associés étrangers. Cf. J. de Gères, *Académie de Bordeaux*, et J. Favier, *Table des public. de l'Académie de Stanislas*.

De pareilles conférences doivent contribuer puissamment au progrès des sciences (1). Il convient donc que l'Académie s'établisse et dure. Des lettres patentes sont nécessaires, et Pouffier veut qu'elles soient obtenues dans l'année suivant son décès (2).

Pour diriger ces conférences, « y maintenir le bon ordre et la discipline, veiller à la conduite, au maintien et au progrès des dites conférences et à l'observation de leurs statuts », ainsi que pour administrer les biens de l'Académie, Pouffier établit « directeurs nés et perpétuels » cinq magistrats ; « le premier, le doyen ; le second, le plus ancien après lui de MM. les Conseillers du Parlement ; le troisième, l'un de MM. les Conseillers qui suivront les vingt-quatre plus anciens d'entre eux dans ladite Cour, qui sera par elle choisi de trois ans en trois ans le premier lundi du mois de mars ; le quatrième, le plus ancien de MM. les gens du roi de ladite Cour ; et le cinquième, le sieur vicomte mayeur de la ville de Dijon, à commencer par ceux qui, au temps de mon décès, se trouveront remplir les dites places, et successivement après eux tous ceux à perpétuité qui les rempliront, auxquels ledit titre d'administrateur et directeur demeurera attaché » (3).

Les directeurs pourront assister à toutes les assemblées et conférences. Le doyen les présidera et, en son absence,

(1) Art. 5 bis.

(2) Art. 6.

(3) Le docteur Maret dira justement, dans l'Histoire de l'Acad. publiée en tête des *Mémoires de l'Académie*, t. I^{er}, 1769 : « C'est pour ainsi dire entre les mains de ce magistrat (le doyen du Parlement) que M. Pouffier met son Académie en dépôt. » Et l'Académie n'essayera jamais de secouer la tutelle que son fondateur lui donna. Le 23 février 1786, dans un discours qu'il prononça à l'Académie, l'avocat Guyot dira : « La sagesse de votre fondateur vous avait choisi pour toujours des directeurs tirés du sein auguste du Parlement et qui, accoutumés par essence à rendre la justice la plus impartiale et à n'écouter que la voix de la vérité, garantissent la constante régularité de l'administration académique et de vos délibérations... » (Reg. acad., t. XIV). Pareillement, dans le « discours prononcé à M. le président du Parlement de Dijon le 17 octobre 1788 par M. de Morveau, avocat général honoraire audit Parlement, portant la parole en qualité de chancelier de l'Académie à la tête de la députation de cette compagnie », de Morveau assurera que « l'Académie ne peut cesser d'être unie au Parlement par les liens les plus forts et en même temps les plus doux ; les noms de ses fondateurs, de ses bienfaiteurs, de la plupart de ceux qui ont fait réfléchir sur elle une partie de la gloire qu'ils ont acquise, les magistrats appelés à la diriger, tout lui retrace continuellement les motifs de cet attachement et concourt à l'en-

le plus ancien des directeurs. Si aucun des directeurs n'assiste aux réunions, la présidence reviendra au plus ancien des académiciens honoraires ou au plus ancien des pensionnaires, s'il ne se trouve aucun honoraire.

Les directeurs, les deux plus anciens académiciens honoraires et le plus ancien des pensionnaires de chaque classe dresseront les statuts (1).

Un secrétaire sera choisi par les directeurs et par tous les académiciens (2).

« Les assemblées se tiendront dans la maison qui sera habitée par ledit sieur doyen du Parlement... sinon, ils seront obligés (les doyens) de louer à leurs frais dans la ville de Dijon un logement commode, honnête et convenant pour les tenir... Les assemblées se tiendront au moins une fois par semaine, aux jours et aux heures qui seront indiqués par ledit sieur doyen et qui seront fixes, et cesseront pendant les vacations du Parlement » (3).

Les frais et dépenses des assemblées seront payés par le doyen (4).

Tous les académiciens seront choisis dans l'année suivant le décès du fondateur par les directeurs à la pluralité des voix. Puis, « les deux plus anciens de MM. les gens du roi du Parlement et le sieur vicomte mayeur de Dijon auront seuls droit de présenter trois sujets ou aspirants qui auront les qualités requises pour remplir la place vacante ; et lorsqu'il s'agira d'une place de pensionnaire, les deux associés de la classe où la place devra être remplie seront du nombre de trois sujets présentés. Cette présentation sera faite audit doyen et aux deux autres directeurs-conseillers du Parlement, et il passera à la pluralité de leurs suffrages, lesquels choisiront l'un des trois sujets qu'ils jugeront le plus capable pour être reçu en la place vacante, de l'avis et conseils des autres académiciens, qui n'auront que voix consultative. Les académiciens pensionnaires et les associés avant leurs réceptions seront examinés par tous les académiciens sur les matières des sciences auxquelles ils seront destinés en présence

(1) Art. 7.

(2) Art. 8.

(3) Art. 9.

(4) Art. 10.

des directeurs qui les examineront aussi, s'ils le jugent à propos... » (1).

Les académiciens devront être choisis « de bonne vie et mœurs, studieux et instruits des sciences qui feront le sujet de ces conférences ; et attendu que toutes les parties de la philosophie se supposent nécessairement l'une l'autre, et même la mathématique simple, autrement la science des quantités, des nombres et des proportions, qui est le fondement de la plupart des autres sciences, laquelle la philosophie nouvelle a reçu pour sa cinquième partie, il serait à désirer que les académiciens fussent instruits de ces connaissances que la physique suppose... » (2).

Les pensionnaires devront assister à toutes les conférences qui se feront pendant l'année, ou à deux au moins par mois, à moins qu'ils n'aient la permission du président des directeurs, « à faute de quoi faire les défailants ne seront point reçus à composer pour obtenir les prix ». Chaque académicien choisira un sujet d'ouvrage. Les honoraires pourront s'appliquer à toutes les sciences qui font le sujet des conférences, et les pensionnaires à celles seulement auxquelles ils sont destinés. « Ils auront tous la liberté de proposer leurs observations dans les conférences ; mais les pensionnaires seront tenus à tour de rôle d'en apporter quelques-unes sur la science de leur classe qui resteront ès mains du secrétaire. » On pourra faire aussi des expériences de physique. Dans toutes les questions que les académiciens agiteront, « ce sera toujours sans prévention pour les anciens ni mépris pour les modernes » (3).

A partir de la seconde année du décès du fondateur, il sera distribué tous les ans à perpétuité « par forme de prix » aux pensionnaires les plus méritants : deux prix de physique, l'un de deux cents livres, le second de cent cinquante livres ; deux de morale, l'un de cent soixante, l'autre de cent trente livres ; deux de médecine, de cent soixante et de cent trente livres également, « mon bien n'étant point assez considérable pour faire plus forte la somme de chaque prix ; celui de prose à l'Académie fran-

(1) Art. 11.

(2) Art. 12.

(3) Art. 13.

gaise de Paris, n'ayant même été longtemps que sur le pied de deux cents livres » (1).

Seuls les pensionnaires pourront obtenir ces prix. Ils devront présenter chaque année, dans la première quinzaine de juillet « un traité composé en latin ou en français, au désir des directeurs », et donneront à la fin du travail « les observations importantes, les découvertes qui ont été faites et l'état des livres nouveaux imprimés l'année précédente, en toutes sortes de pays, sur les parties de cette science, qui sont venus à sa connaissance. Chaque pensionnaire ne pourra composer que sur les matières de la science qu'il professe, et non sur celle des autres » (2).

Les traités seront examinés par le doyen, les quatre autres directeurs et les académiciens honoraires ayant tous voix délibérative, et les prix seront adjugés à la pluralité des suffrages aux pensionnaires les plus dignes, « et dont les traités seront les plus utiles au public ». Les directeurs pourront, s'ils le jugent à propos, donner un seul sujet sur chaque science (3).

Le premier dimanche après le 20 août, jour de la saint Bernard (le patron de Pouffier), les prix seront distribués dans une assemblée publique à laquelle assisteront tous ceux qui auront été juges, et ce sont eux qui les remettront aux lauréats. Ces derniers devront d'abord lire un extrait de leur travail. Puis le secrétaire fera connaître les décisions. Les prix seront enfin distribués (4).

Pouffier termine en exprimant le désir que conférences et prix se continuent, même si une université complète devait être établie à Dijon, ou une « faculté des arts », ou une faculté de médecine (5).

Comme l'écrivait Maret dans son Histoire de l'Académie, la somme léguée par Pouffier aux doyens ses successeurs « était très peu considérable ». Les biens consistaient en la maison que le fondateur habitait à Dijon, en une terre

(1) Art. 14.

(2) Art. 15.

(3) Art. 16.

(4) Art. 17.

(5) Art. 18.

qu'il possédait à Aiserey (1), et en quarante-deux mille livres de contrats, à la charge de « payer annuellement deux mille livres, qu'il destinait à la fondation de l'Académie hypothéquées sur ces fonds » (2).

Le plan que dressa Pouffier, s'il n'était pas « une esquisse informe », ainsi que l'assure Ruffey (3), prêtait beaucoup à discussion, et Pouffier aurait sans doute bien agi en demandant conseil à des gens éclairés. « Le président de Montesquieu avait été consulté par le duc de la Force sur l'établissement de l'Académie de Bordeaux, qu'il avait dirigée longtemps avant de venir briller dans la capitale » (4). Les statuts (5) présentaient de telles différences avec ceux des autres Académies que la délivrance des lettres patentes rencontra quelques obstacles. Elles furent enfin expédiées au mois de juin 1740, et enregistrées le 30 du même mois par le Parlement de Dijon.

L'Académie de Marseille, elle aussi, avait eu quelque difficulté à obtenir ses lettres patentes. Certains « avaient objecté que les académiciens étaient des jeunes gens ; l'évêque de Marseille déclarait qu'en majorité, c'étaient des esprits forts ou des jansénistes » (6).

Le vendredi 13 janvier 1741, « sur les trois heures de relevée », l'Académie dijonnaise se réunissait pour la première fois (7). Lantin le Jeune était doyen du Parlement. Il prononça un discours d'où l'ironie n'était pas absente (8). Il semble se faire un malin plaisir à répéter

(1) L'abbé Courtépée écrit dans sa *Description du duché de Bourgogne*, t. II, p. 156, à l'article Aiserey : « Le clocher et partie du village sont du baillage de St-Jean-de-Losne et de la châtellenie de Brazey ; le reste forme deux seigneuries... ; la plus considérable a été donnée en 1736 au doyen du Parlement par M. Pouffier. Le château du doyen du Parlement est agréable, et les jardins sont bien entretenus. Le grand Bossuet, dont le père était en partie seigneur d'Aiserey, y a été nourri et élevé dans son enfance. Le village, situé en plaine sur la grande route de Dijon à St-Jean-de-Losne, est traversé par un ruisseau ; il y a environ cent feux... »

(2) Ruffey, *Hist. de l'Acad.*, éd. Lange, p. 6.

(3) *Ibid.*, p. 40.

(4) *Ibid.*, p. 84, note 7.

(5) Divisés en 48 articles, les statuts avaient été tirés des dispositions de Pouffier.

(6) L.-T. Dassy, *l'Académie de Marseille*, p. 17.

(7) Reg. acad., t. I. Milsand, dans *Notes et documents*, a publié la « relation de l'ouverture de l'Académie des sciences établie à Dijon », pp. 201 à 208.

(8) Ruffey, *Hist. de l'Acad.*, note 12, éd. Lange, p. 84, parle de la haine qui aurait existé entre Pouffier et Lantin.

les critiques qu'il avait entendues ici et là : « Pourquoi n'avoir pas institué des conférences de droit ? disent quelques censeurs, lui qui devait savoir combien l'étude de la jurisprudence est nécessaire... D'autres ajoutent qu'il aurait pu choisir à son Académie des occupations plus gracieuses, plus attrayantes, plus à la portée de tout le monde ; certaines parties des mathématiques, l'éloquence, la poésie et ce qui fait le reste de l'apanage des belles-lettres ne lui offraient-elles pas une carrière assez vaste ? » Lantin parle ensuite de la difficulté à faire délivrer les lettres-patentes. Le comte de Saint-Florentin hésitait à les donner, et c'est sur la demande expresse de Louis-Henry de Bourbon, prince de Condé, gouverneur de la province, qu'il se décida enfin de les expédier. La mort du prince fut une des causes du retard apporté à cet envoi.

L'Académie des sciences de Dijon était constituée. Dès le 6 août 1740, avait eu lieu la nomination des six honoraires : Loppin de Montmort, conseiller au Parlement ; Lantin de Damerey, fils du doyen (1) ; Leclerc de Buffon ; Taphinon, avocat ; Fabarel, grand chantre de la cathédrale ; Derepas, chanoine de Notre-Dame (2).

Des « sujets académiques » (3) avaient été écartés : d'abord le président Bouhier, puis « le président de Brosset ; le président de Ruffey ; M. Bouillet, avocat général à la Chambre des comptes ; M. de la Cour, conseiller au Parlement, et plusieurs autres qui cultivaient les sciences et les lettres avec distinction » (4).

Les directeurs avaient offert au seul Buffon, qui était « physicien », une place d'honoraire. Il l'accepta (5).

(1) Et non doyen lui-même, comme le note Milsand, p. 388.

(2) V. ce que dit Ruffey de ces divers personnages dans son *Hist. secrète*, éd. Lange, pp. 88 et 89, note 14.

(3) C'est l'expression de Ruffey. V. *op. cit.*, p. 82, note 5, éd. Lange.

(4) Ruffey, p. 83, éd. Lange.

(5) Ruffey, p. 88, éd. Lange. Il nomme les premiers honoraires : « M. de Buffon, trop digne de cette place, mais qui, étant absent, ne pouvait la remplir, suivant l'intention du fondateur. » — Buffon remercia l'Acad. par la lettre suivante adressée à Lantin et datée du 8 juillet 1740 : « Je reçois, Monsieur, avec une reconnaissance infinie l'honneur que vous me faites de me nommer à une place de votre académie, et je vous supplie, Monsieur, de faire agréer mes très humbles remerciements à Messieurs les autres directeurs. Je sens combien vos bontés ont de part à ce choix que je tâcherai de justifier par mon zèle et mon empressement à concourir à tout ce qui pourrait rendre cet établissement utile. Vous voudrez bien, Monsieur, m'instruire de mes devoirs, afin que je ne sois pas un membre absolument inutile ; si vous faites imprimer vos statuts, je vous supplierai de m'en envoyer une copie... »

Il est bien évident « qu'aucune collaboration n'eût été pour l'Académie plus honorable et plus utile que celle du président Bouhier », et il est tout à fait sûr que « son exemple eût valu à l'Académie d'autres collaborations précieuses. Les directeurs ne le consultèrent même pas. Ils ne se souciaient pas davantage du concours du P. Oudin, le savant annotateur de la Bibliothèque latine des écrivains de la société de Jésus, l'éditeur des sentences de Publius Syrus. Ils ne songèrent à s'adjoindre ni les Charles de Brosses, ni les Fevret de Fontette, ni les Richard de Ruffey, dont les talents déjà formés (le voyage du président de Brosses en Italie est de 1739-1740. Il avait 31 ans en 1740, Fevret de Fontette en avait 30, Ruffey 34) eussent fait honneur à l'Académie. Sans doute, leur jalousie mesquine craignit pour leur autorité le voisinage de ces lumières » (1).

Nous ne croyons pas qu'il faille parler de « jalousie mesquine » dans cet oubli qui fut, certes, volontaire. Il eût été plus juste de dire que la crainte d'un refus retint les directeurs. Ne devons-nous pas penser que ces personnages regardaient d'un œil quelque peu méprisant cette société naissante dont ils n'avaient pas été les créateurs ? Que venaient faire là ces gens du commun dont parle avec un dédain profond Richard de Ruffey dans son *Histoire secrète* ? Deux mondes très différents, sans liaison aucune, vivaient côte à côte. Et l'on aurait pensé qu'ils eussent pu se réunir, causer et travailler ensemble ! Les temps n'étaient pas venus où ces choses fussent possibles. La haute robe dijonnaise restait en dehors de l'Académie, et c'était bien. Elle se serait vraisemblablement moquée si l'offre d'y entrer lui eût été faite, car elle aurait été persuadée de déchoir en y prenant place. Elle se croyait toujours très puissante. Elle était très sûre d'elle-même. Si elle daignait un jour, qu'elle n'aurait su prévoir, se commettre avec les gens de l'Académie, ce serait pour les dominer et leur faire suivre les voies qu'il lui plairait d'indiquer.

Au reste, l'Académie était dans l'impossibilité d' « avoir le plus léger succès » (2), elle ne pourrait même pas

(1) Lange, *Hist. secrète*, Introduction, pp. 7 et 8.

(2) Ruffey, éd. Lange, p. 40.

vivre. Moins de deux mois, en effet, après sa première réunion, elle se trouvait en péril de mort. C'est l'article 15 du testament qui lui faisait courir un tel danger. Cet article réduisait, comme le dit Ruffey, des académiciens à la condition d'écoliers. Les pensionnaires le jugeaient inadmissible. Aussi, quand le 3 mars 1744, Lantin leur proposa un sujet de composition, ils se révoltèrent, et, à la séance suivante, le poète Cocquart lut en leur nom un mémoire assurant qu'« un tel concours entre les académiciens était chose inouïe, que cet article des statuts était abusif et impraticable, qu'il dégraderait l'Académie et la chargerait de ridicule s'il était exécuté ». Et il réclamait énergiquement l'abolition du concours. Les directeurs refusant, quatre pensionnaires démissionnèrent le 14 avril; deux les suivirent. « Enfin deux honoraires, sans démissionner, cessèrent de venir à l'Académie. L'un, Loppin, n'y revint jamais; l'autre, l'abbé Fabarel, n'y rentrera que longtemps après, en 1775 » (1).

Les directeurs capitulèrent. Le concours fut aboli et les six prix furent remplacés par un seul, une médaille d'or d'une valeur de 300 livres, se donnant par voie de concours public « annuellement et alternativement sur les objets des trois classes désignées par le fondateur ». Les sommes qui restaient serviraient à créer douze pensions pour les pensionnaires (2). C'était aller à l'encontre des

(1) Ruffey, éd. Lange, Introduction, pp. 8 et 9. Ce n'est pas en 1775 que Fabarel retrouva le chemin de l'Académie, mais en 1776, exactement le 22 décembre. V. Reg. acad., t. VIII.

(2) « Le fonds des pensions n'était que de 630 livres, à partager entre les douze pensionnaires... Elles furent réglées par la délibération qui abolit le concours pour les prix. Ce fonds a plus que doublé au bout de vingt années. » Ruffey, éd. Lange, p. 90, note 21. Voici comment le médecin Maret, oncle du docteur Hugues Maret, s'exprime au sujet des prix et des pensions : « Persuadé que l'émulation est l'âme des succès, votre illustre fondateur avait cru devoir exciter vos efforts par l'appât flatteur d'un prix que le mérite seul devait obtenir. Mais dès que vous fûtes rassemblés dans ce sanctuaire des muses, les magistrats respectables auxquels il a transmis ses sentiments et son zèle reconnurent que le petit nombre de couronnes que ce citoyen philosophe vous avait destiné ne pouvait remplir ses vues; que chacun de vous en méritait une, et qu'ainsi dans l'impuissance de les multiplier, il fallait par équité détacher les lauriers qui les formaient et vous les partager. Dans le plan que M. Pouffier... avait tracé, les académiciens devaient concourir pour des prix que les directeurs devaient adjuger, mais on sentit bientôt le défaut de ce plan et on employa en pensions l'argent destiné pour le prix. Vous m'admettez, messieurs, à un partage si glorieux... ». Ms. arch. acad. « Discours prononcé par M. Maret, médecin, à l'Académie, le 9 décembre 1763, lors de sa nomination à la place de pensionnaire dans la classe de physique vacante par le

dispositions du fondateur, mais c'était aussi retenir les pensionnaires qui n'avaient pas quitté la société et qui auraient pu suivre les premiers. Et qui sait, si d'autres honoraires, à l'instar de Loppin et de Fabarel, n'avaient pas l'intention de se retirer ? Il fallait éviter une pareille catastrophe. C'eût été indubitablement la fin de la compagnie à peine née. Ruffey écrira rudement : « La plupart de ceux qui restèrent à l'Académie y demeurèrent moins par amour pour les sciences et les lettres que par des motifs d'intérêt ou de convenance, ce qui ne fait pas l'éloge de leur façon de penser » (1). La société dijonnaise, en arrêtant que son prix annuel consisterait en une médaille d'or valant 300 livres, suivait l'exemple d'autres compagnies. Ainsi, l'Académie de Marseille décerna un prix d'égale valeur, qu'avait fondé en 1727 son protecteur, le maréchal de Villars. Celle de Bordeaux, qui donnait depuis 1713 un prix de physique créé par le duc de la Force, son protecteur, et depuis 1716 un prix d'anatomie offert par Montesquieu, décidait le 15 juillet 1729 que sa médaille aurait une valeur de 300 livres (2).

La fondation Pouffier demeura. Ses pas étaient chancelants, et sans cesse on lui tendait des embûches. Au surplus, des dissensions venaient d'éclater entre elle et les directeurs usufruitiers des biens laissés au doyenné. Allait-elle sombrer sous le ridicule si puissant en France, et particulièrement en Bourgogne ?

Contre vent et marée, elle tint. Sans tarder, elle s'occupe de la médaille qu'elle veut faire frapper. Un mauvais plaisant écrira : « Nous, maire de Beaune... avons accordé et accordons à ladite Académie des armoiries pour l'illustration dudit corps, dont nous avons fait faire le blason par le surintendant de nos peintures. L'Académie de Dijon portera d'or à une montagne de sable, l'écu surmonté d'une couronne académique en forme de couronne de comte, bordée de têtes de chardons fleuris en place de perles, pour cimier une figure de Midas, brisante et nais-

décès de M. Liébaut, prêtre, docteur en droit civil et canonique, mépar-tiste de la paroisse Saint-Nicolas. » Comme la politesse sait farder la vérité !

(1) Ruffey, éd. Lange, p. 41.

(2) V. L.-T. Dassy, *l'Académie de Marseille*, et J. de Gères, *Académie de Bordeaux*.

sante, en bonnet, en rabat, en robe de palais, tenant de chaque main un étendard chargé des mêmes armes, avec la devise : *Parturiunt montes* ; pour support, deux baudets saillants, braillants... » (1).

Ce n'est pas ce garnement qu'écouterait la compagnie. De même que l'Académie de Rouen, qui pria Voltaire de lui donner l'inscription de sa médaille (2), la société dijonnaise s'adressa à Buffon qui, le 26 septembre 1741, de Montbard, apprend à Lantin que s'il tardait à donner une réponse au sujet de la médaille c'est parce qu'il attendait une réponse du comte de Caylus à qui il 'avait demandé quels étaient les meilleurs ouvriers et comment il fallait faire l'inscription de la gravure ; de Boze allait décider de l'exergue, de la légende, etc. ; Bouchardon fera le dessin et Marteau la gravure. Le prix sera peu élevé, car de Boze ne prendra rien pour l'inscription ; Bouchardon ne réclamera point d'argent, et « on en sera quitte pour lui envoyer une feuille de vin de Bourgogne... » (3).

Dans la séance du 6 avril 1742, Lantin lit un projet que Buffon lui a soumis pour la gravure de la médaille. Il est approuvé à l'unanimité (4).

Les académiciens se sont mis au travail. Ils établissent des règlements, certains essaient d'introduire les belles-lettres dans le plan des études (5), mais ils traînent péniblement le boulet de leur constitution vicieuse. Et voici qu'une nouvelle attaque est dirigée contre eux. Il y faudra

(1) *Etrennes et ordonnance de M. le maire de Beaune en faveur de l'Acad. des sc. de D.* (Donné à Beaune le 1^{er} janvier 1741.) La compagnie dijonnaise ne fut pas la seule à être l'objet de satires plus ou moins spirituelles. Contre la société de Marseille, par exemple, « comédie, pamphlet, gravure, rien ne fit défaut ». L.-T. Dassy, *l'Acad. de Marseille*, p. 26. Pour les pièces satiriques contre l'Acad. de D., v. mss. 840 et 914, Bibl. de D., et Milsand, pp. 280 à 318. Notons que le ms. 840 est un recueil du président Bouhier. C'est là une preuve que Bouhier, ainsi que Ruffey (cf. *Hist. de l'Acad.*), avaient leur attention fixée sur l'Académie, conservaient précieusement ce qui se publiait, ce qui se disait contre elle. Ils sentaient qu'elle excitait les curiosités. Que ces curiosités fussent amusées, il ne fallait pas en conclure que la fondation Pouffier ne dût pas être prise au sérieux. La bourgeoisie avait là son lieu de réunion. C'était un grand danger, car vers ce pôle d'attraction toutes les forces vives seraient attirées, et l'humanisme devrait avant longtemps, et molens volens, se diriger vers lui, sous peine de disparition totale.

(2) Cf. *Œuvres de Voltaire*, éd. Beuchot, t. LV, Corresp., t. V. p. 67.

(3) *Lettres inédites de Buffon...* publiées par Girault, p. 1.

(4) Reg. acad., t. I ; v. la reproduction de la médaille dans Milsand, p. 7.

(5) Ruffey, *Hist. de l'Acad.*, éd. Lange, p. 10.

répondre. Un temps précieux sera perdu. L'abbé Gouget, dans le supplément de Moreri, dénonçait d'une plume acide les graves défauts des statuts de l'Académie, approuvait les démissions qui s'étaient produites, et avançait que « M. Leclerc de Buffon n'a pas jugé à propos qu'on lui donnât cette qualité d'académicien dans la *Bibliothèque des auteurs de Bourgogne* ». Plusieurs lettres s'échangèrent entre l'Académie et Gouget, sans qu'aucun résultat appréciable n'en pût sortir. Au milieu de ces tristesses, l'Académie dut éprouver bien de la satisfaction en recevant cette lettre où Buffon assurait qu'il n'avait aucune part directe ou indirecte à ce qui avait été inséré dans le supplément au dictionnaire de Moreri, à l'article « Dijon » : « J'ignorais avant votre lettre qu'il y fût parlé de moi. Je désavoue ce qui en est dit et je tiens et tiendrai toujours à très grand honneur d'être d'une compagnie que j'ai toujours respectée et dont j'honore et j'estime tous les membres... » (1).

La violente discussion née du venimeux article de Gouget était à peine apaisée qu'éclata l'affaire du prix de 1750. Est-ce qu'en couronnant les « brillants paradoxes » (2) de Rousseau, l'Académie n'allait-elle pas encourir les foudres du pouvoir ? Le résultat en pouvait être la condamnation de cette société subversive, le retrait des lettres patentes, la disparition de la fondation Pouffier...

L'Académie ne fut pas inquiétée. Elle poursuivit sa tâche sans heurts, obscurément.

Discours et dissertations, sans être bien nombreux, ne chômaient pas. Le sang coulait, d'année en année, plus vite en elle. On n'avait pu la tuer, parce qu'elle recélait de grandes forces inconnues, neuves : celles de la bourgeoisie. Elle représentait l'avenir. Le président Bouhier était mort, et personne ne parvenait à le remplacer. Ruffey,

(1) L'Académie, profondément blessée, chargea un de ses membres, Jean-Baptiste Fromageot, de rétablir les faits dans le *Mercure de Fr.* Cette réponse, un peu lourde, fut approuvée dans la séance du 19 juin 1750; elle était intitulée : « Exposition de l'état présent de l'Académie de Dijon, pour servir de réformation à l'article inséré dans le dernier supplément de Moreri au mot Dijon. » Elle parut dans le numéro d'août 1750 du *Mercure de Fr.*, p. 64 et suiv. V. sur la question, Foisset, *Le Président de Brosses, Histoire des lettres et des Parlements au XVIII^e siècle*, pp. 350, 564, 565. V. *Lettres inédites...* publiées par Girault.

(2) Ruffey, éd. Lange, p. 95, note 27.

comme nous le verrons tout à l'heure, essaya de prendre sa succession, mais même puissamment épaulé par de Brosses, il n'arriva pas à relever la cathédrale, dont Boucher, décidément, devait être le dernier grand prêtre.

La disparition du célèbre président avait sonné le glas de l'humanisme bourguignon. Il fallait porter un deuil définitif, Ruffey le pensa d'abord, puisque ce fougueux adversaire de la fondation Pouffier se tournera vers elle, lui sourira, lui fera un cadeau. Nous découvrons, en effet, que, dès le 17 janvier 1755, il lui adresse une de ses productions. Plus tard, il notera en marge du registre académique, en face de cette date : « M. de Ruffey a envoyé à l'Académie une pièce de vers à la louange du Roi de Pologne » (1). Et dire qu'un tel envoi n'avait pas été porté sur le registre ! (2). Voilà bien la preuve que les avances ont été faites par Ruffey et non point par l'Académie, comme on l'a cru (3) et comme Ruffey l'a affirmé (4).

Paris et l'étranger suivent peut-être plus attentivement que Dijon et la province de Bourgogne les travaux de la fondation Pouffier. Depuis 1750, depuis le prix décerné à J.-J. Rousseau et les discussions, parfois violentes, qui ont suivi, beaucoup d'érudits ont les yeux tournés vers l'Académie dijonnaise. On veut savoir ce que sont et ce que font ses membres. A la séance du 2 janvier 1756 (5), Lantin lit une lettre du libraire parisien Duchesne, demandant qu'on lui envoie les noms des académiciens, ceux des protecteurs de l'Académie, l'histoire de la société, les titres des ouvrages imprimés que les académiciens ont

(1) Reg. acad., t. I.

(2) Cet impardonnable oubli a été peut-être l'une des raisons qui fit écrire à Ruffey (*Notes pour servir...*, note 22, éd. Lange, p. 92) : « Ces prétendus secrétaires (les premiers secrétaires) de l'Académie n'avaient d'autre talent que de savoir copier... Les registres qu'ils ont tenus pendant leur exercice sont des chefs-d'œuvre d'ignorance et d'incapacité.... » Rétablissons la vérité : ces registres se réduisent à un seul, le premier.

(3) Entre autres Lange, éd. de l'*Hist. secrète*, *Introd.*, p. 22.

(4) « ...L'expérience leur avait montré (aux « bons académiciens ») leur insuffisance pour une pareille entreprise s'ils ne mêlaient à leur secte quelqu'un capable de la conduire et de l'exécuter. Ils jetèrent les yeux sur M. de Ruffey : ils connaissaient sa fermeté, son zèle et son amour pour les lettres et les sciences ; ils lui firent offrir par M. de la Mare, directeur, une place d'académicien honoraire vacante. » *Hist. secrète*, éd. Lange, p. 49. Ruffey espérait assurément que son *Hist. secrète* verrait le jour tandis que les registres académiques, comme il se devait, resteraient toujours secrets.

(5) Reg. acad., t. I.

publiés depuis leur réception. Il est décidé qu'on adressera à Duchesne l'histoire de l'Académie, les noms de ses membres et les titres de toutes les pièces qui ont été lues, ainsi que les titres des ouvrages imprimés dont les académiciens sont les auteurs.

En 1759, la fondation Pouffier possède huit associés (trois médecins, un commissaire des guerres, un légiste, un conseiller à la table de marbre, deux prêtres) et six correspondants : de Bardouanche, professeur de philosophie au collège de l'Oratoire de Beaune ; Daviel, chirurgien à Marseille ; Lavirotte, médecin ; le chevalier de Mouhy, à Paris ; Pinot, médecin à Bourbon-Lancy ; Poissonnier, conseiller d'Etat à Paris.

Les secousses très dangereuses que l'Académie a subies ne l'ont point jetée à bas. Elle a continué de vivre et de travailler. Elle se fortifie peu à peu. Mais elle aurait probablement pendant longtemps poursuivi sa route d'un pas lent et difficile si la suppression des entraves qui la retenaient, ses règlements mal faits, et le brusque afflux en son sein de beaux talents bourguignons, ne lui eussent permis, en très peu d'années, de voler vers de hautes destinées, de connaître la puissance et la gloire.

**

En 1886, un érudit bourguignon, Gabriel Dumay, édita deux ouvrages écrits au XVIII^e siècle : le *Mercure dijonnais* et le *Journal d'un professeur à l'université de droit de Dijon* (1). Dans l'un et dans l'autre abondent les événements concernant la vie à Dijon. Pourtant, on ne trouvera pas un mot jusqu'en 1762 sur la fondation Pouffier. Le *Mercure* racontera très longuement (2) les détails du

(1) Ce *Journal*, commencé le 25 août 1742 et arrêté au 12 novembre 1774, a été publié, ainsi que le *Mercure dijonnais* — qui va du 1^{er} janvier 1748 au 30 juillet 1789 — par Gabriel Dumay dans les *Mémoires de l'Acad. de D.*, années 1885-1886 ; en 1887, ils parurent l'un et l'autre en librairie. Le *Journal*, comptant 98 pages in-4^o, sans titre, était la propriété de G. Dumay, qui lui a donné le titre de : *Journal d'un professeur à l'université de droit de Dijon*. Dumay parvint à identifier les auteurs des mss. ; ce sont deux frères. L'auteur du *Journal* est Jean-Baptiste Micault, professeur à l'Université de Dijon ; celui du *Mercure* est Claude Micault, avocat. Le premier mourut le 29 mars 1775 ; le second, le 7 février 1793. Le *Mercure dijonnais* appartient à la Bibl. de D. qui l'a acquis en 1862. Il est inscrit sous la cote 742 et a 1315 pages d'une écriture très négligée.

(2) Pp. 71 à 76, éd. Dumay.

séjour que fit le prince de Condé à Dijon du 4 au 26 août 1754, « pour prendre possession de son gouvernement et tenir les Etats de la province ». On saura, jour par jour, chez qui le prince aura dîné et soupé, quand il s'est rendu au bal, à la comédie, quand il a assisté à un feu d'artifice. On apprendra que « le 26, S. A. S. partit à une heure et demie, au bruit du canon. Elle parut fort triste en quittant Dijon : on peut dire avec raison de cet aimable prince qu'il a emporté les regrets de tout le monde ». Mais on ignorera si l'attention de Condé s'est arrêtée, ne fût-ce que quelques instants, sur la création académique, qui remontait déjà loin.

Il faudra arriver au mois de mars 1762 pour lire ceci : « Le 26, M. Poncet de la Rivière, ancien évêque de Troyes, et abbé de saint Bénigne, M. le marquis d'Hanlezy (*sic*) (1) et M. de Villeneuve, intendant de Dijon, furent reçus académiciens honoraires, et M. l'évêque de Troyes fit un très beau discours » (2).

Bien que, selon Dumay, l'auteur du *Mercur dijonnais* « rapporte... avec un égal soin les nouvelles judiciaires et celles de l'Académie » (3), la fondation Pouffier n'est citée que onze fois seulement. Et l'auteur du *Journal* ne montre pas plus de curiosité. Cependant, les frères Micault sont des hommes instruits et de vieux Dijonnais. Mais ils s'occupent bien plutôt de l'état du temps, de celui des vignes, de la cherté des grains et du vin, de ce qui se passe dans la rue, des troupes de baladins qui s'arrêtent dans la ville, des « mandrins » qui parcourent et rançonnent les campagnes voisines. Ils aiment leur tranquillité matérielle, les petites jouissances prises à la comédie ; ils éprouveront une joie immense à voir un feu d'artifice et seront plongés dans une admiration profonde en assistant au défilé du prince de Condé et de sa suite, des étrangers de qualité et de leurs équipages, des personnages importants de la province. Ils ressemblent à Leprince d'Ardenay, du Mans ; à Cavillier, de Boulogne ; à Seguin, avocat au Parlement de Lyon, dont parle M. Mornet. Ils ne disent

(1) « C'est Louis-François de Damas, marquis d'Anlezy, commandant pour le roi en Bourgogne, mort le 12 janvier 1763, à Dijon. (V. le *Mercur* à cette date). » Note de Dumay.

(2) *Mercur dij.*, éd. Dumay, p. 135.

(3) *Mercur dij.* Introduction de Dumay, p. XVII.

rien de Rousseau, de Diderot, de Voltaire, de l'*Encyclopédie*. Seguin « raconte gravement que le cardinal de Tencin a eu un commerce incestueux avec sa sœur et qu'il en a eu un fils « appelé le sieur d'Ardinberg ». C'est tout ce qu'il sait du directeur de l'*Encyclopédie*. Et la plupart en savent encore moins » (1). Ce sont des bourgeois de Dijon, pacifiques, craintifs, très attentifs à leur santé, satisfaits de leur sort. Ils n'ont pas l'air de s'intéresser aux travaux de l'Académie, ils les connaissent pourtant, car ils ne manqueront pas de s'en servir pour eux-mêmes, pour leur maison ou pour leurs terres, mais ils n'en disent rien. Ils sont sans doute fiers de la société savante qui est toujours de plus en plus prospère, et s'ils n'en parlent pas davantage, c'est qu'ils n'écrivent point pour des lecteurs. Du reste, ils doivent suivre avec attention les principales manifestations de la fondation Pouffier en lisant les gazettes de Dijon et de la province (2), qui relatent les grandes séances et publient ce qui se fait et se dit aux cours publics. Malgré leur retenue, on aura profit à les consulter parce qu'ils nous entretiendront du prince de Condé, qui sera le protecteur de l'Académie, ainsi que de beaucoup de personnes qui font partie de la fondation Pouffier.

**

Nous avons vu que l'humanisme bourguignon se dressa de toutes ses forces dernières contre l'Académie naissante. Il se gaussa d'elle. Il applaudit aux satires qui essayaient de la ridiculiser, y prêta probablement la main, les recueillit avec soin en tout cas. Ce n'était pas suffisant. Il fallait qu'il continuât, encore et toujours, à affirmer sa prédominance. En face de la société plébéienne, il convenait

(1) D. Mornet, *la Pensée française au XVIII^e siècle*, p. 168.

(2) Ce sont : les *Annonces et affiches de Dijon*, 50 feuilles (du 3 février 1770 au 19 janvier 1771) [Bibl. de D., n° 24142] ; les *Affiches, annonces et avis divers de Bourgogne*, un vol. in-4° (années 1776, 1778 et 1779) [Bibl. de D., n° 24369] ; les *Affiches de Dijon ou Journal de Bourgogne*, 7 vol. (du 4 novembre 1783 au 28 pluviôse an 3) [Bibl. de D., n° 24370] ; *Journal patriotique de Bourgogne*, par une société de gens de lettres (du 1^{er} janvier au 6 avril 1790), reparaissant quelques semaines après sous le titre de *Journal patriotique du département de la Côte-d'Or*, par une société d'amis de la Constitution (du mardi 11 mai 1790 à la fin de 1791) [Bibl. de D., n° 24143] ; sans compter les *Affiches littéraires de Bourgogne*, fondées par J.-B. Mailly et François de Neufchâteau, et qui parurent du 2 janvier 1776 au 28 décembre 1779, puis du 4 novembre 1783 au 16 février 1795.

qu'il opposât sa société patricienne. Malgré tout, la lutte ne saurait être douteuse. La victoire serait facile. D'un côté, la jeunesse, l'inexpérience et la pauvreté. De l'autre, l'âge vénérable, la science et la richesse.

Dans son hôtel, Richard de Ruffey avait fait construire une vaste galerie pour y placer sa bibliothèque. C'est là que, le 19 avril 1752, se trouvaient réunis le président de Brosse, Jehannin de Chamblanc, Espiard de la Cour — l'un et l'autre conseillers au Parlement de Bourgogne —, de Tournay, grand bailli de Gex, frère du président de Brosse, et trois transfuges de la fondation Pouffier : Cocquard, Michault et l'abbé Joly (ce dernier était l'ami de Gouget, le rédacteur au supplément de Moreri). Les tenants de l'humanisme étaient à peu près au complet, sauf Fevret de Fontette et l'abbé Legouz, qui n'avaient pu venir. Richard de Ruffey proposa la formation d'une société de gens de lettres. Sa bibliothèque l'abriterait. On y tiendrait des conférences et on y lirait des mémoires « sur les sciences, sur différents sujets de littérature, et, principalement, concernant l'histoire naturelle ». L'idée parut excellente. « ...Sur-le-champ, on nomma et choisit quelques autres gens de lettres et on travailla aux statuts académiques... M. de Brosse, qui voulut bien se charger de la rédaction de ces règlements, nous proposa en même temps un travail commun sur la langue celtique et sur l'analogie des mots de cette langue avec ceux de la nôtre, et surtout du patois bourguignon... Il revint ensuite à l'étude de l'histoire naturelle et nous invita à apporter souvent des extraits de livres nouveaux de ce genre, afin de cultiver et d'augmenter nos connaissances sur la physique, à laquelle il semble qu'on s'adonne aujourd'hui préférablement à toute autre science » (1).

La société Richard de Ruffey comptait quinze membres. A ceux qui étaient convoqués à la réunion du 19 avril, vinrent s'ajouter Jehannin, conseiller au Parlement, oncle de Jehannin de Chamblanc ; Espiard de la Borde, conseiller au Parlement ; M. de Thésut « ci-devant chevalier

(1) Premier registre de la société Richard de Ruffey, p. 5, Bibl. de D., ms. 1628. C'est le seul registre que possède la Bibl. de D. On ne sait ce que sont devenus les suivants. V. Lange, *op. cit.* Introd., p. 19.

d'honneur à la Chambre des comptes » (1) ; Lardillon, correspondant de l'Académie des Sciences ; Léauté, curé-doyen de Saint-Jean, qui était le seul à faire partie des deux compagnies rivales. (Il avait été nommé honoraire de l'Académie Pouffier en 1747, après la mort de Taphinon survenue en juin 1746 (2).

Devant l'Académie plébéienne s'élevait bien une société patricienne (3). Presque tous les membres de celle-ci, y compris Richard de Ruffey, appartenaient, on vient de le voir, à la haute robe. On était donc entre soi. Aussi n'y avait-il ni rang assigné, ni place attitrée, sauf pour le directeur et le secrétaire qui s'asseyaient à l'une et à l'autre extrémité de la table (4). Car il y a un secrétaire qui conservera les mémoires et notera avec soin ce qui aura été dit aux séances, tandis que l'Académie Pouffier, pendant de nombreuses années, ne gardera que des indications vagues de ses discussions (5). Aucun amour-propre, si grand soit-il, ne pouvait être froissé. De véritables confrères siégeaient dans la belle bibliothèque de Richard de Ruffey, que celui-ci nous présente avec tant de satisfaction (6). « Elle était toute composée de livres anciens. Sa fortune (de Ruffey) lui ayant permis de satisfaire son goût pour les livres, il en a acquis pendant quarante années de toutes sortes de genres, à l'exception de ceux de droit et de théologie. L'histoire, la littérature, la poésie, la physique et l'histoire naturelle sont les parties qui dominent dans cette bibliothèque... Les trumeaux sont couronnés de trois médaillons en marbre, deux de Louis XIV, et le troisième du premier dauphin, qui passent pour être de la main du fameux Coysevox... » Richard de Ruffey nous dira encore que « le vaisseau en est bien éclairé ; il a 17 pieds de largeur sur 48 de longueur et se termine en rond-point... ».

(1) Richard de Ruffey, *Notes pour servir...* V. éd. Lange, pp. 113 et 114.

(2) V. Milsand, p. 390, et Muteau et Garnier, *Galerie bourguignonne*, t. III, pp. 209 et 210.

(3) Sur la société Ruffey, voir Th. Foisset, *le Président de Brosse*, pp. 128 à 130.

(4) Société R. de Ruffey, statuts, art. 7.

(5) V. délibération de l'assemblée du 9 décembre 1763, dans la présente partie de notre travail, I^{er} ch., § 3 : les règlements de l'Académie.

(6) *Notes pour servir...* V. p. 109, édit. Lange.

Les membres de l'Académie Pouffier, eux, tenaient leurs séances dans « une salle obscure tapissée d'une vieille bergame, dont la cheminée à hotte était recouverte de lambeaux de la même tapisserie, et le plancher noirci par la fumée habituelle qui en exhalait ; des fauteuils d'emprunt à bras de bois, dont la dureté et l'incommodité annonçaient l'origine la plus reculée, furent le logement et les meubles que M. Vitte destina aux muses de la Bourgogne. Ce galetas fut leur temple pendant vingt années... » (1).

Quels travaux poursuivaient les membres de la société Richard de Ruffey ? Cette société s'appelait bien société littéraire. Mais Ruffey ne distingue pas entre savants et gens de lettres, sociétés littéraires et sociétés savantes. Il écrira en effet : « on a lieu de s'étonner que la ville de Dijon, patrie de tant de grands hommes et d'illustres savants, n'ait pas été décorée d'une académie dès le temps où des sociétés savantes y cultivaient les lettres avec autant d'ardeur que de succès. Il s'y forma sur la fin du siècle dernier plusieurs sociétés littéraires dont la principale composée de gens de lettres d'un mérite et d'une condition distinguée » (2).

Cependant, la société littéraire a été plutôt une société de littérateurs. Néanmoins, « chacun sera absolument libre en particulier de choisir selon son goût ou ses connaissances le genre ou la matière qu'il voudra traiter, pourvu qu'elle ne soit pas de pur calcul ou de pure théologie non historique » (3). Si l'on cultiva l'histoire naturelle, c'est qu'en elle s'alliaient la rigidité de la géométrie et de l'algèbre et la souplesse de la poésie et de la rhétorique. Cette union était tellement possible que Buffon la réalisait excellemment. On s'occupa donc d'histoire naturelle, mais c'était sur la fin des séances ; il ne lui était assigné qu'une petite place. On laissait la médecine de côté, et aucun médecin n'entrera dans la société, excepté Barberet. Il était l'un des meilleurs membres de la fondation Pouffier. En s'en emparant, on se souciait peut-être moins d'uti-

(1) R. de Ruffey, *Hist. secrète*, p. 45, édit. Lange.

(2) R. de Ruffey, *Hist. de l'Acad.*, p. 5. V. Lange, *op. cit.* Introd., p. 21.

(3) Art. 22 des statuts.

liser ses talents, que de travailler à affaiblir l'Académie. La société se refusera de suivre le président de Brosses, son grand homme pourtant, quand il proposera de faire des observations météorologiques. Elle fera tous ses remerciements à Rameau, qui lui avait envoyé un mémoire sur la musique plein de raisonnements sur les nombres, mais elle ne lui célera pas qu'elle n'y a rien compris. Elle aimera au contraire à se promener dans le passé : elle étudiera Salluste avec de Brosses, écoutera Cœquard lisant des épigrammes de l'Anthologie ; Léauté discutant sur la Théogonie d'Hésiode ; l'abbé Joly dissertant sur les épîtres grecques attribuées à Aristénète ; Espiard de la Cour dénombrant les conquêtes du peuple romain ; Bouillet parlant de l'ancienne chevalerie, etc.

En juin 1752, deux mois après sa création, la société littéraire s'adjoignait des associés compatriotes : Buffon, l'ami de Ruffey (1), Rameau, Crébillon, Le Compasseur de Courtivron, l'abbé Leblanc ; des associés correspondants qui étaient les plus savants hommes de la province : Daubenton, Gueneau de Montbeillard, Nadault, Berryat, du Molin.

Bien qu'elle ne pût obtenir de lettres patentes (2), la société Richard de Ruffey semblait devoir connaître le plus entier succès, tandis que l'Académie paraissait vouée au plus piteux échec. Cependant, c'est celle-ci qui, non seulement durera et marchera d'un pas délibéré vers la renommée, mais englobera l'autre. La société patricienne ne vivra que quelques années et disparaîtra sans laisser de traces (3). Ses travaux mêmes, supérieurs souvent à ceux de la fondation Pouffier, n'assureront pas son souvenir, parce que certains de leurs auteurs les reprendront et les développeront quand ils seront entrés dans l'Académie, et c'est celle-ci qui en aura la gloire. La fon-

(1) V. *Correspondance de Buffon*, par Nadault de Buffon. La première lettre de Buffon à Richard de Ruffey date de 1729.

(2) V. Deberre, *la Vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle*, p. 260.

(3) La société Richard de Ruffey durera du 19 avril 1752 au 21 juillet 1761. Les causes de sa disparition furent, selon Ruffey : « La réception de M. de Fontette à l'Académie, dont il avait été directeur, arrivée en 1757, celle de M. de Ruffey, en 1759, et la négligence des sociétaires à fréquenter les assemblées, qui furent presque abandonnées en 1761. » *Notes pour servir...*, note 59, édit. Lange, p. 118. Fevret de Fontette, étant vingt-cinquième conseiller, fut troisième directeur de 1753 à 1756.

dation Pouffier ne cessera de produire et de grandir jusqu'à cette année 1793 où toutes les sociétés littéraires de France furent frappées de mort. Elle renaîtra dès qu'il sera possible et poursuivra sa destinée autant que le lui permettront la disparition des provinces, la centralisation (1), et surtout l'ombre toujours plus grande que projettera sur elle l'université de Dijon.

Car le succès de l'Académie dijonnaise au XVIII^e siècle, comme celui des autres compagnies, « s'explique par le fait que ce que nous appelons l'enseignement supérieur n'existe pas » à cette époque. « Malgré de très timides tentatives pour introduire dans les universités l'enseignement des lettres et des sciences, on n'y étudie guère, en fait, que la théologie, le droit, la médecine. Et presque partout ces enseignements sont en pleine décadence ; les universités sont méprisées. L'université de Paris ne vaut pas mieux que les autres, et pour tous les gens cultivés, quand ils n'ont pas besoin d'un diplôme, elle est comme si elle n'était pas. » Que fait-on dans les facultés de droit — on sait qu'il en existe une à Dijon — ou de médecine ? « On se tient obstinément aux traditions scolastiques les plus usées ; ces vieilleries sont enseignées par des professeurs qui se déchirent dans d'obscures et féroces querelles. Souvent même ils ont perdu toute conscience. La vente des diplômes, donnés, moyennant finance, après une vague comédie d'examen, n'était pas nouvelle. Perrault et ses amis n'avaient eu, à la fin du XVII^e siècle, qu'à payer pour avoir le leur. Mais il semble bien que le mal se soit répandu, aggravé. Sous Louis XV, la faculté de médecine de Montpellier a la réputation de recevoir tous les candidats. La Mettrie va chercher ses grades de médecin à Reims, parce qu'on les obtient en quelques mois et pour quelques centaines de livres. A la faculté d'Angers, il suffit de payer douze francs l'une des réponses aux questions posées aux candidats en droit. A Reims, quand Brissot,

(1) « ...Aussi, cette compagnie, frappée aujourd'hui par la centralisation qui enveloppe peu à peu et anéantit toute agrégation provinciale, a voulu consacrer la mémoire du président de Brosses et de ses propres origines, en chargeant une de ses meilleures plumes du soin d'illustrer cette époque qui, dans la décadence de la monarchie, fut pourtant une des plus belles périodes littéraires de la Bourgogne. » Rapport de Frantin sur l'ouvrage de Foisset : *le Président de Brosses*, Mém. de l'Acad. de D., 1839-1842, p. 157 sqq.

Danton, Roland veulent obtenir leurs diplômes de droit, ils n'ont qu'à tirer leur bourse. La faculté des arts de Bourges fait un trafic « énorme » de lettres de maîtrise ès arts. Elle en vend jusqu'à Caen, à Mantes où le principal du collège a payé le sien vingt-deux livres dix-huit sols. Les Cahiers de doléances de 1789 se feront l'écho de ces abus. Aussi, de discrédit en discrédit, les universités sont tombées peu à peu dans la plus obscure indigence. Ici, il n'y a pas la cinquantième partie des étudiants qui suivent les cours ; là, la faculté de théologie n'a ni écoles, ni salles ; là, la bibliothèque des professeurs de la faculté de droit ne contient que le *Corpus juris civilis* ; ailleurs, les professeurs bâclent ou suppriment leurs cours publics et les remplacent par des cours privés, payants » (1). Il fallait aller chercher en d'autres lieux un enseignement qui manquait. Les académies et les sociétés littéraires ou de lecture s'efforcèrent de remédier au mal. La fondation Pouffier entreprit cette grande tâche à Dijon, où la décadence de la faculté de droit était aussi grande qu'ailleurs et le mépris qu'on nourrissait pour elle aussi profond, puisque la compagnie ne compta parmi ses membres, de sa naissance à sa disparition, aucun professeur de la faculté de droit dijonnaise.

La société Ruffey continuait presque sans changement celles de Lantin et de Bouhier (2). Elle n'avait aucune attache avec la bourgeoisie et le peuple. Elle était un petit monde à part. Elle tournait à vide (3). L'Académie Pouffier recélait des forces latentes qui emportèrent toutes les résistances, mirent en marche toutes les activités bour-

(1) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, pp. 283, 284, 304.

(2) « M. de Ruffey ouvrit, le 19 avril 1752, sa bibliothèque à plusieurs gens de lettres, parmi lesquels se trouvaient ceux qui avaient composé les assemblées académiques du président Bouhier, convaincu qu'en suivant l'exemple de ce savant et respectable magistrat, il augmenterait en eux l'amour des sciences et des lettres et qu'il travaillerait en même temps à l'honneur de sa patrie. Le succès répondit à ses espérances. En effet, cette société a produit un grand nombre d'ouvrages sur différents sujets d'histoire, de physique et de littérature... » *Mélanges historiques et philologiques* par Michault, avocat au Parlement de Dijon, t. II, 1754, article IV : conférence académique, p. 110 sqq.

(3) On nous permettra cette expression, car « de toutes les innovations survenues dans la langue du XVIII^e siècle, aucune ne fut plus importante que l'introduction du vocabulaire technique dans la langue littéraire et dans l'usage général ». F. Gohin, *les Transformations de la langue française pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle (1740-1789)*, p. 176 sqq.

guignonnes, firent sentir leurs effets en plusieurs points de la France et de l'étranger.

Un monde à son déclin, voilà ce que représentait la société Ruffey. Un monde à sa naissance, voilà ce que portait l'Académie Pouffier. Il ne fallait point que celui-là demeurât plus longtemps seul, sous peine d'être relégué parmi les choses qui ont longtemps servi, qui n'ont plus de raison d'être et qui ne vivent plus que dans la mémoire des historiens du passé ou des amoureux des vieilles choses qui furent belles.

b) L'ACADÉMIE DE 1759 A 1770

Bien des membres de l'Académie Pouffier nourrissaient le désir de voir venir parmi eux les hommes érudits appartenant à la société Richard de Ruffey. Ils avaient compris la valeur de leurs travaux, l'importance que prendrait l'Académie en recevant la haute robe. Un enrichissement considérable, tant au point de vue intellectuel qu'au point de vue moral, en résulterait inévitablement pour elle. La société patricienne souhaitait encore davantage de s'unir à la société plébéienne. Et c'est elle qui fit les premières avances. En effet, les travaux d'approche ont été effectués par Fevret de Fontette. Ils furent couronnés du plus entier succès. La haute robe dijonnaise pénétra dans la citadelle bourgeoise.

D'abord, c'est Fevret de Fontette, reçu le 11 février 1757, à la place de Lantin, qui venait de mourir. Puis arrive le fondateur et l'hôte de la société rivale, Richard de Ruffey. Il avait hâte d'entrer et lança plusieurs appels. L'Académie répondit que, tenue par ses règlements, elle ne pouvait lui donner satisfaction, qu'il fallait attendre, que dès qu'une place d'honoraire serait libre — car le président Richard de Ruffey n'aurait pu en accepter une autre — elle l'accueillerait à bras ouverts. Une vacance se produisit par la mort de Derepas, et, le 16 février 1759, Ruffey fut « nommé d'une voix unanime pour remplir la place d'académicien honoraire » (1).

Ensuite, c'est le tour du président de Brosset, le 6 mars 1761 ; de Thésut, le 16 juillet 1762. Ruffey et de Brosset

(1) Reg. acad., t. I.

firent ensuite pénétrer leurs amis, leurs connaissances, des notabilités. Par Ruffey, sont nommés : Voltaire, le 3 avril 1761 (1) ; Cœur de Roy, président aux requêtes du Palais à Dijon, le 22 mai 1761 ; Daubenton, Lacurne de Sainte-Palaye, l'un et l'autre le 19 juin 1761 ; Nadaut, ancien avocat à la Chambre des comptes à Montbard, et Gueneau de Montbeillard, le 11 décembre 1761 ; de Feligonde, secrétaire de la société littéraire à Clermont, le 5 mars 1762 ; Poncet de la Rivière, ancien évêque de Troyes, abbé de Saint-Bénigne, le 19 mars 1762 ; le marquis du Terrail, maréchal des camps et armées du roi, le 23 avril 1762 ; Legouz de Gerland, grand bailli du Dijonnais, le 16 juillet 1762 ; Le Roy de Flagis, professeur de théologie à Saint-Pétersbourg, le 6 août 1762 ; Venevault, membre de l'Académie de peinture, à Paris, le 21 janvier 1763 ; l'helléniste Larcher, le 11 février 1763 ; le marquis de Bissy, lieutenant-général des armées du roi, gouverneur d'Auxonne, Bullet, chanoine à Besançon ; Chifflet, président à mortier, à Besançon, tous trois le 15 novembre 1765 ; le marquis de Paulmy, le 24 janvier 1766 ; Greuze, le 18 avril 1766 ; Le Français de Lalande, le 21 novembre 1766 ; Séguier, antiquaire et botaniste, à Nîmes, le 28 novembre 1766 ; le chevalier de Boufflers, à Nancy, le 26 décembre 1766 ; Lebaut, conseiller au Parlement de Bourgogne, le 9 janvier 1767 ; de Clugny, intendant de la marine, à Brest, le 31 juillet 1767 ; Chartraire de Bourbonne, président à mortier au Parlement de Bourgogne, le 14 août 1767 ; Bret, auteur dramatique, le 15 avril 1768 ; Cazotte, ancien commissaire de la marine, le 3 juin 1768 ; le marquis d'Argens, le 16 décembre 1768 ; d'Aigrefeuille, pre-

(1) A la séance du 3 avril 1761 (Reg. acad., t. II), il est dit que « depuis quelque temps M. de Voltaire ayant fixé son séjour dans la généralité de Bourgogne, l'Académie, toujours attentive aux avantages qu'elle peut retirer de ses correspondants, se proposa d'associer à ses travaux un homme d'un mérite si distingué dans la république des lettres. M. de Ruffey, chargé d'instruire M. de Voltaire des sentiments de l'Académie, a communiqué à l'assemblée la réponse qu'il en a reçue : « C'est à vous, Monsieur, que je dois des remerciements de la place dont votre Académie veut bien m'honorer. Je vous supplie de lui faire agréer mes profonds respects et ma sincère reconnaissance ; ce sera une raison de plus pour m'engager au voyage de Dijon... » *Lettres inédites...* publiées par Girault, pp. 22 et 23. Après la lecture de cette lettre, l'Académie nomma unanimement et par acclamation Voltaire à la place d'académicien honoraire non résidant. Voltaire ne fit jamais connaissance avec la fondation Pouffier.

mier président de la Chambre des comptes de Montpellier, le 30 juin 1769 ; Droz, conseiller au Parlement de Besançon, le 21 juillet 1769 ; Fontaine, membre de l'Académie des sciences de Paris, le 22 décembre 1769.

Le président de Brosses, lui, fit entrer Rameau et Crébillon, le 22 mai 1761 ; Crébillon fils, le 13 juin 1766.

Cette longue liste montre nettement le changement profond qu'en quelques années seulement connut l'Académie. Nous savons bien que la plupart de ces membres ont été des honoraires qui, sauf quelques-uns, ne prirent point part aux travaux de la compagnie (1). Cependant, leurs noms seuls donnaient un grand lustre à la fondation Pouffier. Presque tous y étaient entrés, nous venons de le voir, par l'intermédiaire de Richard de Ruffey. Aussi, dès 1763, Buffon pourra-t-il écrire au président : « ...Vous avez depuis deux ans décoré votre Académie de beaux noms, et en même temps vous l'avez renforcée de bons sujets ; cela vous fait beaucoup d'honneur ; car le tout est dû à votre zèle, et je suis persuadé qu'avec le temps, cet établissement qui a été plus de vingt ans à naître, deviendra très utile... » (2). Voltaire dira à Richard de Ruffey : « Je vois avec grand plaisir que le nombre et le mérite de vos académiciens augmentent tous les jours ; c'est votre ouvrage et je n'en suis pas étonné » (3). Il lui écrira encore : « Mon cher président, les marques de votre souvenir me sont toujours bien chères. Ne viendrai-je donc jamais vous en remercier à Dijon ? Ne verrai-je point cette Académie dont je vous regarde comme le fondateur ?... » (4).

En vérité, Richard de Ruffey consacre tous ses instants à l'Académie. Il la transforme de fond en comble. — Nous le verrons au fur et à mesure que nous avancerons dans l'étude de l'Académie. — Du monstre débile que Pouffier a mis au jour, il travaille de toutes ses forces à faire une

(1) Le marquis du Terrail, dans une lettre lue à la séance du 3 janvier 1766 (Reg. acad., t. III), avançait que « le titre d'académicien honoraire n'exige peut-être que d'être l'admirateur de ses confrères ».

(2) Lettre datée de Paris, 14 janvier 1763. *Lettres inédites...* publiées par Girault, p. 5.

(3) Lettre datée de Ferney, le 14 janvier 1763. *Lettres inédites...* publiées par Girault, p. 27.

(4) Lettre datée de Ferney, le 4 février 1769. *Lettres inédites...* publiées par Girault, p. 30.

personne harmonieuse et puissante. Le secrétaire Michault communique à l'assemblée un quatrain composé par Le Jolivet (1) « dans lequel l'Académie touchée du zèle et des soins de M. de Ruffey, s'adresse ainsi aux membres qui la composent :

O vous qui travaillez pour la postérité,
Partagez ma reconnaissance.
A Pouffier, je dois la naissance,
A Ruffey, l'immortalité. »

Le très orgueilleux Ruffey tient à passer pour modeste, il barre ces vers, et, dans la marge du registre, il écrit lui-même : « Effacé à la réquisition de M. de Ruffey » (2). Mais l'on peut très bien lire ce quatrain, et la barre et la note marginale de Ruffey attirent fortement le regard.

Dans une lettre qu'il adresse à Ruffey et datée de Bourg, le 4 janvier 1763, le médecin Barberet dit : « Je savais déjà tout le brillant que vous avez donné à cette société. Elle ne manquera pas de s'illustrer lorsque vous voudrez bien lui continuer vos soins. Fond. Pouffier, Restaur. Richard de Ruffey, voilà ce que je voudrais qu'on gravât sur un côté de la médaille... » (3).

Dans son discours de réception, qu'il prononça quelques jours après la démission de Ruffey, Chartraire de Bourbonne dira notamment : « ...On ne peut donner trop de louanges aux idées de M. Pouffier, qui a tâché de tirer nos citoyens de cette espèce de léthargie dans laquelle la peur du ridicule les avait en quelque façon ensevelis et où ils seraient peut-être retombés sans le zèle ardent de M. de Ruffey, aussi digne d'admiration qu'il est infatigable. Tout conspire, en effet, à rendre cette Académie respectable : les noms illustres qui la décorent, l'éloquence et les talents de M. l'évêque de Troyes, les ouvrages de M. le Président de Brosses, les présents de M. Legouz, les soins et le travail de M. Maret, le mérite reconnu de toutes

(1) Sur Le Jolivet, sous-ingénieur de la province de Bourgogne, v. Ruffey, *Notes pour servir...*, note 182, éd. Lange, p. 183 ; la monographie de Le Jolivet, par Ch. Oursel (1908) et le 1^{er} ch. de notre III^e partie : les Prix.

(2) Séance du 10 avril 1761. Reg. acad., t. II.

(3) Ms. arch. acad. Ruffey, lui, écrira avec simplicité : « M. de Ruffey sauva l'Académie de Dijon comme Cicéron avait sauvé Rome en découvrant la conjuration de Catilina. » *Notes pour servir...*, note 108, éd. Lange, p. 150.

les personnes qui forment cette assemblée. Que de motifs d'émulation pour ceux que vous voulez bien y admettre et combien doivent être forts les sentiments de respect et de reconnaissance dont ils sont pénétrés ! » (1).

Quant à Ruffey, dans le portrait qu'il a donné de lui-même dans son *Histoire secrète* (2), il dira tout uniment : « L'Académie de Dijon lui doit sa naissance et sa réforme : il l'a tirée du néant où l'ignorance l'avait plongée et où elle serait éternellement demeurée sans lui. Les difficultés qu'il a éprouvées tant au dedans qu'au dehors de l'Académie auraient rebuté une âme moins ferme et un esprit moins patriotique ; elle sont la preuve qu'il était seul capable d'exécuter ce glorieux projet. »

Il se mêle de tout. La cheminée de la salle d'assemblée est trop petite et tire mal. Il faut acheter un poêle. Ruffey se charge de l'acquisition (3). Il rangera la bibliothèque de l'Académie, dressera le catalogue des médailles, celui des manuscrits, fera des avances d'argent à l'Académie (4). C'est lui qui obtiendra des Elus la grande carte de Bourgogne qu'ils ont fait dessiner. A cette occasion, il prononcera un discours où il assurera que l'étude de l'histoire civile, topographique et naturelle de la Bourgogne doit être une des principales préoccupations de l'Académie ; il convenait donc de posséder la très belle carte qui a été exécutée sur les ordres des Etats. « Mon zèle pour l'Académie m'a engagé à faire les démarches nécessaires pour nous procurer cet ouvrage utile. Les services que j'ai rendus à la province pendant dix-huit années que j'ai exercé la charge d'élu pour le roi m'ont autorisé à faire la demande de cette carte pour l'Académie. Je l'ai obtenue. Je vais avoir l'honneur de vous la présenter, persuadé

(1) Séance du 10 août 1770. Reg. acad., t. V. Chartraire de Bourbonne, président à mortier au Parlement de Bourg., avait été nommé acad. honor. le 14 août 1767 (cf. Milsand, p. 363). Ce n'est que le 10 août 1770 qu'il fut reçu. « Des chagrins domestiques... l'ont empêché jusqu'ici de venir à l'Académie et même de confirmer par réception le titre d'académicien qui lui a été donné. » Ruffey, *Notes pour servir...*, note 147, éd. Lange, pp. 167 et 168. Il avait hérité de la fameuse bibliothèque de Bouhier, dont il était le petit-fils, son père ayant épousé la fille du président, Jeanne Guillemine Bouhier de Savigny. (V. *Mercurie dijonnais*, éd. Dumay, p. 107).

(2) V. éd. Lange, pp. 108-112.

(3) Séance du 30 avril 1762. Reg. acad., t. II.

(4) Ms. 919, p. 241 ; Bibl. de D.

que vous agréerez le succès de mes soins... » (1). Il écrira à du Terrail, auquel il est apparenté et qui est fort riche, pour lui demander de fonder un prix : « ...J'ai formé le projet, lui confiera-t-il, de relever et illustrer l'Académie. J'ai trouvé les plus grands obstacles dans le sein de cette compagnie, dont les membres refusent de se prêter aux vues les plus honorables dans la crainte qu'elles n'entraînent quelque dépense qui pourrait diminuer leurs pensions. Il y a cependant des dépenses de convenance et de décence qui sont indispensables par les mauvais arrangements faits dans la naissance de l'Académie. Le corps académique n'a point de revenus ; tous les fonds s'emploient au paiement des pensions et du prix public. Or, j'ai pensé qu'il se trouverait quelque personne zélée qui fondât le prix... » (2).

Mais, ainsi que Ruffey le confie au marquis du Terrail, il rencontre des résistances ; il fait naître des haines, il se trouvera en face d'hostilités cachées, puis déclarées. Il s'en attristera. Il se fâchera. Cependant, il demeurera dans sa chère Académie pour laquelle il s'est pris d'un véritable amour. A ses yeux, comme il l'a recrée, elle lui appartient, et ceux qui ne sont pas complètement et aussitôt de son avis, qui ne le suivent point pas à pas, seront des ennemis de l'Académie. Il faudra que le dégoût le submerge pour qu'il abandonne la place, se retire désespéré, désemparé, plein de colère. Il ne viendra plus qu'aux deux séances publiques annuelles, où il demeurera presque toujours silencieux. Mais, quand de graves dissentiments éclateront en 1786, mettant en danger la vie de l'Académie, on verra revenir le vieux Richard de Ruffey ; il s'efforcera d'apaiser les différends, moins pour rapprocher les hommes que pour sauver cette Académie, qui lui coûta tant de peines, lui prit tant d'années, lui causa tant d'inquiétudes (3).

(1) Ms. arch. acad.

(2) Ms. 1627, Bibl. de D. Ces lignes sont un projet de lettre. Elles ne sont pas datées, mais doivent avoir été écrites en janvier ou février 1763. V. ce ms. pour toute la correspondance échangée à propos du prix fondé par « Joseph Durey, chevalier, marquis du Terrail, maréchal des camps et armées du roi, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, membre honoraire de l'Académie de Dijon » et Mme Crussol d'Uzès de Montausier, son épouse.

(3) Buffon lui écrira : « Si vous n'étiez pas si fâché, vous pourriez peut-être les concilier... Songez que c'est un édifice que vous avez bâti, et qu'il est presque de votre honneur de ne pas le laisser tomber en ruine. » Corresp. de Buffon, II, p. 211, lettre du 23 janvier 1786.

Il ne l'aura pas seulement façonnée, choyée, enrichie. Il ne lui aura pas seulement donné son cœur et sa bourse, mais tous les instants qu'il ne consacrerait pas au bien-être matériel et moral de la compagnie, il les emploiera à polir des discours, à ciseler des vers, à écrire des travaux de toute sorte qu'il s'empressera de lire, à peine terminés, devant l'Académie.

Il sera beaucoup pardonné à Richard de Ruffey, parce qu'il aura beaucoup aimé. Cet homme plein d'orgueil et de suffisance — au demeurant d'un réel talent et d'une intelligence bien au-dessus de la moyenne — était un survivant du passé, un disciple de Bouhier, un prêtre de l'humanisme qui ne comprit point le monde nouveau : il le regarda du haut de sa grandeur et le souffrit, daigna le fréquenter tant qu'il pensa en être obéi, tant qu'il crut lui donner ses directives. Lorsqu'il s'aperçut enfin que ce monde nouveau refusait de le suivre, tenait à vivre sa vie propre, il se retira sous sa tente. Par son éducation, ses relations, il ne pouvait porter une vue nette sur la révolution qui s'opérait ; il comprit seulement que les membres de l'Académie étaient des ingrats, eux qui se refusaient à suivre, les mains liées et les yeux clos, celui qu'ils auraient dû regarder comme leur guide ; il ne voyait pas que la société Pouffier avait été, dès son origine, une société plébéienne, qu'elle le demeurerait malgré tous ses efforts ; que la bourgeoisie prenait une importance de plus en plus considérable. Pour un Richard de Ruffey, c'était infiniment regrettable et profondément insensé. Lui et ses pareils devaient commander, sinon où s'égarerait le troupeau sans bergers ?

Sans lui, l'Académie continua de prospérer, s'imprégna toujours davantage de l'esprit encyclopédique, car elle agita presque toutes les idées qui parcouraient la France, et s'ouvrit largement à tous les talents bourguignons (1).

(1) L'académicien Claude Picardet assurera dans la séance du 27 mars 1784 (Reg. acad., t. XIV) : « Etendre les moyens de perfectionner les connaissances humaines, ce qui doit être le but d'une Académie comme la nôtre, qui ne se circonscrit dans aucun objet particulier, se proposant d'être comme l'assemblage de toutes les personnes qui dans la Province se portent à l'étude, ne doit faire exception d'aucune... »

c) L'ACADÉMIE DE 1770 A 1793

En 1762, Fevret de Fontette avait été nommé chancelier ; de Villeneuve, intendant de Bourgogne, le remplaçait en 1764 ; en cette même année 1764, Poncet de la Rivière succédait à de Villeneuve. De 1762 à 1770, Richard de Ruffey était demeuré vice-chancelier. A la séance du 28 juillet 1770, Ruffey, rapporte le Registre académique, dit que sa santé et son âge (il n'avait pas encore 64 ans, étant né le 11 octobre 1706), ne lui permettaient plus de remplir les fonctions de vice-chancelier, et il pria l'Académie de recevoir sa démission. « La compagnie, qui est pénétrée de reconnaissance de tous les services importants que M. de Ruffey lui a rendus, et qui sent combien il peut encore lui être utile, n'a accepté qu'avec regret la démission que faisait cet académicien » (1).

Ce fut, à la vérité, une séance tumultueuse que celle du 28 juillet 1770. « ...M. de Ruffey exposa que la place de vice-chancelier, une des premières de l'Académie, était actuellement privée des fonctions honorables qui la constituent par l'usurpation de subalternes hardis et entreprenants, qui s'arrogeaient une autorité indécente » (2).

C'était Hugues Maret, secrétaire depuis 1764 (3), que Ruffey visait. Maret, le représentant typique de la bourgeoisie laborieuse et consciencieuse de sa valeur et, au surplus, médecin, était pour ces deux raisons une des bêtes noires de Ruffey.

Et Ruffey ira jusqu'à écrire :

Si quelqu'un veut faire un commerce utile et légitime,
Qu'il achète Maret ce qu'il vaut
Et le vende ce qu'il s'estime (4).

Le départ en tempête de Richard de Ruffey avait certainement déplu à la plupart des membres de l'Académie, et particulièrement au doux, poli et bienfaisant Legouz de Gerland. A la rentrée de l'Académie (5), celui-ci fit un

(1) Reg. acad., t. V.

(2) *Hist. secrète*, édit. Lange, p. 78.

(3) A la séance du 7 décembre 1764, Maret fut élu secrétaire perpétuel, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort, en remplacement de Michault. Reg. acad., t. II.

(4) Ms. arch. acad.

(5) L'Académie suspendait ses séances vers le milieu d'août et les reprenait aux environs du 15 novembre.

discours dans lequel nous voyons un reproche directement adressé à Ruffey ; ce discours reflétait bien les sentiments de la compagnie, puisque, quelques jours après, elle offrait à son auteur la place de vice-chancelier. Legouz parla sur l'emploi des talents, sur l'amitié et la concorde qui doivent régner dans les sociétés littéraires : « ...Si nous sommes choisis pour éclairer la patrie, marchons toujours à la lueur du flambeau de la raison ; que cette lumière éloigne de nous cette âpreté de caractère que donne trop souvent l'étude des sciences et qui déshonore les savants. Chassons loin de nous cet égoïsme suborneur qui nous empêche de rendre justice aux autres. Rognons les ailes à l'amour-propre. Que la modestie s'accroisse en même proportion que les talents... Que l'amour du bien public nous anime. Que dans le sanctuaire des muses, la concorde règle notre conduite. Que l'estime et l'amitié, cette chaîne heureuse, nous lient. Que l'égalité la plus parfaite, ce ferme appui des sociétés littéraires, soutienne nos efforts, et qu'enfin, l'honneur, la vertu et le mérite fassent parmi nous la seule distinction des sujets. Mais si l'envie, l'amour de soi-même et la dureté du caractère doivent être chassés du temple des muses, la flatterie et la dissimulation en doivent être également bannies. Elles sont le partage des âmes basses ou intéressées, esclaves de la crainte ou de la cupidité. Une franchise noble, sans aigreur et sans hauteur, doit caractériser un véritable académicien... Que l'amitié augmente l'union de cette société et la réputation de notre patrie, et qu'à l'abri de son nom, le nôtre passe enfin à la postérité » (1).

L'Académie avait désiré que Legouz occupât la place de vice-chancelier (2), il la refusa (3). Le président de Brosses fut nommé (4). En 1772, il devint chancelier et Guyton de Morveau, vice-chancelier (5). La fondation Pouffier qui, depuis 1761, s'était organisée puissamment, stimulée par le zèle de Richard de Ruffey, va maintenant prendre son essor dans la voie très nettement tracée de

(1) Séance du 16 novembre 1770. Reg. acad., t. V.

(2) Le 23 novembre 1770.

(3) Le 30 novembre.

(4) Le 7 décembre.

(5) Le 3 janvier 1772. Les élections du chancelier et du vice-chancelier eurent lieu le même jour.

l'encyclopédie. Car, sous la férule de Ruffey, elle s'était attardée dans les sentiers bordés de fleurs sans grande couleur et sans grand parfum de l'humanisme, malgré les désirs de son fondateur. Si elle poursuivait ses travaux scientifiques, ce n'était point avec l'enthousiasme qu'elle montrera après le départ de Richard de Ruffey. Celui-ci avait essayé d'arrêter l'Académie sur la pente où l'avaient engagée ses membres médecins. Il aurait désiré qu'en elle revécût, autant que possible, l'âme qui planait jadis chez Lantin, chez Bouhier, dans sa chère société littéraire. Celle-ci, le président l'avait bien créée à son image. Il y avait même réservé une place, petite à la vérité, cependant assurée, aux sciences pour lesquelles on se passionnait, spécialement pour la botanique. Et il pensait bien que sa société avait été parfaite, puisqu'il avait su mettre en elle ce qu'il estimait être tout le présent sans rien abandonner de ce qui représentait le grand passé.

Mais, on ne fait pas sa part au présent. Tôt ou tard, il brise les liens qui l'entouraient, il fait sauter les bornes qu'on lui avait données. Après le départ de Richard de Ruffey, l'Académie libérée se rua vers les sciences, vers toutes les sciences pratiques, vers le monde nouveau et, pleine d'une débordante ardeur, apporta à l'édifice qui s'élevait tout ce qu'elle avait de connaissances théoriques et pratiques.

Après Richard de Ruffey, ceux qui dirigèrent vraiment l'Académie furent le docteur Maret et Guyton de Morveau. En effet, le président de Brosses, qui allait mourir en 1777, était un membre honoraire qui ne devait jouer aucun rôle, bien qu'il s'occupât consciencieusement de l'Académie, qu'il y vînt fréquemment et qu'il y lût plusieurs de ses œuvres, dont certaines demeurent inédites et qu'on ne connaît que par les renseignements portés sur les Registres de l'Académie. La compagnie se plut à en faire un vice-chancelier, puis un chancelier. Elle avait dû éprouver une joie maligne en opposant les deux amis Ruffey et de Brosses. Le premier s'était retiré bruyamment. Elle se vengeait en portant le second au pinacle.

Le président de Brosses disparu, l'Académie poursuivait sa marche. Elle connaissait la célébrité, elle possédait

une puissante protection (1) ; ses correspondances s'étendaient au loin ; ses amitiés étaient nombreuses, ses cours et ses séances publics, très suivis (2) ; ses concours avaient un grand succès. Elle logeait dans un hôtel qui était sa propriété (3). Le vieux Ruffey la regardait de loin, et souriait doucement à cette belle œuvre, qu'il croyait uniquement la sienne, à laquelle en tout cas il avait beaucoup participé, et dont il avait été éloigné, pensait-il, par des rustres et des méchants. Son amour dura, comme ses haines, jusqu'à sa mort. Il vécut assez pour voir la disparition de l'Académie, à la suite du décret du 8 août 1793 (4). Il n'était plus là pour assister à sa renaissance.

**

Si Richard de Ruffey a produit un grand nombre d'œuvres : poésies, discours, études scientifiques, ce n'est point par elles que son nom demeure. Il n'a pas de lecteurs,

(1) Voir le 1^{er} § du 3^e ch. de notre 1^{re} partie : le Prince de Condé, protecteur de l'Académie.

(2) L'affluence des spectateurs devint si grande dans les séances publiques que l'on fut obligé, à deux reprises, de les donner à l'université dans une salle qui était beaucoup plus vaste que celle de l'Académie. V. Hist. de l'Acad., par le D^r Maret, dans *Mémoires de l'Acad. de D.*, t. I, 1769.

(3) « En conséquence d'une transaction entre le doyen du Parlement et les membres de l'Académie au sujet de l'exécution du testament de M. Pouffier, sous la date du 9 juillet 1773, approuvée par lettres patentes du mois d'août de la même année, l'Académie acquit, avec les contrats que venait de lui céder le doyen du Parlement, et moyennant 23.100 francs, l'hôtel du président de Grammont par acte reçu Bouché, notaire, le 13 décembre 1773. En vertu de nouvelles lettres patentes de février 1785, et par acte reçu du 20 mars 1786, l'Académie acheta du sieur Chauvenet une maison attenante à cet hôtel, et qui en fait une dépendance nécessaire. Elle fut reconstruite au moyen d'une cotisation volontaire des académiciens. L'Académie continua d'avoir la possession paisible de cet hôtel jusqu'à l'exécution du décret du 8 août 1793... Toutefois, malgré ce décret révolutionnaire, cet hôtel fut respecté, il ne fut point mis en vente, et était libre et disponible en l'an VI, époque à laquelle, sur la proposition du ministre de l'intérieur, les sociétés d'agriculture, sciences et arts, furent organisées dans chaque département... » Ms. Acad., 147-14085, Bibl. de D.

(4) Décret du 8 août 1793 : « Art. 1^{er}. Toutes les académies et sociétés littéraires patentées ou dotées par la nation sont supprimées ; art. 2. Les jardins botaniques et autres, les cabinets, bibliothèques et autres monuments des sciences et des arts attachés aux académies et sociétés sont mis sous la surveillance des autorités constituées. » V. Collection de Baudoin, in-8, tome 8, p. 56.

et nous croyons fort qu'il n'en a jamais eus (1) ; ceux qui ont connu ses productions sont ceux qui étaient obligés d'en entendre la lecture ; ceux qui les lisent aujourd'hui, sont ceux qui se trouvent dans l'obligation de les connaître. Ruffey n'est point oublié de quelques érudits ou curieux, uniquement à cause de son rôle éminent dans la fondation Pouffier. Il fut académicien ; il n'a été à peu près que cela. Se consacrant à l'Académie, il voulut écrire l'histoire de toutes les académies de France, comme il s'imposa le pensum de réunir les « sujets de prix donnés par diverses académies de France au XVIII^e siècle » (2). Il commença de lire son étude le 7 mai 1762 (3) ; il ne la terminera que le 29 décembre 1769 (4). Cette histoire des académies est l'histoire abrégée du progrès des lettres, des arts et des sciences, puisque tous les véritables savants ont fait partie de l'Académie de leur pays. Ruffey donne les dates de la création des sociétés littéraires, leurs règlements, la nature de leurs travaux, les événements honorables qui s'y sont passés, les hommes qui les ont illustrés. Et, en conclusion, Richard de Ruffey dit : « Le tableau des académies de France que je viens de présenter forme celui de l'état des sciences, des lettres et des arts dans ce royaume, et prouve avec quel zèle on s'empresse à les cultiver. » Tous y trouvent un très grand profit. « Ceux à qui des emplois importants, soit dans l'épée, soit dans la robe, soit dans le ministère ne permettent pas des études assidues se plaisent à en faire le délassement de leurs travaux et à encourager les talents par leur protection. Les princes leur en donnent eux-mêmes l'exemple et pensent avec raison que la culture de leur esprit est nécessaire

(1) Muteau et Garnier (*Galerie bourguignonne*, t. III, p. 48, diront : « Il (Ruffey) s'est fait connaître dans la république des lettres par plusieurs amusements en vers qui ont mérité l'estime des connaisseurs. » Si l'estime peut aller à un amusement, elle ne saurait être durable.

(2) « Sujets de prix donnés par diverses académies de France au XVIII^e siècle. » 450 feuillets, ms. autographe de Ruffey, ms. 995. Bibl. de D. C'est le 7 juillet 1769 (voir Reg. acad., t. V) que : « M. de Ruffey a présenté à l'Académie un recueil par ordre alphabétique et chronologique de tous les sujets des prix proposés en Europe tant par les académies que par d'autres compagnies ou par quelques particuliers. Il a joint à l'énoncé des sujets le nom de ceux qui ont remporté les prix, celui de la ville où ils ont été proposés et la date de leur distribution. »

(3) Reg. acad., t. II.

(4) Reg. acad., t. V. Entre temps, des passages de *l'Essai historique sur les académies* avaient paru dans le *Mercure* de juin 1763.

pour élever leur âme au niveau de leur rang et soutenir avec honneur la gloire de leur naissance. Les esprits affranchis des ténèbres de l'ignorance et du fanatisme de la superstition ne marchent plus comme autrefois dans les détours d'une route incertaine. Eclairés sur la sainteté et la pureté de la religion qu'ils professent, ce n'est plus par un respect aveugle et servile qu'ils se bornent à l'honorer. Pénétrant les grandes vues de ceux qui sont établis pour leur commander, ils en sont plus dociles à les seconder dans des projets qui ne tendent qu'au bonheur et à l'avantage de l'Etat. Ils sentent enfin que le seul but que doit se proposer l'homme éclairé est d'aspirer à la gloire de se rendre utile à sa patrie. Tels sont les avantages que les sciences, les lettres et les arts ont procurés à l'humanité. »

Ruffey n'était pas le seul à affirmer l'utilité des académies. Leur importance est très grande. A la séance publique du 17 août 1762, Poncet de la Rivière, qui avait été nommé membre honoraire quelques mois auparavant (1), et qui devait être chancelier en 1764, « prononça un assez beau discours sur l'utilité des académies » (2). Ce discours s'intitulait exactement : « *Réflexions sur l'esprit académique* » (3).

Environ un an après que Richard de Ruffey eut donné sa démission de vice-chancelier, eut cessé de jouer tout rôle actif à l'Académie, Claude Picardet, entre autres, se lèvera pour montrer également « les avantages des belles-lettres et des sciences considérées dans leur rapport avec la société » et dire « la nécessité du concours des gens instruits qui s'y appliquent ». L'importance des sciences pour l'utilité publique, commence-t-il, est loin d'être nettement aperçue par les grands et est complètement méconnue par le peuple. Ce sont bien les académies qui éclairent les uns et les autres. Ces sociétés sont semblables à ces monuments que les premiers hommes élevaient pour y déposer les vérités qu'ils jugeaient dignes d'être conservées. Elles sont les dépositaires de ce qui mérite de durer. Les solu-

(1) Le 19 mars 1762; cf. Milsand, p. 403.

(2) *Mercurc dijonnais*, éd. Dumay, p. 146.

(3) Le discours fut publié dans les *Mémoires de l'Acad. de D.*, 1769, p. 177.

tions auxquelles elles parviennent doivent être acceptées avec une entière confiance par le public, puisque les académiciens ont l'obligation de soumettre leurs ouvrages à la censure de leurs confrères s'ils veulent que ces ouvrages soient avoués par les académies. Celles-ci, proclamera Claude Picardet, « sont des tribunaux légitimes auxquels ressortissent toutes les matières de sciences et de belles-lettres, qui servent d'asile aux talents dispersés ». Et les belles-lettres, comme les sciences, ont l'utilité publique pour but. Ainsi, la poésie sert à perfectionner le langage, qui est un des premiers besoins des hommes en société, et à élever la moralité. On se trompera si l'on croit frivole l'étude de l'antiquité, car on tirera un très grand profit de savoir ce que les anciens ont fait et pensé et le perfectionnement des sciences et des arts sera beaucoup plus rapide. Tous trouveront dans les sociétés académiques un encouragement au travail par l'exemple et par la certitude d'y rencontrer des juges impartiaux et bénévoles qui les préserveront de l'erreur et soutiendront leurs efforts (1).

Quelques années avant la Révolution, de Monget viendra lui aussi assurer que les académies ont été et continuent d'être d'une utilité considérable. Il citera le mot de Voltaire au sujet des académies de province : « Elle ont produit des avantages signalés ; elles ont fait naître l'émulation, forcé au travail, accoutumé les jeunes gens à de bonnes lectures, dissipé l'ignorance et les préjugés de quelques villes, inspiré la politesse, et chassé autant qu'on le peut le pédantisme. » Il faut se former une très haute idée de ces sociétés puisque les grands de la terre les ont prises librement sous leur protection immédiate, se sont glorifiés d'y être associés, « d'ailleurs, quel citoyen honnête peut refuser une sorte de vénération à une assemblée de citoyens réunis par le concours indispensable du talent et de la pureté des mœurs, s'occupant à faire valoir les uns et les autres au profit de la société, s'imposant par son propre choix l'obligation du travail, du bon ordre et des procédés réciproques » (2).

(1) Reg. acad., t. VI. Séance du 16 août 1771.

(2) Reg. acad., t. XIV. Séance du 10 mars 1785.

Pouffier, par la création d'une œuvre bonne et utile, Richard de Ruffey, en donnant à cette œuvre la possibilité de durer, le Dr Maret et Guyton de Morveau, par leur travail acharné au sein de l'Académie, tous ceux qui en furent membres et enrichirent de leurs productions, de leurs dons, de leurs conseils la société académique, enrichirent Dijon et la Bourgogne et permirent à la ville et à la province de prendre part, dans un des premiers rangs, au grand effort d'éducation qui se déployait à travers toute la France, par-dessus les universités défaillantes, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

III. — L'organisation de l'Académie

a) LES RÈGLEMENTS

Les règlements, insérés dans les lettres patentes enregistrées le 30 juin 1740 et publiées le 4 juillet suivant (1), avaient nécessité des changements et des additions assez importants et fréquents pour que l'Académie se soit vue obligée, afin de s'y reconnaître, « de réunir aux articles des premiers statuts non abrogés ceux de ses différentes délibérations et d'en faire un corps de lois qu'elle fit imprimer, sous le titre de nouveaux statuts et règlements pour l'Académie de Dijon ». Sous la direction et, on pourrait dire, sous l'aiguillon de Richard de Ruffey, l'Académie travailla pendant plusieurs mois à la rédaction et à la mise au point de ce corps de lois (2). Elle ne commit pas la faute que Ruffey reprochait à Pouffier : elle eut soin de consulter les règlements des autres académies (3), mais elle entendait ne « rien innover dans tout ce qui regarde Messieurs les directeurs et le gouvernement économique de l'Académie ».

Il y aura dorénavant quatre ordres d'associés : associés ordinaires, associés libres résidant à Dijon, associés honoraires étrangers et associés correspondants. Le nombre des associés libres et des honoraires étrangers ne sera pas borné (4).

(1) Statuts et règlements de l'Académie établie à Dijon par lettres patentes du roi. Dijon 1740, in-4° de 17 pages.

(2) Statuts et règlements de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, Dijon 1762, in-4° de 18 pages, 78 articles. On en tira 150 exemplaires. V. Ruffey, *Notes pour servir...*, éd. Lange, p. 123.

(3) V. la note 4 de la page suivante.

(4) Statuts de 1762, art. XIII.

Quand un académicien, soit honoraire, soit pensionnaire, soit associé sera reçu, on lui fera lecture des statuts, qu'il promettra d'observer et qu'il signera. Il devra prononcer un discours de remerciement auquel répondra le président ou un autre officier (1).

L'Académie possédera un chancelier et un vice-chancelier, qui seront choisis parmi les honoraires (2), nommés pour trois ans (3). Le secrétaire sera choisi par les directeurs et par les académiciens à la pluralité des voix, au scrutin (4).

(1) Statuts de 1762, art XVIII. Note 59, dans Ruffey, *Notes pour servir...* : « M. de Ruffey jugea qu'il n'était pas fait pour s'assujettir au mauvais usage introduit de ne faire aucun discours aux réceptions. Personne ne lui répondit. (Nous verrons le discours qu'il prononça). Autre indécence qu'il se proposa d'abolir dans la suite... » Répondant au discours de réception du président aux requêtes du Palais, Cœur de Roy, le 29 mai 1761, Ruffey dira : « Par l'utile réforme que cette compagnie vient de faire dans ses constitutions académiques, elle s'est proposée d'associer également à ses travaux les gens de goût et les gens de lettres. C'est pour remplir ces vues judicieuses qu'elle a jeté les yeux sur vous... » Ms. arch. acad.

(2) Le premier chancelier fut Fevret de Fontette et le premier vice-chancelier Richard de Ruffey. « Reconnaissante des obligations qu'elle avait à M. de Ruffey..., elle lui offrit la place de chancelier...; mais pour ne pas exciter de jalousie, par amour du bien public et par intérêt pour la compagnie, il la refusa et se contenta de la place de vice-chancelier, où il espérait pouvoir lui rendre de plus grands services, et demanda que M. de Fontette, conseiller au Parlement, son ancien, fut nommé chancelier. » Ruffey, *Hist. secrète*, éd. Lange, p. 51. Voir notre note 4.

(3) Statuts de 1762, art. XX.

(4) L'avocat Jean-Bernard Michaut (Milsand, p. 395, orthographe Michault), l'homme lige de Ruffey, devint, ainsi qu'on va le voir, secrétaire perpétuel. Il avait été nommé académicien honoraire le 1^{er} février 1760. Richard de Ruffey ne voulait voir que des gens de son rang dans les places d'honoraires; il exprime sa pensée, qu'il ne confia très probablement à personne, dans les lignes suivantes : « Quoique M. Michaut ne fût pas d'un état à remplir cette place d'honoraire, il paraissait devoir racheter la bassesse de sa naissance par ses talents littéraires, son zèle et la bonne volonté qu'il avait fait paraître dans l'exercice de la place de secrétaire de la société littéraire... » *Notes pour servir...*, édit. Lange, p. 118. Et Michaut lui était tout dévoué ! L'orgueil, chez le président de Ruffey, prenait le pas sur l'amitié, qui devait être, à l'égard de l'avocat, fort condescendant. Michaut écrit le 2 avril 1761 à Fevret de Fontette : « L'Académie de Dijon, ayant procédé depuis quelque temps à l'examen de ses anciens statuts ainsi que des différentes délibérations dispersées dans ses registres, s'est proposée d'en former un nouveau code où l'on a même inséré tout ce qu'il y a de plus judicieux et de plus utile aux progrès des lettres parmi les autres lois académiques tant du royaume que des savants étrangers. En conséquence, nous avons créé des officiers pour présider et coopérer à la police littéraire et aux travaux de l'Académie. Dans l'assemblée du 27 février dernier, la compagnie s'occupa de l'élection d'un chancelier, d'un vice-chancelier et d'un secrétaire. Les suffrages unanimes vous donnèrent, Monsieur, la première place, M. de Ruffey fut nommé à la seconde, et le scrutin me fut si heureux qu'on me déféra la troisième. Je sens également, Monsieur, combien il est avanta-

Les occupations des académiciens seront de trois sortes : lecture des ouvrages importants dans les sciences, les belles-lettres et les arts, examen des découvertes faites par les savants et les artistes, enfin productions de leur propre fond ; ils rendront compte de leurs lectures par des extraits, des découvertes et des expériences en les vérifiant ou répétant, et de leurs productions par des mémoires (1).

Les travaux de l'Académie se rapporteront, autant que possible, aux matières utiles à la province de Bourgogne (2).

Les mémoires seront examinés et les expériences vérifiées dans les assemblées, s'il est possible, ou du moins en présence des commissaires qui seront nommés par l'Académie pour la vérification et qui lui en rendront compte avant qu'il en soit rien retenu sur les registres (3).

On chargera quelques académiciens de lire les ouvrages nouveaux et d'en faire leur rapport à l'Académie pour profiter des vues utiles qui s'y trouveront (4).

L'Académie distribuera pour le prix de chaque année, dans le courant du mois d'août, une médaille d'or d'une valeur de 300 livres, et toute personne pourra concourir, sauf les académiciens résidant à Dijon (5).

On choisira pour le sujet du prix des matières intéressantes et qui puissent devenir utiles à la province de Bourgogne. Le sujet du premier prix sera sur la physique, celui du second sur la morale et les belles-lettres, celui du troisième sur la médecine, après quoi on recommencera dans le même ordre (6).

On ne parlera à l'Académie d'aucune matière de religion, et les questions de politique n'y seront traitées que conformément au bien de l'Etat et suivant les lois du

geux à l'Académie de vous avoir pour directeur et combien il m'est honorable d'y tenir la plume... Nous recevrons demain M. le Président de Brosses parmi les académiciens honoraires avec l'espérance d'y associer M. de Voltaire incessamment... » Projet de lettre, Arch acad.

(1) Statuts de 1762, art. XXXIX.

(2) Statuts de 1762, art. XLI.

(3) Statuts de 1762, art. XLIII.

(4) Statuts de 1762, art. XLV.

(5) Statuts de 1762 (délibération de 1741), art. XLVII et XLVIII.

(6) Statuts de 1762 (délibération de 1741), art. XLIX et L.

royaume (1). Les autres compagnies avaient la même prudence. Elles savaient qu'un simple arrêt pouvait les faire disparaître. Aussi, celle de Châlons, par exemple, qui compte parmi les plus hardies, a soin, quand elle demande en 1776 de répondre à cette question : « Quel est le meilleur plan d'éducation pour le peuple ? » d'ajouter que « tout système qui porterait atteinte au respect dû à la religion et au gouvernement serait rejeté » (2).

Les académiciens pensionnaires pourront, après quinze années (3) d'assiduité à l'Académie, obtenir la vétéranee (4).

Nul des académiciens pensionnaires ne sera tenu présent pendant le courant de l'année, s'il n'a lu un mémoire ou autre ouvrage de sa composition dans une des assemblées, soit publiques, soit particulières (5).

Dans sa séance du 11 février 1763 (6), l'Académie arrêtait que si pendant trois ans, un membre non résidant ou un associé correspondant n'envoyait au moins un ouvrage ou trois observations importantes sur la science qu'il cultive, il serait rayé des listes de l'Académie, à moins qu'il en ait été empêché par une longue maladie, l'âge ou des infirmités.

L'Académie dut remettre sur le chantier les statuts et règlements publiés en 1762, parce qu'elle n'avait point procédé suivant la forme prescrite par l'article XLVII des lettres patentes. Cet article énonçait que « les statuts et délibérations qu'il conviendra de faire à l'avenir, pour le bien et le gouvernement de l'Académie, seront faits par les directeurs, par les deux plus anciens académiciens honoraires et par le plus ancien pensionnaire de chaque classe, à la pluralité des voix, et seront exécutés sans qu'il soit besoin de nouvelles lettres » (7). Tandis que seuls, Richard de Ruffey, académicien honoraire, Gelot et

(1) Statuts de 1762, art. LXV.

(2) Cf. D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 302.

(3) Les statuts de 1767 diront : vingt années.

(4) Statuts de 1762, art. LXIX.

(5) Statuts de 1762, art. LXXI.

(6) Reg. acad., t. II.

(7) « Ce statut a été le salut et la ressource de l'Académie; elle en a l'obligation à M. Lantin. » V. Ruffey, *Notes pour servir...*, note 63, édit. Lange, p. 122.

Chardenon, pensionnaires, avaient travaillé à l'établissement des statuts de 1762, le comité chargé d'élaborer ceux de 1767 fut composé de Fleutelot de Beneuvre, sous-doyen du Parlement, Gaultier, conseiller, Guyton de Morveau, avocat général, de Fontette et Ruffey, plus anciens des honoraires, Raudot, Chaussier et Gelot, plus anciens des pensionnaires.

Les premiers statuts donnaient à l'Académie vingt-quatre académiciens, dont six honoraires — parmi lesquels il n'y aura aucune distinction de rang, séance ou ancienneté — douze pensionnaires et six associés (1) ; les statuts de 1767 portaient à trente-six le nombre des académiciens résidents (non compris les directeurs) : douze honoraires, douze pensionnaires, six associés libres, six associés ordinaires, et permettaient la nomination d'honoraires et d'associés non résidents et de correspondants (2).

Les pensionnaires seront tenus de donner tous les ans un mémoire ou un autre ouvrage travaillé avec soin, d'une demi-heure de lecture au moins (3).

Les associés résidents devront lire un mémoire ou un autre ouvrage de leur composition tous les deux ans (4).

Si un académicien non résident ou correspondant passe le terme de trois années sans envoyer aucun mémoire ou au moins des observations importantes sur la science qu'il cultive, son nom sera supprimé des listes (5).

*
**

Tels furent les règlements de l'Académie de Dijon. Ils subirent par la suite quelques changements que nous indiquerons. Richard de Ruffey y avait fortement travaillé, et il pouvait s'enorgueillir de son action bienfaisante. Sans attendre l'élaboration des statuts de 1762, il faisait accepter à l'Académie différentes modifications. Suivons-le dans son effort sans cesse renouvelé.

(1) Anciens statuts, art. III.

(2) Statuts de 1767, art. III.

(3) Statuts de 1767, art. XX.

(4) Statuts de 1767, art. XXI.

(5) Statuts de 1767, art. XXII. Cet article reprend la délibération du 11 février 1763.

Dès le 2 janvier 1761 (1), il est arrêté qu'au commencement de chaque semestre, on réglerait l'ordre des lectures pour chaque séance et qu'on les distribuerait de façon qu'il y eût au moins un mémoire lu dans chacune des séances. Cet ordre a été aussitôt suivi pour le premier semestre de 1761. D'autre part, il est dit que dorénavant tous les membres devraient signer une feuille d'entrée déposée sur le bureau et qui serait retirée à l'heure d'ouverture de la séance. Ensuite, il est convenu que les comptes de l'Académie seront rendus chaque année en janvier, et que les académiciens sont invités à « diriger leurs travaux sur des matières intéressantes pour la province, soit médecine, soit physique ou belles-lettres, et qu'autant qu'il serait possible, le sujet des prix serait analogue à ces objets intéressants ».

Le 5 mars 1762, Ruffey lit un mémoire contenant de nouvelles réflexions sur la police littéraire et particulièrement sur les statuts de l'Académie, soit pour y apporter certaines corrections, soit pour y servir de supplément. Il est décidé qu'à compter de la première assemblée du mois de décembre 1761, « le droit de séances des absents accroîtra au profit de l'Académie, et ce pour un an seulement, sauf à continuer ainsi d'année à autre si dans la suite l'Académie le juge à propos » (2).

L'Académie possède des règlements bien faits. Elle doit en tirer un grand parti, mais à condition qu'ils soient fidèlement observés. Ruffey y tient tellement la main que « l'Académie, sur les représentations de M. de Ruffey, a délibéré que pour donner une connaissance plus particulière de ses statuts et règlements, on les ferait incessamment imprimer et qu'à chacun des académiciens il en serait présenté un exemplaire ». L'attentif et rigide président rappelle que la compagnie a décidé, le 5 mars précédent, que « nul de ses membres ne pourrait prendre le titre d'académicien dans les ouvrages qu'il ferait imprimer, qu'il n'eût auparavant présenté son manuscrit à la compagnie pour être examiné et corrigé par les commissaires qu'il plairait à l'Académie de nommer, dont il serait délivré à l'auteur un certificat par le secrétaire ; que les

(1) Reg. acad., t. I.

(2) Reg. acad., t. II.

académiciens choisis pour lire aux séances publiques seraient tenus de remettre leurs mémoires aux commissaires nommés par l'Académie six semaines avant les dites séances pour être par eux examinés et leurs corrections et remarques communiquées à l'auteur quinze jours avant la séance pour retoucher son ouvrage, conformément à l'avis des dits commissaires » (1).

Il faut arrêter le nombre des académiciens et opérer une sélection très sévère. Aussi Richard de Ruffey représente-t-il que le nombre des académiciens des diverses classes n'étant pas encore fixé, « cela donne lieu à plusieurs personnes qui n'ont pas les qualités requises d'aspirer au titre d'académicien et de faire quelquefois des démarches indiscrettes pour l'obtenir en employant les sollicitations des personnes accréditées, ce qui met l'Académie dans le danger d'être compromise ». Ensuite, il est sûr « que cette fixation augmentera le mérite des places de l'Académie qui deviendront d'autant plus honorables qu'elles seront moins aisées à obtenir ». Enfin, on comprendra « que pendant l'intervalle d'une nomination à la vacance d'une autre place, il pourra se former des sujets dignes de déterminer les suffrages en leur faveur ». L'Académie suit Ruffey et décide que dorénavant, elle se composera de « douze académiciens pour chaque classe, les associés ordinaires et les associés libres n'étant comptés que pour une classe » (2).

Ruffey fait décider que tous les récipiendaires devront prononcer un discours de remerciement, auquel répondra le chancelier ou le vice-chancelier et, en leur absence, le plus ancien des honoraires ; que tous les mémoires lus aux séances seront déposés dans les portefeuilles de l'Académie (3).

L'Académie suivait Ruffey, malgré sa domination quelque peu tyrannique, malgré ses conseils qui étaient des

(1) Assemblée du 2 avril 1762. Reg. acad., t. II.

(2) Assemblée du 11 février 1763. Reg. acad., t. II. Voir art. 3 des statuts et règlements de 1767.

(3) Assemblée du 9 décembre 1763. Reg. acad., t. II. Voir art. 20 et 21 des statuts et règlements de 1767. Cette décision fut d'une grande importance, car depuis 1741, les membres de l'Académie avaient la faculté — dont ils usaient presque toujours — de reprendre leurs mémoires après les avoir lus. Nous sommes parvenus, néanmoins, grâce aux registres, à des notes, à des brouillons, à des feuilles volantes, à dresser le compte des travaux de l'Académie. V. la deuxième partie de notre travail.

ordres. Quelques-uns pestaient contre le président. Il les entendit et n'oublia pas. Au lieu de les prendre par la douceur, il les irrita davantage par sa dureté ; au lieu de garder le silence, il les dénonga devant l'Académie ; au lieu d'exposer modestement son œuvre, dont il pouvait être fier, il en parla avec un immense orgueil. Nous avons pour preuve le discours qu'il prononça le 2 mars 1764, à propos de l'élection de nouveaux officiers. C'est sur sa demande que des officiers avaient été nommés pour trois ans. Si la société végétait avant sa réforme, c'est qu'elle ne possédait point de chefs nommés par elle. Personne alors ne prenait un réel intérêt aux affaires académiques. Faute de secrétaire, les correspondances étaient fort négligées. Aujourd'hui, l'état de langueur dans lequel la société se trouvait a totalement disparu. L'Académie est bien conduite et se dirige d'un pas ferme vers le but digne d'elle : l'utilité publique. Les officiers nommés en 1761 voient leurs pouvoirs arrivés à expiration. Il faut en choisir d'autres. Sur qui le choix doit-il porter ? Sur ceux seulement qui n'auront en vue que la gloire de l'Académie et ses véritables intérêts, sans se soucier des intérêts particuliers. Des hommes si vertueux sont rares. Il en existe au moins un, c'est Richard de Ruffey. Écoutons-le : « Je n'ai rien négligé pour remplir avec honneur les fonctions de la place que j'ai occupée dans l'Académie pendant ces trois années. J'ai triomphé des plus grands obstacles qui s'opposaient à la gloire et au progrès de cette compagnie. D'heureux succès ont couronné mon zèle et mes soins, et je puis dire de l'Académie ce qu'Auguste disait de Rome : *Marmoream relinquo quam lateritiam accepi*. Je n'aurais souhaité pour tout prix de mes travaux que l'avantage d'avoir contenté tout le monde. La Fontaine a prouvé l'impossibilité de cette prétention. Mon zèle, mes services, ma fermeté, mon amour pour la vérité et le bon ordre ont excité l'envie, et j'ai appris par mon expérience que les hommes aiment à être trompés, ayant possédé votre confiance dans le temps que je n'avais encore rien fait pour la mériter, et m'en étant vu privé dans celui où je la méritais le plus. Mais j'ai de quoi me dédommager, je suis assuré de votre estime et de celle du public. Cela me suffit, je la préfère à tous les autres avantages. Vous

me verrez toujours les intentions les plus pures et les plus désintéressées, le même zèle pour l'Académie. Je ne négligerai rien pour lui en donner des preuves. Je ne puis mieux finir ma carrière et rendre à cette compagnie un service plus signalé qu'en vous invitant de jeter les yeux sur M. de Villeneuve (1) dans le choix que vous venez de faire d'un chancelier... » (2).

Dès la séance suivante (3), l'infatigable Richard de Ruffey fait observer que plusieurs académiciens honoraires « constitués en dignité » ayant été nommés depuis la réforme de l'Académie, il était important de les voir assister aux séances et qu'ils se trouvaient souvent dans l'impossibilité de venir, parce que leurs occupations journalières les retenaient jusqu'après l'ouverture des séances, qui commençaient à trois heures. L'entrée devrait être dorénavant fixée de 3 heures 30 à 4 heures, et la séance s'ouvrir à 4 heures précises, pour durer deux heures comme le veut l'article 37 des anciens règlements. Ruffey dit encore que l'article 46 des règlements portait que des commissaires seraient nommés pour rédiger l'histoire et les mémoires de l'Académie, ce qui n'a pas été exécuté depuis trois ans, que ce retard intéresse l'honneur de la compagnie, étant convenable d'imiter les autres académies. Ruffey est écouté, et dès le 16 mars, Gelot, Perret, Chardenon et Maret sont nommés pour procéder sans relâche à ce travail, conjointement avec le chancelier et le secrétaire. Puis, le 4 mai 1764, il est arrêté que personne ne pourra être admis s'il n'a 25 ans.

Quelques-uns murmurent au sein de la compagnie contre ces règlements draconiens que Ruffey fait accepter.

(1) Jean-François Dufour de Villeneuve, président du grand conseil en 1747, lieutenant civil au Châtelet en 1766, fut intendant de Bourgogne de 1761 à 1764. Il avait été reçu académicien honoraire le 26 mars 1762. Cf. Milsand, p. 413. *Mercurie dijonnais*, éd. Dumay, p. 135.

(2) « Discours de M. le président de Ruffey à l'Académie de Dijon pour l'élection de nouveaux officiers, prononcé le 2 mars 1764. » Brouillon, ms. arch. acad. A la suite de ce discours, et malgré ce discours, Ruffey fut réélu vice-chancelier. « Les mécontents même étaient forcés de lui rendre la justice qu'il méritait : on aurait tout détruit en ne le continuant pas dans les fonctions de la place de vice-chancelier. » Ruffey, *Notes pour servir...*, note 84, édit. Lange, p. 139. Dufour de Villeneuve devint chancelier. Cf. Milsand, p. 321.

(3) Séance du 9 mars 1764. Reg. acad., t. II.

D'autres académiciens vivant au loin s'inquiètent des menaces qui pèsent sur eux s'ils n'envoient pas des mémoires dans le temps fixé. Ainsi, Pinot « médecin du Roi, Intendant des eaux en survivance », qui est correspondant depuis le 24 août 1749 (1), jour où il reçut le prix de physique proposé pour cette année-là, écrit de Bourbon-Lancy, le 6 avril 1764, une lettre où il proteste vivement contre les décisions de la compagnie. S'il est sûr, écrit-il, que l'arrêté du 11 février 1763 doit exciter l'émulation des associés correspondants, il faut néanmoins estimer qu'un honneur une fois déferé en connaissance de cause et par des juges également intègres et éclairés, devrait avoir un caractère indélébile et que ceux qui pourraient s'en rendre indignes par leur négligence à se cultiver seraient assez punis de porter un nom qu'ils ne méritent plus sans y ajouter une flétrissure publique en les rayant des listes. Bien des circonstances, d'ailleurs, peuvent empêcher la rédaction d'un mémoire, quoiqu'on soit livré tout entier à l'étude et à l'observation. Les médecins sont plus particulièrement dans ce cas, car une fois que la confiance publique les a fait connaître, il ne leur est plus guère possible de s'occuper d'œuvres académiques ; mais, par leurs travaux mêmes, ils remplissent leurs obligations vis-à-vis des compagnies de qui ils tiennent des honneurs et des distinctions (2).

La lettre du médecin Pinot ne changea pas la façon de voir de l'Académie, puisqu'à la séance du 3 avril 1767, Ruffey rappelle que par la délibération du 11 février 1763 les académiciens non résidants et correspondants sont obligés d'envoyer quelques ouvrages, au moins tous les trois ans, et que dans le cas où ils ne rempliraient pas cette obligation, ils seraient regardés comme renonçant à l'honneur que l'Académie leur avait fait, et qu'en conséquence leurs noms seraient supprimés des listes. Ruffey a dit ensuite que tous les correspondants étaient instruits de cette délibération, que cependant, Genty chirurgien à Londres, Patulot, demeurant à Paris, et Pinot, médecin à Bourbon-Lancy n'avaient rien envoyé à l'Académie depuis quatre ans et plus, qu'étant dans le cas prévu par

(1) Milsand, p. 402. Sur Pinot, v. ms. 2064, p. 695, Bibl. de D.

(2) Ms. arch. acad.

le règlement, il pria l'Académie de prononcer sur leur sort. Aussitôt, il a été arrêté que le nom de Pinot serait immédiatement supprimé des listes de l'Académie ; qu'en ce qui concerne Patulot, on attendrait jusqu'à la fin de l'année pour prendre une décision ; quant à Genty, pensant qu'il n'était peut-être pas instruit de ce règlement, il était convenable de lui accorder un sursis jusqu'à ce qu'on fût assuré qu'il avait connaissance des intentions de l'Académie (1).

Par la suite, la compagnie se montra moins sévère. Cependant, à la séance du 18 janvier 1781, Guyton de Morveau — qui venait d'être nommé chancelier le 11 janvier — (2) fait observer, à l'occasion des demandes de plus en plus nombreuses adressées par des savants et des gens de lettres de toutes les provinces, que la plupart de ceux qui sollicitent l'association paraissent, après l'avoir obtenue, oublier les engagements qu'ils ont pris et ne donnent même pas des preuves de leur existence. Il convient donc de remédier à cet abus. Aussi, à la séance de rentrée du 15 novembre 1781, Guyton de Morveau rappelle-t-il l'article des règlements ordonnant qu'on supprime de la liste les noms des académiciens non résidants qui auront passé trois ans sans envoyer quelque ouvrage. Mais il serait injuste, a-t-il ajouté, de suivre le règlement à la lettre, et l'on peut, sans s'éloigner de l'esprit qui l'a dicté, faire des exceptions en faveur de ceux qui ont bien mérité de l'Académie par une correspondance active ou que leur âge, leurs occupations empêchent de remplir les obligations qu'il ont contractées. Il est cependant à désirer que ces académiciens témoignent quelquefois par des lettres leur attachement à l'Académie, un silence trop prolongé pouvant les faire suspecter d'indifférence ; d'ailleurs il arriverait peut-être que la compagnie, ignorant ses pertes, laissât échapper l'occasion de donner des marques publiques de son estime à ceux qu'elle aurait perdus, et conservât leurs noms sur la liste longtemps après que la mort les lui aurait enlevés.

(1) Reg. acad., t. IV.

(2) Guyton de Morveau succédait à Dupleix de Bacquencourt, intendant de Bourgogne, chancelier depuis 1775. Nommé conseiller d'Etat, Dupleix de Bacquencourt était parti pour Paris.

Pour obvier à ces inconvénients, Guyton de Morveau propose de radier aussitôt ceux qui depuis leur réception n'ont donné aucune preuve de leur attachement à l'Académie, mais en se réservant d'y rétablir leurs noms dès qu'ils auront détruit les soupçons que leur silence a fait naître ; d'arrêter que désormais on agirait de même avec ceux qui continueraient à garder le silence, mais qu'on ferait imprimer la délibération et qu'on la joindrait aux listes pour l'année 1782 afin que tous fussent prévenus des dispositions de la compagnie (1). L'avis de Guyton de Morveau fut unanimement adopté. La règle de plomb remplaçait la règle de fer, selon la comparaison d'Aristote.

Le comité chargé de la réforme de la liste se mit aussitôt à l'œuvre. Il était composé de Guyton de Morveau, de l'abbé Fabarel, de Maret, de Claude Picardet, de l'abbé Boullemier et de Durande. Dès le 29 novembre 1781, le comité exposait qu'il était d'avis de supprimer les noms de Garnier, du comte des Garets, de Greuze et de Marin (2) « qui depuis leur réception n'ont pas donné à l'Académie le plus léger signe de vie et qui seront remis sur la liste dans le cas où par la suite ils témoigneraient leur attachement à l'Académie » (3).

Certains s'émeuvent comme le sculpteur Attiret (4), qui craint que son nom ne soit supprimé et réclame l'indulgence de la compagnie. Le secrétaire est chargé de le rassurer et de lui envoyer une nouvelle liste (5).

D'autres approuvent pleinement. Le secrétaire de l'Académie de Lyon, de la Tourette (6), écrit qu'il applaudit au nouveau règlement « tendant à exciter le zèle des académiciens non résidents », et annonce que l'Académie de Lyon se dispose à en former un pareil.

(1) Reg. acad., t. XI.

(2) Seul le nom de Garnier ne figure pas sur la « liste générale des membres de l'Académie » dressée par Milsand, p. 355 à p. 415. Il fut donc l'unique victime des rigueurs de l'Académie.

(3) Reg. acad., t. XII.

(4) Attiret avait été nommé correspondant le 7 mai 1773. Cf. Milsand, p. 357.

(5) Séance du 3 janvier 1782. Reg. acad., t. XII.

(6) Séance du 14 février 1782. Reg. acad., t. XII. De la Tourette faisait partie de l'Académie de Dijon : il avait été nommé académicien non résident le 18 janvier 1776, et deviendra honoraire le 28 février 1782. Cf. Milsand, p. 389.

Les statuts et règlements ne devaient plus être modifiés. A la suite d'un décret de l'Assemblée nationale en date du 20 août 1790 ordonnant que « les différents corps littéraires et académies soient tenus de présenter dans le délai d'un mois les règlements par lesquels ils veulent fixer leur nouvelle constitution », l'Académie de Dijon allait se mettre au travail. Dans l'assemblée réunie extraordinairement le 3 octobre 1790 (1) Claude Picardet, qui présidait la séance, dit que le décret vise seulement les académiciens de Paris, qu'il n'a pas encore été envoyé dans les départements, mais qu'il s'étendra sûrement à toute la France. Il convient donc que l'Académie ne tarde pas à s'occuper du plan le plus convenable à sa constitution, des moyens propres à assurer la continuité de ses travaux, de ses expériences et des cours publics dont elle avait été chargée par l'ancienne administration. Il fut décidé qu'un comité serait formé qui rédigerait un mémoire devant être présenté à l'Assemblée nationale. Il contiendrait non seulement un projet de règlement, mais encore l'indication des fonds et moyens nécessaires pour l'entretien des séances et des cours publics. Malgré tous les obstacles, l'Académie voulait avoir la possibilité de continuer ses travaux. Le temps lui manqua pour établir sa nouvelle constitution. Elle disparaissait trente mois après. Le 14 prairial an VI (2 juin 1798), elle se reconstitua sous le titre de *Société libre des sciences, arts et agriculture de Dijon*. Puis, de nouveaux statuts ayant été rédigés le 25 germinal an X (15 avril 1802), elle reprenait son ancien titre le 19 messidor an X (8 juillet 1802) [2].

En ouvrant la séance du 13 novembre 1767, après la lecture des règlements — comme l'ordonne l'article XVI — le chancelier, c'est alors Poncet de la Rivière, prononça un éloquent discours où il disait que les corps littéraires sont sujets à des variations qui les altèrent et les affaiblissent. « De l'émulation qui anime les talents peut naître la rivalité qui les divise ; la liberté de penser produit aussi celle d'écrire, et l'on ne connaît que trop les funestes

(1) Reg. acad., t. XV.

(2) Voir A. Cornereau, *Table générale et particulière des travaux contenus dans les Mémoires* (1769-1913). Introd. p. 6.

écarts dans lesquels se perdent des esprits que l'ambition emporte, que la licence égare, sur qui rien ne règne, qui veulent dominer partout, qui souffrent à peine des égaux, ne reconnaissent point de maîtres, et qui, entraînés loin de l'enceinte des lois par l'indépendance qui les brave, ne sont pas moins difficiles à ramener que dangereux à suivre. » L'indolence et l'orgueil doivent être sévèrement condamnés. L'indifférence est plus pernicieuse encore. « Une Académie telle que la nôtre n'a de force et de vie que celle qui lui vient de l'activité des membres qui la composent. C'est un Sénat dont l'entrée ne doit être ouverte qu'aux talents, où l'égalité doit entretenir le concert, où la distinction des mérites n'en doit mettre aucune dans les rangs, où chacun soumis aux mêmes lois ne doit aspirer qu'à l'honneur de surpasser les autres sans oser prétendre à celui de les dominer ; c'est une république habitée par des esprits citoyens qui ne doivent avoir d'intérêt que le sien, entre lesquels doivent régner une émulation sans jalousie, une activité sans tumulte, une liberté sans licence, une subordination sans esclavage et une seule ambition, celle d'accroître le fond de l'opulence publique par la communication de ses richesses particulières. » Il a fallu assurer le commerce et l'usage de ces richesses par des règlements « qui en prévinsent la dispersion ou l'abus ». Ces règlements établissent les précautions les plus sages pour qu'on ne puisse faire erreur dans la réception des sujets ni être séduits dans la lecture des ouvrages. « L'autorité des emplois supérieurs y est subordonnée à la loi générale ; la liberté des suffrages doit y produire la sûreté des décisions ; l'intérêt commun n'y est présenté que comme le point de réunion pour les intérêts particuliers, et l'esprit du corps bannira tout esprit étranger dans les membres divers qui le composent. » S'il en est ainsi, « le goût de l'ordre conduira à celui du travail. Un noble désir de contribuer aux progrès de cette société nous fera envisager son intérêt comme le nôtre et ajoutera à notre honneur tout ce que nous ferons pour l'accroissement du sien » (1).

(1) Reg. acad., t. IV.

Discipline, travail, concorde, intérêt général, voilà ce qui fera la grandeur et la prospérité de l'Académie ; voilà ce que les règlements commandent.

b) LA NÉCESSITÉ DE L'EFFORT.

Lorsque le médecin Hugues Maret fut nommé pensionnaire le 9 décembre 1763, Richard de Ruffey prononça un discours où il dit que les pensionnaires ont le devoir de composer chaque année un travail et que nul d'entre eux ne peut s'y soustraire « sans manquer à l'honneur et à la probité ». Car « c'est la condition que le testateur exige pour le prix des quarante mille livres dont il a doté l'Académie ». Et Ruffey continue sévèrement : « Un militaire ne rougirait-il pas de toucher sa solde sans combattre ?... J'ai vu avec peine avancer dans cette Académie des sophismes dangereux sur la liberté académique qu'on prétendait étendre au droit de ne rien faire. Il est à propos de détruire ce préjugé. » Ce qui n'est pas difficile. Supposons, en effet, que tous les membres d'une académie veuillent user de cette prétendue liberté — car si ce droit existe, il doit être général. On pourrait certes s'assembler. Mais que ferait-on ? Serait-il possible d'appeler académique une telle assemblée ? Il y a une liberté académique. Elle consiste à travailler, « mais à n'être obligé au travail que par l'honneur et la bienséance ou les engagements qu'on a contractés de plein gré ». Elle permet de faire le choix de son sujet, de sa méthode et ce choix doit être réglé par le goût et les circonstances. « Voilà la véritable liberté académique, et non cette licence qui ne reconnaît ni règles ni discipline, qui répugne à la raison et ne tend qu'à la destruction ou à l'avilissement du corps académique. » Tous, honoraires y compris, doivent se soumettre à ces règles. « Ils s'y sont engagés par l'honneur qui est un lien plus fort que le devoir. » Quant au titre de pensionnaire, « il suppose des services rendus à l'Académie, du goût, de la science et des talents. Mais c'est une erreur de croire qu'il donne toutes ces choses. Il faut les acquérir par un travail assidu. Plus on apprend, plus on voit qu'il reste à apprendre, et si l'on veut obtenir l'estime de l'Académie et du public, ce n'est qu'en s'y rendant utile et en contribuant autant qu'il est en soi à l'illustrer et à l'enrichir par de bons ouvrages... » Et voici

qu'après s'être érigé en censeur rigide, Richard de Ruffey exalte les associés qui, « reconnaissants des soins qu'on a pris pour rétablir et illustrer l'Académie, jaloux de mériter, de conserver la voix que cette compagnie leur a accordée dans toutes les délibérations », n'ont pris aucune part dans les disputes trop fréquentes. « Jamais l'humeur n'a dicté leur opinion. Jamais l'amour-propre ne les a aveuglés jusqu'à dédaigner des conseils salutaires et désintéressés. On ne les a jamais vus se répandre en murmures indiscrets et en clameurs indécentes, ni chercher à se faire valoir en allumant le feu de la discorde dans le sein d'une société qu'une union parfaite devrait cimenter, si chaque membre, pénétré de la noblesse de son état, n'avait pour unique but que l'honneur et la gloire de l'Académie et ne se disputait que l'avantage de surpasser ses rivaux par de meilleurs ouvrages... » (1).

Ce n'est pas seulement le sévère Ruffey qui parlera ainsi. A la séance de rentrée de 1772 (2), Guyton de Morveau, vice-chancelier, prononça, en l'absence du chancelier le président de Brosses, un discours où il fit d'abord observer que la lecture des règlements est une des plus anciennes institutions établies dans toutes les compagnies, et s'arrêta longuement sur les avantages de cette lecture. Il continua en disant que si une académie n'était instituée que pour l'agrément de ses membres, que « pour les faire jouir ensemble des objets que poursuivent leurs goûts » (3), elle pourrait ne point se soucier de leur activité plus ou moins grande, parce qu'elle souffrirait seule des résultats peu brillants qu'on obtiendrait. Il serait possible cependant que la parfaite quiétude n'y régnât pas, parce que les laborieux ne manqueraient point d'exiger des autres autant d'efforts qu'ils en déploieraient. Ce n'est pas là le but des académies, surtout de celles qui ne se bornent point à la culture des lettres. Ces dernières se sont chargées du dépôt des sciences et ont pris l'engagement solennel de travailler à leurs progrès. « Elles se sont rendues dès ce moment comptables envers

(1) Ms. arch. acad.

(2) Le 13 novembre. V. Reg. acad., t. VI.

(3) C'est ce qu'on avait vu chez les humanistes bourguignons, chez Lantin, Bouhier, et même dans la société Richard de Ruffey.

la patrie. » C'est à cette seule condition qu'elles existent et que « l'estime publique consent d'attacher quelque prix aux titres qu'elles confèrent ». Celui qui fait partie d'une académie s'est obligé « d'acquitter sa part d'une dette commune, et quand il refuse d'y contribuer, il viole le pacte de la société ».

Ainsi, il faut que nul ne pense, comme le disait Ruffey, que la liberté académique s'étende « au droit de ne rien faire ». La compagnie veut suivre tous ses membres, être au courant de tous leurs travaux et de tous leurs efforts. Si l'un d'eux semble ne point montrer une activité suffisante, vite elle le relance et, s'il le faut, le tance vertement.

Elle estime que le médecin Barberet reste un trop long temps sans envoyer quelque mémoire et le rappelle à l'ordre. Barberet s'efforce aussitôt de se justifier. S'il n'a rien donné en 1762, il promet pour 1763 « un ouvrage de longue haleine » qui, par conséquent, demande du temps. C'est un traité sur le vin et la culture de la vigne. « M. l'Intendant veut que je le fasse imprimer parce qu'il croit qu'il pourrait être de quelque utilité. C'est sous ses auspices que j'ai fait quelques expériences en agriculture dont je ferai part à l'Académie quand mon magasin sera bien fourni » (1).

Elle taxe d'indolence le chevalier de Mouhy, qui répond longuement. Il essaie de se disculper en expliquant qu'il a eu plusieurs maladies, et que lorsque sa santé était satisfaisante, tout son temps était pris par son service auprès du maréchal de Belle-Isle. Néanmoins, l'Académie continue de le harceler et s'étonne presque qu'il eût demandé à être académicien alors qu'il ne pouvait en remplir les devoirs. De Mouhy soumet aussitôt au jugement de la Compagnie une *Histoire du théâtre français*, puis n'envoie plus rien. L'Académie revient à la charge, et de Mouhy répond le 3 mars 1775. Il invoque encore la maladie, se désespère de ne pouvoir se rendre vraiment digne du titre d'académicien de Dijon, et continue ainsi : « Il ne me reste que la consolation de faire connaître au public en mettant sous ses yeux le grand ouvrage (c'est l'*Histoire du théâtre français*) que j'ai soumis aux lumières de

(1) Ms. arch. acad. Cette lettre est datée de Bourg, 4 janvier 1763.

l'Académie il y a quelques années, que j'ai fait ce qu'il a dépendu de moi pour avoir quelque droit à l'honneur qu'elle m'a fait de me mettre au nombre de ses membres, Sans l'événement fatal de la mort du feu roi, il allait être imprimé au Louvre : cette grâce, qui avait été accordée en faveur de l'utilité de ce livre et de longues recherches plus qu'au mérite de l'auteur, a été suspendue. Le premier de mes soins quand il paraîtra sera d'en faire hommage à l'Académie en la suppliant de me pardonner si les circonstances auxquelles l'humanité est subordonnée ne m'ont pas mis à portée de justifier plus dignement le choix qu'elle a bien voulu faire de moi en 1751 (1), grâce dont je suis bien plus flatté assurément que de toutes celles dont la fortune aurait pu me combler. » Le laid, pauvre, non dénué de talent, malchanceux et inquiétant chevalier de Mouhy (2), qui écrivit tant de romans, dont l'un, *La Mouche ou les Aventures et Espiègleries facétieuses de Bigand* (3), a été fort loué, n'oublie pas, en envoyant cette lettre à l'Académie de Dijon, qu'il fut un des correspondants littéraires de Voltaire — dont il reçut pendant quelque temps une petite pension — et qu'il dirigea la *Gazette de France*. Il termine en effet par ces échos : « M. de Châteaubrun, de l'Académie française, vient de mourir, âgé de 79 ans. Il n'est pas douteux que M. de Chateluz ne le remplace. M. de Belloi ne tardera pas à laisser encore une place vacante. Il est fort mal. Le roi lui a envoyé cinquante louis par M. le duc de Duras. *Le Barbier de Séville* de Beaumarchais, qui avait été mal reçu à la première représentation, s'est relevé à la seconde et a un grand succès » (4).

Lorsque l'Académie a daigné prononcer le *dignus es intrare*, il convient que celui qui en a été honoré lui adresse immédiatement ses plus respectueux remerciements. Sans cela, elle s'indigne.

(1) De Mouhy se trompe. Il a été reçu en 1753. Cf. Milsand, p. 397.

(2) V. sur le chevalier de Mouhy : Rivarol, *Petit almanach des grands hommes*, 1788 ; et Charles Monselet : *les Oubliés et les Dédaignés*, 1857, t. I.

(3) Paris, 1736-1738, 4 vol. in-12.

(4) Ms. arch. acad.

Le chevalier de Juilly de Thomassin (1), nommé académicien non résidant le 12 décembre 1766, n'avait pas encore, six semaines après, envoyé son remerciement. L'Académie dut lui écrire en termes fort durs pour que l'infortuné ait répondu par ces lignes si désolées, datées d'Arc-en-Barrois le 14 février 1767 : « Je reçois dans le moment votre lettre du 5 qui tout à la fois m'afflige et me déconcerte. » Le reproche le plus humiliant qui pouvait lui être adressé était bien la surprise que l'Académie témoignait de son silence. C'est une grande douleur pour une âme « honnête et sensible » d'être soupçonnée faussement d'ingratitude. La vérité tout entière est qu'il travaillait sans précipitation à un remerciement « qui pût répondre en quelque façon à la grâce signalée dont cette illustre compagnie » venait de l'honorer. Il voulait, « connaissant trop le prix d'une telle faveur », lui montrer le mieux possible combien il en était « pénétré et flatté ». Il méditait longuement toutes les belles choses qu'il voulait dire. « Votre lettre désespérante arrive : la plume m'échappe... je la reprends en vain... Je ne me sens plus inspiré. L'idée que l'Académie est prévenue contre moi me glace et me décourage. Comment, en effet, paraître désormais devant elle si je ne suis plus assuré de son indulgence ? Quoi qu'il en soit, Monsieur (c'est à Maret, secrétaire perpétuel, qu'il écrit) suppliez-la en mon nom d'agréer mes excuses et les sentiments de gratitude, de respect et d'amour qui m'attachent à elle pour la vie » (2).

Certains tremblent de ne point contenter suffisamment l'Académie, bien qu'ils s'y efforcent. Ainsi Godard, qui est médecin à Verviers, écrit le 15 novembre 1774 (3) pour demander si en envoyant bientôt un mémoire, on voudra le porter en compte « pour le terme de stricte obligation ». Suivant les statuts, il doit fournir un ouvrage tous

(1) Ruffey écrit : Thomassin de Juilly; Lange également; et Mil-sand imprime : Thomassin de Jully. Ils ont tort tous les trois. Les lettres autographes du chevalier que nous avons eues entre les mains portent cette signature : le chevalier de Juilly de Thomassin. Le discours de réception de Juilly de Thomassin soutint *Que les sciences, loin de corrompre les mœurs, ne tendent qu'à les perfectionner*. Ms. 1627. B. de D.

(2) Ms. arch. acad.

(3) Ms. arch. acad.

les trois ans, parce qu'il n'est que correspondant (1) ; il voudrait savoir si, en faisant tenir des mémoires à des dates plus rapprochées, il serait regardé comme ayant accompli son devoir pour un nombre d'années en proportion. « Ce qui m'engage à cette information, c'est la caducité de l'âge, dont je commence à apercevoir le crépuscule... Je veux me faire un fonds pour l'avenir avant le dépérissement de mes forces. » Il tient à agir ainsi parce qu'il a « le grand désir de conserver sa place dans l'Académie, et même celui d'avancer du grade de correspondant à celui de membre non résidant ». La vertu fut immédiatement récompensée : un mois après, en effet, Godard voyait son « grand désir » réalisé (2).

Les travaux des pensionnaires doivent être remis très exactement. Nous avons retrouvé la « liste des ouvrages donnés par MM. les académiciens pensionnaires en 1782 » (3). A cette époque, les treize pensionnaires sont : le médecin Raudot, le médecin Fournier, l'avocat Perret, le médecin Maret, l'abbé Picardet, le conseiller Picardet, l'ingénieur Gauthey, l'abbé Boullemier, le professeur au collège des Godrans Mailly, le médecin Durande, le chirurgien Enaux, l'ingénieur Roger, le médecin Chaussier. La liste indique que Raudot, Mailly et Chaussier n'ont donné aucun ouvrage pendant le cours de l'année. Gauthey, conformément à la délibération du 11 février 1782, aurait dû lire deux mémoires et n'en a lu qu'un. Le comité assemblé à l'Académie le 1^{er} septembre 1782 résolut que les entrées de Mailly seront arrêtées pour le montant demeuré entre les mains du trésorier de l'Académie jusqu'à ce qu'il ait remis dans les portefeuilles le mémoire qu'il était obligé de fournir pour 1781 suivant l'arrêté du comité du 11 février 1782. A l'égard de Gauthey, le comité décida que ses entrées lui seraient payées à la condition de fournir l'année suivante deux mémoires ; à l'égard de Raudot, que ses entrées seront arrêtées pour le montant restant entre les mains du trésorier jusqu'à ce qu'il ait

(1) Le médecin Godard avait été nommé correspondant le 22 février 1771. Cf. Milsand, p. 380.

(2) Il fut nommé académicien non résidant le 22 décembre 1774. Cf. Milsand, p. 380.

(3) Cette liste a été dressée par le Dr Maret lui-même. Elle est datée de « l'hôtel de l'Académie, le 1^{er} septembre 1782 ». Ms. arch. acad.

remis au secrétaire le mémoire qu'il doit pour 1782, « ce qu'il a promis de faire incessamment » (1).

c) LA DISCIPLINE.

L'Académie veut que ses règlements soient observés étroitement. Elle tient par-dessus tout à ce qu'aucune imprudence ne soit commise, à ce qu'aucune audace ne soit possible ; elle sera très sévère pour celui qui osera publier quoi que ce soit en faisant suivre son nom du titre d'académicien de Dijon si elle ne l'y a pas autorisé. Et l'on tient beaucoup à se parer de ce titre (2).

Elle sera pourtant indulgente pour le P. Sauvade, professeur de mathématiques, secrétaire de l'Académie de Clermont (3), comme nous le prouve un brouillon de lettre écrit par Maret (4). Après avoir félicité Sauvade sur l'éloge de M. de Balainvilliers, dont il était l'auteur ; après l'avoir assuré que la lecture a été écoutée avec beaucoup de plaisir par l'Académie qui « a trouvé dans cet ouvrage des morceaux de la plus grande beauté, des images qui produisent le plus grand effet, des traits saillants et très spirituels, des expressions d'une noble et majestueuse simplicité, une manière de présenter les objets qui fait également honneur à votre cœur et à votre esprit... », Maret en vient à la critique, à une fine critique, que nous nous en voudrions de résumer : « Mais elle aurait désiré, Monsieur, que voulant prendre la qualité d'académicien de Dijon à la tête de cet ouvrage vous eussiez eu égard à l'article XXIV des règlements, dont vous avez un exemplaire. L'intérêt qu'elle prend à votre gloire l'aurait engagée à vous donner quelques conseils qui auraient porté à sa perfection un ouvrage que quelques légères taches

(1) L'Académie se réunit trente-sept fois en 1782. Les pensionnaires qui assistèrent à toutes les séances touchèrent chacun cent onze livres, ce qui fait trois livres par séance.

(2) « C'est un honneur très recherché que d'en faire partie (des sociétés provinciales). Il y a d'après compétitions pour les élections. Des auteurs qui ont de la réputation font suivre leur nom, sur leurs ouvrages, de la mention : « des académies de... » D. Mornet, *les Origines intellectuelles de la Révolution française*, p. 146.

(3) Le P. Sauvade avait été nommé acad. non résidant le 10 juillet 1767. Cf. Milsand, p. 409.

(4) Ms. arch. acad. Il est facile de reconnaître que ce projet de lettre a été écrit par le secrétaire perpétuel, car Maret avait une écriture très particulière.

déparent, tandis qu'il eût été très facile de les faire disparaître. Il vous est, en effet, échappé quelques expressions trop figurées ; vous avez repris quelques termes dans des acceptions qui ne sont pas naturelles, et vous avez quelquefois hasardé des mots qui ne sont pas encore d'usage. Ces espèces de défauts, quoique légers, s'opposent à la fortune d'un ouvrage parce que les sots recherchent avec avidité et saisissent avec complaisance dans les productions nouvelles tout ce qui est susceptible d'être tourné en ridicule, et il est malheureux qu'un discours aussi bon que le vôtre donne quelque prise sur lui. Si dans la suite votre confiance aux lumières et surtout à la bonne volonté de l'Académie vous détermine à lui confier vos manuscrits avant l'impression, vous pourrez être assuré, Monsieur, de son exactitude à vous les renvoyer promptement, après les avoir lus avec les yeux d'une amitié éclairée. »

Un auteur dramatique, Poinsinet (1), encourra, lui, toutes les rigueurs du règlement. Le secrétaire perpétuel, au nom de l'Académie, lui écrira en effet qu'elle a entendu avec plaisir la lecture de son ouvrage : *Héroïde de Gabrielle d'Estrées à Henri IV*, mais qu'elle n'a pas été touchée des raisons que Poinsinet donne pour s'excuser d'avoir pris la qualité d'académicien à la tête de l'épître sans en avoir obtenu la permission. Elle est disposée à maintenir l'exécution de son règlement et à désavouer publiquement ceux qui y contreviendraient. Poinsinet n'aura cependant pas ce désagrément à craindre pour cette fois, mais il sera trop prudent pour s'y exposer dans la suite. D'autant plus que l'Académie n'exige pas que ses membres ne mettent leur nom à la tête de leurs ouvrages sans son agrément, mais seulement qu'il n'y prennent point le titre d'académicien (2). Poinsinet ne tint pas compte de ce rappel à l'ordre. Deux ans après il retombait dans son erreur, qui alors ne fut point pardonnée. Qu'on en juge. L'Académie répète que lorsque Poinsinet eut pris en tête de son héroïde la qualité d'académicien de Dijon,

(1) Nommé correspondant le 18 juillet 1766. Cf. Milsand, p. 403. Sur Poinsinet, v. Ruffey, *Notes pour servir...*, note 149, édit. Lange pp. 168-169.

(2) Ms. sans date. Arch. acad. Projet de lettre écrit par le Dr Maret. Nous avons pu situer cette lettre au 21 décembre 1766.

elle lui écrit qu'elle avait trouvé tout à fait mauvais qu'il eût négligé de se conformer aux règlements et que sans en avoir obtenu la permission d'après l'examen du manuscrit, il se fût paré du titre d'associé. Elle ajoutait que pour cette fois elle voulait bien regarder sa faute comme un oubli et l'excuser, mais que la récidive lui paraîtrait un mépris formel de ses lois et l'exposerait à voir prendre à la compagnie un parti très désagréable pour lui, qu'elle se porterait probablement à le rayer de la liste de ses membres. Poinset n'a fait aucun cas de l'avis ; il a pris encore le titre d'académicien de Dijon, « l'Académie a été vivement peignée de ce qu'au mépris de ses règlements et de l'avis qu'elle vous avait donné vous vous êtes qualifié académicien de Dijon et encore dans pareille circonstance (1). En conséquence, Monsieur, dans la séance du 2 de ce mois, elle s'est décidée à ne plus vous compter au nombre de ses membres. Elle m'a chargé de vous en donner avis et de vous redemander la patente d'académicien » (2).

Le comte de la Touraille (3), ce curieux homme dont nous verrons quelques productions, ne commit point la faute dont Poinset se rendit coupable. Mais la sévérité de l'Académie envers lui s'exerça d'un autre côté. La Touraille écrit au Dr Maret du « Palais-Bourbon, ce 24 juin 1775 », qu'il est de l'honnêteté académique, estime-t-il, de ne rien donner à l'impression sans avoir l'aveu de ses confrères. On lui a demandé des vers *négligés* (c'est La Touraille qui souligne) pour un article à publier dans l'*Almanach des muses*. Il prie Maret de bien vouloir les lire à ses *pairs* (c'est encore La Touraille qui souligne) dans une prochaine assemblée, et de lui faire part du jugement. Puis il dit : « ... Si nous voulons conserver l'estime des gens de lettres et la bonne opinion des autres académies de l'Europe, il faut politiquement devenir très délicats sur

(1) Le mémoire de Poinset « académicien de Dijon » avait été écrit pour soutenir un procès.

(2) Projet de lettre sans nom ni date. Il est de l'écriture du Dr Maret. Cette lettre, adressée indubitablement à Poinset, est du 2 décembre 1768. Ms. arch. acad. Milsand, dans la « Liste générale des membres de l'Académie », ne parle pas de la radiation de Poinset.

(3) Nommé honoraire non résidant le 27 avril 1775. Cf. Milsand, p. 389.

les choix. Une association littéraire et savante ne doit point être une cohue de beaux esprits ni un vulgaire assemblage d'orgueilleux artistes qui ne sont rien au delà du petit cercle de leur coterie. Voilà la composition de plusieurs académies du royaume. Et nous devons, Monsieur, soutenir l'honneur qui nous est fait, assez généralement, de nous distinguer de ces écoles de l'ignorance et du mauvais goût. Vous penserez que ce n'est pas à moi à faire le difficile et que je n'ai que des grâces à rendre à votre indulgence ; mais plus j'en sens le prix, plus je crains de voir les autres en abuser » (1).

Cette lettre est bien amusante quand on lit le rapport fait sur les vers de La Touraille par deux membres de l'Académie chargés de les examiner (2).

Sur la pièce intitulée : *Acte de reconnaissance*, adressée au duc de Choiseul en 1768, le jugement est celui-ci : « l'auteur parcourt légèrement les qualités éminentes qui ont distingué le ministère de M. de Choiseul : manières d'accorder et de refuser les grâces ; attention de maintenir la paix en France et d'occuper nos ennemis ou qui pourraient le devenir à des guerres qui nous délivraient de leurs entreprises, etc... Ce caractère d'un ministre soigneux et attentif est peint de couleurs faibles. En général, cette petite pièce n'est pas bien écrite et en termes qui ne sont pas propres au genre.

Si je vous devais davantage
Je n'en serais pas plus content.

« Quoique la pièce affecte le style familier, il faut se rappeler que c'est à un ministre que l'on écrit, et sur un objet sérieux.

Qui professe le radotage
En perruque à trois marteaux,

« Cela est mauvais. Rien de plus médiocre, pour ne rien dire de plus, que ces deux vers :

Ce grand homme à l'âme royale,
Il veut faire adorer son roi.

« Rimes : l'agencement des rimes n'est pas bon. Elles tombent quatre à quatre et dans le même ordre pendant

(1) Ms. arch. acad.

(2) Ces deux académiciens sont Claude Picardet et J.-B. Mailly. Le premier a signé. Nous avons cru reconnaître l'écriture du second.

la moitié de la pièce. L'oreille n'est pas satisfaite. Il convient d'en varier les positions et les retours, ainsi que les phrases dont la coupe n'est jamais la même sans ennui.

Que votre phrase claire et nettement rendue
Soit tantôt terminée et tantôt suspendue.

« C'est le secret de l'art (au mot hémistiche. Dict. encycl. de M. de Voltaire).

Peut trouver ici son application.

Accorder et *annoncer* sont une mauvaise rime.

Grâces et *disgrâces* ne peuvent exactement rimer.

Gloire se trouve entre *colère* et *légère*, sans rime analogue.

« Je suis d'avis que M. de la Touraille ne mette point cette pièce dans l'*Almanach des Muses*. » Ce jugement dur et net est signé par Claude Picardet. Celui que va prononcer J.-B. Mailly sera aussi défavorable : « Je suis du sentiment de M. Picardet, et avec d'autant plus de hardiesse que l'auteur, dans sa lettre à M. Maret, pense qu'il faut que nous conservions l'estime des gens de lettres, et que certainement s'il faisait imprimer ces vers avec le titre d'académicien, ils ne nous feraient point honneur. »

Franchement, ils sont bons à mettre au cabinet.

Le *Misanthrope* (1). « En général, rien de plus mauvais pour le public que les pièces de société, et elles deviennent détestables pour ce même public quand elles sont aussi faibles que celle-ci. Ce sont exactement ce qu'on appelle des vers de cours et des plus négligés. Expressions, rimes, images, tout y est sacrifié à la rapidité : il semble que tout cela ait été écrit en courant la poste. Outre que jamais *content* et *reconnaissant* n'ont rimé, telles qu'*assidus* et *Janus*, *moment* et *argent*, *enfants* et *parents*, je défie à qui que ce soit d'entendre parfaitement ces vers :

Si je vous devais davantage
Je n'en serais pas plus content.

« On aperçoit à peu près l'idée de l'auteur, mais elle est si entortillée que si l'on parvient à lui trouver un sens, ce ne sera toujours que du précieux.

(1) Mailly cite faussement ce vers de la Scène du sonnet ; il le donnera exactement à la fin de sa critique.

« On ne déguise point avec sagacité un poignard ; on ne le déguise point sous des fleurs, on le cache ; le temple de Janus n'a jamais été un tabernacle ; on ne réduit point en badinage l'ennui, ou bien ni l'auteur ni le lecteur ne s'entendent ; depuis qu'il y a des décroteurs à la Royale, on ne dit plus qu'un homme a l'âme royale ; on le dit encore moins quand on met *Roi* la ligne d'après ; mon aimable bienfaiteur est du style de ruelle ; ce ne serait pas à l'auteur à préférer son badinage à quoi que ce soit, ce serait à M. de Choiseul, s'il le trouvait bon ; tout comme ce n'est pas à lui de dire que *chacun redoute la colère d'un ministre atrabilaire*, car en mettant le terme *chacun*, et en s'exceptant lui-même, l'auteur — contre son gré — donne à entendre que tandis que *chacun* a à redouter la colère de ce ministre atrabilaire, lui seul est à l'abri ; l'expression est presque toujours à côté de l'idée... Le meilleur conseil à donner à l'auteur est celui du *Misanthrope* déjà cité :

« Franchement, il est bon à mettre au cabinet » (1).

Le comte de la Touraille ne se fâcha pas quand il connut ces deux jugements. Il pria seulement le Dr Maret de remercier « la commission qui a bien voulu s'occuper un moment à faire un examen critique et honnête des deux bagatelles » qu'il avait eu l'honneur de lui envoyer. Néanmoins, lui qui est le familier du prince de Condé, s'il commence par assurer qu'il aurait des raisons, « des raisons victorieuses pour justifier des négligences improuvées » par les censeurs, mais outre qu'il préfère « l'humble paresse à la vaine dissertation », il ne conviendrait pas encore « d'avoir raison contre la décision des juges », il ne veut point qu'on oublie qu'il est d'abord un grand seigneur : « J'observerai seulement, Monsieur, que sur l'article des bienséances personne ne peut mieux savoir que moi le ton qui convenait le mieux au ministre et à la comtesse douairière, qui ont été les objets de mes épîtres. Mais le public n'est pas toujours placé dans le même point de vue que mes amis pour voir les choses, et qu'il faut respecter les droits et même les préjugés, je passe encore condamnation sur le petit péché littéraire...

(1) Ms. arch. acad.

Je vous prie de jeter au feu mes deux chétifs manuscrits » (1).

Bien qu'il ait été jugé avec une extrême sévérité, le comte de la Touraille soumettra à nouveau une de ses productions à l'Académie. C'est cette fois une lettre qu'il se propose d'écrire à Ogée, auteur du Dictionnaire historique et géographique de Bretagne. Comme il veut la faire imprimer, il demande préalablement l'avis de la compagnie. De la Touraille tient à relever quelques erreurs qui se sont glissées dans différents articles du dictionnaire. Après avoir pris connaissance de la lettre, l'Académie charge son secrétaire d'écrire à de la Touraille « qu'elle lui conseille de supprimer les réflexions sur la faiblesse et les préjugés des princes et des grands seigneurs qui se faisaient un honneur de conduire par la bride la monture du pape, et de réformer les plaisanteries qu'il se permet sur saint Armel » (2). Nous verrons d'autres « réflexions », d'autres « plaisanteries » du comte de la Touraille qui, avec bien d'autres de sa caste, affaiblissait en s'en moquant le régime qui l'avait comblé. Répondant à une lettre que le Dr Maret lui avait écrite pour lui exprimer la sincère satisfaction éprouvée par l'Académie à l'annonce de sa guérison — il avait souffert d'une très violente colique néphrétique — la Touraille remerciait et envoyait son épitaphe rédigée pendant sa maladie.

Celui qui gît sous ce tombeau
Ne fut pas un grand personnage,
Mais en Démocrite nouveau,
De tout il fit un badinage.
Sa bonne humeur le consola
De n'avoir eu faveur aucune.
Il eut la pierre, et ce fut là
Tout ce qu'il eut de la fortune.
Il voyait les grands de la Cour
Dans leur orgueil et leur délire,
Valets et maîtres tour à tour,
Plus tristes qu'on ne saurait dire,
Et tant s'en moqua chaque jour
Qu'enfin il en creva de rire (3).

(1) Ms. arch. acad. Lettre datée de Chantilly, le 18 juillet 1775.

(2) Séance du 22 novembre 1781. Reg. acad., t. XI.

(3) Séance du 16 novembre 1775. Reg. acad., t. VIII.

Le Roy de Flagis, qui fut professeur de théologie à Saint-Pétersbourg (1), envoie à l'Académie, par l'intermédiaire de Ruffey, une pièce de vers intitulée : *Épître de Cornélie à l'empereur Domitien*. Il s'adresse en ces termes à Ruffey :

A vous, Président adorable
 Qui siégez au sacré vallon
 Et jugez avec Apollon
 En Dieu de goût et raisonnable,
 Recevez d'un œil favorable
 L'innocence dans le malheur.
 Contre le destin qui l'accable,
 Contre le sort et sa rigueur,
 Aidez d'une main secourable
 Une Vestale toute en pleurs.
 De Domitien les fureurs
 Parleront sans doute pour elle.
 Remarquez encore qu'elle est belle.
 Voilà bien des droits sur nos cœurs.

Elle s'appelle Cornélie. Je vous la recommande, Monsieur, et je compte beaucoup sur elle pour m'aider à m'acquitter des remerciements et des excuses que je vous dois. La vie errante des vacances, plus encore que mes occupations, me serviront, si vous voulez bien, d'excuses. Car ma vie a été beaucoup plus dissipée depuis que j'ai quitté MM. de l'Oratoire. Ce sont cependant des gens bien respectables, mais ils l'étaient beaucoup trop pour moi, et j'aime mieux moins de respect et plus de bonheur. Je veux vivre et penser librement, et je ne puis souffrir qu'on retienne ma plume lorsque j'écris » (2).

A la séance académique du 7 janvier 1763, Ruffey lut l'*Épître* (3) du petit abbé, qui nous fait penser à ceux dont parle Arsène Houssaye au commencement de son étude sur l'abbé Prévost. Et, précisément, en cette année 1763 mourait l'auteur de *Manon Lescaut* : « Au temps de l'abbé Prévost, écrit A. Houssaye, les abbés étaient d'aimables païens qui vivaient saintement hors de l'Eglise. Ils comprenaient autrement qu'aujourd'hui le sens de

(1) Nommé correspondant le 6 août 1762. Cf. Milsand, p. 392.

(2) Ms. arch. acad. Ruffey a noté en tête de cette lettre : 19 décembre 1762.

(3) Ms. arch. acad. Ruffey a écrit : « *Cornélie à l'empereur Domitien*, M. Le Roy de Flagis, lu le 7 janvier 1763 ». Cf. Reg. acad., t. II.

l'Ecriture. Ils allaient à la Cour, au bal, à l'opéra : ils se masquaient et couraient les aventures... » (1). Le Roy de Flagis explique d'abord ce qu'étaient les Vestales, quel rôle elles avaient, que le grand prêtre depuis Auguste était l'empereur, que Domitien, « le plus méchant des princes et peut-être des hommes », séduisit la belle Cornélie qu'il accusa ensuite d'avoir eu un commerce de galanterie avec le chevalier Celer, qui se sauva à Athènes, que la malheureuse Cornélie fut enterrée toute vive. Puis, en cent cinquante vers, Le Roy de Flagis dit les plaintes que Cornélie adresse à Domitien. Ruffey corrige la pièce et ses corrections sont suggestives. Il supprime seize vers, en modifie d'autres de cette manière :

Le Roy de Flagis écrit :

A l'aide insinuant de la Religion
Tu soufflas dans mes sens tes feux, ta passion.

Ruffey corrige :

Sous le masque sacré de la Religion
Tu versas dans mes sens tes feux, ta passion.

Le Roy de Flagis écrit :

Il faut une victime à sa juste colère
(la colère de l'Olympe).
Il faut pour apaiser les dieux et le vulgaire
Que ton amante meure en un affreux tourment...

Ruffey corrige :

Il faut une victime à sa juste colère.
Il faut pour *expier un amour téméraire*
Que ton amante *expire* en un affreux tourment...

Voici le comte de Girecourt, « grand-bailli de Bruyères en Lorraine » (2), qui sollicite l'avis de l'Académie sur le fond et la forme d'un ouvrage dont il lui envoie le premier cahier manuscrit (3). Le comte de Girecourt a entrepris de continuer l'œuvre de d'Avrigny : *Mémoires pour servir à l'histoire universelle de l'Europe, depuis 1600 jusqu'en 1716*. Il intitule le commencement de son travail : *Premier cahier de la suite des mémoires chronologiques de l'Europe, à commencer de la mort de*

(1) Arsène Houssaye, *Galerie du XVIII^e siècle*, 3^e série : Poètes et philosophes, p. 97.

(2) Nommé honoraire non résidant le 7 février 1788. Cf. Milsand, p. 380.

(3) Séance du 8 janvier 1789. Reg. acad., t. XV.

Louis XIV. L'Académie charge Mailly et Baillet de faire un rapport à ce sujet. Dès le 22 janvier (1), ils le lisent à l'Académie, et commencent par dire que la tâche que le comte de Girecourt s'est imposée sera très utile, mais fort difficile à remplir. En effet, d'Avrigny publia ses mémoires en 1725 (2). Des travaux en très grand nombre avaient paru sur les règnes de Henri IV, Louis XIII et Louis XIV. D'Avrigny pouvait donc choisir parmi les auteurs, discuter leurs opinions, prendre le vrai et rejeter le faux. Il n'en va pas de même pour le comte de Girecourt. Les matériaux qu'il a à sa disposition sont des écrits vendus aux différents gouvernements où la seule exactitude est celle des dates ; peu ou point de mémoires « où l'on puisse trouver les acteurs pour témoins, si quelques-uns ont échappé à l'insouciance des contemporains qui ont fort peu écrit, ou à la rigueur des règles de la presse, qui ne permettent guère la publicité de faits si rapprochés de nous. La plupart sont tellement infectés de l'esprit de parti, rédigés par des écrivains si obscurs et si mensongers, que l'historien honnête ose à peine jeter un coup d'œil sur ces recueils, fruits mercenaires de la faim ou de la calomnie. On en est donc réduit à la garantie des manifestes, des relations ministérielles, des gazettes. Et quelle garantie ! » L'Académie cependant ne doit point conseiller au comte de Girecourt d'abandonner son projet, mais bien plutôt l'exhorter à le continuer. Les difficultés qu'il rencontre ne sont pas plus insurmontables que celles de son devancier, parce que s'il ne dispose que de maigres matériaux, d'Avrigny en trouvait une trop grande quantité. D'ailleurs, comme son travail est de longue haleine, le champ qu'il explore s'enrichira avec le temps. Il moissonnera là où il ne fait que glaner. « Les œuvres de Voltaire sur différents événements de ce siècle ; celles du feu roi de Prusse ; l'extrait des Mémoires de Saint-Simon ; celui des lettres de la Princesse, mère du duc d'Orléans, Régent pendant la minorité de Louis XV, pourront sur-

(1) Reg acad., t. XV.

(2) Les *Mémoires* de d'Avrigny parurent bien en 1725 (Paris, 4 vol. in-12), mais leur auteur n'était plus là. En effet, Hyacinthe Robillard d'Avrigny, né à Caen en 1675, mourut à Alençon en 1719. On avait déjà publié en 1720 ses *Mémoires chronologiques et dogmatiques pour servir à l'histoire ecclésiastique depuis 1600 jusqu'à l'an 1716*.

tout lui être d'un grand secours ; et si une honnête liberté de la presse peut s'établir, comme on a lieu de l'espérer, les cabinets fourniront des renseignements précieux qui y sont restés enfouis jusqu'à présent. »

Le comte de Girecourt suit un plan semblable à celui de d'Avrigny. L'Académie l'en félicite. Il conviendra pour-tant qu'il évite l'erreur dans laquelle son prédécesseur est tombé et qu'il a tendance à commettre. C'est d'encombrer son œuvre de détails inutiles. « Qu'importe, par exemple, au lecteur de quelque nation qu'il soit, que la czarine, la célèbre Catherine, femme de Pierre le Grand mette au monde deux princes en deux termes différents, qui meurent quelque temps après ; que la reine d'Espagne perde également un de ses fils, mort presque aussitôt que né. Qu'importe la mort de Charles-Joseph de Lorraine, électeur de Trèves et évêque d'Osnabrück et la nomination de son successeur. Qu'importe la mort de la reine de Pologne, femme de Sobieski, et celle du chancelier Voisin. Ces petits événements ne doivent-ils pas se perdre dans la masse générale ? Ont-ils influé en rien sur le système de l'Europe, sur le bonheur ou le malheur général ? Peuvent-ils figurer autre part que dans les registres baptistaires ou mortuaires ou, tout au plus, dans un almanach ? »

Il devra au contraire prendre exemple sur d'Avrigny qui pesait les auteurs, discutait leurs témoignages et parvenait souvent à les redresser. Ce qu'il ne fait pas suffisamment. « Par exemple, en parlant de l'accouchement de la princesse de Brunswick-Wolfenbutel, épouse du czarevitch Alexis, il rappelle l'histoire ou le roman qu'on a répandu sur la manière dont cette princesse s'était fait passer pour morte, et sur la foule d'aventures qu'elle essuya avant sa véritable mort. M. de Girecourt n'a pas l'air d'y croire, et nous partageons bien sincèrement son incrédulité. Mais il nous semble qu'ici, comme dans toute circonstance pareille, il devait s'écarter de la précision, dont son devancier lui a donné l'exemple et qu'il abandonne lorsque le sujet l'exige. L'histoire ne s'imprime jamais mieux dans les esprits que lorsqu'elle a l'air du roman. Il fallait donc prouver que celle-ci en était un et ne pas se contenter de dire que *ces circonstances parais-*

sent si dénuées de preuves qu'on ne doit pas prudemment y ajouter foi. Il fallait examiner les auteurs qui en ont écrit pour ou contre, et trancher la question d'après M. Williams Coxe qui, dans son *Voyage en Russie*, nous semble prouver jusqu'à la démonstration que toutes ces aventures sont controuvées. »

Les précautions dont l'Académie s'entoure avant de permettre à l'un de ses membres de publier quelque ouvrage en faisant suivre son nom du titre d'académicien de Dijon, sont aussi grandes quand il s'agit d'une simple dédicace. Voici Cazotte, l'auteur du *Diable amoureux* qui, natif de Dijon (1), et faisant partie de l'Académie depuis le 3 juin 1768 (2), écrit le 18 janvier 1787 (3) : « Né avec quelque talent pour la poésie et beaucoup d'amour pour les lettres, j'en ai été distrait dès ma jeunesse par des occupations sérieuses (Cazotte fut commissaire de la marine) qui ne m'ont pas laissé le temps de me livrer à mes goûts. Enfin, rendu à moi-même... j'ai pu reprendre le cours de mes premières études... Je composai le petit poème d'*Olivier* et successivement d'autres ouvrages de ce genre que le public parut accueillir avec bonté et que vous couronnâtes de votre suffrage en me faisant la grâce de m'admettre comme membre d'une société littéraire honorée de l'estime de tous les savants du royaume. Je connaissais, Messieurs, le mérite de vos travaux et la frivolité des miens, et je rougissais de me voir académicien étant porteur de titres aussi peu académiques. Je désirais de justifier votre choix de quelque manière que ce fût ; j'avais en portefeuille quelques fables échappées à des intervalles de loisirs et voulais en augmenter le nombre. Un recueil de ce genre, entièrement voué à la morale, m'offrait, si je pouvais le former, un moyen de légitimer, en quelque sorte, auprès du public l'adoption de pure bienveillance que vous aviez faite de moi. Je me suis trouvé en état de rassembler un volume dont je vous prie d'accepter la dédicace. Si l'on y remarque du naturel et

(1) Né le 7 octobre 1719. Cf. Muteau et Garnier, t. I, p. 171, et Girault, *Essais sur Dijon*, pp. 132 à 145.

(2) Cf. Milsand, p. 366. Cazotte, académicien non résidant, avait été présenté à l'Académie par Ruffey. Sur Cazotte, v. ms. 2061, p. 953.

(3) Cette lettre a été lue à la séance du 1^{er} février 1787. Reg. acad., t. XVI.

de la gaieté, je suis né à Dijon, j'en suis sorti à dix-neuf ans, par conséquent je puis avancer que j'ai bu à la source. Si l'on y trouve des choses utiles et louables, je les devrai au désir que j'ai eu de paraître un peu plus digne de mon adoption et de ne pas marcher trop en arrière de tant de mes célèbres compatriotes morts et vivants... » L'Académie agréa la dédicace, mais comme Cazotte n'a pu envoyer une copie du manuscrit, afin qu'elle fût en état de se rendre compte si l'hommage était digne d'elle, la prudente compagnie ne jugera pas suffisante l'affirmation de Cazotte « qu'elle peut être rassurée sur les mœurs de l'ouvrage et que dans les écrits qu'il a déjà publiés, il ne s'est jamais rien permis qui pût réveiller la critique ». Elle demandera que les premières épreuves de l'ouvrage lui soient envoyées, en laissant un carton pour le frontispice et l'épître dédicatoire, à moins que l'auteur ne préfère communiquer le manuscrit à deux académiciens résidant à Paris qui en feront leur rapport. C'est ce dernier parti que choisit Cazotte. Les deux commissaires sont Renaud de la Greslaie et le chevalier de Cubières. A la séance du 10 mai (1), l'Académie prend connaissance de leurs réponses : « J'ai lu avec attention le recueil de fables... On y reconnaît la facilité, l'imagination et surtout la touche originale et gaie de l'auteur d'*Olivier*, du *Lord impromptu* et du *Diable amoureux*, et j'ai observé que dès que la dignité du sujet maîtrise M. Cazotte, son style devient brillant et poétique. Il sacrifie alors les grâces de la négligence aux charmes plus mâles de la correction. Je crois donc que ces dernières productions de M. Cazotte ne peuvent que faire honneur à son talent, à son cœur et à l'Académie dont il est membre, ce qui m'a déterminé à lui délivrer le présent certificat. A Paris, le 27 avril 1787. Renaud de la Greslaie. » Le second rapporteur assure qu'« il y a dans les fables de M. Cazotte quelques négligences qui tiennent au genre..., mais la plupart de ces négligences sont des grâces. Ces fables sont écrites d'ailleurs avec naturel et facilité. Il y a des traits naïfs qui font sourire, des descriptions très pittoresques, des tableaux qui frappent. On voit que l'auteur connaît la nature et la société, et qu'il a observé l'une

(1) Reg. acad., t. XVI.

et l'autre. Les leçons qu'il donne sont toujours dictées par le désir qu'il a de faire le bien et de rendre les hommes meilleurs. Son recueil, enfin, m'a paru renfermer l'utile et l'agréable, et sur ce, j'ai signé le présent certificat. A Paris, le 24 avril 1787. Le chevalier de Cubières. »

L'Académie tranquilisée fit savoir à Cazotte qu'elle acceptait avec reconnaissance la dédicace de son recueil de fables.

d) LES QUERELLES.

De nombreuses et graves disputes ont eu lieu au sein de l'Académie et de fréquents et pressants appels furent lancés par des membres ayant ou croyant avoir l'oreille de la compagnie. Les controverses entre médecins à propos de leur art ne seraient point à blâmer, tout au contraire. Mais elles atteignirent parfois à une violence si grande — comme celle qui mit aux prises les docteurs Maret et Leroux à propos de l'inoculation — qu'elles devinrent dangereuses pour l'existence même de la société. Une autre querelle, fort sérieuse également, et qui nécessita la médiation de Ruffey, éclata en 1786 et dura près de deux ans. Pendant tout ce temps, l'homme le plus marquant de la compagnie, Guyton de Morveau, déserta les séances, se désintéressa complètement ou feignit de se désintéresser de l'Académie pour laquelle il avait énormément travaillé. De Morveau, violent et autoritaire, voulait employer à sa guise les fonds destinés aux cours publics. Ses confrères ne l'entendaient point ainsi, trouvèrent que les dépenses étaient trop élevées. Morveau partit.

Durande, Chaussier, Mazuyer, qui étaient chargés des cours de chimie, de minéralogie, de matière médicale et de botanique ne vinrent plus aux séances. Maret était mort. L'Académie était en grand danger. Le vieux Ruffey reparait. Il est là à toutes les assemblées, au chevet de sa chère malade, et c'est lui qui, avec quelle satisfaction on le devine, préside la séance du 18 janvier 1787 (1). L'Académie va-t-elle mourir ? De tous côtés, l'on s'in-

(1) Reg. acad., t. XVI. De Morveau, qui détenait les registres de l'Académie, avait refusé de les remettre. On avait été obligé d'acheter un autre registre sur lequel on notera les séances du 20 juillet 1786 au 6 mars 1788 : c'est le seizième registre.

quiète. Le comte de Vergennes (1) écrit que les liens qui l'attachent à la compagnie, l'intérêt qu'il prend à sa gloire et à sa prospérité lui font désirer vivement de voir renaître le calme et l'union parmi ses membres (2). Dans la lettre qu'elle a coutume d'écrire pour le nouvel an à son protecteur, le prince de Condé, l'Académie se plaint de Guyton de Morveau (3). Condé répond sévèrement (4).

Malgré le grand péril, Ruffey, revenu, ne lâchait pas ses proies. De Morveau, Maret, Durande avaient été, croyait-il, ceux qui l'avaient forcé à se retirer. Il ne pouvait leur pardonner. Son amertume était si grande qu'il ne désarmait pas même devant le tombeau de Maret. En cette année 1787, âgé de quatre-vingts ans passés, il écrivait une « Scène académique » (5) où s'agitaient ses trois ennemis. Cette « scène » commence ainsi :

MORVEAU

O rage, ô désespoir, cruelle Académie !
 N'ai-je donc tant vécu que pour cette infamie ?
 Mon peuple audacieux contre moi révolté
 Va secouer le joug de mon autorité.
 Sans respect pour mon nom, mes talents, mon mérite,
 Il me traite d'escroc, de jongleur, d'hypocrite,
 De son trésor pillé me demande raison,
 Se plaint que j'ai réduit tout son or en charbon,
 Veut m'ôter tout espoir de régir sa finance
 Et veut au petit pied réduire ma dépense.
 Ingrats ! Vous oubliez ce qu'il m'en a coûté
 Pour vous faire passer à la postérité.
 J'ai volé dans les airs (6), trompé la renommée
 Et ma gloire par vous se réduit en fumée...

Suivit aussitôt une « Réponse à M. de Ruffey, auteur de la scène académi-comique ». Elle était intitulée : *Vers*

(1) Il avait été nommé honoraire non résidant le 8 janvier 1785. Cf. Milsand, p. 413. C'est par l'entremise de Guyton de Morveau que le comte de Vergennes était entré à l'Académie.

(2) Lettre lue à la séance du 8 février 1787. Le comte de Vergennes devait mourir quelques jours après, le 13 février. Sa mort fut annoncée à l'Académie dans la séance du 22 février. Reg. acad., t. XVI.

(3) Lettre lue à la séance du 28 décembre 1786. Reg. acad., t. XVI.

(4) Voir cette réponse dans le 1^{er} § du 3^e ch. de notre 1^{re} partie.

(5) Pièce insérée n° 1 dans le Recueil de ses Poésies, 3 vol. ms., 1734-1736, Bibl. de D.

(6) Voir au 3^e § du 1^{er} ch. de notre II^e partie l'ascension de Morveau dans le ballon « L'Académie de Dijon ».

d'un honnête homme au vieux président de Ruffey, et « l'honnête homme » faisait précéder sa réponse du : Facit indignatio versum de Juvénal.

Quoi ! Ton âge s'avance et la raison recule,
 Malgré quatre-vingts ans, chargé de ridicule,
 Ruffey, tu rimailles encore !
 Ton étique Pégase a repris son essor.
 Tu veux, lorsqu'on pense à ta pompe funèbre,
 De tes vers plats et durs amuser les méchants,
 Et ennemi juré des vertus, des talents,
 C'est ton concitoyen, c'est un homme célèbre
 Que ta plume honnit, attaque sans prudence.
 Achève ton destin, sois méprisé comme elle.
 Tu dévoiles ici les vices de ton cœur,
 A ton pinceau sans vie et sans couleur,
 Ton âme vile a servi de modèle.

Envoi à M. de Morveau :

Morveau, ferme l'oreille aux cris d'un envieux,
 Les rayons de la gloire avaient blessé ses yeux.
 Elle brille plus pure à travers le mensonge,
 Dédaignant les clameurs de ton lâche ennemi
 Laisse agir les vengeurs, le mépris et l'oubli.
 Tu n'auras fait qu'un vilain songe.

Défense pour M. Maret :

Maret est mort ; les pleurs de sa patrie
 A son éloge ont mis le sceau,
 Mais de Ruffey la noire envie
 S'acharne encore sur son tombeau.
 Et l'on ne punit pas, disais-je, cet outrage !
 Là, calme-toi, reprit quelqu'un plus sage.
 Depuis trente ans cet esprit de travers
 Dans les accès de sa haineuse rage
 Ne trouve rien qui le soulage
 Que de médire en méchants vers... (1).

La querelle s'apaisa enfin, et de Morveau reprit sa place qu'il ne quitta plus que pour entrer dans la mêlée révolutionnaire.

Une autre cause de querelle venait de la réunion de l'aristocratie et de la bourgeoisie dans un même lieu, pour des travaux identiques. Il est bien juste de dire : « ...Les académies provinciales tendent à avoir la même influence que les académies parisiennes, elles rapprochent les clas-

(1) Ms. arch. acad.

ses sociales. De grands seigneurs, qui d'ailleurs ne donnent généralement que leur patronage, des intendants, de hauts magistrats s'y rencontrent avec de modestes fonctionnaires, de simples bourgeois, d'humbles régents de collège. Bien entendu, ce n'est pas sans maints froissements et sans que les humbles ne gardent respectueusement leurs distances ; car jusqu'à la fin du siècle... la hiérarchie sociale est, en province, jalousement respectée, et les plus humbles préséances sont féroce­ment revendiquées » (1).

Ce n'est pas Richard de Ruffey qui eût permis que cette hiérarchie et ces préséances fussent mises de côté. Il voudra que l'une soit « jalousement respectée » et revendiquera « féroce­ment » les autres. Nous allons en juger par l'exemple suivant : le chevalier Juilly de Thomassin avait été nommé académicien non résidant le 12 décembre 1766. Le 10 juin 1768, il donnait sa démission. Les Registres de l'Académie sont muets sur les raisons de ce départ. Nous les connaissons par une lettre du chevalier. Lisons d'abord ce que Ruffey dit de Juilly de Thomassin : « A servi avec distinction dans les gardes du roi, où il a obtenu quelques grades. Bourgeois gentilhomme, se fabriqua une généalogie et parvint à obtenir des lettres de confirmation d'une noblesse qui n'a jamais existé... Faisait des vers qu'il adressait aux dames et aux seigneurs de la Cour. Demanda et obtint des places dans les académies d'Angers et de Montauban, puis de Dijon. Sa lettre était d'une fatuité ridicule. Mécontent d'une place d'académicien non résidant, il écrivit à l'Académie pour s'en plaindre : elle lui répondit que la place d'honoraire était réservée aux officiers de son corps, les places de gardes du roi, si honorables qu'elles fussent, étant cependant subalternes. Cette réponse mortifia sa vanité : il finit par donner sa démission » (2).

Ruffey s'étant écarté de la fondation Pouffier, des rapports reprirent entre celle-ci et le chevalier. De Juilly de Thomassin écrivit à l'Académie. Il exprima d'abord sa profonde satisfaction pour les bonnes intentions de la

(1) Daniel Mornet, *les Orig. intell. de la Révol. fr.*, p. 151.

(2) Richard de Ruffey, *Notes pour servir...*, note 133, éd. Lange, pp. 163 et 164.

compagnie à son égard et assura qu'il n'avait jamais cessé d'en être digne par son inviolable attachement pour elle, qu'il n'a mis aucune humeur dans sa retraite, et que sa gloire ne lui avait pas moins été chère après qu'avant ce moment qui lui a tant coûté. La dernière lettre de Ruffey, continuait-il, compromettait trop l'honneur du premier corps militaire de France, dont le chevalier fait partie, et la dignité de l'ordre dont il est décoré pour ne pas consulter le prince de Beauvau, son commandant, sur ce qu'il lui convenait de répondre et de faire en cette circonstance. Les généraux pensèrent avec le prince que puisque l'Académie était divisée par classes, de Juilly de Thomassin ne pouvait décemment être compris que dans celle des chevaliers de Saint-Louis et des officiers de quelque rang qu'ils fussent, attendu qu'il possédait un grade et qu'il était gentilhomme de la province. On lui fit même des reproches d'avoir balancé quelque temps à remercier l'Académie et à se retirer. C'est contre cette démission forcée que Ruffey, qui l'attribuait à l'amour-propre « se cabra au point qu'il m'aurait fait cabrer aussi, s'il eût été d'une autre robe. Il chercha à m'humilier en affectant de voir les choses sous le point de vue le plus défavorable ». Il aurait été sans doute trop humilié lui-même de se trouver dans la classe d'un homme qui n'avait ni château, ni carrosse. En vain, le roi et les Cours souveraines venaient-ils de le reconnaître, lui et les siens, anciens barons de la province ; il suffisait d'avoir un frère dans les finances et maire perpétuel de la ville pour être exclu de sa catégorie. Cependant, la façon d'occuper les secondes places les rend souvent plus honorables que les premières. Le duc de la Vrillière écrivait naguère au frère aîné du chevalier que le roi, instruit du peu de fortune de sa famille, trouvait bon qu'il gardât ses emplois qu'il ennoblissait en aidant depuis plus de vingt ans quatre de ses frères au service du roi. « Ne craignez pas qu'on vous les impute à dérogance, non plus que la mairie de votre ville, que la pénurie de sujets, selon ce qu'en a écrit M. de Tavannes (1), empêcherait d'être remplie convenablement. » Le roi, assurait le duc de la Vrillière, lui tenait autant de

(1) Henri-Charles de Saulx, comte de Tavannes, né le 7 décembre 1686, mort le 30 août 1761, fut lieutenant général pour le roi, en Bourgogne, de 1722 à 1761. Cf. *Mercurie dijonnais*, p. 8, éd. Dumay.

compte des services qu'il lui rendait dans ces places que de ceux qu'il regrettait ne pouvoir lui rendre, comme ses frères, dans les armes. Mais, continuait le chevalier, alors même que ces places seraient peu convenables à un gentilhomme, devrait-il être déchu de son rang parce que son frère ne saurait pas garder le sien ?

Ruffey lui disait encore que la compagnie s'était fait une loi de n'admettre parmi ses honoraires que des militaires qui commandent et non ceux qui sont toujours commandés. Ruffey ne savait pas que le grade qu'il avait alors le mettait déjà dans le cas de ne commander qu'à des officiers et à des gentilshommes, honneur que n'ont point ceux qui commandent dans les autres corps. Comme il a passé depuis à un grade qui lui donne rang de lieutenant-colonel, et qu'il va être encore promu à un autre plus élevé, il est moins que jamais dans le cas de reprendre ouvertement la place qu'il a quittée. « J'en suis au désespoir puisque c'est vraiment celle du talent. Mais la vanité des rangs n'y trouve pas son compte. » Si l'Académie ne juge pas à propos de l'admettre parmi ses honoraires, le chevalier ne lui en restera pas moins attaché. Et Juilly de Thomassin termine en disant : « Il ne devrait y avoir de différence entre les gens de lettres que celle que l'amour du bien y met, et il est étonnant que la philosophie cherche encore à flatter jusqu'au sein même des académies son plus mortel ennemi, l'orgueil. Le hasard de la naissance, comme celui de la fortune, devrait-il balancer le mérite et obtenir sur lui les distinctions qui ne devraient être réservées qu'aux vertus ? Mais je finis cette réflexion qui m'amènerait à croire avec vous que ce siècle est le triomphe de l'égoïsme, puisqu'on ne voit plus dans la société qu'un choc perpétuel de prétentions... » (1). Neuf jours après l'envoi de cette lettre, le 26 février, le chevalier de Juilly de Thomassin était nommé honoraire non résidant (2).

(1) Ms. arch. acad. Lettre datée d'Arc-en-Barois, 17 février 1773.

(2) Milsand, p. 411. Milsand ne paraît pas avoir connu la démission de Juilly de Thomassin, car il ne donne que les dates des nominations d'académicien non résidant et d'honoraire non résidant.

e) LES DONS.

Malgré les querelles parfois violentes, les inimitiés, les hostilités même qui dressaient les uns contre les autres quelques membres de l'Académie, celle-ci restait pour tous *l'alma mater* qu'ils chérissaient et vénéraient, à laquelle ils offraient des dons de toutes sortes. Riches et pauvres s'empressaient de lui faire les cadeaux qu'ils croyaient utiles à ses travaux ou intéressants pour ses collections. Nous avons eu la curiosité de dresser la liste de ces présents, qui sont au nombre de 194 : la presque totalité se compose de livres, de médailles, d'animaux, de pierres et de plantes.

C'est le 30 juin 1764 que, pour la première fois, l'Académie reçoit un don. Legouz de Gerland offre « un cabinet d'histoire naturelle qu'une collection fort abondante de poissons de mer et d'eau douce, et de coquilles fort rares, rend précieux » (1). Legouz prononça un discours où il exalta la science et les savants. Remarquons encore qu'en ce temps, on ne fait pas une distinction radicale entre les lettres et les sciences, que « lettres se dit aussi de sciences » comme le note Furetière. Nous le voyons de nouveau dans les paroles que prononce Legouz : « ... La gloire nous guide dans cette carrière, suivons la clarté qui nous mène à l'honneur ; celle qui s'acquiert par les sciences porte son éclat plus loin que les autres ; il perce l'obscurité des siècles les plus reculés. Homère, Cicéron, Pline et Tacite seront éternellement l'objet de la vénération des peuples policés ; et les honneurs que l'on rend aux savants sont d'autant plus flatteurs qu'ils ne tiennent ni à fortune ni à intérêt. Leurs travaux font naître l'estime et la reconnaissance. Suivons donc de si beaux modèles. Unissons-les donc pour donner à cette Académie une réputation digne de la capitale de cette province, d'ailleurs si fréquente en grands hommes » (2). Ruffey remercia « M. Legouz, académicien honoraire, ci-devant grand bailli de la noblesse du Dijonnais... ». Il dit que ce don a été offert d'une façon noble et désintéressée qui en augmente encore la valeur : « Le plaisir de faire le bien et

(1) Maret, *Mémoires de l'Acad.*, t. I, 1769. Introd. V. Reg. acad., t. II.

(2) Ms. arch. acad.

d'être utile à votre patrie est le seul but que vous vous êtes proposé. » Il rappelle les voyages que, par amour des sciences et des lettres, Legouz a entrepris jadis en Italie et en Angleterre pour perfectionner ses connaissances. Il en avait rapporté des collections rares ; c'est elles qu'il offre. « Recevez le titre de premier bienfaiteur de cette Académie, c'est le gage le plus glorieux que nous puissions vous donner de notre gratitude. Nos fastes instruiront à jamais la postérité savante de votre nom et de vos bienfaits » (1). Ce cabinet comptait beaucoup de minéraux ; mais c'est le règne animal qui y était le plus largement représenté, et il était remarquable par « une collection de la plus grande partie des poissons de la Méditerranée, desséchés avec art et mis sous verre, qui ne se trouvent en aussi grand nombre dans aucun cabinet d'histoire naturelle connu ».

D'autres personnes allaient suivre l'exemple de Legouz. La mode était aux cabinets d'histoire naturelle. L'abbé Bertholon, de Béziers, membre de la fondation Pouffier depuis 1776, ne trouvera rien de mieux, afin de se faire agréer par l'Académie de Bordeaux, que de lui offrir, pour son cabinet d'histoire naturelle, quatre-vingt-trois pièces de minéraux. Peu de temps après, il était nommé associé (1778) [2].

Il faut espérer que les académiciens dijonnais ne prenaient point place parmi ces simples curieux qui, « sensibles au plaisir de la vue », ne « recherchent que le coup d'œil », ainsi que l'écrit un conchyliologue, Dezallier d'Argenville. Ces curieux pouvaient satisfaire leur goût. « Gersaint et Mortain, au pont Notre-Dame, vendent des plantes, coquilles, animaux des Indes. Gersaint organise des ventes périodiques que l'on regarde « comme un amusement ». Le *Mercur*e renseigne les débutants. Les cabinets se multiplient. Nous en possédons des listes copieuses où l'on trouve des ducs, des présidents du parlement, des maîtres des comptes, des congrégations, des abbés, des médecins et des dames. La province n'est pas

(1) Acad. de D. Recueil de pièces pour servir à l'hist. de l'Acad. de D., n° 25.617. V. aussi Ruffey. *Notes pour servir...*, note 93, édit. Lange, p. 144.

(2) Cf. J. de Gères, *Académie de Bordeaux*, p. 309.

en reste. « Il n'y a guère de villes principales dans les provinces, dit Gersaint, où il ne se trouve quelques cabinets de ce genre et surtout à Marseille, à Montpellier, à Nantes et à Rouen. » Dijon en possédait au moins un, celui de Legouz, et c'est son académie qui en devint propriétaire.

« Le succès des cabinets fut consacré sans retour par la gloire et la prospérité du *Cabinet du Roi* et du *Jardin du Roi*. Buffon... fut la volonté tenace qui transforme les collections et les jardins... Le Cabinet du Roi devint célèbre. On y conduit les étrangers de marque... Vers 1755, on y recevait déjà douze à quinze cents personnes toutes les semaines. » Le prince de Condé, protecteur de l'Académie de Dijon, a un riche cabinet que Valmont de Bomare dirige (1). Il fallait qu'on pût offrir un traité général à tous ces enthousiastes collectionneurs. Aussi, en 1753, d'Holbach traduisait le *Traité de minéralogie* du savant suédois Wallérius.

Legouz de Gerland devait faire, en 1770, une donation plus importante encore : celle d'un jardin botanique (2).

Le 5 juillet 1765 (3), Ruffey présentait à l'Académie, de la part de la comtesse de Rochechouart (4), un lot de 600 médailles dont les deux tiers en argent. A cette occasion, Ruffey fit observer que « si des citoyens, animés par leur zèle pour le progrès des sciences et par l'amour de la patrie, s'intéressent à notre gloire et s'empressent

(1) D. Mornet, *les Sciences de la nature au XVIII^e siècle*, pp. 4, 183, 184.

(2) V. le 2^e ch. de notre 3^e partie. Maret écrira que Legouz mit « cette compagnie en état de se livrer à l'étude de la botanique.... On pourra alors contribuer à répandre les connaissances de ce genre dans la ville et la province par le moyen d'un cours gratuit et public », car « un des principaux objets dont s'occupe l'Académie est l'étude de la nature ». Mém. de l'Acad., t. II. 1774. Introd.

(3) Reg. acad., t. III.

(4) Marie-Gabrielle de Pons-Pralin, dame de l'ordre impérial de la Croix étoilée, dame d'Agey, relicte de Henri-Anne de Fuligny-Damas-Rochechouart (V. ms. 1756, B. de D. : Lettres de la comtesse de Rochechouart à Richard de Ruffey). Mme de Rochechouart mourut le 9 février 1779. « Elle a fait beaucoup de legs et son testament a fait grand bruit.

*Du testament de la comtesse,
Chacun raisonne à sa façon;
Mais on la blâme avec raison
De n'avoir pas légué sa politesse
Aux bégueules de Dijon. »*

Mercuré dijonnais, p. 1.079 ou p. 287, éd. Dumay.

de la partager par des libéralités dignes des sentiments qui les distinguent, nous devons attribuer ces événements flatteurs à l'estime que le public éclairé a pris pour l'Académie, estime qui est le fruit de la noble émulation qui règne parmi les académiciens et dirige leurs travaux ». Le secrétaire perpétuel, au nom de la compagnie, remercia Mme de Rochechouart. Il a vu le « riche présent », « au retour du voyage que M. de Ruffey a fait à Gey » (1). La plupart des académiciens ignorent encore à quel point la comtesse a porté la générosité, parce que « M. de Ruffey n'a pu se trouver à la séance de vendredi dernier ». Et c'est lui, bien entendu, qui présentera les médailles à l'Académie, parce qu'il est « le principal motif qui vous a déterminé à nous combler de vos bienfaits » (2).

C'est grâce à Richard de Ruffey encore que le marquis du Terrail, son riche parent, promet de s'intéresser à l'Académie. Mais Ruffey s'impatiente. Il voudrait que la promesse fût réalisée sans retard. Il trouve une excellente occasion de la rappeler : du Terrail vient de gagner à la loterie de la compagnie des Indes. Vite, il envoie des « vers très ingénieux » (3) à du Terrail ; ils produisent un effet rapide et, le 3 janvier 1766, triomphant, Ruffey apporte une lettre par laquelle le généreux du Terrail offre dix mille livres à l'Académie pour fonder un prix de quatre cents livres (4). Ruffey exulte et propose à la compagnie, qui accepte, d'écrire aux éditeurs des ouvrages périodiques ainsi qu'aux académies de France pour que tous connaissent le beau don qui vient d'échoir à la fondation Pouffier. Il s'occupe des moindres détails du legs. Le

(1) Ce n'est pas Gey, mais Agey. Agey possédait « soixante feux... A six lieues d'Armay, quatre et demie de Dijon, trois et demie de Pouilly et du grenier à sel, une de Sombornon où est le bureau de la poste ». Courtépée, *Descript. du duché de Bourg.*, t. IV, pp. 49 et 50.

(2) Ms. arch. acad. Projet d'une lettre non daté, mais qu'il faut situer entre le 30 juin et le 4 juillet 1765, « la séance de vendredi dernier » était celle du 28 juin.

(3) Reg. acad., t. III. Séance du 3 janvier 1766. Ces vers furent publiés dans le tome I^{er} des *Mém. de l'Acad.*, p. 361.

(4) « Souvenirs historiques mensuels, 1770. » « Mort de M. Durey, marquis du Terrail, philosophe généreux et patriote éclairé ; non content de cultiver les lettres avec succès, il a voulu contribuer encore à leur perfection en s'associant à la gloire du fondateur de l'Académie de Dijon par la fondation qu'il fit, de concert avec Mme de Crussol d'Uzès de Montauzier, son épouse, d'un prix annuel de 400 livres, qui remplaça celui que cette compagnie donnait annuellement sur les fonds légués aux pensionnaires. » *Journal de Dijon et de la Côte-d'Or*, n° du 14 juin 1828.

16 juin 1766 (1), il fait arrêter que l'ainé de tous les descendants de du Terrail seront académiciens honoraires à l'âge de vingt ans, et que le sujet du prix pour 1769 sera l'éloge de Bayard (2) dont du Terrail descend par les femmes. Il présente à l'Académie, le 18 novembre 1768 (3), le portrait du donateur, que la compagnie désirait, et l'on décide qu'il sera placé à côté de celui de Pouffier. A la séance publique du 18 août 1771, Maret prononcera l'éloge de Joseph Durey, marquis du Terrail, lieutenant-général du Verdunois, maréchal des camps et armées du roi et académicien honoraire non résidant, né le 11 octobre 1711, mort le 3 juin 1770 (4).

Ruffey tâche d'obtenir de-ci de-là les choses intéressantes détenues ou découvertes pour que la société en bénéficie. De Clugny (5) est intendant de la marine à Brest ; il peut sûrement contribuer à l'enrichissement du cabinet d'histoire naturelle. Ruffey le lui écrit, et de Clugny s'exécute (6). Ruffey revient à la charge le 2 décembre 1768 (7), il lit à ses confrères une lettre où l'intendant de la marine le prévient qu'il envoie à l'adresse de la compagnie « une caisse de plusieurs morceaux d'histoire naturelle ». Le 7 décembre 1769 (8), Ruffey présente « de la part de Mme de Ruffey, sa fille, chanoinesse de Salles, un grand morceau d'écorce de l'arbre à dentelle ». Il offre un médaillier « composé de plus de quinze cents médailles, la plupart impériales, avec le catalogue qu'il en avait dressé » (9).

L'exemple de Mme de Rochechouart et de Richard de Ruffey « fut suivi par plusieurs personnes dont M. de Ruffey sut exciter la générosité » (10). A la séance du 21 juin 1766 (11), Ruffey pouvait présenter le catalogue

(1) Reg. acad., t. III.

(2) V. le 1^{er} ch. de notre 3^e partie.

(3) Reg. acad., t. IV.

(4) Reg. acad., t. VI. Sur cette séance, v. *Mercur de Fr.*, janv. 1772, 2^e vol., pp. 135-146.

(5) Nommé honoraire non résidant le 31 juillet 1767. Cf. Milsand, p. 368.

(6) Ms. arch. acad., lettre datée de Brest, 23 mars 1768.

(7) Reg. acad., t. IV, et ms. arch. acad.

(8) Reg. acad., t. V.

(9) Ruffey, *Hist. secrète*, éd. Lange, p. 56 et note 87, p. 140.

(10) Ruffey, *op. cit.*, éd. Lange, p. 56 et note 89, p. 141.

(11) Reg. acad., t. III.

des médailles, jetons et monnaies appartenant à l'Académie, et ce catalogue remplissait six portefeuilles « dans chacun desquels les médailles sont rangées par ordre chronologique, et les monnaies et jetons par ordre alphabétique, les uns et les autres numérotés et décrits avec la plus grande exactitude ». Tandis que 448 médailles sont mises à part parce qu'elles sont « des doubles propres à vendre ou à échanger pour augmenter le médaillier », 1858 sont placées sur des cartons « dans lesquels on a creusé des cases de différents modules qui les contiennent. Sous chaque médaille se trouve une carte numérotée relative au catalogue, qui indique la médaille et la caractériser par une courte description ».

Le 11 avril 1766 (1), Legouz de Gerland, le plus grand bienfaiteur de l'Académie (2), dit son intention d'offrir à la compagnie les bustes des grands hommes de Bourgogne, et demande qu'on écrive au prince de Condé pour obtenir de lui la permission de placer le sien au premier rang.

Buffon, Voltaire (3), Le Français de Lalande, Poncet de la Rivière, le marquis de la Tour du Pin, entre beaucoup d'autres, offrent leurs ouvrages ou « des livres pré-

(1) Reg. acad., t. III.

(2) Ruffey, *op. cit.*, éd. Lange, p. 66, et note 141, p. 165.

(3) Voici deux lettres de remerciement que Maret écrira au nom de l'Acad. La première est adressée à Buffon : « L'Académie a reçu avec reconnaissance la suite de votre *Histoire naturelle* que M. de Ruffey lui a présentée de votre part, et elle m'a chargé de vous en faire ses remerciements. Ils sont d'autant plus sincères ces remerciements, Monsieur, que si dans le recueil que cette compagnie se propose de donner incessamment au public, elle ne peut avoir l'avantage de se parer de quelques-uns de vos ouvrages, elle aura du moins celui de prouver à la postérité par vos présents que vous l'estimez et que le grand Buffon, aussi patriote que philosophe, s'est fait un plaisir de lui donner des preuves frappantes de l'intérêt qu'il prenait à ses progrès et à sa gloire.... » Ms. arch. acad., sans date. Projet de lettre écrit par Maret. On peut le dater de 1769, année où parut le premier recueil des *Mémoires*.

La seconde est envoyée à Voltaire : « ... L'Académie a reçu hier par les mains de M. de Ruffey l'exemplaire complet de vos ouvrages que vous aviez prié cet académicien de lui offrir. Un présent d'un si grand prix a fait sur cette compagnie une impression d'autant plus vive qu'il est une preuve de l'estime que vous avez pour elle et qu'il est très flatteur de mériter l'estime des grands hommes. Cette société, Monsieur, montrera désormais avec complaisance aux étrangers la précieuse collection dont vous venez de l'enrichir. Et ses membres, pénétrés de la solidité des préceptes que vous y donnez en plus d'un genre, s'efforceront de mettre à profit les exemples du bon goût qui y brillent.... » Ms. arch. acad. Projet de lettre écrit par Maret et daté de Dijon, 14 avril 1767.

cieux » (1). Le 10 mars 1774 (2), Buffon envoie des graines pour le jardin botanique et, le 15 novembre 1781 (3), donne une balance à cadran.

Mme de Rochechouart continue ses présents, parmi lesquels, le 2 avril 1773 (4), « un mouton et un coq monstrueux », qui sont empaillés.

Le sculpteur Attiret fait, le 30 avril 1773 (5), un cadeau intéressé : il offre un buste de Minerve « comme un hommage rendu au zèle avec lequel l'Académie travaille à la perfection des sciences et des arts », dans l'espoir d'être nommé associé, ce que la compagnie décide aussitôt (6).

Le 10 mars 1774 (7), « un beau groupe de cristallisation d'alun en colonnes quadrangulaires articulées » est offert par la comtesse de Loriol, grande bienfaitrice de l'Académie, qui avait donné la somme de 3.600 livres pour réparer et décorer l'hôtel que l'Académie avait acquis et où elle tiendra sa première séance publique le 5 août 1772 (8).

Guyton de Morveau, qui a été un généreux donateur, offre, le 17 décembre 1775 (9), un caïman empaillé.

Le prince de Condé tient aussi à être sur la liste des bienfaiteurs et donne, le 18 avril 1776 (10), « les doubles de son beau cabinet de Chantilly ».

De Vergennes n'en sera pas non plus absent et remet des médailles le 13 novembre 1777 (11).

Toutes les médailles offertes à l'Académie ou achetées par elle sont examinées par Legouz et surtout par l'abbé Boullemier. A cette occasion, ils rédigent de savants mémoires qu'ils lisent à leurs collègues.

(1) V. Maret, *Mém. de l'Acad.*, t. I, Introd. Un « Inventaire des livres de la Bibliothèque de l'Académie de Dijon, achevé le 3 thermidor, an 3 de la République (21 juillet 1795) » indique le chiffre de 1799. Ms. arch. acad.

(2) Reg. acad., t. VII.

(3) Reg. acad., t. XI.

(4) Reg. acad., t. VI.

(5) Reg. acad., t. VI.

(6) V. Milsand, p. 357.

(7) Reg. acad., t. VII.

(8) Ms. arch. acad. (de la main de Maret).

(9) Reg. acad., t. VIII.

(10) Reg. acad., t. VIII.

(11) Reg. acad., t. IX.

Ainsi, Legouz, donnant dans la séance du 26 février 1773 (1) une médaille en argent de Gordien le Jeune, explique que trois Gordien furent empereurs, qu'une grande considération entourait leurs familles et qu'on prétendait qu'ils descendaient des Gracques. C'est à seize ans que Gordien le Jeune fut élevé à l'empire, et la médaille le représente, croit-il, en habit de guerre et une « haste » à la main ; elle dut être frappée quand ce prince passa en Asie où il défit les Perses et où Philippe le fit assassiner lorsqu'il poursuivait Sapor après l'avoir vaincu. Cette médaille est rare, estime Legouz. Au revers, on voit trois femmes tenant chacune trois *cornucopia* à la main droite, et, dans la gauche, une balance avec cette légende : *aequitas Augusti*. Legouz observe que si ces expressions rappellent l'équité de Gordien, elles indiquent aussi la refonte générale des monnaies qu'il avait ordonnée. Quelques autres pièces de Gordien présentent ces trois femmes avec des balances et des cornes d'abondance, mais celle-ci est fort curieuse parce qu'on voit des piles ou des sacs de monnaies placés au bas des figures dont le nombre désigne trois différents genres d'espèces que cet empereur avait ordonné de fabriquer. « La déesse Moneta est souvent représentée de même avec l'adjonction de l'épithète *sacra*. Ce mot qui, sous plusieurs empereurs, n'a servi que de vaine parure aux monnaies, indiqua, dans l'origine, l'attention qu'on devait avoir à conserver la pureté des métaux que l'on employait à les fabriquer. » Puis, Legouz donne des détails historiques relatifs à la fabrication des monnaies romaines. Pendant la durée de la République, ce sont les tribuns qui en furent chargés, et comme ils répondaient de la qualité des métaux employés, les monnaies ne subirent aucune altération. « La même exactitude continua sous les premiers empereurs ; mais quand l'autorité absolue, ose dire Legouz, passa entre les mains d'un seul, l'ambition, l'avarice, les besoins anéantirent les anciennes institutions » Claude, Néron méconnurent les droits des tribuns ; leurs successeurs suivirent cet exemple. Les gardiens de l'intégrité de la monnaie n'eurent plus de raisons d'être ; aussi, après avoir subsisté quelque temps, ils disparurent et

(1) Reg. acad., t. VI.

furent remplacés par un officier nommé *comes sacrarum largitionum*. Plusieurs princes s'occupèrent dans la suite de réformer la monnaie, mais en vain. La race des faux monnayeurs continuait de prospérer ; elle ne disparut plus. La fraude prit d'énormes proportions sous Septime-Sévère, les Gordien et leurs successeurs, « mais on n'oublia jamais d'en imposer au public par des légendes et des mots fastueux... »

Après avoir jeté un regard sur les lieux où l'intelligence bourguignonne se réunissait avant la naissance de la société plébéienne ; après avoir étudié le testament de Pouffier, assisté à la création de l'Académie, examiné les statuts et règlements ; après nous être rendu compte de la volonté de travail et de discipline qu'affirmait la fondation Pouffier, après avoir vu les curiosités qui l'ont entourée, l'intérêt qu'elle a fait naître, les dévouements qu'elle a suscités, les disputes qui l'ont secouée, les dangers qu'elle a courus, les cadeaux dont elle fut comblée, il nous faut maintenant savoir comment ont été reçus et sont entrés les membres qui l'ont composée.

CHAPITRE II

LA COMPOSITION DE L'ACADÉMIE

I. — Les candidatures

Un très grand nombre de demandes ont été adressées à l'Académie pour être admis dans ses rangs (1). De toute la France et de l'étranger, des ouvrages les plus divers lui étaient envoyés dans l'espoir que leurs auteurs seraient agréés. Beaucoup furent élus et beaucoup furent rejetés.

Le 6 mars 1761 (2), Michaut assure que la compagnie aurait profit à s'associer les savants et les gens de lettres originaires de la Bourgogne, et ajoute que, parfaitement instruit des talents et des connaissances de l'abbé Guyette dans l'histoire naturelle et singulièrement dans la botanique, il proposait « avec confiance... ce studieux compatriote pour lui déférer un jour le titre de correspondant ». L'abbé fut prié de communiquer un mémoire « sur quelques parties de la science qu'il cultive » afin que l'Académie pût prendre une décision (3).

Par une lettre datée du 16 janvier 1766 (4), le marquis de Paulmy demande : « ... Si le nombre de ses honoraires (de la société) n'est pas fixé, je serais flatté d'y être admis, sinon j'attendrai qu'il y ait une place vacante... » Sur l'intervention de Ruffey, le marquis de Paulmy était nommé honoraire non résidant presque au reçu même de la

(1) Certaines demandes sont amusantes : celle, par exemple, adressée le 13 janvier 1774 (cf. Reg. acad., t. VII) par un apothicaire de Langres, Baudot, qui voudrait savoir si, en composant quelques mémoires sur la chimie, il pourrait être nommé correspondant. Est-ce que ce titre, continuait-il, le ferait jouir de l'exemption de guet et garde et de logement des gens de guerre ? Maret lui répondit noblement que le titre n'attribuait aucune autre prérogative que celle d'obtenir des honneurs littéraires quand on s'en rendait digne.

(2) Reg. acad., t. II.

(3) Ou l'abbé Guyette n'a rien envoyé à l'Académie, ou son travail a été jugé sans valeur, car son nom ne figure ni dans Milsand ni ailleurs.

(4) Ms. arch. acad.

demande (1). Le chevalier de Juilly de Thomassin écrit de Troyes le 8 février 1775 au Dr Maret qu'il appelle son « cher ami » pour savoir s'il a pressenti l'Académie au sujet de la candidature du marquis de Saint-Lambert. « Il paraît, par ce que son ami M. le prince de Beauvau m'a écrit récemment, qu'il serait très flatté de devenir notre confrère, et qu'il le désire ardemment. Vous sentez combien je dois moi-même le désirer, puisque c'est un des plus beaux moyens de faire ma cour à mon capitaine qui, j'ose le dire, est aussi mon ami » (2). Le nom de Saint-Lambert ne se trouve pas dans la liste des membres de la compagnie (3). La demande ne fut donc pas faite ou elle n'a pas été acceptée. Un mois à peine après cette lettre (4), de Juilly de Thomassin écrit qu'il serait très heureux qu'on nommât le prince de Beauvau « dont l'Académie connaît sans doute le mérite militaire » et qui est « de l'Académie française, de celles de Montpellier, de Béziers, etc. ». Et voici comment il agirait : « Comme je dois servir chez le Roi le quartier d'avril, et qu'il le servira aussi, ce serait une belle occasion si j'étais délégué de la compagnie *ad hoc* pour lui porter la parole ou lui remettre une lettre qui lui ferait connaître l'intention de l'Académie, dont je suis très sûr qu'il serait flatté. Vous aurez la bonté de me marquer, dans vos moments perdus, ce que vous pensez de cette idée et s'il est d'usage que l'Académie fasse les avances vis-à-vis les grands... » (5).

(1) Le 24 janvier. Cf. Milsand, p. 400.

(2) Ms. arch. acad.

(3) Cf. Milsand, « liste générale des membres de l'Académie », pp. 355 à 415. Ce marquis de Saint-Lambert ne peut être confondu avec l'auteur des *Saisons*. Celui-ci avait renoncé au service après la campagne de Hanovre (1756-1757), tandis que celui-là était en activité en 1775, comme nous l'indique la lettre de Juilly de Thomassin.

(4) Datée : « Arc-en-Barois, le 6 mars 1775 », ms. arch. acad.

(5) L'Académie fit ce que désirait de Juilly de Thomassin ; et, le 8 octobre 1773, le prince de Beauvau adressait au Dr Maret la lettre suivante : « Depuis que la circonstance de mon commandement en Guyenne me fit recevoir de l'Académie de Bordeaux, je m'étais borné, Monsieur, à jouir de l'honneur que l'Académie française m'a fait en m'admettant parmi ses membres, et je ne songeais pas à me présenter pour aucune autre ; mais je suis trop flatté des dispositions que l'Académie de Dijon a eu la bonté de marquer à M. le chevalier de Thomassin en ma faveur pour ne pas y répondre avec empressement en vous priant, Monsieur, de vouloir bien faire connaître à cette compagnie tout le prix que j'attacherais à la place d'honoraire qu'elle me ferait la grâce de m'accorder... » Maret communique cette lettre à l'Académie dans la

L'Académie n'offre point de donner une place d'académicien. Il faut qu'on la lui demande et qu'on présente des travaux qui sont, nous le verrons tout à l'heure, sévèrement examinés. Ce n'était pas l'avis de Richard de Ruffey qui assure n'avoir fait qu'accepter les places d'académicien de Besançon, Pau, Villefranche et Châlons-sur-Marne, estimant que « toute demande directe d'une place d'académicien ne peut provenir d'un homme d'un véritable mérite et devrait être, dans une bonne Académie, un titre d'exclusion » (1).

Le comte d'Albon, ce dernier « roi d'Yvetot », car il fut le dernier seigneur de la principauté d'Yvetot, poète et surtout économiste, avait désiré devenir membre de l'Académie de Dijon comme il le fut de celle de Lyon. On ne lui donna pas satisfaction parce que l'ouvrage qu'il avait soumis semblait insuffisant, et on lui répondit que, n'appartenant pas à la province, il ne pouvait être reçu. Le 8 février 1776 (2), l'abbé Liébault remet à Maret une lettre que le comte d'Albon lui a écrite et dans laquelle le candidat malchanceux dit que les voyages qu'il a entrepris ne lui laisseront probablement pas avant longtemps la liberté de faire un ouvrage de belles-lettres qui puisse lui mériter les suffrages de l'Académie et qu'il voit avec douleur que cette circonstance retarde le moment où il pourra les solliciter ; mais que si les autres ouvrages qu'il a publiés pouvaient lui tenir lieu de celui qu'on exige, il serait pénétré de reconnaissance, mettant à très haut prix l'honneur d'appartenir à une Académie aussi célèbre. La compagnie délibéra sur la nouvelle demande du comte d'Albon, et, « sensible aux instances de cet homme de lettres, touchée des raisons qu'il apporte pour se dispenser de faire l'ouvrage qu'on désirait qu'il envoyât, et connaissant ses talents par les différents ouvrages qu'il a fait imprimer », le reçut académicien honoraire (3), mais chargea aussitôt Maret de prier l'abbé Liébault qu'il fasse observer à d'Albon que la société « embrassant tous les

séance du 19 novembre 1773. Immédiatement et à l'unanimité, le prince de Beauvau fut nommé académicien honoraire. Reg. acad., t. VII. (Cf. Milsand, p. 359.)

(1) *Notes pour servir...*, note 47, éd. Lange, p. 111.

(2) Reg. acad., t. VIII.

(3) Cf. Milsand, p. 356.

genres : l'antiquité, la morale, la physique, etc., ne prétendait point le restreindre aux seuls ouvrages de littérature, et que ses voyages allant le mettre dans le cas de beaucoup voir, cette compagnie espérait qu'il saisirait toutes les occasions d'enrichir ses portefeuilles de quelques-unes de ses observations et de ses réflexions sur l'histoire des nations anciennes ou modernes, sur l'histoire naturelle, etc. ». En outre, le comte d'Albon devait savoir que l'Académie ayant un cabinet d'histoire naturelle, un médaillier et un jardin botanique, « tous ses membres se font un plaisir d'augmenter ces différents genres de collections ».

Le 16 novembre 1780 (1), le Dr Maret dit que Soufflot, « célèbre architecte », avait exprimé le désir d'appartenir à l'Académie et se proposait dans ce but de présenter un « recueil de gravures de tous les édifices élevés sur ses dessins ». Mais la mort n'a pas laissé à Soufflot le temps de recevoir de la compagnie la preuve d'estime qu'il recherchait. Le « savant artiste, ajouta Maret, m'a fait remettre ce recueil par un ami auquel il l'a confié dans ses derniers moments... Je le mets sur le bureau... »

**

Les travaux que doivent présenter ceux qui souhaitent d'être admis à l'Académie sont soumis à une critique très sévère de la part des commissaires nommés pour les examiner.

Bien que la compagnie connût « ses talents par les différents ouvrages qu'il a fait imprimer », le comte d'Albon était entré par la petite porte, à cause de ses instances et des raisons qu'il avait données et aussi grâce à l'entremise de l'abbé Liébault, l'un des plus vieux pensionnaires. La porte basse ne s'était point ouverte pour un autre candidat qu'on pria sans ambages d'attendre sur le seuil. Voici, en effet, une « lettre écrite à M. Pasumot, professeur de mathématiques à Auxerre » (2), qui avait envoyé un projet d'un nouveau canal de Bour-

(1) Reg. acad., t. XI.

(2) Ms. arch. acad. Projet non daté. L'écriture est de Maret.

gogne (1). L'Académie rejette le projet, car elle l'a examiné d'après une carte très exacte et la possibilité de son exécution lui paraît fort douteuse. De tous les avantages qu'il paraissait présenter au premier coup d'œil, le seul réel était celui de faire passer le canal en entier dans la province et de donner des débouchés aux marchandises de différentes contrées où la circulation se fait très difficilement. « Ce projet, malgré ses défauts, annonce néanmoins un homme zélé pour les intérêts de la patrie et un citoyen éclairé, de même que vos mémoires imprimés montrent un historien profond et un écrivain élégant. » Il est donc regrettable « de ne pouvoir, pour le présent, s'associer un homme de votre mérite ». Elle le fera « dès que les circonstances le lui permettront ». En attendant, Pasumot pourra continuer à lui envoyer ses ouvrages (2).

Baillot, chargé du rapport concernant les ouvrages de Grignon, lequel devint correspondant de l'Académie royale des Sciences, écrit que « M. Grignon, d'Orléans, a présenté deux recueils de vers imprimés, d'autres poésies manuscrites, deux traductions d'ouvrages de différents genres et une dissertation sur une médaille ; il est, de plus, à ce qu'on dit, puissamment recommandé par M. Desormeaux, historiographe de S. A. S. Mgr le prince de Condé. Sans doute, le suffrage d'un littérateur de ce mérite doit, sous un double aspect, prévenir avantageusement pour M. Grignon : mais, cependant, comme l'amitié peut l'aveugler, comme l'amour-propre peut quelquefois être flatté de couvrir de sa protection les plus faibles talents, l'Académie, par respect pour elle-même, ne doit avoir égard aux recommandations que quand les ouvrages des auteurs les justifient ». Après avoir parlé si fortement si justement, si impartialement, le censeur étudie en détail les productions du candidat, et conclut nettement que « M. Grignon est encore moins heureux dans ses traductions que dans ses poésies. Ainsi, il nous semble que pour le moment, l'Académie ne doit qu'encourager M. Grignon

(1) L'Académie proposa pour 1763 un sujet de prix sur cette question. V. le 1^{er} ch. de notre 3^e partie.

(2) François Pasumot fut nommé académicien non résidant le 23 juin 1769. Cf. Milsand, p. 400.

à cultiver ses talents, afin qu'une autre fois un second envoi de sa part puisse réunir tous les suffrages » (1).

En envoyant un éloge de Louis XV qu'il avait lu à l'université de Perpignan, un M. Baptestin dit son espoir que ce sera un premier titre pour mériter d'être un jour associé à l'Académie. Perret et Mailly qui avaient été chargés d'examiner le travail de Baptestin, pensent que « les talents de cet auteur l'en rendront digne, mais comme il n'est pas de la province et n'y appartient d'aucune manière, comme l'Académie ne se permet que rarement de faire des exceptions en faveur de ceux qui cultive simplement les belles-lettres, et qu'elle est dans l'usage d'exiger que les prétendants lui envoient des ouvrages manuscrits faits exprès pour solliciter les suffrages », il serait bon, sans lui ôter l'espérance d'être un jour nommé associé, de lui apprendre qu'il ne pourrait l'être que par une exception à la règle et que « l'envoi successif de quelques ouvrages manuscrits pourrait seul engager l'Académie à en faire une en sa faveur » (2). La compagnie suivit ses commissaires. On n'entendit plus parler de Baptestin.

Elle n'admettra pas un conseiller à la Cour des aides de Paris, Pastoret, bien qu'il soit des académies de Marseille, Arras, Angers, Châlons, et qu'il ait envoyé (3), avec une traduction de Tibulle, une *Dissertation sur les lois navales des Rhodiens et l'influence de la marine sur la puissance des Grecs et des Romains*, que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres venait de couronner.

Le 24 janvier 1788, Claude Picardet lit un rapport sur les poésies que Legay « de l'Académie d'Arras, de Caen et du Musée de Paris » a envoyées à l'Académie de Dijon, en demandant d'être nommé membre associé. Legay a adressé « un recueil imprimé de ses poésies, et, sur l'observation qui lui a été faite de la part de la compagnie qu'aucun auteur n'était admis que sur des pièces que le public n'eût point encore jugées, il y a joint des poésies manuscrites. Elles se trouvent au nombre de sept. Entre

(1) Ms. arch. acad. Grignon devait être élu académicien non résident le 4 juillet 1776. Cf. Milsand, p. 381.

(2) Séance du 14 janvier 1779. Reg. acad., t. X.

(3) 25 novembre 1784. Reg. acad., t. XIV.

autres, une *Ode sur le Jugement dernier*, une *Épître du père d'un supplicié*, des *Pensées sur l'automne*, *Ariane* (cantate) ». Picardet rend compte en quatre grandes pages des poésies du candidat et conclut : « Sans mettre au nombre de ces poètes vulgaires M. Legay, je pense cependant que, n'étant point de la province, le mérite de ses ouvrages n'en impose point assez pour nous engager à des exceptions en sa faveur ; il faut les réserver pour une littérature d'un genre plus relevé et à des ouvrages qui aient un caractère d'importance et d'utilité. Aussi, je suis d'avis qu'en rendant justice aux talents de M. Legay, qui ne sont qu'agréables, en les lui faisant envisager comme les fleurs de productions plus substantielles, on s'en tienne à la règle qui ferme l'Académie aux littérateurs du dehors dont la correspondance est parfaitement reconnue n'avoir pas l'utilité qu'a celle des savants étrangers, à qui seuls, par conséquent, il est convenable de l'ouvrir » (1).

Il n'y a point que des sévérités et des refus. La louange et le consentement ont aussi leur part. Les ouvrages de Renaud de la Greslaie, né à Dijon, secrétaire du prince de Rohan, seront jugés dignes d'éloges. Le 30 juillet 1773 (2), Guyton de Morveau présentait un manuscrit intitulé : *les Tableaux de la nature* ; après l'avoir lu, il déclara que l'auteur était dijonnais, qu'il aspirait à l'honneur d'être associé à l'Académie, mais qu'il désirait garder l'anonymat jusqu'à ce que la compagnie eût jugé si son ouvrage pouvait le lui mériter. Claude Picardet et Mailly furent nommés commissaires. Le 13 août (3), ils firent leur rapport : l'ouvrage « annonce un homme qui pense, qui voit bien les objets et qui rend ses idées avec précision et élégance ; sa prose est coulante et nombreuse, sa poésie pleine d'images, d'un ton convenable aux différents sujets et réunit au mérite d'une versification facile une grande richesse de rimes et une expression vraiment pittoresque ». Malgré « quelques redondances de mots, quelques vers faibles », l'Académie, estimaient-ils, « pouvait répondre

(1) Ms. arch. acad. Legay ne devait jamais faire partie de l'Académie de Dijon.

(2) Reg. acad., t. VII.

(3) *Ibid.*

aux désirs de l'auteur ». Renaud de la Greslaie fut aussitôt nommé associé non résidant (1).

L'abbé Grandidier « historiographe de l'évêché de Strasbourg, chanoine de Neuvillers », prépare les voies en annonçant le 7 février 1777 (2), qu'il adresse à l'Académie le premier volume de son *Histoire de l'Eglise et des évêques-princes de Strasbourg* : « Cet ouvrage, que j'ai l'honneur de vous offrir, peut être considéré, Messieurs, sous un objet qui intéresse vos travaux. L'histoire du duché de Bourgogne a plusieurs rapports avec celle de la province d'Alsace, et c'est sous ce point de vue relatif à l'une et à l'autre qu'il pourrait mériter votre attention. C'est également le motif qui me guide en vous demandant pour lui votre suffrage et votre approbation. L'auteur sera tout glorieux d'avoir pu les obtenir... » Sans retard, Maret, au nom de la compagnie, félicite Grandidier et lui dit la satisfaction de l'Académie qui a reconnu dans cet ouvrage « le mérite des recherches les plus savantes, la critique la plus judicieuse et les grâces du style ». L'abbé Grandidier écrit tout aussitôt (3), en exprimant son « extrême reconnaissance » pour l'accueil favorable fait par l'Académie à son ouvrage. Il se félicite des « suffrages d'une savante société », qui lui sont « comme un gage précieux qui l'animera dans la continuation d'un travail pénible ». Et, devant une telle bienveillance, il se permet de demander « le titre d'associé étranger ». Grandidier fut nommé membre non résidant le 10 avril 1777 (4), et le 12 avril, Maret lui apprenait la bonne nouvelle en ajoutant que l'Académie, « pénétrée de la plus forte estime pour lui, a fait en sa faveur une exception à la règle de ne recevoir de gens de lettres que ceux qui habitent la Bourgogne ou tiennent à cette province par quelques liens... » Le 25 mai (5), Grandidier remerciait du « bienfait », était ému des « bontés » de la compagnie, et « l'exception qu'elle a bien voulu faire en ma faveur, dit-il, à la règle qu'elle s'est imposée de ne recevoir que

(1) Cf. Milsand, p. 405.

(2) Ms. arch. acad.

(3) Le 18 mars. Ms. arch. acad.

(4) Milsand, p. 381.

(5) Ms. arch. acad.

ceux qui habitent la Bourgogne, augmente encore dans moi les sentiments que je lui ai voués... » (1).

En post-scriptum à une lettre datée de Saverne le 30 août 1777, l'abbé Grandidier demandait si « une personne très respectable par sa naissance, ses qualités et ses talents » et qui désirait fort d'être associée à l'Académie de Dijon, pouvait faire acte de candidature, avec les plus grandes chances de succès, bien entendu. « C'est M. le comte Maximilien de Lamberg, chambellan actuel de LL. Majestés impériales et royales, conseiller intime de M. le duc régnant de Wurtemberg et grand maréchal de l'évêché d'Augsbourg. M. le comte de Lamberg est auteur de plusieurs ouvrages français et allemands. Voici la liste de ceux qui sont écrits en français » (2). Suivent les titres de sept ouvrages, des « Réflexions sur les femmes » se mêlent à des travaux sur la philosophie, la littérature et l'algèbre. On y rencontre même le *Mémorial d'un mondain*, paru en 1776, en 2 volumes grand in-8. Malgré l'amas de dignités sous lequel le candidat était présenté ; malgré sa production très éclectique, M. le comte Maximilien de Lamberg ne parvint point à éblouir l'Académie ; le *dignus es intrare* ne fut pas prononcé en sa faveur (3).

Jean-Anne Perreau, qui devait être gouverneur des enfants du comte de Caraman ; défendre, en 1791, les principes constitutionnels dans le *Vrai citoyen* ; professer la législation à l'école centrale du Panthéon et le droit de la nature et des gens au Collège de France ; être membre du Tribunat en 1800 et président de cette assemblée en 1803 ; devenir l'un des rapporteurs du code civil ; se voir confier, en 1804, l'inspection générale des écoles de droit, avait trouvé le temps d'écrire de nombreux ouvrages. Il soumet les premiers en date à l'Académie en posant sa candidature. Les rapporteurs sont les abbés de la Fare et Fabarel qui assurent que dans le drame en cinq actes intitulé *Clarisse* (paru en 1771) « l'action... est bien conçue et noblement conduite. L'intérêt nourri et soutenu par le

(1) V. A. Gasser, *les Correspondants de Grandidier. Le docteur Maret. Mém. de l'Acad. de D.*, 1920-1921, pp. 141 à 191.

(2) Ms. arch. acad.

(3) Nous n'avons pas trouvé dans les archives de l'Académie la moindre note sur le comte de Lamberg. V. l'étude de Ch. A. Cantacuzène, *Sur Maximilien de Lamberg (1729-1792)*, cet « amateur discret, encyclopédique et paresseux ». *Merc. de Fr.*, 1^{er} mai 1935, pp. 503-518.

spectacle de la vertu aux prises avec le malheur, va toujours croissant jusqu'au dernier acte, et le dénouement qui couronne la vertu opprimée, console le lecteur de tous les serremments de cœur qu'il a éprouvés ». La Fare et Fabarel analysent longuement la pièce. Il ne leur faut pas moins de neuf pages pour exposer les péripéties du drame. Et, en terminant, les rapporteurs assurent que « le style... est partout noble, énergique et digne de l'importance du sujet. La philosophie, l'humanité, la générosité et la religion donnent partout l'idée la plus avantageuse de l'auteur, dont l'âme ne peut manquer d'être le foyer de tous les grands sentiments qu'il rend avec tant de chaleur et d'énergie ». La Fare et Fabarel étudient aussi consciencieusement les deux autres productions que Perreau a envoyées : *l'Abrégé des éléments d'histoire des anciens peuples* et *les Lettres illinoises*, et ils les louent aussi fortement. Des *Lettres illinoises*, ils disent que « faites à l'imitation des *Lettres péruviennes*, elles joignent à la douce et délicate sensibilité des premières l'énergie mâle et souvent sublime d'un sauvage du septentrion de l'Amérique » (1).

Le 18 janvier 1781 (2), Guyton de Morveau présente à l'Académie un ouvrage imprimé intitulé : *Mémoire sur différents sujets de littérature*, par Monges, chanoine et bibliothécaire de l'abbaye de Sainte-Geneviève de Paris. L'envoi a été fait par le frère de l'auteur, correspondant de l'Académie depuis le 20 juillet 1778 (3), qui assure que son frère serait très flatté d'être associé à l'Académie et le désire avec ardeur. Les abbés Boullemier et Courtépée sont nommés rapporteurs. Dès la séance suivante, le 25 janvier, ils sont en mesure de rendre compte du mémoire qui s'ouvre par une dissertation sur l'antiquité des hôpitaux, dont l'origine est liée à celle du christianisme, et qui se continue par une étude sur les vases lacryma-

(1) Ms. arch. acad. Perreau fut nommé acad. non résidant le 18 janvier 1781. Cf. Milsand, p. 401.

(2) Reg. acad., t. XI.

(3) Cf. Milsand, p. 396. Milsand semble n'avoir pas connu l'existence des deux frères, qui furent tous deux de l'Académie. Il n'en cite qu'un, le nommant Mongez ; c'est celui-ci qui devint correspondant le 20 juillet 1778. L'auteur du *Mémoire sur différents sujets de littérature* sera nommé associé, comme nous le verrons tout à l'heure, à la séance du 25 janvier 1781. Reg. acad., t. XI.

toires, par une autre sur le colosse de Rhodes. Les rapporteurs parlent brièvement de ces travaux, car ils ont hâte, confient-ils, d'arriver à la quatrième pièce du recueil qui a retenu leur attention et suscité leur intérêt. Cette pièce est le mémoire que Monges avait envoyé pour concourir au prix proposé par la Société d'émulation de la ville de Liège. La question était celle-ci : « Pourquoi ce pays, qui a produit un nombre de savants et d'artistes en tout genre, n'a-t-il vu naître que rarement des hommes également distingués dans la littérature française, et quel serait le moyen d'exciter et de perfectionner le goût dans une langue qui doit être celle du pays et que toutes les nations de l'Europe ont adoptée pour se communiquer leurs découvertes dans les arts et les sciences ainsi que leurs progrès dans la morale et la politique ? »

Boullemier et Courtépée suivent pas à pas le mémoire de Monges. C'est d'abord un éloge de la langue française que toutes les nations policées de l'Europe ont adoptée. Ses poètes ornent la mémoire et ses pièces de théâtre occupent agréablement les loisirs de tous les étrangers. La Russie et la Porte lui ont rendu un hommage d'autant plus flatteur qu'il était plus libre en exprimant dans cet idiome les conditions de leur dernier traité de paix. L'Académie de Berlin a écrit jusqu'ici ses précieux Mémoires en français et la ville de Bruxelles a fondé une chaire française dans l'église wallonne. Notre langue est donc devenue celle des savants. « Par quelle fatalité une ville puissante dont les citoyens ont depuis longtemps adopté la langue française pour leur langue nationale et pour celle de leur législation, n'a-t-elle vu naître que rarement sur les bords de la Meuse des hommes distingués dans notre littérature ? » Le premier obstacle, assure Monges, est l'usage des nourrices allemandes ou flamandes qui apprennent aux enfants la langue qu'elles parlent. Il faudrait donc que les mères suivissent la voix de la nature en allaitant leurs enfants. Puis, ceux-ci, transportés dans les collèges de Liège ou de Louvain, sont forcés à ne parler d'autre langue que le latin. L'excellente *Histoire romaine* de Rollin ne pénètre pas dans ces collèges où l'on ne connaît point l'usage de la traduction en français. La philosophie, qui dure trois ans, est encore

moins favorable à la langue française ; la physique n'est étudiée que très sommairement et la chimie n'est pas même nommée. La théologie jouit à Liège, sous un prince ecclésiastique, des premiers honneurs, et les autres sciences y sont trop négligées. Cette faveur est un obstacle aux progrès de la langue française. Monges voudrait que la grammaire de Wailly fût étudiée dans les basses classes et, en rhétorique, que l'on cultivât nos meilleurs auteurs. Il faudrait qu'on enseignât en français la physique et même la théologie. Pour celle-ci « avec quel succès Renaud et Bossuet ne l'ont-ils pas employée dans leurs ouvrages de controverse, Nicole et Mesenguy dans leurs écrits dogmatiques, et les écrivains du Port-Royal dans leurs élégantes traductions des Pères ? »

Monges exprime le désir de voir la ville de Liège envoyer à Paris ses meilleurs élèves en leur recommandant de communiquer le moins possible entre eux pendant leur séjour et de n'y parler d'autre langue que le français. Il veut encore que toutes les inscriptions soient en français et nous blâme fort de les faire en latin (1). Les Romains n'ont jamais gravé sur leurs monuments des inscriptions en langue grecque. Il s'applaudit de voir que l'école de chirurgie ait mis à son fronton une inscription en français, et loue hautement celle que Piron a composée en vers pour la ville d'Arcis-sur-Aube ; sa brièveté et son énergie prouvent mille fois plus que tous les raisonnements :

La flamme avait détruit ces lieux.

Grassin les rétablit par sa munificence.

Que ce marbre à jamais serve à tracer aux yeux

Le malheur, le bienfait et la reconnaissance.

« Notre langue gémit de se voir enlever la portion de son domaine la plus étendue et la plus durable. Combien donc les Français devraient-ils être curieux d'immortaliser leur langue en la fixant sur les monnaies qui servent parmi eux aux mêmes usages que les médailles chez les Grecs et les Romains ! Nous voyons cependant la langue latine y régner despotiquement, étendre également son empire sur les médailles consacrées aux fastes de nos

(1) V. *La Question du français dans les inscriptions du XVIII^e siècle*, par F. Gohin, Paris, 1904.

princes. Jusqu'à quand les Français et les Liégeois qui parlent la même langue négligeront-ils de l'immortaliser en leur consacrant les médailles et les monnaies ? »

Boullemier et Courtépée furent vivement intéressés par le mémoire de Monges puisqu'ils terminèrent leur rapport par ces lignes : « Ce discours en trente-cinq pages a concouru pour le prix et aurait dû le mériter, étant bien écrit, plein de bonnes vues, fort de raison et de justesse. Il doit au moins, ainsi que les trois autres pièces, mériter à l'auteur nos éloges et l'entrée à l'Académie. » Monges fut aussitôt nommé associé non résidant. Nous retrouverons et examinerons cette question du latin et du français.

L'oncle de Benjamin Constant posa sa candidature à l'Académie de Dijon. Dans la séance du 8 mai 1783 (1), l'abbé Bertrand et Claude Picardet lurent le rapport qu'ils avaient été chargés de faire sur les ouvrages de « M. le baron Constant de Rebecque, seigneur d'Hermenches, Villars-Mandras, du conseil souverain de la ville de Bienne, en Suisse, maréchal des camps et armées du Roi ». Les ouvrages soumis à l'appréciation de l'Académie étaient cinq pièces de vers et deux de prose. « Les premières sont une imitation de la description de la Corse par Sénèque ; une traduction du monologue de Médée dans la tragédie anglaise de Cowley ; deux pièces intitulées l'une : *Mes insomnies*, l'autre : *Les Toujours*, et une élégie sur la mort de la femme de l'auteur. Les deux ouvrages en prose sont des *Réflexions adressées à son fils au sujet du discours de Jean-Jacques Rousseau, qui a pour objet le danger des sciences et des arts* ; une *Réponse d'un Suisse au catéchisme d'un honnête homme*, que M. le baron adressa à M. de Voltaire. » Les commissaires portent d'abord un jugement général sur les productions du candidat : « M. le baron de Rebecque se montre partout philosophe religieux et imbu des meilleurs principes de la morale évangélique, écrivain élégant et poète d'une imagination brillante, dont le style toujours propre au sujet, toujours correct, est très souvent harmonieux et pittoresque. » Puis, ils étudient les *Réflexions... au sujet du discours de Jean-Jacques Rousseau...* « M. le

(1) Reg. acad., t. XIII.

baron de Rebecque démontre avec une grande force le danger et l'inconséquence des paradoxes de Rousseau... C'est par la peinture de ce qu'était l'homme dans l'état d'ignorance, de ce que sont encore les nations sauvages et la dernière classe des individus des nations policées, comparée à ce que cet homme est devenu par la culture des sciences et des arts, que l'auteur démontre l'utilité de cette culture. Il ne se dissimule pas l'abus qu'on a fait des lumières qu'on a acquises, mais il prouve que l'ignorance a eu des effets mille fois plus cruels. Voici un parallèle des reproches qu'on peut faire aux sciences et aux lettres, et de ceux que l'expérience de tous les siècles autorise contre l'ignorance. On y verra que M. le baron ne cherche point à affaiblir les raisonnements favorables à l'opinion de son adversaire ; qu'avec une noble sincérité il ajoute, pour ainsi dire, à leur force par leur rapprochement. Les vertus héroïques ont dégénéré, dit-il, à mesure que les sciences et les arts ont fait des progrès. Le choc continuel de l'intrigue et de la rivalité a détruit l'antique candeur et la bonne foi. Vérité trop cruelle. Le luxe, enfant des arts, a corrompu les nations civilisées. Il porte dans les Cours cette avidité dévorante qui n'a plus rien de sacré. Ce luxe imposant, cette honnêteté des manières qui déguisent tout, qui jettent un voile trompeur sur les caractères, ce costume d'élégance et de politesse qui rapproche toutes les classes de la société en ont fait un bois peuplé de fripons au lieu de sauvages. Plus d'amis, plus de fidélité, plus de conscience, les fourbes et la perfidie ont pris leur place. Richesses, argent sont le vœu universel. L'honneur, cette divinité, ce tyran des grandes âmes, a cédé ses autels et son trône à l'intérêt. Les arts et les sciences ont rendu les hommes plus vains, plus avides et plus habiles au mal. Cruelle vérité, je l'avoue encore. Mais si les vices et les passions tiennent à la nature de l'homme, nous n'avons point à gémir de cette modification ; le désir fut toujours le même. Les armes de l'homme éclairé sont mieux affilées et plus secrètes, mais moins meurtrières. L'homme, dans l'état de nature, envieux de votre fortune, de votre réputation, de votre pouvoir ravageait vos possessions et attentait à votre vie, les armes à la main. Ces faussaires, ces délateurs qui s'enveloppent de la forme des lois pour

vous perdre, se serviraient d'un poignard. Le rival de gloire et d'ambition qui vous nuit aujourd'hui sous les apparences du respect et de l'amitié, par la cabale et par de noires insinuations, vous aurait fait assaillir au détour d'une rue par des assassins. Ces héritiers avides, cette famille au désespoir de voir échapper une succession qui, par des persécutions, par d'atroces procédés, font mourir de chagrin cette parente généreuse et sensible, veulent dépouiller cet orphelin de ses droits, auraient employé le fer et le poison... Les moyens changent, mais les vicioux furent toujours les mêmes. » Ces lignes firent la meilleure impression sur les membres de l'Académie qui, à l'unanimité, nommèrent Constant de Rebecque académicien honoraire non résidant (1). A la séance suivante, le 15 mai, Constant de Rebecque fut reçu.

Le comte de la Touraille présenta par une lettre remplie de louanges — elle fut lue à la séance du 16 juin 1785 — (2), le chevalier de Cubières à l'Académie ; elle ne pouvait, selon lui, faire une meilleure recrue en s'associant Michel de Cubières. C'était ce littérateur qui, en 1775, se fit appeler Palmezeaux et fut écuyer de la comtesse d'Artois, et qui, en 1791, abandonna ce nom de Palmezeaux, prit celui de l'auteur des *Baisers*, devint Dorat-Cubières. En même temps que la Touraille, il écrivait à l'Académie pour lui exprimer le grand désir qu'il avait de remplacer le chevalier de Bonnard (3), et joignait deux pièces de vers intitulées : *Voyage de Pythagore* et *Eloge de M. Court de Gebelin* (4). « L'Académie, prévenue favorablement pour cet homme de lettres par les ouvrages qu'il a publiés et par le témoignage de M. le comte de la Touraille, a remis les pièces qu'il a envoyées à MM. Mailly et Monges qui ont promis d'en rendre compte incessamment. » En

(1) Cf. Milsand, p. 405.

(2) Reg. acad., t. XIV.

(3) Le chevalier de Bonnard mourut le 13 septembre 1784, à Semur. V. Courtépée, *Descript. du duché de Bourg.*, t. III, p. 490 ; C.-X. Girault, *Lettres inédites...*, p. 138. Il avait été nommé académicien non résidant le 21 février 1772 et honoraire en 1778. Cf. Milsand, p. 361.

(4) Court de Gebelin, fondateur du *Musée de Paris* et qui devint, grâce à ses études de l'histoire des religions et des langues anciennes, membre de l'Académie française et de l'Académie des Inscriptions, avait été nommé académicien non résidant le 18 janvier 1776 (cf. Milsand, p. 370). Il mourut à Paris le 12 mai 1784.

effet, à la séance du 30 juin (1), les rapporteurs étudient longuement les deux productions de Cubières. Après avoir lu des passages du *Voyage de Pythagore* et de l'*Eloge de M. Court de Gebelin*, Mailly et Monges assurent que dans le premier des poèmes, l'auteur a « sous un agréable badinage, exprimé des vérités dont le développement ingénieux décele le philosophe caché sous l'extérieur de l'homme frivole », et que dans le second, « on reconnaît un penseur profond et sensible, un poète fait pour s'élever au premier rang si sa facilité lui permet de revenir sur ses pas et s'il se juge lui-même avec la sévérité conseillée par les législateurs du Parnasse ». Il est sûr, continuent les commissaires, que « ces ouvrages ne seraient pas suffisants pour faire juger des talents de M. le chevalier de Cubières ; mais il est connu par plusieurs autres productions et nous pensons que ce poète peut faire honneur à l'Académie, et mérite que la compagnie lui accorde la preuve d'estime qu'il sollicite ». L'Académie fut de l'avis de ses rapporteurs et nomma Cubières académicien honoraire non résidant.

A la séance du 11 août 1785 (2), le Dr Maret, secrétaire perpétuel, présente à l'Académie de la part de Cubières les ouvrages que le nouvel académicien a fait imprimer : les *Hochets de ma jeunesse*, les *Deux centenaires de Cornéille*, l'*Eloge de Voltaire*, l'*Eloge de Dorat*, la *Manie des drames* (comédie), le premier volume du *Théâtre moral*. « M. de Cubières avait aussi envoyé son discours de remerciement à l'Académie, et, dans la lettre dont il l'avait accompagné, il témoignait désirer que ce discours fût lu dans la séance publique. Mais ces sortes d'ouvrages, ordinairement remplis de louanges pour l'Académie, ne sont supportables dans une lecture publique, qu'alors que l'auteur lui-même les prononce. Ils exigent d'ailleurs une réponse que le président de la séance ne pourrait faire à celui qui remplacerait l'auteur sans s'exposer au ridicule. « Il a été arrêté qu'il ne serait point lu publiquement et que M. Maret, en écrivant à M. le chevalier de Cubières pour le remercier des dons qu'il a faits à l'Académie et des choses honnêtes que renferme son discours, lui ferait

(1) Reg. acad., t. XIV.

(2) *Ibid.*

part des motifs qui n'ont pas permis de faire ce qu'il désirait. »

On voit que l'Académie examinait très attentivement les productions des candidats et n'ouvrait sa porte qu'à bon escient. Néanmoins, mais exceptionnellement, elles descendra à accueillir celui qui ne pourra encore que donner de grandes espérances, surtout si elle a la main quelque peu forcée. C'est ce qui arriva pour le jeune François de Neufchâteau, fortement recommandé par Mme de Rochechouart, la bienfaitrice de l'Académie. Un refus n'aurait pas été possible. Mais la compagnie ne célera pas sa pensée et ne se privera pas de donner les conseils qu'elle estime nécessaires. Dans la lettre où il remerciait Mme de Rochechouart du « riche présent » qu'elle avait fait, Maret écrivait : « ... A la lecture des poésies de ce jeune homme (François), j'ai senti qu'une aurore si brillante présageait le plus beau jour. J'ai présumé que l'Académie n'hésiterait pas à se l'associer et sachant que vous désiriez avec empressement qu'elle lui fit cet honneur, j'ai pris sur moi d'en faire la proposition vendredi dernier. J'avais communiqué les pièces qui faisaient connaître M. François à plusieurs de nos académiciens avant la séance » (1). Quand elle fut ouverte, M. Maret en lut quelques-unes. « J'eus le plaisir de voir que toutes furent goûtées ; qu'on trouva dans les unes et dans les autres le ton propre à chaque genre ; qu'on reconnut qu'il y avait dans toutes, suivant leur espèce, du feu.

(1) Nous remarquons que dans la séance du 28 juin 1765 (Reg. acad., t. III), le Dr Maret a lu « plusieurs petites pièces de poésies tirées les unes d'un recueil imprimé cette année à Neufchâteau, et les autres d'un manuscrit qui a été mis sur le bureau. L'auteur de ces recueils est M. François, âgé de 13 ans 1/2, fils d'un pauvre maître d'école de village, à l'éducation duquel M. d'Alsace d'Hénin Liétard, bailli, grand'croix de l'ordre de Malte, veut bien pourvoir depuis un an environ. Après lecture de plusieurs pièces de M. François, M. Maret, secrétaire, a dit que l'auteur désirait avec ardeur d'être reçu associé correspondant, que son âge paraissait s'opposer à ses désirs, puisqu'il est porté par l'article premier de la Délibération du 4 mai 1764 que personne ne pourra être admis s'il n'a 25 ans, mais qu'une exception faite à cette règle, en cette occasion, ne pouvait pas tirer à conséquence, vu qu'être bon poète à 13 ans était un de ces phénomènes qu'on ne verra peut-être pas deux fois. Il a ajouté que si l'Académie se décidait par cette considération, il croyait que l'on pouvait prononcer sur l'admission de M. François sans remettre ses œuvres à des commissaires, ainsi qu'il est d'usage de le faire. Le motif de son avis était que plusieurs de MM. les académiciens qui auraient pu être choisis pour commissaires avaient eu les recueils de M. François en communication ».

des expressions faciles, nobles et harmonieuses, du léger, du naïf, des grâces, des pensées, des sentiments, des images. En un mot, de la poésie. » Mais il ne serait pas juste que Mme de Rochechouart pensât que les académiciens ont crié au chef-d'œuvre et ne trouvèrent aucune critique à formuler : « Les défauts n'échappèrent pas non plus aux yeux de l'Académie ; elle remarqua des longueurs, quelques mots hasardés, beaucoup d'épithètes vicieuses par elles-mêmes et par leur nombre, et des rimes inexactes et irrégulièrement placées. Ces légères taches ne parurent cependant pas capables d'affaiblir le mérite des ouvrages et de leur auteur. Il serait impossible, il serait peut-être dangereux qu'à son âge, M. François ne fit pas quelques fautes. « Nous n'allons droit qu'à force de broncher » (1), dit M. Piron. Il n'est donc pas étonnant qu'en débutant dans la carrière, M. François fasse quelques faux pas ; ils sont même si rares que sa démarche ne doit pas tarder à être assurée. Aussi l'Académie s'est-elle fait un plaisir de l'admettre au nombre de ses associés correspondants, et je suis chargé, Madame, de vous l'apprendre. » Cependant, Maret jugera de son devoir de dire à Mme de Rochechouart que « M. François doit les suffrages de l'Académie aux espérances que donnent ses talents naissants, mais sans l'intérêt que vous prenez à cet événement, sans la protection particulière dont M. le bailli d'Alsace l'honore, l'Académie se serait contentée de complimenter le jeune auteur et de lui permettre de lui communiquer ses ouvrages. Elle lui aurait seulement promis de se l'associer dans la suite si, continuant à cultiver son esprit, à le nourrir par l'étude, il se fût distingué non seulement par les qualités qui rendent les littérateurs célèbres, mais encore par celles qui les honorent, je veux dire par les mœurs. Enfin, Madame, l'âge de M. François nous a paru pendant quelques moments faire un obstacle légitime à sa réception. Nous avons, il est vrai, parmi nous, des lois qui semblent devoir nous faire moins redouter sa trop grande jeunesse. Le lien qui nous unit n'est indissoluble qu'autant que les membres de la compagnie, fidèles à l'honneur, ne profanent point leurs talents et ne se dégradent pas par des

(1) *La Métromanie*, acte V, scène IV. Piron écrit exactement : « Comme nous n'allons droit qu'à force de broncher ! »

bassesses. Mais il est dur d'être obligé de sévir ; il est prudent de ne pas s'exposer à une nécessité si fâcheuse. M. François n'a pas encore atteint l'âge où le cœur devient souvent le jouet et la victime des passions. Dès lors, vous comprenez, Madame, combien l'Académie aurait eu des sujets de crainte en se l'associant si vos bontés pour lui et celles de M. le bailli d'Alsace ne l'avaient rassurée, d'autant plus que ce jeune poète annonce par ses ouvrages un cœur si sensible, une si belle âme que nous sommes persuadés qu'il veillera toujours sur lui-même avec précaution, et qu'en s'appliquant à mériter la bienveillance de ses respectables protecteurs, il ne cessera jamais de se rendre digne du choix que nous venons de faire de lui. » Et Maret ne voudra pas terminer sa lettre sans « transcrire deux lois de l'Académie dont l'exécution est de rigueur, et auxquelles M. François doit être disposé à se soumettre : si dans l'espace de deux ans ou trois ans, un associé correspondant n'envoie pas un ouvrage, il n'est plus compté parmi les académiciens. Un académicien n'en peut prendre la qualité à la tête des ouvrages qu'il fait imprimer sans en avoir obtenu la permission, et cette permission ne se donne qu'après examen du manuscrit. Nous avons espéré, Madame, qu'en annonçant à M. François qu'il avait obtenu le suffrage de l'Académie, vous voudriez bien aussi lui faire connaître tout ce que nous attendons de lui. »

II. — Les réceptions

Pour comprendre l'esprit et les tendances de l'Académie, il est nécessaire de connaître les discours que prononcèrent ses membres au moment où ils furent reçus. Nous allons examiner les principales manifestations oratoires, qu'elles viennent de patriciens ou de plébéiens, d'amoureux des belles-lettres ou de fervents des sciences. A la lecture de ces discours se dégageront les idées qui menèrent la compagnie, car ils sont comme un avant-propos aux travaux qu'elle a produits.

Nous savons que Richard de Ruffey fut le premier qui prononça un discours de remerciement au moment de son entrée à l'Académie et que c'est lui qui, à la séance du 9 décembre 1763, fit décider que tous les récipiendaires

seront dans l'obligation d'en faire un auquel répondra le chancelier ou le vice-chancelier, ou le plus ancien des honoraires.

Le discours « prononcé par M. le Président de Ruffey à sa réception à l'Académie de Dijon le 2 mars 1759 » (1), indique très nettement ce que désire Ruffey et vers quel but tendront ses efforts. Avec modestie, il exprime la crainte de ne pas être à la hauteur de sa tâche. Ses études ont moins formé qu'amusé son esprit, et les matières sérieuses dont l'Académie s'occupe lui sont à peine connues. « Semblable à un enfant qu'on sèvre d'une nourriture légère pour lui donner des aliments plus solides, la faiblesse de ses organes n'en pouvant faire qu'une digestion imparfaite, il lui faut un long temps pour s'y accoutumer. » Il n'aura pas la force de partager immédiatement les travaux de l'Académie, mais tel un élève appliqué, il tâchera de profiter le plus possible des lumières qu'elle produit pour pouvoir un jour lui être vraiment utile. La création Pouffier n'est plus la pauvre chose dont il parlait naguère avec dédain, c'est un « établissement solide » qui a toutes ses admirations et qui aura tous ses soins. Il ne peut cependant s'empêcher de laisser voir que les sujets qui retiennent exclusivement ou presque l'attention des membres de la compagnie ne lui sont pas bien sympathiques. Ils sont certainement importants et utiles, « mais qu'il me soit quelquefois permis de mêler aux doctes aphorismes d'Hippocrate et de Boerhave les ingénieuses saillies d'Horace ; aux méditations profondes de Sénèque des traits du naïf Montaigne et de l'éloquent Fénelon ; aux vérités transcendantes de Newton le sublime brillant de Voltaire. Ce sera, pour me servir des termes du plus délicat des poètes latins, mêler l'agréable à l'utile ». Il ne faut pas que les vieux académiciens s'effarouchent. Ruffey cherchera à leur rendre le calme qu'ils pourraient avoir perdu après ces paroles que la fondation Pouffier n'a jamais entendues, et, pour y arriver, il jette aussitôt un pont entre les lettres et les sciences : « Apollon n'était-il pas en même temps le dieu de cet art qui rend aux humains la santé et le dieu de l'éloquence et de la poésie ? » Les médecins, cheville ouvrière de la

(1) Ms. arch. acad.

compagnie, ont dû commencer de se rasséréner. Ruffey va, espère-t-il, les mettre tout à fait de son côté en leur donnant des exemples qui prouvent sans conteste l'alliance étroite des lettres et des sciences, particulièrement de la médecine : « La plupart de ceux qui ont professé la médecine ne se sont pas bornés au simple exercice de leur art. La république des lettres leur est redevable de plusieurs ouvrages précieux. Théophraste, philosophe autant que médecin, nous a laissé la peinture des mœurs de ses concitoyens. Mercurialis a fait un savant traité sur la gymnastique. Frascator a employé toutes les grâces de la poésie à peindre cette maladie fille de la débauche, dont la cure échappa plus d'une fois aux efforts des plus habiles artistes. Claude Perrault, médecin de la faculté de Paris, grand homme malgré les traits injustes autant que satiriques de Boileau, fut célèbre par ses essais physiques et sa traduction de Vitruve. Il fut reconnu par le cavalier Bernin pour un des plus habiles architectes, et la façade du Louvre, élevée sur ses dessins, fera dans tous les siècles l'admiration des connaisseurs. Mais, de toutes les sciences, l'étude de l'antiquité est celle qui a été principalement cultivée par les médecins. Jacques Spon entreprit le voyage de la Grèce pour en décrire les monuments échappés à la barbarie. Charles Patin a fait les plus savantes recherches sur les monnaies et les familles romaines. L'infatigable Vaillant a fourni d'immenses volumes sur les médailles de tous les pays, de tous les genres et de tous les métaux. De nos jours, MM. Mahudel et Falconnet ont enrichi l'Académie des Belles-Lettres des dissertations les plus savantes. Ne voyons-nous pas avec admiration le fameux Haller réunir tous les genres d'érudition ? Il est aussi célèbre par ses poésies et ses dissertations académiques que par ses ouvrages de médecine, et l'Allemagne s'étonne de trouver dans son sein un génie si plein de feu et un esprit si universel. » Après de semblables témoignages, l'Académie ne peut pas ne point donner raison à Ruffey, qui doit juger ainsi, car maintenant il passe à l'offensive : « Il est de l'intérêt des académiciens de province d'admettre tous les goûts et tous les talents. La ville de Lyon, en réunissant sagement l'Académie des belles-lettres à celle des sciences et des arts, vient de faire

connaître que Paris seul peut fournir des sujets à plusieurs académies. Ce serait nuire aux sciences et étouffer dans les esprits ce germe d'émulation si nécessaire à leurs progrès que d'exclure des honneurs académiques des talents qui ne seraient pas du ressort d'une société bornée à un seul genre de travail. Tout concourt à nous prouver que pour réussir il faut suivre son goût et cultiver le talent que nous a donné la nature. Il est presque toujours unique, et quoiqu'il se trouve quelquefois de ces génies heureux capables d'embrasser toutes les sciences, on y remarquera toujours le talent dominateur. Voltaire est poète, même en écrivant l'histoire ; ce n'est qu'à son talent poétique qu'il doit la hardiesse de ses idées, la noblesse et le coloris de ses images, le feu et la précision de son style. » On agira fort bien en admettant les belles-lettres dans l'Académie. Elles tempéreront « par l'aménité de leur commerce la sécheresse des sciences trop abstraites et des arts trop méthodiques. Ce sage et utile règlement doit un jour contribuer à la gloire de cette compagnie en lui procurant une suite... nombreuse de sujets dignes de son choix... » (1).

Cependant, Ruffey ne méprise point les sciences, nous l'avons vu et nous le verrons encore quand nous examinerons les travaux dont il a fait part à l'Académie. Il continuera à étudier surtout la botanique qui intéressait déjà les membres de la société littéraire. Il placera toujours très haut l'auteur de l'*Histoire naturelle*. Lorsque, recevant Daubenton, maire de Montbard en la qualité d'académicien non résidant le 29 mai 1761, il dira : « ...Pouvions-nous ne pas regarder comme un maître un élève de M. de Buffon ? L'Académie partage la gloire de cet illustre compatriote dès les premiers moments de sa fondation. Privés de sa présence, ses précieux ouvrages

(1) Trois semaines après la réception de Ruffey, l'Académie arrêta
« le modèle d'une lettre de réception pour ceux qui seront reçus en cette
académie ». Il était rédigé ainsi : « L'académie des sciences et belles-
lettres de Dijon (*sic*, et non pas seulement — comme on devait écrire :
académie des sciences de Dijon), sur la proposition qui lui a été faite de
recevoir... académicien associé M... (mettre ses qualités), instruite de ses
talents et de sa capacité, l'a reçu en cette qualité, persuadé que cette mar-
que d'estime l'engagera à continuer de cultiver les sciences et les lettres,
et à travailler pour l'utilité de l'Académie. En foi de quoi, elle lui a fait
expédier ces présentes par les secrétaires soussignés. Fait à l'assemblée
tenue le.... ». Séance du 23 mars 1759. Reg. acad. t. I.

nous en rappellent à chaque instant le souvenir et nous font envier le bonheur que vous avez de le posséder... La botanique, Monsieur, qui fait le principal objet de vos études, vous doit de précieuses découvertes. Des forêts de platanes et d'autres arbres étrangers sont sortis de vos pépinières... L'utile secret de multiplier toutes les espèces d'arbres par la bouture va devenir une source féconde de richesses pour nous et pour nos neveux, et préviendra la disette des bois dont la France était menacée ; c'est à vos soins industriels que nous sommes redevables de cet avantage... » (1).

Ruffey, dès sa réception, s'est donné tout entier à l'Académie. « Elle a mon cœur — pourrait-il affirmer, comme Montaigne le disait de Paris —... Je l'aime tendrement jusques à ses verrues et à ses taches... » Mais il s'efforcera de supprimer les verrues et d'effacer les taches le plus rapidement possible. Aux yeux de Ruffey, c'était la marque plébéienne qui semblait la plus grosse verrue, la tache la plus laide. Il s'emploierait à la faire disparaître, mais, malgré son impatience, il se rendait compte que l'affaire demanderait du temps ; il convenait donc, en attendant, de la cacher et, pour y parvenir, de faire entrer le plus d'aristocrates possible à l'Académie. Le 26 mars 1762, trois d'entre eux étaient élus : Poncet de la Rivière (2), le marquis d'Anlezy (3), Dufour de Villeneuve (4). Aussi Ruffey s'écria-t-il : « Ce jour est pour l'Académie un jour de triomphe. J'ai à vous annoncer de nouvelles conquêtes... C'est à nous, Messieurs, à redoubler notre zèle et nos travaux pour rendre cette Académie plus digne encore des membres illustres que nous lui associons et des applaudissements du public éclairé. Empressons-nous de confirmer par nos suffrages une alliance dont l'Académie se promet les plus grands avantages... » (5).

(1) Ms. arch. acad.

(2) Mathias Poncet de la Rivière, né et mort à Paris (1708-1780). Grand vicaire de Séz, puis évêque de Troyes, enfin abbé commendataire de St-Bénigne de Dijon, conseiller d'honneur au parlement de Bourgogne, aumônier du roi de Pologne, duc de Lorraine et doyen de St-Marcel.

(3) Louis-François de Damas, marquis d'Anlezy, commandant pour le roi en Bourgogne.

(4) Jean-François Dufour de Villeneuve, président du grand conseil, lieutenant civil au Châtelet, enfin, de 1761 à 1764, intendant de Bourgogne. V. sur ces trois personnages le *Mercur de jonnais*, éd. Dumay, pp. 135 et 148 ; Ruffey, *Histoire secrète*, passim.

(5) Ms. arch. acad.

Piron n'est pas un aristocrate, mais, dira Ruffey, un « poète célèbre dont les talents font honneur à notre patrie ». Il faut donc qu'il entre à l'Académie. Le 27 mai 1762, de Brosses, qui est à Paris, écrira à Ruffey : « ... Enfin, Monsieur, malgré la répugnance connue de notre bon Piron pour toute place académique, je l'ai déterminé pour en prendre une chez nous. Sachant l'intention de l'Académie à cet égard, j'ai jugé qu'elle m'en saurait bon gré et que ce serait vous faire plaisir à vous-même... Il se porte à merveille, toujours aussi gai, aussi bon homme que jamais et de plus parfaitement honnête homme. Ce dernier talent est un de ceux que la nature n'a pas donné à tous les gens de son métier... » (1). Sans tarder, Piron envoya sa lettre de candidature. Après la lecture qu'il en fit à la compagnie (2), Ruffey ajouta que Piron, appelé à l'Académie française par les vœux du public et par la voix des académiciens, n'en fut écarté que par l'intrigue. « Les bontés du roi l'en dédommagèrent faiblement et cet événement, en fortifiant son goût pour la liberté, lui avait donné jusqu'à ce jour beaucoup de répugnance pour les associations académiques. Mais l'amour de la patrie l'a vaincu et les sentiments dont sa lettre est remplie sont une preuve de l'empressement qu'il a d'être compté parmi les membres de cette compagnie. » La démarche de Piron fut très goûtée par l'Académie qui, d'une voix unanime, le reçut académicien honoraire non résidant. Une entorse avait été faite aux usages, car « le titre d'honoraire n'est donné qu'aux personnes constituées en dignité et aux littérateurs qui sont d'une des trois académies de Paris ». Ce n'était pas le cas de l'auteur de *la Métromanie*, « mais en faveur des talents rares de M. Piron, talents qui lui avaient ouvert la porte de l'Académie française, l'Académie a bien voulu déroger à ses usages, cette grâce ne pouvant tirer à conséquence, parce qu'il sera extrêmement rare de trouver tant de motifs réunis pour autoriser une exception à la règle » (3).

(1) Ms. 1627. Bibl. de D.

(2) Le 11 juin 1762. Reg. acad., t. II. V. la lettre de Piron dans *Lettres inédites...*, publiées par Girault, pp. 55 à 59.

(3) Quand l'abbé Leblanc demandera d'être nommé honoraire, l'Académie ne daignera lui accorder cette place de distinction que sur les instances réitérées de du Terrail. Elle se vit contrainte par les prières de ce bienfaiteur auquel, tout en lui accordant ce qu'il demandait, elle

Ruffey, nous l'avons vu, s'est efforcé de donner dans l'Académie une place aussi grande que possible aux belles-lettres. Dès son élection, il n'a pas caché son désir et l'a affirmé dans son discours de réception. *Omne tulit punctum, qui miscuit utile dulci*. Nous avons remarqué aussi que la presque totalité de ceux qui sont entrés à l'Académie par son intermédiaire ne sont point des hommes de science. C'est grâce à lui que Le Roy de Flagis, de l'Oratoire, professeur de théologie à Dijon, puis à Saint-Petersbourg, prend place dans la fondation Pouffier. Quand il le recevra le 6 août 1762, il lui dira ceci : « le poème sur le bonheur que vous avez lu dans une de nos séances, le rapport avantageux qui a été fait à l'Académie du plan d'un ouvrage sur le fanatisme auquel vous travaillez assidûment, lui ont donné une opinion favorable de votre mérite académique et ont déterminé ses suffrages en votre faveur... » (1).

C'est Ruffey qui introduira Pierre-Henri Larcher, ce célèbre helléniste (2), ce grand travailleur, qui devait cinq ans après son entrée à l'Académie de Dijon, en 1767, publier une réfutation des « paradoxes historiques et théologiques » de Voltaire dans son *Supplément à la philosophie de l'histoire*. « Voltaire dédaigna de lui répondre par des raisons, se contenta de le confondre avec ses plus vils ennemis et de l'accabler d'injures » (3).

ne se priva pas de dire ce qu'elle pensait : « ...Si elle (l'Académie) a cru devoir faire une exception à la règle en faveur de M. Piron, c'est que ce poète célèbre a été appelé à l'Académie française par la voix du public et par l'unanimité des suffrages de cette illustre compagnie, et que les surprises faites à la piété de M. l'évêque de Mirepoix furent la seule cause qui lui ferma la porte. Notre compagnie a cru, Monsieur, en donnant à M. Piron la qualité d'honoraire, réparer en quelque sorte l'injustice qu'on lui avait faite. Mais, pour donner la même qualité à M. Leblanc, elle attendait qu'un refus aussi solennel et aussi peu mérité ajoutât à la célébrité ou que le choix de cette illustre académie l'autorisât à prouver à M. Leblanc toute l'estime qu'elle a pour lui... ». Projet de lettre non daté, de la main de Maret, ms. arch. acad. Il a été écrit le 2 août 1766 ; la veille, l'Académie avait procédé à la nomination de Leblanc (V. Milsand, p. 390 ; Ruffey, pp. 64, 65, 115, 119, 158 à 163 ; Girault, *Essais sur Dijon*, pp. 503 et 504 ; Muteau et Garnier, pp. 114 et 115).

(1) Ms. arch. acad.

(2) V. ms. 2063, p. 581, B. de D., et *Eloge de Larcher* par Dacier, *Mém. de l'Académie des Inscriptions*, nouv. série, t. V.

(3) Ruffey, *Notes pour servir...*, note 82, éd. Lange, pp. 138 et 139. Voltaire répondit par un pamphlet : *Défense de mon oncle*. Larcher riposta par une *Réponse à la défense de mon oncle*. V. *Biogr. univ. Michaut*, t. XXIII. On trouvera les « injures » de Voltaire dans éd. Beuchot, XV, 2 ; XXX, 70 ; XLIII, 311, 314, 322, 331 ; XLVII, 562, sqq. ; LXIV, 266, 271.

Larcher fut reçu le 25 février 1763 (1). Il fera un discours d'une extrême modestie : « On se trouve naturellement préparé aux honneurs lorsqu'on sent qu'on en est digne. Mais lorsque sans les mériter on s'y voit élevé, leur effet est un sentiment confus qui ne peut s'exprimer ; il étourdit l'âme et étouffe la voix de la reconnaissance. Ce sentiment, Messieurs, vous me le faites éprouver. L'association que m'accorde une des plus illustres académies de France m'étonne et me confond... A quels miracles ne doit-on pas s'attendre dans un pays qui a donné le jour aux Bossuet, aux Saumaise, aux Bouhier, aux La Monnoye, aux Crébillon (2) et à tant d'autres ? Mais à présent que mon nom va paraître sur votre liste, n'y a-t-il pas lieu de craindre une révolution peu avantageuse ? Et n'autoriserez-vous pas en me faisant entrer dans votre corps les plaintes si ordinaires que notre siècle dégénère ? Non, Messieurs, ces plaintes sont le lieu commun de l'orgueil, de l'envie et de la malignité. Le cœur humain s'y livre avec complaisance, et il lui est plus facile de pardonner une supériorité passée et perdue dans l'éloignement qu'un mérite contemporain. On pourra blâmer votre choix, mais on ne l'attribuera jamais à la nécessité. Trop de savants illustres formés à votre exemple démentiraient tel soupçon. On dira simplement que, ne pouvant recevoir un nouveau lustre, vous avez daigné me communiquer une partie du vôtre » (3). Ruffey répondra à Larcher que l'Académie devait se l'attacher parce qu'elle était « jalouse d'associer à ses travaux tous les Bourguignons qui se distinguent dans la république des lettres » — Larcher était né à Dijon le 12 octobre 1726 — et que « les témoignages avantageux qu'on lui a rendus de la douceur de votre caractère, de la simplicité de vos mœurs, de votre assiduité au travail, de vos progrès dans les sciences et les lettres ont unanimement déterminé des suffrages que vous méritez à si justes titres... » (4).

(1) Cf. Milsand, p. 389. Nommé acad. non résidant le 11 février 1763, Larcher deviendra honoraire non résidant le 15 nov. 1781. Il était entré le 10 mai 1778 à l'Acad. des Inscript. Cf. aussi sur Larcher, Muteau et Garnier, t. II, pp. 71 à 74. Girault, pp. 187-188.

(2) Larcher cite pêle-mêle sans se soucier de l'ordre chronologique.

(3) Ms. arch. acad.

(4) Ms. arch. acad.

C'est encore Ruffey qui, le 20 janvier 1764, reçut « M. Guyton (1), avocat général du Parlement ». Il se réjouit que celui qui, destiné par sa charge à occuper la place de directeur de l'Académie, ait désiré y être reçu : « Vous donnez aujourd'hui, Monsieur, pour le bien de l'Académie un exemple qui mériterait d'être suivi par tous ceux qui sont destinés à en devenir un jour les directeurs. Nous avons senti l'importance de cet événement et nous nous sommes empressés de répondre à vos vœux et de récompenser votre zèle en nous appropriant vos talents et en fondant sur vos services académiques les espérances les plus flatteuses. Quoique à la fleur de votre âge, vous avez déjà donné des preuves d'une capacité distinguée dans l'exercice d'une place faite pour mettre les talents dans le plus grand jour... (2). L'éloquence des avocats généraux de France, susceptible des grands intérêts, nous retrace seule aujourd'hui celle qui brillait autrefois dans Rome et dans Athènes où elle décidait du sort des rois et des nations... L'Académie offre une vaste carrière à tous ceux qui se veulent consacrer à ses travaux. Quoi de plus utile que l'étude du cœur et de l'esprit de l'homme ! Quoi de plus intéressant que la discussion des points d'histoire et de littérature ancienne et moderne dont l'obscurité a échappé aux lumières d'une critique judicieuse ! Quel emploi plus agréable de son loisir que de se livrer à l'engouement délicat d'une imagination échauffée par le feu poétique ! C'est avec plaisir, Monsieur, que l'Académie a lu l'agréable badinage (3) qui a fait l'amusement de vos premières études. Par cet essai, elle a jugé de vos talents pour des ouvrages plus sérieux et plus profonds, et nous avons prévu avec raison que vous sauriez aisément allier les occupations importantes de la magistrature avec les

(1) Guyton de Morveau s'appela d'abord simplement Guyton, puis il fut de Morveau ; la Révolution le retrouva Guyton, et l'Empire connut Guyton-Morveau. Voir : *Biographies*. Il avait été nommé académicien honoraire le 20 janvier 1764. Cf. Milsand, p. 397.

(2) Guyton de Morveau avait 27 ans quand il entra à l'Académie, étant né le 4 janvier 1737. Il était avocat général au Parlement à 18 ans. Cf. Muteau et Garnier, t. I, p. 495 ; Baudot, *la Pharmacie en Bourgogne avant 1803*, p. 490.

(3) C'est *le Rat iconoclaste ou le jésuite croqué*, poème héroï-comique. (Paris 1763, in-12).

délassements académiques qu'elle offre à ceux qu'elle associe à ses travaux » (1).

Ainsi que nous l'avons vu, l'Académie désire que tous les personnages importants de la province entrent dans ses rangs. Nous savons également que Ruffey s'efforce de les y amener. « L'Académie, écrira Maret (2) au marquis de Bissy (3), qui croit sa gloire intéressée à rassembler dans son sein tous les Bourguignons qui se distinguent par leurs talents, désirait depuis longtemps de partager avec l'Académie française l'avantage de vous compter au nombre de ses membres. Aussi a-t-elle reçu avec la plus grande satisfaction la proposition que M. de Ruffey lui a faite hier (4) et elle m'a chargé de vous annoncer qu'elle vous a nommé académicien honoraire... »

Une élection qui dut plaire à Ruffey, bien qu'il n'y eût point participé, fut celle de Des Garets, lieutenant-colonel du régiment de Bourbonnais à Lyon. « Le suffrage de M. le marquis de la Tour du Pin (5) lui (à l'Académie) est un sûr garant de votre mérite, et je suis chargé de vous apprendre (6) que vous avez été reçu académicien honoraire non résidant (7) sur la proposition qui en a été faite par M. l'ancien évêque de Troyes, chancelier de l'Académie » (8).

Vraiment, on était ici entre gens de bonne compagnie et Ruffey était certainement fort satisfait.

« M. François, de Neufchâteau en Lorraine », fit son

(1) Ms. arch. acad.

(2) Ms. arch. acad. Projet de lettre non daté, de la main du Dr Maret.

(3) De la famille de Pontus de Tyard, qui était né au château de Bissy en Mâconnais (v. sur le village de Bissy, Courtépée, *Descript. du duché de Bourg.*, t. IV. p. 452), le marquis de Bissy était lieutenant général des armées du roi, gouverneur d'Auxonne.

(4) La lettre a donc été écrite et expédiée le 16 novembre 1765, puisque le marquis de Bissy fut nommé académicien honoraire non résidant le 15 novembre 1765. Cf. Milsand, p. 361.

(5) Le marquis de la Tour du Pin, commandant en chef en Bourgogne, avait été nommé académicien honoraire le 19 juillet 1765. Cf. Milsand, p. 389.

(6) C'est le docteur Maret qui écrit. Ms. arch. acad. Projet de lettre non daté.

(7) Des Garets fut nommé académicien honoraire non résidant le 29 novembre 1765. Cf. Milsand, p. 372.

(8) Poncet de la Rivière fut chancelier de 1764 à 1772. Cf. Milsand, p. 321.

discours de réception en vers, qui fut lu le 15 décembre 1765 (1) :

Quelle vaste carrière à mes yeux se présente !
Des sages rassemblés par l'amour des Beaux-Arts
Sur les faibles essais de ma muse naissante
Jettent de propices regards.
Minerve, au milieu d'eux assise et triomphante,
Seconde leur ardeur, anime leurs talents ;
Au pied de ses autels, ma voix reconnaissante
Ose faire entendre ses chants.

Et François de Neufchâteau, après avoir parlé de la bibliothèque de l'Académie, du cabinet d'histoire naturelle offert par Legouz, du médaillier donné par la comtesse de Rochechouart, à laquelle le poète dit :

Tu daignas suivre sans envie
D'un de leurs favoris l'exemple glorieux ;

parce que, comme nous le savons, Ruffey avait fait un pareil don quelque temps auparavant ; après avoir chanté Crébillon, Rameau, Buffon, Piron, Voltaire, le jeune poète termine par des louanges au prince de Condé, protecteur de l'Académie :

Pour chanter un Achille, il fallut un Homère ;
Est-ce à moi de vouloir célébrer un Bourbon ?

Bien entendu, l'Académie délégua un de ses poètes pour répondre à François. Ce fut Mailly, professeur au collège des Godrans, qui fut choisi.

Quels sons hardis ! Et que viens-je d'entendre ?
Est-ce Apollon qui, sous les traits d'Hébé,
Par ses accords a voulu nous surprendre ?
Chez les mortels, daignant encor descendre,
Aux chastes sœurs s'est-il donc dérobé ?
Comment, à peine au sortir de l'enfance,
Du sentiment épuisant les couleurs,
Jeune François, de ta reconnaissance
As-tu fini les tableaux enchanteurs ?
Dans l'art des vers, instruit par la nature,
Tu bégayas son langage au berceau ;
Est-il pour nous une touche plus sûre ?
Sa main toujours dirigea ton pinceau (2).

.....

(1) Cette pièce compte 121 vers. Acad. de D. V. *Mém. de l'Acad.*, 1769, p. 355.

(2) Ms. arch. acad. En tête de cette pièce, on lit, de la main de Ruffey : « par M. Mailly, professeur au collège, décembre 1765. Vers à Monsieur François sur son remerciement à l'Académie de Dijon. »

Sur la proposition de Ruffey, le marquis de Paulmy fut agréé par l'Académie. Fils du marquis d'Argenson et neveu du comte d'Argenson, le marquis de Paulmy, adjoint à son oncle au secrétariat d'Etat de la Guerre à partir de 1751, fut ministre du 1^{er} février 1757 jusqu'au 2 mars 1758. Possesseur d'une des plus riches bibliothèques qu'aucun particulier ait jamais possédée, il la vendit au comte d'Artois ; c'est aujourd'hui la Bibliothèque de l'Arsenal. Il épousa le 22 avril 1748 (1) Mlle Fyot de la Marche, seconde fille de M. de la Marche, comte de Bosjean, premier président au Parlement de Bourgogne. La cérémonie du mariage fut d'un très grand luxe ; « tout ce qu'il y a de gens de distinction à Dijon s'y étaient rendus pour la voir », conte le *Mercure dijonnais*, qui nous apprend aussi que Mlle de la Marche « avait une aigrette de diamant qui a coûté 20.000 livres. C'est un présent de M. le Ministre de la Guerre ». Le marquis de Paulmy était une remarquable recrue pour l'Académie. Aussi Maret lui écrira : « Vous appartenez à la Bourgogne par l'alliance que vous y avez contractée, et dès le moment où vous la formâtes, l'Académie de cette ville acquit des droits sur votre gloire. Cependant, Monsieur, les Académies de Berlin, Nancy et Paris s'applaudissent depuis longtemps de pouvoir vous compter parmi les académiciens qui les rendent célèbres, tandis que celle de Dijon a été réduite jusqu'à présent à former en secret des vœux. D'heureuses circonstances les comblent aujourd'hui ces vœux, Monsieur, et je ne peux mieux vous faire connaître l'impression que cet événement a fait sur l'Académie qu'en vous faisant part de ce qui s'est passé à la lecture de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. A peine eut-on appris, Monsieur, que vous occuperiez avec plaisir une place d'académicien honoraire que vous avez été nommé par acclamation avant que j'aie eu achevé de lire votre lettre... » (2).

(1) V. *Merc. dij.*, éd. Dumay, p. 25 et note. V. aussi pp. 56, 58, 70, 88.

(2) Ms. arch. acad. Projet de lettre non daté. Le marquis de Paulmy fut nommé honoraire non résidant le 24 janvier 1766. Cf. Milsand, p. 400. Ce ne fut, on le voit, que longtemps après son mariage avec Melle Fyot de la Marche que le marquis de Paulmy entra à l'Académie. Celle-ci dira poliment, par la plume de son secrétaire, qu'elle formait « en secret des vœux », mais elle attendait qu'une demande lui fût adressée. V. Ruffey, p. 158, éd. Lange.

Lorsque le chevalier de Juilly de Thomassin fut nommé académicien non résidant, il remercia l'Académie par ces vers :

A L'ACADEMIE

Certain berger, non loin des bosquets d'Hélicon,
Allait souvent chanter au lever de l'aurore
Sa bergère et le dieu qu'un tendre amant implore.
Pour mieux plaire, il cherchait à former son fredon
Sur les chants vainqueurs d'Apollon.
Tant d'ardeur et de confiance
Fit enfin couronner les vœux de Ligdamis...
Par l'amour et par la constance
Quels cœurs ne seraient pas soumis ?

Ce Ligdamis, c'est moi que votre complaisance
A dans vos doctes jeux admis.
O mes maîtres ! ma Muse et naïve et légère
Soupçonne à peine l'art dans sa simplicité.
Trop plein de vos bontés pour n'être pas sincère
Ce qu'expriment mes chants mon cœur me l'a dicté.
Ce que dicte le cœur n'est jamais apprêté.

Comment sur mon hautbois, d'une faveur si belle
M'acquitterais-je dignement
Si dans vos jeux le sentiment
Ne suppléait avec le zèle
Comme en nos bois au défaut d'agrément !
Un berger aime, il chante. Et voilà son talent.
Vous avez fait pour moi ce que fait une belle
Pour un tendre et fidèle amant (1).

Le 10 juillet 1767 (2) Maret présente à l'Académie deux ouvrages qu'il lit : 1° *Mémoire sur la vie et les ouvrages d'Etienne Tabourot (des Accords), procureur du roi au baillage et chancellerie de Dijon* ; 2° *Addition nécessaire à l'histoire du formica leo donnée par M. de Réaumur*. La compagnie ayant exprimé sa satisfaction, Maret nomme l'auteur, c'est l'abbé Boullemier, qui désire faire partie de l'Académie ; il est aussitôt nommé associé (3) et reçu le 24 juillet (4). Dans son discours de réception, Boullemier assure que le public rend justice à la critique éclairée de l'Académie qui sait apprécier « les ouvrages

(1) Ms. arch. acad. Ruffey a écrit en tête de cette pièce : « 10 avril 1767, par M. Thomassin. »

(2) Reg. acad., t. IV.

(3) Cf. Milsand, p. 363.

(4) Reg. acad., t. IV.

d'esprit » et comprendre leurs véritables beautés, à la variété de connaissances, au goût qui peut servir de modèle en tous les genres, enfin à la noble émulation témoignée « pour répondre aux vues de votre illustre fondateur et qui vous a mérité la protection d'un prince auguste aussi précieux à la république des lettres qu'à l'empire français ». Dans sa réponse, Ruffey dit que l'Académie a reconnu « l'ouvrage d'un homme instruit qui, maître de son sujet sait le développer avec avantage, tempérer l'aridité des discussions littéraires par les agréments du style et les rendre intéressantes par la variété des images et la justesse des observations ». Ruffey rappelle ensuite les preuves que Boullemier a données de son amour pour le travail, son immense effort fourni à la Bibliothèque publique, ses soins apportés à la nouvelle édition du Père Lelong. « La liste immense déjà compilée par vos soins nous indique les sources où nous devons puiser pour satisfaire le public qui attend de nous des recherches suivies sur l'histoire de la province que nous habitons. Personne n'est plus que vous dans le cas de nous seconder. »

Sous la férule de Richard de Ruffey, la compagnie s'appliquait à bien des travaux que les vieux humanistes bourguignons n'auraient pas reniés, vivait presque en vase clos. Les membres de la société lisaient leurs travaux littéraires ou scientifiques — ceux-ci trop nombreux au jugement du sévère président, surtout ceux de médecine — mais les échos étaient assez faibles et n'auraient peut-être pas attiré l'attention des « étrangers » si des prix n'avaient point été décernés par la fondation Pouffier. La majorité des académiciens s'efforçait de secouer le joug de Ruffey. En 1767, le président comprit que son autorité baissait, et qu'il devait jeter du lest. Il fit donc semblant de s'engager dans la voie que voulaient suivre beaucoup d'académiciens, celle de l'encyclopédie ; il consentit à ouvrir les portes et les fenêtres de la salle des séances et à faire part des productions académiques à tous ceux qui désiraient les entendre. Boullemier se préoccupe du jugement du public et Ruffey de ce qu'il faut faire pour le contenter. Le public va prendre une importance de plus en plus grande aux yeux de l'Académie qui ne laissera échapper désormais aucune occasion d'affirmer

qu'elle travaille pour son bien, dans tous les domaines et principalement dans celui de la science.

Le 18 novembre 1768, à la séance de rentrée, Poncet de la Rivière, en sa qualité de chancelier, prononce, conformément à l'article XVI des règlements, un discours où il dit : « ... Le but que se propose l'académicien est l'utilité publique ; et quel motif plus digne de l'ambition d'un homme que celui de servir à l'instruction des autres ? Ses travaux, ses recherches, ses méditations doivent toujours tendre à ce but. Un homme qui se consacre aux autres n'est plus à lui-même ; il se prête à la société sans s'y livrer ; ses heures sont marquées par ses occupations. S'il se permet quelques délassements nécessaires, il doit encore les rendre intéressants. Son repos n'est jamais sans travail, il est une action propre dans son oisiveté même, et lorsque la société n'exige pas qu'il l'enrichisse du fruit de ses travaux, elle désire qu'il l'embellisse au moins des fleurs de son loisir. Il est une récompense bien flatteuse sans doute pour un génie qui tient à la société par des liens si honorables, c'est l'avantage qu'il trouve à travailler pour celui des autres, puisqu'il n'est rien de plus glorieux pour un homme que d'être utile à ses semblables » (1).

Bien avant Poncet de la Rivière, un académicien de Bordeaux s'était levé le 20 janvier 1755 pour affirmer que les académies ne doivent se préoccuper que de l'utile soit dans leurs travaux, soit dans les sujets de prix qu'elles proposent.

A Bordeaux encore, dès le 18 novembre 1713, on lisait un discours « sur l'utilité des sciences dans tous les états » ; le 26 août 1714, on parlait « sur les sciences et sur leur usage » ; le 15 novembre 1725, Montesquieu énumérait « les motifs qui doivent nous encourager aux sciences » ; on revenait le 6 janvier 1738 dire l'utilité des sciences. Le 31 août 1761, la Société des philathènes de Metz entendait un discours sur l'utilité des sciences (2).

Quand le médecin Durande entrera à l'Académie dijonnaise (3), il proclamera, lui aussi, l'utilité, chantera les

(1) Reg. acad., t. IV.

(2) V. J. de Gères, *Acad. de Bordeaux*, et la note sur la *Société des philathènes de Metz*, dans les *Mém. de l'Acad. de Metz*, 1874-1875, p. 657.

(3) Le 7 février 1772. Il deviendra pensionnaire le 11 janvier 1776. Cf. Milsand, p. 375. Reg. acad., t. VI.

louanges des sciences. « L'histoire, en nous offrant le tableau des malheurs qui dans des contrées moins éclairées ont été les suites de l'erreur et des préjugés, nous fait sentir tout le prix de la vérité et conséquemment celui des sciences destinées à la rechercher et à la présenter sous le jour le plus favorable. » Il faut donc « regarder comme autant de bienfaiteurs de l'humanité ceux qui travaillent à faire le bonheur de leurs concitoyens en les éclairant. Votre assemblée me présente l'image de ces êtres bienveillants qui, par une émulation louable et souvent nécessaire à l'homme le mieux intentionné, travaillent à l'envi à reculer les bornes des connaissances humaines... » De Morveau, qui répondait en qualité de vice-chancelier, assurera que l'Académie « ne souhaite rien avec plus d'ardeur que de voir augmenter le nombre de ceux qui peuvent seconder ses vues pour le progrès des sciences... » Legouz donnait un jardin pour permettre l'enseignement scientifique de la botanique ; c'était le collège de médecine qui devait, avec les mille écus que Legouz lui avait offerts en 1771, payer le professeur, qui fut Durande. L'établissement, proclamait de Morveau, devait être « aussi avantageux au progrès de l'histoire naturelle que nécessaire à ceux de la médecine ». Dès que Legouz eut formé son généreux projet, Durande n'attendit pas qu'il fût consommé, dit encore de Morveau, pour se préparer « par des études approfondies à acquitter dignement l'engagement que le zèle du collège de médecine lui a fait prendre pour le bien public ».

De Morveau recevant Dumorey (1), ingénieur en chef de la province de Bourgogne (2), qui avait exprimé sa joie de voir l'Académie travailler avec ardeur à l'avancement des sciences, lui répondra : « Vous rendez justice à cette compagnie en louant son zèle pour les sciences dont les progrès contribuent davantage au bonheur des peuples... Le sujet du mémoire que vous lui avez fait remettre (3), le but que vous vous y êtes proposé et la

(1) Sur Dumorey, v. Ruffey, *Notes pour servir...*, éd. Lange, p. 183 et le premier chapitre de notre 3^e partie : les Prix. Dumorey fut nommé académicien le 19 juin 1772. (cf. Milsand, p. 375).

(2) Séance du 26 juin 1772. Reg. acad., t. VI.

(3) Cet ouvrage était : *Mémoire sur les vues générales qui doivent déterminer le choix de l'emplacement des grandes routes, avec quelques moyens de les exécuter.*

manière dont vous l'avez rempli, tout y annonce les vues d'un homme occupé du bien public et qui ne veut être éclairé que pour être meilleur citoyen... »

La plupart des membres de l'Académie se tournent vers les sciences, affirment leur nécessité, leur utilité pour le bien public.

Les patriciens comme les plébéiens s'engagent dans la voie encyclopédique. C'est ainsi que Guenichot de Nogent, conseiller au Parlement de Bourgogne (1), répondant au discours de remerciement de Chartraire de Montigny (2), trésorier des Etats, proclamera que « les travaux de l'Académie... ont pour but les plus grands objets : épurer les mœurs, tirer de l'oubli les faits importants, découvrir des nouveaux secrets dans la nature, perfectionner les arts bienfaisants qui sont l'appui ou la consolation des faibles mortels ». Aujourd'hui « bien différentes de ces écoles où l'on cherchait plutôt à surprendre les esprits qu'à les éclairer, les académies n'aspirent qu'à porter partout le flambeau de la raison et de l'expérience ; elles font consister leur gloire dans leur utilité ; la mesure de l'une doit être celle de l'autre. Ne nous serait-il pas permis d'espérer des succès en réunissant dans la même vue les efforts de tous ceux qui peuvent y contribuer en quelque manière ?... » (3).

Le chirurgien Leroux, au moment où il entrera à l'Académie en qualité d'associé (4), dira l'importance des compagnies comme celle de Dijon. Il affirmera que les progrès rapides des sciences et des arts au XVIII^e siècle sont dus pour une très grande part aux académies. « Ces sociétés savantes, composées de gens les plus instruits dans tous les genres, forment comme un centre où toutes les connaissances humaines viennent se réunir, où elle se développent, se perfectionnent, et d'où elles se répandent

(1) Reçu académicien honoraire le 16 juillet 1773. Cf. Milsand, p. 399.

(2) V. Lange, Introduction à l'*Histoire secrète*, p. 12 et *Notes pour servir...*, p. 87 et p. 100, également *Mercure dijonnais*, éd. Dumay, p. 241 et p. 233.

(3) Séance du 12 janvier 1775. Reg. acad., t. VII. Chartraire de Montigny avait été nommé académicien honoraire dans la séance précédente, le 5 janvier. Cf. Milsand, p. 397.

(4) Antoine Michel Leroux devint associé le 12 décembre 1776 et pensionnaire le 3 août 1786. Cf. Milsand, pp. 391 et 392 ; Girault, *Essais sur Dijon*, p. 514 ; Muteau et Garnier, t. II, pp. 148-150.

ensuite pour éclairer l'humanité. » C'est l'Académie de Dijon, soutiendra-t-il, qui a fait naître en Bourgogne « le goût de plusieurs sciences utiles qui lui étaient presque étrangères. La physique, l'histoire naturelle, la chimie, la matière médicale, la botanique commencent à y être cultivées avec plus de soin et plus universellement ». C'est parmi les membres de la fondation Pouffier qu'on a trouvé « des modèles et des maîtres qui ont excité l'émulation et réveillé le désir de s'instruire ». Les efforts déployés par les académiciens dijonnais sont ceux que le fondateur espérait. « Le zèle qui vous anime pour le bonheur des hommes, votre activité dans la recherche de tout ce qui peut être utile a surpassé ses espérances et vous a obtenu l'estime des magistrats éclairés qui le remplacent et le représentent... » (1).

L'Académie, de concert avec presque toutes ses pareilles, cultive les sciences avec amour, avec acharnement, avec emportement. Elle demeure néanmoins une société où les belles-lettres, si elles sont quelque peu négligées à cette époque d'exaltation pour les recherches scientifiques, d'engouement pour les cabinets d'histoire naturelle, d'admiration pour les découvertes pratiques, ne sont point abandonnées. L'Académie de Dijon reste une société qui continue de priser ce qui est bien dit et bien écrit. Quand Pierre-Joseph Antoine, sous-ingénieur de la province de Bourgogne depuis 1753 — il deviendra ingénieur ordinaire en 1782 et ingénieur en chef en 1790 — sera reçu associé le 13 août 1778 (2), il avancera : « Ce n'est qu'en second ordre que les arts agréables obtiennent ici quelques considérations. Les secrets de la nature cachés dans les minéraux, l'activité de tous les principes dans la végétation et la structure admirable des corps animés sont les objets de vos premiers soins, parce qu'ils sont plus pénibles dans les études et plus importants pour l'industrie qui vivifie l'Etat. » Mais le chancelier Dupleix de Bacquencourt (3) répondra : « ... En se félicitant d'acquérir

(1) Ms. arch. acad.

(2) Milsand, p. 356. Sur Antoine, voir Muteau et Garnier, t. I, pp. 11 et 12.

(3) Intendant de Bourgogne, Dupleix de Bacquencourt fut nommé honoraire le 27 avril 1775. Cf. Milsand, p. 357. Il occupa la place de chancelier de 1775 à 1781. Cf. Milsand, p. 321.

en vous un coopérateur instruit et zélé, cette compagnie espère que, convaincu des avantages de présenter avec élégance les vérités utiles, vous vous attacherez dans vos ouvrages non seulement à l'importance des objets, mais encore à la correction des expressions, correction qui n'en fait pas le mérite essentiel, mais qui en assure le succès (1). » Les lettres et les sciences, loin de s'exclure, doivent s'unir harmonieusement. C'est bien ce que dira l'abbé Fabarel quand, le 14 janvier 1779 (2), il recevra l'abbé de la Fare (3) : « ... Les sublimes leçons de la morale, les charmes de l'éloquence et de la poésie, la vérité de l'histoire, la profondeur des sciences physiques et mathématiques, la conservation des jours accordés à l'humanité, tout ce que les arts ont d'utile et d'agréable sont indistinctement le sujet de nos recherches et de nos travaux. Chacun peut suivre son génie et son goût. Nous ne nous réunissons que dans un seul point, qui est de pouvoir servir les hommes en cherchant à les éclairer sur leurs devoirs, leurs besoins et même leurs plaisirs... »

On pourrait objecter que Dupleix de Bacquencourt et l'abbé Fabarel sont des hommes du passé et qu'ils gardent en eux le parfum de l'humanisme ; mais voici un homme qui marche parmi les premiers de son temps. c'est Guyton de Morveau. Il parlera comme Dupleix de Bacquencourt et l'abbé Fabarel. Recevant de Monget, conseiller au Parlement de Dijon (4), il s'exprimera ainsi : « La réunion des lettres et des sciences est un des caractères les plus marqués du siècle de la philosophie, et cette compagnie regarde comme un de ses plus grands avantages de par-

(1) Ms. arch. acad.

(2) Reg. acad., t. X.

(3) Anne-Louis Henry de la Fare, vicaire général du diocèse de Dijon, devint doyen de la Sainte-Chapelle le 17 août 1778, abbé de Licques en 1782, élu général du clergé des Etats de Bourgogne en 1784, évêque de Nancy le 13 janvier 1788. Réfugié à Trèves, puis à Vienne, il rentra en France en 1814, fut archevêque de Sens en 1817, pair de France, ministre d'Etat, commandeur des ordres du roi, cardinal en 1823, et mourut à Paris au mois de décembre 1829. V. le *Mercur de dijonnais*, qui décrit brièvement la cérémonie du sacre de l'abbé de la Fare nommé à l'évêché de Nancy, éd. Dumay, pp. 337-338 et note p. 337. La Fare fut nommé académicien honoraire le 14 janvier 1779. Cf. Milsand, p. 388.

(4) Reçu associé libre le 2 décembre 1784. Cf. Milsand, p. 396. Sur de Monget, v. Ruffey, *Notes pour servir...*, note 98, éd. Lange, p. 146. (Ruffey écrit : de Mongey ; mais l'Académie orthographie constamment : de Monget.)

tager son application entre l'un et l'autre de ces genres » L'admirateur et le disciple de Buffon dira encore : « Le savant ne peut se dispenser aujourd'hui de polir son style, presque à l'exemple du littérateur, et celui-ci doit quelquefois s'approcher du savant pour enrichir ses productions de ces idées prises dans l'étude de la nature pour peindre les merveilles qu'elle présente à ceux qui sont habitués à l'interroger... Le désir, pour mieux dire, le besoin de cette communication se fait sentir jusque dans la capitale où les académies séparées par le vœu de leur institution semblent chercher à se rapprocher par des associations respectives de leurs membres. Cette compagnie a trouvé naturellement dans son sein ce commerce utile à tous... » (1).

Pour bien « servir les hommes », seule la science, la vraie science y parviendra. C'est ce qu'affirme Caillet (2), professeur au collège de Dijon, dans son discours de réception prononcé le 14 février 1781 (3). L'homme est attristé, humilié, irrité quand « les premiers rayons de la philosophie... l'éclairent sur les erreurs sans nombre, sur les opinions, les préjugés insensés qui le tyrannisent ». Aussi, « pour avoir été le jouet de sa crédulité, il se livre au pyrrhonisme le plus absurde et tombe dans d'autres erreurs non moins funestes ». Maintenant, parce qu'il s'est rendu compte, « parce qu'il a vu la société en proie aux passions les plus effrénées et l'égoïsme destructeur faire gémir l'humanité sous des chaînes d'airain, il calomnie la religion, la société, l'humanité ; il brise les liens qui l'unissent à ses semblables, il s'isole, il se fait le centre de tout et ne voit dans ceux qui l'environnent que des ennemis impitoyables ». Voyant les erreurs, les abus de la science à son berceau, l'homme croit que ses connaissances sont trompeuses, et il les rejette avec indignation et veut se replonger dans les ténèbres qui lui dérobaient l'aspect de ses malheurs. Ce n'est pas seulement au XVIII^e siècle que l'homme a pensé ainsi, mais dans tous les temps ; ses premiers pas sur la route de la phi-

(1) Ms. arch. acad.

(2) Caillet fut nommé associé le 14 février 1781 (et non le 15, comme l'imprime Milsand), et pensionnaire le 29 juillet 1786. Cf. Milsand, p. 365.

(3) Ms. arch. acad.

losophie l'ont toujours conduit à cette irritation et à ce désespoir. « C'est ainsi qu'une plante salubre est devenue entre ses mains le poison le plus violent. » Mais « jamais l'activité de ce poison ne s'est développée avec plus d'énergie qu'au commencement de ce siècle. Les nouveaux philosophes ressemblaient à une troupe d'esclaves qui, après avoir brisé leurs fers, dans la première ivresse de la liberté, s'arment des débris de leurs chaînes et frappent tout ce qui s'offre à leur vue. La génération qui vient de s'écouler, ce long temps gémissent des blessures qu'ils ont faites à la société ; celle qui l'a remplacée est loin encore de voir fermer ces blessures ». La guérison est-elle donc impossible ? Non. Elle viendra de la science « étendue et perfectionnée » qui dissipera les nuages assemblés par la science « imparfaite », qui apportera à l'humanité la sérénité encore jamais atteinte. Où trouver l'artisan de cette science libératrice, au clair et beau visage que tous contempleront ? Les philosophes ? Mais ceux de la Grèce n'ont pas réussi. « En vain le Portique et le Lycée retentirent de leurs sublimes leçons. Leurs préceptes perdus pour la multitude, leurs recherches renfermées dans un cercle étroit, l'honneur auquel ils aspiraient tous de se frayer une route nouvelle, de former une secte particulière, le respect religieux du disciple pour les opinions du maître... bornèrent les progrès de la science, la laissèrent au berceau et la rendirent inutile à la postérité. » Tour-nons-nous avec confiance vers « ces compagnies célèbres qui depuis un siècle se sont élevées en Europe ». Ces compagnies, « dépositaires de toutes les connaissances acquises..., recueillent les découvertes du génie de quelque nation qu'il soit. Elles allument son flambeau, le guident, l'animent, le soutiennent dans son vol hardi. Elles ne dédaignent aucune de ses productions, elles embrassent l'universalité des talents, persuadées que le plus petit rameau concourt au développement, à la force, comme à la beauté de l'arbre auguste de la science. Ennemies de toute secte, de toute rivalité, elles n'ont qu'un but, la perfection de la science, le bien de la société. Si la médiocrité, toujours injuste et jalouse, ose élever des clameurs impuissantes, elles ne daignent pas abaisser sur elle leurs regards, ce n'est qu'à force de bienfaits qu'elles se font pardonner leur gloire. Ni les glaces des deux pôles, ni

les feux de l'Equateur, ni les obstacles de toute espèce ne peuvent arrêter l'ardeur de leurs recherches. Le désir même de jouir si puissant sur le cœur humain, et qui contribua si fort à égarer les premiers philosophes, ne peut suspendre leurs efforts. Elles amassent en silence les matériaux précieux d'un édifice qu'elles savent que la postérité seule peut élever ». Et la postérité sera reconnaissante à ces sociétés savantes qui préparent son bonheur, comme ceux qui voient à l'œuvre leurs membres laborieux et désintéressés les entourent d'estime et de vénération.

Presque toute l'Académie s'est tournée vers l'esprit nouveau et travaille pour lui dans l'enthousiasme et dans la fièvre. Ils sont à plaindre les hommes ne pouvant apporter à l'édifice qui s'élève quelque parcelle solide. Eux-mêmes reconnaissent leur infériorité. Quand le baron Constant de Rebecque fera son « compliment en vers à l'Académie de Dijon le jour de sa réception » (1), il commencera ainsi :

Talents qui m'ont souri, martyrs de la paresse !
 J'hésite, je rougis, lorsqu'à vous je m'adresse,
 Muses, sur vos autels quand j'offre mon encens
 Et que j'ose mêler mes sons à vos accents...
 Cette facilité, cette sève de l'âge,
 Du temple des neuf Sœurs, qui m'ouvrait le passage,
 Je ne la connais plus que pour la regretter,
 Que pour sentir le tort que j'eus de m'arrêter
 Dans le chemin où l'art doit prescrire au génie
 Le travail, un bon guide, une étude suivie.

.....
 Reconnaissance, ah ! si tu rendais éloquent !
 Si l'amitié rendait et profond et savant !
 Moment flatteur pour moi ; j'unirais l'avantage
 De mon adoption à l'honneur d'un hommage
 Digne d'être accueilli, digne de l'institut
 Qui vous fait préférer à tout autre tribut
 Les sciences, les arts, et chimie, et physique,
 Qui mettent dans vos mains la palme académique.
 Mais n'y pouvant atteindre, à mon remerciement
 Daignez donner, Messieurs, le prix du sentiment !

Les regrets du baron sont touchants, mais ils ne suffisent pas à l'Académie qui tâchera de tirer parti du nouvel

(1) Le 15 mai 1783. Impr. arch. acad. Cette pièce compte 54 vers.

arrivant. Comme il vit en Suisse, il pourra être de quelque utilité. Aussi bien, l'abbé Fabarel lui dira : « ...Vous devez juger de la satisfaction que nous avons d'admettre dans cette compagnie un coopérateur aussi zélé qui, par ses lumières et ses travaux, doit contribuer si efficacement à sa gloire, mais surtout par une multitude d'observations intéressantes qui se présentent à chaque pas dans le pays que vous habitez, et où la nature semble s'être écartée de ses lois générales pour produire des phénomènes singuliers. Ce sont de vrais trésors que vous communiquerez à cette Académie qui en connaîtra tout le prix... (1). »

L'Académie recherche avec avidité ces « trésors ». Elle s'associe dans ce but un membre de l'Académie de Valladolid, Angulo, « pensionnaire de S. M. le Roi d'Espagne (2) ». « Destiné par le roi d'Espagne, dira Angulo, à cultiver l'histoire naturelle dans ce royaume qui, réunissant les ardeurs de la zone torride à la douceur des zones tempérées et même aux frimas des pôles, offre à la fois les productions de l'Amérique et de l'Europe, j'ose me flatter que mes recherches pourront me procurer des observations curieuses et dignes de l'attention de l'Académie. » Angulo, qui est un minéralogiste, voit dans son pays un immense champ de belles découvertes : « La chaîne de montagnes qui, sous le nom de Pyrénées, sépare la France de l'Espagne, et celle qui, traversant ce royaume dans presque toute sa longueur, le divise en deux parties, ne peut que présenter des faits neufs sur la nature des roches, la structure des bancs et des couches et la formation des montagnes, objets de la plus grande importance dans l'œuvre de la géographie physique, et dans laquelle on a fait jusqu'à présent peu de progrès. » De nombreux savants se sont efforcés cependant de poser les fondements de cet édifice ; la plus grande partie de leurs travaux doit être regardée comme inutile parce qu'ils n'ont pas eu « une méthode sûre et générale dans la description des minéraux qui, fixant les substances et leurs noms, mette à la fois de la précision et de l'ensemble dans les observa-

(1) Ms. arch. acad.

(2) Nommé associé non résidant le 11 août 1785. (Cf. Milsand, p. 356). Milsand fait erreur en imprimant : Angelo. Reçu dans la séance suivante, le 18 août.

tions et dans les descriptions ». L'on aperçoit la nécessité de cette méthode par les descriptions obscures et inexactes que plusieurs savants ont données des roches composées. Il est d'une importance capitale de déterminer exactement « toutes les substances qui entrent dans la composition des roches ou pierres composées. La présence ou l'absence d'une seule de ces substances suffit cependant pour distinguer plusieurs roches anciennes des nouvelles. L'examen même de la proportion de ces substances est quelquefois utile. Elle sert souvent de guide à l'observateur attentif, lui trace la marche que la nature a suivie dans quelques-unes des révolutions qu'elle a opérées... (1). »

A ce discours d'un homme de science, Guyton de Morveau répondit en faisant ce parallèle entre les lettres et les sciences : « Les lettres et les arts peuvent fleurir en ne prenant pour guide qu'un goût national. Quand il n'y eut qu'un peuple sur la terre, les ouvrages qu'il admira devinrent le type de la perfection. C'est ainsi qu'à la renaissance des lettres toutes les nations puisèrent les idées du beau dans les chefs-d'œuvre des Grecs et des Romains, qui ne cesseront pas d'être en honneur, parce que, même en suivant des routes diverses pour atteindre ce degré de gloire, elles s'accordent pourtant à les prendre pour modèles. » Maintenant « qu'il y a plusieurs peuples rivaux au même point de civilisation », il est encore suffisant que « quelques littérateurs portent de temps en temps un œil observateur sur ce qui se passe chez leurs voisins pour saisir les nuances qui distinguent leur manière, pour assurer leurs jugements par la comparaison, et rectifier les idées d'habitude de leurs compatriotes ». Ils obtiennent des succès qui « marquent le but à ceux qui les suivront ». De même que les royaumes, « le goût national a des limites que fixe la langue, un chef-lieu où ses règles reçoivent la sanction. De là, comme d'un centre, partent les rayons qui éclairent les provinces de son empire et qui s'affaiblissent nécessairement par la distance ». Il n'en va pas de même pour les sciences physiques, car « ceux qui les cultivent suivent le même éten-dard. Ils marchent vers le même objet, la vérité de la

(1) Ms. arch. acad.

nature, dont l'impression fondée sur les seules jouissances qui distinguent l'homme de la brute ne peut être ni effacée par les préjugés de l'éducation, ni réglée par les opinions politiques, ni modifiée par la convention ». Qu'ils aient des mœurs, un langage différents, peu importe, car « ils ne forment tous qu'une même république ». Ils ne possèdent qu'un « trésor commun dont le dépôt appartient à qui veut s'en saisir pour en augmenter les richesses. Le point de la terre d'où il émane le plus de lumières devient le centre auquel ils sont forcés de correspondre ; la communication est pour eux de premier besoin ». Les distances n'existent plus, « les uns voyagent pour recueillir des faits, les autres méditent pour les expliquer ; une théorie entrevue sous un pôle vient acquérir sous un autre sa maturité ». Et l'on pourra avancer que « la vérité n'est vérité que lorsqu'elle a subi la température de tous les climats ». Il y a dans l'histoire naturelle des questions que l'on ne peut vraiment comprendre si l'on n'a pas « réuni toutes les traces des grandes révolutions dans toute la surface du globe ». Un lien fraternel se crée entre les savants du monde entier par la passion de connaître et, « si jamais les hommes s'accordent à porter toute leur activité vers le bonheur commun, l'estime de la science de la nature sera le signal de cette heureuse alliance ». Si un jour « il règne assez de concert entre tous les peuples pour que toutes les ressources de position soient mises à profit, pour que tous les moyens soient dirigés, pour qu'il n'y ait aucun effort de perdu, la science marchera à pas de géant dans cette carrière dont elle a commencé à apercevoir l'étendue par quelques découvertes de notre siècle... » (1).

Grandeur de la science, rôle éminemment civilisateur de la science, internationalité de la science, l'Académie, par la bouche de Guyton de Morveau, les affirme. Trente années ont passé depuis la disparition de la société Richard de Ruffey. Quel changement ! Ces années sont des siècles. Aucune voix discordante n'ose s'élever. La science, sortie des cénacles, s'est répandue sur la France, a passé les frontières, portant avec elle les semences d'un monde

(1) Ms. arch. acad.

nouveau, jetant ses bienfaits aux mains qui toutes se tendent. Quand le comte de Chastellux, « chevalier d'honneur de Mme Victoire, brigadier des armées du Roi, maître de camp, commandant du régiment de Beaujolais, chevalier de Saint-Louis, élu général de la noblesse », sera reçu à l'Académie (1), il dira : « ... Vous n'aviez pas besoin d'un associé à vos travaux, vous n'avez voulu que répandre vos lumières. Ces travaux ont toujours eu pour but l'utilité publique... Rien ne vous échappe de ce qui peut servir ou consoler l'humanité, et parmi tant de sociétés savantes, le caractère distinctif de cette Académie, c'est l'amour du bien public... » (2).

Cet amour n'était point le caractère distinctif de la fondation Pouffier. En effet, dix ans avant la réception du comte de Chastellux, l'Académie de Bordeaux recevait une lettre, datée du 24 mars 1776, d'Elie de Baumont où le savant jurisconsulte disait : « Le véritable but des sciences et des lettres est de tendre à rendre les hommes meilleurs et plus utiles les uns aux autres. Voilà ce que s'est toujours proposé l'Académie de Bordeaux depuis son institution, et ce qui la rend principalement recommandable entre toutes les sociétés littéraires (3). La plupart des autres sociétés étaient tout aussi « recommandables » à ce point de vue.

Celui qui sait observer les phénomènes de la nature et les bien décrire retient aussitôt l'attention de la compagnie et suscite sa sympathie. Parce que Guyot de Saint-Michel, avocat à Langres, a étudié la nature et réuni quelques-unes de ses productions, il s'est concilié les suffrages de l'Académie. C'est ce que Guyton de Morveau lui assure quand il le reçoit (4), car, « l'esprit de cette compagnie sera toujours de multiplier ses coopérateurs, d'exciter l'émulation, de favoriser les progrès des connaissances utiles... » (5).

(1) Nommé le 12 janvier 1786 académicien honoraire non résidant (Cf. Milsand, p. 368), le comte de Chastellux fut reçu le 26 janvier suivant. V. Reg. acad., t. XIV.

(2) Ms. arch. acad.

(3) J. de Gères, *Acad. de Bordeaux*, p. 315.

(4) Guyot de St-Michel fut nommé académicien non résidant le 16 mars 1786. Sa réception est du 23 mars suivant. Cf. Reg. acad., t. XV. Il devint honoraire non résidant le 6 juillet 1786. Cf. Milsand, qui orthographe : Guiot, p. 383.

(5) Ms. arch. acad.

Les académies provinciales sont d'une importance considérable. Elles jouent un rôle de premier plan dans la diffusion de l'instruction, dans les recherches scientifiques, dans les découvertes pratiques. Elles doivent encore exercer leur influence bienfaisante sur un autre plan. C'est ce que va soutenir Navier, avocat au parlement de Dijon. Avant son entrée à l'Académie, Navier avait écrit un *Essai sur les causes de la décadence de l'empire romain* où il ne craignait point d'affirmer : « J'ai vu que la chute des empires les plus formidables a toujours des principes fixes et assurés, et que le premier de tous c'est l'oubli que le souverain fait des droits du peuple. » Le jour de sa réception (1), dans un long discours qu'il nous faut examiner de près — car son intérêt ne saurait nous échapper — il demandera pourquoi il ne serait pas permis d'agiter au sein de l'Académie les grandes questions qui tiennent à la jurisprudence. Leur discussion peut avoir des conséquences très importantes pour toutes les classes de la société. « Il est temps que la philosophie porte son flambeau dans le chaos de nos lois. » De toutes parts, des réclamations s'élèvent contre les inconvénients et les désordres de notre législation. « L'humanité demande un code criminel où l'innocence ne soit pas sans cesse en danger ; la justice demande un corps de lois qui mette un terme à l'incertitude de ses décisions. Où le souverain ira-t-il puiser des lumières pour éclairer ses soins paternels ? » Les abus n'échappent point aux tribunaux qui connaissent la nécessité de les réformer ; mais ils sont trop occupés, les loisirs leur manquent pour se consacrer à la rédaction des projets qui pourraient préparer les réformes. Au reste, pourraient-ils mener à bien cette tâche difficile ? Est-ce que l'habitude des anciens principes et cette sorte de vénération qu'elle inspire ne les aveugleraient pas sur le choix des moyens ? « Le philosophe qui médite dans la solitude peut découvrir d'utiles vérités et proposer un plan d'une belle ordonnance. Cependant, qui garantira de la possibilité de l'exécution ? Qui fera connaître s'il ne blesse pas des convenances respectables, des préjugés indestructibles ? Un écrivain, tout entier à l'arrangement

(1) Nommé associé le 26 juillet 1787 (cf. Milsand, p. 398), Navier fut reçu le 2 août suivant. V. Reg. acad., t. XVI.

de son système, quelquefois n'entrevoit pas les objections qui pourraient le renverser, quelquefois les élude sans les détruire. Dans chaque genre, néanmoins, ce n'est que par la discussion que l'on parvient à la découverte du mieux possible ; et un bon plan de réforme dans la législation ne sera jamais l'ouvrage que d'une grande discussion. » Aussi, des compagnies savantes seules parviendraient à réaliser cette tâche, car, « réunissant dans leur sein les connaissances de toute espèce, absolument nécessaires au législateur, et qu'il est rare qu'il ait le temps de rassembler ; ayant sous leurs yeux les inconvénients et les abus ; connaissant parfaitement le sol et les productions de leur province, les mœurs, le caractère et les usages du peuple qui l'habite, elles parviendraient sans peine à découvrir les principes par lesquels il doit être gouverné. Cette base une fois posée, elles feraient le projet des lois ; elles en discuteraient les avantages ; et portant ensuite aux pieds du souverain les vœux et les espérances des citoyens, du résumé de leurs données particulières, on pourrait voir éclore enfin un code national ».

Tandis qu'il existe des académies où l'on s'occupe de la peinture, de l'architecture, de tous les arts, il n'en est pas une pour la science des lois. « Quelle est néanmoins la science dont les progrès importent plus au bonheur de l'humanité ? Quelle est celle qui, pour atteindre à la perfection, exige des combinaisons plus réfléchies et un plus grand concours d'observations ? Serait-il donc impossible de former une compagnie composée de magistrats, de jurisconsultes philosophes spécialement destinés à éclairer l'administration sur les vices qui peuvent s'introduire dans la jurisprudence, à tenir registre des avantages et des abus qui résultent de chaque loi en particulier, à calculer la révolution insensible qui se fait dans les mœurs pour découvrir par ce moyen quelle loi ancienne il faut abolir, quelle loi nouvelle il faut promulguer ? » Quelles lumières sortiraient d'une telle compagnie ! « Si elle avait existé dès l'autre siècle, sans doute nous n'aurions pas tardé jusqu'à nos jours pour jouir de l'abolition de la question préparatoire (1) ; sans doute nous n'aurions pas

(1) Louis XVI abolit la question préparatoire par la déclaration du 24 août 1780. Au moment où Navier prononçait son discours de réception, la torture existait toujours ; elle ne fut supprimée que le 1^{er} mai 1788. Depuis longtemps, des voix s'étaient élevées pour demander l'abolition

à pleurer sur les erreurs funestes où les vices de notre législation criminelle ont entraîné les tribunaux » (1).

Comme le dira Navier, la fondation Pouffier ne serait pas la première à étudier des problèmes de jurisprudence. D'autres compagnies « grâce auxquelles des abus funestes ont été découverts et des préjugés cruels renversés » avaient déjà agité et continuaient de discuter quelques-unes des grandes questions de la jurisprudence. L'on verra, en étudiant ses travaux, que la compagnie dijonnaise, si elle ne devançait pas ses pareilles, nourrissait des préoccupations semblables, s'efforçait vers le même but, suivait le courant.

Nous sommes en 1787. L'avocat Navier, que nous retrouverons plus loin (2), a été l'un de ces raisonneurs « qui auraient d'abord raisonné philosophiquement et discrètement... puis plus hardiment en 1788-1789, puis avec décision et brutalité dans les sociétés des amis de la constitution, clubs patriotiques et groupements de toutes sortes en 1789... » (3). La fondation Pouffier, par son esprit sérieux et prudent, par son goût profond du travail, par son amour sincère du bien public n'a pas été du tout un centre où fermentaient des idées révolutionnaires. Elle est demeurée jusqu'au bout respectueuse de l'autorité, de la noblesse et du clergé, et ses membres qui gardaient intacte la vénération du trône et de l'autel étaient en plus grande majorité ceux appartenant à la bourgeoisie que ceux faisant partie des classes privilégiées. Elle ne fut jamais turbulente et ne le deviendra pas à la veille même de la Révolution. « Mais... rien que par leur nombre (le nombre des académies, sociétés littéraires, chambres de lecture), par l'accroissement rapide de leur nombre en une quinzaine d'années, elles sont un signe des temps. De plus en plus, les Français de la province veulent s'ins-

de ces affreux usages. Elles haussèrent le ton quand eut paru l'*Esprit des lois* (V. t. I, pp. 187, 188 ; t. II, p. 188 ; t. III, pp. 419 et 420, éd. de 1781). Elles se firent plus fortes encore à la publication par Beccaria, de son *Traité des délits et des peines* (1764). Celles qui, comme il se devait, se faisaient surtout entendre, venaient des philosophes et des publicistes.

(1) Ms. arch. acad. V. aussi Reg. acad., t. XVI.

(2) V. le 3^e § du 3^e chapitre de cette première partie : l'Académie et la Révolution.

(3) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Révol. fr.*, p. 313.

truire, savoir. Il était inévitable que tôt ou tard, plus ou moins hardiment, ils voulussent s'instruire des raisons pour lesquelles les affaires marchaient mal et tendissent l'oreille à ceux qui prétendaient les leur donner. C'est en ce sens que, des plus respectueuses aux plus audacieuses, toutes ces créations préparent l'esprit révolutionnaire... » (1).

III. — Les biographies

Le nombre des membres de la société s'accrut très rapidement. Si, par exemple, de 1726 à 1877, l'Académie de Marseille parvint à compter un peu plus de 300 membres, et si, de 1748 à 1793, celle de Besançon put réunir 143 membres (2), la compagnie dijonnaise posséda, de 1740 à 1793, 341 académiciens : 111 honoraires (37 résidants et 74 non résidants), 29 pensionnaires, 7 vétérans, 79 associés non résidants, 22 résidants, 9 associés libres, 84 correspondants.

Intendants de Bourgogne (Amelot de Chaillou, Dupleix de Bacquencourt, Feydeau de Brou, Dufour de Ville-neuve), commandants de la province, membres des parlements, évêques, chanoines, abbés forment en sa presque totalité la classe des honoraires. Deux médecins seulement ont pu pénétrer dans cette section privilégiée, et l'on compte 83 médecins et chirurgiens. La compagnie accueillit aussi 19 hommes de lettres, 11 naturalistes, 11 ingénieurs, 10 chimistes, 10 physiciens, 9 avocats, 5 peintres, 3 sculpteurs, 3 astronomes, 2 mathématiciens.

Cependant, la porte de la fondation Pouffier ne s'ouvrait pas devant tous, loin de là, nous le savons.

Comme dès avant 1770 il existe des académies dans la plupart des villes importantes (3), on comprendra l'intense fermentation qui se fait à travers le pays tout entier dans les vingt années précédant la Révolution.

A l'Académie de Dijon, la noblesse, le clergé, la bourgeoisie sont largement représentés. Mais c'est celle-ci qui prend la tête ; ce sont les problèmes qui l'intéressent que l'on agite. Nous verrons quels ont été les travaux de la

(1) *Ibid.*, p. 318.

(2) L.-T. Dassy, *l'Académie de Marseille*, p. 175 ; L. Pingaud *Acad. de Besançon*.

(3) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Révol. fr.*, p. 299.

fondation Pouffier ; nous les suivrons de près et, de l'examen que nous en ferons, se dégageront d'eux-mêmes et avec netteté la direction choisie et le but cherché.

Auparavant, il faut connaître ceux qui ont donné à l'Académie dijonnaise un grand lustre et une gloire certaine. Nous ne nous bornerons point à écrire la biographie de deux ou trois académiciens, car nous ne montrerions pas ainsi le vrai visage de la compagnie. Nous allons étudier la vie de tous les membres qui, par leur personnalité, leur labeur, leur dévouement, ont fait de la fondation Pouffier une société célèbre.

a) LES CHEFS DE L'ACADÉMIE

Richard de Ruffey

Il y eut trois chefs : Richard de Ruffey, Maret et Guyton de Morveau.

Nous connaissons déjà assez bien Ruffey. Nous n'ignorons plus qu'il est un aristocrate violent et autoritaire. Nous savons son amour pour l'Académie. Nous connaissons ses travaux. Quelle fut donc sa vie ?

Elle a été maintes fois bien retracée (1), et Richard de Ruffey (2) s'est peint lui-même (3). Il va sans dire que la peinture est flattée. Suivons-le. Nous verrons un homme qui n'est point « doux et humble de cœur ».

Gilles Germain Richard, seigneur de Ruffey, Trouhans, Vesvrotte et le Martray (4), était né à Dijon le 17 octobre 1706 ; « il fit ses premières études à Noyers et à Dijon, où, guidé par des maîtres peu habiles, il fit de médiocres progrès. M. Durand de Saint-Eugène, son oncle, maître d'hôtel ordinaire du roi, le demanda à sa famille et le fit élever à Paris au collège Louis-le-Grand, où, malgré l'ignorance malhabile du précepteur qu'on lui avait donné, il fit d'excellentes études sous les Pères Griffet, Porée et La Sante. Il remporta plusieurs prix dans toutes les clas-

(1) Par Lange, dans son introduction à l'*Histoire secrète* de Ruffey, et par Bouchard, pp. 625 à 634, dans son livre : *De l'humanisme à l'encyclopédie*.

(2) Richard de Ruffey fit 45 communications à l'Académie, 32 avant sa démission, 13 après.

(3) *Notes pour servir...*, notes 44, 47, 49, v. pp. 108 à 112, éd. Lange.

(4) Muteau et Garnier, t. III, p. 48.

ses, et surtout le premier prix de poésie en rhétorique, où le grand nombre de vétérans rendait cette victoire plus difficile ». En 1724, il revient à Dijon, et « quoique fort dissipé par le tumulte des plaisirs de son âge, il s'appliqua à la culture des sciences et des lettres, et surtout de la poésie (1), qui avait pour lui un attrait singulier ». Il travailla en humaniste bourguignon. En effet, « ses études n'eurent jamais aucun objet que celui de satisfaire son goût : il n'eut d'autre maître que les bons livres en tout genre, dont la lecture faisait sa principale occupation ». C'était sa consolation aussi, parce que son père, « qui méprisait les lettres et les sciences » le traitait durement. En 1730, âgé de 24 ans, il avait été « pourvu de la charge d'élu du roi aux Etats de Bourgogne, charge considérable possédée par ses ancêtres depuis plus d'un siècle et demi » (2). En 1734, il fut, à son grand regret, détourné de ses chères études : son père mourut. Il dut se faire pourvoir de la charge de président à la Chambre des comptes que son père possédait, s'occuper de ses frères et sœurs, de ses affaires. Cinq ans après, il se mariait. Les bons loisirs qu'il pouvait consacrer à la poésie et à la lecture ne se retrouveraient plus. Mais, en 1748, à la suite de tracasseries, Ruffey vendit sa charge d'élu du roi, et, en 1757, après une « insulte gratuite et nullement méritée », il se défit de sa charge de président à la Chambre des comptes, dont il conserva l'honorariat. « Rendu alors entièrement à lui-même, il chercha à se consoler de l'injustice des hommes en reprenant ses premières occupations et en consacrant ses loisirs à l'étude et à la philosophie, qui font tout l'agrément de sa vie et doivent faire le bonheur de sa vieillesse. » Ruffey dira encore : « Comme il (lui-même) n'avait pas l'esprit et le jargon de la frivolité nécessaire pour paraître agréable, réussir dans le monde et amuser les femmes qui y donnent le ton, ayant aussi peu de goût pour le jeu, qu'il regardait comme le passeport des sots, il a toujours préféré la retraite de son cabinet aux amusements des sociétés brillantes... » Cependant, dans le recueil de ses

(1) A l'âge de 21 ans, il publiait une *Ode sur le camp de la Saône commandé par M. le duc de Lévy*. (1727, in-4).

(2) V. d'Arbaumont, *Armorial général de la Chambre des comptes*, p. 415.

poésies (1), combien de sonnets en bouts rimés, d'énigmes, de logogriffes, de compliments, d'élégies, de bouquets à Chloris ne trouve-t-on pas ? Rimeur facile et spirituel durant toute sa longue vie, il n'a pas « toujours préféré la retraite de son cabinet ». Il parle des « passions de sa jeunesse ». Leur charmant souvenir n'a pas été oublié, et le vieux Ruffey souriait toujours aux dames et aimait encore à leur offrir des vers.

Il se proclame « ami de la liberté et de la vérité ». Il se dit « ennemi de toute contrainte et de toute bassesse ». Et cela est bien vrai. C'est avec impatience qu'« il souffrait le commerce des sots et des gens peu spirituels ; il les fuyait et ne prenait aucun soin de leur cacher l'ennui qu'il en essuyait : sa franchise sur leur compte allait souvent jusqu'à l'indiscrétion ». Beaucoup de ceux dont Ruffey s'écartait en maugréant et qu'il rebutait par ses façons dures et ses paroles inconsidérées, étaient loin d'être des sots. Il est, juge-t-il, un sage dans toute l'acception du mot : « Cette fermeté de caractère, l'honneur, le désintéressement, la noblesse de sentiments dont il se piquait, vertus passées de mode dans ce siècle mercenaire, rendaient M. de Ruffey peu propre à la société actuelle, où le vice même est préféré et trop souvent accueilli, pourvu qu'il sache amuser et se rendre utile. Ces vertus antiques lui donnèrent du ridicule et la réputation d'un homme singulier, qui prétendait s'élever au-dessus des autres et les critiquer par sa conduite. Elles lui procurèrent quelque estime, mais ne le firent point aimer : il eut souvent lieu de s'en apercevoir, ce qui augmenta son goût pour la retraite et son amour pour les sciences et les lettres, qui ne lui offrirent que des agréments vrais et solides et une sûre ressource contre l'ennui. »

En correspondance suivie avec Voltaire, qu'il connut à Colmar, en 1754, quand Voltaire revenait de Prusse ; entretenant un commerce de vraie amitié avec Buffon (2), qui lui soumit le texte primitif du Discours sur le style (3),

(1) Bibl. de D., mss. 1734, 1735, 1736.

(2) V. les nombreuses lettres de Buffon à Ruffey dans la *Correspondance de Buffon*, publiée par Nadault de Buffon.

(3) C'est l'abbé Deberre qui, dans son ouvrage : *la Vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle*, p. 390 sqq., publia le texte primitif du Discours sur le style.

lequel fut modifié sur les conseils de Ruffey ; vivant en très bons termes avec le président de Brosses et le premier président Fyot de la Marche ; en relations épistolaires avec Daubenton, Lacurne de Sainte-Palaye, l'abbé d'Olivet, l'abbé Barthélemy, Schoepflin ; possédant une riche bibliothèque, un beau médaillier, un cabinet « rempli de pièces curieuses d'histoire naturelle en tous genres », Richard de Ruffey, en outre, écrivit beaucoup, mais de toutes ses productions, il ne demeure « rien qui ressemble à une œuvre, ou seulement à l'ébauche d'une œuvre » (1). Son seul ouvrage digne d'être loué, c'est la réforme de l'Académie. Nous la connaissons, cette réforme, comme nous connaissons les motifs de sa retraite. Après une longue vie, Richard de Ruffey s'éteignait le troisième jour complémentaire de l'an II (19 septembre 1794) [2]. Il avait été profondément froissé dans son amour-propre, blessé dans son orgueil. Mais son cœur connut de bien plus grandes souffrances, car un vent de ruine, de désastre et de déshonneur passa sur sa maison.

En 1773, mourait son fils Germain, qui était prêtre. En 1789, sa fille, Sophie de Monnier, se suicidait après une vie scandaleuse. Sa femme (3) et son fils Frédéric-Henri disparaissaient en 1793.

Frédéric-Henri Richard de Ruffey était né en 1750. Il fut président à mortier au Parlement de Bourgogne. C'était, raconte un de ceux qui l'ont connu (4), « un homme aimable, aussi estimé par la pureté de ses intentions que par son intacte probité ». Son biographe, qui se trompe en le disant membre de l'Académie, cite de lui des traits qui honorent sa jeunesse. Un jour, il rencontre par hasard un malheureux débiteur qu'un créancier impitoyable faisait traîner en prison ; il le paie immédiatement

(1) Lange, introd. à l'*Histoire secrète*, p. 18.

(2) Sur Richard de Ruffey, v. également ms. 2064, p. 1353 sqq. Bibl. de D. ; Girault, *Essais sur Dijon*, pp. 163 à 165 ; Muteau et Garnier, t. III, pp. 48 à 50.

(3) Anne-Claude, fille de Frédéric de la Forest, baron de Montfort, chevalier de Saint-Louis (d'Arbaumont, *Armorial de la Chambre des comptes*, p. 73).

(4) H. V. (c'est-à-dire Henri Vienne), dans *Délassements de H. V., notes biographiques sur quelques habitants de Dijon et du département de la Côte-d'Or vivant en 1829 ou décédés depuis 1770*. Gevrey 1829, t. X., ms. 1766. V. également ms. 2064, p. 1375. Bibl. de D.

la somme due et libère ainsi le débiteur. Etant jeune conseiller, il reçoit la visite d'une jolie femme venue le solliciter pour une cause très importante. Il s'empresse de faire un rapport favorable qui entraîna la ruine de la partie adverse. Sur les remontrances de celle-ci, il examina l'affaire avec attention et reconnut son erreur. L'injuste arrêt ne pouvait être rapporté ; il le répara en payant de ses propres deniers tout ce que le plaignant avait été obligé de déboursier. Il lui en coûta 20.000 francs, mais son cabinet fut désormais fermé aux jeunes et jolies solliciteuses. « Cet homme de bien que tous les honnêtes gens ont pleuré, continue Henri Vienne, a été une des victimes immolées sur l'échafaud révolutionnaire dans notre ville par le farouche Bernard de Saintes, conventionnel en mission dans le département. M. Richard aurait pu se soustraire au sort qui l'attendait. J'étais présent lorsque libre dans la cour de la vieille poste aux baraques tandis que les gendarmes chargés de le conduire buvaient dans l'intérieur de la maison. Sebillotte, maître de poste, l'engageait à se jeter dans les vignes par une porte de derrière ; il ne céda ni à ses instances, ni à mes sollicitations par la crainte de compromettre ses gardiens dont il n'avait pas à se plaindre. Son épouse, nouvelle Nina, a perdu la raison et se flatte chaque jour de l'espoir de le revoir. Elle l'attend encore si elle ne l'a pas rejoint au moment que j'écris ceci. »

Plus jeune que son frère de six années, étant née en 1756, Marie-Thérèse Sophie Richard de Ruffey, que son père essaya en vain de marier à Buffon, fut unie en 1771 au marquis de Monnier, président de la Chambre des comptes de Dôle. A peine cinq ans après, éclata le scandale de sa liaison avec Mirabeau (1). Richard de Ruffey parvint à faire emprisonner au fort de Joux le fils de l'auteur de *l'Ami des hommes*. Sophie, raconte Henri Vienne, fut « enfermée dans diverses maisons de force ou couvents, notamment à celui de Sainte-Claire à Gien en 1778 ; rendue ensuite à une espèce de liberté, (elle) se retira volontairement dans un couvent à Chalon-sur-Saône et

(1) V. Paul Cottin, *le Roman d'amour de Sophie de Monnier et de Mirabeau* (1776-1781), Plon, 1902 ; et, pour les autres amours de Sophie, les Biographies Didot et Michaud.

s'y est donné la mort par la vapeur de charbon dans les premières années de la Révolution... (1). De la liaison de Mirabeau avec Mme de Monnier est née en 1778 une fille nommée Sophie-Gabrielle, morte le 23 et enterrée à Deuil le 24 mai 1780, âgée de deux ans et seize jours ».

En 1774, Buffon écrivait à Ruffey : « Vous êtes digne d'être heureux, et vous l'êtes comme père et comme mari... Personne n'ignore le bien et le très grand bien que vous avez fait à votre patrie en soutenant l'Académie prête à tomber. Tout le monde connaît vos vertus, et vos amis encore plus que les autres savent que vous n'avez jamais eu que des intentions pour le bien... » (2).

Buffon parlait avec amitié et avec justice. Si Richard de Ruffey fut orgueilleux et irritable, il demeura un grand honnête homme que nous devons honorer pour les immenses services qu'il rendit à l'Académie et qu'il nous faut plaindre pour ses malheurs domestiques. A cause de cela, la figure de Richard de Ruffey est belle à nos yeux et émouvante.

Le docteur Maret

Hugues Maret a été l'homme le plus laborieux de l'Académie (3). Né à Dijon le 6 octobre 1726, il était nommé associé à 29 ans, le 9 janvier 1756, et devenait pensionnaire le 9 décembre 1763 (4). Il mourut le 11 juin 1786 (5). Pendant trente années, il fournit un effort considérable et sans cesse renouvelé. Le rôle qu'il joua dans la fondation Pouffier fut aussi important que celui de Ruffey et plus grand que celui de Guyton de Morveau. Il a été, malgré

(1) Le 9 septembre 1789. La vie romanesque de la fille de Richard de Ruffey a été différemment contée. Nous avons voulu donner la version de Henri Vienne. V. aussi : Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, t. IV : Mirabeau et Sophie.

(2) *Corresp. de Buffon*, t. I, p. 169, publ. par Nadault de Buffon.

(3) Mailly, dans l'éloge de Maret qu'il prononça à la séance publique du 17 décembre 1786 (Reg. acad., t. XVI) le qualifie : « le plus ardent coopérateur des travaux de l'Académie ». Outre sa charge absorbante de secrétaire perpétuel, Maret fit 116 communications à l'Académie.

(4) Cf. Milsand, p. 394.

(5) Non à Fresnoy-Saint-Mamès, comme l'indique Milsand, mais à Dijon, et dans sa 60^e année, non dans sa 63^e, comme le dit Mailly dans son Éloge.

son aigre dispute avec le médecin Leroux (1), un facteur d'apaisement, tandis que le bouillant Ruffey sema bien des discordes et que le violent Morveau mit en péril l'Académie. Autant et plus peut-être que celui-ci, il fut ouvert aux idées nouvelles. Mais ces trois hommes sont incontestablement ceux qui ont le plus fait pour l'Académie.

Maret fut élu secrétaire perpétuel le 7 décembre 1764. Ainsi, pendant les vingt-deux années qui sont les plus brillantes de l'Académie, Maret, à ce poste périlleux et lourd, contribua pour une très large part à la célébrité de la compagnie, et sa mort — nous le verrons — grandit encore la fondation Pouffier. Après sa disparition, l'Académie connut des jours difficiles et sombres. Lorsque, pendant de nombreux mois, on a vécu quotidiennement bien des heures avec les feuillets jaunis — dont beaucoup sont couverts de l'écriture du secrétaire perpétuel — et les volumineux registres composant les archives de l'Académie au XVIII^e siècle, on a senti, à la mort de Maret, l'âme de la vénérable société se lever bouleversée et on a été bouleversé avec elle. Car, le cher secrétaire parti, la compagnie continua certes son labeur, mais, malgré de nouveaux venus, elle ne retrouva plus sa force et son sourire, parce que son principal ressort était brisé.

Tout jeune, il perdit ses parents. Son père était Hugues Maret, maître en chirurgie ; sa mère se nommait Claudine Courtois. Un de ses oncles, le chirurgien Jean-Philibert Maret, dont nous parlerons plus loin, le recueillit et l'éleva avec le plus grand soin. Depuis près d'un siècle, la famille Maret comptait des chirurgiens. Le futur secré-

(1) A ce propos, l'Acad. donna pleinement raison à Maret. Si Leroux semble souvent acrimonieux et vit à l'écart, Maret sait être doux, dévoué et bon. Est-ce que Richard de Ruffey et Leroux pourraient parler ainsi de leurs amis ? « M. de Morveau..., qui réunit à de profondes connaissances en jurisprudence et aux talents oratoires, les lumières les plus étonnantes en physique et surtout en chimie... » V. Gasser, *les Correspondants de Grandidier, Mém. de l'Acad. de D.*, 1920-1921, p. 158. Aussi Nicolas, médecin à Paris, qui avait été nommé correspondant le 20 janvier 1774 (cf. Milsand, p. 399), pouvait-il écrire à Maret : « ...Que votre société doit être agréable, mon cher confrère, et, à en juger par tous vos écrits, que vous avez l'âme honnête ! Cette bonhomie, cette franchise antique, vous la chérissez comme je la chéris. Vous écrivez ce que votre âme pense. Avec cette façon d'écrire, on est toujours assuré d'enchaîner les suffrages et de captiver les esprits. C'est aussi ce qui vous arrive. Que vous devez être chéri de vos compatriotes, mais que vous devez avoir d'envieux dans la classe subalterne de nos confrères !... » Ms. arch. acad. Lettre datée du 12 février 1775.

taire perpétuel de l'Académie voulut suivre ce qui, à ses yeux, était presque une tradition. « Mais son extrême sensibilité le rendait peu propre à soutenir l'aspect des opérations douloureuses que nécessite la chirurgie pratique » (1). Il étudia la médecine, fut reçu docteur à Montpellier en 1749, alla ensuite à Paris pour se parfaire dans son art, revint à Dijon où il se fixa. En 1753, il entra au collège de médecine de sa ville natale. Au moment où il va exercer, son panégyriste, Mailly, lui fait dire ces belles paroles : « Me voilà dévoué tout entier au service de l'humanité souffrante. Je ne dois donc faire aucune différence entre les hommes. Tous ont des droits égaux à la sollicitude du médecin ; peut-être en doit-il encore davantage à ceux que la nature ou la fortune ont maltraités. C'est donc à eux que je ferai de préférence le sacrifice de mon repos, de ma santé, de ma vie même. Pour moi, plus de délassements, plus d'instant de sommeil que ceux que je ne pourrai absolument dérober à la nature. Je crois connaître la théorie ; mais elle sera peut-être contrariée par les observations de la pratique. Eh bien ! je les consignerai, ces observations, dans un registre que je consulterai chaque jour ; chaque jour, j'y déposerai l'histoire de mes succès ; j'y déposerai même l'histoire de mes malheurs ; ils seront pour moi une source d'instructions et me procureront peut-être d'autres succès. Mais sont-ce là tous mes devoirs ? Il en est d'autres aussi sacrés ; du moins mon cœur m'en fait une nouvelle loi. Il ne suffit pas d'être médecin instruit, actif, infatigable. Les remèdes présentés par l'art n'ont presque aucune efficacité, s'ils ne sont présentés par une main amie, si le médecin n'est en même temps le confident, le garde, le consolateur du malade. Je ferai tout cela pour ceux que la providence confiera à mes soins. Je veux qu'ils soupirent toujours après ma présence, aussi longtemps qu'elle leur sera nécessaire. »

Maret fut fidèle à ces admirables prescriptions. Son zèle et ses talents lui conquirent l'estime et la confiance. Il apporta aussi, dit Mailly, « le désintéressement et l'amour de l'humanité qui le firent chérir et respecter de cette partie du peuple dont les suffrages sont si flatteurs parce qu'ils sont toujours mérités ».

(1) Mailly, *Eloge de Maret*.

Les très nombreux travaux que Maret a produits (1), sa profession qu'il exerça avec le plus grand dévouement, sa place de secrétaire perpétuel qui demandait beaucoup de temps et d'efforts, l'obligèrent à une vie de renoncement aux joies du monde (2).

Le gouvernement avait nommé Maret « médecin pour le traitement des épidémies ». Envoyé à Fresne Saint-Mamès (3) pour combattre l'une d'elles, Maret prit le mal et revint mourir à Dijon.

La lettre circulaire (4) rédigée par Guyton de Morveau, qu'envoya l'Académie pour annoncer la mort de son secrétaire perpétuel, énumère les titres de Maret : « docteur en médecine de la faculté de Montpellier, membre du Collège de médecine de Dijon, censeur royal, associé régnicole de la Société royale de médecine, médecin du Roi et de la Généralité pour les épidémies, médecin des Etats de Bourgogne, inspecteur des eaux minérales, associé honoraire du Collège royal de médecine de Nancy, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, l'un des professeurs du cours de chimie, professeur de matière médicale, correspondant de l'Académie royale des sciences de Paris, membre des académies et sociétés littéraires de Clermont-Ferrand, Bordeaux, Caen, Besançon, Lyon, Châlons-sur-Marne et Nîmes, des sociétés patriotiques de Hesse-Hombourg et de Stockholm, de la société électorale palatine météorologique de Manheim, de celles des antiquités de Cassel et d'émulation de Bourg-en-Bresse. »

« Envoyé par le Gouvernement au secours de la paroisse de Fresne-Saint-Mamès en proie à une épidémie meurtrière, continue la lettre circulaire, il a oublié le soin de

(1) V. notre deuxième partie : les travaux de l'Académie.

(2) V. aussi l'Eloge de Maret dans le *Journal de Paris*, n° 261, 18 septembre 1787; l'éloge par Vicq d'Azir, Paris, 1787, in-4; *la Biographie médicale*, par Bayle et Thillaye, Paris, 1855. t. II, p. 507 sqq., qui parle en ces termes de Maret : « Un de ces hommes rares dont le zèle ardent et éclairé n'a d'autre objet que l'avantage du public. » V. également la note biographique par Ch. Oursel, dans les *Annales de Bourgogne*, t. III, p. 70.

(3) Sur Fresne-Saint-Mamès, v. Courtépée, *Descript. du duché de Bourgogne*, t. II, pp. 432 et 433 : « ...Environ 40 feux (18 en 1490 et en 1666)... A dix lieues d'Auxonne, huit de Gray..., treize de Dijon. »

(4) Cette lettre, lue à la séance du 17 juin 1786 (Reg. acad., t. XV), est datée du 14 juin. On la trouve imprimée dans le recueil 1009, Bibl. de D.

sa vie pour la conserver aux autres ; et après avoir arrêté les ravages de cette funeste maladie par le plus heureux traitement, il y a succombé lui-même le dix-huitième jour après son retour dans sa patrie, victime d'un zèle auquel il ne mit jamais de bornes, dès qu'il crut pouvoir le rendre utile à l'humanité. Ses amis qui le regrettent pour eux-mêmes, pour une famille dont il faisait le bonheur, pour les pauvres à qui il prodiguait les services les plus affectueux, pour une patrie qu'il honorait par ses ouvrages, par les sciences qu'il cultivait et répandait avec une ardeur infatigable, et toujours dans des vues de bienfaisance, ont rédigé cet écrit pour annoncer cette triste nouvelle aux académies, aux sociétés littéraires qui l'avaient adopté, aux savants avec qui ses travaux l'avaient mis en correspondance et qui s'empresseront de payer à sa mémoire le tribut de regrets si bien mérités. » La compagnie se trouvait en vacances quand on apprit la mort de Maret. Dans la séance du 17 juin, de Morveau dit qu' « il avait envoyé des billets à dix de MM. les académiciens de tous les ordres qu'il savait être à la ville pour les inviter à assister aux obsèques ; qu'il s'y en est trouvé un plus grand nombre, que tous ont marché suivant l'usage, précédés du suisse, sans autre habit de cérémonie que celui que MM. les académiciens portent dans leurs fonctions publiques ».

L'Académie demande à la famille (1) le portrait de Maret. Au-dessous, elle fera placer cette inscription : « Hugues Maret, secrétaire perpétuel depuis 1764 jusqu'en 1786. » Un M. de la Loye désirerait que l'Académie remplaçât ces mots par deux vers qu'il lui adresse :

Victime de son zèle, hélas ! il fut frappé
Du trait qu'à la mort même il avait arraché (2).

Le chevalier de Juilly de Thomassin veut aussi honorer la mémoire de Maret, et envoie ce quatrain :

Digne organe des arts, des vertus, du génie,
Tout parle en sa faveur à la postérité.
Pleuré des malheureux et de l'Académie,
Quel homme eût plus de droit à l'immortalité (3) !

(1) Un des fils du docteur Maret, Hugues-Bernard, devint le duc de Bassano.

(2) Séance du 1^{er} juillet 1786. Reg. acad., t. XV.

(3) Séance du 29 juillet 1786. Reg. acad., t. XVI.

A la séance suivante, on lit une épître de Le Roy de Flagis « Sur les prétentions à la gloire, les caractères de la véritable, et ceux du vrai héroïsme » offerte aux mânes de Maret. Le poète débute ainsi :

Si dans un autre monde, une lente justice
 Couronne la vertu, punit enfin le vice,
 De l'humanité sainte apôtre courageux,
 Tu jouis donc, Maret, de tes soins généreux.
 Ton âme aux préjugés toujours inaccessible,
 A la voix d'un ami sans doute encor sensible,
 De l'éternel abîme où s'engouffre le temps,
 Peut m'écouter encore et juger mes accents.

Les ciseaux de la Parque ne peuvent atteindre les bien-fauteurs de l'humanité, mais seulement ceux qui ont vécu dans une lâche oisiveté. Aussi :

Toi qui fis ton bonheur d'être utile aux humains,
 Toi qui finis en sage et qui vécus de même

.....

Quand de l'Eternité tu reposes au port
 Pour moi, pour tes amis, Maret, tu n'es point mort (1).

Maret fut à l'Académie de Dijon un des représentants les plus complets de la bourgeoisie bourguignonne de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Homme de science, aimant non seulement la médecine, mais aussi la chimie et l'histoire naturelle, travailleur acharné, ouvert à toutes les idées, il est peut-être celui qui a le plus fait pour diriger l'Académie dans la voie encyclopédique. Et Ruffey l'a si bien compris qu'il a lancé contre Maret ses plus dures invectives. Il le traitera d' « homme entreprenant et sans principes, d'un esprit inquiet » qui « fit l'odieux projet de s'emparer de l'autorité » ; « il chercha à supplanter M. de Ruffey » (2). Crime impardonnable ! « Il avait de l'esprit, des talents et plusieurs bonnes qualités ; mais un amour-propre immodéré, un génie hardi, impérieux et intrigant, une opiniâtreté invincible en diminuaient le mérite. » Ruffey lui reconnut pourtant « beaucoup de zèle et de bonne volonté, un grand amour pour le travail, d'heureuses dispositions pour les sciences » (3). Maret est l'ennemi. Tous ceux qui sont avec lui sont contre Ruffey,

(1) Séance du 6 août 1786. Reg. acad., t. XVI.

(2) *Histoire secrète*, éd. Lange, p. 75.

(3) *Ibid.*, note 81, p. 137.

affirmera ce dernier. Gelot « qui avait déjà fait plusieurs sottises à l'Académie quand M. de Ruffey entra dans ce corps, celle entre autres d'avoir proposé le sujet de prix de 1750, remporté par Rousseau », sera cependant comblé « de politesses et d'amitiés » (1) par Ruffey jusqu'au jour où il se rapprochera de la gent médicale. Alors, Gelot n'eut plus de « bonhomie », de « probité », de « désintéressement ». Pensez donc ! « Il s'est ligué avec M. Maret pour s'emparer du gouvernement de l'Académie afin d'y faire dominer le ton bourgeois » (2). La seule place que Ruffey devait, à son sens, occuper, était la première, et Maret avait l'audace de la lui disputer. Il ne pouvait supporter l'idée même d'une pareille injustice, d'une telle vilénie. A plusieurs reprises, il revient sur ce sujet : Maret est « plus dangereux et plus intraitable : il voulait dominer » (3).

La lutte était inégale. Ruffey devait être vaincu. Il soutenait un monde qui tombait en poussière. Maret allait dans le sens du courant. La défaite attendait indubitablement Ruffey. Le succès était assuré à Maret. L'humanisme bourguignon et l'esprit nouveau s'étaient affrontés. L'issue du combat ne pouvait être douteuse. Ruffey abandonnait le champ, quittait l'Académie. Maret, par les idées qu'il soutenait et les travaux qu'il publiait, devenait une des personnalités les plus grandes du milieu académique, et son nom, dépassant les limites de Dijon et de la Bourgogne, allait grossir la liste de ceux qui travaillaient de toutes leurs forces pour la science et ses applications pratiques, pour l'adoucissement du sort des déshérités, pour le bien public (4).

Guyton de Morveau

Il appartient, comme Richard de Ruffey, à la haute robe. Ainsi, des trois chefs de l'Académie, deux furent magistrats, l'autre était médecin. Mais Guyton de Morveau et Hugues Maret, la main dans la main, suivirent la même

(1) *Ibid.*, note 28, p. 96.

(2) *Ibid.*, note 163, p. 177.

(3) *Ibid.*, note 180, p. 182.

(4) V. aussi sur Maret : ms. 2063 p. 1117, Bibl de D.; Muteau et Garnier, t. II, pp. 205 à 209; le *Mercure dijonnais*, éd. Dumay, p. 146.

voie, celle de l'Encyclopédie. Si le premier ne cultiva d'abord les sciences, la chimie surtout, qu'en marge de ses fonctions officielles, il a bien été un homme du XVIII^e siècle par sa tournure d'esprit. Il n'est pas issu de l'aristocratie. C'est un bourgeois, fils de robin et petit-fils de médecin.

Son père se nommait Antoine Guyton. Fils de Claude Guyton, docteur en médecine, Antoine naquit à Nuits le 28 février 1703 et devint avocat au Parlement. Le roi le nomma professeur de droit français à l'université de Dijon le 31 mars 1764. Il remplaçait M. Duruisseau. On l'installa le 17 avril suivant. Il avait du talent et passait pour fort habile dans sa profession. Il mourut le 26 janvier 1768, vingt ans avant sa femme, qui s'appelait Marguerite Dessaulle (1). Deux fils étaient nés. Le cadet, ecclésiastique à Paris, précéda sa mère dans la mort. L'aîné eut une longue vie : né à Dijon le 4 janvier 1737, il mourut à Paris le 2 janvier 1816. Il se prénomma Louis-Bernard. Ce fut Guyton de Morveau. Quand Richard de Ruffey le reçut à l'Académie de Dijon, il l'appela naturellement M. Guyton. Peu de temps après, il devint M. de Morveau et, jusqu'à la veille de la Révolution, les registres de l'Académie ne portent que ce dernier nom. Il avait reçu du roi une pension de deux mille livres (2). Ses armes étaient « d'azur au chevron d'or, accompagné de trois casques de même ». En 1789, il était redevenu M. Guyton. Il fut un temps Guyton-Morveau. L'empire l'anoblit ; il devint le baron Guyton de Morveau.

Son habileté « d'un mot mis en sa place enseigna le pouvoir ». Ses noms, diversement disposés, s'harmonisèrent avec les régimes qui se succédèrent et dans lesquels il occupa de très hautes places.

En 1755, âgé de dix-huit ans, il devint avocat général, poste dont il se démit en 1782 à la suite de vives querelles avec ses confrères. L'Académie dijonnaise le reçut honoraire le 20 janvier 1764 (3), le choisit pour vice-chance-

(1) La mère de Guyton de Morveau mourut le 17 mars 1788. V. *Mercurie dijonnais*, pp. 628, 629 et 1280 ; v. aussi note 3, p. 177, éd. Dumay.

(2) L'Académie l'en félicita à la séance du 25 février 1779 (Reg. acad., t. X).

(3) Cf. Milsand, p. 397.

lier en 1772 ; il le resta jusqu'à 1781, année où il devint chancelier (1). En cette même année, il était élu correspondant de l'Académie des sciences de Paris. Il professa le cours public de chimie, créé par l'Académie de Dijon et doté par les Elus, de 1775, date de sa fondation, jusqu'à 1790, époque où il fut choisi par ses compatriotes comme procureur syndic du département de la Côte-d'Or. L'année suivante, il était membre de l'Assemblée législative qu'il présida du 4 au 18 mars 1792. Il entre à la Convention, vote la mort de Louis XVI sans appel ni sursis (2), est membre du Comité de défense générale le 25 mars 1793, du Comité de Salut public le 6 avril 1793 ; il le préside le 7 avril, à sa première séance. Il est du Comité d'instruction publique où il travaille avec acharnement, comme il l'a fait toujours, et sauve la vie de plusieurs savants : il organise, avec Lavoisier entre autres, des fabriques d'armes et de munitions, s'occupe à améliorer la production des poudres et du salpêtre, crée le corps d'aérostiers militaires, est commissaire général à l'armée du Nord en 1794, monte dans un ballon à la bataille de Fleurus, concourt à la fondation de l'Ecole polytechnique dont il fut le premier professeur de chimie. En 1795, à la réorganisation de l'Institut de France, il devient un des membres de la section de chimie. La réaction de Thermidor ne l'atteint pas, et il entre au Conseil des Cinq-Cents. Il est *persona grata* auprès du Directoire et du Consulat. En 1798, lorsque Monge part pour l'Egypte, Bonaparte le nomme directeur de l'Ecole polytechnique. En 1799, il est administrateur de la Monnaie. En 1804, Napoléon le décore de la croix d'officier de la Légion d'honneur et, en 1811, le fait baron. L'empire s'écroule. Que va faire le régicide Guyton de

(1) Il demeura chancelier jusqu'à 1789. Cf. Milsand, p. 321 Le très actif Guyton de Morveau fit 129 communications à l'Académie.

(2) Dans le ms. 1009, Bibl. de D., fonds Baudot, on lit cette réflexion : « Il (Guyton de Morveau) a donné sa voix pour envoyer Louis XVI au supplice au mois de janvier 1793. Ne pourrait-on pas lui faire l'application du passage suivant : « Un dernier coup, et le plus terrible sans doute, était réservé à la France. Un monstre que l'enfer a vomi sur la terre, un monstre allaité du venin de la discorde, élevé par le fanatisme, exercé au sacrilège, a arrêté le cours de ses prospérités : la France a perdu son bon roi ?... » Cela est tiré de l'*Eloge du président Jeannin*, que M. de Morveau dédiait au prince de Condé lorsqu'il était avocat général du roi et jouissait d'une pension qu'il avait obtenue du roi en cette qualité. *Discours publics et éloges*, 1775, t. II, p. 84. »

Morveau en face de la Restauration ? Il doit abandonner son poste d'administrateur de la Monnaie, mais ses émo-
luments lui sont conservés sous forme de pension. Sa
fébrile activité ne pouvait plus se donner cours. Il n'avait
qu'à disparaître. La mort ne se fit pas longtemps attendre.
Il était âgé de soixante-dix-neuf ans (1). La politique ne
prit pas Guyton de Morveau tout entier. Il trouva le temps
de mener à bien de très nombreux travaux, à la vérité
assez disparates. S'il n'a pas compté parmi les premiers
savants du siècle, comme son génie et son labeur le lui
eussent permis, c'est que le bouillonnement incessant qui
se faisait en lui, et l'imagination très vive qui le secouait,
l'obligèrent à se répandre dans des domaines très divers.
Jurisconsulte, chimiste, poète, historien, orateur, politique,
il a trop embrassé pour avoir pu bien étreindre. Il a
cependant laissé une œuvre de qualité que nous examine-
rons plus loin, car presque tous ses travaux ont été pour-
suivis et réalisés avant la Révolution alors qu'il fréquen-
tait assidûment l'Académie dijonnaise, qu'il y était au
premier rang et qu'il y donnait le ton.

Richard de Ruffey, qui le détestait, se fera cependant
un devoir d'écrire : « M. Guyton de Morveau, avocat gé-
néral au Parlement, quoique alors fort jeune, montrait
déjà des talents décidés. Il joignait à beaucoup d'esprit,
du goût, de l'éloquence, et une grande ardeur pour le tra-
vail... Il aimait l'Académie et y brilla par plusieurs bons
ouvrages en différents genres... » (2).

Guyton de Morveau et Maret ont, pendant vingt-cinq
ans, conduit les destinées de la fondation Pouffier. Dans
quelle direction ? Nous le voyons : vers cet esprit nou-
veau qui veut un labeur inlassable, un culte ardent de la
science, un amour profond du bien public.

(1) Sur ses obsèques, v. *Magasin encyclopédique*, janvier 1816, p. 179-182. Guyton de Morveau, très emporté, s'était fait de nombreux ennemis. Aussi, quand on plaça son buste au Jeu de l'Arquebuse dans la galerie des grands hommes de Bourgogne, des vers tels que ceux-ci naquirent :

*Parmi nos savants, nos héros
Au Jeu de l'Arquebuse, on a placé Morveau;
Je n'en crois rien; la chose est très risible.
C'est donc pour y servir de cible ?*

ms. 2063, p. 1417. Bibl. de D.

(2) *Notes pour servir...*, note 71, éd. Lange, p. 130.

Avec ces deux hommes, l'Académie de Dijon travailla fortement à l'édification du monde naissant. Ils sont les personnages les plus représentatifs de l'activité intellectuelle à Dijon dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, au sein de la fondation Pouffier. Ils n'étaient pas seuls. D'autres, à leurs côtés, s'efforçaient de les suivre. D'autres s'attardaient sur les sentiers de l'humanisme. Et cette réunion d'esprits calmes ou tumultueux, tendus vers l'avenir ou aimant à se retourner vers le passé, fit de l'Académie de Dijon, en cette grande époque de la science et de la littérature françaises, une assemblée qui était la synthèse du génie bourguignon, en même temps que le microcosme du pays tout entier.

Dans l'Académie dijonnaise, comme ailleurs, on allait sans direction nettement déterminée. On ne voulait rien renverser. On respectait l'ordre établi. On travaillait tout simplement pour le bien public. La fondation Pouffier s'apercevait, semble-t-il, que de profondes réformes étaient indispensables. Elle ne pensait point que des révoltes fussent nécessaires, qu'une révolution dût éclater un jour. Des hommes prudents et sages apportaient leurs productions, le résultat de leurs recherches. Ils en faisaient part à leurs confrères. On en discutait posément, presque toujours. L'Académie les publiait parfois ou l'intendant les donnait à l'impression. Des citadins et des villageois en tiraient profit. A cause de certains de ces travaux, naissaient des aspirations inconnues jusqu'alors, des besoins auxquels on n'avait jamais pensé, des désirs qu'on voulait satisfaire...

b) LES AUTRES MEMBRES DE L'ACADÉMIE

a) *Médecins et chirurgiens.*

Parmi les 83 médecins et chirurgiens que compta l'Académie de Dijon entre 1740 et 1793, nous ne parlerons ici que de ceux qui, habitant Dijon, assistèrent avec assiduité aux séances, jouèrent un rôle actif dans l'Académie.

Jean-Philibert Maret (1), oncle de Hugues Maret, naquit à Dijon le 8 novembre 1705 ; il y est mort le 14 octo-

(1) V. Muteau et Garnier, t. II, p. 205.

bre 1780. Dès le 20 avril 1742, l'Académie le nomme pensionnaire ; il devient vétéran trente-trois ans après, le 30 novembre 1775 (1).

Philibert Maret était fils d'Adrien Maret, maître en chirurgie, avec lequel il fit ses premières études, puis il alla à Rome où il avait un oncle, enfin à Paris. Revenu à Dijon, il ne tarda pas à être agréé au corps des maîtres en chirurgie. Adjoint à son père dans les fonctions de chirurgien-major à l'hôpital général, il le remplaça au bout de quelques années.

Dans son éloge de Jean-Philibert, Hugues Maret dira « qu'il n'a pas reculé beaucoup les bornes de l'état qu'il professait, mais qu'il n'a rien négligé pour s'y perfectionner et que, pour hâter les progrès des autres, il a toujours communiqué sans prétention les fruits de ses réflexions et de ses veilles » (2). C'était le fait d'une belle âme.

Il fit dix-neuf communications à l'Académie, entre autres sur le sens qui s'éteint le dernier chez l'homme. C'était, à son avis, l'ouïe (3). Il est aussi l'auteur d'un mémoire important : la guérison de la plaie faite par l'amputation de la cuisse était ordinairement retardée par la dénudation successive de l'os et par la saillie de son extrémité. Les plus grands maîtres s'étaient attachés à la recherche des moyens capables de prévenir cet inconvénient et d'y remédier. Mais, jusqu'en 1768, comme on en méconnaissait la cause, on en avait ignoré le véritable remède ; on était réduit à scier, à différentes reprises, le bout saillant de l'os. Les réflexions de Maret le conduisirent à la découverte de cette cause et à celle du moyen cherché depuis si longtemps. On tenait le moignon élevé verticalement ; dans cette position, le poids des chairs tendait à les détacher de l'os qu'elles devaient recouvrir. Maret donna au moignon une position inclinée et vit que

(1) Cf. Milsand, p. 594.

(2) *Eloge de M. Maret, maître en chirurgie*, etc., par M. Maret, docteur en médecine, secrétaire perpétuel de l'Académie etc. Lu dans la séance publique du 17 décembre 1780, imprimé à Dijon, chez Causse, en 1781, in-8, 32 p. Acad. de D. 5

(3) Communication faite le 13 août 1762, Reg. acad., t. II. Voir sur cette séance du 13 août 1762, *Mercure de France*, juin 1763, pp. 114-134.

ce moyen seul prévenait la saillie de l'os et accélérail la guérison (1).

« Il avait été, dit encore son panégyriste, un des promoteurs de l'établissement qui fait le plus grand honneur aux chirurgiens de cette ville, de celui d'une chambre où les pauvres sont assurés de trouver tous les jours un maître en chirurgie prêt à leur donner des conseils et des secours que la charité ennoblit, et jusqu'au dernier moment de sa vie il a rempli avec le zèle le plus ardent ce ministère honorable. »

Dans son *Histoire secrète*, Richard de Ruffey ne dit rien de Jean-Philibert Maret, alors que, ainsi que nous allons le voir, il continue de malmenier chirurgiens et médecins, ses bêtes noires, qui déforment et abaissent l'Académie. Il ne transcrit même pas l'épigramme qui courut après la mort de Jean-Jacques-Louis Hoin :

O Mort, quand tu frappas le suppôt de saint-Cosme,
N'était-ce pas agir contre tes intérêts ?

Ce prompt exécuter de tes cruels arrêts

De morts peuplait si bien ton immense royaume !

LA MORT

De lui je n'avais point affaire

Pour exécuter les arrêts

Que Dieu dicte dans sa colère :

Il me suffit des trois Marets (2).

Si Ruffey dit que le chirurgien Hoin (3) « a de l'esprit et des connaissances », qu' « il est laborieux et bon académicien », que « ses succès dans la théorie de son art lui ont procuré une place à l'Académie de chirurgie de Paris qui a trouvé ses ouvrages écrits avec goût, précision et méthode », il n'oubliera pas de noter qu' « il passe pour n'avoir pas le même avantage dans la pratique », qu' « une vanité mal entendue et un amour-propre excessif dégradent ses bonnes qualités ». Et d'abord, il s'empressera d'écrire que Hoin est le « fils d'un chirurgien de Dijon qui fut auparavant laquais ». Peut-être. Nous ne l'avons vu nulle part (4). Ce que l'on sait, c'est que

(1) V. *Mém. de l'Acad.*, 1774, p. LXII.

(2) Ms, 268, p. 58. Bibl. de D. M. Lange a reproduit cette épigramme à la note 2, p. 106 de son éd. de l'*Hist. secrète*.

(3) Hoin fit 59 communications à l'Académie.

(4) Sur Pierre Hoin, père de Jean-Jacques-Louis, v. Muteau et Garnier, t. I, pp. 502-503, et Girault, *Essais sur Dijon*, p. 436.

Jean-Jacques-Louis Hoin, qui était né à Dijon le 10 avril 1722 et y mourut le 4 octobre 1772 (1), a été un « chirurgien de mérite... très connu de ceux qui pratiquent l'art de guérir. Depuis 1752 jusqu'à sa mort, ce chirurgien publia chaque année divers mémoires sur l'art qu'il exerçait ; on fait mention de plus de vingt-cinq dans une nomenclature de ses ouvrages dressée par l'Académie de Dijon (nous en avons relevé cinquante-neuf, ainsi que nous l'indiquons tout à l'heure). Ses écrits sur les hernies, la taille, la cataracte, la vitalité des enfants sont les ouvrages qui font le plus d'honneur à ce célèbre praticien » (2). Il est aussi l'auteur d'un traité des accouchements qui a longtemps fait autorité.

Jean-Jacques-Louis Hoin avait été nommé académicien associé le 12 août 1740 ; il devint pensionnaire le 16 février 1748 (3). Un de ses fils fut également un chirurgien très estimé, c'est François-Jacques (4), né et mort à Dijon (27 octobre 1748-16 février 1806) [5] et que la fondation Pouffier s'associa le 3 décembre 1778 (6). Un autre de ses fils entra aussi à l'Académie : le peintre Claude Jean-Baptiste Hoin, dont nous reparlerons.

Dès le 12 août 1740, comme J.-J.-L. Hoin, mais aussitôt en qualité de pensionnaire, entra à l'Académie, Denis Chaussier (7), né au Val-de-Suzon le 20 juin 1709 qui deviendra doyen du collège de médecine de Dijon (8). Son fils fera aussi partie de la fondation Pouffier : reçu

(1) Muteau et Garnier, t. I, pp. 503-504. V. *Eloge de M. Hoin*, par Maret, lu à la séance du 5 août 1773, Reg. acad., t. VII, et *Mercure de Fr.*, février 1774, pp. 163-170 ; ms. 2062, p. 1491, Bibl. de D. ; *Mercure dijonnais*, éd. Dumay, p. 255 ; *Mém. de l'Acad. de D.*, 1913-1916, p. XIV.

(2) Girault, p. 437.

(3) Milsand, p. 384. Milsand fait erreur en le disant médecin.

(4) François-Jacques Hoin fit 5 communications à l'Académie.

(5) Muteau et Garnier, p. 504. V. ms. 2062, p. 1481, Bibl. de D.

(6) Milsand, p. 384. Pour Milsand, François-Jacques est encore médecin.

(7) Denis Chaussier fit 47 communications à l'Académie.

(8) Ruffey le maltraite fort : il avait « de la bonhomie sans aucune prétention » et était « ignorant de bonne foi ». (*Notes pour servir...* note 13, éd. Lange, p. 87). Il lut, assure le féroce président, « une dissertation sur le changement du chyle en sang, qui finissait par ces mots : « Enfin bref, il mourut », et une autre, sur les hydatides, qu'on ne lui permit pas d'achever. (*Notes pour servir...*, note 23, éd. Lange, p. 93). Denis Chaussier était en tout cas un médecin très laborieux ; v. ms. 439, 400 pages, Bibl. de D. : « Denis Chaussier, Notes diverses de médecine ; recettes, traitement de diverses maladies. »

associé le 14 août 1776, pensionnaire le 25 avril 1782, il sera secrétaire perpétuel en 1791 (1). Il deviendra célèbre. C'est François Chaussier (2), qui naquit à Dijon le 2 juillet 1746 et mourut à Paris le 19 juin 1828. Chirurgien, puis docteur en médecine de la faculté de Besançon (1790) [3], professeur d'anatomie et de physiologie, professeur de chimie et de matière médicale, il était l'auteur de huit importants ouvrages quand, en 1794, le Gouvernement l'appela à Paris pour rédiger avec Fourcroy les « Rapport et projet de décrets relatifs à la création de l'école de santé » qui devaient être présentés à la Convention (4). La tâche accomplie, Chaussier revint à Dijon. Il repartit bientôt pour Paris ; il était nommé professeur à la nouvelle école, puis médecin en chef de la Maternité et professeur de chimie à l'Ecole polytechnique. Parmi ses très nombreux travaux, il faut placer au premier rang sa nomenclature de chimie et ses tableaux synoptiques d'anatomie. « Nous avons connu personnellement M. Chaussier, écrit Amanton, alors qu'il exerçait et professait son art à Dijon, où les Maret, les Durande, les Hoin, les Enaux, les Leroux, par de savantes théories, par des observations neuves et par leur pratique habile, étendaient le domaine de la médecine et de la chirurgie, se plaçaient eux-mêmes au rang des plus savants médecins et chirurgiens de l'Europe » (5).

Les médecins Jean-François Durande et Claude-Auguste Durande, son fils (6), entrèrent aussi à l'Académie de

(1) Milsand, pp. 368 et 324.

(2) François Chaussier fit 48 communications à l'Académie.

(3) A. Baudot, *la Pharmacie en Bourgogne*, p. 503 ; Muteau et Garnier, t. I, p. 199.

(4) Bonaparte, raconte le docteur Morlot, aurait connu Chaussier quand, officier d'artillerie à Auxonne, il venait à Dijon avec d'autres officiers assister aux cours de l'Académie (Dr Morlot, Notice sur l'école de médecine de Dijon, *Annuaire de la Côte-d'Or*, J. Garnier, 1869). Le général Bonaparte, ayant alors l'oreille de la Convention (E. Driault, *la Vraie figure de Napoléon*, p. 28), possédait un crédit suffisant pour faire adjoindre François Chaussier à Fourcroy.

(5) C. N. Amanton, *le Docteur Chaussier*, 1828, in-8, Acad. de D.

2

— V. ms. 2061, p. 1029, Bibl. de D. ; *Journal des débats*, 20 et 846-2168

22 juin 1828 ; *Journal politique et littéraire de la Côte-d'Or*, 25, 27, 29 juin 1828 ; *Journal de Dijon et de la Côte-d'Or*, 25 juin 1828.

(6) Jean-François Durande fit 44 communications à l'Académie, et Claude-Auguste 4.

Dijon. Le premier était né en 1732 ou 1733 (1). Associé le 7 février 1772, pensionnaire le 11 janvier 1776, il a été « médecin consultant des armées françaises, inspecteur des hôpitaux de Bourgogne, associé de la Société royale de médecine et de plusieurs sociétés savantes, médecin pensionné de la ville » (2). Jean-François « était profondément versé dans toutes les connaissances qui se rattachent au grand art de guérir les hommes, dit Girault (3). Sa Flore de Bourgogne (4), ses mémoires sur la coralline, les champignons, les abus dans l'ensevelissement des morts... insérés dans les Mémoires de l'Académie de Dijon... (5) établissent la réputation de ce médecin praticien ». Il a été le premier professeur du cours de botanique créé par l'Académie grâce aux libéralités de Legouz de Gerland. Il mourut à Dijon le 21 janvier 1794. Son fils, qui devint à son tour professeur du cours de botanique, naquit à Dijon le 20 janvier 1764 et mourut à Cluny le 10 février 1835 (6). La fondation Pouffier l'appela le 4 juin 1785 (7). Nommé suppléant aux Etats généraux, il a été maire de Dijon en 1806. « M. Durande, depuis sa nomination à cette place, a abandonné l'exercice de la médecine, qu'il ne pratiqua plus guère qu'en faveur des indigents. Baron de l'Empire, chevalier de la Légion d'honneur sous l'Empire, chevalier de Saint-Michel depuis la Restauration, M. Durande a de l'esprit, des connaissances, des talents comme médecin, comme littérateur, comme botaniste, mais il n'a pas laissé une grande réputation comme administrateur... Partisan de Napoléon tant qu'il a été dans la prospérité, M. Durande a accueilli le retour des Bourbons avec un enthousiasme qui a déplu à ceux qui ne les voyaient qu'avec chagrin accompagnés

(1) V. ms. 1766, 2062, pp. 433 et 445; Muteau et Garnier, t. I, p. 319; Milsand, p. 375; A. Baudot, *la Pharmacie en Bourgogne*, p. 482. Pour sa part, Girault, *Essais sur Dijon*, p. 34, laisse en blanc la date de naissance.

(2) Ms. 1766, Bibl. de D.

(3) Girault, p. 34; v. aussi, pp. 47 et 64.

(4) Publiée en 1782, 2 vo'. in-8.

(5) V. *Mém. de l'Acad. de D.*, 2^e sem. 1783, p. 173; 2^e sem. 1785, p. 302; 1^{er} sem. 1785, p. 184. Girault omet le mémoire très important de Durande sur un dissolvant des pierres biliaires, publié d'abord dans la *Gazette de santé* de 1774, n° 6, puis dans le tome II des *Mémoires* de 1774, dans les premier et deuxième semestres de 1782.

(6) Muteau et Garnier, t. I, p. 319.

(7) Milsand, p. 375.

par des troupes étrangères ou précédés par elles. En 1815, à l'époque de l'invasion, il ne fit rien de marquant pour prouver son dévouement à la dynastie forcée de s'éloigner. Un des actes de Napoléon en passant par la Bourgogne fut de prononcer sa destitution. Après les Cent-Jours, M. Durande reprit la place de maire et l'a conservée jusqu'en 1817. Il est rentré dans la vie privée depuis cette dernière époque » (1).

Dans son *Histoire secrète*, Richard de Ruffey ne dit rien des Durande, mais s'attaqua au médecin Pierre Raudot, qui était né à Avallon le 15 novembre 1742 et mourut à Dijon au commencement d'avril 1793 (2). Pensionnaire le 12 août 1740, vétéran le 22 décembre 1791 (3), Raudot fit 41 communications à l'Académie. « Une aventure comique manqua à le perdre : la nièce du fameux Rameau, dont il était médecin, l'accusa de lui avoir fait un enfant et le traduisit en justice pour le forcer à l'épouser. » Raudot donna de l'argent et parvint ainsi à se libérer. La nièce ne valait pas mieux que le neveu. « Souple, adroit », il ne savait pas grand'chose, continue Ruffey. Néanmoins, on aurait « supporté sa médiocrité s'il n'y eût pas joint des prétentions, de la morgue et de l'insolence » (4).

Ruffey prendra aussi à partie le médecin Fournier (5), « fils d'un maître d'école du Languedoc », lui reprochera « sa hardiesse, son effronterie, sa charlatanerie », portera contre lui une très grave accusation : « ... Il trouva moyen de faire adjuger le prix à des ouvrages qu'il envoyait sous le nom de ses amis qui, se contentant de l'honneur, lui en remettaient la valeur réelle... » Et Ruffey entre dans le détail des prix « escamotés » de cette façon par Fournier de 1742 à 1753. « ... On découvrit pleinement sa fourberie en 1747. L'Académie, sur ses insinuations secrètes, avait donné pour sujet le même prix que l'Académie de Marseille avait précédemment donné sur les avantages que le

(1) Ms. 1766, Bibl. de D.

(2) Muteau et Garnier impriment : « mort vers 1784 », t. III, p. 28. Mais nous avons relevé dans le Reg. acad., t. XV, qu'à la date du 2 décembre 1790, Raudot a déposé des observations sur la fièvre putride, puis nous allons voir — Milsand l'indique — qu'il fut nommé vétéran à la fin de décembre 1791. Sa mort fut annoncée dans la séance du 11 avril 1793. (Reg. acad., t. XV).

(3) Milsand, p. 405.

(4) *Notes pour servir...*, note 62, éd. Lange, p. 121.

(5) Fournier a fait 39 communications à l'Académie.

mérite retire de l'envie. M. Fournier fit copier par un commis de l'intendance la pièce imprimée qui avait remporté ce prix et l'envoya au concours à l'Académie de Dijon sous le nom du sieur de Saint-André, ingénieur de la Bresse... M. Fournier manqua d'être chassé. La protection de M. Vitte, doyen du Parlement, dont il était le médecin, le sauva » (1).

Les médecins Barberet et Chardenon (2) seront jugés favorablement par Ruffey. L'auteur de l'*Histoire secrète* n'osera pas s'attaquer aux deux chirurgiens dont nous allons parler. C'est que le talent et l'habileté d'Enaux et de Leroux étaient reconnus de tous.

Joseph Enaux, né et mort à Dijon (5 juillet 1726-27 novembre 1798) [3], était nommé associé le 12 janvier 1775 et pensionnaire le 29 avril 1779 (4). Comme beaucoup de ses confrères dijonnais, il avait été se perfectionner à Paris. Pendant trois ans, il écouta les leçons de Winslow et suivit les cours pratiques de la Charité, puis il revint exercer son art à Dijon. Agrégé au collège des chirurgiens en 1755, Enaux était un habile praticien. Il fut choisi pour professer le cours gratuit d'accouchement fondé en 1773 par les Elus de Bourgogne et devint, en 1775, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu (5). Enaux « joignit la justesse de l'esprit à la dextérité de la main » (6).

(1) *Notes pour servir...*, note 26, éd. Lange, pp. 94, 95. Nicolas Fournier, qui était né à Montpellier, mourut à Dijon le 21 février 1782. (Cf. Muteau et Garnier, t. I, p. 358). Pensionnaire depuis le 14 avril 1741 (Milsand, p. 378), il fut médecin pensionné de la ville de Dijon. V. *Mémoire dijonnais*, éd. Dumay, p. 146 et note 3. V. aussi Girault, p. 188.

(2) Barberet fit 12 communications à l'Académie, et Chardenon 30. Le premier fut nommé associé le 15 janvier 1745; le second, associé le 27 mars 1744, devint pensionnaire le 2 juin 1747 (Milsand, pp. 358-367).

(3) Non en 1799, comme l'imprime Girault, p. 263. On trouvera du reste la transcription de l'acte de décès d'Enaux dans les *Mém. de l'Acad.*, 1910-1913, p. CXXII et CXXIII. En annonçant la mort du chirurgien dans le n° du 10 frimaire an VII (30 novembre 1798), le *Journal de la Côte-d'Or* publiait ces « Vers pour mettre au bas du portrait d'Enaux » :

*Posséder l'art le plus utile
A l'homme rendre la santé,
Extirper d'une main habile
Le mal dont il est tourmenté,
Etre, au milieu des cris, tranquille,
Inhumain par humanité :
C'est ce qu'a su faire, entre mille.
Enaux, justement regretté.*

(4) Milsand, p. 376. Enaux fit 21 communications à l'Académie.

(5) Muteau et Garnier, t. I, pp. 324-325, V. aussi ms. 2062, p. 505, Bibl. de D., et *Journal de Dijon et de la Côte-d'Or*, n° du 14 avril 1824.

(6) Ms. 1766, Bibl. de D.

Nous pouvons le voir à l'œuvre, grâce à Jean-Baptiste Micault : « Au mois de juillet (1768), raconte l'auteur du « Journal d'un professeur à l'Université de Dijon », ma femme s'est aperçue d'une petite élévation à la tempe droite, sans douleur ni rougeur de la peau ; pendant plus de trois semaines, elle y fit peu d'attention ; le 1^{er} août, elle s'aperçut que cette grosseur avait augmenté, toujours sans douleur ni rougeur ; elle envoya chercher le sieur Enaux, notre chirurgien, qui l'examina et lui dit qu'il faudrait peut-être l'ouvrir et lui ordonna un cataplasme émollient. Le 4 août, en se levant, elle s'aperçut qu'elle avait la bouche tournée et l'œil droit fixe. Elle crut d'abord que c'était une fluxion ; mais le soir, Enaux l'ayant saignée et lui ayant ordonné pour le lendemain cinq grains d'émétique, nous vîmes bien, et il me dit le soir que c'était une paralysie. Les cinq grains n'opérèrent pas et on lui en donna encore quatre qui opérèrent ; on la purgea le lendemain, et le 17, Enaux, en présence du sieur Dechaux, notre médecin, ouvrit la tumeur et ils trouvèrent la cause du mal, c'est-à-dire le périoste détruit et l'os nu et carié ; le 22, on lui fit une seconde incision au même endroit pour mieux découvrir l'os. Dès la première incision, les accidents ont diminué et, au bout de trois semaines, la bouche a été parfaitement remise aussi bien que l'œil. Elle n'a point eu de fièvre ; elle a toujours bien mangé et dormi ; mais la guérison de l'os carié, qu'il faut qui sorte et se répare, sera très longue. Le dimanche 2 octobre, on lui a permis d'aller à la messe et de se promener un peu quand il ferait beau temps. Aujourd'hui 8 octobre, je ne sais pas si l'os sera sorti et réparé dans deux ou trois mois » (1).

Enaux écrivit, en fort bon style, des mémoires dont, pour la plupart, l'Académie eut la primeur. Le plus important est celui qu'il donna, en collaboration avec François Chaussier, sur l'ordre des Elus : c'est une *Méthode de traiter les morsures des animaux enragés et de la vipère, suivie d'un précis sur la pustule maligne* (2).

(1) *Journal d'un professeur à l'Université de Dijon*, éd. Dumay, pp. 201 et 202.

(2) Cet ouvrage de 275 pages fut publié à Dijon en 1785, in-12.

A propos de ce mémoire, une dispute très vive dressa Leroux contre Enaux et Chaussier. Leroux accusait ses confrères de s'être approprié sa méthode curative de la rage. C'est que, dès 1780, il publiait une *Observation sur la rage* (1), à laquelle faisaient suite deux autres travaux (2). Nous n'avons pas à prendre parti dans la querelle, mais ce que nous pouvons dire c'est qu'elle montre une émulation très louable, malgré le ton trop acerbe auquel elle atteignit. Elle n'a pas été du tout une discussion byzantine. Son but était essentiellement pratique : ce qu'on voulait, c'était que la meilleure méthode fût répandue afin d'obtenir la défense la plus effective, le soulagement le plus certain. Leroux, comme Enaux et Chaussier, n'avait pour but que le bien de l'humanité. Antoine Leroux, né à Dijon le 2 décembre 1730, était dès 1754 agrégé au collège de chirurgie, dont il devint une des illustrations (3). « Il joignait à la théorie une adresse extrême dans les opérations. M. Leroux, attaqué de la gravelle, a mis fin à ses souffrances en avalant de l'opium. On l'a trouvé mort dans son lit » (4). C'était le 23 octobre 1792. Leroux avait été nommé associé le 12 décembre 1776 et pensionnaire le 3 août 1786 (5).

L'Académie se glorifia de posséder ces médecins et chirurgiens qui, par leur science et leur habileté, travaillèrent fortement à la grandeur de la fondation Pouffier.

Lorsque le samedi 27 décembre 1777, un peu plus de neuf mois après la mort du président de Brosses, l'Académie vota la « Délibération relative aux honneurs du buste à décerner aux hommes distingués par leurs talents », elle arrêta ainsi sa galerie de grands hommes bourguignons, spécifiant « qu'à l'avenir, il ne pourra être proposé de placer un nouveau buste dans ladite galerie

(1) *Observation sur la rage, suivie de réflexions critiques sur les spécifiques de cette maladie*, Dijon, 1780, in-8.

(2) *Dissertation sur la rage* (qui a remporté le premier prix de la Société royale de médecine de Paris le 11 mars 1783. Mémoires de cette société, 2^e partie, 1783, in-4) ; *Traitement local de la rage et de la morsure de la vipère*, Edimbourg et Paris, 1785, in-12.

(3) Muteau et Garnier, t. II, pp. 148-150.

(4) Ms. 1766. V. aussi ms. 2063, p. 921., et Girault, *Essais sur Dijon*, p. 514.

(5) Milsand, pp. 391-392. Leroux fit 13 communications à l'Académie. La Bibl. de D. possède, sous le n° 440, un ms. de 568 pages ; c'est un « Recueil de consultations et de mémoires », dont l'auteur est Leroux.

que dix ans après la mort de celui dont il sera question ; qu'il sera nommé quatre commissaires pour examiner ladite proposition et en rendre compte, et que pour délibérer sur le rapport qui en sera fait, l'Académie sera convoquée extraordinairement par billets : Pierre Jeannin, Pierre Fevret, Claude Saumaise, Jacques-Bénigne Bossuet, Sébastien Le Prestre de Vauban, Noël Bouton de Chamilly, Bernard de la Monnoye, Jean Bouhier, Prosper Jolyot de Crébillon, Jean-Philippe Rameau, Alexis Piron, Georges-Louis Leclerc de Buffon, Charles de Brosses » (1). Si le temps lui eût été laissé, l'Académie aurait ajouté à ces grands noms ceux des médecins qui l'avaient illustrée. Son héritière, la Société d'agriculture, sciences et arts, voulut accomplir ce devoir et lança une « Souscription pour faire les bustes des citoyens Maret, Leroux, Durande et Enaux » qu'elle expliqua dans une notice où elle disait notamment que « Maret étendit la célébrité de l'Académie par son zèle infatigable et par ses nombreux travaux en divers genres » ; que Leroux « chirurgien distingué par ses talents et sa dextérité », indiqua le véritable traitement préservatif de la rage et les moyens curatifs des pertes de sang (2) ; que Durande, « médecin recommandable par sa prudence, premier professeur du cours de botanique pour l'Académie », perfectionna la méthode de Tournefort, établit la flore de la Bourgogne, lut à l'Académie plusieurs mémoires importants et découvrit le dissolvant des pierres biliaires ; que Enaux, « chirurgien qui, à la justesse de l'esprit joignait la dextérité de la main, premier professeur du cours d'accouchement », sut, dans ses leçons comme dans sa pratique, « par la marche analytique qu'il s'était créée », rendre simples les objets les plus complexes, « perfectionna les anciennes méthodes, en imagina de nouvelles, et trouva des ressources contre les accidents les plus graves ».

« Nommer de tels hommes, c'est réveiller les regrets de tous leurs concitoyens ; c'est rappeler à l'étranger même un souvenir d'estime et de confiance. Si, au moment de leur mort, l'Académie ne put leur rendre le tribut de

(1) Ms. arch. acad.

(2) *Observations sur les pertes de sang des femmes en couches et sur les moyens de les guérir*, Dijon, 1776, in-8.

reconnaissance qui leur était dû, la Société d'agriculture veut acquitter cette dette et faire exécuter leurs bustes qui seront placés dans la salle publique de ses séances parmi les autres bustes de ses hommes célèbres, afin que leur vue rappelle journellement aux jeunes artistes qui se livrent aux mêmes études que la gloire suit toujours le talent consacré à l'utilité publique... » (1).

b) *Autres membres pensionnaires, associés, résidents et non résidents.*

Les autres membres pensionnaires, associés, résidents et non résidents qui portèrent un véritable intérêt à l'Académie, firent preuve d'une réelle activité, participèrent consciencieusement à ses travaux, se montrèrent soucieux de ses destinées et de sa gloire, sont : Gelot, Perret, Claude Picardet, l'abbé Picardet, Baillot, Mailly, François de Neufchâteau, Boullemier, Pasumot, Bertrand, Volfius, Courtépée, Devosge.

« Un esprit faux de l'Académie proposa ce problème : Si les arts et les sciences ont contribué à épurer les mœurs. Il fut adopté sans réflexion et donné au public pour sujet du prix de 1750 » (2). L'« esprit faux de l'Académie » était Claude Gelot. Né à Pouilly-sur-Saône le 1^{er} novembre 1717, mort à Dijon le 10 janvier 1779 (3), Gelot, au dire de Ruffey, sortait « d'une famille rustico-bourgeoise » ; il avait eu une « éducation négligée ». Il possédait « de l'esprit et quelque apparence de talents et de sentiments... Mais il ne gagne pas à être connu à fond : on ne trouve plus en lui qu'un bavard insupportable, qui abuse de sa mémoire et encore plus de la vérité, un homme impérieux et grossier qui manque de principes », et, crime impardonnable aux yeux de Richard de Ruffey, « ne respecte aucun rang, et ne connaît aucun égard. et

(1) *Souscription pour faire les bustes des citoyens Maret, Leroux, Durande et Enaux*, A Dijon, de l'imprimerie de L.-N. Frantin, an 8 (Acad. de D., 147-14085), Bibl. de D.

(2) Ruffey, *Hist. secrète*, éd. Lange, p. 44. Pour réparer son « erreur », Gelot s'attaqua au discours que Rousseau envoya pour concourir au prix de 1754, et lut à la séance du 17 décembre 1756 (Reg. acad., t. I) un mémoire intitulé : « La société vengée des attentats d'un misanthrope ou réfutation du discours de M. Rousseau de Genève sur l'inégalité des conditions. »

(3) Muteau et Garnier, t. I, pp. 389 et 390.

d'autre loi que sa volonté... Il ne fait que du bruit et très peu de besogne » (1). Procureur du roi au bureau des finances, Claude Gelot fut nommé pensionnaire le 9 janvier 1744 (2).

Le 3 janvier 1772, l'Académie procéda à l'élection de ses officiers ; on sait que le président de Brosses devint chancelier et de Morveau vice-chancelier ; Hugues Maret fut secrétaire pour la médecine et la physique et chargé de la correspondance, Claude Perret secrétaire pour les belles-lettres (3). Jadis, Richard de Ruffey avait porté ce jugement sur les deux futurs secrétaires : « MM. Perret et Maret, reçus plus tard à l'Académie, ont lu dans les séances publiques des ouvrages qui dénotaient de l'esprit et des talents, le premier sur la politesse, et le second sur l'inoculation de la petite vérole... » (4). Perret ne devait pas rester longtemps secrétaire pour les belles-lettres. En effet, par une lettre datée du 4 mai 1774 (5), invoquant sa santé et ses affaires, il donnait sa démission et renvoyait « trois clés et le cachet de l'Académie ». Maret allait se charger du secrétariat tout entier. Claude Perret naquit à Verdun-sur-le-Doubs en 1720 et mourut à Dijon le 9 août 1788 (6). Girault écrit : « ... Jurisconsulte distingué du barreau de cette ville (Dijon),... homme aussi versé dans les matières de jurisprudence que dans la matière des lettres et dans l'histoire littéraire » (7).

Les frères Picardet (8) fréquentèrent très assidûment l'Académie. L'un, Claude, né à Is-sur-Tille le 12 février 1727, devint associé le 13 février 1756 et pensionnaire le

(1) *Notes pour servir...*, note 28, éd. Lange, p. 96.

(2) Milsand, p. 379. Sur Claude Gelot, qui fit 29 communications à l'Académie, v. ms. 2062, p. 951, Bibl. de D.; Girault, *Essais sur Dijon*, pp. 477 et 478; *Mercurie dijonnais*, éd. Dumay, p. 110. La Bibl. de D. possède sous le n° 1133, un ms. de 32 feuillets qui est l'« Inventaire des titres et papiers de la succession de M. Gelot, avocat à Dijon ».

(3) Séance du 3 janvier 1772 (Reg. acad., t. VI). Perret était associé le 9 juin 1747 et pensionnaire le 9 août 1748. (Cf. Milsand, p. 401). Il fit 17 communications à l'Académie.

(4) La dissertation de Perret sur la politesse a été lue à la séance du 12 décembre 1749, et celle de Maret sur l'inoculation le 17 décembre 1756. Mais comme nous le savons, ils étaient de l'Académie à l'époque où ils firent ces lectures.

(5) Ms. arch. acad.

(6) Muteau et Garnier, t. II, pp. 422 et 423.

(7) *Essais sur Dijon*, p. 324. Sur Perret, v. aussi ms. 2064, p. 501, Bibl. de D., et Courtépée, *Descript. du duché de Bourg.*, t. III, p. 292.

(8) V. ms. 2064, pp. 623 et 641.

7 décembre 1764 (1). Il était conseiller à la table de marbre à Dijon. Bien que ses productions soient nombreuses, on se souviendrait plutôt de lui, ce nous semble, à cause de sa femme et de Voltaire. Devenue veuve, Mme Picardet se remaria civilement à Guyton de Morveau (2). Elle traduisit du suédois différents ouvrages de chimie, entre autres : *Mémoires de chimie* de Scheele, tirés des Mémoires de l'Académie des sciences de Stockholm, 1785 ; et de l'allemand, le *Traité des caractères extérieurs des fossiles* de Werner, 1790. Lorsque Voltaire eut fini d'écrire la comédie en vers *le Droit du Seigneur*, qui devait être jouée le 18 janvier 1762 sous le titre : *l'Ecueil du sage*, il se décida à chercher quel serait l'homme auquel il pourrait attribuer la paternité de cette pièce. Un moment, il pensa à Legouz (3), puis il renonça à ce choix. « J'ai demandé à M. de la Marche (au président Fyot de la Marche) le nom de quelques académiciens de Dijon, mes confrères (nous savons que Voltaire était membre honoraire de la société dijonnaise depuis le 3 avril 1761) ; il m'a nommé un Picardet. Picardet me paraît mon affaire. Je veux que Picardet soit l'auteur du *Droit du Seigneur*. Picardet est mon homme. Voici donc la préface de Picardet ; puisse-t-elle amuser mes anges ! » (4). C'était bien de Claude qu'il s'agissait, car il était poète, tandis que Henri-Claude son frère, ne s'occupa que de questions d'éducation et de religion. Celui-ci naquit en 1728, fut chanoine de l'église Saint-Jean avant d'être appelé à Neuilly-lès-Dijon, entra à l'Académie au titre d'associé le 13 février 1756, devint pensionnaire le 17 juin 1763 et vétérane le 30 novembre 1786 (5). Auteur d'un roman : *les deux Abdalonymes* (6) pour l'instruction de la jeunesse, l'abbé Picardet « avait entrepris la *Grande Apologétique*, ou réfutation

(1) Cf. Milsand, p. 402. Claude Picardet fit 56 communications à l'Académie.

(2) Ms. 1009. Bibl. de D. La *Biographie moderne* commet une erreur en faisant de cette dame la sœur des Picardet.

(3) V. lettre à Damilaville, 24 août 1761.

(4) Lettre à d'Argental, 7 septembre 1761. M. Lange a donné cet éclaircissement et reproduit cette lettre dans son édition de l'*Hist. secrète*, p. 152, note 2.

(5) Milsand, p. 402. V. sur Henri-Claude Picardet — qui fit 51 communications à l'Académie — le *Mercure dijonnais*, éd. Dumay, p. 146.

(6) Dijon, 1779, in-8.

de toutes les hérésies, mais sa mauvaise santé le força d'abandonner un aussi grand ouvrage. Le village de Neuilly, dont M. Picardet était prieur, se ressent encore du prix que ce vertueux ecclésiastique et le seigneur de ce village y avaient fondés en faveur du jeune homme qui pendant l'année se serait montré le plus sage et le plus laborieux de sa paroisse, institution qui, pour un autre sexe, rivalisait avec la cérémonie de la rosière » (1).

« Il y eut bien une centaine de grands seigneurs, magistrats, écrivains, journalistes pour fonder, célébrer, remettre en honneur des fêtes de rosières, fêtes de la vertu, prix de vertu. Depuis la découverte de la rosière de Salency, en 1776, on crée bien deux douzaines de rosières et tout autant de « fêtes céréales » et fêtes de la vertu. A Canon, par exemple, on couronne « la bonne fille, la bonne mère, le bon vieillard, le bon chef de famille ». Et les journaux, les poètes n'ont pas assez de larmes pour pleurer de joie et d'attendrissement :

Qu'on ne me parle plus de ces fameux Romains
Qui, parés d'une pompe, et cruelle et frivole,
Triomphateurs sanglants montaient au Capitole :
La triste Humanité se voilait devant eux,
Et fuyait, en pleurant, des crimes trop heureux.
Ici de la vertu c'est la pompe paisible » (2).

Ainsi chantait Roucher dans *les Mois*, et le bon abbé Picardet dut, s'il les a connus, applaudir à ces vers.

Pierre Baillot « était un des membres éloquents de l'Académie de Dijon » (3). Il est né et mort à Dijon (8 septembre 1752 - 20 février 1815 [4]. Professeur de belles-lettres au collège, il entra à l'Académie le 12 mars 1778 en qualité d'associé et fut nommé pensionnaire le 15 février 1787 (5). C'est à la séance publique du 5 août 1773 que furent lus les premiers vers de Pierre Baillot. Il avait vingt et un ans à peine. L'Académie était réunie dans le salon de l'hôtel de Grammont, qu'elle venait d'acheter. Après que Maret eut prononcé l'éloge de Hoin, Buffon fit

(1) Girault, p. 506.

(2) Cf. D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 263.

(3) Ms. 1766, Bibl. de D., v. ms. 2061, p. 155; *Journal de la Côte-d'Or*, 4 mars 1815; *Petites affiches de Dijon*, 23 février 1815.

(4) A 9 heures du soir, précise le ms. 1009.

(5) Milsand, p. 358. V. Muteau et Garnier, t. I, pp. 20-21. Baillot fit 13 communications à l'Académie.

un discours sur les époques de la nature ; Gueneau de Montbeillard lut une scène lyrique de Pygmalion ; de Brosses, un essai de géographie étymologique ; de Saisy, un discours sur les femmes ; de Morveau, enfin, les stances à M. de Buffon dont Pierre Baillot était l'auteur. Maret a laissé la preuve de sa satisfaction profonde causée par l'acquisition qu'avait pu faire l'Académie et de son enthousiasme en voyant Buffon assister à la première séance tenue dans le nouvel hôtel de la société. « L'Académie, écrira-t-il, va jouir d'un hôtel vaste où elle trouve un salon élevé sur les dessins du cavalier Bernin et propre à y tenir des séances publiques. La disposition de cet hôtel lui permettra de se livrer au désir d'être utile qu'elle a manifesté en toute occasion. Elle se propose d'y suivre plus particulièrement l'étude de la chimie et de l'anatomie dès qu'elle aura mis cet hôtel en l'état nécessaire pour qu'elle puisse y entreprendre les opérations qu'exige cette étude. Son intention est même d'admettre à ses expériences, à ses dissections ceux qui pourront désirer d'acquérir des connaissances en ces différents genres... L'Académie a tenu sa première séance publique dans son nouveau lycée le 5 août. La présence de M. le comte de Buffon, qui a lu dans cette séance un chapitre d'un ouvrage sur *les Epoque de la nature*, la rendra à jamais mémorable. L'inauguration de l'hôtel de l'Académie ne pouvait être faite sous de plus heureux auspices » (1). Ce fut une bien belle séance. L'auteur du *Mercure dijonnais* notera que « ... la présence de M. le comte de Buffon y attira une brillante assemblée et entre autres trente-six dames ; il y avait des gardes et on n'y entraît que par billets... et la séance dura plus de deux heures et demie » (2). Pour quelle raison Buffon était-il venu à Dijon ? Était-ce afin de briller devant des dames en lisant quelques pages de son dernier ouvrage ? Claude Micault va nous renseigner : « M. le comte de Buffon était venu à Dijon pour un procès qu'il avait à l'audience criminelle contre un échevin

(1) Ms. arch. acad. Projet de la main du docteur Maret ; sans date, mais il est facile de voir que ces lignes furent écrites après le 5 août et avant le 23 décembre, jour de la seconde séance publique de 1773, où Maret lut l'histoire de l'Acad. pour l'année écoulée.

(2) *Mercure dijonnais*, éd. Dumay, pp. 255 et 256.

de Montbard, nommé Mandonnet, qui s'était un peu échappé contre lui en disant son avis à l'Hôtel de ville ; il fut jugé le 11, et la faveur du comte prévalut sur le bon droit de l'échevin » (1).

Mais enfin « le Pline et l'Aristote de la France » était là. Sa présence avait attiré toute l'élite dijonnaise. On le regardait avec admiration. Baillot faisait de même et il avait exprimé ses sentiments dans des stances, qui étaient au nombre de neuf. En voici deux :

Dans cette enceinte, ô ma Patrie !
Lève, lève un front triomphant.
Réjouis-toi, mère chérie,
Voici ton plus illustre enfant.
C'est dans ton sein qu'avec la vie
Il puisa son brillant génie ;
Célèbre avec moi ses succès.
Heureux berceau de mon enfance,
Tu donnas un Pline à la France ;
Ton nom ne périra jamais.

Jetons des fleurs sur son passage,
Accourez tous, ô citoyens !
Venez lui rendre un juste hommage,
Venez unir vos vœux aux miens.
Que mon cœur palpite à sa vue !
Sans doute votre âme est émue
Comme la mienne en l'écoutant.
O jour le plus beau de ma vie !
J'ai satisfait ma noble envie,
J'ai vu Buffon... je suis content.

La compagnie décide d'envoyer ces stances « pour être insérées en entier dans le *Mercur* » (2). A la séance du 13 août suivant, de Morveau demande à l'Académie si elle ne donnera pas des preuves de sa satisfaction à Baillot. On arrête que les vers du jeune homme seront imprimés et qu'on lui remettra une médaille d'argent. Elle lui fut apportée par Gelot et Mailly. Le poète était sur le chemin de l'Académie où il parvenait à vingt-cinq ans et demi

(1) *Mercur dijonnais*, éd. Dumay, p. 253.

(2) Séance du 5 août 1773. Reg. acad., t. VII. V. *Merc. de Fr.*, février 1774, pp. 163-170, et pp. 21 et 24 où sont insérées les neuf strophes de Baillot. Sur cette expression « le Pline et l'Aristote de la France », v. D. Mornet, *les Sciences de la nature*, p. 178.

Quant à Jean-Baptiste Mailly, qui était, lui aussi, professeur au collège, il naquit et mourut également à Dijon (16 juillet 1744-26 mars 1794). Etant l'aîné, il précéda Baillot à l'Académie où ils entrèrent à peu près au même âge. Mailly devint, en effet, associé le 7 décembre 1770 et pensionnaire le 8 janvier 1773 (1). Il était libraire en même temps que professeur (2), et, s'il a été surtout historien, il fut aussi poète et publia en collaboration avec François de Neufchâteau *Poésies diverses de deux amis* (3). Les deux amis fondèrent en 1776 les *Affiches littéraires de Bourgogne*.

Le pauvre François avait envoyé maintes productions à l'Académie (4) ; le comte Nicolas François de Neufchâteau continua de porter un très vif intérêt à la société qui l'avait accueilli tout jeune. S'il vient lire le 18 décembre 1767 une ode imitée du quatorzième chapitre d'Isaïe (5), s'il offre son *Discours sur l'art de lire les vers*, qui fut lu par Maret à la séance publique du 14 août 1774 (6), il n'oublie pas non plus de faire tenir un exemplaire d'un arrêt rendu sur ses conclusions, alors qu'il est procureur général au conseil souverain de Saint-Domingue. Cet arrêt — dont l'Académie prend connaissance dans la séance du 22 avril 1784 (7) — défend sous des peines graves « le baptême qu'on est dans l'usage de donner aux nouveaux navigateurs lorsqu'ils passent sous le tropique ». Dans la séance du 12 août 1784 (8), on lira une lettre de François de Neufchâteau sur son voyage d'Amérique, et, dans celle du 28 juillet 1785 (9), une poésie qu'il lui a adressée, où il fait l'éloge d'un moine qui l'a tiré d'affaire lors d'une grave maladie.

Né à Saffais, près de Rozières, en Lorraine, le 17 avril 1750, François de Neufchâteau était correspondant de

(1) Milsand, p. 393. Mailly fit 21 communications à l'Académie. V. ms. 2063, p. 1077, et Muteau et Garnier, t. II, pp. 188 et 189.

(2) Girault, pp. 454 et 455.

(3) Amsterdam et Paris, Delalain, 1768, in-12.

(4) Nous avons retrouvé dans les archives académiques de nombreuses poésies offertes par François.

(5) Reg. acad., t. IV.

(6) Reg. acad., t. VII.

(7) Reg. acad., t. XIV.

(8) *Ibid.*

(9) *Ibid.*

l'Académie de Dijon le 28 juin 1765 (1). « En ce temps de paisible mémoire, un quatrain était une nouvelle, l'almanach des Muses un événement, chaque académie une puissance ; et ce n'était pas certes un médiocre honneur que d'être à quinze ans le confrère de Buffon, de Daubenton, de Gueneau de Montbeillard, de Lalande, de Sainte-Palaye, du président de Brosses ; membre en un mot d'une société littéraire dont Piron lui-même ne riait point et qui avait commencé la renommée de Jean-Jacques Rousseau » (2). Les académies de Lyon, de Marseille, de Nancy s'empressent d'adopter à leur tour l'enfant prodige. On l'encourage, on le flatte, on l'encense. Voltaire le nomme son héritier, Dupaty est son ami. De tous ces honneurs, la tête du jeune poète est un peu tournée. Il n'a publié à peu près que des poésies fugitives. Il doit à sa renommée de produire un beau et considérable travail : à trente ans, il a traduit les quarante-six chants de l'épopée de l'Arioste. Nous ne possédons que les neuf premiers ; les autres ont disparu dans le naufrage qu'essuya le poète en revenant de Saint-Domingue. « Devons-nous les regretter ? Je ne sais. Ce qui nous reste de François ne nous autorise point à dire qu'il eût mission pour une œuvre qui peut-être aurait défié Voltaire » (3). Vers cette époque, il publia son *Discours sur l'art de lire les vers*, « qui est demeuré, continue Foisset, son titre le plus irrécusable au souvenir de tous les amis des lettres ». Dans ce discours, le poète soutient que les vers qui autrefois étaient chantés doivent être déclamés.

C'est peu d'aimer les vers, il faut les savoir lire,
 Il faut avoir appris cet art mélodieux
 De parler dignement le langage des dieux.
 Cet art qui, par les tons des phrases cadencées
 Donne de l'harmonie et du nombre aux pensées,
 Cet art de déclamer, dont le charme vainqueur
 Assujettit l'oreille et subjugue le cœur.

(1) Milsand, p. 378. V. sur François de Neufchâteau, *Notes pour servir...*, note 151, éd. Lange, p. 170 et note 2 de cette page ; ms. 2062, p. 721.

(2) Th. Foisset, *Notice sur François de Neufchâteau, Mém. de l'Acad. de D.*, séance du 5 mars 1828.

(3) Th. Foisset, *op cit.*

François montre ensuite les effets d'une lecture plus ou moins bonne, puis peint le portrait d'un bon lecteur :

Voyez-vous ce cristal où les yeux d'une belle
Cherchent de ses attraits une image fidèle ?
Tel doit être un lecteur, il offre à notre esprit
Le miroir animé des beautés d'un écrit.
L'amante de Narcisse, en nos forêts errante,
Redit d'un dernier mot la syllabe mourante.
Mais des chants de la Muse, Echo plus assidu,
Tout ce qu'elle prononce, un lecteur l'a rendu.
Combien d'art il lui faut ! C'est peu qu'il fasse entendre
L'organe le plus souple et la voix la plus tendre,
C'est peu qu'il réunisse à ces premiers talents
Un geste pictoresque et des regards parlants.
Que dis-je ! Ce n'est rien, si le ciel inflexible
Pour le rendre éloquent ne l'a créé sensible.

« Le donneur de conseils, dit l'ami de Lacordaire, faisait mieux encore ; il prêchait d'exemple, et Linguet (j'en citerais un autre si j'en connaissais un moins suspect de prodiguer la louange), Linguet lui enviait hautement son talent pour réciter ses œuvres poétiques. »

La Révolution éclate. Député suppléant à l'Assemblée nationale, administrateur du département des Vosges, juge de paix du canton de Châtenois, secrétaire, puis président de l'Assemblée législative, François semble avoir délaissé les lettres, surtout que ses loisirs ont été occupés par la rédaction de deux mémoires sur l'agronomie que la Convention fait imprimer. Mais, le 1^{er} août 1793, le Théâtre-Français jouait avec un grand succès sa comédie de *Paméla*. Il n'y avait rien de répréhensible en cette touchante et naïve *Paméla*. C'était même avoir fait œuvre patriotique, car François rendait à la France, où elle était née, cette Grisélidis qui s'était muée en Griselda avec Boccace, en *Paméla* avec Richardson et Goldoni. Or, pour toute récompense, l'auteur et les acteurs furent jetés en prison ; ils en sortirent après le 9 Thermidor. François reentra dans la vie publique : juge au tribunal de cassation, commissaire du Directoire dans les Vosges, ministre de l'Intérieur, sénateur, président du Sénat, grand officier de la Légion d'honneur, comte de l'Empire, membre de l'Académie française, il termina sa vie dans les souff-

frances physiques et morales. Un seul fils lui restait de ses quatre mariages, dont l'un finit lamentablement (1).

François de Neufchâteau rendit de grands services à l'agriculture. Sur ce sujet, il écrivit de très nombreux ouvrages, adressa, étant ministre de l'Intérieur, de pressantes circulaires, fit des discours, rédigea des rapports. Il n'avait cependant pas abandonné les lettres : il s'intéressa grandement aux efforts de Pierre Didot pour éditer une collection des Classiques français ; il voulut y collaborer et donna deux opuscules : *l'Esprit de Corneille* et la *Dissertation sur le point de savoir si Lesage est l'auteur de Gil Blas*, qu'il n'oublia pas d'offrir à l'Académie de Dijon, dont il était depuis longtemps le doyen ; il y avait, en effet, plus de soixante-deux ans qu'il comptait parmi ses membres quand il mourut le 9 janvier 1828.

L'abbé Boullemier eut une vie peut-être plus laborieuse encore, mais moins accidentée et moins brillante que celle de François de Neufchâteau. Pourtant, il commença par embrasser la carrière des armes et servit en Bohême pendant la campagne de 1742. A 19 ans, il était revenu à Dijon. Sa vie studieuse commençait ; elle devait se continuer jusqu'à ses derniers jours. Le droit, les langues anciennes, les mathématiques furent d'abord l'objet de ses soins. « Dès l'an 1748, à peine âgé de vingt-trois ans, il avait déjà fait et transcrit ses *Eléments de géométrie* qui forment un gros volume orné de figures dessinées très proprement » (2).

Charles Boullemier naquit à Dijon le 12 novembre 1725. Tout jeune, il fut accueilli dans la maison Fevret. On lui donna le prénom de Fevret de Saint-Mesmin, petit-fils de Charles Fevret, auteur du *Traité de l'abus*, conseiller au

(1) M. Daniel Mornet, dans *les Origines intell. de la Rév. fr.*, p. 215, écrit : « Il reste des âmes assez dociles pour tenir le théâtre pour un péché grave et le métier de comédien pour un crime. On peut même préciser sur ce point la très bonne étude de Mlle Moffat... Mlle Margarete M. Moffat rappelle que François de Neufchâteau, poète de talent et avocat, fut rayé de l'ordre en 1771 parce qu'il avait épousé la très sage nièce de l'illustre comédien Fréville et sa jeune femme en mourut de chagrin. »

(2) *Eloge de l'abbé Boullemier*, par Baudot, Dijon, Vve Frantin, an XII, 5

Bibl. de D. ——— lu à la séance publique du 3 fructidor an XI. 2674-4498

V. sur cette séance la notice publiée chez Frantin, an XII, et le *Journal de la Côte-d'Or*, nos 67 et 69, 5 et 10 fructidor an XI.

Parlement de Metz et qui mourut le 21 août 1733, âgé de quatre-vingt-un ans, laissant des écrits qui représentaient trois cents volumes in-4°. Le petit-fils de Fevret de Saint-Mesmin fut Charles-Marie Fevret de Fontette, né et mort à Dijon (14 avril 1710-16 février 1772), conseiller au Parlement de Bourgogne, vingt-cinquième conseiller, troisième directeur de l'Académie en 1753, académicien honoraire le 11 février 1757, chancelier en 1762 (1), membre associé de l'Académie des Inscriptions en 1771 (2). Fevret de Fontette voulut « faire un cabinet d'histoire de France ». Le catalogue, de plus de 12.000 articles fut dressé par Boullemier. L'infatigable travailleur proposa ensuite à Fevret de Fontette de donner une nouvelle édition de la *Bibliothèque historique de la France*, du P. Lelong (3). Pendant trois années, Boullemier rédigea et classa « les notes bibliographiques et critiques destinées à faire connaître non seulement les ouvrages indiqués par le P. Lelong, mais tout ce qu'il avait omis et tout ce qui avait paru depuis la publication de son livre : en sorte que les matériaux de la nouvelle *Bibliothèque historique* se trouvèrent tout disposés dès 1763 et 1764 ». Il ne faut pas oublier de dire que Fevret de Fontette donna beaucoup de sa peine et de son temps à cet énorme travail (4). Le premier volume parut en 1768, le second en 1769 ; le troisième annonce la mort de Fevret de Fontette, il fut publié en 1772 par un des collaborateurs de Fevret : Barbeau de la Bruyère ; le quatrième volume vit le jour en 1775 ; il contenait deux éloges de Fevret, l'un par Perret (5), l'autre par le secrétaire de l'Académie des Inscriptions, Dupuy. Le cinquième (1778) donne les Tables (6).

(1) Milsand, pp. 320, 321 et 377.

(2) Des Marches, p. 47 ; Muteau et Garnier, t. I, pp. 338 et 339 ; Ruffey, passim, et particulièrement note 34, éd. Lange, pp. 101 et 102 et note de cette page ; *Mercure dijonnais*, éd. Dumay, pp. 138 et 144 ; Girault, p. 299 ; ms. 1009.

(3) V. Deberre, *la Vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle*, p. 168.

(4) V. Foisset, *le Président de Brosse*, pp. 509 à 512. V. aussi la correspondance de Fevret de Fontette relative à la *Bibl. hist. de la Fr.* (1758-1771), ms. 1464, 348 feuillets, Bibl. de D.

(5) V. ms. 917, Bibl. de D. : « Recueil de pièces historiques concernant surtout la Bourgogne », et l'éloge de Fevret de Fontette par Perret (1772). Cet éloge fut lu à la séance publique de l'Acad. du 13 décembre 1772.

(6) V. le ms. 62, Bibl. de D. C'est la vaste correspondance échangée à propos de cette nouvelle édition de la *Bibliothèque historique*.

Lacurne de Sainte-Palaye désirait vivement que Boullemier fût son collaborateur et restât à Paris. « Ce savant alla jusqu'à envoyer son valet de chambre pour faire les plus pressantes sollicitations et les plus brillantes offres à M. Boullemier ; il demanda que les chevaux de poste, qui étaient tout prêts, fussent dételés. M. Boullemier, très sensible à ces témoignages de confiance, mais qui préférerait la vie paisible de la province au tracas de la capitale, monta en voiture et partit » (1).

La numismatique, l'histoire naturelle furent également étudiées avec soin par Boullemier, mais c'est l'histoire — et l'histoire locale principalement — ainsi que l'explication des monuments de l'antiquité et du moyen âge qui tinrent la plus grande place dans ses préoccupations (2).

Bibliothécaire de la bibliothèque publique de Dijon, Boullemier était un « ecclésiastique de mœurs fort douces, qui, avec un esprit médiocre, ne manquait pas de connaissances... M. de Ruffey jugea que l'association de M. Boullemier pouvait être très avantageuse pour l'Académie, tant à cause de ses connaissances particulières que par la communication des livres de la Bibliothèque publique qu'il serait en état de faire aux académiciens travailleurs... » (3). Boullemier fut nommé associé le 10 juillet 1767 et pensionnaire le 31 janvier 1772 (4).

Depuis 1754, Boullemier était chapelain de l'église de la Madeleine. « Lorsqu'il perdit en 1790 la ressource de

(1) Ms. 1009, Bibl. de D. — Lacurne de Sainte-Palaye, né à Auxerre le 6 juin 1697, mort à Paris le 1^{er} mars 1781, « connu depuis longtemps par ses savantes recherches sur notre histoire et notre langue, qui lui ont mérité une place dans l'Académie des Belles-lettres et depuis dans l'Académie française, fut flatté de joindre à ses titres littéraires celui d'académicien de la capitale de sa patrie, dont ses occupations multipliées l'ont empêché jusqu'ici de faire usage ». Ruffey, *Notes pour servir...*, note 69, éd. Lange, p. 125. On sait que c'est par l'intermédiaire de Ruffey que Lacurne de Sainte-Palaye fut nommé académicien honoraire non résidant le 19 juin 1761 (non le 11 juin, comme l'indique Milsand, p. 387). V. aussi Girault, p. 509 ; Muteau et Garnier, t. II, pp. 8 et 9 ; Courtépée, *Descript. du duché de Bourgogne*, t. IV, p. 344.

(2) V. ms. 938, Bibl. de D. : « Œuvres Historiques et archéologiques de l'abbé Boullemier », (387 feuillets) ; ms. 940 : « Œuvres de l'abbé Boullemier ; folio 253 : Rapports présentés à l'Acad. de D. sur différents mémoires historiques et archéologiques », (301 feuillets) ; ms. 1030 : « Notices historiques », (178 pages) ; ms. 877 : « Noëls, satires et lanturlus dijonnais », (219 pages).

(3) Ruffey, *Notes pour servir...*, note 184, éd. Lange, p. 184. V. aussi pp. 102 et 178.

(4) Milsand, p. 363. Boullemier fit 26 communications à l'Académie.

cette prébende, ce savant se trouva très gêné et fut obligé de vendre une partie de sa bibliothèque dont il ne se réserva que l'usage » (1).

Boullemier mourut à Dijon le lundi 21 germinal an XII (11 avril 1803), âgé de 77 ans et cinq mois.

François Pasumot est né et mort à Beaune (30 avril 1733-10 octobre 1804). « Ingénieur-géographe, antiquaire, minéralogiste, professeur de physique et de mathématiques au collège d'Auxerre, et secrétaire de la société des sciences et belles-lettres de cette ville, puis précepteur dans une maison particulière; membre fondateur à la Révolution de la société libre et littéraire de philosophie chrétienne établie par Grégoire, Ogier et Camus; enfin, sous-chef au bureau des plans et cartes de la marine » (2). Pasumot est l'auteur de nombreux ouvrages. Les savants auxerrois Lebœuf et Lacurne de Sainte-Palaye ayant fait des fouilles très intéressantes dans leur ville natale, Pasumot, pris d'émulation, se livra avec ardeur à la recherche des détails de la géographie ancienne et étudia les monuments de l'antiquité et du moyen âge. Ses premiers mémoires parurent dans le *Mercur de France* et dans le *Journal de Verdun*. « Il eut la gloire de rectifier l'opinion de M le comte de Caylus sur le retranchement gaulois appelé le camps des Alleux, près d'Avallon, que ce savant avait regardé comme un ouvrage des Romains » (3). Les résultats de ses recherches furent publiés sous le titre : *Mémoires géographiques sur quelques antiquités de la Gaule* (4). Il était l'auteur de six ouvrages déjà édités quand il en présenta un septième en manuscrit à l'Académie de Dijon, dans l'espoir d'être associé. « L'ouvrage envoyé était un nouveau projet pour le canal de Bourgogne, où l'auteur, s'écartant des principes reçus, proposait de se servir pour la navigation du lit de la rivière de Cure. Ce mémoire, péchant contre la possibilité et la vraisemblance, fut rejeté malgré la protection de M. Gelot... Ayant depuis présenté un très bon ouvrage sur les anciens volcans de l'Auvergne

(1) Girault, pp. 459 et 460. Sur Boullemier, v. aussi Deberre, *la Vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle*, pp. 186, 187, 188.

(2) Muteau et Garnier, t. II, pp. 384-389 et v. également mss. 1009 et 2064, p. 379, Bibl. de D.

(3) Ms. 1080, § 5, Bibl. de D.

(4) 1 vol. in-12, 1765.

et sur les matières qu'ils ont produites, l'Académie prit de lui une opinion plus favorable et répara en le recevant associé, le désagrément du refus qu'il avait essuyé » (1).

« ... Ses derniers travaux furent consacrés à la religion chrétienne... Il composait un traité : *Des preuves du christianisme*, lorsque la mort le surprit dans un voyage qu'il avait fait dans sa patrie » (2).

L'abbé Bertrand entra à l'Académie en qualité d'associé le 23 janvier 1783. Il était né à Autun, probablement en 1753 (3) et mourut en avril 1792 (4). Professeur de physique au collège des Godrans, c'était « un homme de beaucoup d'esprit, rempli de connaissances » (5). Il accompagna Guyton de Morveau dans la première ascension en aérostat qui ait eu lieu à Dijon. Son ouvrage : *Considérations physiques et astronomiques sur les étoiles fixes* (6) et divers mémoires sur l'astronomie attirèrent l'attention des savants, de Lalande (7) en particulier, et le firent choisir pour participer à l'expédition conduite par Joseph d'Entrecasteaux, qui partait à la recherche de Lapérouse. L'abbé Bertrand tomba malade dès son arrivée au Cap ; il tint cependant à gravir la montagne de la Table pour en déterminer la hauteur, fit une chute, dont il mourut (8).

Jean-Baptiste Volfius, né et mort à Dijon (7 avril 1734-8 février 1822) fut nommé associé le 23 décembre 1784 (9).

(1) Ruffey, note 179, éd. Lange, p. 182. François Pasumot fut agréé le 23 juin 1769 (Milsand, p. 400). Il fit 16 communications à l'Académie.

(2) Girault, *Essais sur Dijon*, p. 511. V. ms. 979, Bibl. de D. : « Œuvres diverses de M. Pasumot, géographe et antiquaire beauinois », 152 feuillets.

(3) Dumay, dans la note 2, p. 311 de son édition du *Mercure dijonnais*, indique l'année 1753, Milsand aussi, p. 360, tandis que Muteau et Garnier disent : « vers 1755 » ; la Grande Encyclopédie imprime : 1755. Bertrand fit 7 communications à l'Académie.

(4) Au Cap de Bonne-Espérance, dit la Grande Encyclopédie ; à Dijon assurent Dumay et Milsand.

(5) Ms. 1766, Bibl. de D.

(6) Dijon, 1786, in-8.

(7) Le Français de Lalande, qui était originaire de Bourg, faisait partie de l'Académie de Dijon : il avait été nommé correspondant le 12 décembre 1760 et honoraire non résidant le 21 novembre 1766 (cf. Milsand, p. 388).

(8) La Grande Encyclopédie situe sa mort trois mois après la chute, tandis que le ms. 1766 (dont l'auteur est, comme nous l'avons dit, Henri Vienne) donne cette vague indication : « mourut la même année », celle de l'expédition. V. aussi sur l'abbé Bertrand, ms. 2061, p. 411.

(9) Milsand, p. 414. Volfius fit 3 communications à l'Académie.

Elève, puis professeur au collège des Godrans, Volfius fut bientôt connu pour son éloquence et son érudition. C'est lui qui, le 16 février 1766, prononça l'oraison funèbre du dauphin « en latin fort clair, mais peu académique. Son discours fut cependant assez goûté » (1). Volfius adopta avec enthousiasme les principes révolutionnaires et, le 13 mars 1791, les électeurs du département le nommaient évêque de la Côte-d'Or « à la grande satisfaction des patriotes », tandis que « les antagonistes de la Révolution » le couvraient d'injures, « tant en prose qu'en méchants vers » (2). Lors du Concordat, il se démit de son siège, et, en 1816, âgé de 82 ans, pressé par les prêtres anticonstitutionnels, il adressa au pape une rétractation solennelle de sa conduite passée (3). « La modération de l'évêque constitutionnel et bientôt la notoriété de son repentir, la dignité de sa vie privée et aussi le prestige du talent oratoire et de l'érudition lui valurent de conserver l'estime des plus intransigeants d'entre ses adversaires naturels » (4). Il avait 88 ans quand la mort vint le prendre.

Voici encore un abbé : c'est Claude Courtépée, le principal auteur de la *Description générale et particulière du duché de Bourgogne*. Né à Saulieu le 23 janvier 1721, mort à Dijon le 11 avril 1781, bachelier en droit, vicaire à Meursault, puis curé de Grésigny, village près d'Alise-Sainte-Reine, enfin sous-principal du collège de Dijon (5), Courtépée a passé sa vie à étudier l'histoire des villes et villages de la Bourgogne et même des provinces voisines. En 1760, il avait commencé d'écrire la relation de ses petits voyages, mais, à ce moment, il ne pensait pas à la *Description* (6). Ce n'est que dix ans plus tard qu'il en

(1) *Mercure dijonnais*, éd. Dumay, p. 191.

(2) Ms. 1766. Bibl. de D.

(3) Muteau et Garnier, t. III, p. 314.

(4) Jacques Laurent, Commentaires sur des *Fragments de la correspondance de Volfius*..., pp. CLVII à CLXVII, *Mémoires de l'Acad. de D.*, 1910-1913. Cette édition est précédée d'un portrait de Volfius. Les fragments publiés se composent de cinq lettres et occupent quinze feuillets ms. 1754, Bibl. de D. V. aussi sur Volfius, ms. 2065, p. 941.

(5) « M. Merceret, curé de Saint-Nicolas, fut nommé principal du collège, et M. Courtépée, curé de Grésigny, fut nommé sous-principal. » *Mercure dijonnais*, septembre 1763, éd. Dumay, p. 175.

(6) M. Oursel le prouve dans sa belle étude sur les « Voyages en Bourgogne » de Courtépée. *Mém. de l'Acad. de D.*, 1903-1904, pp. 67 à 175; v. p. 68.

concevra le projet (1). L'ouvrage compta sept volumes. Le premier parut en 1775, le dernier en 1785, quatre ans après la mort de Courtépée (2). Antoine Garreau avait publié en 1717 une *Description du gouvernement de Bourgogne suivant ses principales divisions temporelles, ecclésiastiques, militaires et civiles, avec un abrégé de l'histoire de la province et une description particulière de chaque pays, villes et bourgs qui en dépendent* (3). Le titre est long, mais suggestif. Courtépée voulut refaire le travail de Garreau qui n'était qu'une sèche nomenclature. Avant Courtépée, Michault (4), qui fut secrétaire de l'Académie de 1762 à 1764, avait compris qu'il fallait compléter l'ouvrage de Garreau et il était parvenu à rassembler une copieuse documentation que la mort l'empêcha d'utiliser. Courtépée réalisa le projet de Michault. Son livre « renferme l'histoire sommaire des principaux lieux de cette province célèbre et la notice de tout ce qu'il a été possible de découvrir même sur les villages, les monuments de l'antiquité, les événements mémorables des temps anciens, l'analyse des principaux actes du moyen âge, la description de l'état actuel des lieux, et nombre de particularités tant naturelles que commerciales qui peuvent intéresser toutes les classes de lecteurs » (5).

En 1777, Courtépée avait publié une *Histoire abrégée du duché de Bourgogne* (6). « Ce livre est tellement clair, écrit Baudot, l'auteur du ms. 1.080, et les faits qu'il contient sont choisis avec tant d'intelligence que le véritable amateur de l'histoire de Bourgogne voudrait en conserver dans sa mémoire toutes les pages sans en excepter une seule. » Le bureau du collège, auquel Courtépée appartenait depuis le 30 septembre 1763, décida que l'*Histoire abrégée* ferait partie des ouvrages qu'il convenait de met-

(1) V. *Projet d'une description historique et topographique du duché de Bourgogne*, Dijon, 1772.

(2) L'édition usuelle est celle de 1847-1848, en 4 vol. in-8. C'est celle dont nous nous sommes servi, et nos références se rapportent toutes à cette édition.

(3) Dijon 1717, in-8. Nouvelle édit., considérablement augmentée, Dijon, 1734, in-8.

(4) Guyton de Morveau a prononcé l'éloge de Michault dans la séance publique du 18 décembre 1774. Reg. acad., t. VII. V. aussi *Mercur de France*, avril 1775, 2^e vol., pp. 165-176.

(5) Ms. 1080, § 9, Bibl. de D.

(6) Dijon, Causse, 1777, in-12.

tre entre les mains des élèves. Il voulut aussi concourir aux frais d'impression de la *Description* et versa 35 louis d'or.

L'accueil que l'Académie et le public réservèrent aux ouvrages de Courtépée ne fut pas du tout celui qu'avait fait le bureau du collège. D'abord, le caractère de Courtépée paraissait à beaucoup fort bizarre. « Pendant les courses qu'il avait faites pour recueillir des matériaux et vérifier quelques-uns des articles de son livre, continue Baudot, il n'avait pas toujours échappé au ridicule, et on citait de lui des expressions assez peu mesurées, des anecdotes un peu trop facétieuses que son mérite littéraire n'a pu faire oublier. Du reste, il était essentiellement religieux et laissait connaître avec naïveté cette opinion, soit dans le particulier, soit en public, ce qui formait une très mauvaise recommandation pour la renommée, à une époque où l'incrédulité religieuse était depuis longtemps en possession d'accompagner et même souvent de remplacer l'esprit, les talents et la philosophie... » (1). Ensuite, des fautes qu'il était bien difficile d'éviter dans une entreprise aussi vaste que la *Description*, formée de matériaux recueillis de toutes parts, répandaient sur l'ouvrage entier la défaveur « et même quelque chose qui ressemblait au mépris ». Enfin, le nom seul de l'auteur fit naître le sourire sur les lèvres de certains qui, sans peut-être avoir lu le livre, exprimaient de grands doutes sur la véracité des faits avancés.

Il faut parler ici de ce curieux homme qu'a été Béguillet, d'abord parce qu'il s'efforça tant qu'il put de frayer avec l'Académie, comme nous allons le voir ; ensuite, parce qu'il est inséparable de Courtépée quand on parle de la *Description du duché de Bourgogne* ; enfin, parce que, s'il ne posa jamais nettement sa candidature, il eut une très grande envie de faire partie de la fondation Pouffier. Craignait-il un refus ? C'est possible. C'est même probable. Car si des critiques sévères étaient adressées à Courtépée, elles tenaient surtout à ce que l'abbé avait publié en « société » avec Béguillet les deux premiers tomes de la *Description*. C'est que le notaire Edme Béguil-

(1) Sur l'incrédulité religieuse à cette époque, v. D. Mornet, *Orig. intell. de la Rév. fr.*, pp. 293 sqq, 429 et 430.

let ne jouissait point de l'estime publique. Ruffey dit que Béguillet « à force de vouloir raffiner et de s'alambiquer l'esprit, parvient à embrouiller et à obscurcir les choses les plus simples et les plus claires... » (1) ; Boullemier et Baudot soutiennent qu'il avait une assez mauvaise réputation littéraire et scientifique (2). Courtépée, de son côté, l'accusait de paresse. Béguillet a cependant beaucoup produit, et « la diversité de ses connaissances lui avait mérité les titres de correspondant des Académies royales des sciences et des belles-lettres, de membre honoraire de l'Institut de Bologne et des Arcades de Rome » (3). Nul n'est prophète en son pays. C'est peut-être vrai pour Béguillet. Il ne sut que faire pour s'attirer la bienveillance de l'Académie. Il lui offre, bien entendu, ses ouvrages au fur et à mesure qu'ils paraissent. Dès 1768, il lui envoie un mémoire latin intitulé : *De principiis vegetationis et de causis triplicis culturae in Burgundia usae receptae disquisitionis physica*, qu'il désire lui dédier. Ce mémoire, assurait Béguillet, avait été composé pour concourir au prix de 1768. Ayant su, par l'indiscrétion de ses amis, que son nom était connu, et voyant qu'il ne pourrait être admis au concours, il prenait le parti de présenter son mémoire avant que ce concours fût ouvert, « mais seulement dans l'intention de donner à l'Académie une preuve de son empressement à seconder ses vues et de mériter au moins ses suffrages, dès qu'il est forcé de renoncer à la palme qui avait d'abord fait l'objet de ses vœux ». Une partie du mémoire est lue et Gelot et l'abbé Picardet sont chargés d'en faire un rapport (4). Le 1^{er} juillet 1768, les rapporteurs disent qu'après avoir lu le travail « avec la plus grande attention, ils ont reconnu que l'auteur a exposé avec beaucoup de sagacité et d'érudition les principes de la végétation ; que les conséquences qu'il en a déduites leur ont paru justes, et que cette dissertation, qui n'est

(1) *Notes pour servir...*, note 153, éd. Lange, p. 172.

(2) *Les Affiches de Bourgogne* — qui sont nées le mardi 2 janvier 1776 — attaquent Béguillet dès le 5 mars, l'accusent de plagiat, dénoncent son mauvais style, à propos du *Traité de la connaissance générale des grains et de la mouture par économie*.

(3) *Description du duché de Bourgogne*, note p. 770, t. IV. Appendice.

(4) Séance du 18 mars 1768. Reg. acad., t. IV.

qu'une partie d'un très grand ouvrage, sera fort utile ». Gelot et l'abbé Picardet ajoutent : « Nous croyons conséquemment que l'offre de dédier cet ouvrage à l'Académie que fait M. Béguillet ne peut qu'être agréable à la Compagnie. » L'Académie agréa la dédicace (1). Un bon point était donné à Béguillet qui avait eu le temps, avant l'expiration des délais — le 1^{er} avril — de présenter deux autres mémoires pour concourir au prix. Quand il apprend qu'aucun mémoire ne sera couronné, il se fait connaître et réclame ses deux manuscrits (les numéros 2 et 4 ; cinq pièces avaient été envoyées) que l'Académie lui remet. Il revient à la charge le 24 février 1769 (2), puis le 9 juin (3) en envoyant une dissertation, dont l'Académie ne lit que le premier paragraphe, et que Béguillet redemande, puis un discours « sur l'origine des notaires et des offices réunis et sur le plan du projet d'union concerté par la communauté des notaires ». L'on sait que Béguillet était notaire. Le 13 novembre de la même année, il écrit à Maret que le ministère désirait voir une classe d'agriculture dans chaque académie de province. Comme il est déjà l'auteur du mémoire latin dédié à l'Académie, d'un autre *sur les avantages de la mouture économique et du commerce des farines en détail*, d'un *Manuel du meunier et du charpentier de moulins*, il a sûrement l'espoir — qu'il n'exprime pas — de trouver place dans cette classe. Mais l'Académie répondit qu'elle attendrait que le ministère eût fait connaître plus directement ses intentions, et que cette classe existait déjà de fait puisque plusieurs des académiciens s'occupaient de diverses questions relatives à l'agriculture. Dans la même lettre, Béguillet disait encore que « le ministère faisait travailler à la minéralogie du Royaume », et qu'il désirait que l'Académie lui indiquât le résultat des recherches entreprises par les académiciens. La compagnie répond que, « toujours disposée à prouver son zèle, elle attend que le ministère la mette dans le cas de se livrer au travail nécessaire pour remplir ses intentions, et saisira avec empressement les occasions qu'il lui fournira de les seconder » (4). Béguillet ne désespère pas. Dès

(1) La *Dissertation* fut publiée en 1769, in-8.

(2) Reg. acad., t. V.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

que son mémoire sur la mouture économique est imprimé, il en offre un exemplaire à l'Académie (1). Il laisse passer un temps avant de recommencer ses courbettes. Sans doute est-il très occupé par la confection et l'impression de son ouvrage, intitulé : *OËnologie, ou discours sur la meilleure méthode de faire le vin et cultiver la vigne* (2). Quoi qu'il en soit, les Registres de l'Académie ne portent aucune trace d'une démarche quelconque de Béguillet pendant toute l'année 1770. Mais nous trouvons, à la date du 19 juillet 1771, une note indiquant que Béguillet avait apporté à Maret, pour les présenter à l'Académie, des épis de seigle ergotés pris aux environs de Pouilly. Il joignait un mémoire où il décrivait l'ergot, en expliquait l'origine, indiquait les maladies que son usage a occasionnées et disait les précautions que, sur les représentations de l'Académie des sciences, la Cour ordonna de prendre en 1706 et 1709 pour prévenir les maux auxquels le seigle ergoté expose le public (3). Le 7 août 1772, Guyton de Morveau dit que Béguillet priait l'Académie de nommer des commissaires pour examiner différentes dissertations qu'il a composées et qui doivent être insérées dans une nouvelle édition de la *Description de la province de Bourgogne*. La société charge Guyton de Morveau de répondre à Béguillet que n'étant pas le seul auteur de cette *Description*, et que ceux qui sont associés à son travail ne réclamant point l'examen de la compagnie, il ne lui était pas possible de nommer des commissaires ; ensuite, que cet ouvrage, par sa nature, ne pouvait être soumis au jugement et à l'approbation d'un corps littéraire. Le 16 mars 1775, Maret présente de la part de Béguillet une brochure qui a pour titre : *Discours sur la mouture économique*. L'Académie, « sensible à la politesse de cet auteur », chargea Maret de lui faire ses remerciements. L'abbé Picardet, l'un des trois rapporteurs qui avaient rendu compte du discours de Béguillet, en fait, le 30 mars, une analyse très détaillée. Trois parties le composent : la première fait l'histoire du blé ; la deuxième décrit les différents

(1) Le 15 décembre 1769. *Ibid.*

(2) Publié en 1770, in-12.

(3) Reg. acad., t. VI. Béguillet publiera une *Dissertation sur l'ergot ou blé cornu*, 1771, in-4.

moulins ; la troisième traite de l'art de la meunerie. « Cette partie est la seule, dit l'abbé Picardet, qui ait un rapport direct avec le titre de l'ouvrage. » Béguillet y établit les avantages de la mouture économique sur celle que l'on pratique en Bourgogne. Picardet fait remarquer que les deux premières parties sont non seulement hors du sujet, mais qu'elles sont encore remplies de détails absolument étrangers aux matières qui y sont traitées, que l'auteur y affecte une érudition fastueuse et se perd dans les étymologies multipliées et souvent singulières. Le commissaire ne pense pas que la troisième partie puisse faire plus d'honneur à son auteur, et, par l'examen critique des preuves apportées par Béguillet en faveur de la mouture économique, Picardet prouve que cette mouture ne mérite pas la préférence sur la mouture ordinaire. Il termine son rapport en disant que « le parti le plus honnête qu'à son gré l'Académie pouvait prendre au sujet de cet ouvrage est de garder absolument le silence sur l'impression qu'en a fait la lecture » (1). Le 24 mai suivant, Béguillet et Courtépée offraient à la compagnie le premier volume de la *Description*. Malgré le silence hostile de l'Académie, Béguillet ne veut pas encore croire que tout est perdu, et, au fur à mesure de la publication de ses écrits, il continue d'en offrir un exemplaire à la vieille dame toujours récalcitrante. Il s'en alla mourir à Paris en mai 1786.

Courtépée, lui, à force de persévérance, arriva à ses fins. Il frappe à la porte, pour la première fois, le 24 mai 1775 et continue ses travaux d'approche dès le 17 juin. Ce jour-là, en effet, Maret présente le dessin d'une petite statue de bronze trouvée au milieu d'un champ, près d'Arnay-le-Duc, en déracinant un très vieux et très gros chêne, et dit que le dessin de cette statue et les détails sur l'endroit où elle a été trouvée lui ont été donnés par Courtépée pour les communiquer à l'Académie (2). Le 2 janvier 1777, Courtépée offre « un fucus ou varech marin de la plus belle espèce et parfaitement desséché » (3). Enfin, près de cinq ans après sa première démarche, il va voir

(1) Reg. acad., t. VII.

(2) Reg. acad., t. VIII.

(3) *Ibid.*

son rêve réalisé. En effet, le 2 mars 1780, l'abbé Fabarel « a représenté que M. l'abbé Courtépée, désirant depuis longtemps d'être associé à l'Académie et s'étant fait un devoir de lui offrir un exemplaire de tous ses ouvrages, il présumait que la compagnie pouvait satisfaire au désir de cet homme de lettres. Que si son histoire topographique de la province n'offrait pas un ouvrage exempt de défauts, le genre de cet ouvrage rendait ces défauts excusables, et que tout y annonçait un écrivain laborieux dont le travail et les recherches pouvaient être très utiles à l'Académie » (1). A la séance suivante, le 9 mars, Courtépée entra à l'Académie comme associé. Il était temps. Un an après, il mourait (2). L'abbé Courtépée parvint cependant à faire « cinq lectures, outre celle d'un *Précis historique sur la Ligue en Bourgogne...* » (3).

Bien qu'il ne vînt que fort rarement aux séances académiques, François Devosge doit trouver place parmi les membres les plus représentatifs de la fondation Pouffier. En effet, s'il fréquenta fort peu l'Académie, son influence fut très grande à Dijon et en Bourgogne à cause de sa place de professeur et son titre de créateur de l'Ecole de dessin, des nombreux élèves — dont quelques-uns devinrent célèbres — qu'il forma, et même des tableaux et des dessins qu'il exécuta. Au reste, l'Académie fut la première à lui pardonner ses absences, car « l'on a peine à concevoir, assurera son biographe Fremiet-Monnier, comment il a pu trouver le temps d'instruire environ deux cents élèves, de faire la plupart des dessins de tous les genres qu'il leur donnait à copier, de s'occuper des divers projets dont MM. les Elus le chargeaient, et de se ménager encore les moyens de développer particulièrement ses talents

(1) Reg. acad., t. X.

(2) « Le 11 avril 1781, M. Courtépée, prêtre, sous-principal, préfet du collège de Dijon, mourut d'une fluxion de poitrine... Il était nouvellement reçu à l'Académie, honneur qu'il avait fort ambitionné. » *Merc. dijonnais*, éd. Dumay, pp. 289, 290. Sur Courtépée, v. ms. 2061, p. 1289, et *Journal de la Côte-d'Or*, 21 février 1811. La Bibl. de D. possède, sous les nos 1041, 1166, 1168, des mss. de Courtépée.

(3) Ms. 1080, § 8. Bibl. de D. Ces lectures, qui se rapportent toutes à la *Descript. du duché de Bourg.*, ont eu lieu les 15 juin, 13 juillet, 28 décembre 1780, 22 février et 22 mars 1781. Cf. Reg. acad., t. XI. Sur Courtépée et Béguillet, v. Girault, *Essais sur Dijon*, pp. 452 et 453 ; Deberre, *la Vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle*, pp. 191 à 215 ; M. Bouchard, *De l'humanisme à l'encyclopédie*, pp. 745 à 773.

dans les nombreuses et belles compositions qu'il a produites » (1).

Né à Gray le 25 janvier 1732, il appartenait à une famille de sculpteurs. Son aïeul, son père, son oncle avaient exercé leur art à Gray, et, dans cette ville, ainsi qu'à Dôle et à Besançon, plusieurs monuments publics sont leur œuvre. Dès l'âge de quatorze ans, François commença à sculpter. Il peignait aussi, et c'est à lui qu'on dut les vingt-quatre médaillons, qui ont été détruits, décorant le cloître des carmes déchaussés de Gray. Il fit également une nativité de Jésus-Christ et une présentation de la Vierge qui furent placées dans l'église paroissiale de sa ville natale.

Devosge partit pour Paris où il travailla pendant trois ans sous la direction du dernier des Coustou, Guillaume. C'était le sculpteur lyonnais Perrache qui l'y avait placé.

Atteint de la cataracte, Devosge dut abandonner ses travaux. « Mal soigné... par M. Hoin qui lui fit perdre un œil, dit le féroce Ruffey ; l'autre fut guéri à Paris par Daviel... » (2). Forcé de quitter la sculpture, Devosge décida de se livrer exclusivement à la peinture. Il fréquenta l'atelier de J.-B. Deshayé, puis demeura pendant trois ans chez M. de La Marche, ancien premier président du Parlement de Bourgogne qui voulait faire paraître, avec de nombreuses estampes, une histoire de la législation française. Devosge continua de peindre, tout en faisant les dessins que lui commandait M. de La Marche. Voltaire, de son côté, aurait voulu qu'il fût son collaborateur pour son Commentaire sur les tragédies de Corneille. « Des raisons d'économie, dit Fremiet-Monnier, déterminèrent les frères Crammer à ne point employer les dessins de M. Devosge que M. de Voltaire leur avait remis, et ceux de Gravelot furent préférés » (3).

(1) *Eloge de M. Devosge*, par Fremiet-Monnier, lu dans la séance du 8 avril 1813. Imprimé à Dijon, chez Frantin, 1813, 113 pages. Acad.

de D., —, note 49.

(2) Ruffey, *Notes pour servir...*, note 187, éd. Lange, p. 186. Hoin prononça l'éloge de Daviel — qui était correspondant de l'Acad. de D. depuis le 10 août 1756, cf. Milsand, p. 371 — à la séance publique du 14 août 1763. Sur cette séance, v. *Merc. de Fr.*, janv. 1764. Premier volume, pp. 101-108.

(3) V. *Lettres de Voltaire à Devosge*, éd. Beuchot.

Lorsqu'il eut quitté M. de la Marche, Devosge continua de peindre avec acharnement. Revenu à Dijon, il créa l'école de dessin. C'est là sa plus belle œuvre. Nous l'examinerons ailleurs (1). Elle est en effet, pour une part, la création de la fondation Pouffier, parce que sans certains académiciens, Devosge n'aurait pu mener sa tâche à bien. Le fondateur de l'école de dessin fut nommé associé le 8 janvier 1768 et vétérans le 22 avril 1779 (2). Il mourut à Dijon le 22 décembre 1811. Son fils, Anatole (13 janvier 1770-8 décembre 1850), devint directeur de l'école des beaux-arts de Dijon. L'Académie le compta parmi ses membres le 11 mars 1806.

c) *Autres académiciens honoraires.*

Nous savons que deux des trois chefs de l'Académie furent des honoraires : Richard de Ruffey et Guyton de Morveau. D'autres, élevés aussi à l'honorariat, jouèrent un rôle plus ou moins actif dans la fondation Pouffier. Parmi eux, il convient de mettre au premier rang : le président de Brosses, Legouz de Gerland et Fabarel.

Charles de Brosses a été très loin de tenir à Dijon la place que remplit Bouhier, et son influence dans l'Académie fut fort mince eu égard à celle de Maret et de Guyton de Morveau. Malgré ses dons remarquables, sa science (3), ses écrits, sa naissance, ses liens de famille, de Brosses ne dirigea rien, pas plus dans la société Ruffey que dans la fondation Pouffier. Ici, après Ruffey, seuls Maret et de Morveau présidèrent aux destinées de la compagnie sans qu'une part même minime de réelle autorité

(1) V. notre deuxième partie, ch. II, § 2 : les arts.

(2) Milsand fait erreur en indiquant la date du 8 juin 1768, pour sa nomination d'associé, cf., p. 373. Sur François Devosge, v. aussi, ms. 2062, pp. 241 sqq. Bibl. de D.; *Merc. dijonnais*, éd. Dumay, p. 323; Girault, pp. 464, 466; *François Devosge...*, par Marcelle Imperiali, Dijon, 1927. Cette belle étude, qui forme le fascicule 3, nouvelle série, de la « Révolution en Côte-d'Or. Publication du Comité départemental pour l'étude de l'histoire économique de la Révolution française », nous fournira de très utiles renseignements, quand nous examinerons la fondation et la marche de l'école de dessin.

(3) Frantin, académicien du XIX^e siècle, écrira dans son rapport sur l'ouvrage de Foisset : *le Président de Brosses* : « La variété des talents du président de Brosses est dans la littérature un phénomène remarquable. Parmi les hommes éminents, nul n'a été doué d'une plus singulière souplesse de génie, d'une plus grande étendue de connaissances historiques, artistiques, philologiques. » *Mém. de l'Acad. de D.*, 1839-1842, pp. 157 sqq.

lui eût été réservée. Et, nous l'avons vu, si on le nomma chancelier, ce fut bien moins pour l'écouter que pour faire pièce à Ruffey.

Afin donc de ne point nous jeter hors de notre sujet, il convient que nous ne parlions de l'auteur de l'*Histoire du VII^e siècle de la République romaine* que dans la mesure où l'Académie en a parlé, c'est-à-dire assez peu. Nous verrons plus loin les lectures faites aux séances par de Brosset.

Né à Dijon le 17 juin 1709, il avait cinquante-deux ans quand il fut nommé à une place d'honneur (6 mars 1761). Lorsque la compagnie apprit sa mort survenue à Paris (1), elle décida que son secrétaire perpétuel prononcerait son éloge. Maret le fit à la séance publique du 21 décembre 1777 (2). Il montra de Brosset se faisant estimer par son intégrité et son « patriotisme », répandant l'agrément dans la société par son aménité, par son enjouement, par sa bienfaisance, par la douceur et la bonté de son caractère. Nous avons un son de cloche bien différent en lisant la *Correspondance de Voltaire et du président de Brosset* (3). Richard de Ruffey écrira les lignes suivantes : « ...son assurance, sa vanité, sa pétulance, son étourderie, son inconséquence amusent, intéressent et contribuent à le faire aimer et rechercher par tous ceux qui le connaissent. Son jugement n'égale pas, à beaucoup près, son esprit ; il a manqué de tête en plusieurs occasions... » (4).

« Il s'est élevé, dit encore Maret, par l'étude des langues, de la métaphysique, de l'histoire, de la géographie, etc., à un degré de connaissances qui en a fait un amateur éclairé des beaux-arts, un antiquaire pénétrant et circonspect, un historien éloquent et fidèle, un politique philo-

(1) « Le 8 mai (1777), M. de Brosset, premier président du Parlement, mourut à Paris d'une fluxion de poitrine, âgé de soixante-huit ans. C'était un homme d'esprit et grand littérateur ; il était de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et sollicitait une place à l'Académie française ; il n'était en place que depuis deux ans au plus, et, comme il était plutôt homme de lettres que magistrat, il a été peu regretté du barreau. » *Merc. dij.*, éd. Lumay, p. 279. Les *Affiches de Bourgogne* publièrent dans leur n° du 27 mai 1777 des stances de Baillot sur la mort du président de Brosset.

(2) *Reg. acad.*, t. IX.

(3) Publiée par Th. Foisset en 1836. V. pp. 156, 166, 222.

(4) *Notes pour servir...*, note 72, éd. Lange, p. 131.

sophe, un critique judicieux et un métaphysicien profond. Les qualités de son esprit étaient donc aussi distinguées, aussi estimables que celles de son cœur. »

Et Maret termine ainsi : « La postérité... le comptera parmi les bienfaiteurs de l'humanité, prononcera son nom avec le respect qu'inspire la mémoire des hommes de génie. Associera-t-elle son buste à ceux des compatriotes célèbres qui décorent ce salon ? Nous oserions l'assurer, si nos cœurs encore émus de la perte de cet académicien ne nous avertissaient d'être en garde contre l'affection que nous lui portions. C'est au public, qui pour M. de Brosses est déjà la postérité, à prononcer en cette occasion, à décider si l'érudition qui laisse au génie tout son feu, qui même en augmente l'activité, qui s'exerce sur des sujets utiles à tous les hommes, qui met en nos mains le fil nécessaire pour parcourir avec sûreté le labyrinthe de toutes les sciences ne donne pas des droits à cette espèce d'immortalité. »

Nous avons vu que le buste du président de Brosses fut mis dans la galerie des grands hommes de la Bourgogne (1).

« On dit d'un sublime orateur, c'est un Bossuet ; d'un critique éclairé, d'un littérateur profond, c'est un Sau-maise ; j'aime à croire que pour un homme bienfaisant, un excellent citoyen, on dira désormais : c'est un Legouz. » Voilà en quels termes Maret parle de Bénigne Legouz de Gerland (2). Il était né le 17 novembre 1695 et mourut le 17 mars 1774 (3). Fils de Charles Legouz-Morin, seigneur de Godan, maître de la garde-robe de la Dauphine, et de Constance de Cirey, fille de Jean-Baptiste Bénigne de Cirey, seigneur de Magny et de Gerland, Bénigne Legouz fut le dernier des seigneurs de Gurgy et de

(1) Sur de Brosses, v. Th. Foisset, *le Président de Brosses*; les ouvrages d'Y. Bezaud; M. Bouchard, *De l'humanisme à l'encyclopédie* (particulièrement pp. 648 à 735); ms. 2061, pp. 75 sqq. Bibl. de D.; le *Merc. dij.*, éd. Dumay, pp. 236, 237, 238, 255, 256, 269, 279, 280; Girault, *Essais sur Dijon*, pp. 300 et 301; Muteau et Garnier, t. I, pp. 140-142; et, bien entendu, Ruffey, *Hist. secrète et Notes pour servir...*, surtout pp. 131 et 132, éd. Lange.

(2) *Eloge de M. Legouz de Gerland*, par Maret. Lu dans la séance publique du 14 août 1774, Causse, 1774 (Acad. de D., 147-15085).

(3) V. son acte de décès, reg. de Saint-Médard, 1774.

Gerland. Il institua pour son héritier son parent Benigne Legouz de Saint-Seine (1).

Il parlait le latin avec élégance, l'italien avec facilité, savait assez d'anglais pour se faire entendre et le traduisait avec exactitude. C'est qu'après avoir fait de bonnes études au collège de Clermont, il avait voyagé en Angleterre, puis en Italie où, en compagnie du futur président de Migieux (2), il alla retrouver Charles de Brosses parti de Dijon le 30 mai 1739 avec son parent Germain-Anne Loppin de Montmort (3) et les deux frères Lacurne (4). A son retour d'Italie, Legouz acquit la charge de grand bailli d'épée du Dijonnais. Riche et bien né, il se passionna pour les arts et les sciences et leur consacra la plus grande partie de son temps. Dans une note de l'Eloge de Legouz, Maret écrit : « Il ne faudrait que jeter les yeux sur les listes des académies pour se convaincre que la naissance et la fortune ne font plus méconnaître le prix des sciences et des lettres. On voit aujourd'hui des personnes de la plus haute distinction et dont l'opulence peut seconder les désirs, se livrer par goût à la culture des lettres, à l'étude des sciences, même les plus abstraites et à la pratique des arts. Une révolution si favorable aux progrès des connaissances utiles sera une des plus brillantes époques de l'histoire de l'esprit humain. Les noms du prince de Beauvau, des ducs de Nivernais et de Chaulne, des comtes de Lauraguais, des marquis de Courtanvaut, de Condorcet, etc. reçoivent un nouvel éclat des talents distingués de ceux qui les portent, et la Bourgogne se glorifie de compter parmi les savants qui l'honorent MM. le chevalier de Jaucourt, le comte de Buffon, le marquis de Courtivron,

(1) Cf. A. Cornereau et H. Chabeuf : *L'Hommage à Legouz de Gerland de Claude Hoin, Mém. de l'Acad. de D.*, 1901-1902. L'étude sur Legouz est de Cornereau, celle sur Cl. Hoin est de Chabeuf. Nous examinerons celle-ci dans notre deuxième partie : Les arts.

(2) Le président de Migieux (1723-1788), qui ne fit pas partie de l'Académie, est l'auteur d'un recueil des sceaux gothiques (Paris, 1779, in-4). V. Girault, p. 199.

(3) Loppin de Montmort (1708-1767), conseiller le 26 novembre 1731, président au Parlement le 21 février 1752, mathématicien, honoraire de l'Acad. de D., le 6 août 1740 (Milsand, p. 392). De Brosses l'appelait « ami intime des lignes droites ». V. Foisset, *le Président de Br.*, p. 39, et Ruffey, *Notes pour servir...*, notes 12 et 13, éd. Lange, pp. 87 et 88.

(4) Edmond et Jean de Lacurne, frères jumeaux, nés à Auxerre le 6 juin 1697. Edmond fut un grand amateur de musique. Jean est Lacurne de Sainte-Palaye.

le comte de Milly, etc. » Legouz de Gerland, nommé honoraire le 16 juillet 1762 (1), ne cessa de faire des dons à l'Académie. Parmi les plus importants sont : le terrain nécessaire à l'établissement du jardin botanique (2), le riche cabinet d'histoire naturelle (3) que Legouz avait formé au cours de ses voyages, les bustes des grands hommes de Bourgogne, sa contribution à la fondation de l'école de dessin (4). Aussi, sans attendre la mort de son grand bienfaiteur, la compagnie voulut posséder son portrait et le demanda à Devosge. On chercha l'inscription qu'on devait placer au bas. Plusieurs furent proposées ; aucune ne plut tout à fait ; on la voulait parfaite. On pria Voltaire, qui était lié d'amitié avec Legouz, d'en rédiger une. Il l'envoya sans tarder ; mais on jugea trop vague le vers latin qu'il proposa : *Musarum amicus index patronus fuit* (5).

Dans son *Eloge de Legouz de Gerland*, Maret dit encore : « Aux avantages que donnent la naissance et la fortune, M. Legouz réunissait tous ceux que la nature accorde aux personnes qu'elle favorise le plus. Il avait une taille riche, svelte, élégante : les traits de son visage grands et bien prononcés formaient un ensemble agréable, il portait la tête haute, et l'air majestueux que lui donnait cette attitude était tempéré par un coup d'œil tendre qui annonçait la bonté du cœur ; son abord prévenait en sa faveur ; ses manières étaient nobles et aisées ; rien n'égalait sa politesse et son enjouement. Parlait-il ? La vivacité de ses expressions, un ton de voix flatteur captivaient l'oreille attentive ; des inflexions bien entendues, des gestes pittoresques et vrais animaient sa conversation, y répandaient cette variété, ces grâces toujours sûres de plaire. D'autant plus indulgent qu'il avait moins besoin d'indulgence, il ne jugea jamais les hommes avec la sévérité de l'amour-propre ; ses prétentions ne choquèrent

(1) Milsand, p. 391.

(2) V. le 2^e ch. de notre III^e partie.

(3) Le cabinet consistait en plantes marines, en madrépores et madréporites, en dépouilles d'animaux, en minéraux, en pétrifications, en coquilles précieuses et surtout en une grande collection de poissons. Ce don, fait le 30 juin 1764, a été considérablement enrichi à plusieurs reprises par Legouz.

(4) V. notre II^e partie : Les arts.

(5) V. séance du 26 mars 1773, Reg. acad., t. VI.

celles de personne, et la politesse qui le distinguait était l'expression naturelle de la bonté de son cœur. Une conversation enjouée ou sérieuse, légère ou savante, des saillies vives, mais sans malignité, une critique juste, mais modérée, une attention scrupuleuse à prévenir tout le monde, à n'humilier personne, un empressement marqué à obliger, des manières franches et nobles, des procédés généreux et magnifiques, voilà ce qui caractérisait M. Legouz. Il se mettait sans contrainte au ton de toutes les sociétés ; avec lui, toutes les femmes se croyaient aimables, tous les hommes se trouvaient spirituels. »

En cette séance publique du 14 août 1774, Baillet lut des stances sur la mort de Legouz où il disait notamment :

Ainsi d'un feu sacré brûlant pour sa patrie,
 Sans cesse autour de lui Legouz porte la vie ;
 Des arts il est l'appui :
 A leurs savants travaux se consacrant lui-même,
 Son cœur puise sa joie et son bonheur suprême
 Dans le bonheur d'autrui.

Richard de Ruffey jette, lui aussi, des roses sur le tombeau de Legouz de Gerland, mais les épines ne manquent pas. S'il a possédé « les qualités les plus grandes et les plus essentielles », car il fut « bon chrétien, bon ami, bon parent et bon maître », s'il eut « de la vivacité et de l'agrément dans l'esprit et de la noblesse dans les sentiments », « son bon cœur, peut-être l'envie de briller et de mieux faire que les autres, le rendait généreux jusqu'à la prodigalité ». Et, « né naturellement gâté et volontaire, le commerce des femmes avait achevé de le gâter entièrement ; accoutumé à les dominer avec tyrannie, il voulait étendre son empire sur tous ceux qui l'approchaient et souffrait impatiemment la plus légère contradiction... M. de Ruffey s'était déterminé à ne le contredire en rien. Pénétrant tout le parti qu'on pouvait tirer d'un aussi bon patriote pour l'avantage de l'Académie, il réussit à lui faire accepter une place d'honoraire... » Et encore ceci : Legouz « avait le défaut d'être peu réservé dans ses propos, surtout devant les femmes ; il en avait encore un plus grand, celui de parler trop librement de la religion », ce que Ruffey ne pouvait souffrir (1).

(1) *Notes pour servir...*, note 90, éd. Lange, p. 142 et 143.

A la séance du jeudi 2 mai 1793 (1), le directoire du district ayant arrêté de faire transférer au jardin botanique le cénotaphe de Bénigne Legouz qui avait été élevé dans une chapelle de la Commanderie de la Madeleine (2), l'Académie charge l'ingénieur Antoine de se concerter avec Devosge pour prendre toutes les mesures nécessaires à la conservation, au transport et à la mise en place du monument. En cette même séance : « Sur ce qu'il a été remarqué que l'inscription placée sur ce monument contenait plusieurs expressions qui rappelaient les abus de l'ancien régime, il avait été arrêté qu'à cette longue et fameuse inscription dictée par la vanité de l'héritier et écrite en latin, on substituerait ces mots : A Bénigne Legouz, fondateur du jardin botanique. L'Académie de Dijon. »

La translation des cendres de Legouz au jardin botanique se fit le 30 prairial an VIII. Ce fut une très imposante cérémonie. Le programme comportait douze articles. Chaussier, Volfius, le médecin Vallot, professeur de botanique, firent des discours (3).

L'abbé Fabarel a été, nous l'avons vu, l'un des six premiers académiciens honoraires, les autres étant Buffon, Loppin, Lantin de Damerey, Taphinon et Derepas. Mais, depuis 1741, à la suite de la grave querelle qui mit aux prises directeurs et pensionnaires, Fabarel et Loppin épousèrent le parti de ces derniers. Loppin ne revint jamais. Fabarel s'abstint pendant trente-cinq ans. Puis, le 12 janvier 1775, le 21 mars et le 8 juin 1776, il fait des dons pour le cabinet d'histoire naturelle. L'Académie lui dit qu'elle serait heureuse de le voir reprendre sa place. Le 5 décembre suivant, il offre « une magnifique hermine empaillée et renfermée dans une caisse de verre », et, précédé de tous ces cadeaux, il opère sa rentrée à la séance publique du 22 décembre ; à partir du 30 janvier 1777, nous constatons sa présence fréquente (4).

(1) Reg. acad., t. XV.

(2) Girault, *Essais sur Dijon*, p. 478. V. aussi sur Legouz de Gerland, pp. 54, 63, 199, 341, 464, 501. Egalement ms. 2063, p. 777 ; Courtépée, *Description...*, t. II, p. 48 : Legouz de Gerland « a mérité, par ses bienfaits, d'être nommé l'amî de la patrie », écrit Courtépée.

(3) Milsand publie les détails de cette cérémonie, pp. 340 à 353.

(4) V. Reg. acad., t. VII et VIII.

Ruffey trace de Fabarel ce terrible portrait : « M. l'abbé Fabarel est l'homme le moins propre pour l'état ecclésiastique ; sans mœurs et sans honneur, il a passé la plus grande partie de sa vie dans la débauche et dans l'intrigue. Son esprit ne peut rester tranquille : il n'est rien dont il ne cherche à se mêler ; il oblige l'un et dessert l'autre ; fait sa cour aux dépens d'autrui. Aussi dange-reux ami qu'ennemi, il sait s'introduire par souplesse dans les familles ; mais bientôt il y règne en tyran, y souffle le feu et la discorde, et finit par se faire chasser quand il a fait tout le mal dont il est capable... Il a fait un voyage en Italie avec M. le président de la Marche, qui le connaît et le méprise, mais qui ne peut s'en passer... » (1).

L'auteur de l'*Histoire secrète* dira encore : « Si M. l'abbé Fabarel avait repris son rang à l'Académie, il aurait été le plus ancien des honoraires, qu'il aurait prétendu présider, ce qui paraissait peu convenable... » (2). Et Fabarel ayant « repris son rang à l'Académie » présida des séances, ce dont personne ne se plaignit, bien au contraire. Car Fabarel enrichit l'Académie non seulement de dons multipliés, mais encore d'une recrue de première grandeur. Nous pouvons peut-être employer ce terme, parce que Fabarel s'occupait d'astronomie, comptait parmi ses relations de grands ingénieurs et astronomes (3), et que la recrue qu'il amena à l'Académie fut un très célèbre astronome. A la séance du 17 juin 1786, il fait part d'une lettre que lui a adressée de Zach, membre de la société royale de Londres (4), dans laquelle ce savant lui annonce des découvertes faites en astronomie par Herschel et lui apprend le désir que manifeste Herschel d'appartenir à l'Académie de Dijon. Aussitôt, et à l'unanimité, Herschel est nommé académicien honoraire (5).

L'ironie des choses envers les jugements de Ruffey va croissant. En effet, le 10 août suivant, Ruffey demande à

(1) *Notes pour servir...*, note 14, éd. Lange, p. 89.

(2) *Ibid.*, note 137, éd. Lange, p. 164.

(3) V. ms. 452, Bibl. de D. « Lettres adressées à M. Fabarel, grand chantre de la cathédrale de Dijon, par MM. Jeurat, Cassini, Lepaute, Bertrand et Charité, 1783-1786 », 43 feuillets.

(4) De Zach avait été nommé académicien honoraire le 9 décembre 1784. Cf. Milsand, p. 415.

(5) Cf. Milsand, p. 384.

l'Académie de lire des vers sur la mort de Voltaire à la séance publique du 20 août. On prend connaissance de la poésie. Puis, l'abbé Fabarel ayant proposé de délibérer sur la demande de Ruffey, l'Académie accorde la permission. A la séance de rentrée du 16 novembre 1786, Fabarel, président de la séance, prononce un discours où il prêche l'union, et, le 18 janvier 1787, en l'absence de Fabarel malade, Ruffey préside l'assemblée !

**

Les membres de l'Académie dijonnaise ressemblent à la fois à l'avocat parisien Barbier et à l'avocat de Vierzon Béchereau que M. Mornet nous a présentés dans les *Origines intellectuelles de la Révolution française*. Ils sont, en grande majorité, très pieux et fort timorés en politique. Ils craignent pour leur argent, pour leur tranquillité, pour la paix bourgeoise. Si Barbier, « sans être le plus souvent l'ami de Voltaire... est l'ennemi de ses ennemis », les académiciens de Dijon ont nommé Voltaire à une place d'honoraire et, par la plume de Richard de Ruffey et du Dr Maret, l'assurent de leur admiration respectueuse. Ils ne doivent point employer leur temps d'autre façon que Béchereau et ceux de son rang. « Entre une classe, un office, une procession, une plaidoirie, des petits bourgeois se livrent... aux douceurs de l'art et de l'esprit. » Béchereau « est sans doute l'image de presque tous les petits bourgeois de province, vers le milieu du siècle. Mais il témoigne, en même temps, que ces petits bourgeois ne restent plus enfermés dans leurs affaires, leurs vendanges, leurs confréries, leur paroissien et leur vie des saints. Béchereau est curieux d'érudition, comme le président de Brosses, comme Bouhier, comme toutes les générations de la bourgeoisie cultivée depuis un siècle ».

Il est sûr que les académiciens se sont évadés en imagination de la vie étroite qui est celle de presque tous les membres de la fondation Pouffier. Il est probable que Guyton de Morveau et Navier, pour ne prendre qu'eux, lisent comme ce clerc de procureur qui se nomme Danton les œuvres de Diderot et de Rousseau, ainsi que l'*Encyclopédie*, car, « à Dijon, il y a, en 1768, soixante exemplaires de l'*Encyclopédie* » ; font comme Buzot qui « lit Plu-

tarque avec délices, c'est-à-dire qu'il se nourrit de vertus « civiques » et « républicaines ». Enfin, il est possible qu'ils ont dans leur bibliothèque, comme Vergniaud, la *Philosophie de la nature* de Delisle de Sales et le *Catéchisme du curé Meslier* (1).

*
**

Nous avons parlé des académiciens qui dirigèrent la société et de ceux qui, par leurs travaux, leur générosité ou leur assiduité aux séances, illustrèrent, défendirent, fortifièrent, enrichirent la fondation Pouffier. Bien d'autres noms apparaîtront quand nous examinerons les lectures faites et les mémoires déposés à l'Académie, mais ceux qui les portèrent eurent une influence moindre ou nulle sur les destinées de la compagnie — ce qui ne signifie point que leurs talents furent inférieurs ou inexistantes : les occupations ou l'éloignement ne leur permirent pas de participer, comme ils l'auraient désiré peut-être, à la vie intime de l'Académie. Tous, cependant, ou presque tous, lui donnèrent des marques réitérées d'attachement. C'est Piron, qui lui fait hommage de plusieurs pièces de vers avant qu'elles ne paraissent, qui lui offre un très bel exemplaire de la première édition de ses œuvres (2) orné de cette dédicace imprimée : « A Messieurs de l'Académie de Dijon, de la part de leur très humble et très respectueux serviteur et admirateur, Piron » (3). C'est Buffon, le grand homme de la Bourgogne, qui, nous l'avons vu, entreprend d'actives démarches au moment de la naissance de la société, qui, tout au long de sa vie, lui offre ses ouvrages, se met à sa disposition. Sa mort bouleverse l'Académie, dont il faisait partie depuis quarante-huit ans. A la séance du 24 avril 1788 (4), l'abbé Fabarel, qui préside, « a proposé de délibérer sur le genre d'éloge que la compagnie doit décerner à M. de Buffon que la mort vient d'enlever

(1) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, pp. 65, 66, 187, 188, 415, 153, 416.

(2) Paris, Duchesne, 1758, 3 vol., in-12.

(3) V. sur Piron, Girault, pp. 490 à 498; et *Eloge de M. Piron, lu à la séance publique de l'Acad. de D., du 23 décembre 1773, par M. Perret, avocat, secrétaire perpétuel pour la partie des belles-lettres*. Imprimé à Dijon, chez L.-N. Frantin, 1774, in-8 (48 pages); v. aussi, *Journal de Dijon et de la Côte-d'Or* 2 juillet 1823.

(4) Reg. acad., t. XV; v. aussi, ms. 2061, p. 699.

aux sciences et à l'Académie. Les voix prises, il a été arrêté unanimement que le juste tribut d'éloges que rendront à la mémoire de M. de Buffon les compagnies célèbres auxquelles il appartenait ne peut dispenser l'Académie de décerner un éloge *ex professo* au plus illustre de ses membres, dont les écrits sublimes ont particulièrement honoré la Bourgogne où il a reçu la naissance ». Le projet de l'Académie n'a pas été réalisé.

Par contre, la compagnie entendit les éloges de Pierre Daubenton, maire de Montbard et subdélégué de l'intendant, et de Gueneau de Montbeillard (1).

C'est le Dr Maret qui fit l'éloge de Pierre Daubenton dans la séance publique du 22 décembre 1776 (2). Il dira notamment : « M. Daubenton, rapproché de M. le comte de Buffon par des circonstances heureuses, avait éprouvé les influences vivifiantes de l'exemple le plus attrayant. La ville qu'il habitait est souvent le séjour de cet illustre naturaliste : c'est là que, contemplant, étudiant la nature, le Pliny français vient lui arracher ses secrets, et se plait à annoncer ses découvertes à ceux qu'il croit dignes de les connaître et de les apprécier. M. Daubenton était un de ces mortels heureux. Les flots de lumière que répandait la conversation de M. de Buffon pénétrant son âme, lui inspirèrent l'amour de l'histoire naturelle. Tous les moments qu'il put dérober aux fonctions des places importantes qu'on lui avait confiées furent consacrés à l'étude de la botanique. » Pierre Daubenton est l'auteur de plusieurs articles de l'*Encyclopédie* où il a étudié la nature d'une grande quantité d'arbres et d'arbustes, et les soins qu'exige leur culture. « La province, dont il a multiplié les ressources en y naturalisant des arbres étrangers très précieux, dit encore Maret, le comptera toujours parmi ceux de nos compatriotes qui ont bien mérité de leurs contemporains et de la postérité. »

(1) Pierre Daubenton fit 4 communications à l'Acad.; Gueneau de Montbeillard, 9; Louis-Jean-Marie Daubenton, frère de Pierre — qui était honoraire depuis le 19 juin 1761 — envoyait à l'Acad. le 29 juillet 1784 un mémoire « sur le premier drap de laine superfine du cru de la France ». A ce mémoire, qui avait été lu à la rentrée publique de l'Académie des sciences, le 21 avril, étaient joints un échantillon de ce drap, un autre de la laine superfine et un mémoire manuscrit sur l'amélioration des troupeaux en Bourgogne. Sur Louis-Jean-Marie, v. ms. 2062, p. 27.

(2) Reg. acad., t. VIII.

L'éloge de Gueneau de Montbeillard fut l'œuvre de l'abbé Bertrand. Il le prononça dans la séance publique du 17 décembre 1786. Gueneau de Montbeillard avait été nommé académicien honoraire le 13 août 1773. Bertrand s'arrête longuement à la *Collection académique* (1). Puis il parle de la nature et dit comment il faut l'étudier : « Toute vérité est un fait, et les faits sont indépendants de nos efforts, nous ne pouvons que les observer. » On sait, ajoute-t-il, que le prince Louis de Gonzague étant venu visiter le Pline français, s'obstinait à lui faire hommage de la description du paon qui appartient à M. de Montbeillard. M. de Buffon promit au prince de lui en faire connaître l'auteur. « Cette promesse, si flatteuse pour M. de Montbeillard, dit l'abbé Bertrand, ne tarda point à se réaliser ; et le prince, détrompé d'une erreur qu'il partageait avec toute l'Europe, ne pouvait se lasser d'admirer que la nature eût placé si près l'un de l'autre deux grands hommes, et que ces deux grands hommes fussent amis... »

Les vers que Richard de Ruffey tenait à lire sur la mort de Voltaire et qu'il lut, en effet, à la séance publique du 20 août 1786, sont ceux-ci. Il y avait probablement longtemps qu'il les gardait en portefeuille, guettant une occasion de pouvoir les déclamer devant les membres de l'Académie. L'occasion ne se présentant point, et, probablement, n'y tenant plus, il adressa la demande que nous savons, bien que plus de huit années eussent passé depuis la mort du patriarche :

Apollon rompt sa lyre et les muses gémissent,
 Le Pinde retentit de leurs cris douloureux,
 De nos fleuves les eaux se troublent et mugissent,
 Quel malheur peut causer ce désespoir affreux ?
 Ah ! c'en est fait, Voltaire a perdu la lumière.
 Ce grand homme a fini sa brillante carrière.
 La Parque a donc tranché de ses barbares mains
 Des jours si précieux au plaisir des humains.
 Vous qu'ont charmé ses vers, venez d'une tête tendre
 Honorer de vos pleurs et son nom et sa cendre.
 Dans vos cœurs qu'il revive ainsi qu'en ses écrits.
 Que l'immortalité n'en soit pas le seul prix.
 C'est l'hommage qu'on doit lui rendre.
 Puisse Apollon vengeant ses mânes glorieux
 Sur sa tombe immoler ses pâles envieux (2).

(1) Reg. acad., t. XVI.

(2) Reg. acad., t. XVI, et Poésies de Ruffey, ms. 1734-1735-1736. Bibl. de D.

Nous avons retrouvé des vers que le comte de la Touraille avait envoyés à l'Académie, sous le titre : *Építaphe de Voltaire*. On ne les inséra point dans les Registres. Ce grand seigneur voltairien aimait à rimer et rimait à tout bout de champ. Pour que son adresse soit bien remarquée, il écrit en post-scriptum : « Notez que ces rimes m'ont été données à remplir par une femme de la première distinction. »

Toujours ardente à nuire aux Vertus, aux Talents,
Contre eux, la sombre Envie, en raison de leur gloire,
Exerce sa vengeance, irrite ses serpents.
Mais, fait pour épuiser ses efforts impuissants,
Qui fut plus digne, hélas ! d'une telle Victoire
Que cet homme immortel qui repose céans ?
Ainsi donc les fureurs des Pradons renaissants
Font mieux que nos regrets triompher sa mémoire (1).

Nous rencontrerons encore le comte de la Touraille, familier du prince de Condé, qui envoya à l'Académie ou vint y lire de ses productions.

(1) Ms. arch. acad.

CHAPITRE III

L'ACADÉMIE ET LE POUVOIR

I. — Le Prince de Condé, protecteur de l'Académie

Le 19 mars 1762, présenté par Ruffey, Poncet de la Rivière, ancien évêque de Troyes, abbé commendataire de Saint-Bénigne de Dijon, était nommé membre honoraire. Il fut reçu le 26 mars (1).

C'était un homme violent, combattif et éloquent. Agé alors de 54 ou 55 ans (2), il avait dû quitter son évêché en 1758 à la suite de démêlés, qui durèrent plusieurs années, avec la justice. Il avait été aumônier du roi Stanislas, qui l'avait chassé de Lunéville (3).

« M. Poncet, écrira Ruffey, avait de l'esprit, mais il avait la tête la plus mauvaise et la plus inconséquente qu'il fût possible de trouver. Uniquement propre à composer et à débiter des discours fleuris et bien tournés (4), il a prouvé qu'il n'avait pas plus de capacité pour le gou-

(1) Son discours de réception et la réponse de Ruffey ont été imprimés à Dijon, chez Causse, 1762, in-4. Bibl. de D., n° 25617. V. Milsand, p. 403.

(2) La Grande Encyclopédie et la *France littéraire* donnent l'année 1707 comme date de sa naissance; Dumay, dans son édit. du *Mercur dijonnais*, avance celle de 1708, note 1, p. 135. Sur Poncet de la Rivière, v. aussi ms. 2064, p. 849.

(3) Poncet de la Rivière était tombé amoureux de Mme de Boufflers, maîtresse de Stanislas (v. la *Correspondance* de Voltaire, éd. Beuchot, XXII, 335; XL, 83; XLVIII, 350; LVII, 120, 144).

(4) Il est l'auteur de lettres pastorales, d'oraisons funèbres — celles-ci ont été réunies et publiées en 1760 — du *Discours prononcé le 10 septembre 1770 dans l'église des carmélites de Saint-Denis pour la prise d'habits de Mme Louise-Marie de France* (imprimé la même année). Poncet fit, à la séance publique du 9 décembre 1764, un discours où il examina s'il est à propos de louer les hommes vivants (il conclut par l'affirmative pour les talents supérieurs : « Les talents supérieurs peuvent recevoir la louange sans danger et on ne peut les en priver sans injustice. ») — Le 29 novembre 1765, il présenta des tuiles vitrifiées « dont la vitrification est l'effet du tonnerre qui tomba à Flagez le 25 août 1762 ». Le 17 janvier 1766, il offrit un groupe d'aiguilles de cristal de roche, enchâssées dans un morceau de stalaectite. A la séance publique du 18 juillet 1766, où, pour la première fois, présida le prince de Condé, il lut un discours sur la vraie grandeur.

vernement de l'Académie que pour celui du diocèse qu'il avait été forcé d'abandonner... » (1).

Il fut en effet, de 1764 à 1772, chancelier de l'Académie. C'était aussi, on le voit, un homme habile. De toutes ses incartades, l'Académie ne lui tint pas rigueur. Le roi, non plus, du reste, puisqu'il le combla de bienfaits qui ne suffirent jamais à désintéresser ses créanciers, tellement les créances étaient nombreuses et élevées. Quant au prince de Condé, il le regardait d'un bon œil. Serait-ce que son inimitié envers les parlementaires — inimitié qui devint plus tard une hostilité déclarée contre le Parlement Maupeou — le rapprochait de Poncet qui avait été longtemps et demeurait l'ennemi non seulement des jansénistes, mais du Parlement ? Quoi qu'il en soit, Condé nourrissait de la sympathie pour Poncet de la Rivière. Nous en tenons la preuve : c'est Poncet qui demanda à Condé de bien vouloir être le protecteur de l'Académie, et Condé accepta tout aussitôt. Ruffey savait cette sympathie, puisqu'il écrit : « .. M. de Ruffey lui (à Poncet) avait communiqué depuis longtemps combien il serait honorable pour cette compagnie d'avoir pour protecteur le prince de Condé ; mais en même temps, il lui avait fait sentir avec quel secret cette affaire devait être conduite, de peur d'essuyer les oppositions des directeurs, jaloux de leur rang et de leur autorité. Il profita de cet avis, et se trouvant aux Etats d'Autun (2), à portée de demander cette grâce, le prince de Condé la lui accorda » (3). C'est à la séance du vendredi 2 décembre 1763 que — Poncet n'ayant pu venir — Ruffey annonça à l'Académie l'acceptation du prince de Condé. C'est Ruffey encore qui envoya à Condé la lettre de remerciement de la compagnie. Il la lut le vendredi

(1) *Notes pour servir...*, note 73, éd. Lange, p. 133.

(2) « Le 27 (septembre 1763), on apprit à Dijon la translation des Etats dans la ville d'Autun, ce qui surprit et consterna toute la ville. On croit que Mgr le Prince de Condé, sachant qu'il était mal voulu (*sic*) du Parlement avait sollicité lui-même ce changement ; mais le fait est que les causes n'en ont jamais été bien éclaircies. » *Mercurie dijonnais*, éd. Dumay, p. 175. Sur ce sujet, voir Gabriel Dumay : *Une session des Etats généraux de Bourgogne à Autun en 1763*, Autun, Dejussieu, 1879, in-8. Vers 1760, « à Autun, les mères de famille filent encore la laine, même dans la bourgeoisie ; on fait tous les ans une pièce d'étoffe pour habiller le père, la mère et les enfants. Puis, brusquement, en 1763, à propos de la tenue des Etats de Bourgogne, c'est une rage de luxe ». D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 221.

(3) Ruffey, *Hist. secrète...*, éd. Lange, p. 61.

suisant : « Monseigneur, Votre Altesse Sérénissime, en daignant accepter le titre de protecteur de l'Académie de la première ville de son gouvernement, met le comble à nos vœux et nous engage à la plus vive reconnaissance. C'est pour satisfaire à ce devoir que notre compagnie consacre sa plume et sa voix à célébrer à jamais les actions héroïques qui vous conduisent à l'immortalité. La paix que nous devons à votre valeur, cette paix où seul vous perdez, suivant l'expression d'un grand roi, va vous donner le loisir de protéger les lettres et les sciences, et de vous intéresser à nos travaux. De quelle émulation ne doivent pas nous enflammer l'avantage de travailler sous les auspices de Votre Altesse Sérénissime et l'envie de nous rendre dignes de la grâce qu'elle daigne nous accorder ? Votre nom, Monseigneur, va créer dans notre Académie des génies et des talents, va ranimer notre zèle et notre courage, comme il animait celui des Français à la tête desquels vous avez triomphé... » (1).

A l'assemblée du jeudi 5 janvier 1764, on lit la réponse du prince : « J'ai accepté, Messieurs, avec plaisir le titre que vous avez désiré me donner de protecteur de l'Académie de Dijon. On ne peut rien de plus obligeant que ce qui accompagne les remerciements que vous m'en faites et vous ne devez pas douter que je n'y sois extrêmement sensible. Je suis charmé qu'il se soit formé dans la capitale de la Bourgogne une compagnie capable d'y faire fleurir les sciences et les belles-lettres et de contribuer à la gloire du Roi en même temps qu'elle se rendra utile à l'Etat. Je serai toujours porté à la favoriser en tout ce qui dépendra de moi et fort aise de pouvoir vous donner, Messieurs, des preuves des sentiments que j'ai pour vous. Louis-Joseph de Bourbon » (2).

Hugues Maret annonce, dans la séance publique du 12 août 1764, que le prince de Condé honore l'Académie de sa protection. « L'on sait, dit-il, que les princes éclairés ont contribué aux progrès des sciences, des belles-

(1) Reg. acad., t. II.

(2) *Ibid.* Cette lettre existe dans les arch. de l'Acad. où nous avons trouvé vingt-deux lettres signées du prince de Condé — allant du 2 janvier 1764 (c'est celle qui est lue à la séance du 5) au mois de mars 1782 — et 16 signées de Roullin, secrétaire « chargé du département du gouvernement de Bourgogne ».

lettres et des arts, en protégeant les savants, les littérateurs et les artistes. Les académies de Paris, Nancy, Pétersbourg et Berlin, doivent la célébrité qu'elles ont acquise à la protection de Louis le Grand, de Louis le Bien-Aimé, de Stanislas le Bienfaisant, de l'impératrice Catherine et de Frédéric le Grand. C'est à l'émulation excitée par les regards de ces augustes monarques que l'univers est redevable des découvertes en tout genre qui rendront à jamais fameuses ces sociétés littéraires. » Et, en terminant, Maret affirmera : « Puisque dans le sein de la paix qu'il nous a procurée par sa victoire, Condé, aussi grand par ses vertus que par sa naissance, daigne nous protéger, l'avenir peut donc se montrer à nos yeux sous un point de vue bien flatteur. Le soleil, il est vrai, ne fertilise pas également tous les terrains, mais il n'en est aucun qui ne soit fécondé par ses rayons. D'ailleurs, l'effet des premiers regards de notre auguste protecteur n'est-il pas du plus heureux présage ? » (1).

Les académies ne pouvaient se placer toutes sous la protection d'une impératrice, d'un roi ou d'un prince comme Condé. Elles choisirent les plus importants personnages nés dans la province ou y résidant. Ainsi, l'Académie de Bordeaux fut protégée par le duc de la Force, puis par le comte de Morville, ensuite par le cardinal de Polignac, enfin par le duc de Richelieu. L'Académie de Marseille eut comme protecteurs successifs, le maréchal de Villars, le duc de Villars son fils, le cardinal de Bernis (2).

Le 29 décembre 1764, Maret, au nom de l'Académie, envoie des vœux au prince pour la nouvelle année. Il écrira : le devoir de la compagnie est de « vous rendre compte des efforts que nous faisons pour mériter votre puissante protection. C'est dans cette intention que nous osons vous présenter une notice des ouvrages qui ont été lus à l'Académie pendant le cours de cette année... Vous y

(1) Reg. acad., t. II. « Cet honneur (que fit Condé à l'Académie en acceptant d'être son protecteur) acheva de détruire les préjugés désavantageux du public. D'autres suivirent : la réception de M. le marquis de la Tour du Pin, commandant en Bourgogne, et celle de M. Amelot, intendant. Ils furent reçus solennellement et l'on admira l'éloquence de leurs discours. » Ruffey, *Hist. secrète...*, éd. Lange, p. 62.

(2) J. de Gères, *Acad. de Bordeaux*, p. 10, note 2 ; L.-T. Dassy, *l'Acad. de Marseille*, p. 27.

verrez, Monseigneur, que nous avons porté nos vues sur des objets utiles. Notre zèle pour le bien public doit peut-être nous flatter d'obtenir de Votre Altesse Sérénissime l'indulgence dont nous avons besoin... » (1).

Le *Mercuré dijonnais* n'a pas consigné la protection accordée par le prince à l'Académie. Il ne dira pas un mot non plus de la venue de Condé à la séance du 18 juillet 1766. Ce fut cependant un grand jour pour la fondation Pouffier. Le Protecteur ayant fait son entrée en grand appareil, fut reçu avec tout le cérémonial possible et dut entendre un discours de Poncet de la Rivière (c'est le discours sur la vraie grandeur), une fable allégorique de Ruffey intitulée : *La Vigne et le Laurier*, le troisième chant du *Poème sur les fleurs* de Claude Picardet, et remettre la médaille à Roze, qui avait remporté le prix de 1766 (2). La fable de Ruffey était celle-ci :

Une vigne rampait sans force et sans vigueur
Plantée en un terrain fertile.
Son cep peu cultivé, souvent était stérile,
Ou portait des fruits sans saveur,
Il gémissait de paraître inutile.
Auprès d'elle, un jeune laurier
Elevait dans les airs ses branches triomphantes ;
Chéri des dieux, il offrait au guerrier
Mille couronnes florissantes.
De cette vigne il eut pitié,
Vers elle, il inclina sa tête glorieuse,
Et l'honorant d'une tendre amitié,
Lui permit d'appuyer sa tige tortueuse,
D'embrasser ses brillants rameaux,
De croître sous son ombre à l'abri des orages
Et de jouir des avantages
Que le ciel accordait à l'arbre des héros.
O prodige ! bientôt cette plante débile
De pampres verdoyants décora nos coteaux ;
Chacun d'une culture utile
Lui prêta le secours par d'assidus travaux,
Chaque année en son sein apporte l'abondance,
Augmente la valeur de ses fruits précieux
Et lui procure l'espérance
De fournir du nectar aux dieux.

(1) Projet de lettre, ms. arch. acad.

(2) V. *Mercuré de France*, novembre 1766, pp. 135-152.

ADRESSE

De la reconnaissance acceptez cet hommage,
 Prince ; de notre sort cette vigne est l'image,
 Et l'univers a décidé
 Que l'arbre des héros est l'arbre de Condé (1).

Le 11 juillet, c'est-à-dire une semaine avant la séance publique, l'Académie avait demandé à Poncet de la Rivière, qui le promit, « de prier le prince de Condé de lui faire l'honneur de présider à une séance et de lui apprendre le jour et l'heure que S. A. aura choisis » (2).

« Le 12, Mgr le prince de Condé arriva sur les huit heures et demie, par un très mauvais temps » (3). Le lendemain, qui était un dimanche, on représenta un divertissement : *le Choix des dieux ou les Fêtes de Bourgogne*, dont l'auteur était Poincnet (4). Le 16, une députation de l'Académie se rendit devant le prince, et c'est encore Poncet qui prit la parole. Son long discours se termine ainsi : « ... Quel soin n'apporterons-nous pas à recueillir ce que la renommée publiera encore de vos actions mémorables ! Heureux si l'Achille de la France fait naître parmi nous des Homères dignes de transmettre ses exploits à la postérité et d'immortaliser leurs noms avec le sien. » A quoi, le prince a répondu : « Je vois avec plaisir les travaux de l'Académie et vous pouvez l'assurer qu'elle me trouvera toujours disposé à lui donner des marques de ma protection » (5).

En cinquante vers, J.-B. Mailly, alors âgé de 22 ans, chante Condé :

.....
 Tu reviens !... O Dijon, ressens tout ton bonheur.
 Il t'est permis encore de prouver ta tendresse.
 Tu possèdes Condé. Pour toi, quel heureux jour !

(1) Reg. acad., t. III. Cette poésie a été publiée dans le premier volume des *Mémoires de l'Académie* (1769), p. 365, et se trouve pp. 141-142, ms. 1735, Poésies de Richard de Ruffey (ms. 1734, 1735, 1736), Bibl. de D.

(2) Reg. acad., t. III.

(3) *Mercure dijonnais*, éd. Dumay, p. 193.

(4) *Le Choix des dieux ou les Fêtes de Bourgogne*, divertissement en un acte, à l'occasion de l'arrivée de S. A. S. Mgr le Prince de Condé à Dijon, pour la tenue des Etats de la Province. Par M. Poincnet, de l'Académie des sciences et belles-lettres de Dijon et de celle des Arcades de Rome. Représenté à Dijon le dimanche 13 juillet 1766. Imprimé à Dijon par les ordres et aux frais de la ville chez Defay, imprimeur des Etats, de la ville et de l'Université, 1766.

(5) Ms. arch. acad.

Que de tous les beaux-arts la troupe enchanteresse
 Vienne pour ce héros embellir ton séjour.
 De plaisirs en plaisirs qu'il voltige sans cesse.
 S'ils pouvaient l'arrêter !... Du moins de ton amour
 Par les plus vifs transports peins-lui si bien l'ivresse
 Qu'il puisse en te quittant désirer son retour (1).

A plusieurs reprises, l'Académie demanda la protection effective du prince qui s'efforça toujours de lui être agréable et utile. C'est au mois d'août 1768 que, pour la première fois, la compagnie prie Condé de lui donner son soutien : « Depuis que nous avons le bonheur d'être sous la protection de Votre Altesse Sérénissime, notre honneur nous devient de plus en plus cher et nous ne cessons de faire nos efforts pour que rien ne puisse y porter atteinte. Nous osons même, Monseigneur, nous flatter de nous être conduits jusqu'à présent de façon à ne pas le compromettre. Cependant, nous nous voyons insultés dans un livre nouveau imprimé avec permission... Comme nous croyons devoir porter nos plaintes à M. de Sartine, chef de la librairie, nous prenons la liberté de supplier Votre Altesse Sérénissime d'employer son autorité pour nous faire rendre justice... » (2). Ce que fit le prince, qui en avisa l'Académie par une lettre datée de Paris, 27 septembre 1768 (3).

Les Etats de Bourgogne se réunissant tous les trois ans, Condé revint à Dijon en 1769. Il arriva le 19 novembre (4), et présida la séance académique du 26 (5).

Dès que l'Académie connut la nouvelle de la naissance du duc d'Enghien, elle s'empressa d'écrire à son protecteur : « Le ciel vient de remplir les vœux de l'Académie en donnant un fils à Monseigneur le duc de Bourbon, et cette compagnie partage la joie qu'un événement aussi intéressant inspire à la Bourgogne. Mais si la naissance de Mgr le duc d'Anguien (6) promet aux races futures le

(1) Ms. arch. acad. Ruffey écrit en tête de cette pièce : « M. Mailly, juillet 1766. Vers à S.A.S. Mgr le Prince de Condé tenant les Etats à Dijon. »

(2) Ms. arch. acad. Projet de lettre écrit par Maret. Le « livre nouveau imprimé avec permission » était le *Grand Vocabulaire français*.

(3) Ms. arch. acad.

(4) *Mercure dijonnais*, éd. Dumay, p. 208.

(5) V. Reg. acad., t. V. et *Mercure de France*, mars 1770, pp. 151-154.

(6) « Pendant les XVI^e et XVII^e siècles, on écrivait : Anguien. On reprit l'orthographe wallonne : Enghien, vers le milieu du XVIII^e siècle seulement. » Duc d'Aumale, *Histoire des Princes de Condé*, pièces et documents, p. 338. Pourtant, en 1772, nous le voyons, on écrit encore parfois Anguien.

bonheur dont la génération présente jouit sous le gouvernement de Votre Altesse Sérénissime, elle donne lieu à l'Académie d'espérer qu'elle pourra cultiver à perpétuité les sciences et les lettres sous la protection de votre auguste maison » (1). Le prince de Condé remercia par une lettre datée de Chantilly, le 23 août 1772 (2). Cette année-là, le prince ne vint point à l'Académie ; mais en 1775, il présida la séance publique du 18 mai. Il était arrivé à Dijon le 6 mai « sur les six heures du soir » (3). Pour cette séance du 18 mai, Baillot écrivit des stances, où, comme il convenait, il chantait la gloire du prince :

.....
 Pardonne, Condé, si ma lyre
 T'ose célébrer à son tour :
 Le plus jeune oiseau d'un bocage
 Fait entendre aussi son ramage
 Au lever de l'astre du jour (4).

En 1776, le prince envoie « à MM. de l'Académie plusieurs morceaux d'histoire naturelle pour leur cabinet » (5).

La première mention faite par le *Mercuré dijonnais* de la venue du prince à l'Académie est de 1778, et il l'indique on ne peut plus compendieusement. En effet, s'il s'étend sur les dîners, les soupers, les fêtes, il se bornera à noter : « le mardi 12 (12 mai 1778), le prince dîna chez M. le premier président, alla à l'Académie, à la comédie, soupa chez M. le comte d'Argenteuil... » (6). Ce fut pourtant une séance très brillante pour laquelle trois cents invitations avaient été lancées ; Désormeaux, l'historiographe de la

(1) Ms. arch. acad. Projet de lettre par Maret, non daté, mais on peut le situer au 6 août, car ce jour-là « ...à dix heures, on apprit, au bruit du canon de la ville, la naissance du duc d'Enghien... » *Mercuré dijonnais* et *Journal d'un professeur à l'Université de Dijon*, éd. Dumay, pp. 248 à 251. Pour le récit complet des fêtes données à l'occasion de la naissance du duc d'Enghien, voir l'*Almanach de la province de Bourgogne pour 1773*, p. 241. Le duc d'Enghien, fils du duc de Bourbon, était né à Chantilly le 2 août 1772.

(2) Ms. arch. acad.

(3) *Mercuré dijonnais*, éd. Dumay, p. 272.

(4) *Stances sur la séance publique de l'Acad.*, par M. Baillot, suppléant au collège. A Dijon, chez L.-N. Frantin, 1775. Bibl. de D., n° 25617. Cette pièce compte 120 vers.

(5) Ms. arch. acad. Lettre du secrétaire Roullin, datée du 17 avril 1776. Ces « morceaux d'histoire naturelle » étaient des doubles du fameux cabinet de Chantilly. V. Reg. acad., t. VIII, à la date du 18 avril 1776.

(6) *Mercuré dijonnais*, éd. Dumay, p. 282 et suiv.

maison de Bourbon, y était reçu par Dupleix de Bacquencourt ; on avait entendu Gueneau de Montbeillard et Guyton de Morveau, entre autres (1). Même note sèche pour 1781 : « Le mardi 15 (mai), le prince alla siéger à la Chambre des Comptes, où il y eut trois reprises de fief, dîna chez lui, alla à l'Académie (2), à la comédie et soupa chez M. le premier président » (3). Cependant, l'Académie recevait le prince avec tout le faste dont elle pouvait disposer. Voyons les préparatifs de cette séance du 15 mai 1781 : le 3 mai, Guyton de Morveau, chancelier, fait savoir à l'Académie que l'arrivée prochaine du prince donne à la compagnie l'occasion de montrer la part qu'elle prend à cet heureux événement et de solliciter du prince la faveur qu'il lui a déjà accordée en pareilles circonstances : celle de recevoir une députation et de présider une séance publique. Il est arrêté que, conformément à ce qui s'est passé en 1766, 1769, 1775 et 1778. Maret irait voir le secrétaire des commandements, Duchemin, pour lui demander le jour et l'heure où le prince voudrait bien recevoir la députation et qu'il en aviserait par billets les députés qui seront, comme à l'ordinaire au nombre de dix, savoir : deux officiers : le chancelier et le secrétaire perpétuel, deux honoraires, quatre pensionnaires et deux associés. Le 10 mai, Guyton de Morveau rend compte de la députation qui a été faite au prince : elle a été reçue le mardi 8 après la messe, introduite et reconduite par le secrétaire des commandements. Le chancelier a adressé au prince le discours suivant : « Monseigneur, pénétrés des sentiments d'amour et de respect dont tous les ordres de cette province s'empressent d'offrir l'hommage à Son Altesse Sérénissime, nous venons mêler nos voix aux acclamations d'allégresse que votre présence inspire. Nous venons solliciter pour l'intérêt des lettres un de ces regards de bonté dont l'Académie a déjà tant éprouvé l'heureuse impression qui l'élève dans l'opinion publique, qui l'anime à la justifier par ses efforts, qui l'associe en quelque sorte à la gloire du héros qui la protège. La vraie philosophie commande aux muses, pour le bien de l'humanité,

(1) Sur cette séance, v. *Affiches, annonces et avis divers de Bourgogne*, nos 20 et 27, 19 mai et 7 juillet 1778.

(2) Sur cette séance, voir *Journal de Nancy*, 1781, t. V. pp. 216-227.

(3) *Mercurie dijonnais*, éd. Dumay, p. 292.

d'entretenir les siècles à venir des vertus qui ont influé sur le bonheur des peuples ; qu'il est satisfaisant pour ceux qui aspirent à remplir cette tâche de ne pas devoir toute leur admiration à votre renommée ; qu'ils sont précieux pour nous, Monseigneur, ces jours où il nous est permis d'approcher de Votre Altesse Sérénissime ! Ils nous rendent témoins de ce que nous aurons à transmettre à la postérité. » A ces belles paroles, le prince a répondu : « Vous pouvez assurer la compagnie de la continuation de mes sentiments pour elle. » Puis, il a fixé au mardi 15 la séance publique qu'il présidera. A la suite de ce rapport on a réglé le cérémonial à observer dans cette séance. Il a été arrêté que, conformément à ce qui s'est passé en pareille circonstance, le prince serait reçu à la descente de son carrosse par une députation de sept académiciens à la tête desquels se mettrait un des directeurs, et reconduit par la même députation ; qu'à l'arrivée du prince dans la salle, tous seraient debout et ne s'assiéraient qu'après que le prince se serait assis ; que lui seul aurait un fauteuil et que tous les académiciens occuperaient des chaises distribuées autour du bureau et placées au second rang derrière la partie de la salle où siège le secrétaire ; que tous ceux qui liraient à la séance se lèveraient, adresseraient la parole au prince et parleraient ensuite assis (1).

Le *Mercurie dijonnais* ne s'étend pas davantage sur les visites du prince à l'Académie en 1784 et 1787. « Le 2 (août 1784), le prince entra au Palais ; MM. Daubenton et Carnot plaidèrent ; ce dernier fit un joli compliment ; le soir, le prince alla à l'Académie et distribua les prix. M. Carnot, capitaine au corps royal du génie, frère de l'avocat, reçut une médaille d'or de la main du prince, qui le gracia beaucoup » (2). Pour 1787, nous ne trouvons encore que ceci : « Lundi 26 (novembre), le prince dîna chez lui, alla à l'Académie des sciences et soupa chez M. de Montigny » (3). Dès le milieu de juillet 1784, l'arrivée du prince était saluée par des vers « présentés par les

(1) Reg. acad., t. XI.

(2) *Mercurie dijonnais*, éd. Dumay, pp. 318 sqq. Sur cette séance, voir *Affiches, annonces et avis divers de Dijon*, nos 44, 45, 46 ; 31 août, 7 et 14 septembre 1784. Pour le prix de 1784, v. le 1^{er} ch. de notre 3^e partie.

(3) *Mercurie dijonnais*, pp. 1269 sqq. ou éd. Dumay, pp. 336 sqq.

écoliers de rhétorique du collège de Dijon », dont l'auteur était Caillet qui les lut à la séance du 15 juillet :

.....
 Quel avenir brillant s'ouvre devant nos yeux !
 Ah ! s'il nous reste encore à former quelques vœux,
 Pussions-nous voir unis au fil de votre vie,
 Grand Prince, tous ces jours heureux,
 Que votre main bienfaisante et chérie
 Fait éclore sur nous et sur notre patrie !
 Pussions-nous à l'auteur de sa félicité
 Offrir de nos talents l'hommage mérité,
 Lui consacrer des chants dictés par le génie,
 Le voir sourire à nos premiers succès,
 Et nous rendre toujours dignes de ses bienfaits (1).

Des discours pleins de louanges dithyrambiques continuent d'être adressés à Condé. A la séance du 29 juillet 1784, Morveau lit le discours qu'il prononcera le lendemain devant le prince, et dans lequel il assure que « la protection des princes et des héros a toujours fait le destin des lettres, et les tableaux d'histoire nous montrent les périodes de lumière à la suite de leurs noms glorieux, comme on voit les années d'abondance annoncées par la sérénité de l'astre qui nous éclaire. Si l'Académie de cette ville peut mériter un jour d'être comptée parmi celles qui auront contribué à reculer les bornes des sciences, l'époque de ses premiers efforts heureux sera marquée par le premier regard de bonté que Votre Altesse Sérénissime a daigné tourner sur elle, et les sentiments que votre présence nous inspire révèlent à nos cœurs le secret de cette précieuse influence... » (2). Mais, lorsque Condé viendra pour la dernière fois à Dijon en qualité de gouverneur de la province de Bourgogne et qu'il présidera la séance du 26 novembre 1787, le secrétaire perpétuel Jacotot (3) se permettra, dans des phrases tout enrubannées d'éloges, de parler de la situation matérielle de la Bourgogne : « ... La gloire et la prospérité de cette province sont l'objet cons-

(1) Ms. arch. acad.

(2) Reg. acad., t. XIV.

(3) Pierre Jacotot, né et mort à Dijon (1755-1821), étudia d'abord la théologie, puis se consacra à l'enseignement. Il fut bibliothécaire de l'Ecole polytechnique (26 novembre 1794), professeur de physique, de chimie, de mathématiques et d'astronomie à l'école centrale, puis au lycée de Dijon, proviseur de ce lycée, recteur de l'Académie de 1809 à 1815. Muteau et Garnier, t. I, pp. 534-536. L'Académie le nomma associé le 16 décembre 1785, secrétaire de 1787 à 1791. Cf. Milsand, pp. 385 et 324.

tant de vos soins paternels. La nature lui a prodigué ses dons les plus précieux ; l'agriculture lui ouvre la source des vraies richesses. Mais si la main d'un gouvernement éclairé ne donne point aux eaux de cette source une pente aisée, bientôt, au lieu d'une campagne fertile et riante, on ne voit plus qu'un marais fangeux et des joncs stériles. Une triste expérience nous a convaincus de cette vérité. Nous avons vu le cultivateur gémir de la fécondité de la terre et outrager la nature en repoussant les dons. Vous avez entendu ses gémissements, Monseigneur. Vous avez attaqué le mal dans son principe en dégagant la source de l'abondance des obstacles qui arrêtaient son cours. Par vos ordres, on a ouvert des canaux, dont les différentes branches embrassant toute l'étendue de la France porteront aux mers étonnées le tribut de nos richesses. Des routes nombreuses ont été tracées sur la surface de la province, des routes qui ne seront plus arrosées des sueurs et des larmes de l'indigent. Le commerce, à la faveur d'une circulation libre et facile verra fleurir tous ses rameaux et, portant au loin le fruit de l'abondance, par un heureux retour nous rassurera contre les coups de la stérilité. Déjà, Monseigneur, cette belle perspective s'offre à vos regards. Vous jouissez du plus précieux avantage de la puissance, du bonheur de faire des heureux. Vous recueillez aussi l'hommage le plus doux : l'amour d'un peuple reconnaissant... Ainsi, votre administration glorieuse, Monseigneur, répand chaque jour un nouvel éclat sur la province, et si, dans l'histoire de l'esprit humain, on distingue les siècles de Périclès, d'Auguste et de Louis le Grand, la Bourgogne se glorifiera à jamais du siècle de Condé » (1).

Dès le 17 juillet 1789, Condé émigrerait. Les gouvernements de provinces et de villes disparaissaient. De nouvelles circonscriptions territoriales, les départements, étaient créées (2).

Un monde nouveau naissait. Le « siècle de Condé » avait pris fin... « Le dimanche 28 août 1791, on a enlevé le buste du prince de Condé de l'endroit où il était dans l'antichambre du salon des séances publiques et particu-

(1) Reg. acad., t. XVI.

(2) Décret du 22 décembre 1789 et loi du 26 février 1790.

lières de l'Académie de Dijon. Ce sont les premières personnes venues à une séance publique qui s'y tenait ce jour-là qui l'ont enlevé et mis dans le placard du secrétaire. Les volontaires qui étaient à cette séance affectaient de regarder un médaillon qui est le portrait du prince soutenu par Minerve ; il sera probablement aussi enlevé » (1). *Sic transit...*

Le prince de Condé avait tenu son rôle de protecteur de l'Académie. Il la soutint, la félicita. Il la morigéna aussi. Lorsque la très grave dispute de 1786 amène la fondation Pouffier au bord de l'abîme, il s'inquiète réellement, et, en réponse à la lettre de nouvel an que la société lui envoie le 30 décembre 1786, il dit, en même temps que son attachement à la compagnie, son irritation des troubles qui la divisent et l'affaiblissent dangereusement : « ... Le titre que l'Académie m'a donné et que j'ai toujours tâché de mériter, peut-être plus qu'elle ne croit, ne me permet pas d'être insensible à la division qui y règne et que j'ai appris par la voix publique. Je ne puis vous dissimuler, Messieurs, que j'ai lieu de craindre que, quelle que soit ma bonne volonté pour vous, la continuité des troubles qui se sont élevés entre les membres de cette société n'amène tôt ou tard son entière destruction ; mais j'espère que pendant les Etats prochains, vous me donnerez la satisfaction de voir renaître parmi vous cet esprit de sagesse, de modération et de fraternité qui sied si bien aux gens de lettres et qui les honore encore plus que leurs productions ; les animosités particulières sont au-dessous de vous ; toutes ces petites passions qui dégradent le commun des hommes ne doivent point se faire jour dans un corps qui s'est dévoué par état à les éclairer ; c'est en reprenant des sentiments si faits pour vous que vous me donnerez des moyens de vous préserver du malheur qui vous menace. Je les ferai valoir avec tout l'intérêt que je prends aux sciences, aux travaux littéraires, à votre réputation et à l'existence d'une société qui doit honorer la Bourgogne par ses exemples comme par ses lumières. Comptez, Messieurs, que je serais fort aise de donner à

(1) Ms. arch. acad.

votre compagnie des marques de mon estime » (1). Devant cette sévère réprimande, l'Académie baissa la tête et répondit : « Lorsque vous avez daigné accepter le titre de protecteur de l'Académie, Votre Altesse Sérénissime a désiré favoriser le progrès des connaissances dans une province dont la gloire et la prospérité font l'objet constant de vos soins. Le succès a répondu à vos vœux ; vos bienfaits l'avaient préparé, et Dijon a peu à désirer des avantages de la capitale. L'Académie a eu le bonheur d'être utile et de voir ses travaux lui mériter l'estime et les applaudissements de son auguste Protecteur. Elle jouit aujourd'hui d'un avantage plus précieux encore et plus honorable pour elle. Dans les fâcheuses circonstances où elle s'est trouvée, vous avez daigné, Monseigneur, la protéger avec un intérêt dont elle conservera à jamais le souvenir. Elle l'a reconnu cet intérêt si flatteur dans la lettre que Votre Altesse Sérénissime lui a fait l'honneur de lui adresser. Elle a été ouverte dans un comité assemblé pour opérer une conciliation désirée depuis longtemps ; M. le marquis de Gouvernet (2), autant par inclination que pour satisfaire aux désirs de Votre Altesse Sérénissime l'avait préparée, et l'Académie a eu enfin la satisfaction de voir réunis dans son sein les membres dont elle n'a jamais cessé d'estimer les talents et de reconnaître les services. Vous jugerez, Monseigneur, pendant les Etats prochains, des heureux effets de cette union et de la profonde reconnaissance de l'Académie par son zèle à consacrer ses travaux à l'utilité publique, à respecter les vues bienfaisantes de son Protecteur. M. le marquis de Gouvernet mettra sous les yeux de Votre Altesse Sérénissime les résolutions du comité qui ont été adoptées dans l'assemblée générale du dix de ce mois » (3).

La protection du prince de Condé n'a pas été seulement glorieuse pour l'Académie, mais encore utile. A plusieurs reprises, le prince rendit de grands services à la fondation

(1) Cette lettre, lue à la séance du 10 février 1787 (Reg. acad., t. XVI), a disparu de la liasse des archives académiques.

(2) Commandant en chef en Bourgogne et Bresse, le marquis de Gouvernet était académicien honoraire depuis le 19 juillet 1765. Cf. Milsand, p. 381.

(3) Lettre lue à la séance du 15 février 1787. Reg. acad., t. XVI.

Pouffier ; il l'a tirée du plus mauvais pas quand il la rappela sévèrement à l'ordre et lui prêcha l'union.

II. — L'Académie et la royauté

Respectueuse de l'ordre établi, soucieuse de sauvegarder son existence — car les lettres patentes ne sont point irrévocables — l'Académie, jusqu'à la veille de la Révolution, ne prononcera pas une parole, n'esquissera pas un geste qui puissent faire douter de son loyalisme. Elle est bourgeoise ; par conséquent, elle se montre toujours prudente et parfois timorée. Si ses travaux font naître un esprit nouveau, préparent un ordre de choses différent, voire hostile à celui instauré, elle ne les poursuit pas dans un but de subversion. Elle veut le bien public. Elle croit que des changements sont nécessaires. Mais elle pense que les remèdes peuvent fort bien être donnés sans violence, que les modifications indispensables remplaceront sans heurt ce qui s'est avéré inutile ou nuisible. En 1787, la dynastie capétienne aura huit cents ans. On ne doit avoir pour elle que respect et qu'amour. Et ce sont les sentiments que l'Académie nourrit et qu'elle s'empressera de montrer en toutes occasions.

Elle applaudira unanimement à un panégyrique de Louis XIV que Laserre, un académicien correspondant, lui a envoyé et qu'elle entendra le 28 décembre 1764 (1), à des vers que Mailly a écrits sur la mort du dauphin et que le secrétaire Maret lira à la séance du 10 janvier 1766 (2) ; à une chanson en vers bourguignons faite par Viennois à l'occasion de la naissance du duc d'Enghien et des fêtes qu'on a célébrées à ce moment, et lue le 24 décembre 1772 (3). Dans la séance du 14 août 1774, Hugues Maret fait l'éloge de Louis XV (4) et offre à l'Académie, le 22 décembre 1774, une médaille d'étain frappée à Strasbourg à l'occasion du passage de Louis XV dans cette ville après sa maladie de Metz. Le 17 juillet 1777, l'Académie se rendait en corps au Logis du roi pour présenter

(1) Reg. acad., t. II.

(2) Reg. acad., t. III.

(3) Reg. acad., t. VII. Cette chanson est *Lai Nativitai de Mgr l'Éducateur d'Anguain*, Eclogue par J.-B.-V. Newps (J.-B. Viennois) Dijon, chez l'imprimou du Roi, 1772.

(4) Reg. acad., t. VII.

ses hommages à S. A. R. Louis-Stanislas-Xavier, frère du roi, et Guyton de Morveau prononçait un discours profondément respectueux. Le 17 décembre 1778, Thomas Dumorey annonce que les Elus veulent célébrer par de grandes fêtes la naissance de l'Enfant de la Reine, si c'est un fils ; dit qu'ils l'ont choisi pour l'ordonnance de ces fêtes, et propose à l'Académie de se charger des « inscriptions convenables à placer pour exprimer les sentiments que cet événement inspirera à tous les bons Français ». L'Académie reçut cette proposition avec acclamation. Elle arrêta qu'au moment où l'on aura appris cette nouvelle importante, la classe des belles-lettres s'assemblera en comité pour s'occuper de cette question, et elle témoigna à Dumorey « sa sensibilité à l'attention qu'il a eue de lui fournir cette occasion de signaler son amour pour le Roi et sa reconnaissance pour MM. les Elus » (1). Ce fut une fille qui naquit : Marie-Thérèse Charlotte, Madame Royale, la future duchesse d'Angoulême.

Le 22 octobre 1781, un dauphin voyait le jour, Louis-Joseph-Xavier-François. A cette nouvelle, Dijon fut en joie. Le *Mercure dijonnais* relate les cérémonies d'actions de grâces qui eurent lieu (2). Le 15 novembre, à la séance de rentrée, Guyton de Morveau prononça le discours habituel, où il dit : « ... Dans le nombre des événements..., il en est un qui doit tenir le premier rang dans les fastes de cette année, c'est la naissance d'un prince qui assure le bonheur de nos descendants. Nous sommes Français avant d'être académiciens ou, pour mieux dire, les lumières des lettres ne peuvent que resserrer les nœuds qui attachent l'homme à sa patrie et à ses rois. Réunissons donc aujourd'hui nos vœux à ceux de toute la nation, et laissons quelques traces des sentiments que nous avons éprouvés dans une époque aussi importante à la félicité publique » (3). Puis, en cette même séance, Guyton de Morveau a proposé de délibérer sur la manière dont l'Académie témoignerait la joie que lui inspire la naissance du dauphin. Il a été arrêté qu'on illuminerait avec des lanternes la porte d'entrée de l'hôtel le jour où l'on ferait

(1) Reg. acad., t. IX.

(2) *Mercure dijonnais*, pp. 1141 sqq. ou éd. Dumay, pp. 293 sqq.

(3) Reg. acad., t. XI.

chanter le *Te deum*, et l'abbé Fabarel fut prié de s'occuper de cette illumination ; il a été décidé ensuite qu'à l'ouverture de la séance publique, le secrétaire exprimerait les sentiments dont la compagnie est pénétrée. Le 6 décembre, Claude Picardet a fait connaître des vers qu'il a écrits à l'occasion de la naissance du dauphin, et a demandé de les lire dans la séance publique, ce qui lui a été immédiatement accordé. Le 13 décembre, Baillet annonce qu'il travaille à un poème sur les fêtes que la Bourgogne se propose de donner au commencement de 1782. Le 16 décembre, eut lieu la séance publique. Maret, parlant au nom de l'Académie, a exprimé les sentiments « dont la naissance de Mgr le dauphin a pénétré nos cœurs ». Le peuple, « en se livrant à la joie que lui inspire un événement d'un aussi heureux présage, cède à l'impulsion d'une espèce d'instinct qui le maîtrise ». Il n'en va pas de même pour les hommes accoutumés à réfléchir ; en eux, « ce sentiment est l'effet d'une prévoyance éclairée par l'expérience et tel est celui qui fait partager à l'Académie la tendre émotion qu'éprouvent tous les bons Français ». La compagnie « sait que les beaux jours de la France ont commencé à luire sous le règne bienfaisant des Bourbons, qu'un monarque père de ses peuples inspire à ses enfants par ses leçons et son exemple cet amour du bonheur public qui confond les intérêts du prince avec ceux de la nation et qu'en perpétuant les descendants de l'immortel Henri IV, le ciel assure la félicité de nos contemporains et de la postérité. Des princes augustes environnant le trône nous garantissaient déjà la durée d'une maison que l'intérêt public rend si chère. Mais plus on sent le prix d'un bien, plus on redoute de le perdre. Le souvenir des funestes événements des dernières années du règne de Louis XIV fait encore frémir tous les cœurs. Le bonheur de vivre sous les lois d'un monarque vertueux nous engage à désirer que d'autres précieux rejetons de l'arbre majestueux dont l'ombrage nous met à l'abri des malheurs, viennent bientôt assurer à nos derniers neveux le sort heureux dont nous jouissons ». C'était là un langage prophétique. L'on sait, en effet, que Louis-Joseph mourut le 4 juin 1789. Un autre garçon était né entre temps, le 27 mars 1785.

La séance se poursuit par la lecture que fit Claude Picardet du poème généthliaque : *Vœux de la Bourgogne à la naissance de Mgr le Dauphin*. Le poète commence par invoquer la muse de l'histoire :

Muse, qui de la fable écartant les nuages,
Des faits de tous les temps entretiens tous les âges,
Clio, daigneras-tu pour moi tenir ouvert
Ce sommet ombragé d'un laurier toujours vert
Où le Pinde éclatant des sons de la trompette
Aux héroïques chants forme le vrai poète ?
Elève d'Erato, nourri dans ses bosquets,
Je n'ai pu célébrer que de simples objets,
Chanter que les présents de la saison première,
Sur mon front à la rose entrelacer le lierre (1).
Mais je ne sais quel Dieu m'élevant jusqu'à toi
Me presse de te suivre et m'en fait une loi.

Ce dieu est l'amour des Français pour leur roi. Dans l'enthousiasme que lui inspire cet amour, le poète voit paraître la Bourgogne qui porte ses vœux aux pieds du prince, et lui adresse la parole. Les beaux exemples que l'histoire offrira au dauphin, les leçons qu'il recevra de ses parents, fondent les espérances de la province. La naissance du dauphin est le présage du retour à la paix, et, partant, du bonheur. L'agriculture fera de grands progrès, et la muse, s'arrêtant aux effets de la meilleure culture des vignes, dit en parlant des raisins :

C'est moi qui, de leur jus allaitant son enfance,
Du jour de sa raison hâterai la naissance,
Qui, donnant à son bras la vigueur des héros,
Vais enfin de la France assurer le repos (2).

Quand l'Académie eut pris connaissance du discours prononcé le 18 février 1782 au Collège de France par un de ses membres honoraires, le conseiller d'Etat Poissonnier (3), à l'occasion de la naissance du dauphin, elle

(1) Claude Picardet était l'auteur d'un poème géorgique en six chants sur les fleurs.

(2) Sur cette séance publique du 16 décembre 1781, voir *Journal de Nancy*, 1782, t. VII, pp. 241-246 et 270-277.

(3) Pierre-Isaac Poissonnier, né à Dijon le 5 juillet 1720, mort à Paris le 22 août 1799, médecin, professeur de chimie au Collège de France, inspecteur suppléant des hôpitaux militaires, premier médecin des armées, envoyé auprès de l'impératrice de Russie comme l'un des plus habiles médecins de la France, conseiller d'Etat, inspecteur et directeur général de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie des hôpitaux dans les ports de France et dans les colonies. Il fut nommé académicien honoraire le 21 novembre 1766 ; cf. Milsand, p. 403. V. ms. 2064, p. 825 ; Girault, pp. 507 et 508 ; Muteau et Garnier, pp. 459 et 460.

proclama hautement son admiration pour cette page d'éloquence et de patriotisme. Il nous faut donc l'étudier. Elle est, au reste, fort intéressante.

Poissonnier commence par dire que le Collège de France, qui partage la joie que la naissance du dauphin inspire à tous les Français, en le chargeant de célébrer ce grand événement, n'a point borné sa mission à mêler ses accents aux acclamations publiques. « A l'aspect de ce sanctuaire des sciences et des lettres, notre zèle n'éclaterait-il que par des vœux stériles et passagers ? Non, j'oserais percer ce voile de l'avenir et vous montrer dans le lointain les hautes destinées qui attendent l'enfant de l'Etat. Je dirai que plus heureux que ses illustres ancêtres, il est né dans un temps où tous les efforts du génie et de l'esprit sont dirigés vers l'utilité générale. Je dirai qu'à l'exemple de son auguste Père, il hâtera les progrès des connaissances et favorisera, protégera de tout son pouvoir les établissements qui les perpétuent. Mais on ne sentirait pas le prix de ses bienfaits si je ne fixais un moment vos regards sur les siècles qui ont précédé le nôtre et sur ce mouvement si lent autrefois, si rapide aujourd'hui qui entraîne l'esprit humain dans la carrière de la vérité. De longs travaux ont produit de grandes découvertes qui en annoncent de plus grandes encore. Les sciences, longtemps négligées, longtemps égarées dans leur marche, ont attaqué les préjugés en tout genre et finiront par les dissiper, comme le soleil dissipe les nuages qui privent la terre d'une chaleur bienfaisante... » Poissonnier parle des siècles qui ont précédé le dix-huitième. Voici l'époque qui suivit la mort de Charlemagne : « Au milieu de ces troubles, le peuple avili par la servitude, opprimé par les grands, esclave des préjugés, tyrans plus cruels encore, devint incapable du moindre effort, et la noblesse ne connut plus que celui de la valeur. Ne faire résider l'honneur que dans un mélange bizarre de piété, de galanterie, de vertus et de vices, associer les faiblesses de l'esprit à l'élévation de l'âme, croire tout et ne rien craindre, tel fut le caractère de ces braves chevaliers qui, pour éviter de dégénérer en savants, affectèrent d'ignorer jusqu'aux premiers éléments de l'écriture ». L'auteur arrive aux temps plus proches : c'est la prise de Constantinople, l'invention

de l'imprimerie, l'influence de François I^{er} sur le développement du goût et des connaissances. « Le XVI^e siècle avait aplani la route qu'on devait parcourir dans le XVII^e. L'un et l'autre annonça dès son origine l'esprit qui devait l'animer. A la tête du premier parurent Erasme, Budé et Vatable. Au commencement du deuxième, le chancelier Bacon, Galilée et Descartes. Le triumvirat de ces génies immortels fut l'époque d'une troisième révolution dans l'empire des sciences et des lettres. Loin de s'en partager les provinces comme ces trois tyrans qui s'étaient autrefois partagé l'empire romain, il n'eut d'autre ambition que de développer à nos yeux la chaîne de toutes nos connaissances, de ramener à l'unité toutes les vérités auxquelles l'homme peut atteindre, et de multiplier les forces de l'esprit en réunissant ses efforts. » Des changements survinrent dans la manière d'écrire en vers et en prose, dans celle d'apprendre et d'instruire. Puis, Poissonnier observe que « le dernier siècle fut spécialement le siècle des sciences. Qu'illustré dans son commencement par les noms des trois grands hommes dont j'ai parlé, il le fut dans son milieu par celui de Pascal, dans sa fin par ceux de Newton, de Leibnitz et de Locke, qu'alors la lumière fut faite et dirigée vers l'utilité publique ». L'auteur cite les chefs-d'œuvre qui ont immortalisé le siècle de Louis XIV. « Ces bienfaits se sont perpétués jusqu'à nos jours. La philosophie s'est encore plus rapprochée des hommes. et vers le milieu du règne de Louis XV, vers le temps où parut *l'Esprit des lois*, elle avait déjà porté ses regards sur toutes les classes des citoyens. » L'orateur montre la bienfaisance des hommes du XVIII^e siècle, les découvertes qu'ils ont faites, leur désir de contribuer au bonheur du genre humain ; les bienfaits du roi, des ministres, des citoyens ; les dévouements, les récompenses et les honneurs accordés aux actes de courage, de charité envers les infirmes, les indigents, les gens des campagnes, les criminels même ; les progrès dans la morale, dans les arts et dans les sciences. Il reste bien des vérités à découvrir. Le temps s'en chargera et la part de bonheur sera plus grande pour ceux qui vivront sous le règne du prince qui vient de naître et sous les règnes de ses successeurs. L'orateur s'adresse au dauphin ; il lui montre toutes les vertus,

toutes les connaissances dont il sera enrichi et qui le rendront le bienfaiteur aimé de son peuple. Il n'aura qu'à suivre les exemples que lui prodiguent ses ancêtres, que lui donneront chaque jour le roi et la reine, auxquels Poissonnier décerne les plus délicats éloges, ce qui amène les applaudissements unanimes de l'Académie. Pour conclure, l'auteur, parlant dans une séance au Collège de France, comme nous le savons, dira : « O rejeton précieux de tant de rois ! vous ne dédaignerez peut-être pas un jour de venir dans le temple des muses ranimer et partager le culte qu'elles y reçoivent, et si jamais ce sanctuaire est honoré de votre présence, vous y verrez l'image de François I^{er}, son illustre fondateur, celle de Louis XV qui l'a rétabli avec tant de magnificence. C'est là qu'on élèvera la statue de votre auguste père. Cette place est destinée pour la vôtre. Mais les marbres et les bronzes ne résistent pas aux outrages du temps : les grands écrivains peuvent seuls consacrer aux grands princes une existence immortelle dans le souvenir de la postérité » (1).

L'Académie dijonnaise, composée d'hommes sérieux, instruits, laborieux, voulant sincèrement et fortement le bonheur de leurs semblables, aimant profondément la tranquillité que leurs origines et leur état mettaient plus haut que tous les autres biens, fut toujours pour le régime établi une alliée docile.

Une alliée docile, mais non point servile. On le vit bien lors de l'exil des Parlements en 1771 et en 1788.

Quand l'Académie eut appris l'exil des présidents de Brosses et de Bourbonne (2), elle en ressentit « une vive impression » et décida, conformément à l'article L des règlements, d'écrire aux deux présidents « pour leur témoigner qu'elle est bien sensible à leur absence et qu'elle fait les vœux les plus ardents pour leur retour » (3). A la séance du 29 novembre, Maret lut la réponse de de Brosses : « C'est une peine véritable pour moi, que d'être privé de la faculté d'assister aux séances de l'Académie et de ne pouvoir profiter des lumières de mes confrères. Je les supplie de croire que l'éloignement où je suis d'eux

(1) V. séance du 21 mars 1782. Reg. acad., t. XII.

(2) Sur Chartraire de Bourbonne, v. ms. 2061, p. 1005.

(3) Séance du 15 novembre 1771. Reg. acad., t. VI.

est pour moi l'une des plus fâcheuses circonstances d'un événement qui sans cela ne serait pas fort pénible dans un temps où il est heureux de n'avoir plus à se mêler des choses qui arrivent. J'y gagne un loisir que j'emploierai plus volontiers pour elle que de toute autre manière. Je voudrais seulement que ce que j'aurai à lui présenter pût répondre à la reconnaissance que j'ai pour les sentiments dont elle m'honore en cette occasion-ci, et à l'attachement respectueux que je lui ai voué » (1).

Sans craindre les suites fâcheuses que sa décision eût pu amener, le 3 janvier 1772 l'Académie élisait chancelier le président de Brosse, en même temps qu'elle choisissait Guyton de Morveau pour vice-chancelier. Elle se réjouit profondément à la nouvelle que lui apporte le 24 juillet Guyton de Morveau, à savoir : la révocation de la lettre de cachet qui tenait de Brosse éloigné de Dijon (2).

Le 12 juin 1788 (3), Guyton de Morveau, alors chancelier, ouvre la séance en disant que l'Académie savait sans doute que les membres du Parlement avaient reçu des ordres du roi les envoyant en exil ; que la compagnie étant dans l'usage de témoigner aux académiciens qui éprouvent quelque événement fâcheux la part qu'elle y prend, elle se devait d'écrire au doyen du Parlement, représentant de son fondateur et son premier directeur — c'était Villedieu de Torcy — pour lui exprimer la douleur qu'elle ressent et le vœu qu'elle forme « avec les citoyens de tous ordres pour que la vérité parvienne au trône de notre auguste monarque, et que, suivant le mouvement de sa bonté naturelle, il nous rende bientôt les magistrats intègres dont les fonctions importent à la tranquillité et au bonheur de la province ». D'une voix unanime, la compagnie approuva son chancelier et chargea Guyton de Morveau et Caillet de rédiger la lettre et de l'expédier le plus tôt possible.

« Le coup dont le Parlement vient d'être frappé — assurait l'Académie à Villedieu de Torcy — a répandu la

(1) Reg. acad., t. VI. V. Th. Foisset, *le Président de Brosse*, pp. 349 à 354.

(2) Le président de Brosse avait été exilé à Neuville-les-Dames, et Chartraire de Bourbonne à Longvic. V. *Mercurie dijonnais*, éd. Dumay, pp. 235 à 239 (Voir aussi note 1, page 236).

(3) Reg. acad., t. XV.

consternation dans tous les ordres des citoyens, mais aucun ne sent plus vivement que l'Académie les suites de cet événement funeste. Vous les avez redoutées, Monsieur, lorsqu'en gémissant vous vous éloigniez de cette ville. Ce n'est que sous le règne des lois, consacrées par les siècles et par le respect de la nation que les sociétés littéraires peuvent se livrer aux travaux qui sont le but de leur institution. Aussi, l'un des plus grands bienfaits de notre fondateur a été de nous avoir mis sous la direction immédiate des dépositaires des lois de la patrie. Il connaissait leur zèle pour le bien public, et, en confiant à leur vigilance un établissement qui n'avait point d'autre objet, il était assuré que les vues patriotiques qui l'animaient seraient parfaitement remplies. Elles l'ont été dans toute leur étendue. La protection constante dont le Parlement nous a honorés et l'intérêt qu'il a daigné prendre à nos travaux nous ont attachés à ce corps illustre par le plus doux des nœuds, celui de la reconnaissance... C'est... dans votre sein que nous déposons la douleur dont nous a pénétrés l'éloignement de votre respectable compagnie. C'est vous, Monsieur, que nous prenons à témoin des vœux ardents et unanimes que nous formons pour le retour du Parlement, pour le retour de l'ordre et du bonheur dans notre patrie... »

Le 26 juin, Guyton de Morveau faisait connaître à l'Académie la réponse de Villedieu de Torcy : « ... J'espère pouvoir, dans un temps peu éloigné, rendre compte au Parlement de l'intérêt que l'Académie a pris à un événement qui afflige tout bon citoyen... »

L'exil durait. A la séance publique du 24 août, Guyton de Morveau exprime les regrets de l'Académie de ne point voir les membres du Parlement appelés par son fondateur à la présider. « Vos regards, tournés vers les places qu'ils ont coutume d'y occuper semblent nous demander compte des vœux que nous devons former pour leur retour. Nous partageons la confiance de tous nos concitoyens que la justice et la bonté de notre auguste souverain les rendront bientôt à leurs fonctions, sans attendre l'époque à laquelle il sera permis à la nation assemblée de redemander les vrais magistrats. » Le 5 juillet, avait paru un arrêt du

Conseil du roi « concernant la convocation des Etats généraux du royaume ».

C'est le 26 septembre qu'on apprit à Dijon la rentrée du Parlement de Paris, « ce qui annonçait que celle des Parlements de province suivrait incessamment » (1). Les réjouissances commencèrent aussitôt. C'est le 5 octobre que « les lettres de cachet arrivèrent pour le rappel du Parlement ; on les attendait avec impatience et elles firent grande sensation ; le soir, la rue de Condé fut illuminée en partie, pour la quatrième fois, et on y lança beaucoup de serpenteaux et de pétards. Le 15 octobre à 9 heures du matin, rentrée de MM. du Parlement, accompagnés de la noblesse et suivis des avocats, des procureurs et d'un peuple innombrable, au son des cloches de toute la ville » (2).

Le lendemain, jeudi 16, l'Académie se trouvait réunie en assemblée extraordinaire (c'était la période des vacances) pour exprimer sa joie du « retour du Parlement rendu aux vœux de la province » et pour nommer une députation qui irait exprimer au président et au doyen du Parlement les sentiments de la compagnie. Huit académiciens : Guyton de Morveau, Claude Picardet, Boullemier, Mailly, Durande, Caillet (3), Durande fils et Jacotot (4), furent choisis (5). Lazare Carnot assistait à cette assemblée extraordinaire (6).

III. — L'Académie et la Révolution

Quelles furent les réactions de l'Académie devant la Révolution ? Nous allons suivre les manifestations de la fondation Pouffier devant le nouvel ordre de choses.

(1) *Mercure dijonnais*, p. 1296 ou éd. Dumay, p. 348.

(2) *Ibid.* V. pour le détail : *Journal de ce qui s'est passé à Dijon à l'occasion de la rentrée du Parlement, avec la description d'un char de triomphe*, dédié au Roi, Paris et Dijon, 1789, in-8. Voir aussi ms. 18210. Bibl. de D.

(3) Sur Louis Caillet, v. ms. 2061, p. 875 bis, également *Journal politique et littéraire de la Côte-d'Or*, 1^{er} novembre 1822 et *Journal de Dijon et de la Côte-d'Or*, 5 novembre 1822.

(4) Sur Pierre Jacotot, v. ms. 2063, p. 31.

(5) Reg. acad., t. XV.

(6) Lazare Carnot avait été nommé académicien non résidant le 19 août 1784. Cf. Milsand, p. 366.

Le *Mercuré dijonnais* s'arrête au commencement d'août 1789 (1). Il notera que « le mercredi 1^{er} juillet, toutes les nouvelles de Paris, annonçant la réunion des trois ordres, la majeure partie de la ville illumina, mais particulièrement MM. du Tiers-Etat, qui se flattaient d'avoir remporté une espèce de victoire sur la noblesse et sur le clergé.. Le mercredi 15 juillet, sur les deux heures après-midi, le tocsin ayant sonné sur Saint-Philibert, toute la bourgeoisie s'assembla et on peut mettre à cette époque le commencement des troubles de Dijon, qui peuvent durer longtemps. Dès le soir, on prit les armes ; M. de Gouvernet fut insulté par la canaille et les bons bourgeois eurent bien de la peine à le sauver de la fureur de quelques mutins,... le vendredi 17 juillet, bonnes nouvelles et grand triomphe du Tiers-Etat ; la Bastille prise et rasée. Le dimanche, continuation de bonnes nouvelles ; le roi entré à Paris sans gardes et accompagné des députés de la nation, à pied et sans distinction d'ordres. Le vendredi 24 juillet, le Parlement, la Chambre des comptes, la noblesse et le clergé prirent la cocarde et à la livrée près, toute la ville parut en cocarde rouge et blanche,... le jeudi 30 juillet, on fit une procession générale pour demander à Dieu la paix dans le royaume et un temps favorable aux biens de la terre... ». Les registres académiques sont muets sur tous ces points. La compagnie semble attendre. Si elle a éprouvé une grande satisfaction de la naissance du dauphin et l'a proclamée, elle demeura silencieuse devant la prise de la Bastille comme devant l'insulte subie par un de ses membres les plus puissants : le marquis de Gouvernet.

L'ère révolutionnaire commencera pour elle par un acte de politesse. A la séance du 24 décembre 1789, Guyton de Morveau annonce que le vicomte de Bourbon-Busset (2) a été nommé commandant de la province, que déjà tous les citoyens se sont empressés de porter au nouveau com-

(1) Bien que son auteur, Claude Micault, ne meure que le 7 février 1793. Mais Micault écrira : « On ne fera point le journal de ces troubles, il faudrait entrer dans de trop grands détails, » p. 1313 ou éd. Dumay, p. 355.

(2) « Bâtard de la maison de Bourbon », le vicomte de Bourbon-Busset « fut élu de la noblesse de Bourgogne, il éprouva des désagréments à Dijon au commencement de la Révolution à raison de ses fonctions ; il était fort aimable et très accessible ». Ms. 2061, p. 861. Bibl. de D.

mandant le tribut de leurs hommages et de leur respect, et que l'Académie doit sans tarder agir de même. La proposition de Guyton de Morveau est adoptée par acclamation et six académiciens, dont Guyton de Morveau, sont députés auprès du vicomte de Bourbon-Busset. A la séance suivante, le 31 décembre (1), le secrétaire fait savoir que la députation fut reçue le dimanche 27 et que Guyton de Morveau prononça le discours suivant : « Monsieur, l'hommage qu'il est le plus doux de rendre est celui qui s'adresse aux qualités personnelles. L'Académie n'a pas attendu, Monsieur, votre élévation à l'éminente dignité que Sa Majesté vient de vous confier pour admirer les grandes vues que vous avez portées dans l'administration et ce zèle infatigable qui vous en a fait embrasser tous les objets. Elle a souvent témoigné ses regrets que votre sollicitude pour la chose publique ne vous ait pas laissé donner l'essor à cet amour pour les sciences qui l'eût fait jouir de quelques fruits de vos veilles. Aujourd'hui, Monsieur, que tous les esprits sont tendus, tous les vœux dirigés vers la régénération de l'Etat, citoyens avant tout nous nous retraçons avec complaisance les preuves éclatantes que vous n'avez cessé de donner du plus généreux patriotisme dans les temps les plus difficiles. Il justifie bien le choix d'un monarque qui s'honore lui-même du titre de patriote. Il vous livre la confiance des peuples qui est désormais le fondement le plus solide de l'autorité. Il vous est, Monsieur, un sûr garant de notre respectueux dévouement et de notre application à faire concourir aussi nos travaux au grand but de la liberté et de la prospérité de la nation. » Le 28 janvier 1790, l'Académie accueille par acclamation la proposition que fait un de ses membres d'envoyer une délégation à Chartraire de Montigny, qui vient d'être nommé chef de la municipalité de Dijon, pour lui exprimer « les sentiments que l'Académie partage avec tous les citoyens ».

Le vendredi 29, les députés se rendaient chez le maire, et de Morveau, chargé de porter la parole, s'exprimait ainsi : « Monsieur, le premier fruit de la liberté rendue aux citoyens de cette ville est l'élection qui vous porte à la première place de sa municipalité. Les motifs de leur

(1) Reg. acad., t. XV.

choix y ajoutent encore un prix bien flatteur : l'ouvrage de la Révolution est assez avancé pour qu'ils n'aient plus d'autre vœu, d'autre espérance que de voir bientôt réunis ceux que le choc des intérêts avait divisés, que de trouver quelque dédommagement de ce qu'ils souffrent momentanément pour l'établissement d'un meilleur ordre... »

L'Académie chargera son secrétaire d'exprimer ses sentiments de reconnaissance et d'estime à un homme de lettres habitant Genève : Mallet-Butini, qu'elle nommera quelques mois après correspondant (1) parce qu'il lui a envoyé un discours manuscrit intitulé : *Pourquoi les conquérants et les brigands paraissent-ils aux yeux des hommes sous des points de vue si différents ? Et que doit-on penser de cette différence ?* La péroraison de ce discours, lu à la séance du 11 février 1790 (2), est transcrite sur le registre : « Enfin, assez et trop longtemps la nuit de la barbarie a couvert l'Europe et l'univers. Une nouvelle lumière luit à nos yeux, et tous les abus vont disparaître. Las d'être vénérés comme des dieux, les rois veulent être aimés comme des hommes. Pères des peuples, déjà les souverains ne mettent plus leur gloire à dévaster la terre, à régner sur les morts et, prenant Louis XVI pour leur modèle, ils préfèrent au vain nom de conquérant le titre auguste de restaurateur. »

Un des membres de l'Académie annonce, dans la séance du 11 mars 1790, que Guyton de Morveau vient d'être nommé par lettres patentes commissaire pour la formation des départements et districts. Une députation lui porte les félicitations de la compagnie.

A la séance du 18 mars 1790, Guyton de Morveau dit que tous les citoyens s'empressant de venir au secours de l'Etat par des contributions patriotiques, il pense que l'Académie offrira aussi son tribut à la patrie. La compagnie, considérant que les sociétés littéraires doivent saisir tous les moyens qui sont en leur pouvoir d'être utiles au public, arrête immédiatement d'offrir un don patriotique de trois cents livres. Le 6 mai, Navier (3) pré-

(1) Le 15 juillet 1790. Cf. Milsand, p. 393.

(2) Reg. acad., t. XV.

(3) Sur Claude-Bernard Navier, v. ms. 2064, p. 49; également *Journal de D. et de la Côte-d'Or*, n° 8, oct. 1823, 28 et 31 janvier 1824, 26 juin 1824, 21 juin 1826; *Journal des débats*, 27 janvier et 23 juin 1824; *Journal politique et littéraire de la Côte-d'Or*, 30 janv. et 27 fév. 1824.

sente de la part de Riboud (1) un ouvrage imprimé, qui a pour titre : *Essai sur les moyens à employer pour subvenir aux besoins publics*. Le 5 juin, une députation est nommée pour aller féliciter Guyton de Morveau de son élection à la place de procureur général du département de la Côte-d'Or et Navier de son élection à celle d'administrateur du même département. Le même jour, l'Académie reçoit de Prieur-Duvernois (2), officier du corps royal du génie, un mémoire manuscrit intitulé : *Moyens par lesquels on pourrait approprier nos monnaies à un nouveau système métrique, proposé pour les mesures d'étendue et de pesanteur, et établi de telle manière que toutes ces mesures, leurs multiples et leurs sous-multiples, forment toujours une échelle de division décimale*. Le 10 juin, un membre de l'Académie dit que les administrateurs du département et du district doivent s'assembler le mercredi 16 juin ; que les vues d'utilité publique qui animent l'Académie nécessitant des rapports entre elle et l'administration, il pense que la compagnie s'empressera de leur faire une députation. A l'unanimité, l'Académie arrête que six de ses membres iront présenter aux administrateurs les hommages de l'Académie et les assurer de son entier dévouement au bien public. A la même séance, le secrétaire a été chargé de porter les félicitations de la compagnie à l'abbé Volfius pour le beau discours qu'il a prononcé à la cérémonie de la fédération des troupes nationales de l'ancienne province de Bourgogne. C'est à la séance du 28 juillet 1790 que Guyton de Morveau, après plus de vingt-six ans, redevint Guyton sur les registres académiques ; il faut, en effet, remonter jusqu'au 20 janvier 1764, date de la réception du jeune avocat général d'alors par Ruffey pour trouver ce nom de Guyton. Mais de si nombreuses et diverses études avaient été signées « de Morveau », qu'il était de toute nécessité de ne point abandonner ce nom. La particule disparut et, pour la première fois, le 8 mars 1792, Guyton fut Guyton-Morveau.

(1) Procureur du roi à Bourg, Riboud avait été nommé correspondant le 18 janvier 1781. Cf. Milsand, p. 406.

(2) Prieur-Duvernois entrera à l'Académie le 15 juillet 1790. Cf. Milsand, p. 404.

Le 29 juillet 1790, Baillot commence la lecture des « Révolutions de Genève en 1782 et 1789 », traduites des suppléments au voyage de Coxe en Suisse.

Le 25 novembre 1790, en réponse à un discours de Volflus, le président du tribunal du district dit : « La régénération de ce grand empire et la liberté dont nous jouissons à présent sont l'effet du progrès des lumières et de la raison. C'est aux grands hommes sortis du sein des académies que nous sommes principalement redevables d'un aussi grand avantage. En éclairant la nation, ils ont dévoilé les abus sans nombre sous le poids desquels nous gémissions depuis si longtemps. Ils ont fait naître dans le cœur de leurs concitoyens les nobles sentiments dont ils étaient animés ; ils ont appris à tous les hommes à connaître leur dignité et à mépriser le joug avilissant sous lequel ils étaient asservis. Ce sont eux qui, les premiers, ont osé annoncer et réclamer les droits sacrés de l'humanité et de la nature violés depuis si longtemps. C'est par la force irrésistible de la raison et de la vérité, dont ils ont allumé le flambeau, que ces droits forment aujourd'hui la base de notre constitution et la première des lois qui doivent assurer à jamais le bonheur de cet empire et qui deviendront nécessairement celles de tout l'univers... »

L'Académie reçoit, le 2 décembre 1790, un mémoire intitulé : *Faut-il des assignats monnaie ou des quittances de finance*, dont l'auteur est Delandine (1).

A la séance du 23 décembre 1790, Baillot lit l'histoire de la révolution de Rome sous Tarquin le Superbe.

Le secrétaire, à la séance du 20 janvier 1791, met sur le bureau trois rapports imprimés faits par le comité des monnaies à l'Assemblée nationale et l'analyse de l'ouvrage de Mirabeau sur la constitution monétaire. A ces écrits, était jointe une lettre imprimée du même comité qui demande l'avis de l'Académie sur les questions traitées dans ces rapports et la prie de l'aider de ses lumières à opérer la régénération, à établir les principes les plus

(1) Antoine-François Delandine, avocat à Lyon, fut nommé correspondant le 22 juin 1780 et membre non résidant le 23 juin 1786. Cf. Milsand, p. 372.

solides, l'ordre le plus efficace dans une des parties les plus importantes de la chose publique.

L'Académie se réunit en une séance extraordinaire le 16 février 1791 pour délibérer sur une députation à envoyer à Vollius, élu évêque du département de la Côte-d'Or, et à Navier, nommé juge au tribunal de cassation.

Le 3 mars, Leroux propose qu'au lieu des pensions accordées aux médecins, chaque district se charge de payer les soins donnés aux pauvres sur des mémoires signés des curés et des officiers municipaux des paroisses. N'est-ce pas là une sorte d'assistance médicale gratuite ?

Le 31 mars, Prieur-Duvernois lit une dissertation sur le choix du module primitif d'une mesure propre à devenir universelle.

Le 7 avril, l'un des membres dit : « La mort de Mirabeau vient de répandre le deuil sur toute la France. La capitale lui a rendu les honneurs dus aux bienfaiteurs de la nation. Les sociétés littéraires qui, par leurs écrits, ont préparé la régénération du gouvernement français, s'empresseront sans doute aussi d'offrir le tribut de leur admiration au philosophe dont le génie a si puissamment secondé leurs vœux. A qui convient-il de remplir ce devoir plus qu'à l'Académie à laquelle la France et toutes les nations doivent l'auteur du *Contrat social* ? Elle n'a pas eu l'avantage de compter Mirabeau parmi ses membres, mais les grands citoyens n'appartiennent-ils pas à toutes les sections de l'Etat ? Les honneurs rendus à leur mémoire ne sont-ils pas des semences de vertus civiques qui doivent croître et se développer dans tous les lieux et dans tous les âges ? » Cette motion fut accueillie d'une voix unanime, et l'Académie décerna à Mirabeau un éloge qui devait être prononcé dans une séance publique. Il ne l'a pas été.

Chaussier annonce, le 14 avril, que parmi les reliques de Cîteaux déposées au district, il se trouve plusieurs pierres antiques très artistement gravées ; qu'il serait à désirer que l'on conservât l'empreinte des plus précieuses. Deux académiciens furent aussitôt nommés pour demander la permission de prendre les empreintes qui seraient déposées au cabinet des médailles ; on ne le put : les pierres étaient mises sous scellés.

L'Académie se réunit en séance extraordinaire le 3 septembre 1791 afin de choisir ceux qui devront porter les félicitations de la compagnie à Guyton, Navier et Prieur nommés députés du département à l'Assemblée nationale.

Le 9 février 1792, Durande père et Chaussier disent qu'ils avaient été chargés de composer des boîtes où se trouveraient les remèdes les plus nécessaires pour les maladies des habitants de la campagne, et que, pour répondre aux vues des administrateurs, ils avaient rédigé une Instruction sur l'usage des remèdes contenus dans ces boîtes.

Le 23 février, Leroux lit un mémoire intitulé : *Examen de quelques articles du projet de décret du comité de salubrité de l'Assemblée constituante sur l'enseignement de l'art de guérir*.

On apprend, le 8 mars, que Guyton-Morveau a été nommé président de l'Assemblée nationale. La compagnie lui envoie aussitôt ses félicitations.

Le 15 mars, arrive un ouvrage de Delandine : *De la conservation et de l'utilité politique des sociétés littéraires dans les départements* (1).

Dans la séance du 19 avril, le secrétaire est chargé d'entretenir une étroite correspondance avec Guyton, Prieur, Carnot et Navier, qui ne cessent de s'entremettre pour l'Académie et s'efforcent de lui faire verser les 4.000 livres qui lui reviennent sur les rentes du fonds Pouffier.

Le 26 avril, l'Académie dit que la guerre pour la défense de la liberté étant déclarée, que la patrie se trouvant dans le besoin et que la culture des lettres n'étant qu'un motif de plus pour remplir les devoirs qui incombent à tous les citoyens, il faudrait qu'elle apportât sa contribution mais que, malheureusement, elle ne possède point de fonds disponibles. Alors, les pensionnaires par un vote unanime, ont décidé de consacrer aux besoins publics la moitié de leurs traitements. Le secrétaire a été chargé d'adresser aux députés du département de la Côte-d'Or un extrait de cette délibération, extrait qui servira de soumission à payer la somme de six cents livres, qui est la moitié des pensions.

(1) Paris, 1791, in-8.

Le 9 juin, Baillot lit le *Chant de la Côte-d'Or pendant la guerre de la liberté*.

Pour la première fois, les académiciens sont appelés citoyens à la séance du 15 novembre 1792.

Dix-huit académiciens assistent à la séance du samedi 24 novembre 1792 (une dizaine sont ordinairement présents). C'était une grande séance. La réunion devait avoir lieu le jeudi 22. Mais elle avait été remise sur la demande de plusieurs membres qui avaient appris que les citoyens Guyton et Prieur, députés de la Convention nationale, revenant de la frontière suisse où ils avaient été chargés d'une « commission », devaient arriver à Dijon et y rester le samedi et le dimanche. Le citoyen Baillot adressa aux citoyens Guyton et Prieur le discours suivant : « A votre retour d'une mission de confiance où la République s'est servie de vous comme de ses yeux pour vérifier nos moyens de défense sur la frontière ; lorsqu'un heureux hasard vous a fait repasser par nos murs pour aller reprendre votre place dans cette assemblée, la première digne de l'homme et d'où va dater désormais la liberté du monde, vos amis, vos concitoyens, vos frères garderaient-ils donc à votre vue un morne et froid silence sous le vain prétexte que vous êtes des leurs ! Comme si ce n'était pas un motif de plus d'être sensible et de le témoigner ! Il s'agit bien ici d'un hommage ! Nous le savons comme d'autres, le mot hommage n'est plus français. Mais montrer de la satisfaction à la vue de frères chéris, les entourer à leur passage sur le sol natal, s'applaudir avec eux de les voir couronnés de l'estime publique et faire des vœux en leur présence pour que tous leurs jours, tous leurs instants marquent ainsi pour la gloire, pour l'utilité communes, pour le bien de notre chère patrie, non, non, ce n'est point là un hommage, c'est encore une jouissance de citoyen, c'est une joie de famille et l'effusion de la fraternité. »

Le citoyen Prieur raconta ensuite le voyage que Guyton et lui venaient de faire. Après avoir visité Besançon et les principales villes du département du Doubs, après avoir reconnu l'état des fortifications, prescrit les travaux nécessaires pour la sûreté et la défense de la République, les commissaires ont parcouru le département du Jura et celui

de l'Ain. Dans quelques endroits proches des frontières, ils ont trouvé les esprits agités ou « l'opinion égarée des vieux principes » ; mais leur zèle, les arrêtés qu'ils ont pris, une adresse qu'ils ont fait imprimer — et dont le citoyen Guyton a offert un exemplaire à l'Académie — enfin leur attention à tout ce qui se rapportait à l'administration, leur ont fait surmonter les obstacles, et partout, ils ont réformé les abus, ranimé la confiance ; partout, ils ont excité, dirigé l'esprit public. Au milieu des occupations sérieuses et continues, les lettres et les sciences servaient à leur délassement. Devant passer par Ferney, ils logèrent dans la maison de Voltaire. Prieur coucha dans le lit du patriarche ; le lendemain, à leur départ, Guyton adressa ce quatrain à Prieur :

Dans le lit qu'occupa Voltaire,
Je demande quel songe vous a bercé :
Celui qui près d'un saint reliquaie
Tient un dévot dans l'extase enfoncé ?

Prieur répondit sur-le-champ :

En entrant au lit de Voltaire,
Je me suis senti tout ému,
Ce que n'auraient pas pu tous les grands de la terre,
Fut l'effet des talents unis à la vertu.

Dans leur voyage sur les montagnes, ils ont observé différents phénomènes d'optique. Enfin, à leur retour, près de Montcenis où ils avaient visité la fonderie de canons, ils ont trouvé une espèce de pouding fort rare, qu'aucun naturaliste n'avait encore décrit. Les cailloux qui le composent sont de la nature de l'agate, et la pâte qui les lie est d'un grain fin et dur. Ce qui est très remarquable, c'est que chaque morceau est entouré d'une couche d'oxyde d'une belle couleur verte.

Malgré tout ce que ce voyage a de sérieux, l'on ne peut s'empêcher de penser au *Voyage en Languedoc*. Ils étaient deux, comme ici, et ils traduisaient parfois aussi leurs impressions en vers.

Le 13 décembre, l'Académie prend connaissance d'une lettre que le citoyen Attiret (1) lui adresse et dans laquelle il présente un projet pour l'érection d'une statue de la

(1) François Attiret, sculpteur à Paris, fut nommé correspondant le 7 mai 1773. Cf. Milsand, p. 357. V. Girault, *Essais sur Dijon*, pp. 64 et 475 ; et *Mémoires de l'Acad. de D.*, 1910-1913, p. XLVIII à L.

Liberté sur une partie du piédestal qui subsiste encore au milieu de la place nationale. L'Académie a applaudi au civisme d'un artiste qui offre de consacrer à la patrie ses veilles et ses talents (1).

A une demande que lui avait adressée l'Académie, le directoire du district répond par un arrêté daté du 30 décembre 1792 et qu'on lit à la séance du 10 janvier 1793 (2). L'Académie offrait ses services à l'administration pour la conservation des collections d'histoire naturelle, des herbiers, des instruments de physique et de laboratoires de chimie... « Le directoire du district, considérant que les services offerts par l'Académie pour la conservation des objets mentionnés dans sa pétition ne peuvent qu'être très avantageux et sont de nouvelles preuves du dévouement des citoyens académiciens à la chose publique, arrête que les citoyens Baillot et Chaussier, académiciens, demeurent adjoints au citoyen Champy, directeur de la régie des salpêtres, pour procéder à l'inventaire des collections d'histoire naturelle, des herbiers, des instruments de physique et des laboratoires de chimie qui peuvent se trouver dans les maisons des émigrés en cette ville ; veiller au transport et à l'arrangement desdits objets dans les salles de l'Académie, dont il sera dressé procès-verbal qui sera déposé avec les inventaires au secrétariat du district. »

Un autre arrêté, mais qui vint de l'Académie, fut pris à propos de Condorcet. Il fut rédigé à la séance du 28 février 1793 (3). Les académies de Berlin et Pétersbourg venaient de rayer de leurs listes le nom de Condorcet ; l'Académie de Dijon, « considérant que c'est un outrage de plus que le despotisme a forcé les arts et les sciences de se faire à eux-mêmes ; mais que cet outrage, honorable pour celui qui a bien mérité de son pays par ses lumières, ne peut que recommander davantage son nom à la posté-

(1) La place nationale, qui deviendra la place d'armes, se nommait la place royale. Elle était ornée de la statue équestre de Louis XIV. « Cette statue était en bronze; le cheval fut fondu en 1690 par Le Hongre, et pesait 18.000 kilogrammes, la statue en pesait 8.000. Ce monument, érigé dès 1725, ne fut achevé qu'en 1747; il avait coûté plus de 150.000 livres, y compris le piédestal en marbre et les grilles en fer dont il était entouré, il fut renversé le 15 août 1792, en exécution du décret qui ordonnait le brisement de toutes les statues des rois. » Girault, *Essais sur Dijon*, p. 342.

(2) Reg. acad., t. XV.

(3) *Ibid.*

rité ; considérant aussi qu'il importe aux progrès de la Liberté de montrer quels sentiments s'empressent d'avouer les sociétés consacrées aux lettres une fois affranchies du joug, a arrêté à l'unanimité et par acclamations d'inscrire sur sa liste le nom de Condorcet (1), et le secrétaire a été chargé de lui adresser copie de cette délibération. »

L'Académie tint sa dernière séance le mercredi 14 août 1793 (2). On y parla du président de Brosses. Six membres étaient présents : Picardet, Durande père, Mailly, Caillet, Baillot et Chaussier.

**

La révolution passa, puis l'Empire. Louis XVIII monta sur le trône. Il était rentré en France le 24 avril 1814. Le 2 mai, il publiait la déclaration de Saint-Ouen. Le 18 mai, l'Académie de Dijon envoyait cette adresse au roi : « L'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon dépose aux pieds de Votre Majesté le tribut de son amour et de son respect. Elle se rappelle avec émotion que le nom d'un prince de Votre auguste maison figurait sur ses listes en qualité de protecteur. Constamment fidèle aux principes dans les temps les plus difficiles, elle s'est toujours occupée avec le même zèle de l'avancement des sciences et des lettres. Ses membres, livrés à leurs paisibles travaux, servaient utilement leurs concitoyens et faisaient en silence des vœux pour la prospérité de l'Etat. Ils ont vu avec transport les prémices d'un nouveau règne qui favorisera les sciences et les lettres. Ils ont prêté avec enthousiasme le serment de fidélité à une race antique dont ils attendent le bonheur de la France. Sire, ils se livreront désormais avec plus de satisfaction à l'étude, puisque la paix leur est assurée à l'ombre de votre autorité tutélaire » (3).

Le prince de Condé demeurait le protecteur de l'Académie. Il mourut le 13 mai 1818. Dans la séance publique du samedi 4 juillet 1818, Couturier, professeur de rhéto-

(1) V. Milsand, p. 369.

(2) Cf. Reg. acad., t. XV.

(3) Ms. 914, p. 303. Bibl. de D.

rique au Collège royal (1), lit une *Ode sur la mort du prince de Condé*, qui commence ainsi :

Quelle morne douleur, comme un sombre nùage,
Se répand sur Dijon, en ce funeste jour !
Condé s'éteint. La mort, que bravait son courage,
L'enlève à notre amour.

Dans cette même séance, l'Académie dit que parmi les pertes auxquelles elle a été très sensible, il faut mettre en première ligne celle de son auguste protecteur. Ses regrets ont été adoucis par la réponse autographe du duc de Bourbon à la lettre de condoléances qu'elle lui avait adressée pour le prier de succéder à son père dans le protectorat (2).

En 1817, l'Académie de Dijon avait couronné l'éloge du duc d'Enghien (3). Pour 1819, elle avait proposé celui de « son illustre aïeul, le Nestor des guerriers fidèles ». Joseph-Théophile Foisset remporta le prix (4).

« Nous louerons peu sa bravoure et sa générosité, écrivait Foisset ; le sang des Bourbons coulait dans ses veines : mais nous raconterons ce qu'il a fait pour sa patrie et pour ses rois ; nous le suivrons au sein des camps, à la Cour, dans la retraite ; nous dirons combien il se montra grand dans les jours mauvais, combien il respecta les lois de son pays, comment il sut les défendre, et quel fut son attachement à la religion de Charlemagne et de Saint Louis ; nous rappellerons enfin que s'il fut vaillant comme Duguesclin et religieux comme Turenne, il pardonna de plus comme Henri IV. Les lettres qu'il chérit et qu'il encouragea à la manière du grand Condé ne seront pas ingrates à sa mémoire. Déjà les chaires de vérité ont retenti par toute la France de louanges méritées, et l'éloquence sacrée a la première acquitté sa dette à l'égard du dernier dépositaire d'un nom qui rappellera toujours le chef-d'œuvre du plus grand de nos orateurs. Mais c'était surtout à la

(1) Jean Couturier entra à l'Académie le 8 juin 1808. Cf. Milsand, p. 370.

(2) *Mémoires de l'Acad. de D.*, 1816-1819. Le duc de Bourbon fut en effet protecteur à partir de 1818. Cf. Milsand, p. 319.

(3) V. Girault, *Lettres inédites*, p. 151.

(4) *Eloge historique de S.A.S. Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé*, par Joseph-Théophile Foisset de Bligny-sous-Beaune. Discours couronné à la séance publique de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, le 22 avril 1819. Dijon, Frantin, imprimeur du roi, 1819, 61 pages. Foisset était nommé membre résidant le 28 juin 1820. Cf. Milsand, p. 377.

Bourgogne, à laquelle une partie de la vie du prince fut consacrée à reconnaître, par un solennel hommage, sa constante sollicitude pour une province dont le bonheur était devenu une portion sacrée de l'héritage de ses pères. L'Académie, dont il s'était déclaré le protecteur il y a plus d'un demi-siècle, n'aura pas fait un vain appel à nos souvenirs ; ce n'est que dans les murs qui ont vu naître Bossuet qu'on peut bien juger l'éloge du dernier prince de Condé » (1). Foisset dira plus loin : « Il y avait plus de cent vingt ans que le gouvernement (de la Bourgogne) en avait été confié par Louis XIII au premier prince de son sang, de qui les descendants se l'étaient transmis » (2). En effet, Henri II de Bourbon, prince de Condé, fut nommé gouverneur de Bourgogne en 1631 ; puis, vinrent Louis II — le grand Condé — en 1646 ; Henri-Jules de Bourbon, en 1686 ; Louis, en 1709 ; Louis-Henri, en 1710 ; enfin Louis-Joseph, de 1740 à 1789 (3). C'est donc pendant 158 ans que les Condé furent sans interruption, sauf l'éclipse de la Fronde, gouverneurs de la Bourgogne.

« Rendu aux douceurs de la paix, poursuit Foisset, le prince de Condé voulut doter de sa gloire cette Académie qui comptait Buffon parmi ses membres, et dont J.-J. Rousseau avait ambitionné deux fois les suffrages. Sa protection ne fut pas un vain titre pour cette illustre assemblée ; et, pour ne rappeler ici qu'un de ses bienfaits, nous n'avons pas oublié qu'il ouvrit à un académicien (4) ce cabinet précieux d'histoire naturelle dont il avait fait l'un des plus beaux de l'Europe, et qu'il enrichit le nôtre d'une collection d'objets curieux dont la variété le disputait à l'abondance... » (5).

La fondation Pouffier accepta avec bonne grâce les changements de régime. Elle voulait vivre et travailler. Elle n'était pas la seule à faire preuve d'une parfaite docilité et à manœuvrer avec une belle adresse. Certaines

(1) Pp. 9 et 10.

(2) P. 15.

(3) Le prince de Condé était âgé de 4 ans quand il fut pourvu du gouvernement de Bourgogne ; c'est de Beauvillers, duc de Saint-Aignan qui exerça les fonctions de gouverneur jusqu'en 1754, époque où le prince, devenu majeur, entra en exercice.

(4) Cet académicien est le naturaliste Valmont de Bomare, qui fut nommé membre non résidant le 2 mai 1776. Cf. Milsand, p. 412.

(5) P. 27. V. le premier § du 3^e ch. de notre première partie : le Prince de Condé, protecteur de l'Académie.

sociétés allèrent un peu plus loin, comme l'Académie de Marseille. Les autorités ont montré « beaucoup de déférence pour notre compagnie, écrit un de ses historiens, bien qu'elle ne se soit cependant jamais occupée de politique : désireuse surtout de propager le goût des choses de l'esprit, elle a toujours accepté, quelle qu'en fût la forme, les gouvernements successifs que notre pays a cru devoir se donner. Très fidèle aux Bourbons, « venus reprendre leur héritage et consoler la France entière », elle ne l'avait pas moins été envers Napoléon qu'elle avait élu membre honoraire le 29 Nivôse an IX, lorsqu'il n'était encore que Premier consul. Cependant, elle avait prêté le serment de haine à la royauté ; mais ne devait-elle pas se plier aux circonstances ? » (1). Elle avait su s'y plier d'une merveilleuse façon.

Nous avons étudié la naissance, le développement et l'organisation de l'Académie dijonnaise, sa composition, ses rapports avec son protecteur, avec la royauté et avec la Révolution. Il nous faut maintenant examiner ses travaux.

(1) Ch. Vincens, *Académie de Marseille*, p. 210.

DEUXIÈME PARTIE

LES TRAVAUX DE L'ACADÉMIE

PRÉAMBULE

Dans son testament, Pouffier désire que des conférences soient faites « sur les connaissances les plus utiles au public ». L'article premier exposant les « motifs de l'établissement des conférences » commencera par ces mots : « C'est pourquoi, dans la seule vue du bien public... » Les intentions du fondateur ne furent pas toutes entièrement respectées, mais ce qui resta le but de l'Académie a bien été l'utilité commune. Dès sa création, elle se sépara complètement du vieil esprit qui avait régné chez Lantin, et qui se continuait chez Bouhier. Elle dépassa bientôt les bornes que lui avait assignées Pouffier ; elle voulut embrasser toutes les connaissances ; en elle, presque à sa naissance même, vécut et prospéra l'esprit encyclopédique.

Aussi, les travaux de l'Académie sont extrêmement nombreux et divers. Nous avons pu les relever tous. Ils sont, de 1740 à 1793, au nombre de 1.867 (1). Nous verrons comment ils se répartissent.

L'activité des autres compagnies est également considérable. Pour les Académies de Rouen et de Bordeaux, par exemple, le total s'élève à environ 1.400 mémoires ; pour celle de Besançon, il atteint le chiffre de 942 (2).

Dans l'article 2 de son testament, le fondateur avait bien notifié que les humanités ne devraient pas retenir les soins de la future société. Mais peut-on empêcher les gentilshommes et les bourgeois de province de traduire en vers français les Odes d'Horace ou les Elégies de Tibulle, de déclamer un poème héroïque, d'effeuiller des bouquets à Chloris ? Est-il possible à une société littéraire d'interdire l'entrée aux flots d'éloquence qui se pressent en rugissant ou en murmurant à sa porte ? Il était difficile également de ne point accueillir quelques artistes.

(1) Le ms. 919 de la Bibl. de D. donne une liste des travaux qui ont été lus à l'Académie. Mais on y rencontre un très grand nombre d'erreurs et d'omissions. Après l'avoir étudié de bout en bout, nous nous sommes résolu à n'en point tenir compte et à dresser à notre tour le bilan détaillé de l'activité académique. En suivant mot à mot les 10.400 pages in-folio des Registres, il nous a paru que nous ne pouvions commettre ni fautes ni oublis.

(2) D.-M. Gosseume, *Précis analytique des travaux de l'Académie de Rouen* (cité par M. Mornet, dans les *Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 146) ; L. Pingaud, *Académie de Besançon* ; J. de Gères, *Académie de Bordeaux*.

Cinq peintres et trois sculpteurs comptèrent parmi les membres de la fondation Pouffier.

L'Académie de Dijon, dès les premières années de son existence, poursuivit des études utiles, grâce à ses membres médecins. Elle ne s'égara point dans les nuées, et elle ne se nourrit pas de « creuse littérature ». Elle en subit, mais elle n'en fut pas submergée. Elle le dut à son fondateur qui opérait une véritable révolution en brisant net avec l'humanisme bourguignon. Les instructions qu'il avait données semblèrent si rigides que, comme nous le savons, Lantin jeune, doyen du parlement, ne put, dans le discours d'ouverture prononcé le vendredi 13 janvier 1741, passer sous silence les critiques déplorant que Pouffier n'eût pas choisi pour son académie « des occupations plus gracieuses, plus attrayantes, plus à la portée de tout le monde ». L'éloquence, la poésie étaient exclues. Si elles parvinrent à se faire une place, celle-ci ne devint point très grande, malgré beaucoup d'efforts déployés, en particulier par Richard de Ruffey, qui aimait « les vers avec passion, même les siens » (1).

Aussi, l'Académie de Dijon fut moins que beaucoup d'autres compagnies une réunion de beaux esprits où l'on parlait pour ne pas dire grand'chose. « Tressan se plaint, en 1756, que la société de Nancy ne soit occupée qu'à « tourner des phrases ». Marmontel, passant à Angers, se moquera de « la fleur des beaux esprits de l'Académie angevine » qui ne sont que des esprits vides et prétentieux. Le titre même de leurs mémoires, discours, poèmes prouve qu'un grand nombre d'académiciens ressemblaient à ceux de Nancy ou d'Angers » (2).

Pouffier voulait que dans la « faculté des arts », qui comprend les humanités et la philosophie, seule celle-ci fût le sujet de conférences étant entendu qu'on s'occuperait moins de « l'artifice des paroles », que de « la connaissance des choses, sans négliger pourtant les règles de l'art de parler ». Toutes les sciences sont utiles, proclamait Pouffier, mais celles qui leur sont infiniment supérieures sont : la physique et la morale, « deux des

(1) C'est le président de Brosse qui l'assure dans une lettre à Voltaire. (*Corresp. de Voltaire et du président de Brosse*), publié par Foisset, 1835 et 1858, p. 29.

(2) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, pp. 147, 148.

principales parties de la philosophie ». C'est elles qu'on étudiera, en laissant de côté toutefois la morale théorique pour ne s'occuper que de la morale pratique, surtout de « celle qui regarde la société civile ». Il ne faudra pas perdre de vue, soulignait Pouffier, que les matières de morale et de politique seront « traitées conformément à l'état du gouvernement de l'Etat et aux lois du royaume ». En médecine, les conférences porteront sur les principes qui sont empruntés à la physique, c'est-à-dire la physiologie, la chimie, l'anatomie et la botanique.

L'Académie, personne vivante, évoluera par conséquent. Mais les principes posés par Pouffier demeureront en gros, moins par déférence peut-être que parce qu'ils auront été une affirmation inconsciente de l'esprit encyclopédique dans leur hostilité envers l'humanisme bourguignon.

Physique, morale, médecine feront l'objet de multiples travaux. Les sujets de prix que l'Académie proposera tous les ans porteront sur l'une de ces trois matières. La société Pouffier restera sur le terrain des « sciences solides », c'est-à-dire, selon l'affirmation de Furetière (1), sur celui des « vraies belles-lettres ».

**

Reprenant la division en trois périodes que nous avons faite pour retracer l'histoire de la fondation Pouffier, nous constaterons que les travaux se répartissent de la façon suivante :

De 1741 à 1758 inclusivement, c'est-à-dire de l'ouverture de l'Académie à l'élection de Richard de Ruffey, laquelle eut lieu le 16 février 1759 : 63 traités, discours et réflexions, principalement sur des sujets de morale ; 21 mémoires de physique ; 72 de médecine ; 7 de botanique et d'agriculture ; 4 de chimie ; 1 d'astronomie ; 6 d'histoire ; 2 de géographie ; 1 de mathématiques ; 1 de zoologie ; 9 poèmes. Soit au total : 187.

De 1759 à 1770 inclusivement (Ruffey cesse tout rôle actif le 20 juillet 1770 ; d'autre part, les vacances commençaient avant le 20 août et se terminaient vers le

(1) Dictionnaire de Furetière, éd. de 1690.

15 novembre) : 83 traités, discours et réflexions ; 34 mémoires de physique ; 114 de médecine ; 33 de botanique et d'agriculture ; 14 de chimie ; 3 d'astronomie ; 61 d'histoire ; 5 de géographie ; 8 de mathématiques ; 7 de zoologie ; 2 de géologie ; 57 poèmes. En tout : 421 mémoires.

De 1771 à 1793 : 93 traités, discours et réflexions ; 136 mémoires de physique ; 446 de médecine ; 95 de botanique et d'agriculture ; 226 de chimie ; 17 d'astronomie ; 85 d'histoire ; 10 de géographie ; 19 de mathématiques ; 11 de zoologie ; 10 de géologie ; 111 poèmes. Soit : 1.259.

Sur ces 1.867 travaux, il n'y en a presque pas trop qui soient proprement « académiques », puisque moins de 600 appartiennent aux belles-lettres. Néanmoins, les membres les plus actifs de la société, qui sont des hommes de science, s'efforçaient de les endiguer. Ils s'irritaient de leur poussée indiscrète. Ils les voulaient toujours plus brefs. Ils n'ont plus le temps d'en entendre la lecture. Ils ne leur accordent qu'un court instant. Ils semblent ne les accepter que comme des parents pauvres, uniquement pour faire plaisir aux confrères aimant à les cultiver. Mais, malgré la bonne volonté et la condescendance dont ils faisaient preuve, ils seront résolus à ne leur réserver qu'une très petite place dans les Mémoires imprimés de l'Académie, et parviendront à ne plus leur en donner du tout. Nous le constaterons plus loin (1). Il était sans importance qu'on leur cédât quelques feuillets des Registres, qui devaient rester secrets. Seuls comptaient les travaux paraissant dans les Mémoires ; c'était là et seulement là que le public, dans le présent et dans l'avenir, trouverait la vraie figure de l'Académie. Nous pensons que cette figure n'est pas ressemblante dans les Mémoires, et c'est pourquoi nous sommes fort loin de les avoir suivis. Si, ce que nous ne croyons pas, les productions littéraires ne devaient rien ajouter à la physionomie de la fondation Pouffier, il conviendrait cependant de ne point les passer sous silence, car leurs auteurs, paraissant demeurer dans la fièvre d'alors comme les sages témoins d'un âge révolu, sont dignes d'intérêt. C'est grâce à eux que l'Académie, s'adonnant avec enthousiasme aux « sciences solides », n'abandonne point les « occupations gracieuses » dont

(1) Dans le 3^e ch. de cette 2^e partie : Les Mémoires de l'Académie.

parlait Lantin. C'est grâce à eux que si elle nage avec vigueur dans le sens du courant, elle ne cesse pas de cueillir les fleurs de la rive et de les respirer sans songer à compter leurs pétales, de regarder le ciel sans penser continuellement à l'étudier. C'est grâce à eux que le visage académique raidi par l'effort se détendit parfois dans un sourire.

La fondation Pouffier ne se transforma pas profondément ; la proportion de ses travaux scientifiques et de ses productions littéraires resta toujours à peu près la même. Elle continua de s'intéresser modérément aux belles-lettres, tandis que la plupart des autres académies les délaissèrent de plus en plus. M. D. Mornet nous apprend que celles-ci « deviennent, après 1750, non plus des académies littéraires, mais des académies scientifiques, sciences pures ou sciences pratiques ; les discours, réflexions, poèmes, etc., reculent devant les mémoires de physique, de chimie, d'histoire naturelle, d'agriculture ou de commerce et il arrive même, après 1760, que ceux-ci écrasent ceux-là. A l'Académie de Metz, il n'y a pas la centième partie des mémoires qui portent sur la rhétorique, la poétique, la littérature et fort peu traitent de morale générale. A Rouen, le triomphe des sciences est moins grand, mais le nombre des mémoires scientifiques est presque double de celui des mémoires de belles-lettres. A l'Académie d'Angers, avant 1747, rien que des discours, odes, fables, élégies, traductions en vers. En 1747 et les années suivantes, on voit apparaître des discours ou mémoires sur l'électricité, l'histoire naturelle, la respiration, la loi naturelle, etc. (On verra que la compagnie dijonnaise s'occupa de ces questions presque au lendemain de sa naissance.) A celle de Caen, continue M. Mornet, les sciences se glissent à partir de 1750... Enfin, de plus en plus, les sciences pratiques prennent une place prépondérante. Non seulement il se fonde de très nombreuses sociétés d'agriculture, mais l'économie rurale, la technique des métiers, l'organisation du commerce et de l'industrie deviennent l'une des préoccupations essentielles et même l'occupation essentielle de la plupart des académies. Qu'il s'agisse des blés, des vins, des huiles, des eaux minérales, des bois, du sucre, des maladies des plantes ou du bétail, des

engrais, des moulins, des tuileries, des forges, etc., chaque académie de chaque province s'efforce de discerner les problèmes pratiques qui intéressent la prospérité de la province et met les questions au concours. » Bien entendu, les académies provinciales « sont toujours, à certains égards, des académies de beaux esprits, des sociétés d'éloquence. Quelques-uns disent même, sans ménagement, des académies de bavards. Perreau, Brissot, Montbarrey s'affligent de leur multiplication qui multiplie les « bavardages » et les « écrivailleurs »... ; tout le monde n'est pas de leur avis. Dupont de Jumeaux se félicite à Bordeaux, que les académies se substituent aux universités « qui sont vieilles et qui ont tous les défauts et les vices de l'âge » (1). Nous allons constater qu'à côté de quelques « bavardages », beaucoup de bonnes, solides et utiles études furent poursuivies au sein de la compagnie dijonnaise.

*
**

Parmi ces 1867 travaux, un choix sévère s'imposait, et il fallait présenter un tableau exact de l'activité de la société. Sur quelles études notre examen devait-il porter ? Il convenait de retenir les sujets sur lesquels la compagnie était revenue à plusieurs reprises, auxquels, par conséquent, elle attachait une réelle importance. Cependant, elle n'a pas repris, faute de temps ou de moyens, ou encore parce qu'elle jugeait suffisantes les conclusions apportées, certains travaux dont il fallait parler. Ce que nous avons fait.

Le sujet commandait de demeurer dans des limites rigides. Nous avons donc dû laisser de côté des travaux publiés avant l'entrée de leurs auteurs à l'Académie ou dont celle-ci n'entendit pas la lecture quand ces écrivains y furent agréés. Sinon l'image de l'Académie eût été faussée.

Nous diviserons les travaux en deux chapitres : le premier examinera les sciences, le second les lettres et les arts. Le troisième chapitre de cette deuxième partie étudiera les Mémoires que l'Académie a mis au jour.

(1) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, pp. 148, 149, 299.

CHAPITRE PREMIER

LES SCIENCES

I. — Les sciences médicales

Ce sont celles que l'Académie a le plus cultivées : 632 mémoires médicaux furent lus pendant les cinquante-deux années d'existence de la société avant la Révolution.

Richard de Ruffey dit que dans les premiers temps de l'Académie, les médecins, « nation inquiète, avide, curieuse et dominante » se bornaient à lire aux séances leurs cahiers de cours (1). Il est sûr qu'au commencement, n'ayant rien d'autre à présenter, les médecins et chirurgiens détachaient certaines parties des leçons qu'ils professaient et qu'ils jugeaient intéressantes pour les bourgeois qui faisaient leur auditoire académique. Le premier mémoire fut lu le 4 août 1741 ; il était de Midan (2), qui tâchait de prouver que l'âme résidait dans le cerveau et non dans le cœur. Le 9 décembre de la même année, Raudot parlait de la circulation du sang. Le 15 juin 1742, la compagnie entendait une étude de Hoin sur la glande thyroïde. Le 14 décembre, Fournier parlait du traitement de la fièvre. Raudot faisait de même le 3 janvier 1744. Le 20 mars, Melot dissertait sur les moyens de parvenir à respirer librement dans l'eau. Le 27 mars, Fournier lisait un mémoire sur le sommeil. Le 25 août, Chaussier étudiait le cœur. Voilà les auteurs et les sujets des premiers mémoires médicaux (3).

Il faut attendre vingt années pour avoir quelques détails sur les travaux que l'Académie entendit ; car nous savons que leurs auteurs ne les déposaient pas dans les

(1) *Notes pour servir...*, note 17, éd. Lange, p. 90.

(2) Chirurgien à Dijon, Midan fut nommé pensionnaire le 12 août 1740. Cf. Milsand, p. 396.

(3) V. Reg. acad., t. I.

archives et que le premier registre — qui va de 1740 à 1761 — fut fort mal tenu.

Le 17 juin 1761, Fournier lit des observations sur le danger du sublimé corrosif et de l'arsenic. Il décrit les accidents qui survinrent à trois jeunes filles empoisonnées par le sublimé corrosif et dont deux moururent ; la troisième survécut, mais n'eut plus qu'une santé chancelante. Elles n'avaient cependant pris chacune qu'un grain de sublimé, mais il leur avait été donné dans une matière sèche, de sorte que la salive et le suc de l'estomac furent, dans cette occasion, le seul dissolvant, et le poison devint d'autant plus actif que son volume était plus petit. L'eau-forte et les autres acides minéraux, affirme Fournier, doivent toujours être mêlés à un liquide. Seuls, ils occasionneraient beaucoup de ravages. Ils sont employés souvent avec succès dans les fièvres. Il en est de même du sublimé corrosif que Van Vieten, de Haen, Marteau de Grandvilliers ont employé dans les maladies vénériennes. Et Fournier dit qu'il s'est servi dans les hôpitaux militaires du même remède pour ces maladies sans en avoir vu d'autre inconvénient qu'un peu de chaleur au gosier lorsqu'on le donnait sans interruption. Quant à l'arsenic, Fournier observa de graves dyssenteries causées par ce poison qu'un charlatan ordonnait à la dose d'un grain dans les fièvres intermittentes. Plusieurs accidents survinrent par l'application extérieure de l'arsenic. Combien doit-il être plus redoutable, pris intérieurement ! (1).

A la séance suivante, le 26 juin, Chardenon, revenant sur le sujet traité par Fournier, faisait des réflexions sur le sublimé corrosif (2).

Dans cette même séance, Hugues Maret lisait des observations sur les vésicatoires qui étaient alors très peu employés en France pour les pleurésies et les péripneumonies. Maret avait constaté que pour ces maladies, les vésicatoires appliqués sur le côté, à la manière anglaise, produisaient de très bons effets. Maret s'en est aussi servi avec succès dans les pleurésies putrides lorsqu'il faut relever le poulx. C'est ce dernier accident qui indiqua ce remède, car le sel de cantharide étant très septique, tend

(1) Reg. acad., t. II.

(2) *Ibid.*

à augmenter la dissolution du sang. Quant aux pleurésies et péripneumonies purement sanguines, dans lesquelles Maret recommande les vésicatoires en prenant les précautions nécessaires, tous les médecins, même en Angleterre, ne les approuvent pas dans ces maladies. Pringle est de l'avis de Maret, Huxam lui est opposé ; celui-ci ne les recommande que dans la fausse péripneumonie. Au reste, conclut Maret, le même remède n'est pas également bon pour tous les climats : dans les pays du Nord, où l'on boit peu de vin, où les humeurs sont engourdies et le sang peu « inflammatoire », les vésicatoires doivent être d'un usage plus fréquent que dans les pays méridionaux (1).

Il n'est pas en notre pouvoir de discuter les travaux des médecins. Notre rôle se borne à les présenter. Nous allons analyser la dissertation latine sur la respiration que Melot lut à la séance du 31 juillet 1761 (2). Nous dirons auparavant qu'il faut ne pas oublier que le travail du médecin dijonnais précédait de seize années les expériences décisives de Lavoisier. L'air passe dans les poumons, montra Lavoisier, y laisse une partie de son oxygène et se charge d'acide carbonique ; la respiration était donc une combustion. Puis, il établit, au moyen de mesures calorimétriques faites avec Seguin et Laplace, que la respiration est la cause de la chaleur animale, que les combustions respiratoires augmentent avec l'activité musculaire et que la chaleur s'élève. Enfin, que la transpiration réglait la chaleur animale. Lavoisier avait aperçu que des échanges énergétiques s'accomplissaient dans l'organisme ; les phénomènes vitaux n'étaient que des actions physico-chimiques.

Aristote, Platon, puis Descartes et Boerhaave avaient avancé que la respiration servait à rafraîchir le sang. Haller soutenait que la respiration comprimait le sang se trouvant dans l'abdomen et le renvoyait plus rapidement au cœur.

Quelle thèse Melot soutient-il ? Il divise sa dissertation en trois parties. Dans la première, il examine le mécanisme ; dans la seconde, l'usage ; dans la troisième, les

(1) *Ibid.* V. *Mémoires de l'Acad.*, 1769, p. XCIII.

(2) *Reg. acad.*, t. II.

principaux phénomènes de la respiration. Le mécanisme dépend uniquement de l'action des muscles inspireurs et expirateurs, et nullement de la pesanteur de l'air et de son élasticité. La raison qu'il donne est que la colonne d'air qui pèse sur la poitrine est en équilibre avec celle qui entre dans les poumons par la trachée-artère ; l'exemple de la pompe aspirante qui ne reçoit de l'air que lorsque le piston est tiré par une force étrangère à cet air, lui paraît venir à l'appui de son raisonnement. La respiration sert à la préparation du sang et à la formation de la voix. Les poumons sont le réceptacle du sang quand la masse en est trop considérable.

Melot explique ensuite les principaux phénomènes de la respiration. Un homme éprouve sur des montagnes très élevées une difficulté à respirer parce que l'air contenu dans les vaisseaux sanguins se raréfie et qu'il l'emporte sur l'air ambiant. Mais, pourquoi le sang se raréfie-t-il et pourquoi l'air intérieur ne saurait-il contrebalancer l'air extérieur ? C'est que le premier est trop léger ; l'air influe donc sur la respiration par sa pesanteur.

On respire difficilement en passant d'un lieu froid dans un lieu chaud. Cela provient de ce que la chaleur du poumon est moindre que celle de l'air extérieur et de ce que cet air se condense en pénétrant dans le poumon. Cependant, si l'on doit en juger par le thermomètre, on voit que la chaleur d'un homme vivant est fort supérieure à celle de l'atmosphère, que l'air ne pourrait se condenser en entrant dans le poumon, à moins qu'on ne suppose cet homme respirant dans une fournaise.

Si l'on met un animal dans un lieu étroit et hermétiquement clos, l'animal périt après un certain temps. La plupart des physiciens avaient attribué la cause de ce phénomène à l'air qui, étant trop chargé des gaz exhalés, avait perdu une partie de son élasticité et n'avait plus assez de force pour distendre les vésicules pulmonaires. Melot croit, au contraire, que dans ce cas la pression de l'air est trop considérable, qu'étant raréfié et d'ailleurs réfléchi par les parois du lieu fermé, il comprime fortement la poitrine et l'empêche de se dilater.

Jean-Jacques-Louis Hoin fait part, à la séance du 9 mars 1764 (1), d'observations sur le venin de la vipère et, particulièrement, sur celui de l'espèce connue en Bourgogne sous le nom d'envau ou envoye. Ces observations, au nombre de sept, sont le résultat d'une des conférences où les « maîtres en chirurgie » avaient discuté de la question. Hoin décrit le traitement appliqué à l'hôpital de Dijon sur des hommes et des femmes mordus par des vipères ; cinq ont été complètement guéris par l'usage de l'esprit volatil de sel ammoniac pris intérieurement et appliqué sur la blessure. L'infailibilité de ce remède, dont on doit l'invention à de Jussieu, fut démentie par la mort d'une fille âgée de vingt ans, le septième jour après la morsure d'une vipère. Cet accident engagea Hoin à joindre à la méthode de Jussieu le topique anglais qui n'est que l'huile d'olive appliquée chaude sur la blessure. Il obtint un plein succès avec Jeanne Bourgoin, âgée de vingt-cinq ans, mordue au doigt par un envau, regardé en Bourgogne comme l'espèce de vipère la plus venimeuse.

Après avoir dit que le topique anglais avait été appliqué à Londres et à Lyon avec un succès qu'il n'avait pas obtenu à Paris, Hoin conclut que ni la méthode de Jussieu, ni le topique anglais ne peuvent être regardés comme infailibles, mais que l'union de ces deux méthodes doit être le remède le plus souverain contre le venin des vipères.

Les effets de ce venin, assure Hoin, étaient l'éréthisme et le spasme dans la partie blessée, en second lieu l'affaiblissement du principe vital ; il est certain que l'huile d'olive ou tout autre corps gras agissant comme antispasmodique émollient, empêcheront l'engorgement de devenir gangréneux, diminueront et même feront disparaître l'éréthisme des nerfs de la partie blessée, et que les alcalis volatils ranimeront le principe vital affaibli par l'action du venin entraîné dans le sang par la circulation, ce que ces deux remèdes ne pouvaient faire séparément.

Nous remarquons dans cette étude de Hoin, un éclectisme qui prouve la connaissance exacte que le praticien

(1) Reg. acad., t. II.

dijonnais avait des doctrines alors en honneur. Le principe vital fut affirmé par l'école de Montpellier, et par de Bordeu en particulier ; tandis que l'éréthisme appartient à l'école dont le plus illustre représentant a été Albert de Haller qui détermina les lois de l'irritabilité et ses rapports avec les autres forces de l'organisme.

A peine avons-nous examiné quelques travaux présentés à l'Académie par les médecins et chirurgiens bourguignons que nous trouvons une illustration de presque tous les systèmes du XVIII^e siècle : avant celui de l'irritabilité et du vitalisme, nous avons perçu chez Melot un écho de l'iatromécanisme dont les chefs avaient été Hoffmann et Boerhaave.

Cependant, les médecins de l'Académie dijonnaise ne voulurent jamais suivre aveuglément les systèmes établis, même ceux qui connaissaient la plus grande vogue. Et Jean-Baptiste Antoine, dans le discours de remerciement qu'il prononça le 21 décembre 1786 (1), soutiendra que l'amour des systèmes et la « démangeaison des hypothèses » ont créé de grandes difficultés dans la théorie comme dans la pratique de la médecine. L'Académie, continuait-il, connaît depuis longtemps le danger de ces systèmes et met tous ses soins à les détruire. Ils s'appuient, pour l'ordinaire, sur des suppositions ou des probabilités, et ne sont propres qu'à retarder les progrès de l'art de guérir et peut-être qu'à renverser le « superbe et majestueux édifice » élevé par l'observation. C'est celle-ci, au contraire, qui, fondée uniquement sur des faits, reculera les bornes de la médecine. « Tenir ses regards fixés sur la nature ; étudier ses mouvements et sa marche ; la suivre pas à pas ; s'efforcer de n'échapper aucun de ses traits et d'en saisir jusqu'aux moindres nuances, afin d'en former des tableaux aussi fidèles qu'ils sont variés : tels sont les moyens qui conduisent à la vérité. » « Le plus souvent, écrit M. Mornet, on réclamait non pas des « systèmes » — presque tout le siècle, à partir de 1750, est dressé contre les systèmes — non pas des lois de l'esprit, mais des réalités, des lois expérimentales, des connais-

(1) Ms. arch. acad. Antoine avait été nommé associé le 14 décembre 1786. V. Milsand, pp. 356-357.

sances « pratiques » et « usageables » (1). L'on voit et l'on verra que l'Académie de Dijon pensait bien ainsi

C'est Hoin encore qui, le 25 janvier 1765 (2), présente un mémoire à l'Académie. Il traite alors des pierres sublinguales. Au mois d'août 1764, expose-t-il, Aimée Chamont, femme de Nicolas Maître, tailleur de pierre à Pargue, village de Champagne, fut attaquée d'une inflammation à la gorge, qui était épidémique dans cette province. Les progrès de la maladie furent si rapides que, dès le troisième jour, la malade ne pouvait ni avaler aucune espèce d'aliments, ni parler, et elle ne respirait qu'avec une très grande difficulté. Frigonneau, chirurgien à Pargue, ayant été appelé, fit ouvrir la bouche pour juger de l'état de la gorge ; mais, s'étant aperçu que le passage de l'air et des aliments n'était si fortement gêné que par l'enflure énorme de la langue qui fermait presque entièrement l'ouverture de l'arrière-bouche, il souleva la langue et vit dessous une tumeur assez grosse, au milieu de laquelle il remarqua un point noir. Il reconnut bientôt à l'aide d'un stylet que cette tumeur renfermait un corps étranger et, ayant pratiqué une incision sur la tumeur, il en tira une petite pierre oblongue, un peu recourbée, aplatie, longue de neuf lignes, large de deux et demie et épaisse d'une ligne et demie. Ses bords étaient arrondis. Toutes ces dimensions ont été prises sur la pierre même qui fut envoyée à Richard de Ruffey pour la montrer à l'Académie. La malade avala avec facilité immédiatement après l'opération, et elle fut guérie en trois jours, sans qu'on eût employé d'autres remèdes que des gargarismes émollients.

Celui qui avait fait tenir la pierre à Ruffey écrivait que le chirurgien ne s'expliquait pas comment elle avait pu se former et pria Ruffey de lui procurer des éclaircissements sur ce sujet. Hoin les fournit. Il dit d'abord que par plusieurs observations données par différents médecins et chirurgiens et recueillies par Schenkus, Rivière et Planque, ou rassemblées dans la *Collection*.

(1) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 474.

(2) Reg. acad., t. III.

académique (1) on a déjà vu souvent de pareilles pierres, et même dès les premiers âges de la médecine.

Après avoir rappelé les idées générales que l'on a sur la formation des calculs, qu'on trouve indistinctement dans toutes les parties du corps humain, Hoin fait observer que l'épaississement de la liqueur salivaire des glandes maxillaires est probablement la cause de ces pierres. La situation des glandes relativement à leurs canaux excréteurs lui semble faciliter cet épaississement, et ce qui paraît tout à fait confirmer ce qu'il avance c'est que toutes les pierres dont parlent ceux qui en ont observé, ainsi que celle que Frigonneau a extraite, ont été trouvées dans le conduit de Wharton, qui est le canal excréteur de ces glandes, et que plusieurs d'entre elles en sont sorties par la seule pression, sans effusion de sang ni de pus. Mais, assure Hoin, le traitement de ces tumeurs ne doit pas toujours être le même, et la simple pression ne suffira que lorsque les pierres se présenteront à l'orifice du conduit de Wharton ou lorsqu'elles seront très petites, tandis que leur grosseur ou leur situation dans le canal, ainsi que l'inflammation de la langue doivent engager à avoir promptement recours à l'incision.

Si jadis les médecins membres de la fondation Pouffier se contentaient de lire leurs cahiers de cours en guise de dissertations académiques, ils avaient fait de grands progrès depuis. Forts par le nombre, ils l'étaient devenus par la qualité de leurs travaux. On avait recours à eux, nous venons de le voir, pour expliquer les causes d'une maladie, et leur porte-parole, Hoin, avait savamment

(1) La *Collection académique*, œuvre spécifiquement bourguignonne, devait renfermer sous une forme condensée, en substituant l'analyse des faits aux théories a priori, tout ce qu'il y a d'important dans les publications des académies françaises et étrangères, depuis les *Mémoires de l'Académie florentine del Cimento*, composée des disciples de Galilée. Cette vaste conception fut exécutée en Bourgogne. 33 vol. in-4 parurent. Ce ne fut point Dijon, mais Semur-en-Auxois qui, sous les auspices de Malesherbes et de Buffon, devint le centre de l'entreprise. Gueneau de Montbeillard, le chevalier de Buffon — frère de l'auteur de l'*Histoire naturelle* — les deux Daubenton la dirigèrent avec le médecin Berryat, d'Auxerre, qui en avait tracé le plan, ainsi que l'affirme le discours préliminaire placé en tête du tome III de la *Collection*. V. *Mém. de l'Acad. de D.*, 1839-1842, pp. 168, 169, et Th. Foisset, le *Président de Brosses*, pp. 534-536. Les deux premiers volumes parurent l'année même de la mort de Berryat (1754). L'éloge de ce savant médecin fut prononcé à la séance tenue le 13 mai 1754 par la Société Richard de Ruffey. V. *Œuvres de la Soc. littér.*, ms. 1597, f^{os} 211-216.

répondu. Au courant de tous les progrès de la médecine, ils s'efforçaient non seulement de ne pas être en retard, mais encore d'aller de l'avant. Ainsi, ils n'avaient pas attendu que l'inoculation, qui s'était répandue dans toute l'Europe à la fin du XVII^e siècle, fût autorisée en France (1764), pour s'en préoccuper vivement. Dès 1756, Hugues Maret avait séjourné à Genève afin de voir comment se faisait l'opération, et il ne craignit pas, à la séance publique du 17 décembre 1756, de prononcer un vibrant plaidoyer en faveur de l'inoculation à propos de laquelle il venait de publier un mémoire (1). Il revint sur ce sujet le 6 juillet 1759 (2) ; Fournier, à son tour, en parla le 22 février 1760 (3). Vingt ans après, à la séance du 12 août 1779 (4), Maret lisait le plan d'une étude, qu'il se proposait de faire imprimer, *sur les moyens à employer pour s'opposer aux ravages de la variole* (5). Dans la première partie, il combat la méthode de l'extirpation ; dans la seconde, il affirme que pour diminuer les dangers de la variole, il faut aller au-devant d'elle en pratiquant l'inoculation ; dans la troisième, il s'attache à résoudre les objections qu'on produit encore contre l'inoculation, et expose les motifs montrant la nécessité de cette légère opération. Lorsque le mémoire eut paru, les attaques contre l'inoculation semblèrent être moins violentes et les approbations plus nombreuses. Barbier de Tinan, commissaire des guerres à Strasbourg (6), envoie ses félicitations à Maret et l'assure que son ouvrage est bien propre à dissiper les préjugés qui demeurent encore chez beaucoup de personnes contre « l'excellente méthode de l'inoculation » ; elle est assez en vogue en Alsace, continue Barbier, et elle n'a connu que des succès. « Mais cette méthode qui est avantageuse pour les individus qui s'y soumettent, le serait bien plus encore à l'Etat, considérée en grand, et c'est de quoi je désirerais qu'on s'occupât

(1) Reg. acad., t. I. Le mémoire parut à Dijon, 1756.

(2) *Ibid.* V. Mém. de l'Acad., 1769, p. LXXXVI.

(3) *Ibid.*

(4) Reg. acad., t. X.

(5) Dijon, 1780.

(6) Acad. non résidant du 19 novembre 1778. Cf. Milsand, p. 358. V. l'étude de Gasser, *Mém. de l'Acad. de D.*, 1920-1921, p. 168, note 2.

en la mettant à portée du peuple et du pauvre (1). » F.-M. Rémond, « médecin du dépôt de mendicité du département de la Côte-d'Or, ex-chirurgien interne des hôpitaux des vénériens et de la Charité de Paris, etc. », dans une notice qu'il publiait en 1818 sous le titre : *Avis aux pères et mères sur la vaccine, ou résultat des vaccinations pratiquées* (2), avançait qu'en 1720, vingt mille personnes étaient mortes à Paris de la variole, et reproduisait la note suivante que Maret avait mise à son mémoire : « Je n'ai pu me procurer un dénombrement de ceux qui ont eu la variole en cette ville (à Dijon), et qui en sont morts ; mais on m'a mandé qu'à Saulieu, depuis le mois d'avril jusqu'à la fin d'octobre, il y a eu 400 variolés dont 169 sont morts, près de 9 sur 22 ; qu'à Semur, dans la même épidémie, sur 200 malades de la variole, il y a eu 50 morts, 1 sur 4 » (3). Et Rémond concluait que le quart du genre humain était victime des effets de la maladie.

Aussitôt que les résistances officielles eurent pris fin en France, Maret fut le défenseur acharné et l'enthousiaste propagandiste de l'inoculation. Le 7 juin 1765 (4), il lit à l'Académie une lettre qu'il a écrite à La Condamine sur la mort du plus jeune des deux enfants d'un M. Delapierre que le médecin Acton avait inoculés au mois de janvier 1765 à Besançon. Maret prouve par l'histoire des faits que l'inoculation avait produit l'effet le plus désirable en donnant à l'enfant une petite vérole discrète, très bénigne, que le jeune inoculé a été atteint d'une fièvre miliaire semblable à celle qui règne en Bourgogne depuis le mois de septembre 1764 et qu'on observait à Besançon dans le temps où l'inoculation fut faite. En rapprochant la description de la fièvre épidémique du récit de la maladie qu'ont eue celui des inoculés qui est mort et l'autre qui a échappé au danger, Maret montre que l'on ne doit pas attribuer à l'inoculation la mort de l'enfant.

Pour répondre aux violentes attaques contre l'inoculation qui s'étaient déclenchées à Besançon après le décès du jeune Delapierre, Maret envoie le 19 janvier (5) une

(1) Ms. arch. acad.

(2) Dijon, Victor Lagier, 1818, 24 pages.

(3) F.-M. Rémond, *Avis aux pères et mères...*, p. 12.

(4) Reg. acad., t. III.

(5) *Ibid.*

seconde lettre à La Condamine où il avance que la quantité de pus à introduire est probablement sans importance, qu'il est aussi à présumer que le mélange de pus varioleux pris sur deux personnes différentes ne peut produire aucun effet dangereux, et que les accidents qui sont survenus n'ont point de ressemblance avec ceux qui arrivent à cause de plaies trop grandes. Maret conclut que la manière dont l'inoculation fut pratiquée n'a point eu d'influence, que la fièvre miliaire est la seule cause qu'on puisse raisonnablement retenir.

D'autre part, des gens mal intentionnés répandirent dans le public le bruit qu'on devait attribuer la mort du fils du président de Brosses à l'inoculation qu'on lui avait faite à Lyon. Et Maret, pour prouver combien ce bruit était mal fondé, ajouta à sa lettre l'histoire de la maladie dont était mort l'enfant : c'était un mal de gorge gangréneux. Il terminait en disant qu'une inoculation pratiquée au mois de septembre 1764 n'avait pu avoir des suites fatales en mai 1765.

A la séance publique du 21 décembre 1766 (1), Gueneau de Montbeillard lut un mémoire sur l'inoculation. On a déjà plusieurs fois, mais inutilement élevé la voix dans l'Académie en faveur de l'inoculation, disait Gueneau, qui rappelait le voyage de Maret à Genève, le plaidoyer du 17 décembre 1756. Il ajoutait qu'il avait inoculé lui-même son fils en 1764, avec un plein succès.

Maret écrivit encore le 14 juillet 1769 (2) à La Condamine pour lui faire savoir que quatre inoculations avaient été faites à Dijon dans le cours du mois de mai 1764, que trois avaient été suivies d'une petite vérole très bénigne, qu'une seule avait été infructueuse quoique pratiquée deux fois, et que les inoculés se portaient à merveille.

La compagnie n'avait pas peur d'affirmer les bienfaits de l'inoculation variolique qui, cependant, présentait de sérieux dangers. La vaccine ne devait être découverte qu'en 1796 par le médecin anglais Jenner.

La pédagogie était à la mode. La Condamine, dont nous écrivions le nom tout à l'heure, entre bien d'autres et Locke en particulier, avait montré les erreurs de l'édu-

(1) *Ibid.* V. *Mém. de l'Acad. de D.*, 1769, p. 375.

(2) *Reg. acad.*, t. V.

cation traditionnelle. Il était l'ami de Rousseau. *L'Emile* parut. Le livre eut un succès considérable. L'Académie de Dijon ne pouvait ignorer l'ouvrage de son ancien lauréat. Ses médecins acceptèrent les idées de Rousseau en ce qui touchait à leur art, bien que l'auteur du discours de 1750 ne se privât pas d'attaquer les disciples d'Hippocrate dès les premières pages de *l'Emile* (1), et qu'il proclamât n'accepter d'être l'éducateur de l'enfant que s'ils n'ont rien à faire avec lui : « Qu'on me donne donc un élève qui n'ait pas besoin de tous ces gens-là, ou je le refuse » (2). A la séance du 28 juin 1765 (3), Chaussier parla de l'alimentation des nouveaux-nés. La nature, disait-il, a préparé dans le sein des mères une nourriture analogue aux humeurs de leurs enfants, un lait d'une consistance proportionnée aux forces de l'estomac (4) ; mais en imposant silence au cri de la nature, l'usage a introduit la pratique vicieuse d'arracher un enfant à sa mère pour le livrer aux bras d'une mercenaire. Et Chaussier soutiendra avec force que cet usage est profondément condamnable et qu'en n'allaitant pas elles-mêmes leurs enfants, les mères exposent non seulement la santé de leurs précieux rejetons, mais encore la leur propre ; et que la plupart des raisons qu'on allègue pour se dispenser de ce devoir ne sont que de vains prétextes (5). Il va plus loin et il assure que l'intérêt même des femmes qui se chargent de remplacer les mères s'oppose, s'il est bien entendu, à l'entreprise que leur avidité leur fait tenter (6).

Aux voix qui étaient montées et qui continuaient de monter de tous côtés, et à la plus grande, à la plus pathétique, celle de Rousseau, les femmes qui ne pouvaient nourrir elles-mêmes, étaient inquiètes, avaient pris peur, et si grandement qu'on chercha à apaiser leurs angoisses. Le 14 août 1767 (7), Hoin lit à l'Académie des « réflexions

(1) V. par ex., p. 65, t. I, éd. de 1762 (A. Amsterdam, chez Jean Néaulme).

(2) P. 67.

(3) Reg. acad., t. III.

(4) Rousseau le dit aussi : v. *l'Emile*, p. 73.

(5) V. *l'Emile*, pp. 29-30.

(6) Rousseau écrira : « Celle qui nourrit l'enfant d'une autre au lieu du sien est une mauvaise mère ; comment sera-t-elle une bonne nourrice ? » *Ibid.*, p. 31.

(7) Reg. acad., t. IV.

sur les moyens de diminuer les dangers auxquels sont exposées les femmes qui n'allaitent pas leurs enfants ». Il fait d'abord observer que la méthode échauffante employée dans le traitement des femmes en couches et la sévérité du régime auquel on les astreint sont les principales causes de la plupart des accidents qui surviennent après l'accouchement ; que le tableau effrayant tracé par le médecin Puzos pour déterminer les femmes à ne pas « étouffer leur lait » — c'est l'expression de Puzos — mais à allaiter leurs enfants, ne présente que l'état de celles qui par préjugés s'asservissent encore à cette habitude, et ne pouvait qu'effrayer les femmes, surtout les femmes de distinction, sans leur persuader de nourrir leurs petits ; qu'en insistant si fort, il a empêché que sa méthode n'ait été rapidement adoptée par tout le monde, comme elle l'est à présent par tous les médecins et par tous les accoucheurs. « M. Tronchin, dit ensuite Hoin, a mieux vu ce qui convient au siècle dans lequel il vit. Il dispense des soins de l'allaitement et prévient les dangers de ne pas allaiter. » La méthode que suivait Tronchin avait la plus grande vogue à Paris. Hoin pensa que la mode la ferait bientôt désirer à Dijon. Aussi voulut-il la connaître. On lui répondit en détail à la lettre qu'il avait écrite. Il lui fut expliqué que « douze, quatorze ou dix-huit heures après l'accouchement, on applique sur le sein une flanelle qui l'enveloppe ; on la recouvre d'une vessie de cochon, et le tout imbibé d'une bonne eau-de-vie chaude. On renouvelle cette fomentation de douze en douze heures ; elle n'empêche pas le lait de se former dans le sein, elle l'empêche d'y séjourner et par conséquent de s'y grumeler. Si le quatrième ou le cinquième jour des couches, l'accouchée, faute des évacuations nécessaires a eu un peu de vapeur, on applique sur le ventre un cataplasme de riz bien crevé dans l'eau et renfermé dans une poche de flanelle ». Le reste du traitement était tout à fait conforme à celui que les médecins et les accoucheurs de Bourgogne avaient adopté depuis très longtemps. Cette façon de traiter les femmes en couches, écrivait-on encore à Hoin, est suivie des plus grands succès, et le médecin dijonnais concluait qu'« il n'est pas

si dangereux qu'on le prétend que les femmes de distinction n'allaitent pas leurs enfants ».

Poissonnier, qui, étant parti pour Paris, avait dû abandonner sa place à l'Académie, exprima, en 1771, son vif désir de compter à nouveau parmi les membres de la fondation Pouffier. Il était l'auteur d'ouvrages appréciés, parmi lesquels Hugues Maret cite un *Traité des maladies de Saint-Domingue*, un *Essai sur les maladies des gens de mer* et un *Mémoire sur la manière dont on devait nourrir l'équipage des vaisseaux*. Il présenta un *Mémoire sur l'habillement des troupes considéré dans l'influence qu'il a sur la plupart des maladies auxquelles les soldats sont sujets*. Hoin rédigea un rapport sur cet ouvrage et le lut à la séance du 27 décembre 1771 (1). Les fonctions, commence Poissonnier, ne s'exécutent bien dans l'homme qu'autant que la circulation y est libre et que les humeurs ne sont pas altérées. L'habillement des soldats détruit en plusieurs points ces deux conditions essentielles à la liberté dans l'exercice des fonctions du corps. En effet, de triples jarretières de chaque côté, l'une au-dessus du genou, pour les bas ; les deux autres au-dessous pour retenir la partie inférieure du « canon » de la culotte et de la guêtre ; d'autres ligatures aussi multipliées qu'il y a de boutons à celle-ci pour chaque jambe ; une boule de métal qui comprime le jarret, une autre qui appuie sur le cou-de-pied, une ceinture de culotte étroite et serrée sur les hanches, des « canons » trop justes qui pressent le bas de la cuisse, sont autant d'entraves qui gênent la marche du soldat en ralentissant la circulation du sang dans ses jambes et dans ses cuisses. Aussi voit-on des fatigues, des talures, des engorgements, des gangrènes. D'autres gênes, plus dangereuses encore, proviennent des vestes et des habits trop étroits, de la bandouillère qui soutient l'havresac. Mais les plus funestes inconvénients ont pour cause la lanière de cuir serrée autour du cou par une boule de métal placée sur la nuque. Les carotides et les jugulaires en sont tellement comprimées que la circulation du sang n'est pas libre dans la tête ; d'où s'ensuivent diverses affections cérébrales. Toute une compa-

(1) Reg. acad., t. VI. V. *Mém. de l'Acad.*, 1774, p. 417.

gnie d'un régiment étranger mourut d'apoplexie parce que ses soldats avaient reçu l'ordre de serrer fortement leur col de cravate afin d'avoir le visage plus vermeil et l'air plus vigoureux.

Après avoir considéré les inconvénients de l'habillement des troupes, Poissonnier indique les moyens de les prévenir. Il veut que le soldat ait le cou nu ou simplement recouvert d'une étoffe qui ne le comprime pas, que sa veste et son habit soient larges, surtout vers les aisselles, que ce dernier puisse être boutonné de haut en bas, que l'havresac soit maintenu par deux courroies, que la culotte soit à large ceinture recouvrant une partie du ventre et à « canons » amples, que les bas s'y trouvent assujettis par des lacets, qu'il y ait tout au plus une jarrettière au-dessous du genou, que la jambe soit garnie d'une demi-botte et le soulier attaché par des courroies. Alors, la marche du soldat sera plus facile, le conduira plus loin sans fatigue et ne l'exposera plus aux accidents que nous avons vus. Les fonctions du ventre, de la poitrine, des bras et du cerveau s'exécuteront plus librement. Et si, comme le voudrait Poissonnier, le soldat a une paye qui lui permette d'user sobrement des liqueurs fermentées, sa force deviendra égale à sa valeur.

« Cet ouvrage, dira Hoin, est d'une utilité incontestable à un grand nombre de gens que leur dévouement au service du souverain et à notre repos nous rend précieux. » Poissonnier fut aussitôt nommé académicien honoraire non résidant.

L'auteur, resté inconnu, des *Songes du chevalier de la Marmotte* n'est certainement pas Poissonnier. Il assurait que le métier de soldat consistait surtout « à faire adroitement et lestement une pirouette sur un talon, en tenant sur l'épaule une longue sarbacane à tirer des pois. Dès que mon compagnon de voyage se fut enrôlé dans sa nouvelle profession, on lui serra étroitement les jambes avec deux morceaux de toile blanche ; on lui raccourcit son habit de plus d'un tiers ; on rétrécit si fort ses culottes qu'il avait peine à se baisser ; et on commença à l'exercer. On le faisait pirouetter à droite et à gauche, et quand sa pirouette était ou trop lente ou trop précipitée, on lui

pinçait le derrière si fort que la douleur l'obligeait à faire une grimace qui faisait rire tous ses camarades » (1).

Guyton de Morveau vient lire, le 31 janvier 1772 (2), une « observation psychologique sur les inductions que l'on peut tirer des réponses d'une fille tombée dans l'imbécillité pour fixer l'époque où elle a commencé ».

Une fille imbécile avait fait une donation entre vifs en faveur d'un parent éloigné. Les plus proches, dix mois après, demandèrent que l'acte fût frappé de nullité en alléguant l'état de santé de la donatrice, qu'ils firent interroger par le juge. Les réponses pouvaient-elles servir à indiquer l'époque où avait commencé la maladie ? Guyton de Morveau l'assura. En les lisant, il reconnut que les unes indiquaient la raison et la sagesse et que les autres marquaient au contraire plus que le simple affaiblissement de la mémoire. Guyton de Morveau fut tenté d'imaginer que l'âme d'un imbécile devait être comparée à des tablettes où il pouvait lire ce qu'il y avait autrefois de gravé, tandis que rien ne s'imprimait plus après que son intelligence eût sombré. Cette infirmité est semblable à la perte de la vue : « c'est une cécité de l'âme, dit Guyton de Morveau, opérée par le dérangement des organes qui servent à la perception désirée. » Or, s'il fallait fixer l'époque incertaine à laquelle un homme aurait cessé de voir, on y parviendrait en lui faisant des questions sur les formes et les couleurs des édifices ou objets placés successivement autour de lui à des dates connues. Ceux dont il n'aurait aucune connaissance, aucun souvenir prouveraient qu'il avait perdu la vue dans le temps où ces objets commencèrent d'exister. On trouvait dans les réponses de l'imbécile des parties propres à justifier la comparaison. Elle n'avait pas oublié son nom ni celui de ses parents, ni la religion qu'elle professait, ni les exercices qu'elle en avait faits, ni l'obligation de dire la vérité et plusieurs autres circonstances dont elle avait été instruite avant l'aliénation de son esprit. « C'était autant de traits qu'elle lisait encore machinalement sur les organes de sa mémoire. » Mais il paraissait par d'autres réponses que cette fille ignorait absolument ce qui s'était passé

(1) V. D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 46.

(2) Reg. acad., t. VI.

autour d'elle depuis que sa raison égarée, « avait perdu la faculté d'imprimer quelques traces sur cet organe ». Elle ne put dire le nom de sa servante. Elle nia avoir fait une donation. Elle ne se souvenait plus de la mort de sa sœur qui avait vécu avec elle plus de quarante ans.

Les réflexions de Guyton de Morveau se trouvèrent s'accorder avec d'autres circonstances du procès ; elles déterminèrent les juges à permettre la preuve de l'imbécillité.

Maret, à son tour, fit part à l'Académie d'une consultation qu'il a rédigée dans le même procès. Un médecin et un chirurgien, nommés pour procéder à l'examen de la fille, avaient avancé dans leur rapport qu'elle était dans cet état d'imbécillité où ils l'avaient vue depuis quatre ou cinq mois. Maret, après avoir donné de multiples détails sur la santé de la malade, indiqua les signes auxquels on peut reconnaître l'aliénation de l'esprit, et dit en terminant que les auteurs du rapport n'ayant reconnu dans cette fille aucun signe extérieur qui ait pu annoncer un changement dans l'organisation du cerveau, et ne faisant mention d'aucune maladie dont l'époque fut située à quatre ou cinq mois, la médecine n'offrait aucun moyen de découvrir si cette fille était imbécile et, à plus forte raison, de déterminer le moment où elle l'était devenue.

Dans l'*Emile*, Rousseau écrivait : « ...des multitudes de peuples lavent les enfants nouveau-nés dans les rivières ou à la mer sans autre façon... à mesure qu'ils se renforcent, diminuez par degrés la tiédeur de l'eau, jusqu'à ce qu'enfin vous les laviez été et hiver à l'eau froide et même glacée... » (1). Le 7 février 1772 (2), le médecin Durande lut un mémoire intitulé : *Histoire du bain froid*. Il commença par dire que le bain froid a été connu dès les premiers moments où les hommes formèrent des sociétés. Il montra ensuite que les Egyptiens, les Rutules, les Germains, les Scythes, les Gaulois, les Grecs et surtout les Lacédémoniens, en usaient fréquemment. Que ce bain fut le seul que connurent les Romains jusqu'au temps de Mécène, époque où le luxe commença à devenir considérable ; qu'alors, la mollesse de ces maîtres du

(1) P. 84.

(2) Reg. acad., t. VI.

monde mit en vogue les bains chauds, mais sans faire abandonner absolument les bains froids.

Les Irlandais, les montagnards d'Ecosse, et presque tous les sauvages de l'Amérique ont l'habitude de plonger leurs enfants dans l'eau froide peu de temps après leur naissance. En Russie, les paysans et les gens du peuple se jettent dans l'eau froide ou dans la neige en sortant d'un bain chaud. La plupart des anciens peuples ont mis les bains froids au rang des pratiques religieuses ; les médecins égyptiens, grecs, romains, arabes, anglais, italiens et français, frappés des avantages qu'on pouvait retirer des bains de cette espèce dans un grand nombre de maladies, les ont employés souvent avec succès, et se sont longuement étendus sur les circonstances où l'on pouvait y avoir recours et sur la maladie d'Auguste dont Musa le guérit au moyen du bain froid.

Le bain froid, dira en terminant le médecin dijonnais, était donc chez les anciens une pratique salubre et généralement admise. La religion, qui souvent dans ses préceptes cherchait à assurer la santé des hommes, a tâché d'en étendre l'usage. Les médecins les plus éclairés en ont reconnu dans tous les temps l'utilité. Nos forces sont moindres que celles des anciens. Pour rendre aux hommes leur vigueur première, rien ne vaut le bain froid et le lavage froid pour les enfants.

L'article XVIII des règlements invitait les académiciens à faire part de ce qu'ils trouveront d'intéressant dans les ouvrages nouveaux. Maret ayant lu un mémoire de « M. Hartmann, médecin du feu roi de Pologne, duc de Lorraine, agrégé du collège de médecine de Nancy, et membre de l'Académie des sciences de cette même ville, dans laquelle il résida », jugea que cet ouvrage, par les détails qu'il renfermait, pouvait être intéressant et utile à connaître, et demanda à la séance du 26 janvier 1776 (1), la permission d'en parler. Cette permission lui fut tout aussitôt accordée. Le travail de Hartmann exposait les moyens de rappeler à la vie ceux que la « vapeur du charbon » a réduits à l'état de mort apparente. Le médecin de Nancy présentait des observations précises, et, à l'histoire des symptômes qui précèdent et accompagnent la

(1) Reg. acad., t. VIII.

suffocation produite par « la vapeur du charbon » et de ceux qu'on observe pendant le traitement, il joignait un exposé très clair de la méthode à suivre pour ranimer les malades, ainsi que plusieurs exemples qui en constataient l'efficacité. Maret s'arrêta particulièrement à l'histoire de la maladie et au traitement approprié, et, en finissant il a demandé s'il ne serait pas désirable de donner la plus grande publicité à la méthode employée par Hartmann. L'Académie accueillit avec empressement la proposition de Maret et décida qu'on remettrait à Frantin, éditeur des *Affiches de Dijon*, un précis de l'histoire de la maladie et du traitement et qu'on l'inviterait à l'insérer le plus tôt possible (1).

Les médecins, de tous côtés, s'étaient inquiétés des épidémies qui, à plusieurs reprises, éclatèrent à travers la France. Elles avaient pour cause les ensevelissements dans les églises et dans les cimetières établis à l'intérieur des villes. A Dijon, pendant l'hiver 1772-1773, on ne put par suite de fortes et longues gelées enterrer les morts que l'on entassa dans les souterrains de l'église Saint-Etienne. Des miasmes ne tardèrent pas à s'élever du vaste charnier, et beaucoup de personnes moururent. Une terrible épidémie aurait ravagé Dijon, si Guyton de Morveau n'était parvenu à désinfecter l'édifice par l'acide chlorhydrique gazeux (2). Maret fit alors paraître un mémoire qui eut un grand retentissement (3). Dès le 20 juillet 1773, Mgr d'Apchon, évêque de Dijon, publia un mandement contre l'usage des sépultures dans les églises. Nommé à

(1) V. les *Affiches* des 6, 13 et 20 février 1776.

(2) « ...J'aimerais mieux voir sur la façade de l'ancienne église Saint-Etienne (aujourd'hui la halle au blé) un marbre indiquant que c'est là que le 6 mars 1773, Guyton de Morveau, pour neutraliser les miasmes s'exhalant du vaste charnier et qui avaient déterminer une effrayante mortalité dans le voisinage, fit la première application de son procédé de désinfection de l'air par le chlore, procédé qui a peut-être sauvé la vie à des milliers d'individus en prévenant des épidémies, que de lire sur les murs de l'ancien hôtel de ville, occupé maintenant par les Archives départementales, que le 13 septembre 1513, sous la magistrature de Bénigne de Cirey, vicomte-maieur, les Suisses levèrent le siège qu'ils avaient mis devant Dijon. Je crois que rien ne serait plus propre à faire naître l'émulation et à honorer une ville... » Victor Dumay, *Mémoires de l'Académie*, 1847-1848, Partie des sciences, p. 119, note 1. V. aussi Girault, *Essais sur Dijon*, p. 416 et note 2 de cette page.

(3) *Mémoire sur l'usage où l'on est d'enterrer les morts dans les églises et dans l'enceinte des villes*. Dijon, Causse, 1773; Note à ajouter à ce mémoire, Dijon, Causse, 1774.

l'archevêché d'Auch en 1776, il se conforma aussitôt à l'ordonnance royale qui venait d'être publiée (1), et, en juillet 1777, un cimetière fut créé à Auch : c'est le cimetière de l'Est. Mgr d'Apchon vainquit toutes les résistances, parvint à faire renoncer aux droits acquis, demanda que son corps fût enterré dans le cimetière commun (2). L'abbé Grandidier, « historiographe de l'évêché de Strasbourg, chanoine de Neuwillers », présenta le mémoire de Maret au cardinal de Rohan, à l'évêque d'Arath, suffragant de l'évêque de Strasbourg, en parla dans son premier volume de l'*Histoire de Strasbourg* (3). Par une lettre datée du 18 mars 1777 (4), Grandidier indique à Maret que deux dissertations ont paru à Strasbourg sur la fin de 1776 ; elles sont intitulées : *De noxis ex sepultura in templis* et *De loco sepulturae*. Il s'offre à les faire parvenir à Maret, ainsi que le mandement que le cardinal de Rohan donnera probablement sur ce sujet. Puis, dans une lettre datée du 5 avril 1777 (5), il dit que les cimetières d'Alsace sont toujours situés hors de l'enceinte des villes et des bourgs et dans des endroits isolés. Ceux qui voulaient être enterrés dans les églises devaient payer des sommes fort considérables aux fabriques ; aussi un très petit nombre en a-t-il eu les moyens. D'autre part, le diocèse défendait l'ouverture d'une fosse avant quatre à cinq ans. Dès le seizième siècle, on interdit à Strasbourg les sépultures dans les églises et même dans l'enceinte de la ville. En preuve, Grandidier envoie à Maret la traduction du statut municipal de 1527 (6).

(1) Une déclaration du roi défendant les sépultures dans les églises fut faite en mars 1776. L'ordonnance date d'octobre 1776 ; elle prescrivait de créer dans toute la France des cimetières publics, en dehors des murs des villes et de toute agglomération rurale. V. *Description du duché de Bourgogne*, t. IV, p. 669.

(2) Bulletin histor. du diocèse de Dijon, t. I, pp. 77-78.

(3) Ce premier volume parut en décembre 1776. V. p. 396. Nous savons que Grandidier fut nommé membre de l'Acad. de D. le 10 avril 1777.

(4) Cette lettre se trouve dans les arch. acad. Elle a été publiée par A. Gasser dans les *Mém. de l'Acad. de D.*, 1920-1921, p. 151.

(5) Cette lettre, qui existe dans les arch. acad., a été également publiée par A. Gasser, *op. cit.*

(6) Les arch. acad. possèdent cette traduction. Le statut municipal est du 9 février 1527 ; il fut renouvelé le 8 août 1527 et le 22 mai 1531. V. A. Gasser, *op. cit.*, p. 153, note 1.

Lorsque Maret eut publié son *Mémoire sur l'usage où l'on est d'enterrer les morts dans les églises et dans l'enceinte des villes*, Bernard Piron (1) écrivit :

Le gros Maret, par qui tout le monde trépassé,
Veut nous faire inhumer dehors.

Il a parbleu raison, car pour tenir ses morts,
Dijon n'a pas assez d'espace (2).

A son tour, le médecin Durande lut à la séance du 10 mars 1785 (3) un *Mémoire sur l'usage d'ensevelir précipitamment les morts*. Il dit l'habitude qu'ont presque tous les peuples de garrotter les nouveau-nés et les morts. La « philosophie » est parvenue à faire abandonner le maillot (4). Il espère que la suppression des liens dont on enserre les morts ne tardera pas. Il montre ensuite les dangers des inhumations précipitées dont ne se sont jamais rendus coupables les Grecs et les Romains, à cause de leur très grand respect pour ceux qui n'étaient plus.

Les raisons qui poussent à enterrer les morts le plus rapidement possible sont : l'avarice, qui fait craindre que les morts ne souillent les lits ; la cupidité des ensevelisseurs.

Durande voudrait qu'à l'exemple des Anglais, des magistrats de la ville d'Arras, du Parlement de Metz et du

(1) Bernard Piron « fils d'un apothicaire de Dijon et neveu du poète Piron avait quelques prémices de talents pour la poésie et la littérature, qu'il n'a pas cultivés, tant par le conseil de son oncle que par son goût pour la débauche. Ayant commis, avec des libertins de ses amis, des impiétés scandaleuses qui pouvaient lui faire redouter la sévérité des lois si les égards que méritait sa famille n'en avaient arrêté l'effet, on lui fit dire de ne plus rentrer à l'Académie ». Richard de Ruffey, *Notes pour servir*, note 150, éd. Lange, pp. 169-170. Né et mort à Dijon (16 décembre 1718 — 9 mai 1812), Bernard Piron, avocat au Parlement, mais surtout amoureux de poésie et habile dans l'épigramme, entra à l'Académie au titre d'associé le 12 août 1740 ; devint pensionnaire le 17 février 1746. (Cf. Mil-sand, p. 403). Il donna sa démission le 9 août 1748. Il avait lu à l'Académie, le 28 février 1744, un discours sur la calomnie ; le 14 janvier 1746, une ode sur la mort ; le 11 mars 1746, une ode contre les femmes ; le 1^{er} avril 1746, plusieurs odes sur les psaumes. Sur Bernard Piron, v. Muteau et Garnier, t. II, pp. 453-454. Girault écrit : « ...On en cite de lui (des épigrammes) beaucoup d'heureuses, et même un peu trop mordantes ; elles n'ont jamais été imprimées ; passionné pour la poésie, Bernard Piron s'occupa exclusivement à faire des vers, et, quoique peu riche, négligea tous les autres genres de travail... En lui s'éteignit et le nom et les talents poétiques des Piron. » *Essais sur Dijon*, p. 498.

(2) Ms. 2064, p. 1122, Bibl. de D.

(3) Reg. acad., t. XIV. V. *Mémoires de l'Académie*, 1785, premier sem., p. 184. Durande avait publié antérieurement un *Mémoire sur l'abus de l'ensevelissement des morts* (Strasbourg, 1780, in-8).

(4) V. *Emile*, pp. 86 et 87, et note p. 87.

grand duc de Toscane, on ne mit les morts dans le cercueil qu'après un temps suffisant pour constater la mort. Il explique que les signes du décès sont fort incertains, énumère ceux qui peuvent être décisifs, mais observe que les gardes-malades et les ensevelisseurs ne sont point en état de les reconnaître et finit en exprimant le souhait que tous ceux qui meurent subitement soient visités par des gens capables de prononcer s'ils sont réellement morts (1); que tous, sans distinction, ne soient mis dans le cercueil qu'après un long espace de temps, qu'on les laisse dans leur lit, le corps bien couvert, à l'exception du visage, et qu'en les plaçant dans le cercueil on laisse les bras pendants et non repliés sur la poitrine, et qu'ils y soient simplement enveloppés d'un linceul.

Jean-Philibert Maret, dans la séance du 13 août 1762 (2), et Hugues Maret, le 13 février 1783 (3), avaient déjà parlé de cette question.

Les travaux des médecins et chirurgiens membres de l'Académie de Dijon furent connus et appréciés non seulement en France, mais encore à l'étranger. Aussi, des praticiens de toutes les parties du pays ont fait partie de la fondation Pouffier. D'autres, étaient de Leipzig, comme Franzius et Kuhn; de Londres, comme Genty; de Iéna, comme Grunner; de Goettingue, comme Murray; de Tournay, comme Planchon; de Harlem, comme Van Marum. L'Académie s'associait le 16 août 1782, Samoïlowitz (4) « assesseur des collèges de S. M. I. de toutes les Russies, docteur en médecine, chirurgien major du Sénat de Moscou, membre de la commission contre la peste ». Le médecin russe avait envoyé à l'Académie de Dijon un *Traité sur la section de la symphise du pubis et sur l'opération césarienne*, qu'elle avait jugé « digne de tous les éloges »; une *Lettre sur les frictions glaciales dans la peste*, qui avait « réuni tous les suffrages » à

(1) On sait qu'à présent aucune inhumation ne peut avoir lieu sans une permission de l'officier de l'état civil, permission qui ne peut être délivrée que vingt-quatre heures au plus tôt après le décès, à moins que le décès ne soit dû à une maladie épidémique ou contagieuse (art. 77 du Code civil).

(2) Reg. acad., t. II.

(3) Reg. acad., t. XIII.

(4) Milsand, p. 409, orthographe faussement : Samolowitz.

cause « des faits si neufs, si intéressants, des observations si lumineuses » qu'elle renfermait ; enfin un *Mémoire sur l'inoculation de la peste*, « très bien fait », mais qui n'entraînait pas une pleine conviction. L'Académie n'était point d'accord avec lui, et Maret le lui dit sans ambages (1), sur l'impossibilité de la contagion par l'air. Il est très probable que l'air ne peut la porter au loin, bien que certains faits pourraient autoriser à le croire. Mais comment le médecin Pogoretsky, dont parle Samoïlowitz, a-t-il contracté la peste ? Il avait, racontait celui-ci, traîné pendant quelque temps sous le talon de son soulier, un emplâtre détaché d'une plaie pestilentielle. Il n'est pas possible, répondait Maret, que le « venin » ait traversé trois ou quatre cuirs, un chausson et un bas ; il faut donc que l'air dans lequel le pied se mouvait ait détaché de cet emplâtre des miasmes pestilentiels que Pogoretsky a respirés ou avalés, ou qui se sont attachés à sa peau.

Les objections que Maret envoyait au médecin russe, loin d'empêcher les relations d'être empreintes de sympathie, les avaient rendues meilleures, et, il l'assurait que l'Académie accueillerait avec empressement des médecins russes, « pourvu que ces messieurs se distinguent comme vous par leurs connaissances et leurs talents », qu'elle verrait aussi avec plaisir le collège impérial de Saint-Petersbourg s'associer quelques-uns de ses membres. Et, à la proposition que faisait Samoïlowitz, Maret répondait : « ...Des détails relatifs aux établissements formés en faveur de la médecine et de la chirurgie par votre immortelle souveraine seront d'autant mieux reçus qu'ils font connaître des arrangements qu'il serait à désirer que tous les souverains imitassent... » (2).

Le 14 avril 1785, Samoïlowitz écrivait de Kherson que, nommé premier médecin des gouvernements de Katerino-

(1) Dans sa lettre datée « A Dijon, ce 1^{er} septembre 1782 ». Acad.

5

de D., ———. La réponse de Samoïlowitz fut imprimée et publiée
2674-4498

« A Paris chez Le Clerc, libraire, Quai des Augustins, à la Toison d'or, 1783 ». En 1783, Samoïlowitz envoyait un mémoire sur la peste à l'Académie de Bordeaux. Cf. J. de Gères, *l'Académie de Bordeaux*.

5

(2) Acad. de D., ———
2674-4498.

slav et de Tauride, il avait été envoyé à Kherson où, ainsi qu'à Kremenstronk, capitale du gouvernement de Katerinoslav, la peste s'était déclarée. Dans cette dernière ville, il avait traité 489 malades ; 249 furent guéris.

Plusieurs médecins attribuaient la peste à des vers. Samoïlowitz, ayant reçu du comte Potemkin, gouverneur des provinces, dont il était le premier médecin, un excellent microscope de Dalibarre, examina la matière des bubons et des charbons et ne reconnut rien de semblable. Il porta ses observations sur les humeurs et le sang pris sur des cadavres qu'il disséqua ; il continua son examen sur les viscères, ventre, poitrine et cerveau. Le résultat de ses recherches fut que la peste n'affectait aucun des viscères en particulier et n'y produisait que les altérations ordinaires dans les maladies putrides. Mais l'état du sang dans le cœur lui offrit une singularité qu'il crut digne d'être remarquée. Au lieu de sang, il trouva les ventricules remplis d'une matière jaune épaisse et ressemblant à de la graisse d'oie ; il soumit cette matière à l'action de différents réactifs, et annonçait qu'il publierait sans retard sur la peste et sur sa cause un ouvrage dans lequel on trouverait des choses très intéressantes et jusqu'alors inconnues, et qu'il se ferait un devoir de l'envoyer à l'Académie (1).

La Révolution est venue. Nous sommes en 1791. L'Académie de Dijon continue de travailler pour le bien public, de s'efforcer à améliorer le sort des déshérités.

A la séance du 3 février 1791 (2), Leroux, qui se proposait d'adresser au « conseil général de la commune » une pétition relative à un établissement destiné au traitement des maladies des pauvres et utile aux progrès de l'art de guérir, lut sur l'invitation de la compagnie le mémoire qu'il a composé. Il rappelle d'abord que l'établissement qu'il sollicite n'est que la continuation de celui qui avait été autrefois créé pour le soulagement des pauvres. En 1732, les maîtres en chirurgie de Dijon, émus des accidents survenant à une foule de malheureux par l'impéritie des personnes qui, ignorantes et non qualifiées, essayaient de les panser, résolurent de le faire eux-

(1) Reg. acad., t. XIV.

(2) Reg. acad., t. XV.

mêmes gratuitement. Pour seconder leurs vues, la municipalité leur accorda un local à la porte Guillaume où ils donnèrent leurs soins. Lors de la démolition de la porte, le cabinet fut transféré dans un appartement rue Notre-Dame, offert par les Elus généraux, et qui servait déjà aux cours d'anatomie et d'accouchement. Mais l'appartement fut loué en 1790 à un particulier par les commissaires des départements. Une occasion favorable, dit Leroux, se présente maintenant pour faire revivre ce cabinet et ces cours, qui sont d'une importance qu'on ne saurait nier. Les chevaliers de l'Arbalète (1) offraient à des conditions très avantageuses leur pavillon et leur jardin pour faire une école de chirurgie et un hospice qui recueillerait les pauvres. La compagnie des chirurgiens, « toujours empressée de concourir aux progrès de l'art de guérir et de se dévouer au service du public », accepta l'offre avec une vive reconnaissance ; mais l'incertitude où sont les chirurgiens de continuer à former une corporation particulière, les dettes dont leur compagnie est chargée, ne leur permettent pas d'y ajouter encore une somme de plus de 6.000 livres. Ils ont donc résolu de recourir aux corps administratifs pour subvenir aux frais de cet établissement.

Leroux expose les secours qu'il procurera à ceux qui souffrent, l'utilité qu'il aura pour les progrès de la médecine, les avantages qui en résulteront pour la ville et pour le département. Il termine sa pétition en disant : « C'est pour nos frères indigents que je réclame des secours dans leurs infirmités, c'est l'instruction des élèves en chirurgie que je désire et qui est un de nos premiers besoins. Ces jeunes aspirants sont destinés à remplacer leurs maîtres dans les villes, dans les campagnes, dans nos armées, sur nos flottes, dans les colonies. Les talents que nous leur procurerons seront pour nous, seront pour tous les hommes. Ainsi, Messieurs, non seulement je m'adresse à vous, mais encore à toutes les administrations, à tous les citoyens. On a tant élevé de monuments au luxe, à l'or-

(1) La Compagnie de l'Arbalète fut fondée vers 1393. V. *Mercuré dijonnais*, éd. Dumay, p. 94 et note 2 de cette page. V. aussi Courtépée, *Description du duché de Bourgogne*, t. II, p. 88.

gueil, à présent que nous sommes dans un temps de régénération et de lumières, élevons-en un à l'humanité. »

Les médecins dijonnais, par la qualité et le nombre de leurs travaux, eurent une influence considérable et souvent prépondérante dans l'Académie. Aussi, lorsque parut le rapport que le Directoire avait demandé sur l'organisation des lycées (1) et qu'on apprit qu'il désirait la suppression de l'école de médecine de Dijon, la Société d'agriculture, sciences et arts, qui avait succédé à la fondation Pouffier, s'éleva avec énergie contre ce rapport dans une « Adresse » datée du 10 pluviôse an 7 (2). Elle mettait en avant les médecins dijonnais du XVIII^e siècle, disait leurs travaux, les cours qu'ils avaient créés. « A Dijon... du temps de la ci-devant académie, il y avait non seulement des cours de chimie, d'astronomie, de mathématiques, de physique expérimentale, de botanique, mais encore des cours de matière médicale, d'anatomie, d'accouchement, etc., lesquels, on ose le dire, ont eu assez de célébrité... » Il n'est pas possible de toucher à l'école de Dijon. Qu'on n'oublie pas qu'aucune autre ville de France, exception faite de Paris et de Montpellier, ne peut offrir une liste de médecins « aussi renommés et en aussi grand nombre ». La réputation des Maret, Durande, Enaux, Hoin, Leroux, « n'était pas bornée à l'enceinte de leur cité ; ce n'était pas une vogue du moment due à quelque succès de pratique, et qui, lorsqu'on l'examine de près, n'a aucun fondement réel. Leurs titres sont consignés dans leurs écrits, dans les *Mémoires de l'Académie de Dijon* répandus dans toute l'Europe, et leur mérite a été tellement reconnu, même chez l'étranger, que les sociétés de Londres, d'Upsal, de Pétersbourg, d'Allemagne et d'Italie se sont empressées de les inscrire au nombre de leurs membres. » Après avoir indiqué leurs ouvrages et proclamé leur science et leur dextérité, l'« Adresse » affir-

(1) Rapport dressé par les commissions d'instruction publique et des institutions républicaines réunies à la séance du 27 brumaire an 6.

(2) La Société d'agriculture, sciences et arts de Dijon aux commissions d'instruction publique et des institutions républicaines réunies. Dijon,

maît que « les écrits de ces célèbres médecins sont remplis de vues nouvelles et ont agrandi le domaine de l'art ».

Supprimer l'école de médecine de Dijon serait commettre une injustice monstrueuse. Que lit-on à la page 4 de ce rapport sur l'organisation des lycées ? Ceci : « Les fastes des académies nous retracent d'immenses services... La voix seule de l'Académie de Dijon, réveillant le génie de Rousseau et donnant *Emile* à l'univers, rendrait à jamais leur souvenir cher à tout ami des sciences et de l'humanité. » Eh bien ! si l'école de médecine disparaissait, la grandeur de l'Académie en serait considérablement amoindrie et sa gloire profondément ternie. « Ce fut en effet l'Académie de Dijon, continue l' « Adresse », qui, par le courage qu'elle eut de couronner le discours de Rousseau *sur l'influence des sciences et des arts*, malgré la manière inattendue dont la question était traitée, éveilla le génie de ce grand homme ; ce fut elle encore qui contribua au développement de ce même génie par cette grande question *sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, question si différente de celles que proposaient alors les académies, et qui donna naissance à ce superbe discours qui apprit à la France qu'elle avait un grand philosophe de plus, et à Rousseau le secret de ses forces. » Pourtant, à cette époque, l'Académie dijonnaise n'avait point acquis cette célébrité qu'elle connut lorsqu'elle eut dirigé ses efforts vers les sciences. « Alors, dit Vieq d'Azir dans son *Eloge de Maret*, elle entretenait des relations avec tous les savants de l'Europe qui répondirent à ses invitations : elle devint la rivale et l'amie de l'Académie d'Upsal. Par elle, nous connûmes Bergman et Scheele, et cette compagnie prit enfin sa place parmi celles où les sciences sont traitées avec le plus d'éclat. » Ces succès, l'Académie les dut en grande partie aux médecins qu'elle comptait au nombre de ses membres, et les questions relatives à la médecine qu'elle proposa pour certains de ses prix ont eu une réelle importance en permettant à des ouvrages précieux de voir le jour.

Au premier rang des médecins dijonnais membres de l'Académie, s'était placé le docteur Maret. S'il « apportait le plus grand zèle à propager et à faire connaître les nouvelles découvertes qui se faisaient dans les sciences

physiques, chimiques et médicales » (1), ni Maret ni l'Académie dijonnaise ne voulaient d'un engouement aveugle, rejetaient avec force ce merveilleux que beaucoup aimaient alors. En voici deux preuves prises dans le domaine médical. Un client du Dr Maret avait été consulter Cagliostro qui, arrivé depuis quelques mois à Strasbourg, y coulait des jours heureux grâce à la bourse largement ouverte du libertin, prodigue et crédule cardinal de Rohan ; celui-ci souffrait d'un asthme que le charlatan s'était fait fort de guérir. Maret, ayant appris quels étonnants remèdes son client devait prendre sur l'ordre de Cagliostro, voulut savoir « ce qu'était un M. de Colliartho (*sic*) empirique, dont les merveilles étaient prônées avec un enthousiasme ridicule » (2). Et il écrivit quelque temps après : « ... M. de Calliostro (*sic*) ferait vraiment des miracles que je le suspecterais, que je craindrais l'illusion et que je n'en croirais pas même à mes yeux. Au reste, son procédé ne fait que fortifier l'idée que j'avais déjà prise de ce thaumaturge par la lecture d'une consultation ou, pour parler plus correctement, d'une ordonnance envoyée pour un de mes malades... J'eus la témérité de *trouver*, de *dire*, de *prouver* que cette belle ordonnance n'avait pas le sens commun. Ce qui doit même étonner tous ceux qui ont un peu de ce sens si utile, c'est l'enthousiasme dont des gens d'esprit, des gens éclairés, se sont pris pour cet empirique... Le peuple peut être séduit : il faut si peu pour lui en imposer. Mais comment des gens raisonnables ne percent-ils pas le masque dont ce comte se couvre ?... Le moment n'est peut-être pas éloigné où le dénouement livrera aux regrets ceux qui auront été trompés... » (3).

Le 19 août 1784 (4), la compagnie entendit avec satisfaction la lecture d'un opusculé que Retz, médecin à Arras (5), lui avait envoyé. C'était un *Mémoire pour servir*

(1) A. Gasser, *les Correspondants de Grandidier; le docteur Maret. Mém. de l'Acad. de D.*, 1920-1921, p. 147.

(2) Ms. arch. acad.; fragment d'une lettre écrite à Grandidier et datée de Dijon, 22 mai 1781. Cette lettre a été publiée par A. Gasser, *op. cit.*

(3) Ms. arch. acad. Lettre écrite à Grandidier et datée de Dijon, 28 août 1781; elle a été également publiée par A. Gasser, *op. cit.*

(4) Reg. acad., t. XIV.

(5) Retz avait été nommé correspondant le 12 novembre 1778. Cf. Mil-sand, p. 406.

à l'histoire de la jonglerie, précédé d'une lettre écrite sur le même sujet en 1782 et suivi d'une apologie ironique de Mesmer.

Les médecins et les chirurgiens de l'Académie de Dijon ont été les plus complets représentants de la bourgeoisie bourguignonne intelligente et laborieuse, raisonnable et prudente.

**

On a constaté que les travaux des médecins bourguignons prouvaient la connaissance précise des doctrines médicales qui se rencontrent au XVIII^e siècle. D'autres sociétés ont poursuivi des études semblables à celles de la fondation Pouffier. Ainsi, les Académies de Marseille et de Bordeaux s'occupent à deux reprises du problème de l'inoculation. L'Académie de Besançon écoute, le 12 décembre 1764, un discours de son président sur les avantages de l'inoculation ; elle revient sur cette question le 10 février 1767 et le 4 janvier 1769. L'Académie de Bordeaux ne reçoit pas moins de sept mémoires sur les bains, et, dès le 1^{er} mai 1727, prend connaissance d'un travail sur ce sujet ; à cinq reprises, elle discute du grave problème des épidémies. Le 1^{er} mai 1714, elle lit un mémoire sur l'incube ou le cauchemar ; le 26 août 1714, sur quelques préjugés de la médecine ; le 15 novembre 1715, sur l'hydrophobie ; le 25 août 1720, sur les maladies causées par les insectes parasites du corps humain ; le 25 août 1722, sur la cure de la peste ; le 16 novembre 1727, sur la cause des hydatides ; le 25 août 1731, sur les fonctions de l'estomac ; le 25 août 1733, sur la saignée ; le 25 août 1737, sur le mouvement des muscles ; le 6 janvier 1738, sur des cas de petite vérole confluyente ; le 16 janvier 1739, sur des cas d'empoisonnement par des champignons ; le 29 janvier 1753, sur le traitement de la paralysie par l'électricité ; le 25 août 1755, sur l'hydrocéphalie. Au total, la compagnie de Bordeaux, qui a été fondée vingt-huit ans avant celle de Dijon, et qui s'occupe beaucoup de sciences, recevra 340 travaux de médecine, un peu plus de la moitié que la fondation Pouffier. A Besançon, l'on se moquait, comme à Dijon, du mesmérisme, de cet essai de systématisation basé sur l'hypothèse

des phénomènes d'hypnotisme, et on lisait le 6 avril 1785 l' « Hommage d'un badinage sur le mesmérisme ». Cependant, il existait une société mesmérienne à Bergerac (1).

II. — Les sciences naturelles

a) LA BOTANIQUE ET L'AGRICULTURE.

Nous avons vu que, de 1741 à 1758, 7 mémoires de botanique et d'agriculture avaient été lus à l'Académie ; 33, de 1759 à 1770 ; 85, de 1771 à 1793, soit au total : 125. La progression est très sensible. Ce n'est pas dans l'étude des végétaux que nous la remarquons, mais dans la recherche des moyens propres à tirer de la terre le plus de produits utiles à l'homme. Nous devons nous y attendre.

Le 23 novembre 1770, Claude Picardet lisait un mémoire sur l'instinct des végétaux. Il avait observé la nutation opérée par des tiges de capucine qui, ayant atteint le haut d'une petite palissade distante de deux pieds d'un mur contre lequel croissait une vigne, s'inclinèrent sous un angle de 45 degrés pour s'attacher à la vigne et au mur ; une autre tige, située à l'angle du treillage, se glissa le long de celles qui allaient atteindre le mur, et s'y accrocha « par trois empaumures faites dans le goût de l'instrument connu sous le nom de bombarde ».

Ces mouvements devaient, selon Picardet, avoir une cause différente de celle qu'on donne ordinairement aux mouvements des plantes. Ce n'était point de l'attraction ou du magnétisme, mais bien de l'instinct. Réfléchissant sur la réalité de l'existence de cet instinct, Picardet vit « que la vie, qui est l'état habituel d'user de toutes les facultés nécessaires à l'existence, est commune aux végétaux et aux animaux, conséquemment qu'il y a pour les uns et pour les autres même nécessité de moyens pour conserver cette vie et que l'instinct est dans les uns et dans les autres cette faculté qui les porte à faire usage de ces moyens ». Mais la vie et l'instinct qui sont inséparables ne se rencontrent pas dans la même mesure chez

(1) L.-T. Dassy, *Académie de Marseille* ; J. de Gères, *Académie de Bordeaux* ; L. Pingaud, *Académie de Besançon* ; D. Mornet, *Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 314.

tous les individus. Chacun ne les possède que dans la proportion convenable à la sorte d'existence qui lui est propre. « On peut concevoir la vie comme un tout inégalement partagé entre les êtres de sorte que celui dont la portion est la plus faible approchera davantage du corps *iners*, et l'on doit prendre la même idée de l'instinct. »

Picardet compare l'instinct à un feu « inégalement combiné dans les corps avec la matière terrestre », à une lumière « dont la force s'affaiblit à raison de la distance de son foyer ».

L'instinct est inégalement distribué parce qu'il est départi suivant le travail plus ou moins grand qu'il faut à un être pour se procurer les moyens d'exister. C'est pourquoi il existe une grande différence entre l'instinct des animaux et celui des végétaux. Chez ces derniers, l'instinct est bien moindre parce qu'ils ne sont pas obligés de chercher au loin leur subsistance et que la nature a pris sur elle, indépendamment de l'industrie des hommes, de leur donner tout ce qui leur est nécessaire pour se nourrir et se reproduire. L'air, la lumière et un appui pour ceux qui ne peuvent pas se soutenir eux-mêmes sont les seuls besoins que les végétaux ressentent, et leur instinct les porte à la recherche des moyens capables de satisfaire ces besoins. Le mouvement et les différentes nutations sont « réellement, assure Picardet, les effets de cet instinct ». Si la capucine qu'il a observée montre une part d'instinct plus considérable que celle réservée aux autres végétaux, c'est parce que la faiblesse de sa tige rend son existence plus précaire. Pour pouvoir vivre et se développer, son instinct devait être plus grand.

Picardet avait exposé son observation, fait part de ses réflexions, apporté sa conclusion. Il ne voulait cependant pas terminer sans s'élever à des considérations qu'on n'attendait guère à cause d'un pied de capucine. Le voici qui parle du « bon instinct », des « passions » qui font mouvoir les animaux, dont les occupations consistent à « naître, croître, se reproduire, se nourrir, faire société, prendre du repos, se réjouir, se défendre ou attaquer ». Le voici qui parle de leur âme : « que leur âme périsse ou non, c'est ce qui paraît indifférent à savoir : elle n'a ni mérite, ni démérité ». Le voici enfin qui parle de l'âme

humaine : « Il n'en est pas de même de l'âme humaine. La noblesse de sa destination est marquée par les facultés supérieures et merveilleuses qu'elle peut mettre en exercice. Tout ce que nous avons dit découvre le vrai fondement de sa dignité et prouve que s'il est des hommes semblables à des animaux parce qu'ils ne cultivent pas leur raison, il n'est point d'animal aussi parfait que l'homme qui veut et peut s'élever en tout au-dessus des animaux. »

Claude-Auguste Durande, fils de Jean-François Durande, est l'auteur d'un mémoire *Sur l'avantage de différents systèmes relativement à l'étude de la botanique*, dont l'Académie prit connaissance à la séance du 4 juin 1785. Durande indiquait que les plantes ont été d'abord étudiées plutôt par intérêt que par curiosité. On n'y chercha que des drogues et des remèdes. C'était des simples qu'on voulait connaître et non des plantes. Certes, à ce point de vue, la botanique présentait quelque utilité, mais son étude s'en trouvait singulièrement rétrécie : on la réduisait aux plantes usuelles ; on négligeait même dans ces plantes ce qu'il y a de plus digne d'admiration : la structure organique et l'économie végétale. Peu à peu, la botanique sortit de cette sphère étroite ; on chercha à connaître les plantes indigènes et exotiques. Les relations avec l'étranger, les voyages au long cours en firent découvrir un grand nombre. On leur donna des noms ; ce ne fut qu'une nomenclature précaire qui ne pouvait être utile que si l'on connaissait la plante que le nom désignait, car un signe peut bien rappeler l'idée d'une chose connue, il ne donnera jamais celle d'une chose inconnue. D'ailleurs, plusieurs botanistes ayant donné des noms différents à une même plante, la nomenclature devenait un chaos d'autant plus intelligible que la botanique s'enrichissait chaque jour de nouvelles découvertes. On sentit donc la nécessité d'une méthode fondée sur les caractères des plantes et sur leurs rapports.

Différents systèmes furent proposés où l'imagination eut bien plus de part que l'observation et l'expérimentation.

Enfin Tournefort vint. Son système clair et précis, fondé sur la corolle et le fruit, embrassa le règne végétal

tout entier et parut fixer la science. Puis, Linné ouvrit d'autres horizons et donna à la botanique une face nouvelle. L'un et l'autre retinrent les vrais caractères des plantes. La botanique s'achemina alors rapidement vers la perfection. On put désormais étudier les végétaux avec ordre et facilité ; les idées s'exprimèrent avec clarté et précision ; des difficultés nombreuses et grandes s'aplanirent ; de graves erreurs furent épargnées.

Grâce aux systèmes de Tournefort, de Linné et de leurs disciples, la nature dut livrer ses merveilleux secrets. « Elle ne nous paraît plus alors que comme un magnifique cabinet d'histoire naturelle où chaque objet semble venir réclamer la classe, la section et le genre qu'on lui doit assigner. »

Quel système doit-on choisir ? Celui de Tournefort, continue Durande, est fondé sur des caractères plus invariables que le système de Linné, et ce dernier ne doit le plus souvent son exactitude qu'à l'uniformité que la nature se plaît à observer dans sa marche. Il n'est point de système parfait ; il ne peut pas y en avoir. La nature marche par des gradations inconnues et se joue parfois de toutes nos méthodes. Que doit-on faire ? Il ne faut pas se contenter de la méthode de Tournefort et de celle de Linné, parce qu'on serait exposé à prendre pour un nouveau genre ce qui ne serait qu'un écart de la nature, mais étudier à la fois Tournefort, Linné et Jussieu. Les trois systèmes s'éclairent mutuellement et nous conduisent sûrement au but.

Un laborieux médecin dijonnais du XIX^e siècle, Jacques-Nicolas Vallot, membre de l'Académie, lut à la séance publique du 17 décembre 1827 un mémoire assez court intitulé : *Histoire de la botanique en Bourgogne* (1). Avant de l'examiner pour l'époque qui nous intéresse, redisons que la botanique retint l'attention des humanistes bourguignons : Saumaise, Lantín, Jean Liébaut, la société Bouhier, celle de Richard de Ruffey, l'étudièrent.

(1) *Histoire de la botanique en Bourgogne*, suivie de la détermination exacte de toutes les plantes dont il a été question dans les catalogues, et

Le premier botaniste qui parla de quelques plantes des environs de Dijon fut le savant anglais Sherard, qui voyageait en Bourgogne dans les dernières années du XVII^e siècle. Dillen lui consacra le genre *Sherardia*, conservé par Linné.

Mais c'est Philibert Collet (1643-1718) qui s'occupa avant tous autres de l'histoire naturelle de la Bourgogne. Par histoire naturelle, il entendait des observations faites sur des minéraux, des fossiles et des plantes. En 1702, il publia le *Catalogue des plantes les plus considérables qu'on trouve autour de la ville de Dijon*. Ce *Catalogue*, dit Vallot, est d'un très grand prix parce qu'il ne contient que des plantes vues par l'auteur, et qu'il a servi de guide à d'Huissier d'Argencour, Béguillet, Durande, pour la composition de leurs *Flores bourguignonnes*.

Huissier d'Argencour dressa un *Catalogue alphabétique des plantes de la Bourgogne* (1).

A l'aide de l'ouvrage d'Huissier d'Argencour et de la *Flore du mont Pilat*, dont l'auteur était La Tourette, des Académies de Lyon et de Dijon, Béguillet donna les noms de quelques plantes de la Bourgogne dans la *Description du duché*, puis publia une flore peu exacte, bien qu'il adoptât le système de Linné. Comme La Tourette avait assuré que les montagnes du Haut-Bugey possédaient à peu près les mêmes plantes que le mont Pilat, Béguillet en conclut tout simplement qu'on devait les retrouver sur les monts de Bourgogne puisque, à son sens, ces monts avaient la même altitude que ceux du Haut-Bugey. Aussi rencontre-t-on dans son ouvrage des plantes qui n'ont jamais poussé en Bourgogne. « Lors du passage de Jean-Jacques Rousseau à Dijon, il (Béguillet) l'accompagna dans diverses herborisations autour de la ville » (2). C'est au mois de juin 1770 que Rousseau vint à Dijon. « Il crut trouver, dit Vallot, l'*eryngium planum* et l'*eryngium pusillum*; mais il s'en laissa imposer par des feuilles radicales de l'*eryngium campestre*. »

(1) La Bibl. de D. possède, sous le n° 363, un « Catalogue des plantes qui naissent aux environs de Dijon et en plusieurs autres endroits du duché de Bourgogne, par M. d'Huissier d'Argencour ». Ce ms. compte 124 feuillets.

(2) *Descript. du duché*, t. IV, p. 770, note.

Durande distribua les plantes d'après le système de Tournefort, « qu'il a modifié de la manière la plus avantageuse et la plus propre à faciliter l'étude de la botanique aux commençants ».

A cause de l'avantage de sa nomenclature, le système de Linné fut aussitôt adopté par les botanistes dijonnais qui « se contentèrent de placer le *nom linnéen* à côté de chaque *phrase* de Tournefort, rapportée par Huissier d'Argencour, sans chercher à reconnaître si l'application était juste et convenable à la plante désignée par ce dernier auteur ». C'est ce que fit Durande. Aussi voit-on dans la *Flore de Bourgogne* (1), un grand nombre de plantes qui ne devraient pas y figurer. Néanmoins, par ses deux ouvrages : *Notions élémentaires de botanique* (2) et *Flore de Bourgogne*, Durande fit œuvre utile. Le P. Vernisy et Claude Picardet le reconnurent quand ils dressèrent le rapport, dont les avait chargés l'Académie, sur le premier de ces deux travaux. Ils dirent que malgré tout ce qui a paru sur le sujet, ces *Notions*, loin d'être superflues manquaient réellement à la plupart de ceux qui veulent s'appliquer à l'étude de la botanique. Les auteurs, qui ont traité cette matière avec une certaine étendue, l'ont fait en latin, « ce qui ajoute à la difficulté de la science, les obstacles résultant d'une langue absolument ignorée des uns et qui n'est pas assez familière aux autres pour ne pas les arrêter souvent dans leur carrière ». Un petit nombre ont présenté leurs idées en français ; mais les uns, comme Tournefort, ont laissé de côté beaucoup de parties essentielles ; les autres se sont contentés, à la tête de leurs catalogues, d'exposer superficiellement les termes les plus nécessaires. « L'ouvrage de M. Durande est comme la quintessence de tout ce qui s'est dit de meilleur par les systématiques les plus approuvés. » Son guide a été surtout Linné, « celui des auteurs de notre siècle qui a le

(1) *Flore de Bourgogne* ou Catalogue des plantes naturelles à cette Province et de celles qu'on y cultive le plus communément, avec l'indication du sol où elles croissent, du temps de leur floraison et de la couleur de leurs fleurs. (Ouvrage rédigé pour servir aux cours publics de l'Acad. de D.). Dijon, 2 vol., 1782.

(2) *Notions élémentaires de botanique*, avec l'explication d'une carte composée pour servir aux cours publics de l'Acad. de D., Dijon, 1781.

plus travaillé et avec le plus de succès sur cette science importante... » (1).

Dans la dédicace par laquelle il offrit les *Notions élémentaires de botanique* « à Nosseigneurs les Elus généraux de la province de Bourgogne », Durande disait la protection que les Elus ont donnée à la botanique, « science dont l'utilité est assez reconnue, puisqu'elle intéresse la santé, l'agriculture et les arts ». C'est pour leur complaire et répandre de plus en plus le désir de connaître les plantes qu'il a écrit cet ouvrage. Et dans l'Avertissement qui fait suite à la Dédicace, Durande rappelle les travaux de Collet et d'Huissier d'Argencour, note le « Catalogue » des plantes de Bourgogne, surtout de celles croissant aux environs de Semur-en-Auxois, publié en 1771 par le médecin Leclerc dans le dictionnaire de Buc'hoz, et où l'on trouve aussi la liste des arbres et arbustes de la Bourgogne dressée par Daubenton. Dans l'*Encyclopédie*, Daubenton écrivit également plusieurs articles relatifs à la botanique ; il cultivait un grand nombre d'arbres « utiles et curieux » dans ses jardins de Montbard. « Il dut ce goût à M. le comte de Buffon, qui n'a jeté qu'un coup d'œil sur la botanique, mais ce fut un de ces regards du génie par lequel ce célèbre naturaliste a coutume d'embrasser la nature entière. »

Pendant longtemps, la botanique avait été une « étude de mots ». Elle est devenue une science ; au fur et à mesure qu'on avançait dans sa connaissance, les difficultés augmentaient. On a essayé de les vaincre. Mais « il reste encore beaucoup à faire dans une science qui éblouit par la multiplicité des objets qu'elle embrasse, et arrête souvent au premier pas ».

Les *Notions élémentaires de botanique* présentent d'abord les termes employés dans la botanique, puis les principaux phénomènes de la végétation ; elles expliquent ensuite les méthodes qu'il est indispensable de connaître ; enfin les propriétés des plantes, et les moyens de les distinguer. Elles se terminent par les tables des termes fran-

(1) Séance du 27 mai 1780. Reg. acad., t. X. Rousseau, parlant de Linné, écrira : « Ce grand observateur est à mon gré le seul avec Ludwig, qui ait vu jusqu'ici la botanique en naturaliste et en philosophe... » *Confessions*, livre 12.

çais et latins que l'on rencontre dans l'ouvrage et deux tables alphabétiques des genres et des dénominations. Grâce à la carte qui y était jointe, on pouvait voir immédiatement la forme de la corolle d'un genre quelconque, le nombre ou la disposition des étamines, les genres avec lesquels il a le plus d'analogie.

La *Flore de Bourgogne*, également dédiée aux Elus, était « l'inventaire des richesses de cette province dans le règne végétal ». Durande dit la nécessité de séparer les plantes de Bourgogne, déjà si nombreuses, « de l'immensité des végétaux qui couvrent l'un et l'autre hémisphère ».

Dans ses *Entretiens sur les dixmes* (1), Philibert Collet soutenait que les montagnes de Sainte-Reine, de Sombernon et plusieurs autres de la Bourgogne étaient plus élevées que les Alpes. Michault (2) et Béguillet l'affirmèrent aussi ; et on lit dans la *Description du duché de Bourgogne* : « Les physiciens regardent cette montagne (le mont Afrique, situé au sud-ouest de Dijon) comme l'une des plus hautes du royaume » (3).

Le P. David Anthelme de Bardouanche (4), professeur au collège de l'Oratoire de Beaune, déposa, le 4 janvier 1754, à l'Académie de Dijon, une *Dissertation géographique sur l'élévation du terrain du duché de Bourgogne* (5), et Durande lut le 18 août 1785, une *Notice sur l'élévation du sol par rapport à la botanique* (6).

Nous savons qu'en 1768, Béguillet avait envoyé à l'Académie un mémoire qui devait répondre à la question posée pour le prix de cette année-là. Il écrivait entre autres choses : « Il y a... dans le baillage de Dijon, un bassin ou fond plat dans lequel les eaux séjournent faute de pente et d'écoulement ; n'étant pas resserrées dans un lit assez profond, elles s'épanchent dans ce bassin et y

(1) *Entretiens sur les dixmes, aumônes et autres libéralités faits à l'Eglise*, 1693, in-12, p. 160.

(2) Michault, *Lettre à M. Brioy sur la situation de la Bourgogne, par rapport à la botanique*, Dijon, 1738, in-8.

(3) *Descript. du duché de Bourg.*, t. II. p. 7.

(4) Bardouanche entra à l'Acad. de D. le 28 décembre 1753, en qualité de correspondant. V. Milsand, p. 358.

(5) Reg. acad., t. I.

(6) Reg. acad., t. XIV.

forment des marécages : le terrain, refroidi par cette stagnation, rend le sol stérile et attaque la santé et la vie des habitants de ce canton par les vapeurs qu'exhalent ces eaux croupissantes ; plus de quarante villages languissent par l'abattement, les maladies et la misère qu'y ont introduits ces funestes exhalaisons. Cette partie de la Bourgogne mérite les regards et les soins paternels des sages administrateurs de la province ; en creusant un canal qui donne à ces eaux rassemblées la pente et l'écoulement, ces marais se dessècheront, l'air deviendra sain et le sol plus fécond » (1). Vallot s'étonne que les commissaires chargés d'examiner le mémoire n'aient fait aucune réflexion sur ce qu'avancait Béguellet, qui s'était borné à copier Philibert Collet sans chercher à savoir dans quel état se trouvait la région dont il parlait au moment où il travaillait à son mémoire. Cette région — ce bassin ou fond plat — est celle qui, située à l'est de Dijon, voyait courir les Tilles ; ces petites rivières débordaient souvent et inondaient quarante à cinquante villages « appelés collectivement *la Dijonnaise* dans les anciens titres de l'abbaye de Sainte-Bénigne ». Or, le 20 mars 1753, le Conseil d'Etat avait ordonné le creusement de canaux en ligne droite pour permettre l'écoulement des eaux. Les Elus, grâce auxquels le chemin de Dijon à Pontailler avait déjà été construit, faisaient, en 1768, bâtir des ponts et des aqueducs, creuser des rigoles. Si ces travaux n'étaient pas achevés à la fin de 1768, leur exécution se trouvait fort avancée puisqu'ils avaient rendu à l'agriculture une partie du terrain naguère si souvent inondé.

Les maladies nées des « funestes exhalaisons » qui désolaient la « *Dijonnaise* » disparaissaient très rapidement, au dire du médecin Pariset, lorsqu'on était demeuré quelques jours sur le mont Afrique : « Il y a près de Dijon une montagne appelée le Mont Asrique (Afrique) où, après un séjour d'une semaine, plus ou moins, les fièvres intermittentes, contractées dans la plaine, se guérissent spontanément » (2). Pariset donne cette assertion sans preuves, et il aurait été bien en peine d'en fournir. Une légende semble avoir longtemps entouré le Mont

(1) *De principis vegetationis...*, pp. 149-150.

(2) Pariset, *Observations sur la fièvre jaune*, 1823, p. 74.

Afrique, légende créée par Collet, Michault et Béguillet. On continuait de le considérer comme très élevé, alors que son sommet n'est qu'à 611 mètres au-dessus du niveau de la mer. Et, à l'époque des cours de botanique professés par Durande — le premier cours eut lieu le 20 juin 1772 — l'excursion au Mont Afrique était encore jugée des plus intéressantes. On n'y découvrait cependant que des plantes de la plaine de Dijon et des coteaux avoisinants. La folle du logis continuait son œuvre.

**

L'Académie reconnaît l'importance considérable de l'agriculture. Aussi serait-il utile qu'une école d'agriculture fût créée en Bourgogne. Un habitant de Spoix, Vaudrey, que la compagnie s'associera en 1798, envoie un mémoire sur ce sujet le 9 juillet 1778 (1). De nombreux problèmes forts intéressants pourraient être résolus, et, comme il possède un vaste enclos à Montmusard, on y poursuivrait facilement toutes les expériences nécessaires, mais afin de leur conférer l'importance qu'elles méritent, il désirerait que l'Académie nommât des commissaires pour les diriger, les suivre et en constater les résultats. Quoique l'Académie parût très favorable au projet, aucune suite ne put y être donnée. Vaudrey revint plus tard à la charge; il lut, en effet, à la séance publique du 28 juin 1799, un mémoire sur la question (2).

Dès 1766, un projet semblable avait été soumis à la compagnie. De Frazans de Saint-Romain, exempt des gardes du prince de Condé, lisait à la séance du 11 juillet 1766 (3) un mémoire sur l'établissement d'un bureau d'agriculture réuni à l'Académie. Les circonstances, pensait-il, étaient favorables parce qu'à ce moment se tenaient les Etats de Bourgogne. Les opérations de ce bureau devraient porter sur le choix des engrais, la préparation des semences et leur distribution suivant la qualité des

(1) Reg. acad., t. IX.

(2) V. *Journal de la Côte-d'Or*, nos des 15 et 20 messidor an VII (3 et 8 juillet 1799), relatant la séance publique du 10 messidor an VII (28 juin 1799).

(3) Reg. acad., t. III. De Frazans de Saint-Romain était entré à l'Académie le 26 juin 1761. Cf. Milsand, p. 378.

terres, la manière d'élever le bétail, les moyens de conserver le grain. Pour ce faire, il faudrait qu'on louât aux environs de Dijon plusieurs terrains de différente nature et diversement exposés pour faire et varier les expériences; ensuite qu'on bâtit ou affermât une maison pour y loger du bétail et y conserver une grande quantité de grains.

Par une lettre datée du 26 juin 1760 (1), le marquis de Turbilly annonçait à l'Académie qu'il lui adressait un ouvrage sur les défrichements, dont il était l'auteur. Il disait l'extrême satisfaction qui serait la sienne si son travail pouvait avoir l'approbation de la compagnie et être de quelque utilité en Bourgogne. « Le ministre (2), continuait-il, qui s'occupe beaucoup de tout ce qui peut contribuer au rétablissement de l'agriculture dans le royaume, a envoyé mon livre à MM. les intendants des provinces... » Chardenon, secrétaire perpétuel de l'Académie pour les sciences, répondait le 25 juillet (3) en assurant que l'agriculture ne pouvait faire de progrès que par les observations et les expériences. Comme les unes et les autres demandent beaucoup d'attention et de soins, on devait savoir un gré infini à ceux qui s'y livrent. Aussi la compagnie félicite-t-elle le marquis de Turbilly, lequel annonce, le 2 novembre 1760 (4), l'envoi d'un supplément à la deuxième édition de son livre. Il parle encore du rétablissement de l'agriculture en France, « chose fort à désirer pour le bien général de l'Etat », et constate avec joie que le goût pour « cet objet essentiel » reprend de tous côtés dans les provinces. Le défrichement est d'une grande importance pour le royaume et « tout bon citoyen doit souhaiter que les personnes les plus distinguées par leur naissance, leur mérite et leurs talents soient les premières à l'encourager ».

A la séance du 29 mai 1761 (5), au commencement de laquelle il fut élu académicien non résidant, Daubenton, maire de Montbard, lut un mémoire sur la multiplication

(1) Ms. arch. acad.

(2) Bertin, contrôleur général des finances.

(3) Ms. arch. acad.

(4) Ms. arch. acad.

(5) Reg. acad., t. II.

et la culture du pin. Il fit la description et donna la nomenclature des vingt et une espèces de pin qui existent, selon lui. Ces espèces sont rangées dans trois classes se distinguant entre elles par le nombre des feuilles qui sortent d'une même gaine. S'il ne sort que deux feuilles, le pin est de la première classe ; s'il en sort trois, il est de la deuxième. Les pins de la troisième classe ont cinq petites feuilles. Cet arbre vient par graine et n'est semé qu'au printemps. Il croît dans les terrains les plus pauvres, et on en voit au golfe Juan, raconte Daubenton, qui sont complètement ensevelis dans le sable de la mer et qui, cependant, atteignent à une belle taille. Le pin est d'une très grande utilité ; il donne un fruit qui peut remplacer l'amande, et on en retire de la térébenthine, du galipot, du goudron. Il peut servir de bois de chauffage, mais Daubenton a remarqué que ses rameaux, employés dans une partie de la Provence pour chauffer les fours, communiquaient au pain un goût auquel on a peine à s'accoutumer.

Barberet avait exposé ses idées sur la manière d'amender les terres dans la séance du 1^{er} juillet 1763 (1). Il avait commencé par faire l'éloge de l'agriculture et par montrer la nature et les principes de la terre arable que Columelle réduisait à six espèces : terres grasses, maigres, légères, fortes, sèches et humides. Il parlait ensuite des terres argileuses et des engrais qui leur conviennent, puis des terres calcaires en indiquant les mélanges des matières qui peuvent les améliorer. Certaines terres, comme l'argileuse et la calcaire, ont entre elles des rapports si étroits qu'elles doivent s'amender réciproquement et mieux que de toute autre façon. On pourrait dresser, disait Barberet, une table des affinités des terres entre elles qui serait d'une réelle utilité pour les cultivateurs.

Le problème des engrais devait être traité en détail par Le Gentil, prieur de l'abbaye de Fontenay, que l'Académie allait s'associer après la lecture du mémoire (2). La Société d'Auch avait proposé pour sujet de son prix les trois questions suivantes : « 1^o les engrais peuvent-ils être

(1) Reg. acad., t. II.

(2) Le Gentil fut nommé académicien non résidant le 16 décembre 1779. Cf. Milsand, p. 391.

suppléés par de fréquents labours ? 2° jusqu'à quel point influent-ils sur la végétation ? 3° peuvent-ils suffire ? » Le mémoire qu'avait envoyé Le Gentil fut couronné. Les engrais, écrivait-il, sont de deux sortes : naturels et artificiels. Les naturels se subdivisent en terrestres et atmosphériques. Les terrestres se trouvent dans la terre même et s'y forment ; les atmosphériques sont les substances salines, huileuses, etc., apportées par les pluies. L'homme ne dispose pas toujours des engrais naturels, tandis qu'il peut user comme il l'entend des engrais artificiels ; il les choisit et les emploie quand il le veut et de la façon qu'il veut. Les engrais, tant naturels qu'artificiels sont mécaniques, physiques ou chimiques. Les premiers font la terre plus friable ou plus compacte ; les seconds fournissent un aliment aux plantes ; les troisièmes opèrent sur les différents sels qui se trouvent dans la terre. Les labours servent à ameubler la terre et à la rendre perméable aux influences de l'air et des agents atmosphériques, en la remuant, la retournant, la présentant sous plusieurs faces. Les terres labourables sont celles « qui sont propres à rapporter du grain ». Pour Le Gentil, il y a trois sortes de terres : l'argileuse, la calcaire et la magnésique.

Ceci dit, Le Gentil répond à la première question posée : « Les engrais peuvent-ils être suppléés par de fréquents labours ? » Comme les engrais sont de deux espèces complètement différentes, il est nécessaire de faire une double réponse à la question, parce que des engrais servent à donner plus de légèreté et plus de friabilité à la terre, d'autres au contraire à la rendre plus compacte. Il faut donc comparer séparément les fréquents labours à ces deux sortes d'engrais.

Les labours produisent les mêmes effets que les engrais de la première espèce, puisqu'en divisant les mottes, en retournant la terre, ils la rendent plus meuble et plus friable : d'où il résulte que les labours souvent réitérés et continués plusieurs années de suite, ameublissent autant sinon davantage que les engrais friables. Les labours ont même un avantage marqué, car le cultivateur peut les espacer ou les multiplier suivant les périodes de sécheresse ou d'humidité, tandis qu'il ne lui est pas possible d'ôter les engrais friables dans une année sèche où

les plantes auraient besoin d'un sol humide. Les fumiers ameublissent également les terres compactes, mais les fréquents labours sont préférables. En général, les engrais mécaniques ont l'inconvénient de faciliter la filtration des sucs alimentaires ; les labours réitérés les retiennent au contraire, les ramènent à la surface, les conservent pour les plantes. Cependant, si les labours sont préférables aux engrais friables, leur effet dure moins.

Maintenant, des labours fréquents peuvent-ils remplacer les engrais compacts ? Mais si les labours répétés rendent légères et friables les terres compactes, ils ne peuvent donner de la compacité aux terres légères et friables. La contradiction n'est qu'apparente, soutient Le Gentil. Le cultivateur, en mettant des engrais compacts sur des terres légères et friables, veut préserver la racine des plantes des intempéries, entretenir l'humidité nécessaire à la végétation, donner à la terre une certaine consistance pour que les plantes ne puissent être déracinées par les pluies ou arrachées par les vents, retenir et conserver les engrais physiques naturels. Comment obtenir ces effets dans des terres légères où l'on n'effleure que la surface de la terre ? Par de fréquents labours qui deviennent toujours plus profonds à mesure qu'on les répète, et qui ont sur les engrais compacts l'avantage de pouvoir être réglés selon les circonstances. Et Le Gentil se croit en droit de conclure que « les labours fréquents peuvent suppléer aux engrais mécaniques compacts ». Il est vrai que cet effet n'est sensible qu'à la longue.

« Les engrais physiques ou alimentaires artificiels peuvent-ils être suppléés par de fréquents labours ? »

Oui, parce que les labours multipliés « disposent les molécules de la terre à recevoir les substances salines répandues dans l'atmosphère et à devenir salines elles-mêmes » ; parce qu'une terre souvent labourée présente plus de surface. L'air est inséparable de l'eau qu'il tient en dissolution dans quelque état de sécheresse qu'il puisse être, et cette eau tient elle-même en dissolution toutes les matières salines, huileuses, savonneuses, volatiles qui se sont élevées de la terre. L'air, en passant sur nos terres labourées, en circulant entre leurs molécules, se décharge de ces substances, qui nourrissent les plantes ou leur pré-

parent leur aliment dans la terre. Une terre négligée et qui depuis longtemps n'a pas été ouverte, devient le tombeau des plantes délicates ; l'air y croupit, y perd son ressort et les infecte ; au lieu que dans une terre souvent labourée, il n'y entre que pour y circuler, ou déposer la nourriture des plantes, et fait place à un nouvel air. Les eaux pluviales et tous les météores aqueux tiennent en dissolution des matières salines qui s'y trouvent encore en plus grande abondance dans les saisons chaudes et tempérées, parce que toutes les espèces de fermentation y sont plus abondantes : la rosée surtout est de tous les météores le plus salin et le plus utile pour la végétation, principalement dans une terre fréquemment labourée, parce qu'une terre non remuée ne présente qu'une surface unie, une sorte de croûte. La fréquence des labours contribue encore à bien retenir le gaz méphitique contenu dans l'air, et qui est aussi salulaire aux végétaux qu'il est nuisible aux animaux : par son poids plus considérable que l'air, il se trouve plus proche de la terre.

Pour les rapprocher des effets des fréquents labours, Le Gentil passe aux effets physiques des engrais artificiels. Qu'on se serve d'argile pour rendre compacte une terre légère ou que l'on porte des terres absorbantes sur un fonds argileux, il en résulte une marne qui n'est qu'un composé de terre argileuse et de terre absorbante. La meilleure marne est celle où le mélange est à peu près égal. C'est sans contredit le premier des engrais physiques ; la magnésie dont elle est composée dans sa plus grande partie est plus propre à être assimilée aux plantes et aux animaux, aussi un sol en serait-il complètement dépourvu que les labours répétés n'en pourraient tenir lieu ; mais nos terres labourables sont en général composées de terre vitrifiable, de terre calcaire et de magnésie ; les unes sont plus argileuses, les autres plus calcaires, et dans ces différents cas, on n'est pas obligé de recourir à la marne, le sol en contient naturellement, et c'est aux fréquents labours à la faire valoir. Un terrain qu'on aura marné contiendra probablement plus de marne, mais les pertes sont plus grandes par suite de la rareté des labours, car c'est ce dernier défaut qui met le cultivateur dans la nécessité de jeter sur son terrain une terre « alimenteuse »

toute préparée parce que le fonds s'épuise à la longue. Dans un terrain horizontal, les parties les plus « atténuées » s'enfoncent si profondément que le soc de la charrue ne les atteint plus, et dans une position oblique, elles sont entraînées par les eaux ; au lieu que par les fréquents labours, la terre devient toujours de plus en plus fine, et il n'en résulte qu'un inconvénient : l'appauvrissement progressif du terrain par les pertes dues à la végétation. Dans cet état d'épuisement, les labours seuls ne suffiront plus.

Les fumiers ont des qualités physiques incontestables ; elles consistent dans leur terre végétale et animale qui peut réparer les pertes annuelles, dans leurs matières salines, huileuses, savonneuses, tenant lieu d'engrais physiques naturels à certains égards et qu'on peut employer à défaut de fréquents labours. Mais ces fumiers ont perdu une partie de leurs qualités, et, lorsqu'on les emploie, ils en perdent encore sur le terrain même ; en outre, ils sont rarement bien distribués. On voit ici le blé pousser trop serré et verser, là, il demeure vert si longtemps qu'il ne mûrit pas ; ici, le fumier, par sa causticité ou sa quantité excessive a fait jaunir et périr les plantes ; là, il est entré trop profondément ; ici, il est resté à la surface et a perdu au hâle beaucoup de sa valeur. Les labours fréquents n'entraînent pas tous ces inconvénients, et on ne peut leur adresser des reproches à propos de la qualité de la production, comme on le fait à juste titre aux terrains engraisés artificiellement. Aussi Le Gentil conclut-il que les engrais physiques artificiels ne doivent être employés qu'à défaut de labours répétés et ne peuvent tout au plus que les remplacer tant bien que mal.

« Les engrais chimiques artificiels peuvent-ils être suppléés par de fréquents labours ? »

La réponse est encore affirmative, parce que les engrais naturels procurés par les fréquents labours offrent les mêmes combinaisons que les engrais chimiques ; les météores aqueux, et les rosées surtout, sont plus fortement attirés que dans les terres peu cultivées. Les chaumes et les plantes en décomposition possèdent des matières grasses dont l'acide s'empare des terres absorbantes. Une bonne terre souvent labourée est une sorte de laboratoire

où il se fait sans cesse, et particulièrement à un certain degré de chaleur, des dissolutions, des compositions, des combinaisons, des fermentations sans nombre : d'où il s'ensuit que les engrais chimiques artificiels peuvent être avantageusement remplacés par les engrais chimiques naturels que produisent les fréquents labours.

« Jusqu'à quel point les fréquents labours influent-ils sur la végétation et peuvent-ils y suffire ? » Le Gentil y a répondu chemin faisant. Il résulte que pour les engrais qui rendent la terre légère et friable, les labours fréquents sont préférables. Dans le cas des engrais compacts, on donne la préférence aux engrais mécaniques compacts à cause de l'effet rapide, indépendamment de leur utilité pour améliorer une terre épuisée, changer une terre à seigle en terre à blé, et créer pour ainsi dire une terre labourable. Mais les labours répétés sont préférables aux fumiers qui ne doivent être employés que pour réparer l'épuisement total des terres, occasionné par les aliments fournis aux plantes, épuisement qui ne pourrait arriver qu'après un temps extrêmement long.

Les engrais doivent suppléer aux fréquents labours dans des terres trop légères où les labours ne pourraient apporter la compacité, parce qu'ils donnent à la terre les qualités nécessaires pour nourrir les plantes annuelles qui sont délicates et se reproduisent rapidement.

Ainsi, il faut des engrais compacts aux terres trop arides, des engrais friables aux terres trop compactes, et il convient de réserver la méthode des fréquents labours pour les bonnes terres qui ont du fonds et qui s'étendent horizontalement ; les labours auront leur tour si le terrain et les circonstances le permettent.

Le Gentil a soin d'ajouter qu'il est arrivé à cette manière de voir après de multiples expériences.

L'Académie avait chargé du rapport le subdélégué de l'intendance de Saisy (1). Le commissaire estime très utile le mémoire de Le Gentil et celui-ci fut, comme nous l'avons dit, reçu académicien aussitôt après la lecture du rapport (2).

(1) De Saisy entra à l'Académie le 3 mai 1771. Cf. Milsand, p. 408.

(2) Arch. acad. Reg. t. X.

La terre rendue apte à fournir de belles récoltes, il faut connaître les maladies qui mettent à mal ces récoltes et les mauvaises herbes qui envahissent les champs pour combattre celles-là et détruire celles-ci.

Parmentier, qui a atteint la célébrité par ses efforts couronnés de succès pour développer la culture de la pomme de terre en France (1), envoya à l'Académie de Dijon un mémoire sur la carie des blés, dans l'espérance d'être reçu par la compagnie. Ce mémoire fut examiné dans la séance du 26 avril 1781 (2). Les rapporteurs étaient le P. Vernisy (3) et Claude Picardet.

Les maladies des blés, dit Parmentier, se déclarent au moment où la plante se développe ; le germe et la substance farineuse sont complètement détruits et remplacés par une matière pulvérulente, grasse, noirâtre et infecte. Les accidents ne surviennent que lorsque l'épi est hors du fourreau et que toutes les parties organiques de la plante sont différenciées.

Les accidents diminuent la quantité de la récolte : les épis sont maigres, le grain petit et insuffisamment mûr, mais le blé qui reste n'en est pas moins propre à la consommation et à la germination, ce qui n'est pas si les maladies, telle que la carie, l'ont attaqué.

Parmentier « agite une question extrêmement intéressante pour l'humanité » dans son travail : c'est lorsqu'il veut nous prémunir contre les effets ou nous rassurer sur les suites de la maladie des blés que l'on nomme cariés ou charbonnés. L'odeur infecte qui s'en dégage les rend légitimement suspects. Sont-ils préjudiciables à la santé du consommateur ? La question est d'importance, car « on doit trembler, dit Parmentier, quand il s'agit de prononcer sur le danger ou l'innocence d'une matière aussi familière dans l'usage ordinaire de la vie ». Il fit d'abord des expériences sur des chiens et des poules, puis « crut pouvoir s'en permettre sur quelques pauvres et sur lui-même »

(1) On sait que François de Neufchâteau proposa d'appeler la pomme de terre, parmentière.

(2) Reg. acad., t. XI.

(3) Vernisy, dominicain, était de l'Académie depuis le 27 janvier 1775. Cf. Milsand, p. 413. Milsand le fait mourir en 1775, ce qui n'empêchait pas Vernisy d'étudier en 1781 le travail de Parmentier ; il faut situer la date de sa mort au mois de juillet 1785. V. Girault, *Essais sur Dijon*, p. 306.

après que des cultivateurs lui eurent assuré que les blés cariés servaient à leur consommation quand ils en avaient beaucoup récolté de cette nature, sans qu'aucun accident soit jamais survenu. Le blé carié ne présentait, en effet, point de danger, et le pain dans lequel entraient un mélange de la poussière noire que produit la carie n'occasionnait à ceux qui en usaient qu'un très léger mal de tête et d'estomac qui se dissipait bientôt et ne reparaisait plus les jours suivants alors qu'on continuait à manger de ce pain.

Parmentier fait part ensuite de l'analyse chimique des blés cariés. La poussière noire dont ils sont remplis, examinée au microscope, présente un amas de globules transparents parfaitement égaux, que certains avaient pris pour des œufs d'insectes. Cette poussière est extrêmement légère et s'enflamme avec la plus grande facilité ; sous l'action de la chaleur, elle perd sa mauvaise odeur, qui se dissipe aussi avec le temps si l'on a soin d'exposer à l'air libre les épis cariés.

Parmentier croit que l'effet de la carie sur les semences « dépend, comme celui des médicaments et des poisons d'un infiniment petit, et qu'il réside vraisemblablement dans la matière odorante », parce que la carie, qui se révèle très nuisible à l'origine, le devient de moins en moins pour les semences à mesure qu'elle vieillit, tout en ne perdant aucune de ses propriétés, si ce n'est un peu d'odeur.

Les laboureurs qui choisissent avec grand soin leurs semences, les préparent comme il convient et n'emploient aucun fumier où il entre de la paille infectée, n'ont jamais leurs blés gâtés.

L'auteur ne s'est point demandé quelle est la cause première de la carie, et de quelle façon elle vit, parce que les expériences effectuées n'ont encore donné aucun résultat satisfaisant. Au reste, ces recherches n'ont pas grande utilité, car nous ne parviendrons pas à nous en garantir. On croit que la carie ne dépend ni de la nature du sol ni de la constitution de l'air, et que c'est un mal étranger à nos climats et qui ne dure que par contagion.

En résumé, la carie noircit le blé et le pain qu'on prépare avec ce blé, mais l'usage de cet aliment est sans

danger, tandis que les effets malfaisants se portent sur les semences. Elle semble être une matière végétale qui se rapproche des substances animales dans l'état de décomposition voisin de la putréfaction, car soumise à la distillation, elle n'a pas fourni d'alcali volatil, et si ce sel y eût existé, combiné seulement avec un acide ou une substance grasse, l'addition de l'alcali fixe n'aurait pas manqué de se manifester. La facilité avec laquelle cette matière s'enflamme, se laisse dissoudre non seulement par l'éther et l'acide, mais encore par les matières alcalines, l'odeur de graisse qu'elle répand quand on la jette sur des charbons ardents, sont autant de propriétés qui annoncent que la poussière contenue dans les blés cariés abonde en huile. Enfin, la substance végétale à laquelle on pourra comparer la carie est le lycopode, dont elle partage la légèreté, la ténuité et l'inflammabilité.

Le P. Vernisy, qui fut le rédacteur du rapport sur le mémoire de Parmentier, terminait en disant : « quand l'auteur... ne serait pas aussi connu qu'il l'est par de bons ouvrages (1), par son zèle et par ses découvertes, cet écrit seul, par l'importance du sujet et par la manière savante dont il est traité, suffirait pour lui ouvrir l'entrée de l'Académie ». Parmentier fut aussitôt reçu associé non résidant (2).

Le rapporteur exprimait encore le souhait qu'« un observateur aussi intelligent » étudiait les blés ergotés, bien que l'ergot s'attaque surtout au seigle.

(1) En 1781, Parmentier avait publié : *Examen chimique de la pomme de terre* (1773), ouvrage qui remporta le prix de l'Académie de Besançon ; *Avis sur la manière de faire le pain de pommes de terre* (1777) ; *le Parfait boulanger* (1778) ; *Traité de la châtaigne* (1780). Il faisait imprimer en cette année 1781, ses *Recherches sur les végétaux nourris-sants qui dans les temps de disette peuvent remplacer les aliments ordinaires*.

(2) Cf. Milsand, p. 400. Par une délibération en date du 27 février 1888, sur la demande de la société d'horticulture, le conseil municipal de Dijon donna le nom de Parmentier à l'une des rues de la ville en invoquant les titres suivants : « ...Il reconnut tous les avantages que l'on pouvait tirer de la pomme de terre cultivée dans les pays du Nord depuis le XV^e siècle. En 1796, il organisa le service pharmaceutique des armées... » V. A. Baudot, la *Pharmacie en Bourgogne*, p. 515. Le Conseil municipal de Dijon aurait dû ne pas omettre d'ajouter que Parmentier appartient à la fondation Pouffier ; Dijon se serait annexé un peu de la renommée de Parmentier, aurait donné un certain droit de cité à l'auteur de l'*Examen chimique de la pomme de terre* qui, né dans la Somme, à Montdidier, était mort à Paris.

L'Académie s'était jadis occupée du seigle ergoté. Nous avons vu que Béguillet en avait apporté à Maret pour les montrer à la société. Maret les présenta à la séance du 19 juillet 1771 en même temps que le mémoire de Béguillet sur ce sujet, mémoire qui devait être publié la même année. Dans cette séance, Guyton de Morveau fit savoir qu'on lui avait également remis des épis de seigle ergoté et qu'il se proposait de faire sur eux diverses expériences. Maret, à son tour, dit qu'un de ses parents, curé de Brazey, lui avait envoyé de semblables épis et lui écrivait qu'il avait conseillé à ses paroissiens de moudre avec soin leur seigle avant de s'en servir.

Maret lut ensuite des observations sur un mémoire du médecin Schleger, imprimé à Cassel, dont le *Journal encyclopédique* du 1^{er} juin 1771 avait publié un extrait, et qui traite du seigle ergoté. Schleger estime qu'il est ridicule de penser que le pain fait avec du seigle ergoté est mauvais. Les raisonnements qu'il donne sont captieux, assure Maret. Et le journaliste qui présente son travail semble adopter ses idées, ce qui est fort dangereux, car il est à craindre qu'un pareil jugement « n'accrédite une erreur d'où il résulterait des maux considérables dans les circonstances malheureuses où se trouve la Bourgogne, dans un temps où les seigles de cette province sont contre l'ordinaire attaqués de l'ergot, où le peuple est forcé par la misère et par une disette qui dure déjà depuis deux ans à recourir aux grains les moins chers » (1).

Aussi Maret estime de son devoir de s'élever contre le mémoire de Schleger, et il montre que des expériences mêmes de ce médecin il résulte que la farine de l'ergot est acrimonieuse, et que l'intensité de son acrimonie n'étant pas déterminée de façon à fixer la proportion dans laquelle cette farine peut être nuisible, il n'est pas possible de se rassurer sur son usage en espérant qu'elle n'entrera dans le pain qu'en très petite quantité, et d'autant moins que les observations les plus nettes font voir que l'ergot a souvent produit des maladies extrêmement graves.

(1) V. *Mercurie dijonnais*, éd. Dumay, p. 227 : « Le 27 mars (1771), la mesure de froment a été portée au marché jusqu'à 7 l, 15 s ; ce qui laisse craindre qu'il ne passe 10 l. t. avant la moisson et qu'ainsi la misère ne soit extrême. »

La faculté de Magdebourg assure que la terrible peste qui dévasta la Westphalie en 1596 et 1597 est venue de l'usage de ce grain « monstrueux ». Et c'est à lui qu'il faut encore attribuer la mort, en 1709, de sept à huit mille habitants de la Sologne, atteints d'une gangrène sèche, fort ressemblante par ses effets au « mal des ardents ». Les médecins de cette région et des régions voisines ont eu sous les yeux de si nombreuses preuves des effets funestes de l'ergot qu'ils ordonnent sévèrement de ne point user de ce grain. Vétillard, médecin au Mans et membre du bureau de l'agriculture, prévoyant que les seigles seraient ergotés à cause de l'humidité des premiers mois de 1771, s'empessa de donner dans un mémoire la description de la maladie que l'ergot produit ordinairement et l'exposé de la méthode à suivre pour lutter contre le mal. Cette méthode s'est avérée si efficace que le gouvernement a fait imprimer le mémoire du médecin Vétillard et l'a distribué par tout le royaume.

Il vaut mieux prévenir que guérir. Maret a donc cherché les moyens d'empêcher le peuple de se nourrir de l'ergot. Aucun résultat satisfaisant ne sera obtenu en obligeant les cultivateurs à laisser sécher le seigle dans les granges pendant plusieurs mois avant de le battre. Maret le prouve par l'expérience de Read, médecin de l'hôpital militaire de Metz, qui a conservé pendant six ans des ergots de seigle, sans que ces grains, quoique desséchés, se soient réduits en poussière noire que le fléau eût dispersée ; le crible ordinaire ne suffirait pas pour séparer l'ergot du bon grain, parce que, à cause de sa grosseur, l'ergot ne peut passer à travers les mailles. On ne réussirait pas davantage en vannant : l'ergot, beaucoup plus lourd que la balle et que le grain même, ne pourrait pas être rejeté ou amené sur les bords du van. L'unique moyen serait d'employer un crible à main ou d'opérer le tri avec soin. « Mais il est bien à craindre que, malgré son importance, l'indolence naturelle aux habitants de la campagne et l'intérêt personnel des vendeurs n'empêchent d'apurer par ce moyen un grain dont la quantité diminuera en proportion de l'exactitude qu'on aura apportée à l'émonder. » Et ces craintes semblent bien jus-

tifiées, car « l'expérience journalière... prouve que l'on charge de criblures le blé marchand ».

Maret rappela ensuite, ainsi que l'avait fait Béguillet, que sur la prière instante de l'Académie des sciences de Paris, il avait été défendu aux meuniers de l'Orléanais et des régions où le seigle était ergoté de n'en moudre aucun grain. Il demanda enfin s'il ne serait pas à propos d'indiquer aux membres du parlement les dangers auxquels les seigles ergotés « exposent les peuples confiés à leurs soins paternels ». L'Académie, bien entendu, fut unanimement de l'avis de son secrétaire perpétuel, et arrêta qu'on ferait part de ce qui avait été dit dans cette séance sur le seigle ergoté au procureur général du parlement afin qu'il puisse prendre le parti « que son zèle et sa sagesse lui suggéreront dans une occasion qui intéresse la vie d'un grand nombre de citoyens ».

Quinze jours après la séance du 19 juillet, Maret lisait un mémoire sur le traitement qu'il convenait de faire aux malades atteints ou menacés de la gangrène sèche occasionnée par l'usage de l'ergot. Ce mémoire, résumé de tout ce qui avait été écrit sur le sujet, était composé de deux tableaux placés en face l'un de l'autre. L'un portait la description précise de la maladie étudiée dans quatre périodes différentes ; l'autre donnait le traitement approprié à chaque période. Toutes les formules des remèdes à employer étaient indiquées par des lettres majuscules et rassemblées à la fin de l'ouvrage. « Pour prévenir les faux raisonnements que pourraient faire des gens peu instruits et les fausses inductions qu'ils pourraient tirer des meilleurs principes », Maret n'entrait dans aucun détail théorique, de façon que son mémoire mis entre les mains des personnes les moins versées dans la médecine fût un guide sûr pour suivre le traitement.

Maret ajoutait que l'intendant voulait faire imprimer ce mémoire et le répandre en Bourgogne. Désirant faire suivre son nom du titre de secrétaire perpétuel, il avait communiqué son travail à Chaussier, afin de se conformer aux règlements qui, nous le savons, exigeaient que dans une pareille circonstance, l'ouvrage fût remis à des commissaires. Il va sans dire que Chaussier exprima sa

satisfaction et assura que le mémoire de Maret était de la plus grande utilité (1).

Parmi les mauvaises herbes, la folle avoine est une de celles qui se multiplient le plus. Il en est peu qui, par conséquent, portent un plus grand préjudice aux récoltes en dérobant la nourriture aux plantes semées, en les étouffant, en les empêchant de croître et de grossir, et il en est peu, en même temps, qui soient plus difficiles à détruire. C'est pour ces raisons que Baron, conseiller à la Cour des aides de Montpellier, étudia cette plante. Les observations qu'il a poursuivies sur elle pendant des années firent le sujet d'un mémoire qu'il envoya à l'Académie de Dijon, avec l'espoir de devenir son associé (2). Le mémoire fut examiné par Durande à la séance du 17 mars 1785 (3).

Les graines de la folle avoine mûrissent plus vite que celles du blé, du seigle, de l'orge et de l'avoine ordinaire ; le moindre coup de vent agite le pédoncule, la balle s'ouvre et la semence se répand, qui bientôt s'enracine et fructifie.

Baron réfute les fables que l'on débite sur cette plante : l'orge dégénère en folle avoine, disent les uns ; elle naît spontanément de la fiente de pigeon, assurent les autres. Certains soutiennent qu'elle n'a pas de graines ; non seulement elle n'en est pas privée, répond Baron, mais ses graines possèdent un double germe, qu'on voit distinctement à l'œil nu : l'un pousse sa tige dès la première année, tandis que l'autre reste engourdi jusqu'à l'année suivante, ou, si la saison est favorable, donne aussi une tige.

Comment préserver les terres de cette plante si nuisible et si vivace ? Il faut trier avec soin les grains que l'on veut semer, labourer souvent et surtout avant l'hiver, n'employer que du fumier dont la fermentation soit assez avancée pour que les graines qui y sont contenues soient détruites, sans cependant attendre qu'il soit entièrement

(1) Reg. acad., t. VI.

(2) Baron fut nommé académicien non résidant le 7 avril 1785. Cf. Milsand, p. 358. Baron, natif de Nîmes, était le neveu du médecin Razoux, secrétaire perpétuel de l'Académie de Nîmes, qui faisait partie de l'Académie de Dijon depuis le 12 juillet 1781. Cf. Milsand, p. 405.

(3) Reg. acad., t. XIV.

pourri et réduit en terreau ou qu'il ait perdu sa chaleur. Si, malgré ces précautions, la folle avoine reparait dans les champs, on parviendra à la détruire en laissant la terre en jachère pendant deux ans, tout en faisant les labours ordinaires, mais ce moyen est fort onéreux. Aussi Baron conseille-t-il de semer de la luzerne. Les premiers labours détruisent un des germes de la folle avoine : les coupes répétées de la luzerne empêchent la folle avoine de donner ses graines et la font périr après deux ans. Si le champ n'est pas propre à la luzerne, on pourra y semer des pois la première et la seconde année, qu'on coupe en vert pour la nourriture du bétail. En agissant ainsi, les terres non seulement ne restent pas improductives, mais encore sont mieux préparées pour l'ensemencement en blé. Baron a obtenu des résultats très satisfaisants en suivant cette méthode. Les cultivateurs doivent la connaître, dit Durande, et il proposa que le mémoire de Baron fût imprimé dans les *Mémoires*. L'Académie y consentit (1).

Avec le blé et le seigle, l'Académie se préoccupa beaucoup du maïs et surtout de la pomme de terre.

L'abbé Picardet faisait part, à la séance du 15 janvier 1768 (2), de deux expériences qu'il avait menées à bien sur le maïs et la pomme de terre. Ces plantes pouvaient être utilisées comme aliments d'une autre façon que celle employée.

On savait déjà qu'il était possible d'extraire de la pomme de terre une farine qui, mélangée avec de la farine de froment, faisait du bon pain. Picardet pensa que la râpura seule de la pomme de terre cuite avec du lait donnerait une bouillie très nourrissante et fort utile pour les enfants ; il l'a essayée et il en fut grandement satisfait.

Les Américains, disait-il, pilent le blé de Turquie, le font macérer dans de l'eau, et en tirent « une liqueur vineuse dont on pourrait extraire un esprit ardent ». Il eut l'idée de procéder différemment : ayant coupé des épis de maïs quand les graines étaient encore laiteuses, il les a partagées en quatre, les a mises en tas, les a mouillées pour que la fermentation se produise. Les graines

(1) V. *Mémoires de l'Académie*, année 1785, 1^{er} semestre, p. 147.

(2) Reg. acad., t. IV.

s'échauffèrent, Picardet les versa dans une feuillette qu'il remplit d'eau et agita souvent le mélange avec un bâton. « A Noël dernier », Picardet perça son fût et en tira, assure-t-il, « une liqueur vineuse agréable et qui a la couleur du vin de Meursault ».

La pomme de terre est l'objet d'innombrables curiosités. Grands et petits, savants et ignorants discutent sur ses qualités, les affirment, les mettent en doute ou les nient, et le rapport très favorable de l'Académie de médecine de Paris ne parvint pas à rallier tous les suffrages. Il conviendrait, dit de Frazans à la séance du 9 août 1771 (1), que l'Académie de Dijon s'occupât à son tour de la pomme de terre, qui est « de la plus grande importance pour l'Etat, vu les avantages que le peuple trouve dans son usage ». La compagnie s'empressa d'applaudir au « zèle patriotique » de Frazans et résolut aussitôt de travailler à un traité auquel devaient collaborer Guyton de Morveau, qui soumettrait les pommes de terre à l'analyse chimique, Perret, qui écrirait l'histoire de leur culture et rechercherait les pays où l'on est accoutumé d'en planter, de Frazans et Gelot, qui tâcheraient de trouver le moyen de les conserver le plus longtemps possible et de les rendre plus agréables au goût, Maret enfin, qui s'efforcerait de découvrir si elles peuvent occasionner des maladies, comme certains continuaient de le croire.

L'abbé Picardet rappelait que la farine de pomme de terre mélangée avec de la farine de froment donnait un pain agréable. Parmentier et Cadet pensèrent qu'on pouvait faire du pain uniquement avec la pomme de terre. En guise d'étrennes peut-être, ils envoyèrent de ce pain aux académiciens de Dijon ; ceux-ci reconnurent « les qualités qui peuvent rendre cette découverte très importante ». Et dans cette séance de gustation (2), Maret, en présentant le pain de pomme de terre, expliqua que Parmentier « reconnut et démontra une vérité » qui le conduisit « à la découverte de la manipulation convenable

(1) Reg. acad., t. VI.

(2) Séance du 7 janvier 1779, Reg. acad., t. IX. *Les Affiches de Bourgogne*, donnent cette nouvelle dans leur n° du 23 février 1779 : « Versailles. MM. Parmentier et Cadet le Jeune, membres du Collège de pharmacie, présentèrent le 13 décembre au Roi, à Monsieur et à Monseigneur le Comte d'Artois, du pain de pommes de terre, sans aucun mélange de grains. »

pour faire du pain avec les pommes de terre seules ». Cette vérité consistait en ceci : « c'est la substance amilacée de tous les frumentacés qui est susceptible de fermentation et qui rend fermentescibles leurs autres parties intégrantes. Et c'est à raison de la plus ou moins grande quantité de cette substance que les différentes espèces de ces végétaux sont capables de fermenter plus ou moins bien. » Au lieu de mélanger à peu près en égales proportions, comme on le faisait ordinairement, la farine de froment ou de seigle à la pulpe de pommes de terre, Parmentier et Cadet augmentèrent la proportion de pommes de terre. Ils procédèrent ainsi parce qu'ils avaient trouvé que la pomme de terre « ne contenait pas la substance amilacée fermentescible dans une proportion suffisante pour que sa pulpe pût fermenter convenablement », et que pour la rendre capable de se transformer en pain par la fermentation, il convenait d'en ajouter. « C'est d'après ces réflexions que ces ingénieux chimistes sont parvenus à faire avec des pommes de terre seules un pain qui réunit toutes les qualités du meilleur pain de froment. » Leur procédé consistait à faire cuire des pommes de terre dans de l'eau, et, après les avoir pelées, ils les écrasaient et ajoutaient un tiers d'amidon et un peu de levain, l'un et l'autre tirés de la pomme de terre. Ensuite, ils pétrissaient fortement en mettant un peu d'eau pure ou contenant de la levure de bière. Ils donnaient à ce mélange, après qu'il eut fermenté, la forme de pains qu'ils faisaient cuire dans un four (1).

Chaussier, curé de Francheville (2), lisait le 15 mars 1792, des *Remarques économiques concernant le trop grand usage du pain, les moyens d'en diminuer la consommation et de le rendre plus nourrissant et plus salubre*. Il assurait que la culture du blé était moins avan-

(1) Nous avons encore trouvé trace de deux lettres de Parmentier à l'Acad. de D. Il envoya un exemplaire des discours que lui et Cadet de Vau prononcèrent le 8 juin 1780, à l'ouverture de l'école gratuite de boulangerie créée à Paris. Maret présenta cet exemplaire à la séance du 15 mars 1781. Il écrivit une lettre, lue le 25 novembre 1784, pour annoncer que l'Académie de Bordeaux venait de couronner son ouvrage sur le maïs, et pour demander à Maret de lui « donner encore quelques éclaircissements sur quelques points relatifs à l'usage qu'on fait en Bourgogne de ce blé de Turquie ».

(2) Reçu correspondant le 7 janvier 1790. Cf. Milsand, p. 368.

tageuse que serait celle du maïs et des pommes de terre, parce qu'elle exigeait des soins plus grands et des labours plus nombreux. Il pensait que les qualités nutritives du blé se trouvaient altérées par la mouture et par la manière dont on préparait le pain ; il voudrait qu'on y conservât le son, qu'on y mît très peu ou même point de levain parce qu'il regardait la fermentation comme un agent de destruction (1).

La disette du blé fit l'objet d'une communication de Vaudrey à l'Académie le 20 juillet 1770 (2). L' « ancien directeur de la Monnaie à Dijon » recherchait les causes de la disette et les moyens de la prévenir. Le commerce des blés, estimait Vaudrey, devait continuer à être libre, et il n'attribuait la disette qu'à « l'inattention qu'on a eue de pourvoir aux approvisionnements nécessaires pour la consommation des différentes provinces ». Chaque ville devrait se gouverner à cet égard comme un père de famille qui, prévoyant la quantité de blé qui lui sera nécessaire, n'épargnerait rien pour se la procurer. Parmi les moyens que les villes pourraient employer pour assurer le ravitaillement suffisant en blé de leurs habitants, deux semblaient à Vaudrey d'une exécution facile et devaient, à son sens, produire d'excellents résultats. L'un était d'imposer à l'adjudicataire du bail des octrois l'obligation de déposer, à des époques fixées, dans les magasins des villes une quantité de blé à peu près proportionnée à la moitié du bail. L'autre était d'engager « par tous les égards possibles » les campagnards à apporter leurs grains au marché ; tout ce qui n'aurait pas été vendu serait acheté pour le compte des villes. La certitude d'être favorisés dans leur vente, de n'être jamais obligés d'engranger leur blé et de toucher de l'argent, attireraient un grand nombre de fermiers et même de marchands qui pourraient avoir besoin d'argent comptant. Toutes les fois que le prix du blé paraîtrait vouloir monter, on mettrait sur le marché des blés des magasins.

C'était une question fort importante qu'agitait Vaudrey. Nous avons vu l'anxiété de l'auteur du *Mercure dijonnais* devant la cherté des grains. « Rien n'est plus instable

(1) Reg. acad., t. XV.

(2) Reg. acad., t. V.

alors que la vie, car si les salaires bas ou très bas sont extrêmement stables, le prix de la vie, pour le peuple, varie prodigieusement. La base de sa nourriture, c'est le pain, car il ne mange à peu près pas de viande et il n'aime pas les « herbes », c'est-à-dire les légumes. Or, le prix du pain subit incessamment les variations les plus violentes. En Bretagne, de 1761 à 1789, le prix oscille, dans la même ville de Nantes, entre 1 sou 5 deniers la livre et 5 sous ; à Merfy, près de Reims, il va, entre 1765 et 1770, de 6 à 20 livres ; à Reims, en 1787-1789, de 12 à 28 deniers ; dans la Mayenne, en 1764, le blé est à 6 livres 3, et à 14 livres 10 en 1784 ; le livre de raison des Daurée d'Agen note des prix qui varient du simple au quintuple ; à Villars (Provence), en 1756, le prix va de 11 deniers à 32. En Gascogne, de 1778 à 1779, les prix sont de 18, 21, 10 et 6 livres 16 sols. A Saint-Omer, de 1755 à 1783, les prix de la razière de blé commun sont en livres (et en négligeant les sols) de 6, 12, 13, 8, 20, 9, 13 livres » (1).

Le Gentil reprit le problème, si angoissant et si difficile à résoudre, dans un ouvrage intitulé : *Problème économique et politique pour établir en France des magasins de grains publics qui ne coûtent rien au roi, rien à la nation et que le gouvernement ouvre et ferme à son gré*. Le mémoire intéressa beaucoup l'Académie, qui en entendit la lecture le 16 janvier 1783 (2). Tout citoyen devrait, sans se priver du nécessaire, mettre en réserve une certaine quantité de grains. Cette obligation n'atteindrait ni le premier ordre du clergé, ni la noblesse employée au service militaire, ni les habitants des grandes villes. La portion à conserver par chacun des autres citoyens serait réglée au prorata de leurs contributions annuelles sous forme de décimes et de tailles. Aucun de ceux-ci ne pourrait disposer de la portion conservée sans la permission du gouvernement. Les officiers de justice seraient chargés de vérifier si la quantité voulue avait bien été mise en réserve ; si une partie ou la totalité manquait sans qu'une autorisation eût été donnée, des amendes seraient appliquées dont le montant irait aux pauvres des paroisses.

(1) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 440.

(2) Reg. acad., t. XIII.

Les grains, une fois passés au four pour les dessécher, seraient versés dans des tonneaux bien fermés et conservés dans les greniers des campagnards, des gens de mainmorte, des riches habitants des petites villes. Par ce moyen, les grains ne se gâteraient jamais, et comme ils resteraient toujours à la disposition du gouvernement, ils seraient une ressource assurée contre la disette, sans que le gouvernement eût fait aucun frais, sans que les propriétaires eussent supporté aucune perte.

Mais, objectera-t-on, tous les contribuables ne pourront pas passer leurs grains au four, parce que dans plusieurs villages, il n'existe que des fours banaux. D'autre part, la réserve serait une sorte d'impôt, et il ne faut pas créer de nouvelles contributions.

Le Gentil répond qu'il faudrait construire des fours banaux pour cet usage seulement, et que les seigneurs y trouveraient de l'avantage sans que cela occasionnât une charge sensible pour les contribuables. Ensuite, le grain mis en réserve — Le Gentil l'appelle grain royal — ne pouvant être vendu qu'au profit du propriétaire, celui-ci ne serait gêné que sur l'époque de la vente et non sur la fixation du prix ; il n'y aurait, par conséquent, point d'impôt.

Perret, qui entretenait l'Académie de l'ouvrage de Le Gentil, décerna les plus beaux éloges à ce projet, mais il éleva des doutes sur certains points, qui étaient : la dénomination des gens de mainmorte ; les exceptions en faveur du premier ordre du clergé ; les règles pour la taxation ; l'obligation de laisser les réserves chez les campagnards ; les visites des officiers de justice et les peines à infliger ; l'affirmation que cette réserve ne coûterait rien au roi ni aux particuliers.

La dénomination des gens de mainmorte est trop générale, puisqu'elle englobe les corps des magistrats, les corporations de marchands, d'ouvriers, etc. Perret voudrait qu'on fixât et restreignît le sens de ce mot.

Les exceptions lui paraissent injustes parce qu'elles portent sur des gens qui sont tous riches, ont des terres et des fermiers chez lesquels les réserves pourraient être déposées ; elles sont également dangereuses parce que les

exceptions donnent nécessairement lieu à des abus et humilient, révoltent ceux qui n'y sont pas compris.

Il pense qu'il ne faudrait point se borner à la taille, aux décimes pour taxer la réserve, et y ajouter la capitation ; mais que l'inégalité reconnue de ces impositions devrait engager à la fixer suivant le nombre de journaux de terre possédés par les contribuables.

Les dépôts ne pourraient être faits à cause de l'exiguïté et du mauvais état des logements paysans ; d'ailleurs la pauvreté de la plupart des campagnards rendrait ces dépôts peu sûrs. Il serait préférable de les placer dans des maisons religieuses et dans d'anciens châteaux.

Les visites et les amendes ne sont pas exemptes de critiques à cause de l'inexactitude trop commune des gens de justice et du danger de multiplier les lois pénales.

Pourrait-on soutenir, enfin, que les réserves ne coûteraient rien, puisque des fours, du bois pour les chauffer, des tonneaux seraient nécessaires ?

« Quoi qu'il en soit, dit Perret en finissant, la manière dont l'auteur... manifeste... son zèle pour le bien public et pour le bonheur des particuliers, comme l'utilité de son projet méritent nos applaudissements et nos éloges. »

Cela va sans dire que l'Académie de Dijon se préoccupe de la vigne et des vins. Le 14 août 1766, Fournier parle des vins qui sont faits en Europe, en examine la nature et, les comparant à ceux de Bourgogne, conclut, bien entendu, que ceux-ci méritent la préférence sur tous les autres. Pasumot, qui habite Auxerre, décrit, dans une lettre que Maret lit à la séance du 7 juillet 1769 (1), une maladie dont la vigne a souffert dans l'Auxerrois, le Tonnerrois et le Sénonais : au moment de la floraison, une petite chenille d'un blanc grisâtre s'attache aux raisins et vit aux dépens de la fleur. Elle réunit les pétales par sa soie, se place au milieu pour s'y métamorphoser. On en voit parfois six, huit, dix même sur un raisin ; dans le pays on l'appelle un ver. « Nous désirerions bien trouver un moyen pour faire périr cet insecte sans nuire à la fleur de la vigne. Si on connaissait à Dijon quelque remède, ce serait un grand service à nous rendre. » Plu-

(1) Reg. acad., t. V.

sieurs membres de l'Académie dirent que la vigne avait souffert en divers endroits voisins de Dijon des mêmes vers qui avaient occasionné les mêmes ravages, et qu'on n'avait pas trouvé d'autres moyens que de les ôter des fleurs et de les tuer, mais qu'heureusement les pluies tombées à la fin de juin les ont fait périr.

Le 21 décembre 1764, Perret s'inquiétait du danger que l'indélicatesse des marchands et des acheteurs étrangers faisait courir à la réputation des vins de Bourgogne. Il affirmait « que tous les marchands ou les commis substituent les vins de la deuxième qualité à ceux de la première, d'où il résulte chez l'étranger un parallèle désavantageux des vins de notre province et de ceux des autres pays relativement au prix, notamment de ceux de Champagne ». Ce qui était encore bien plus dangereux et beaucoup plus condamnable, c'était le mélange des vins du Midi à ceux de Bourgogne.

Perret dénonce également l'espèce de tyrannie que ces mêmes commerçants exercent sur les propriétaires ; elle contribue encore à ralentir le commerce des vins. L'exploitant n'est presque jamais maître du prix que les marchands, selon leur intérêt, font monter ou baisser. Aussi, devant l'incertitude du produit de ses vignes, le propriétaire se décourage-t-il. Il néglige sa culture ou ne s'efforce que d'augmenter la quantité sans plus se soucier de la qualité.

Les exploitants doivent secouer leur joug et chercher eux-mêmes des débouchés au dehors. Perret exprime encore le souhait que soient exécutés les règlements défendant sous des peines très sévères le mélange des vins des « provinces méridionales », ou du moins qu'on exige à l'entrée de ces vins des droits si forts que le commerçant ne trouve plus d'avantages à « sacrifier l'intérêt de sa patrie » pour un mélange qui ne pourrait plus augmenter son gain.

Dans cette même séance, Richard de Ruffey lisait un mémoire sur « la cause du goût du terroir que l'on trouve dans certains vins ».

Ce goût ne peut dépendre que de la qualité de la sève qui contiendra « une plus ou moins grande quantité des principes de la terre qui la fournira ». C'est, dit Ruffey,

à l'humidité des terrains où la vigne est plantée qu'on doit surtout l'attribuer, parce que les trachées des ceps étant dilatées laissent passer une sève plus lourde et chargée de molécules terreuses. Ruffey voit la confirmation de son hypothèse dans le goût plus ou moins fort de terroir qu'a le vin selon que les vignes qui le produisent sont plantées dans un pays où la couche de terre végétale est plus épaisse et le fond plus imperméable à l'eau ; que ce goût est plus ou moins sensible pour le même vin suivant le degré d'humidité de l'année au cours de laquelle on a coupé les raisins qui ont servi à le faire. Pour diminuer autant que possible cette mauvaise qualité du vin, Ruffey proposait de dessécher le terrain en creusant un fossé profond autour de chaque arpent de vigne.

Ruffey parla ensuite du goût de pierre à fusil qu'on remarque dans d'autres vins ; il l'attribuait aux pyrites répandues dans les vignes ; si le vin est très fumeux dans les pays chauds et plat dans les pays froids, c'est le degré de chaleur du terrain qui en est la cause ; si enfin le cep est tortueux, c'est, dit Ruffey, « une attention marquée de la nature qui, en rendant la route de la sève plus oblique, en facilite la dépuration » (1).

Un anonyme, qui était certainement un Bourguignon, reprenait, dans une lettre dont l'Académie entendait la lecture le 23 janvier 1777 (2), la question que Perret avait traitée douze ans avant. Il s'attristait de la menace que la mévente des vins faisait peser sur la Bourgogne. La cause en était d'abord, selon lui, comme le pensait Perret, « la mauvaise foi de quelques commerçants », puis de défectueux procédés dans la culture de la vigne, dans la façon de traiter le vin, dans les achats et les ventes. Il serait donc d'un grand intérêt que l'Académie voulût proposer ou résoudre le problème suivant : « Quels sont en Bourgogne les moyens praticables de favoriser le commerce des vins supérieurs et autres. Indiquer les abus qui peuvent s'être glissés dans ce commerce, les causes des accidents qui s'y montrent de temps à autre et les moyens les plus prompts de remédier à ces abus et de prévenir ces accidents. »

(1) Reg. acad., t. II.

(2) Reg. acad., t. VIII.

Ce problème mériterait grandement d'être posé, estime l'Académie, et elle aurait été heureuse que son correspondant se fût fait connaître « pour le complimenter sur son patriotisme ». Elle proposerait très volontiers le problème comme sujet d'un prix extraordinaire si elle avait quelques fonds disponibles. « Se voyant réduite à faire des vœux pour cette solution », elle pria ses membres de s'en occuper, et comme il serait intéressant de pouvoir réunir et comparer les avis de tous ceux qui, par leur position, ont connu « les abus contre lesquels le patriotisme réclame » et peuvent avoir décelé les causes préjudiciables au commerce des vins, elle résolut de remettre aux *Affiches* une copie du problème pour qu'il y fût inséré et d'inviter tous les citoyens à communiquer à l'Académie leurs idées sur ce sujet (1).

Les vins de Bourgogne couraient encore un autre péril : il venait des Champenois qui prétendaient que leurs vins étaient bien supérieurs. Raudot se fit le défenseur des crus de la province. Dans un mémoire lu le 12 août 1779 (2), il rappelait que dès l'antiquité, les vins de Bourgogne jouissaient déjà d'une très grande réputation, tandis qu'aucune mention n'était faite des vins de Champagne qui ne commencèrent à être connus qu'au XVI^e siècle, et « qu'insensiblement cette province ambitieuse a ménagé leur rivalité avec ceux de Bourgogne pour ensuite en usurper la supériorité ». C'est en 1700 que l'étendard de la révolte fut levé par Le Pescheur, professeur en médecine de la faculté de Reims, qui fit soutenir une thèse affirmant que le vin de Champagne était plus agréable et plus sain que celui de Bourgogne. De Salins père et fils, médecins à Beaune, s'élevèrent violemment contre une pareille assertion. Le Pescheur répondit. Puis, en 1759, Bidet, dans la deuxième édition de son traité sur la nature et la culture de la vigne, critiqua les vins de Bourgogne et exalta ceux de Champagne. En 1777, enfin, Navier fils, professeur de médecine à Reims, osait avancer que le vin de Champagne était supérieur à tous les autres vins et le recommandait fortement dans les maladies putrides en soutenant que le mousseux, contenant beaucoup d' « air

(1) Les *Affiches* insérèrent le problème dans le n° du 11 février 1777.

(2) Reg. acad., t. X.

fixe » et la putridité résidant dans le manque de cet air, représentait le vrai remède. Raudot, sans contester le principe, n'approuve pas la conséquence. Même si ce vin possédait toutes les qualités que Navier lui attribue, il ne conviendrait point dans les fièvres putrides. Mais le vin de Bourgogne, lui, a une vertu antiseptique indéniable et est un excellent cordial, ce à quoi ne peut prétendre le vin de Champagne. Non seulement celui-ci n'a aucun droit de revendiquer une prééminence quelconque sur celui-là, mais il lui est à tous égards très inférieur. Le « patriotisme » de Raudot était intransigeant.

**

Les autres compagnies se sont occupées de problèmes semblables, et, comme nous le savons, principalement de ceux dont la solution pouvait apporter à la province où vit l'académie, quelque remède, quelque amélioration, quelque enrichissement. A Bordeaux, par exemple, on tira, le 25 août 1733, un mémoire sur le mouvement de la sève dans les plantes ; le 2 décembre 1735, un mémoire sur la variété des vins récoltés en Arabie ; de 1752 à 1757, on prendra connaissance de sept travaux « sur la maladie des grains » ; on demandera en 1770 « quelle est la meilleure manière de faire et de gouverner les vins de Provence soit pour l'usage, soit pour leur faire passer les mers » ; on amassera des volumes de « Notes intéressantes sur l'état des récoltes, sur la vigne, etc. » (1). A Caen, on parlera « sur les entes ou greffes », le 13 janvier 1757 ; on publiera le 13 février 1758 un « Avis économique sur le cidre » (2). A Marseille, on s'intéressera, à partir de 1770, aux vins de Provence, à la culture de l'olivier, du figuier, de l'amandier, aux engrais que peut fournir la Provence (3). Le 5 mai 1769 et le 26 janvier 1771, la Société des philathènes de Metz s'occupe du seigle ergoté et, entre ces deux dates, demande : « Peut-on confier l'éducation publique aux moines ? » (le 23 février 1770), et cherche à savoir (le 17 août 1770) quel est « l'état des finances du clergé en France » (4).

(1) J. de Gères, *Académie de Bordeaux*.

(2) A. Gasté, *Tables... des travaux insérés dans les Mémoires de l'Académie de Caen*.

(3) L.-T. Dassy, *l'Académie de Marseille*.

(4) Emmercy, *Société des philathènes de Metz*, dans *Mémoires de l'Acad. de Metz*, 1874-1875, pp. 653 sqq.

b) LA GÉOLOGIE.

Elle n'a retenu que très faiblement l'attention de l'Académie, puisque douze mémoires seulement concernant cette science ont été lus de 1741 à 1793. Voyons-en quelques-uns.

Jean Nadault (1) écrivait de Montbard le 29 novembre 1762 (2) qu'ayant été si peu satisfait de la plupart des ouvrages publiés depuis vingt ans sur la théorie des terres et des pierres, où l'on ne trouvait que « des nomenclatures, des méthodes et quelques descriptions, mais rien de philosophique », il s'était résolu à mettre par écrit ses observations. Buffon, disait-il, avait lu autrefois les deux premières parties de son travail, et « il en parut alors content ». « Je me persuade qu'il l'aurait été davantage de la troisième s'il l'avait vue. ». S'il y a beaucoup de conformité entre plusieurs de ses idées et celles de Buffon dans ses *Preuves de la théorie de la terre*, Nadault assure qu'il n'a pas puisé dans *l'Histoire naturelle*, qu'il ne s'est servi de presque aucun autre ouvrage, et que toutes les fois qu'il a voulu étayer ses observations sur Buffon, il l'a toujours nommé. « Mais il est vrai que tandis qu'il travaillait à son discours de la théorie de la terre (3), je travaillais de mon côté à découvrir quelles pouvaient être la nature et l'origine des matières diverses dont elle est formée. » Lui ayant fait part de quelques observations qui entraient dans le plan de son ouvrage, Buffon lui demanda la permission de s'en servir en le nommant, et « il lui a fait l'honneur en effet de les faire imprimer telles que je les lui avais données, et sans y rien changer ». Nadault les indique. « Vous les trouverez, *Histoire naturelle*, premier volume, page 259, depuis ces mots : je conçois donc que la terre... jusqu'à ceux-ci : nous traite-

(1) Né le 25 octobre 1721, mort le 19 novembre 1779, Jean Nadault, qui fut avocat avant de devenir maire perpétuel de Montbard, puis avocat général à la Chambre des comptes de Bourgogne et Bresse, enfin conseiller honoraire du roi, fut correspondant de l'Académie des sciences et membre de l'Acad. de Dijon (présenté par Ruffey, il fut nommé non résidant le 11 décembre 1761). Cf. Milsand, p. 398. Son fils, Benjamin-Edme épousa la sœur puinée de Buffon, Catherine. Plusieurs de ses travaux sur la physique et l'hist. naturelle parurent dans la *Collection académique*. V. Muteau et Garnier, t. II, pp. 332 et 333; Girault, *Essais sur Dijon*, p. 433; Courtépée, *Description...*, t. III, pp. 516-517.

(2) Ms. arch. acad.

(3) *Second discours. Histoire et théorie de la terre.*

rons ces matières, etc., page 264 ; page 275, depuis ces mots : par le mot de tuf, j'entends non seulement le tuf ordinaire, etc., jusqu'à ceux-ci : on ne trouve jamais de coquilles, etc., page 277 ; page 554, depuis ces mots : si l'on veut observer l'ordre, etc., jusqu'à ceux-ci : on trouve les fentes perpendiculaires, etc., page 556... » Nadault recherchait quelles sont les lois d'après lesquelles les minéraux se reproduisent et de quelle façon les terres et les pierres se sont successivement formées et continuent de se former. La terre végétale, la marne et l'argile sont la base de tous les minéraux. Quant aux métaux, il est persuadé qu' « ils doivent leur origine aux combinaisons de ces mêmes substances avec les acides et le phlogistique ». Mais les terres ne sont pas des substances simples ; elles proviennent de la décomposition d'autres corps. L'argile, par exemple, qu'on trouve à la base de l'ardoise, du talc, etc., est elle-même un composé de molécules de grès extrêmement « atténuées » et « sa vitrification donne le grès ». Il se peut que le globe « n'ait d'abord été formé que de matières vitrifiées par le feu et analogues au grès, et que de cette seule matière diversement combinée avec les substances élémentaires, toutes les autres aient été formées ». Nadault a fait plusieurs expériences qui semblent, dit-il, confirmer cette hypothèse (1). A l'exemple de Buffon, Nadault a essayé de poursuivre des expériences « fines, raisonnées et suivies ». « Buffon, *le premier*, ne parlait que de faits et d'observations, dit M. Mornet. Il se donnait comme savant et rien que savant. Il ignorait d'apparence que l'histoire de la terre fut écrite dans l'*Ancien Testament*. Il ne voulait la lire que dans les fossiles de Marly-la-Ville ou d'ailleurs » (2).

La lettre que Jean Nadault envoyait le 29 novembre 1762 était adressée à Ruffey, qui, à peu près dans le même temps qu'elle était écrite, se préoccupait d'un problème de géologie. Le 18 mars 1763 (3), il montrait à l'Académie un morceau de bois fossile trouvé près de Lons-le-Saulnier, sur lequel il avait demandé des éclaircissements. Ce bois, lui indiquait-on, était tout à fait semblable à celui décou-

(1) Sur cette étude de Nadault, v. *Mém. de l'Acad.*, 1769, p. LI.

(2) D. Mornet, *les Sciences de la nature*, pp. 112 et 49.

(3) *Rég. acad.*, t. II. V. *Mém. de l'Acad.*, 1769, p. XLVII.

vert vers 1755 à Cassel et dans presque toute la forêt « d'Hercynie ». Depuis 1761, on en rencontre une très grande quantité aux environs des salines de Montmorot, proches de Lons-le-Saulnier, sur une étendue de deux à trois lieues du côté de la Bresse. « Il y en a de plusieurs façons ; l'une en bois de régale ou de souche, l'autre en bois de corde façonné sur une longueur de trois à quatre pieds, une autre espèce en fascines ou fagotages, et la dernière en copeaux. » Tous ces bois ont gardé leurs formes primitives, sauf qu'ils se sont aplatis et que ceux qui étaient ronds ont pris une figure ovale. On reconnaît parfaitement leurs espèces : chêne, charme, hêtre et tremble, qui sont les seules qu'on rencontre dans cette région ; et on y voit encore les linéaments et l'écorce entière. « Toutes ces espèces de bois, qui se trouvent par tas environ à deux pieds ou deux pieds et demi sous terre, sont par couches de trois à quatre pieds de profondeur, et chaque espèce est séparée de l'autre. » On distingue fort nettement les coups de hache qui ont été donnés pour les façonner. On en rencontre en de très nombreux points, sauf dans la montagne. « Et ces bois qui, selon toutes les apparences, ont souffert une première putréfaction, paraissent également inflammables, quel qu'en soit le volume. » Les paysans n'en font point usage parce qu'il dégage une mauvaise odeur en brûlant, bien qu'il ait « le double d'activité du meilleur dont on puisse se servir ». Il est excellent pour souder le fer, probablement à cause des matières oléagineuses et bitumineuses qu'il renferme, mais qu'on n'est point parvenu à séparer. « En le soumettant à l'expérience de la cornue et de la retorte, on n'en a tiré qu'un peu de matière huileuse et fétide tendant à l'odeur d'empyreume. » Lorsqu'on le pulvérise et qu'on l'expose à l'air pendant trois mois et à couvert en l'arrosant de temps en temps, on en tire de l'alun.

La quantité trouvée est immense et dépasse sept à huit mille voitures. On rencontre de ce bois à environ deux lieues des salines de Montmorot qui fournissaient autrefois du sel à toute la Franche-Comté et à une partie de la Suisse. Elles ont été négligées depuis le VIII^e siècle, raconte Ruffey, probablement à la suite d'incursions d'ennemis qui les détruisirent ou peut-être après un incen-

die. Les bois qui leur étaient nécessaires, environ 50.000 « cordes » par an, auraient été abandonnés et se seraient enfoncés en terre peu à peu. Mais, se demande Ruffey, comment, après s'être pourris, sont-ils devenus très inflammables, alors qu'on ne rencontre aux environs ni bitume ni goudron ? Une réponse satisfaisante n'est pas aisée à donner. Cependant, Ruffey dit qu'une petite fontaine peu éloignée donne quand il pleut une eau noire comme de l'encre avec laquelle on peut même écrire. Si on la laisse déposer pendant vingt-quatre heures, elle devient claire et limpide, et le dépôt, qui remplit à peu près le quart du vase, offre un sédiment noir, inflammable et de même espèce que le bois fossile.

Richard de Ruffey était si fier de son travail sur le bois fossile qu'il estima probablement que la compagnie dijonnaise ne montrait point assez d'empressement à le connaître, et il envoya son mémoire à l'Académie de Besançon, dont il était membre. Plus diligente et plus respectueuse, elle en entendit la lecture dès le 9 février 1763 (1).

Si Richard de Ruffey rapportait une observation sur un point particulier et pouvant intéresser la province, Legouz ne craignait point de dissenter, le 1^{er} août 1766 (2), « sur la cause physique du déluge et sur l'ancienneté de la terre ».

Burnet, Whiston, Woodward, Bourguet, Keill, Leibniz, Scheuchzer et Buffon ont cherché à donner une explication physique du déluge, et « la plupart de ces savants ont travaillé à concilier le texte sacré avec les conjectures qu'ils hasardent à ce sujet ». C'est que parmi eux se trouvaient des théologiens, et qui étaient théologiens « avant d'être philosophes et géologues ». M. Mornet dit encore : Burnet, Whiston, Woodward... posaient la théologie, puis menaient la science dans ses chemins. D'autres affirmèrent qu'ils oubliaient, quand ils étaient géologues, d'être chrétiens ; que leur science suivait sans préjugé la voie tracée par les faits, mais que l'accord avec les Ecritures se faisait après coup, de lui-même, sans autre effort qu'une comparaison » (3).

(1) L. Pingaud, *Académie de Besançon*, p. 284.

(2) *Reg. acad.*, t. III, v. *Mém. de l'Acad.*, 1769, p. LIV.

(3) D. Mornet, *les Sciences de la nature*, pp. 33 et 58.

Pour résoudre le problème, Burnet est remonté jusqu'au moment de la création et, « suivant pour ainsi dire de l'œil les opérations du Créateur », il a disposé les différentes couches dont est formée la terre de façon que « l'abîme » se trouvant sous une couche de terrain peu épaisse, la chaleur du soleil raréfia l'eau de l' « abîme », fit gercer la croûte terrestre et jaillir l'eau du déluge à la surface de la terre. Les montagnes, selon Burnet, furent formées des fragments de l'enveloppe de l' « abîme » et les mers sont des parties entr'ouvertes de cet « abîme ». La théorie de Woodward, dit Legouz, diffère très peu de celle de Burnet. Quant à Whiston, s'il admet cet immense réservoir d'eau qu'est « l'abîme », il ajoute l'effet de la queue d'une comète vaporeuse qui, passant près de la terre fut attirée par elle, se fondit et tomba en pluie abondante. Keill pensait de même et presque tous ces savants émettaient l'hypothèse que jusqu'à l'époque du déluge, la surface de la terre était unie, sans montagnes et sans mers. Buffon, lui, ne prend aucun parti ; il se contente de combattre ces différents systèmes et d'avancer qu'il est probable que la mer a couvert autrefois toutes les terres, que les montagnes sont l'œuvre des eaux et de la « mobilité des matières qu'elles ont détrempées et transportées dans des directions différentes et relativement aux flux et reflux et aux vents, que des tremblements de terre et les bouleversements qui en sont les suites ont occasionné tous ces enfouissements qu'on découvre dans les entrailles de la terre et les inclinaisons irrégulières des différentes couches du globe ».

Pour expliquer ces phénomènes, Legouz estime que la queue seule d'une comète n'aurait pas suffi, qu'il a fallu le « choc d'un de ces astres peu connus qui a frappé la terre au pôle arctique ». C'est ce choc qui a produit le déluge universel de Noé en faisant rouler les eaux des mers sur la terre tout entière, l'aplatissement des pôles et la déviation de l'écliptique « qui, selon les plus anciennes observations astronomiques, était parallèle à l'équateur ».

Mais certains ont pensé que la déviation de l'écliptique avait été graduelle. Pour répondre à cette objection, Legouz invoque l'autorité de Copernic et de Bradley. Ces grands astronomes soutinrent que cette déviation est une

vibration bornée à une certaine étendue et qu'elle n'a pu se faire que par une énorme secousse. La terre en fut fortement secouée, et l'ébranlement se communiquant à tous les corps qui la composaient, produisit des effets plus ou moins sensibles proportionnellement aux diversités de ces corps. Voilà, selon Legouz, la cause de la formation de la plupart des mers, des lacs et des montagnes qui ne sont que les plis formés au moment de la commotion.

Puis, Legouz s'attache tout aussitôt à prouver que son système ne heurte aucunement les vues de Moïse sur la formation du Déluge et montre qu'il est absolument d'accord avec les idées morales que la religion veut qu'on en prenne. Cela était d'importance. Car Legouz ne pouvait pas avoir oublié les « tracasseries théologiques » que Buffon avait subies quinze années auparavant. D'Argenson avait affirmé que, dans son *Histoire de la terre*, « véritablement il (Buffon) contredit la Genèse en tout » et que « les dévots sont furieux ». Si la Genèse n'est point nettement contredite, « il est fort difficile de voir comment ses explications (de Buffon) peuvent s'accorder avec les textes sacrés », écrit M. Mornet. Et la Sorbonne condamnait en 1751 quatorze propositions extraites de l'*Histoire naturelle*. C'était grave. Buffon « proposa aux docteurs sorbonniques des formules de soumission où il abandonnait « tout ce qui pourrait être contraire à la narration de Moïse ». Les formules furent acceptées, publiées en tête du quatrième volume et les trois premiers continuèrent à se vendre librement » (1). Tout a été fait, dit Legouz, par la prévoyance de Dieu : « l'Eternel prévoyait les marches, les retours, les approximations, les points de contact et tous les effets qui pouvaient résulter des astres qu'il avait créés... » Alors la race rebelle serait détruite, les crimes seraient punis. C'était l'heure de la vengeance divine. « Il n'avait pas besoin de forcer les lois de la nature en créant de nouvelles eaux pour former des cataractes miraculeuses et de nouveaux miracles pour en anéantir l'immensité. Tout, sous ses ordres, marche d'un pas égal. Tout suit les lois immuables qu'il a établies. Ces lois sont physiques ; leur arrangement donne la force

(1) D. Mornet, *la Pensée française au XVIII^e siècle*, p. 81. V. également D. Mornet, *les Sciences de la nature*, pp. 49 sqq.

à l'univers. L'Etre suprême en a caché le nœud. Il a lié par des chaînes invisibles tous les mondes qui remplissent cet univers. Sa volonté est éternelle comme sa puissance est sans bornes. Les traits dont notre frivole imagination veut les dépeindre tiennent du limon grossier dont nous sommes pétris. Nous ne pouvons monter jusqu'à lui, et par une audace criminelle nous lui prêtons nos faiblesses. C'est avilir sa grandeur, c'est le dégrader de son essence, c'est enfin immortaliser nos erreurs. »

L'état actuel de la terre, le « spectacle affreux » de la région du pôle arctique, le chemin suivi par quelques comètes rendent probable pour Legouz le choc qui a secoué si violemment le globe.

Ces hautes considérations ne retiendront pas longtemps l'attention de l'Académie, et Guyton de Morveau, dans la séance du 2 décembre 1768 (1), examinera un problème d'une utilité immédiate. Il y lira, en effet, l'analyse qu'il venait de faire du charbon fossile de Montcenis. Si l'on connaissait cette mine depuis longtemps, dira-t-il, son exploitation régulière ne fut vraiment entreprise qu'en cette seconde moitié du XVIII^e siècle. C'est à M. de la Chaize qu'on le doit. Comme Montcenis est à peu de distance de deux rivières navigables, l'exploitation du charbon sera facile et pourra se faire en grandes quantités. Mais même si l'on ne s'en servait que dans la région, l'exploitation serait néanmoins fort intéressante en permettant d'économiser le bois, qui devient rare. Du reste, la mine est très riche et le charbon d'une qualité supérieure à celui des mines du Forez et d'Epinac, ainsi que le prouve l'analyse de Guyton de Morveau. Ce charbon, en effet, prend feu moins promptement et reste enflammé sensiblement plus longtemps que celui d'Epinac ; son odeur est beaucoup moins sulfureuse ; les produits de sa distillation ne décèlent presque point d'acide et verdissent le papier bleu au lieu de le rougir comme font ceux que donne le charbon d'Epinac traité de la même manière. Guyton de Morveau conclut que l'acide contenu dans les charbons fossiles étant le seul obstacle qui s'oppose à ce qu'on s'en serve pour la fonte du minerai de fer, on doit penser qu'on pourra employer le charbon de Montcenis

(1) Reg. acad., t. IV.

dans cette opération sans être obligé de le griller à la façon des Anglais, d'après le conseil de l'Allemand Blawesten. « Le raisonnement de M. de Morveau, estime l'Académie, paraît bien conséquent et bien décisif. Il se propose de vérifier cette conjecture par des épreuves faites en petit, mais avec le même appareil qu'elles se font en grand dans les fourneaux ordinaires. Quand on réfléchit que le commerce du fer est un des plus considérables de cette province, on doit désirer que M. de Morveau ait le succès dont il doit raisonnablement se flatter. » Un an exactement avant la lecture de ce travail sur le charbon de Montcenis, l'Académie de Besançon prenait connaissance d'un mémoire « sur les charbons de terre de la province » (1). Pour son prix de 1780, l'Académie de Marseille demandera : « Les avantages et les inconvénients de l'emploi du charbon de pierre ou de bois dans les fabriques, avec la description des différentes mines de charbon qui sont en Provence et leurs qualités » (2).

Guyton de Morveau continua ses expériences sur le charbon de Montcenis. Le propriétaire de la mine voudrait que l'Académie affirmât publiquement la qualité de son charbon. Il l'écrivit à Maret (3). Deux commissaires furent nommés : Guyton de Morveau et Raudot, qui lurent leur rapport à la séance du 17 novembre 1769. Ce charbon, assurèrent-ils, est plus léger, plus noir, plus brillant que ceux du Forez et que ceux connus et employés en Bourgogne, car ils ont fait plusieurs expériences sur les uns et sur les autres. Même Guyton de Morveau est allé à Montcenis pendant les vacances et peut assurer que le charbon présenté par de la Chaize est exactement le même qu'il a vu sur les lieux. La mine est très riche et se trouve « entre deux bancs de roche dont le banc supérieur peut avoir en quelques endroits jusqu'à soixante pieds et plus ». On distingue parfois plusieurs couches de charbon d'environ quinze pouces chacune et placées horizontalement les unes sur les autres ; il est partout également folié, sans pierres, sans poussières et non mélangé à des corps étrangers, mais bien qu'il se détache en blocs souvent

(1) L. Pingaud, *Académie de Besançon* (séance du 2 décembre 1767).

(2) L.-T. Dassy, *l'Académie de Marseille*.

(3) La lettre fut lue à la séance du 13 novembre 1769. V. Reg. acad., t. V.

assez considérables, il est difficile de le transporter dans cet état parce qu'il est très friable, « ce qui nous a paru devoir le faire mettre dans la classe des charbons fossiles que Vallerius appelle *litantrax fragilior* ». Entre les lames, on aperçoit de petites couches brillantes « qui jouent les couleurs de l'iris ». Répétant ce que notait Guyton de Morveau dans la séance du 2 décembre 1768, les commissaires diront que le charbon de Montcenis s'allume moins vite que les autres charbons et brûle plus longtemps. « Après la combustion, il laisse une scorie plus noire, plus boursouflée, plus légère et moins friable », ce qui prouve sa supériorité. L'huile de vitriol, même chauffée n'a pu attaquer ces résidus. Pendant la combustion, son odeur est moins désagréable, moins sulfureuse, « et se rapproche davantage de celle que donnerait une huile végétale grossière ». Les commissaires ajouteront : « nous sentons en même temps combien cette qualité en rendrait l'usage avantageux et combien cette observation est équivoque par elle-même, mais nous n'avons pas hésité de l'annoncer lorsque nous avons vu le témoignage de nos sens confirmé par les conséquences que nous ont données les épreuves ultérieures et par la comparaison des résultats des différentes analyses. » La distillation du charbon de Montcenis « à la cornue à quatre feux gradués » a donné une liqueur assez limpide, légèrement jaune, non inflammable, qui s'est mêlée à l'esprit-de-vin et n'a pas altéré la couleur blanche des végétaux ; la présence d'un peu d' « huile ténue » fut décelée par une légère odeur de naphte fort agréable et la nuance de jaune. En chauffant davantage, il passa de l'huile minérale assez épaisse, d'un brun foncé et très inflammable, d'une forte odeur de bitume, mais non sulfureuse et qui n'a point rougi le papier bleu. Quand la cornue eut pris une teinte rouge sombre, on vit de l'huile de plus en plus noire, épaisse, fortement odorante « qui, sur la fin, paraissait nager en forme de caillé dans une liqueur un peu trouble et qui a laissé sur le papier bleu un enduit d'un vert jaunâtre ».

Les autres charbons distillés de la même manière donnaient toujours une odeur plus suffocante, moins d'huile épaisse, et tous les produits rougissaient le papier bleu.

Ainsi, le charbon de Montcenis est supérieur aux autres charbons. Ne recélant point d'acide, on doit espérer qu'il pourra être employé au lieu de charbon de bois à la réduction des « mines » de fer. Et, comme l'avait déjà dit Guyton de Morveau, il est probable que l'on n'aurait pas besoin de le préparer en le grillant, puisqu'il ne contient point d'acide sulfureux, qu'on enlève par le grillage. « Et comme il est certain que le charbon de pierre ne calcine le fer que parce que son acide produit un soufre en se combinant avec le phlogistique, nous croyons pouvoir assurer que de toutes les espèces de charbon de pierre que nous connaissons, celui de Montcenis est le plus propre à remplir les vues économiques que l'on se propose depuis longtemps sur cet article intéressant... » L'épreuve à laquelle Guyton de Morveau a soumis le charbon de Montcenis pour la cémentation de petites barres de fer fut couronnée de succès, et l'Académie, qui avait vu les divers produits des précédentes analyses, put, en cette séance du 17 novembre 1769, examiner les quatre barres de fer dont s'était servi Guyton de Morveau pour la cémentation. « Elle y reconnaîtra sans peine que la croûte formée à la surface du barreau cémenté dans le charbon de Montcenis est infiniment moins considérable que dans les autres charbons de pierre. » L'avis de l'Académie fut que « la mine de charbon ouverte à Montcenis » est « très précieuse » et « croit qu'on ne peut pas mieux faire que d'en encourager l'exploitation » (1).

Lorsque Guyton de Morveau, « pour s'assurer que le diamant contenait de la terre fixe », s'écriait : « Je le ferai brûler dans un creuset d'or » (2), il était bien celui qui n'aimait rien avancer que des expériences méthodiques lui eussent montré qu'il tenait la vérité, et il est parmi les premiers grâce auxquels « l'histoire de la science naturelle au XVIII^e siècle est celle des observations les plus laborieuses et les plus rigoureuses » (3). Et si Alléon Dulac pouvait regretter que l'on cherchât dans la

(1) Guyton de Morveau publia son mémoire « contenant l'analyse du charbon de Montcenis » dans le *Journal de physique* de l'abbé Rozier, en décembre 1773 ; v. aussi le tome II (année 1774) des *Mémoires de l'Acad. de D.*

(2) Daniel Mornet, *les Sciences de la nature au XVIII^e siècle*, p. 114.

(3) *Ibid.*, p. 136.

physique et l'histoire naturelle « moins l'utile que le neuf, le rare et le merveilleux » (1), ses regrets ne devaient point être adressés à l'Académie dijonnaise, car Guyton de Morveau n'était pas le seul dans la fondation Pouffier — nous avons lu le jugement porté par Maret sur Cagliostro — pour qui le merveilleux ne devait pas frayer avec la science et l'imagination, passer avant l'observation et l'expérience ou voyager de compagnie avec elles.

Le merveilleux connut pourtant une longue fortune, jusqu'à la fin du siècle. Il eut des auteurs qu'on rééditait et des lecteurs fidèles et intelligents. Les plus sérieux journaux rapportent gravement d'étonnantes choses. Le *Journal des savants* dit « l'histoire d'un chien parlant qui date de 1731, le cas du basilic dont le regard tue plus promptement qu'un coup de pistolet, comme le prouvent des exemples et des expériences de 1724. Voici, en 1723, des roses qui poussent sur des saules, des arbres qui se transplantent d'eux-mêmes et peut-être — car la chose n'est pas sûre — « les vertus peu croyables des plantes », dont un arbre qui sait parler... Voici, agréés par le *Journal encyclopédique* en 1773, des cornes qui poussèrent sur la cuisse ou la tête d'une femme, l'homme porc-épic et celui qui a ses règles. Voici, mais cette fois le siècle s'achève et le *Mercur*e lui-même résiste et proteste, un homme (né à Blois en 1726) qui a dans les yeux deux cadrans peints distinctement ; un autre qui inscrit dans ses prunelles : « Sit nomen Domini benedictum » ; une femme qui accouche d'une fille laquelle accouche dans les huit jours d'une autre fille ; et ce noyé enfin qu'on retira vivant de l'eau au bout de sept semaines. » M. Mor-net rapporte encore bien d'autres merveilles. Si le *Journal encyclopédique* accepte les fossiles qui végètent, et si, en 1784, Louis-Sébastien Mercier affirme que « les minéraux s'engendrent, les pierres croissent » (2), l'Académie de Bordeaux, en 1715, est attentive à la lecture d'un mémoire sur la végétation des pierres, reçoit, en 1734 et en 1735, trois travaux sur la formation des pierres, parle, en 1715, de la baguette divinatoire (3).

(1) *Ibid.*, p. 14.

(2) *Ibid.*, pp. 15 et 23.

(3) J. de Gères, *Académie de Bordeaux*.

La compagnie dijonnaise rejeta toujours la crédulité et l'illuminisme. Nous aurons une preuve de la crainte qu'elle nourrissait pour le merveilleux ou pour ce qu'elle estimait tel en voyant l'accueil qu'elle fit à un mémoire envoyé par Crommelin (1) et dont elle prit connaissance dans la séance du 7 janvier 1779 (2). Bléton, natif de Roman en Dauphiné, raconte Crommelin, « s'annonce pour avoir le talent de connaître les sources et les mines par une émotion particulière de son poulx et de ses nerfs, et au moyen d'une baguette qui tourne sur ses doigts en sens différents suivant que le terrain recèle des eaux, des métaux et du charbon de pierre ». Crommelin rapporte dans son mémoire de nombreux témoignages qu'il a recueillis « en faveur de cet homme merveilleux ». L'Académie exprime aussitôt son étonnement pour « la confiance que cet académicien a donnée à des faits qui annoncent seulement dans celui qui les opère un grand art d'en imposer ». Crommelin n'aurait-il pas dû, après « la découverte des impostures des célèbres Jacques Aimard et Parangue », tenir pour suspects ces faits ou « tout au moins suspendre son jugement vu que le hasard peut quelquefois justifier les assertions de ce jongleur et qu'un des témoins de ses prodiges, M. le comte de Mandelot, dans sa lettre rapportée par M. Crommelin, assure que le mouvement imprimé à la baguette n'est qu'un tour d'adresse, qu'il s'en est convaincu » ? Ensuite, « l'émotion du poulx, l'agitation convulsive des nerfs ne doivent pas moins être suspectes » puisque cette émotion et cette agitation n'existent pas quand Bléton marche en des lieux sous lesquels coule sûrement de l'eau. Puis, on sait qu'« avec un certain travail », il est possible de « parvenir à suspendre ou à accélérer le mouvement du cœur, au point que les auteurs les plus dignes de confiance en citent des exemples et qu'il y a en cette ville même une demoiselle qui peut commander à cet organe de manière à s'être fait souvent passer pour morte ». Quant aux convulsions, « qu'est-ce qui ignore les impos-

(1) Crommelin, d'Autun, avait été nommé correspondant le 11 juin 1773. Milsand, p. 371.

(2) Reg. acad., t. IX.

tures des convulsionnaires » ? « Le secrétaire a été chargé de faire ces observations à M. Crommelin. »

Crommelin, malgré le jugement sévère de l'Académie, ne se tint point pour battu : dans une lettre et un mémoire qui furent lus le 11 février 1779 (1), il tenta de « justifier l'idée qu'il a prise des talents du sieur Bléton » et fit l'apologie de « cet homme merveilleux ». Il rapportait toute une collection de faits favorables aux talents de Bléton ; ces faits, dont il avait vérifié « une très grande partie par des informations prises sur les lieux », lui avaient été racontés par des personnes qu'il regarde comme dignes de foi. Bléton n'est pas le seul sur lequel les eaux souterraines « fassent impression ». Crommelin assurait que Morin, curé de Roche-Chinard, village du Dauphiné, à trois lieues de Roman, était aussi « affecté par la présence des eaux souterraines », que ce curé, âgé de soixante-six ans, jouissait de la plus grande réputation de probité, et que loin de faire parade de son talent et de chercher à en tirer parti, il le déguisait avec soin « dans la crainte d'autoriser les délations de ses confrères qui ont voulu le faire passer pour sorcier ». Toutes ces affirmations ne servirent à rien et l'Académie « dont cet amas de faits ne put pas détruire les soupçons sur le charlatanisme de Bléton, a chargé M. Maret de remercier M. Crommelin et de l'engager à persister dans la résolution où il est de ne point prendre le titre d'académicien à la tête des ouvrages qu'il pourrait être dans l'intention de mettre au jour en faveur de cet homme ».

Bléton continuait de faire parler de lui. Plus de trois ans après les mémoires apologétiques de Crommelin, l'Académie recevait deux exemplaires du procès-verbal dressé par Monges des expériences faites avec Bléton au jardin de l'abbaye de Sainte-Geneviève le 29 mai 1782. Elle prit connaissance de ce procès-verbal dans la séance du 8 août 1782 (2). Des expériences, il résultait avec évidence que le talent de découvrir les sources était gratuitement attribué à Bléton, « que les bévues multipliées qu'il a faites prouvent... que s'il a réellement indiqué quelquefois de l'eau courante, c'est par un pur effet du hasard ou parce qu'il en avait des connaissances antérieures, et qu'il n'a pas

(1) Reg. acad., t. X.

(2) Reg. acad., t. XII.

non plus, comme on le suppose, celui de découvrir les métaux ».

L'Académie n'avait qu'à se louer de son scepticisme à l'égard des talents de « l'homme merveilleux » et de sa prudence. Aussi, lorsque Nicolas, correspondant à Grenoble, lui expliqua, dans une lettre lue à la séance du 17 août 1783 (1), les « observations qu'il a faites à l'occasion d'une personne de sa connaissance sur laquelle les eaux souterraines font la même impression que sur Bléton » et qu'il se dit persuadé de la réalité de ces impressions, bien qu'il assurât que le jeu de la baguette était du charlatanisme, la compagnie n'allait pas s'aviser de changer d'avis. Elle nota simplement que « comme il (Nicolas) paraît disposé à écrire sur ce sujet, le secrétaire a été chargé de l'inviter à ne pas prendre en ce cas la qualité d'académicien de Dijon ».

c) LA ZOOLOGIE.

Les travaux ne sont point nombreux sur la zoologie. Il n'y en a que 19 de 1741 à 1793, et certains tiennent autant à la physiologie et à la médecine qu'à l'étude des animaux. En effet, Maret parlera des fonctions du cœur quand il fera part d'une observation « sur une aiguille trouvée dans le cœur d'une jeune brebis » (2) ; Chaussier décrira l'organe de la vue lorsqu'il étudiera les yeux des oiseaux de proie (3).

Guyton de Morveau montrera un calcul trouvé dans la vessie d'un porc (4) ; Fournier lira un mémoire sur une maladie dont souffrirent les chiens en 1763 (5) ; Fournier encore communiquera deux observations « relatives à la façon de gouverner les vers à soie, et qui lui ont été envoyées de Montpellier » (6) ; Gueneau de Montbeillard parlera de vers « d'une espèce singulière trouvés dans un roc » (7) ; Maret présentera de la part de l'abbé Boulle-

(1) Reg. acad., t. XIII.

(2) Séance du 8 juillet 1763. Reg. acad., t. II. V. *Mém. de l'Acad.*, t. I, 1769, p. CVII.

(3) Séance du 17 février 1780. Reg. acad., t. X.

(4) Séance du 2 mars 1764. Reg. acad., t. II.

(5) Séance du 9 mars 1764. *Ibid.*

(6) Séance du 14 décembre 1764. *Ibid.*

(7) Séance du 22 juin 1765. Reg. acad., t. III. Un extrait de cette étude parut dans les *Mém. de l'Acad.*, t. I, 1769, p. LXII.

mier une « addition nécessaire à l'histoire du formica leo donnée par M. de Réaumur » (1). La publication des *Mémoires pour servir à l'histoire des insectes* de Réaumur était terminée en 1742. L'« addition nécessaire » de l'abbé Boullemier avait quelque peu tardé. Mais l'immense succès de l'ouvrage de Réaumur continuait. Au commencement du siècle, « les insectes n'étaient guère, en apparence, écrit M. Mornet, que des « jeux de la nature » ou des « excréments de la terre ». On concevait une histoire des oiseaux ; on concevait mal une histoire des insectes. Or Réaumur en écrivit une... qui fut un triomphe. Il révéla qu'il y a des prodiges dans l'entonnoir du fourmi-lion. » Il ne les avait pas tous révélés, puisque Boullemier crut nécessaire d'en ajouter. Gueneau de Montbeillard lira « les fragments de l'histoire des oiseaux qu'il a composée pour faire suite avec celle que M. de Buffon a écrite. L'article de l'oiseau de paradis et celui du merle solitaire sont ceux dont M. Gueneau a fait lecture. On a reconnu avec bien de la satisfaction cette conformité dans la manière de présenter les détails qui n'a pas permis aux journalistes de distinguer dans les volumes précédents les morceaux de M. de Buffon et ceux de M. Gueneau » (2) ; Grignon enverra un mémoire sur les épizooties (3) dont parleront également H. Maret (4) et Leroux (5) ; l'abbé Picardet donnera une pierre trouvée dans l'urètre d'un porc (6) ; Guyton de Morveau lira « un article de *l'Histoire des oiseaux* envoyé par M. Guenaud (*sic*) de Montbeillard, continuateur de cette histoire commencée par M. le comte de Buffon. Cet article a pour objet le rossignol » (7) ; Vernisy fera connaître ses obser-

(1) Séance du 10 juillet 1767. Reg. acad., t. IV. Ce mémoire fut publié dans les *Mém. de l'Acad.*, t. I, 1769, p. 403. — D. Mornet, *les Sciences de la nature*, pp. 4 et 5.

(2) Séance du 7 juillet 1774. Reg. acad., t. VII. Les articles sur l'oiseau de paradis et le merle solitaire se trouvent en ms. dans les arch. de l'Acad.

(3) Séance du 4 juillet 1776. Reg. acad., t. VIII.

(4) Séance du 20 mars 1777. Reg. acad., t. IX.

(5) Séance du 17 avril 1777. *Ibid.* « Mémoire sur la maladie épizootique qui a régné à Giséy-sur-Ouche et lieux circonvoisins sur la fin de 1772 et dans les premiers mois de 1773. » Pour la seule année 1775, l'Académie de Bordeaux ne recevra pas moins de quatre mémoires sur l'épizootie. Cf. J. de Gères, *Académie de Bordeaux*.

(6) Séance du 20 novembre 1777. *Ibid.*

(7) Séance du 12 mai 1778 (présidée par le prince de Condé). *Ibid.* Sur cette séance, v. *Affiches de Bourgogne*, nos 20 et 27, 19 mai et 7 juillet 1778.

vations « sur quelques espèces de chenilles » (1) ; Gue-neau de Montbeillard lira un mémoire « sur la lampire ou ver luisant » (2) ; Daubenton enverra un mémoire intitulé : *Instruction pour les bergers* (3), dont Claude Picardet lira un extrait à la séance du 6 mars 1783 (4) ; Maumenet, professeur de physique au collège d'Autun, enverra un oiseau « que sa rareté avait paru rendre intéressant et sur lequel l'auteur de la lettre priait l'Académie de vouloir bien lui donner quelques éclaircissements » (5) ; Durande lira un mémoire sur « la coralline articulée des boutiques » (6).

L'Académie s'enorgueillit de la célébrité du « Pline et de l'Aristote de la France ». Elle ne laisse passer aucune occasion de chanter la gloire du grand Bourguignon, qui fut l'un de ses premiers membres. Et Guyton de Morveau, malgré ses mauvais rapports avec Richard de Ruffey, voudra lire, à la séance du 4 décembre 1777 (7), les « Vers de M. le Président de Ruffey à M. le comte de Buffon sur l'érection de sa statue au jardin du Roy » :

Dans le temple de la nature
La France vient de t'élever
Un monument où la sculpture
A pris soin de nous conserver
Et son hommage et ta figure.
On n'acquerrait pareil honneur
Jadis qu'en passant l'onde noire.
Mais, par un surcroît de ta gloire
Tu vis... Tu règnes dans mon cœur
D'une amitié de treize lustres.
Il a le droit d'être flatté,
De plaisir il est transporté.
Cher Buffon, tes destins illustres
Pour toi ont l'avant-goût de l'immortalité (8).

(1) Séance du 22 avril 1779. Reg. acad., t. X.

(2) Publié dans les *Mém. de l'Acad.*, 1782, 2^e semestre, p. 80.

(3) Séance du 14 novembre 1782. Reg. acad., t. XII.

(4) Reg. acad., t. XIII.

(5) Séance du 15 mai 1783. Reg. acad., t. XIII.

(6) Publié dans les *Mém. de l'Acad.*, 1783, 2^e semestre, p. 173.

(7) Reg. acad., t. IX.

(8) Ms. arch. acad. Ecriture de Ruffey. Ces vers ont été publiés, p. 269, t. II, *Corresp. de Buffon. Les Affiches de Bourgogne*, dans leur n° du 28 octobre 1777, imprimant : « M. Grignon, correspondant de l'Académie royale des sciences de Paris, et membre de celle de Dijon, vient de placer au bas de la statue de M. le comte de Buffon, érigée par ordre de S.M. dans le Jardin du Roi, ces quatre vers intitulés :

III. — Les sciences physiques et chimiques

a) LA PHYSIQUE.

L'Académie entendit la lecture de 191 mémoires de physique. Ceux qui retinrent le plus son attention furent les mémoires sur les paratonnerres et les montgolfiers. C'est que Franklin, à la suite de travaux entrepris de 1746 à 1747, inventait le paratonnerre, et que le 5 juin 1783, une « montgolfière » s'élevait dans les airs pour la première fois.

Avant d'examiner les mémoires sur les inventions de Franklin et des frères Montgolfier, voyons la dissertation que Trullard (1), qui désirait obtenir une place d'associé, lut à la séance du 24 juillet 1761 (2), sur un aimant artificiel « de sa composition ». Cet aimant pouvait soutenir un poids dépassant trente fois le sien propre. Trullard indiqua la façon dont il avait procédé « pour donner ce degré de force à son aimant artificiel sans recourir au naturel ». Il aimanta d'abord une barre d'acier en frappant avec un marteau sur l'une de ses extrémités, « en la dirigeant par le moyen d'une boussole dans le méridien magnétique ». Prenant ensuite six lames de fleuret, il les aimanta séparément en les passant sur la barre depuis le centre de chaque lame jusqu'à l'un de ses bouts avec le pôle nord et du centre jusqu'à l'autre bout avec le pôle sud. De ces six lames, il fit deux faisceaux servant à aimanter six autres lames. Celles-ci, également partagées en deux faisceaux et frottées contre les premières en procédant comme précédemment, communiquent une force qui va en augmentant jusqu'à la douzième opération après laquelle les frottements n'ajoutent plus rien. Avec ces douze lames partagées en deux faisceaux, on aimante douze pièces d'acier recourbées en fer à cheval « en frottant à plusieurs reprises les deux faces des courbes qu'on réunit et qu'on soutient par une armure ». Trullard dit

INAUGURATION

Le souverain ordonne et le marbre respire

Sous les traits de Buffon.

La nature applaudit, et dans tout son Empire

Fait respecter son nom.

(1) Trullard, arpenteur à Dijon, devint associé le 31 juillet 1761 et vétéran le 22 avril 1779. Cf. Milsand, p. 412.

(2) Reg. acad., t. II. V. *Mém. de l'Acad.*, t. I, 1769, p. 66.

ensuite qu'en donnant à ces pièces d'acier une forme de fer à cheval, on rapproche les pôles nord et sud qui s'attirent fortement, et, comme les aimants ont leur plus grande force à leurs pôles, rapprocher ces pôles est donc concentrer leur force. « La dissertation de M. Trullard a été unanimement approuvée, et il a été délibéré qu'il serait reçu associé à la séance prochaine. »

Notons encore que le 20 août 1752 (1), Barberet lisait un travail sur la nature et la formation de la grêle ; que Maret présentait, le 5 janvier 1763 (2), des observations météorologiques ; qu'il relevait la quantité d'eau, de neige et de pluie tombée chaque année à Dijon de 1763 à 1782 (3), qu'il écrivait l'histoire météoro-nosologique de 1782 à 1785 (4) ; qu'il faisait, le 5 août 1779 (5), la description d'un « météore observé à la Chartreuse de Dijon le 20 juillet » ; qu'il entrait en relation avec l'abbé Hemmer, secrétaire de la Société météorologique de Manheim pour obtenir « un assortiment des instruments propres à faire des observations météorologiques comparables » (6) quand l'abbé Fabarel, et probablement Guyton de Morveau, eurent échoué dans les démarches qu'ils avaient entreprises à ce sujet.

Le 5 juin 1779 (7), l'Académie prenait connaissance d'un mémoire de Bertholon (8) sur « une nouvelle cause des pluies d'orage ». L'auteur commençait par avancer que « parmi les causes de la pluie, surtout de celle qui résulte d'une nuée orageuse, il en est une qu'on paraît avoir oubliée, c'est la répulsion électrique ». Il est de fait, assure l'Académie, que la poussière, d'abord attirée par un conducteur électrique en est repoussée ensuite.

(1) Reg. acad., t. I. V. *Mém. de l'Acad.*, 1769, p. 1, et *Mercur de Fr.*, novembre 1752, pp. 68-86.

(2) Reg. acad., t. II.

(3) V. *Mém. de l'Acad.*, 1782, 2^e sem., p. 192.

(4) V. *Mém. de l'Acad.*, 1782, 1^{er} sem., p. 235 et 2^e sem., p. 205 ; 1783, 1^{er} sem., p. 204, et 2^e sem., p. 211 ; 1784, 1^{er} sem., p. 190, et 2^e sem., p. 207 ; 1785, 1^{er} sem., p. 206, et 2^e sem., p. 443.

(5) Reg. acad., t. X. V. *Mém. de l'Acad.*, 1783, 1^{er} sem., p. 152.

(6) V. Lettre de Maret à l'abbé Grandidier, 27 avril 1782, ms. arch. acad. Cette lettre a été publiée par A. Gasser, *Mém. de l'Acad.*, 1920-1921, pp. 184 et 185.

(7) Reg. acad., t. X.

(8) L'abbé Bertholon, professeur à Montpellier, puis à Lyon, avait été nommé correspondant le 5 décembre 1776. Cf. Milsand, p. 360.

Une nuée orageuse étant dans un état de forte électricité, les particules d'eau de sa surface seront repoussées et, après avoir formé une bruine, tomberont en une pluie que la réunion des molécules dispersées dans l'atmosphère rendra plus ou moins considérable. C'est d'après ce principe que Bertholon attribue aussi les brouillards et la rosée ascendante à l'électricité de la terre. L'air, dit-il, peut non seulement s'électrifier par frottement et par différentes autres causes, mais encore « par la communication avec les molécules aqueuses électrisées et repoussées soit des nuages soit de la terre qui électrisent les molécules aqueuses disséminées dans l'atmosphère ». Dans ce cas, il faut que ces molécules-ci ne soient pas trop abondantes dans les basses régions pour qu'elles forment un conducteur continu pouvant transmettre l'électricité à la terre. Il en est bien ainsi, affirme Bertholon, car « l'observation montre que l'instant où l'air est le plus chargé d'électricité est celui de la résolution des nuages orageux en pluie et celui qui le précède », ensuite « que pendant le règne des vents du sud, l'électricité de l'atmosphère est nulle ou extrêmement faible parce que l'air est trop chargé de molécules aqueuses, tandis qu'elle est forte lorsque les vents du nord soufflent », enfin que des plaques de fer humectées d'eau ou d'esprit-de-vin et posées soit immédiatement, soit à une certaine distance au-dessus d'un conducteur électrique « donnent le spectacle d'une pluie ascendante et descendante sensiblement causée par la répulsion ». Bertholon suppose qu'ici l'attraction et la répulsion électriques sont deux propriétés distinctes. « Il n'est pas improbable que dans la réalité elles n'en constituent qu'une seule. Cette idée est bien dans la nature qui est aussi simple dans ses moyens que dans sa fin ». L'Académie fait savoir à Bertholon qu'elle a entendu avec plaisir la lecture de son mémoire, mais elle ne lui cède point « qu'elle craint qu'il ne généralise trop les conséquences à déduire des découvertes d'électricité ».

Nous arrivons maintenant à la question du paratonnerre (1). Huit mois après que Voltaire eût écrit à

(1) Rappelons que Buffon, dès 1752, avait fait des expériences sur les paratonnerres. V. Foisset, *le Président de Br.*, pp. 129 et 536, 537, 538.

d'Argental : « J'ai un antitonnerre à Ferney dans mon jardin, vous savez que cela s'appelle un conducteur » (1), Guyton de Morveau annonçait à la compagnie qu'il était chargé par l'intendant Dupleix de Bacquencourt de faire placer sur l'hôtel de l'Académie « un conducteur pour épuiser et détourner la foudre ». L'Académie, « qui aurait désiré pouvoir donner cet exemple à la ville et contribuer par là à prévenir les malheurs que produit bien souvent la chute de la foudre », reçut la nouvelle « avec bien de la sensibilité » (2).

Le 15 avril 1779 (3), l'Académie prit connaissance d'une lettre écrite par Barbier de Tinan, commissaire des guerres à Strasbourg, à l'abbé Bertholon. Pensant qu'il y a une foudre ascendante comme il existe une foudre descendante, Bertholon avait proposé, pour mettre les édifices à l'abri des effets de la première, d'ajouter aux « paras-tonnerre » des verticilles dont les pointes soient tournées vers la terre. D'autre part, attribuant les tremblements de terre à « l'explosion d'une matière électrique accumulée en certains endroits de la terre » Bertholon avait aussi conseillé d'établir des « paras-tremblements de terre » dans les pays exposés à ces « météores terribles ».

La terre peut être chargée d'électricité, convient Barbier de Tinan, et en communiquer aux nuages électrisés négativement, mais, « n'étant point isolée, la matière de l'électricité ne peut pas s'y concentrer au point de faire explosion à l'approche d'un corps qui est peu ou pas électrisé et la communication de la matière électrique doit se faire toujours tranquillement ». Etant donné la nature du globe terrestre, la concentration du fluide dans la terre ne pourrait s'effectuer que difficilement. Seuls les métaux et l'eau sont capables de retenir une grande quantité de fluide électrique, mais ne se trouvent pas en état de le faire, parce que l'eau est disséminée et mêlée à la substance terreuse, et que les métaux ne s'y rencontrent que sous la forme de minerais. Si quelques phénomènes semblent autoriser à croire que la foudre soit quelquefois

(1) Lettre du 8 mars 1775. Éd. Beuchot, t. XIX, pp. 218-219.

(2) Séance du 16 novembre 1775. Reg. acad., t. VIII., v. *Affiches de Bourgogne*, 4 juin et 24 septembre 1776; Courtépée, *Descript.*, t. II, p. 150; *Mém. de l'Acad.*, 1847-1848, p. 129.

(3) Reg. acad., t. X.

ascendante, on doit craindre de s'en laisser imposer par une illusion d'optique à cause de la rapidité de l'explosion et de la marche de l'étincelle électrique, rapidité si grande que même dans les phénomènes de ce genre produits sous nos yeux quand des expériences sont faites avec les machines électriques ordinaires, « il est impossible de décider la direction du trait de lumière qui les accompagne et de prononcer de quel corps il part ». Barbier de Tinan ajoute que « les vestiges des explosions ne sont pas plus favorables à ce système puisque M. Beccaria a prouvé que ces explosions se faisaient en tout sens ». Ainsi, il est au moins fort douteux que « les éclairs regardés comme foudre ascendante partent réellement de la terre, surtout vu qu'on cite en preuve des éclairs élançés de la mer qui, à coup sûr, ne peut pas être regardée comme capable d'être électrisée en plus ». Barbier de Tinan juge donc inutile la modification que Bertholon désirerait voir apporter aux « paras-tonnerre », « parce que celui (le paratonnerre) qu'a inventé M. Franklin suffit pour épuiser la matière électrique dont la terre pourrait être surchargée ». Les « paras-tremblements de terre » ne seraient également d'aucune utilité « parce qu'il n'est pas prouvé que ces phénomènes terribles soient l'effet d'une explosion électrique, et qu'il est très probable et presque démontré qu'ils sont produits par l'inflammation subite de l'air inflammable » (1).

Aux objections de Barbier de Tinan, Bertholon répondit que si dans les expériences électriques l'on doit être en garde contre l'illusion à cause de l'instantanéité de l'étincelle et du peu de trajet qu'elle fait, il n'en est pas de même de la foudre ascendante, que celle-ci « s'élançant en zigzag parcourt un espace assez long pour qu'on puisse juger sa marche et qu'on aperçoit sensiblement une succession de traces étincelantes qui ne permet pas de se tromper ». Plusieurs observations faites en différents endroits par de célèbres physiciens prouvent, affirme Bertholon, ce qu'il avance. Il soutient ensuite que l'isolement n'est pas absolument nécessaire « pour produire l'amas de matière électrique en un seul point ; que la terre est suffisamment isolée et que les métaux même

(1) Reg. acad., t. X.

minéralisés sont capables d'acquérir de l'électricité par excès ». A l'appui de sa thèse, il rapporte des observations de commotion électrique sans isolement, rappelle la nature de la composition de la terre, donne le résultat d'expériences qu'il a effectuées avec divers minerais et celui d'une expérience dans laquelle une cuiller d'argent remplie d'eau représentait la terre et la mer : en approchant le doigt de l'eau après avoir électrisé la cuiller, on en voit partir une étincelle très vive (1).

Barbier de Tinan ayant résolu de publier la traduction d'un ouvrage sur les paratonnerres, écrit par l'abbé Toaldo, qui avait introduit la découverte de Franklin en Italie, voulut faire suivre son nom du titre d'académicien de Dijon. Ne sachant pas qu'il devait auparavant soumettre le manuscrit à la compagnie, il en avait commencé l'impression quand il connut l'obligation qui lui était imposée. Barbier de Tinan habitait Strasbourg; aussi l'Académie décida, à la séance du 15 avril 1779 (2), de charger l'abbé Grandidier de procéder à l'examen du travail (3). Grandidier s'empressa de satisfaire aux désirs de la compagnie et, par une lettre datée du 25 avril (4), assura qu'il n'avait rien trouvé dans le mémoire « qui pût empêcher l'Académie d'accorder à M. Barbier la permission de prendre le titre d'académicien de Dijon à la tête de cet ouvrage ». Il ajoutait : « L'importance du sujet et les observations multipliées de l'auteur m'ont paru mériter l'attention de l'Académie qui s'intéresse particulièrement à cet objet d'utilité publique. Le traducteur y a joint des considérations intéressantes sur les conducteurs en général et fait connaître quelle peut être dans tous les points leur construction la plus efficace. M. Barbier a donné dans Strasbourg le premier et l'unique exemple de leur usage ; il serait à souhaiter qu'il fût imité par ses compatriotes ». Et Grandidier finissait par ces mots : « Je crois que le conducteur pourrait être très utilement appliqué à l'église cathédrale et à sa tour. Il les préserverait peut-être, ainsi que les bâtiments voisins, de

(1) Séance du 5 juin 1779. Reg. acad., t. X.

(2) Reg. acad., t. X.

(3) La lettre à Grandidier est du 20 avril. Ms. arch. acad. Cette lettre a été publiée par A. Gasser, *Mém. de l'Acad. de D.*, 1920-1921, p. 171.

(4) Ms. arch. acad.

ces accidents funestes que les ravages du feu du ciel n'ont cessé de leur faire ressentir depuis plusieurs siècles et qu'elles ont éprouvé si sensiblement en l'année 1762 » (1). Le Dr Maret répondit à Grandidier en le priant d'apprendre à Barbier « que l'Académie, non seulement lui permet de prendre le titre d'académicien en tête de la traduction de l'ouvrage de M. Toaldo sur les paratonnerres, mais qu'elle l'y invite » (2).

Grandidier, comme nous le voyions tout à l'heure, n'avait pas une confiance inébranlable dans l'efficacité des paratonnerres, tandis que Maret affirmait avec force leur utilité. Aussi bien, lorsque Barbier de Tinan eut publié un *Mémoire sur la manière d'armer d'un conducteur la cathédrale de Strasbourg et sa tour* (3), Grandidier envoya à l'Académie ses observations, lui fit part de ses doutes. Maret s'empara des feuillets et les annota sévèrement (4). Il écrit par exemple : « Toute cette déclamation est fondée sur la supposition que la foudre sera attirée sur cet édifice lorsqu'elle ne serait pas en quelque sorte décidée à le frapper. Mais cette supposition est fausse ». Et ceci : « Toutes ces conditionnelles sont dictées par la peur et le désir de chicaner ». Et encore : « Pour réponse à ces *si*, on peut dire : Ne sortez pas de votre maison, car une tuile peut vous blesser au moment où vous mettrez le pied dehors ; n'y restez pas, car le plancher peut s'enfon-

(1) Grandidier rapporte dans ses *Essais sur la cathédrale de Strasbourg*, pp. 190-195, qu'en 1759 la foudre commit par deux fois de grands dégâts à la cathédrale, le 27 juillet, la toiture était incendiée, et le 15 septembre, la flèche gravement endommagée. Quatre années furent nécessaires pour les réparations qui coûtèrent plus de 400.000 livres. Cf. l'étude de A. Gasser, p. 177.

(2) Ms. arch. acad. Ce projet de lettre, daté de Dijon 6 mai 1779 a été publié par A. Gasser, *op. cit.*, pp. 171-172.

(3) 1780, in-12. A propos de ce mémoire, Barbier de Tinan écrivait à Maret : « Je suis persuadé que j'aurai l'approbation de l'Académie dans le désir que j'ai de déterminer le magistrat à armer d'un conducteur la belle tour de notre cathédrale. Je désire qu'elle approuve de même la manière dont j'ai proposé de le construire. Je ne sais pas encore quel sera le succès de cette proposition. Il y a bien des préjugés à vaincre, et la dépense effraiera peut-être (Grandidier, dans son mémoire envoyé à l'Acad. de D., la chiffrait à plus de 20.000 livres). Comme j'ai prévenu que ce ne serait pas sans difficulté que je parviendrais à faire adopter ce projet, j'ai cherché à le munir de l'approbation de l'Académie des sciences pour frapper d'autant plus ceux de qui dépend la décision de la chose; je l'ai obtenue pleine et entière... ». Ms. arch. acad.

(4) Nous avons retrouvé ces feuillets. Au-dessus de la première page, Maret a écrit : « envoyé par M. l'abbé Grandidier, » puis : « les notes marginales sont de M. Maret. » Ms. arch. acad.

cer sous vous, le plafond s'enfoncer sur votre tête. » Ces termes, tellement Maret est persuadé de la vertu des paratonnerres, sont à peine atténués dans la longue lettre qu'il écrivit à Grandidier sur ce sujet (1). L'enthousiaste secrétaire de l'Académie voudrait tant amener Grandidier à partager sa façon de penser sur les « conducteurs » ! Aussi, quand ce dernier semble, dans ses *Essais historiques sur l'Eglise cathédrale de Strasbourg* (2), abandonner une part de son hostilité, Maret lui écrit : « J'y ai vu avec plaisir que votre prévention contre les paratonnerres est un peu affaiblie et je suis persuadé que si vous voulez vous donner la peine d'étudier cette matière, de lire surtout le récit d'un fait consigné dans un des derniers cahiers du Journal de physique de l'abbé Rozier, aux craintes que vous donnait le sentiment de la prudence succédera le zèle d'un homme convaincu de l'importance de ces matières... » (3).

Si des savants comme Grandidier élevaient des objections, exprimaient des craintes, on ne s'étonnera point que le peuple pût se montrer hostile à la découverte. Un avocat de Saint-Omer, Visery de Bois Vallé, écrit à Maret le 16 juillet 1780 qu'il avait fait placer un paratonnerre sur la plus haute cheminée de sa maison « suivant les règles et les principes que nous dicte et explique si bien M. Barbier de Tinan dans son excellent mémoire inséré dans le journal du mois de juillet 1779 ». Une voisine jeta l'alarme, « insinuant... que cette prétendue machine électrique est un véritable moyen pour attirer la foudre chez soi et exposer par là tout le voisinage à être brûlé et écrasé par le tonnerre ». Une longue requête fut signée. On la présenta à l'échevinage qui, « sur les conclusions forcées du procureur syndic (comme il en est convenu depuis), a ordonné de faire démonter cette prétendue machine électrisée et aimantée selon eux, dans le court espace de vingt-quatre heures, sinon, qu'on la ferait

(1) Ms. arch. acad. Lettre datée de Dijon, 28 août 1781, et publiée par A. Gasser, *op. cit.*, pp. 179 à 183.

(2) Strasbourg, 1782, in-12, 436 pages. Grandidier écrira à propos des paratonnerres : « Suspendons notre jugement et apprenons encore à douter », p. 405. V. A. Gasser, *op. cit.*, p. 185, note 2.

(3) Lettre datée de Dijon, 26 novembre 1782 et publ. par A. Gasser, *op. cit.*, pp. 185-186.

démonter de force à mes dépens ». L'avocat de Saint-Omer fit aussitôt opposition et écrivit en hâte un mémoire « pour n'être point condamné, comme chez les Orientaux, sans quelques formalités de justice dans mes moyens de défense ». Il fut appelé devant le juge. Le public était nombreux. « On exposa dans la plaidoirie l'utilité des paratonnerres élevés dans les capitales et autres villes de l'Europe. On cita les autorités des plus grands physiciens qui démontrent, comme fait le Dr Franklin, l'utilité de cette invention approuvée et exécutée entre autres par votre célèbre académie qui en a un sur son hôtel et plusieurs autres dans la ville. On n'oublia point la sage République de Venise qui, par son décret du 30 juillet 1778, ordonna d'en armer tous les vaisseaux, ses magasins à poudre, etc. » Toutes ces preuves « authentiques et respectables » ne purent ni persuader les juges ni rassurer le public. Le premier jugement fut confirmé ; il devait être exécuté dans les vingt-quatre heures. « Ce jugement trop précipité a confirmé et augmenté la terreur panique des badauds de Saint-Omer qui ne font que passer et repasser, qui s'attroupent pour voir si cette prétendue machine effrayante est démontée, dont plusieurs ont la constance de l'examiner jusqu'à 9 heures du soir, chacun prophétisant des malheurs à sa mode, se croyant fondé à le croire par le jugement qui les y autorise. » L'avocat se sentit en danger. Il était menacé au premier coup de tonnerre, d'être insulté dans sa maison. « Pour ne point occasionner un désordre comme à Londres, tant la fermentation était grande, j'ai fait démonter l'épée dorée pour servir de pointe. » Et il se tourne vers Maret et l'Académie : « Vous me ferez un plaisir sensible de m'aider de vos bons conseils comme de ceux de votre savante compagnie » (1).

Une telle hostilité, une telle haine envers le progrès soulevèrent l'indignation de la société qui se réunit en séance extraordinaire pour s'occuper uniquement de cette affaire (2). « En apprenant à l'Académie qu'il y avait une ville en France, dit Guyton de Morveau, où la police

(1) Ms. arch. acad. Cette lettre fut lue à la séance du 29 juillet. Reg. acad., t. XI.

(2) Séance extraordinaire du 10 août 1780. Reg. acad., t. XI.

croyait devoir faire abattre les paratonnerres comme une invention dangereuse », la lettre de Visery de Bois Vallé « avait disposé cette compagnie à faire rendre justice à ce physicien si le paratonnerre qu'il avait fait élever était construit suivant les principes des Franklin, des Le Roy et des Toaldo ». Maret s'était donc enquis auprès de Visery de Bois Vallé de la description exacte de son « conducteur » et recevait un procès-verbal dressé le 7 août par Le Roux et Evrard, notaires royaux à Saint-Omer, contenant cette description, ainsi que le dessin du paratonnerre, celui de la maison, sur laquelle il était placé et de celle qui l'avoisine. Après avoir pris connaissance du procès-verbal et des autres pièces, l'Académie entendit le rapport de Guyton de Morveau et de Maret. La « machine » consistait, avant que Visery n'en eût enlevé, selon l'ordre de la police, l'aiguille qui la terminait, en une lame d'épée dorée vissée à une barre de fer longue de seize pieds dressée contre une cheminée de la maison de Visery, qu'elle dépassait de cinq pieds. Cette barre, qui est restée en place, « porte à l'endroit où elle recevait la lame d'épée dont il a été parlé une girouette sous la forme d'un globe foudroyant armé de dards en différents sens ». La partie inférieure de cette barre s'enfonce dans un entonnoir de fer blanc recouvert par une plaque de même métal percée de trous et terminé par un « canal », également en fer blanc, mesurant cinquante-sept pieds, qui descend le long du mur de la maison voisine et qui, à 2 ou 3 pieds du sol de la cour, fait un angle légèrement obtus pour gagner un puits ; au bout de ce « canal » est soudée une « vergée de fer » terminée par un anneau auquel est attachée une chaîne qui s'enfonce de plusieurs pieds dans l'eau. On voit que la pointe surmontant « le conducteur et les dards dont la girouette est armée offrent à la matière de la foudre une issue facile sous quelque direction qu'elle soit lancée ». Le « conducteur » étant métallique « et se prolongeant sans interruption jusque dans l'eau... cette même matière fulminante reçue par l'une des pointes du conducteur sera nécessairement conduite dans l'eau sans aucune explosion ». Il est sans importance, continuent les rapporteurs, que Visery ait substitué un « canal » de fer blanc à la barre employée ordinairement, car il suffit

que le « conducteur » soit métallique et d'un volume assez fort « pour n'être pas détruit par le passage de la matière de la foudre ». On sait que les chéneaux et les gouttières de fer blanc sont d'excellents « conducteurs ». « Nous avons eu notamment un exemple frappant de cette vérité dans les effets d'un coup de tonnerre observés en cette ville en 1773. Un de nous en donna l'observation à l'Académie et en a fait mention dans l'article *tonnerre* des suppléments de l'*Encyclopédie*. » La foudre était tombée sur le faite d'une maison, avait marqué son passage par des tuiles et des lattes brisées ; quand elle fut parvenue aux gouttières de fer blanc, elle suivit celles qui étaient horizontales, descendit en empruntant la gouttière verticale, sans faire aucun dégât, et l'explosion ne se produisit qu'à l'endroit où finissait ce « conducteur ». Cependant, « le volume de la foudre » devait être considérable, « puisqu'elle se partagea en deux courants qui firent un gros trou à l'extrémité du chéneau et dégradèrent le mur de chaque côté sur une largeur fort grande ».

Le paratonnerre de Visery fut donc construit selon les meilleurs principes. Il pouvait préserver des ravages de la foudre non seulement la maison de ce « physicien éclairé », mais encore celle qui lui est voisine « 1° en dépouillant paisiblement de leur électricité les nuages qui passeront à sa portée, et par ce moyen étendant sa bienfaisance sur tous les endroits que parcourra ensuite ce nuage ; 2° en présentant, dans le cas où la foudre s'élancerait de ce nuage pour frapper la maison armée ou ses voisines, une issue facile à la matière de ce météore et la conduisant dans l'eau de manière qu'elle ne fera aucune explosion et conséquemment ne produira aucun effet fâcheux ».

Loin d'être hostiles, les voisins de Visery devraient être reconnaissants à celui qui a fait les frais d'une « machine » les préservant de la foudre. Pourquoi donc ces plaintes, cet ordre d'enlever le paratonnerre ? L'efficacité de cette invention n'est-elle pas démontrée cent fois ? Qu'on se rappelle ce qui s'est passé à Sienne le 18 avril 1777 : « la foudre est tombée en plein jour sur la tour de l'horloge heureusement armée d'un conducteur. Elle

a suivi, sans causer le moindre dégât, sous la forme d'un globe de feu, la barre de fer prolongée extérieurement jusque bien avant dans la terre humide, s'est perdue sans explosion aux yeux de plusieurs milliers de spectateurs qu'une foire avait attirés sur la place où la tour est située ». Peut-on ignorer la confiance que des personnes qui comptent parmi les plus instruites, que des souverains même ont eue dans les paratonnerres ? Si certains ne peuvent être convaincus par le raisonnement, ils le seront en apprenant que « les Anglo-américains et les Anglais en ont armé leurs maisons, leurs édifices publics, leurs magasins à poudre et leurs vaisseaux ; la République de Genève en a placé un sur son magasin à poudre ; celle de Venise a rendu le 9 mai 1778 une ordonnance pour en faire élever sur tous les édifices publics, sur ses magasins et sur ses vaisseaux ; l'impératrice de Russie, l'impératrice-reine, l'empereur et le grand-duc de Toscane ont suivi l'exemple de cette sage république. L'Académie royale des sciences de Paris s'est formellement expliquée sur l'avantage de ces machines, a approuvé dernièrement le projet formé pour en placer une sur le célèbre clocher de Strasbourg et celui d'en élever une sur le magasin à poudre qui va être construit dans l'arsenal à Paris. Enfin, il y a un paratonnerre sur le Valentina, château royal de Turin, qui avait été nombre de fois foudroyé et qui ne l'a plus été depuis l'époque de l'élévation du conducteur, et un sur une des maisons royales de notre monarque, sur le château de la Muette ».

La lecture du rapport terminée, l'Académie approuva le « zèle éclairé » de Visery de Bois Vallé et arrêta que la copie de ce rapport et de la délibération serait expédiée « en la forme ordinaire à cet excellent et estimable citoyen ».

Visery de Bois Vallé vit son procès durer près de trois ans. Il eut enfin gain de cause, et fit part de la nouvelle dans une lettre qui fut lue à la séance du 24 juillet 1783 (1). Il disait que le rapport de l'Académie, dont son avocat s'était autorisé, avait influé sur l'arrêt du conseil souverain d'Artois. L'avocat était Robespierre, qui

(1) *Rég. acad.*, t. XIII.

envoya à l'Académie un exemplaire de son mémoire. Dans la séance du 13 novembre 1783 (1), « MM. de Morveau et Maret, qui avaient lu ce mémoire, ont dit qu'il était très bien écrit et très savant ».

Visery de Bois Vallé ne tenait pas encore la victoire. L'Académie recevait, en effet, une lettre de l'avocat Buissard (2), dont elle prenait connaissance le 4 décembre 1783 (3), où Buissard assurait « que les préjugés des officiers municipaux de Saint-Omer les ont engagés à faire faire par un homme sans aveu, par un mendiant nommé Bobo, une opposition à l'arrêt de la cour souveraine d'Arras, rendu en faveur du paratonnerre de M. Visery de Bois Vallé ». Cette opposition ne dut pas être reçue. Autrement, Visery de Bois Vallé n'eût pas manqué de réclamer à nouveau l'aide de l'Académie.

A la séance du 13 novembre 1783 (4), la compagnie entend la lecture d'une lettre que l'abbé Hemmer, secrétaire perpétuel de la Société électorale météorologique palatine à Mannheim — qui fut élu associé non résidant en cette même séance — (5) envoie pour qu'on sache que le duc régnant de Wurtemberg vient de faire placer un paratonnerre sur son château, à Hohenheim, et que lui, Hemmer, a dirigé la construction de plusieurs « conducteurs » élevés à Stuttgart sur des maisons de particuliers; enfin que le margrave d'Angwach en fait aussi élever dans son pays. Il fera tenir à l'Académie, qui les recevra le 19 janvier 1786 (6), des livres parmi lesquels un mémoire rédigé en allemand sur les paratonnerres.

Au nom des Elus généraux, l'abbé de Luzines (7), abbé de Saint-Seine, demanda à Maret un mémoire sur les moyens de préserver de la foudre par des paratonnerres le Logis du Roi, les nouveaux bâtiments du palais et le

(1) *Ibid.*

(2) Buissard, avocat à Arras, fut nommé correspondant le 27 juin 1782. Cf. Milsand, p. 365. *Les Mémoires de l'Acad. de D.* ont publié de lui un *Mémoire sur la construction de la tour de l'hôtel de ville d'Arras, appelée le Beffroi, munie accidentellement d'un paratonnerre (par l'armature de métal qui l'entoure)*. 2^e sem., 1785, p. 245.

(3) Reg. acad., t. XIII.

(4) *Ibid.*

(5) Cf. Milsand, p. 384.

(6) Reg. acad., t. XIV.

(7) Honoraire du 1^{er} mai 1783. Cf. Milsand, p. 393.

palais des Etats. Quand ils eurent pris connaissance du travail de Maret, les Elus décidèrent d'ordonner « l'élévation de ces machines préservatrices » et exprimèrent en même temps le désir que l'Académie voulût bien présider à leur construction. C'est à la séance du 4 décembre 1783 (1) que Guyton de Morveau fit part à la compagnie de ce désir. Elle y vit un « témoignage flatteur » de la confiance des Elus et « une occasion d'accréditer une invention de la plus grande importance ». Aussi s'empressa-t-elle de nommer une commission de six membres chargés de la « direction des ouvrages relatifs à l'élévation des paratonnerres que MM. les Elus ont délibéré de faire ».

Le 26 janvier 1786 (2) on lit une lettre de Le Roy, de l'Académie des sciences. Ayant été chargé par le maréchal de Castries d'établir des paratonnerres sur les édifices du port de Brest, Le Roy dit qu'il rencontra des obstacles de la part de ceux qui, « n'ayant pas de connaissances », « répandaient la terreur sur les effets dangereux de ces machines », et qu'il n'était parvenu à vaincre ces obstacles qu'en obtenant de nouveaux ordres plus précis. Il ajoutait qu'il avait fait placer des paratonnerres sur deux navires qui sont partis pour le tour du monde et sur plusieurs autres, et annonçait qu'il travaillait à un ouvrage sur les « conducteurs » dont il ferait hommage à la compagnie.

Ouverte à toutes les idées, l'Académie de Dijon défendit celles qui lui parurent justes et fécondes. Elle ne se contenta pas de prendre une attitude passive, de se borner à enregistrer l'invention du paratonnerre, elle se jeta dans la bataille et s'y comporta si brillamment que de nombreux côtés l'on se tourna vers elle, de Strasbourg comme de Saint-Omer, de Manheim comme de Paris, pour lui demander un conseil, lui soumettre un projet, réclamer son aide. Dans son pays même et surtout, elle fut écoutée et honorée. Sa bourse est petite : l'intendant fait placer sur son hôtel un paratonnerre qu'elle aurait tant voulu pouvoir placer elle-même. Sa science est grande : les Elus de Bourgogne s'adressent à elle pour qu'elle veuille bien diri-

(1) Reg. acad., t. XIII. Voir aussi la séance du 18 décembre 1783, même tome.

(2) Reg. acad., t. XIV.

ger la construction de « conducteurs » à ériger sur les palais de Dijon.

Serait-il donc possible qu'elle ne s'intéressât pas aux expériences des frères Montgolfier ? Six mois n'ont pas passé depuis que la première « montgolfière » a été construite que Guyton de Morveau, à la séance du 4 décembre 1783 (1), avança « que le public pourrait être étonné que dans une ville où fleurissent les sciences et les arts, on n'eût pas entrepris de répéter les belles expériences de MM. Montgolfier ; que l'Académie, surtout, eût paru les regarder avec indifférence ». L'excuse à invoquer serait la dépense élevée, mais la confiance que l'Académie « a eu le bonheur d'obtenir de nos concitoyens doit l'enhardir à tenter la voie des souscriptions pour se procurer les fonds nécessaires ». Guyton de Morveau avait déjà préparé le plan à suivre, qui fut aussitôt approuvé. La souscription, fixée à vingt-quatre livres, serait ouverte le jour même, et si le 24 décembre le nombre des souscripteurs était inférieur à cent, on renoncerait au projet formé et l'argent serait rendu.

Guyton de Morveau, Chaussier et l'abbé Bertrand se chargèrent de « diriger la construction de la machine aérostatique et toutes les opérations nécessaires pour rendre les expériences complètes ». Il ne s'agissait point de faire une exhibition sans portée : « Comme il n'est pas question de satisfaire la curiosité et que l'Académie ne peut s'occuper de cet objet que dans l'intention d'étendre les avantages de la découverte de MM. Montgolfier, MM. les commissaires ont promis de tenter pour arriver à ce but tout ce que leurs connaissances et leur prudence leur suggéreront, et ils ont invité tous Messieurs les académiciens à leur communiquer leurs idées à ce sujet. »

Puis l'abbé Picardet lut ce quatrain « sur la découverte de MM. Montgolfier, et qui est adressé aux Français :

Charmante nation et volage et légère,
Toi seule, en renonçant à l'empire des mers,
Pouvais, en t'élançant au sein de l'atmosphère,
Te frayer un chemin à l'empire des airs. »

(1) Reg. acad., t. XIII.

Le nombre des souscriptions augmente sans cesse, indique Guyton de Morveau à la séance du 11 décembre (1). On pourra par conséquent commencer bientôt la construction de la « machine ». Aussi, les commissaires jugèrent « qu'il n'y avait pas de temps à perdre pour préparer l'exécution de ce projet ». Ils expliquèrent pourquoi « le vrai gaz inflammable » était à leur sens préférable au « gaz montgolfier ». Ce dernier, certes coûte moins cher, n'étant qu'un « air dilaté par une chaleur actuelle ». Mais comme il est nécessaire de le renouveler en entretenant continuellement du feu près de matières très combustibles, les personnes « qui voudraient s'élever par ce moyen » courraient de très grands dangers. Cette invention semble donc devoir être réservée pour les cas où il ne sera pas indispensable de « confier la vie des hommes à ces machines », lesquelles serviront, par exemple, pour « élever perpendiculairement des fardeaux considérables ». Cette observation ne « tend point à diminuer la gloire des frères Montgolfier, « puisque c'est leur découverte qui nous a appris à nous servir du gaz inflammable ».

L'Académie chercha sans tarder les améliorations qui pourraient être apportées à la « montgolfière » : trouver pour l'enveloppe une matière plus économique que le taffetas gommé, « et qui tienne parfaitement le gaz sans déperdition » ; obtenir d'une autre façon que par « la dissolution vitriolique du zinc ou du fer un gaz phlogistique » aussi léger ou du moins assez léger ; installer les « machines nécessaires » pour se rendre maître de la direction du ballon ; permettre la descente sans perdre du gaz « en essayant de le retenir sous un moindre volume pour le faire rentrer à volonté dans le ballon quand on voudrait le faire remonter ».

Afin d'obtenir une enveloppe plus économique, Guyton de Morveau, estimant qu'il était nécessaire d'avoir un vernis flexible et non cassant, assura que la glu, « qui se fait en cette province de la seconde écorce du houx », remplirait convenablement cet office ; elle sèche très difficilement, « comme la gomme résine de Cayenne qui garde, par cette raison, une sorte d'élasticité pareille à

(1) *Ibid.*

la résine de Cayenne et qu'il se rappelait avoir déjà vu rapprochées à certains égards par un chimiste allemand ». Ayant communiqué cette idée à Champy (1), celui-ci apprêta cinq morceaux de taffetas enduit de glu « préparée avec les huiles grasses et essentielles en diverses proportions » et, en cette séance du 11 décembre, les présenta à l'Académie et remit aux commissaires « les procédés de ces essais, dont quelques-uns ont donné beaucoup d'espérance ».

« Le vrai gaz inflammable » pourrait être, pense Guyton de Morveau, extrait en grande quantité et à peu de frais, soit en faisant tomber de l'huile grasse dans un creuset dont le fond serait porté au rouge — une once d'huile d'olive donna ainsi 896 pouces cubes —, soit en distillant des copeaux de hêtre dans une cornue de fer ; au premier essai, on obtint avec une livre de ces copeaux, 3168 pouces cubes, et on pourrait atteindre à un résultat meilleur encore « en recevant l'acide lignique sûr dans un récipient où on mettrait de la limaille de fer dont on aiderait la dissolution par le feu de sable ». On débarrasse facilement ces deux gaz de tout acide méphitique et de toute partie huileuse au moyen d'un peu de chaux vive qui forme du lait de chaux à cause de l'eau restée dans les creusets et avec laquelle on agite le gaz inflammable.

Chaussier expliqua qu'on pourrait suivre un procédé différent et tout aussi économique. Ce procédé consiste « à éteindre des charbons ardents dans l'eau sous une cloche et en projetant auparavant une très petite portion de nitre, et en disposant l'appareil pour que l'eau monte dans le creuset au moment même de la déflagration ». Il a pu, en procédant ainsi, retirer une très grande quantité de gaz inflammable qu'on débarrassait facilement de l'acide méphitique qu'il contient.

Comment parvenir à diriger le ballon ? La forme ne doit pas être modifiée parce qu'elle est « la plus avantageuse pour la capacité ». Mais la résistance étant la même sur tous les points, la « machine » ne pourrait être gouvernée. Guyton de Morveau proposa de placer à l'avant « une pièce de taffetas tendue sur l'équerre d'un bras porté par

(1) Commissaire des poudres à Dijon, Champy fut nommé associé le 28 juin 1781. Cf. Milsand, p. 367.

le cercle équatorial », et d'ajouter à l'arrière « un gouvernail formé d'un châssis léger, mobile autour d'un axe et auquel le mouvement serait communiqué par deux cordes pendant jusque dans la gondole ; enfin de placer sur l'avant de la gondole deux rames en forme de raquettes qu'un seul homme pourrait faire mouvoir également ou inégalement pour décider la marche ou changer la direction, et qui étant ramenées sur plat par deux ressorts placés dans leurs barillets, n'exigeraient que peu de force, donneraient sans précaution un mouvement constamment régulier, et laisseraient par leur disposition la faculté de voir toujours devant soi le but duquel on veut s'approcher ». En même temps qu'il donnait ces explications, Guyton de Morveau présentait à l'Académie deux plans, dont l'un représentait le globe vu de côté, l'autre la « gondole » garnis de ce qu'il jugeait nécessaire pour la direction. Il fallait que le ballon eût vingt-sept pieds de diamètre. L'abbé Bertrand donna le relevé de « toutes les dimensions et pesanteurs calculées pour un globe de cette grandeur ».

Quant à la déperdition du gaz, il n'était pas possible, dit Maret, de l'éviter au moment où l'on veut faire descendre le ballon. Mais elle ne sera pas bien grande et l'on parviendra à se procurer du gaz pendant le voyage « sans s'exposer à l'inconvénient du feu comme dans le procédé de M. Montgolfier, ni à celui de s'approvisionner d'acide vitriolique et de zinc ou de fer ». « Considérant que l'éther rend facilement l'air inflammable », Maret a mis « dans un flacon à trois goulots un gros d'éther, a bouché le principal goulot et ajusté à chacun des deux autres une vessie, dont l'une était pleine d'air commun et l'autre vide d'air ; qu'en pressant la première et forçant l'air à traverser le bocal pour se porter dans l'autre, et répétant plusieurs fois cette manœuvre, il a augmenté le volume de ce fluide au point qu'il remplissait les deux vessies ». Ce gaz ne peut être tout à fait assimilé à « l'air inflammable des métaux », parce qu'il brûle sans détoner et est décomposé en traversant l'eau ; il serait cependant utile à cause de sa dilatation très sensible. Il conviendrait, reconnaît Maret, que de nouvelles expériences fussent faites à son endroit pour savoir quel parti on pourrait en tirer.

Pour terminer cette séance si bien remplie, l'abbé Fabarel annonça qu'il avait demandé à l'évêque la permission, aussitôt accordée, de travailler à la construction du ballon dans le jardin de l'ancienne intendance. « L'Académie a témoigné à M. l'abbé Fabarel sa reconnaissance de cette démarche, et elle a député M. de Morveau et M. l'abbé Fabarel pour en aller faire ses remerciements à Mgr l'évêque. »

A la séance du 18 décembre 1783 (1), Guyton de Morveau lut un essai *Sur les moyens d'appliquer la découverte de MM. Montgolfier à l'extraction des eaux dans les profondeurs des mines*. Tous les moyens qu'on emploie aujourd'hui pour cette opération sont très dispendieux. C'est la pompe à feu qui coûterait le moins ; cependant, celle de Montbelais consomme dix quintaux de charbon en douze heures. Une machine aérostatique placée à côté ou peu loin de la bure, remplacerait fort avantageusement la pompe à feu. Un « aérostole » de 60 pieds de diamètre, formé de toile et de papier collé, pesant 1300 livres, déplacerait 108.000 pieds cubes d'air quand il serait rempli d'« un air dilaté par la chaleur actuelle et à la manière de MM. Montgolfier ». Si l'on n'estime sa « légèreté respective qu'à moitié de celle de l'air commun », on obtiendrait une force de 3.710 livres qui, « appliquée sur un levier à bascule doublé du côté de la puissance, pourrait élever un poids de 607 milliers qui, retombant sur le piston d'une pompe par la condensation de l'air inférieur de l'aérostole, accélérée par le jeu d'une large soupape qui s'ouvrirait d'elle-même au-dessus au dernier degré de son ascension, ferait monter l'eau et pourrait soutenir une colonne d'eau de plus de 280 pieds de hauteur dans un tuyau de huit pouces de diamètre ». La construction d'une telle machine, coûterait infiniment moins que celle d'une pompe à feu, estime Guyton de Morveau, et n'exigerait que des combustibles de peu de valeur : de la paille, des feuilles, des écorces.

Pendant ce temps, les poètes chantent la merveilleuse invention. Et, le 27 décembre (2), l'Académie écoutait la lecture d'une ode en sept strophes que Renaud de la Gres-

(1) Reg. acad., t. XIII.

(2) *Ibid.*

laie avait écrite sur la *Navigation aérienne*. Les nouveaux navigateurs doivent être célébrés par Horace. Les fables d'Armide et de Médée sont aujourd'hui réalisées. Les hommes sont parvenus à se rendre maîtres d'un élément jusqu'ici indompté, et c'est le génial Français qui a ouvert aux humains la route des airs.

A l'homme banni sur la terre
Soumise et rebelle à ses lois
Les éléments faisaient la guerre.
Il en avait asservi trois.
Un seul limitait son empire.
A le subjuguier il aspire.
Bientôt élançé dans les airs,
Il y poursuit l'aigle intrépide
Etonné que le trait rapide
L'atteigne au séjour des éclairs.

Du dépôt du tonnerre
En vain Periphas glorieux
Veut en frapper le téméraire,
Qui vient le braver dans les cieux.
La foudre part, un fil l'arrête,
Un fil disperse la tempête.
Ce secret manquait aux Titans,
Jupin frémit dans l'Empyrée
Voyant contre les fils de Rhée
Que ses carreaux sont impuissants.

Si l'Académie avait eu besoin d'encouragements, ils ne lui auraient pas manqué. Voici Dupleix de Bacquencourt qui, naguère intendant de Bourgogne et à présent conseiller d'Etat, écrit le 26 décembre 1783 une lettre lue à la séance du 3 janvier suivant (1), dans laquelle il annonce qu'il s'inscrit pour cinq louis d'or — c'est-à-dire pour l'achat de cinq billets — à la souscription ouverte en vue de la construction du ballon, et demande qu'on le tienne au courant des travaux et qu'on l'informe du moment où se fera l'expérience. « C'était, ajoutait-il, le seul profit qu'il pût attendre de sa souscription dont il réclamait l'effet *comme membre qui demeurerait éternellement attaché à l'Académie* » (2).

L'un des problèmes les plus importants et les plus difficiles à résoudre était celui de la direction. A la séance

(1) *Ibid.*

(2) C'est Dupleix de Bacquencourt qui soulignait.

du 3 janvier 1784 (1), l'abbé Fabarel expose longuement ses vues sur cette question.

Un ballon auquel une nacelle proportionnée est suspendue par les extrémités d'un réseau enveloppant la partie supérieure du ballon sans y être attachée — réseau qui doit être fait de tresses, ou de cordons plats assez forts pour porter la nacelle, — voilà de quoi est composée une machine aérostatique. La nacelle aura deux éperons, l'un à l'avant et l'autre à l'arrière « de cinq à six pieds de sortie », de façon que la longueur totale soit égale au diamètre du globe. Ce globe ne sert que pour soutenir la nacelle qui doit le conduire et le diriger. La voilure seule est utile, parce que l'air n'est point assez dense pour permettre aux rames d'y prendre un point d'appui. Mais comment placer des voiles sur la nacelle ? « Au sommet du globe, explique Fabarel, j'attache sur le réseau un double cordeau de la grosseur du doigt ; on les fait tomber également de part et d'autre, après les avoir attachés à la hauteur de son équateur ; les bouts séparés entre eux de deux ou trois pouces seront fortement liés aux extrémités des éperons de l'avant et de l'arrière. » L'on possède déjà deux très solides moyens de suspension ; « mais ce n'est pas là le principal objet. Le véritable est d'attacher deux voiles latines ou trinquettes avec des anneaux de cuivre pour hisser ou baisser à volonté au moyen d'une poulie de guindage attachée au-dessus du cordage, et d'une autre poulie de renvoi placée au bout de l'éperon. Ces deux voiles seront amarrées l'une à babord et l'autre à tribord, et gouvernées selon le rumb qu'on voudra courir ». Cette manœuvre, assure Fabarel, est très facile à exécuter. Quant au gouvernail de la nacelle, il sera formé aussi d'une voile latine placée à l'arrière que l'on manœuvrera comme les trinquettes. « Mais le bas de cette voile est garni d'une vergue qui, enfilée dans l'un des cordons qui descend du globe, tourne circulairement et décrit une grande portion de cercle frappant l'air avec plus ou moins de vitesse, et soutient l'effort du courant d'air contre les trinquettes. » Plus la distance de la nacelle au globe sera grande, plus la voilure sera utile et plus la nacelle aura de force pour entraîner le globe qui « quoique parfaitement rond, don-

(1) Reg. acad., t. XIII.

nera toujours quelque prise au vent dans toutes les directions qu'on lui donnera ».

Le 8 janvier (1), Maret présente le programme d'un prix proposé par l'Académie de Lyon dont le sujet est ainsi conçu : « Indiquer la manière la plus sûre, la moins dispendieuse et la plus efficace de diriger à volonté les machines aérostatiques. »

Le 22 janvier (2), Guyton de Morveau fait part à l'Académie d'un mémoire qu'il a reçu sur les moyens de construire un « vaisseau aérien » qui puisse descendre et monter au gré des occupants et prendre une direction plus ou moins différente de celle des vents ; d'une lettre qui assure que l'on peut purifier le gaz employé « dans les globes de MM. Montgolfier » et le rendre plus léger en séparant de la fumée la suie et le gaz méphitique. Il lit une autre lettre où de Virely (3) lui annonce que des membres de l'Académie des sciences « s'occupent des moyens de perfectionner l'enveloppe des ballons au point de lui faire subir l'épreuve de la machine pneumatique ». Guyton de Morveau rappelle que les commissaires de l'Académie avaient déjà fait subir cette épreuve au taffetas verni qu'ils avaient choisi ; et qu' « il avait tenu le vide jusqu'à dix coups de piston ». Guyton de Morveau avait encore reçu une autre lettre, adressée par un membre de l'Académie des sciences, Le Roy, qui, en envoyant le rapport de sa compagnie, disait « qu'il était persuadé qu'après quelques tentatives, on serait étonné de se trouver aussi avancé sur les moyens de diriger les aérostates ».

Le 29 janvier (4), trois lettres sont lues sur le passionnant sujet. L'une est de Villemet (5) qui contient une note parue dans le *Journal de Nancy* relatant une expérience faite avec un ballon en toile rempli de gaz inflammable tiré du fer. La deuxième venait du comte d'Albon (6) et contenait une estampe représentant le ballon qu'il avait

(1) Reg. acad., t. XIII.

(2) *Ibid.*

(3) « Président à la Chambre des comptes à Dijon, de Virely était honoraire depuis le 9 août 1781. Cf. Milsand, p. 414.

(4) Reg. acad., t. XIII.

(5) Professeur de botanique à Nancy, Villemet avait été nommé correspondant le 3 janvier 1778. Cf. Milsand, p. 413.

(6) Habitant Lyon, le comte d'Albon était honoraire non résidant depuis le 8 février 1776. Cf. Milsand, p. 356.

fait lâcher de son château de Fraconville-la-Garenne le 16 janvier, et qui portait une cage contenant deux petits cochons d'Inde et un lapin. Le 23, au départ de la lettre, on ne savait pas encore où le ballon était tombé. La troisième venait de Gathey (1) et de Meignier (2) qui demandaient la permission de prendre le titre de correspondants à la tête d'un prospectus de souscription pour une expérience aérostatique qu'ils désiraient publier.

Barbier de Tinan annonce par une lettre lue à la séance du 5 février (3) que deux mécaniciens établis à Strasbourg et qui y font des cours de physique expérimentale, Desgabriell et Pierre, construisent par souscription un ballon d'après les principes des frères Montgolfier. Il aura 72 pieds de hauteur et 49 de largeur et possédera « une galerie dans laquelle ils se proposent de se laisser enlever ». Ils espèrent pouvoir rester longtemps en l'air, monter et descendre à volonté. Barbier de Tinan assure ensuite que le principe de l'action des gaz inflammables sur les ballons était déjà connu. « Il y a quelques années, explique-t-il, faisant voir à mon ami M. Volta, qui passait ici, les expériences curieuses et qu'il ne connaissait pas de M. Chausier sur les bulles de savon remplies d'air inflammable, je lui fis remarquer leur ascension prompte, qui souvent était cause qu'on ne pouvait pas les attendre pour les allumer, et raisonnant ensemble, nous conclûmes qu'une masse de cet air renfermée dans une enveloppe dont le poids serait moindre que son excès de légèreté, ferait voir le phénomène nouveau pour lors en physique, d'un corps qui, par les lois de la pesanteur, s'élèverait dans l'air. » L'Académie conclut de ce récit que si Barbier de Tinan et Volta avaient suivi cette idée, ils auraient pu ravir aux frères Montgolfier « l'honneur de la plus belle découverte de notre siècle ».

Dans cette même séance, on prend connaissance d'une lettre et d'un prospectus que le conseiller au Parlement de Besançon Droz (4) vient d'envoyer. Il dit que les écoliers du collège de Besançon « ont fait élever un ballon à la

(1) Avocat à Paris, correspondant du 31 juillet 1783. Cf. Milsand, p. 379.

(2) Ingénieur, correspondant du 24 mai 1775. Cf. Milsand, p. 395.

(3) Reg. acad., t. XIV.

(4) Honoraire non résidant du 21 juillet 1769. Cf. Milsand, p. 374.

Montgolfier », et le prospectus annonce l'ouverture d'une souscription à Besançon pour la construction d'un ballon qui sera de toile fine « dont il faudra 52 pièces tirant 20 aunes chacune ». Il aura la forme d'une sphère dans le haut et dans le bas d'un cône renversé, coupé horizontalement. L'ouverture, destinée à recevoir le gaz, comptera 14 pieds; le diamètre du globe atteindra 45 pieds et la hauteur de la machine 55 pieds. « La pesanteur du gaz qu'on y introduira sera à celle de l'air déplacé dans le rapport de 1-2. Et les constructeurs estiment que ce globe aérostatique, indépendamment de sa propre pesanteur, pourra élever un fardeau pesant 1.700 livres. »

Le secrétaire de l'Académie de Lyon, de la Tourette, explique les raisons de l'imparfaite réussite de l'expérience tentée à Lyon, bien que le ballon se soit élevé à 500 toises, et exprime ses vœux ardents pour que l'Académie de Dijon connaisse un plein succès. C'est que le moment approche où l'« aérostate » dijonnais va être construit. Sans arrêt, l'Académie travaille. Ce 5 février, Guyton de Morveau lit le procès-verbal d'une suite d'expériences qu'il a faites sur les gaz inflammables; l'abbé Bertrand parle des effets du vide dans les ballons.

Le 12 février (1), on lit une lettre de Robert, géographe du roi à Paris. Il prie l'Académie d'agréer un exemplaire d'un mémoire envoyé à l'Académie de Lyon « sur une manière de diriger les ballons aérostatiques, et qui consiste à placer à la poupe de la gondole trois éolipyles d'inégale capacité, posées sur des fourneaux et parallèlement entre elles ». Il croit que le jeu des trois éolipyles, de deux ou même d'un seul parviendra à donner à la gondole la direction que l'on voudra.

L'Académie apprend que la *Gazette de Leyde* vient de publier « une nouvelle aussi fausse que ridicule » : le ballon, « dont MM. les commissaires nommés par l'Académie dirigent la construction », aurait été rempli d'air inflammable extrait du charbon de terre et, ayant crevé, aurait « répandu une odeur qui a infecté toute la ville ». Elle charge son secrétaire d'écrire au rédacteur de la gazette pour qu'il détrompe le public.

(1) Reg. acad., t. XIV.

Lettres et mémoires continuent d'affluer (1). L'un indique « les moyens de donner une impulsion aux globes aérostatiques » ; l'autre explique le « moyen de combiner et de mettre en opposition les forces de légèreté du globe aérostatique et de pesanteur du char de manière que ces deux forces qui agissent verticalement, l'une en haut, l'autre en bas, produisent un mouvement progressif de l'aérostate dans telle direction que l'on voudra » ; un troisième offre un ouvrage intitulé : *l'Art du pyronaute*. « Cet art consiste en la faculté de diriger les ballons Montgolfier à volonté dans le vague de l'atmosphère par des moyens inmanquables et faciles : ces moyens sont au nombre de quatre : des voiles, des ailes ou rames, des éventails, enfin des outres d'Eole, auxquels il faut ajouter l'éolipyle. »

Le 18 mars (2), Guyton de Morveau lit une lettre que Buffon a écrite le 12 et où il se plaint qu'on ne lui ait pas appris que « plusieurs de ses confrères avaient voulu contribuer aux expériences aériennes de l'Académie, et le prie de le mettre sur la liste des souscripteurs pour la somme de cent livres ».

Le 18 mars, le 27 mars, le 1^{er} avril, d'autres mémoires sont parvenus à l'Académie. Le 22 avril, la compagnie, qui a reçu de Lacépède la copie d'une lettre qu'il a adressée à de Milly sur une machine aérostatique de son invention et sur les moyens de la diriger, entend le résumé que lui en donne Guyton de Morveau. Puis elle décide d'envoyer ses remerciements à Lacépède et de le féliciter. « Il est à désirer, conclut-elle, qu'il réalise promptement ce qu'il propose. C'est à l'expérience seule à prononcer sur l'utilité et la perfection des découvertes de ce genre. » Elle reçoit encore un mémoire de « M. Turin, bachelier en médecine à l'Université de Montpellier, sur une machine aérostatique ». Le Roy de Flagis envoie la description d'un aérostat qui a été lancé à Puits-Laurent. Ce ballon ne portait point de passagers ; il était en papier blanc orné de bandes de papier bleu, des chiffres des constructeurs et des armes de la comtesse de Cormeillan,

(1) Séance du 19 février 1784 ; Reg. acad., t. XIV.

(2) Reg. acad., t. XIV.

et mesurait 25 pieds dans son grand axe et 20 dans son petit. « Il était dilaté par le feu d'un réchaud placé à son goulot. » Trente minutes après son départ, il s'abattit à une demi-lieue de la ville. De la Tourette offre un exemplaire du rapport de l'expérience faite à Lyon le 19 janvier, ainsi qu'un mémoire composé par plusieurs académiciens de Lyon sur les gaz « employés à remplir les ballons ».

Le jour était arrivé où le ballon, qui se nommait naturellement « l'Académie de Dijon », allait s'élancer dans les airs. Le 25 avril 1784, il partit. Guyton de Morveau et l'abbé Bertrand le montaient. Sa devise était : *Surgit nunc gallus ad aethera*. La plus grande hauteur qu'il atteignit fut 1.644 toises, un peu plus de 3.204 mètres. Il descendit près d'Auxonne.

Galleton, maître perruquier et poète, dit, entre plusieurs autres, l'admiration, l'enthousiasme et aussi la crainte qui emplirent alors les cœurs dijonnais :

J'éto lai plantai su lai tarre ;
 J'antandi le cainon ronflai,
 Quan béto ai ce bru de guarre
 On vi ein baitéa s'envôlai,
 Ene bôle desu lo tête ;
 Ça le diale qu'éto dedan :
 Aï les empoto po le van
 Sans que ran du tô les éréte. (*bis*).

Pendant quai fesein lo viaige,
 Le monde aivo le cô tandu ;
 Montan pu hau que lé nuaige,
 On se diso : Ai son padu ;
 Chaieun grullo dans sai gargaisse,
 On éto lai ben éboui ;
 Po moi, j'an éto tô transi,
 Fesan ene peute grimaice. (*bis*)

Lé jan quétein lai dans lo plaice,
 Bâillien tô queman dé corbéa,
 Se disein : jaimai de lai raice
 Lé baitéa n'on soti de l'éa ;
 Je n'on pu besoin de riveire,
 Ni de l'Ouche, ni du Suzon ;
 Béto parché dans lo ballon,
 Du sôlô parron lai lemeire. (*bis*)

Ma tôle pu béa de lai fête,
 Ça quan ai s'an son revenu.
 Tô le monde an tono lai tête ;
 Corein lé gambi, lé bosu ;
 Tôte lé daime de la ville
 Etein plantai su le chemin ;
 Tô les cairôse alein gran train,
 Se seuvan tretô ai lai fille. (*bis*)

Le cortaige n'éto pas mince,
 Pu de cinquante cavalié ;
 Vô eussein di : Veci le Prince,
 Tenan dan sai main le laurié.
 Vive Morveau ! crio le monde,
 Ai peu vîve l'aibé Bertrand !
 Tô deu coraigeou ai saivan ;
 Çai se repeto ai lai ronde (*bis*) [1].

Le 29 avril (2), les commissaires Guyton de Morveau, Chaussier et Bertrand firent à l'Académie un compte rendu de l'expérience. « L'émulation de concourir pour quelque chose à la perfection, à l'utile application de ce nouvel art qui promet à l'homme l'empire d'un autre élément, nous a soutenus, dirent-ils, dans la carrière pénible que nous avons à parcourir ». Puis la compagnie écouta leur rapport, qui était divisé en quatre parties : la première avait pour objet l'enveloppe du ballon ; quel était le degré de perfectionnement auquel on peut espérer la porter et comment y parvenir. La seconde traitait des gaz destinés à remplir les ballons, de leurs différentes qualités, des procédés pour les obtenir et de leurs avantages comparés par rapport à la légèreté et à l'économie. La troisième exposait la manière de diriger les ballons, l'effet obtenu par les moyens employés et les précautions nécessaires pour en assurer l'efficacité. La quatrième contenait la description complète de l'aérostat, les procédés de construction, les résultats des essais et un extrait du journal de bord (3).

(1) Cette chanson bourguignonne a été publiée par Milsand, p. 333 avec neuf autres pièces parlant de l'expérience aérostatique. Milsand a omis de dire que la chanson faite par Galleton avait paru dans le n° du 4 mai 1784 des *Affiches de Dijon*.

(2) Reg. acad., t. XIV.

(3) *Description de l'aérostate « L'Académie de Dijon » contenant le détail des procédés, la théorie des opérations, les dessins des machines et les procès-verbaux d'expérience. Le tout extrait du compte rendu à cette*

Le 12 juin, une deuxième expérience fut faite pour essayer les « moyens de direction, (le ballon avait des rames et un gouvernail) dont partie avait été brisée au moment de l'ascension du 25 avril par la violence du vent, et avant que l'on eût lâché les cordes » (1). Guyton de Morveau, cette fois encore (2), se trouvait à bord du ballon ; de Virely l'accompagnait. L'abbé Bertrand, du haut de la Tour du Roi, examinait à la lunette les évolutions de l'aérostat, qui s'éleva à 812 toises, c'est-à-dire à plus de 1.582 mètres. L'expérience se termina près du village d'Etevaux (3). Guyton et de Virely voulurent se faire mener à la remorque jusqu'à Dijon. « Nous partîmes d'Etevaux à midi et demi ; nous prîmes la route de Dijon assis dans notre gondole, quatre habitants d'Etevaux tenant nos quatre cordes, et quatre autres marchant à côté de nous pour soutenir la gondole qui baissait par la direction qu'on donnait aux grandes cordes pour tirer le ballon. Nous marchâmes ainsi jusqu'à la hauteur de Couternon, c'est-à-dire près de deux lieues et demie, accompagnés d'un nombreux cortège qui se grossissait à mesure que nous avancions (4), et recevant sur toute la

société par MM. de Morveau, Chaussier et Bertrand. *Suivi d'un essai sur l'application de la découverte de MM. de Montgolfier à l'extraction des eaux des mines.* (Pour ceci, voir séance du 18 décembre 1783.) A Dijon, chez Causse, et à Paris, chez Théophile Barrois, 1784. 224 pages.

(1) *Op. cit.*, p. 197.

(2) On sait qu'en 1794, étant commissaire à l'armée du Rhin, il essaya d'employer les ballons pour reconnaître les positions de l'ennemi, et qu'il monta lui-même dans une de ces machines à la bataille de Fleurus. Cf. Muteau et Garnier, *Galerie bourguignonne*, t. I, pp. 495 et 496.

(3) « Ce village en plaine marécageuse, d'environ 50 feux..., à quatre lieues à l'est de Dijon. » Courtépée, *Description du duché de Bourg.*, t. II, p. 187.

(4) Si la plupart des gens n'avaient point peur ne serait-ce pas à cause de la note publiée par la *Gazette de France* ? Cette note était rédigée ainsi : « On a fait une découverte dont le Gouvernement juge convenable de donner connaissance, afin de prévenir les terreurs qu'elle pourrait occasionner parmi le peuple. En calculant la différence de pesanteur entre l'air, appelé inflammable et l'air de notre atmosphère, on a trouvé qu'un ballon rempli de cet air inflammable devait s'élever de lui-même vers le ciel pour ne s'arrêter qu'au moment où les deux airs seraient en équilibre ; ce qui ne peut être qu'à une très grande hauteur. La première expérience en a été faite à Annecy-en-Vivaraire par les sieurs Montgolfier, inventeurs : un globe de toile et de papier, de 105 pieds de circonférence, rempli d'air inflammable, s'est élevé de lui-même à une hauteur qu'on n'a pu calculer. La même expérience vient d'être renouvelée à Paris (le 27 août, à 5 heures précises du soir) en présence d'un nombre infini de personnes : un globe de taffetas, enduit de gomme élastique, de 36 pieds de tour, s'est élevé du Champ-de-Mars jusque dans les nues, où on l'a perdu de vue ; il a été dirigé par le vent vers le nord-est, et on ne peut prévoir à quelle dis-

route et dans les villages où nous passions des témoignages marqués de la satisfaction publique. Nous remarquâmes seulement quelques femmes et des enfants en petit nombre qui s'enfuyaient dans les champs à notre approche. Un seul cheval, de tous ceux que nous rencontrâmes, parut prendre l'effroi et fit passer dans le fossé la voiture à laquelle il était attelé, mais sans aucun accident... » (1).

L'Académie continue de recevoir des mémoires et des lettres sur les « machines aérostatiques » : le 29 avril (2), c'est un post-scriptum de Lacépède à la lettre qu'il a écrite au comte de Milly ; la description par Geoffroy, directeur du canal de Languedoc, d'une machine qu'il appelle aérostatomètre, devant servir à des expériences, ainsi qu'un essai sur les moyens de la diriger. Le 13 mai (3), Chaussier présente un projet de « gondole ». Le 19 juin (4), on lit une lettre que Winterfield a écrite de Londres le 14 mai et dans laquelle, après avoir fait l'éloge des aérostats, il assure qu'il a « trouvé le moyen d'élever sans leur secours un vaisseau dans les airs, de l'y soutenir, de l'y diriger, de monter et de descendre à volonté ». Le 19 juin encore, l'Académie prend connaissance d'une lettre de Lorient : il croit qu'un homme peut s'élever dans les airs « en s'habillant en quelque sorte d'un ballon aérostatique ». Le 1^{er} juillet (5), Maret annonce que Magny, musicien ordinaire de la cathédrale, a fait apporter une machine de son invention et qu'il demandait de la présenter. La per-

tance il sera transporté. On se propose de répéter cette expérience avec des globes beaucoup plus gros. Chacun de ceux qui découvriront dans le ciel de pareils globes, qui présentent l'aspect de la lune obscurcie, doit donc être prévenu que, loin d'être un phénomène effrayant, ce n'est qu'une machine toujours composée de taffetas, ou de toile légère revêtue de papier, qui ne peut causer aucun mal, et dont il est à présumer qu'on fera quelques jours des applications utiles aux besoins de la société ». *Extrait de la Gazette de France, du mardi 2 septembre 1783. Frantin, Dijon, 1783.*

(1) *Description de l'aérostate...*, pp. 213 et 214. Le compte des dépenses nécessitées par les deux expériences fut communiqué à l'Académie dans la séance du 20 janvier 1785. Elles s'élevaient à 35.358 l. 9 s. 3 d. Quant aux recettes, elles se montaient à 31.863 l. 2 s., se répartissant comme suit : souscriptions : 13.538 l. 2 s.; entrées : 2.325 l.; somme donnée par les Elus : 16.000 l. Soit un déficit de 3.495 l. 7 s. 3 d. que payait l'Académie. Cf. *Reg. acad.*, t. XIV, et Milsand, *Introd.*, pp. 16 et 17.

(2) *Reg. acad.*, t. XIV.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

mission lui fut accordée. C'était un ballon de forme elliptique, « coupé dans la direction de son grand diamètre ; une espèce de nacelle en losange à six côtes est placée entre les deux portions de ce ballon, et l'auteur y a disposé des rames en moulinets, des espèces d'ailes en parallélogrammes allongés, et un gouvernail à chaque extrémité. Toutes ces machines sont disposées de manière à pouvoir être mises en jeu par les voyageurs que portera la nacelle ». Mais Magny n'avait pas calculé le poids de sa machine ni la capacité de son ballon ; il était, par conséquent, impossible d'en « apprécier l'effet ».

Au cours de cette même séance, Guyton de Morveau faisait part de plusieurs lettres qu'il avait reçues à propos de l'ascension du 12 juin. L'une venait du physicien Charles (1), qui fit tant pour populariser en France les découvertes de Franklin et des frères Montgolfier, exécuta plusieurs ascensions, substitua à l'air dilaté le gaz hydrogène pour le gonflement des aérostats. Charles écrivait que l'expérience tentée avec le ballon « l'Académie de Dijon » était très utile à la science. Lui qui s'était toujours déclaré contre la possibilité de diriger un aérostat, il avait « applaudi publiquement à la sagacité des moyens employés », mais il persistait dans son opinion ; l'homme ne pourrait, du reste, résister longtemps à ces manœuvres. Une autre lettre était envoyée par Saussure (2), qui félicitait Guyton de Morveau sur le succès de sa « glorieuse entreprise ». Il ne doutait pas qu'on ferait sans cesse des progrès, puisque l'on est déjà parvenu à avancer même contre le vent par l'action des moyens mécaniques ; « il n'y a que le premier pas qui coûte ». Dans une troisième lettre, Perronet marquait qu'il a « vu avec plaisir qu'il (Guyton de Morveau) était le premier qui eût trouvé un

(1) L'Académie de Dijon écoutait la lecture de la lettre de Charles, le 12 juin 1784. Trois semaines après, le 4 juillet, naissait Julie-Françoise Bouchaud des Hérettes, qui vingt ans ayant passé, épousait Charles, son aîné de trente-huit ans. C'est, comme on sait, l'Elvire des *Méditations* et la Julie de *Raphaël*.

(2) A la séance du 4 août 1785, Guyton de Morveau devait faire part d'une lettre de Saussure, « dans laquelle ce savant témoignait qu'il serait flatté d'appartenir à l'Académie. Les connaissances et les talents de M. de Saussure sont si universellement et si avantageusement reconnus que la Compagnie a regardé le désir de ce savant comme suffisant pour la déterminer à se l'associer, et il a été unanimement associé non résidant ». Reg. acad., t. XIV. Cf. Milsand, p. 409.

moyen pour diriger incontestablement le ballon aérostatique ». Guyot, auteur d'un ouvrage sur les ballons, assurait que cette expérience, la première où l'on ait essayé de diriger un aérostat, était la plus importante qui eût été faite jusqu'à ce jour.

La feuille n° 36 des « Affiches de Dijon » (1) avait publié une note sur un nouvel aérostat. C'était celui que Magny avait présenté à la séance du 1^{er} juillet (2). Guyton de Morveau, le 8 juillet, dit qu'on pourrait inférer de cette note que l'Académie avait jugé favorablement cette machine. Mais la compagnie ne s'étant aucunement expliquée sur son mérite, le secrétaire fut chargé d'écrire aux « Affiches » pour lui exprimer sa surprise de lire qu'« elle a paru satisfaite de l'invention » et qu'« elle n'a désapprouvé ni les mouvements ni la forme ». La lettre se terminait ainsi : « Il est vrai que le modèle de cette machine a été présenté à cette compagnie dans sa séance du 1^{er} de ce mois et qu'elle l'a examiné avec cet esprit qui lui fait accueillir toutes les tentatives de l'industrie, mais elle n'a point approuvé le projet de M. Magny... »

Chaussier lisait le 15 juillet (3) une lettre de Castillon, secrétaire perpétuel de l'Académie royale des sciences et inscriptions de Toulouse, qui, après avoir remercié l'Académie de Dijon pour lui avoir envoyé le procès-verbal de la seconde expérience, s'exprimait ainsi : « Il est très certain que MM. de Morveau et de Virely ont la gloire de s'être dirigés contre le vent. Leur expérience a prouvé aux plus incrédules au moins la possibilité de la direction. Leur voyage offre des particularités toutes nouvelles. Il nous tarde fort d'en voir les détails dans le rapport que votre académie fait imprimer. Le ballon que M. Pilate de Rozier (*sic*) [4] a fait partir de Versailles a peut-être

(1) N° du 6 juillet 1784.

(2) Reg. acad., t. XIV.

(3) *Ibid.*

(4) On sait que Pilâtre de Rozier fut le premier qui s'éleva dans les airs avec une « moutgolfière ». C'était le 15 octobre 1783. Après plusieurs ascensions à Paris, à Lyon, à Versailles, il projeta d'entreprendre la traversée de la Manche que venaient de réussir Blanchard et Jeffries. Le 16 juin 1785, il partit de Boulogne-sur-Mer, mais le ballon prit feu à 400 mètres de hauteur.

Le 5 janvier 1786 (cf. Reg. acad., t. XIV), l'Académie recevait de Huet de Froberville, secrétaire perpétuel de la société physique d'Or-

donné un plus beau spectacle, mais n'a certainement pas fait un voyage aussi intéressant et aussi utile pour le progrès des sciences et de l'art aérostatique... » Cette si importante question de la direction fera encore l'objet d'un mémoire qu'examinera l'Académie le 10 mars : il venait de M. de Philibert, capitaine au régiment de Bretagne.

Le 10 février 1785 (1), Guyton de Morveau communiquait à l'Académie une lettre qu'il avait reçue de Kirvan, de la Société royale de Londres, où ce savant lui marquait que « rien ne pourrait le flatter plus que d'être associé à ceux pour les travaux desquels il a tant d'estime » (2). La description de l'aérostat était pour lui « ce qu'il y a de mieux sur cet objet » et il estimait le travail de Guyton de Morveau « rempli de discussions profondes et intéressantes ». Il se disait étonné de la grande légèreté du « gaz de zinc », mais « M. Priestley l'a trouvé de même tiré du fer par l'eau ». Puis, il décrivait les procédés employés en Angleterre pour gonfler les ballons : « ils consistent à placer au-dessus de la cuve un vaisseau plein de liqueur alcaline qui est retenue par une soupape, et à placer à côté un autre vaisseau à moitié plein d'eau communiquant à la cuve par un tuyau à soupape, pour faire juger de la pression. » Kirvan assurait ensuite que la décomposition de l'eau vantée par les adversaires du phlogistique est une chimère et qu'il était parvenu à retrouver les deux tiers de l'eau par un réfrigérant et l'autre tiers par la réduction de la chaux métallique échauffée dans le gaz inflammable. Les objections de Sennebier contre l'identité du phlogistique et du gaz inflammable sont, à son avis, faibles, et ne peuvent s'appliquer au gaz qu'on tire du fer par l'eau douce. Après avoir reconnu que Saussure avait fait une belle découverte en prouvant que l'air humide est plus léger que l'air sec (3), il assure qu'il a

léans (qui était associé non résidant de l'Acad. de D., depuis le 28 juillet 1785. Cf. Milsand, p. 385), un exemplaire de l'éloge de Pilâtre de Rozier. A la séance du 19 janvier, Perret et Volfius en rendirent longuement compte.

(1) Reg. acad., t. XIV.

(2) Kirvan fut nommé honoraire non résidant le 21 juillet 1785. Cf. Milsand, p. 386.

(3) V. l'ouvrage de Saussure : *Essai sur l'hygrométrie* (Neuchâtel, 1783, in-4).

trouvé une quantité plus grande d'eau dans l'air que Saussure ne l'indique.

**

Les problèmes de physique dont s'occupa la compagnie dijonnaise furent aussi posés dans le même temps par d'autres académies. Ainsi, celle de Bordeaux reçut quatre mémoires sur l'aimant en 1747 et en 1748 ; Nancy, un en 1755. Bordeaux demandait pour son prix de 1751 d'étudier la formation de la grêle, et l'abbé Bertholon lui envoyait en 1775 des mémoires sur l'électricité. Au mois de décembre 1732, l'Académie de Bordeaux affirmait l'utilité des observations météorologiques. Elle écoutait la lecture de plusieurs travaux sur les paratonnerres, en particulier à la séance du 29 mai 1785, où l'on disserta « sur la nécessité et les moyens d'armer les édifices de conducteurs ou de paratonnerres pour les préserver de la foudre ». A Besançon, on s'occupe d'observations météorologiques le 28 avril 1770 ; on entend, le 27 août 1783, un discours du président sur les aérostats ; on discute, le 22 décembre 1784, « sur les paratonnerres à établir à l'intendance ». On suit attentivement les progrès de la construction de l'aérostat « l'Académie de Dijon ». Nous avons vu aussi l'intérêt que prenait aux expériences aérostatiques de Dijon l'Académie de Lyon, qui, avant la fondation Pouffier, nous le savons, avait tenté l'entreprise, et qui, dès le 8 janvier 1783, proposait un prix pour la solution du très difficile problème de la direction des ballons. En 1783, l'Académie de Marseille lance un aérostat. Celle de Bordeaux ne sera pas en retard. Jadis, le 24 mars 1728, de Mairan lui racontait que pendant son séjour à Paris, on présentait à l'Académie des sciences « un certain pompeur d'air qui, au moyen d'une grande sphère d'où il prétendait vider l'air grossier, se proposait de promener un char en l'air pour divertir ceux qui auraient eu la folie de s'y mettre. Ce projet a été approuvé pour servir de supplément à Cyrano de Bergerac ». La société ne jugera plus comme de Mairan et l'Académie des sciences. Elle se passionnera, elle aussi, pour l'invention des frères Montgolfier, et ses Registres nous apprennent qu'à partir du 14 septembre 1783, elle s'occupait attentivement de « la construction

d'un globe aérostatique que M. Cazalis faisait construire en s'entourant des lumières de l'Académie ; on y trouve la description de l'appareil. MM. Guérin et Chauvet recherchaient les moyens de diriger les ballons » (1). M. Cazalis et la compagnie bordelaise ne devaient pas procéder comme il est dit dans l'*Histoire des Etats ou Empires de la lune et du soleil* : « Huit jours durant, je charpentay, je rabotay, je colay, enfin je construisis la machine que je vous vais décrire... » Et MM. Guérin et Chauvet ne pensaient certes point à faire entreprendre au ballon de l'Académie de Bordeaux le Voyage de la lune.

b) LA CHIMIE.

Nous avons vu que la plupart des mémoires de chimie présentés à l'Académie le furent de 1771 à 1793. En effet, quatre seulement ont été lus entre 1741 et 1758, et quatorze de 1759 à 1770, tandis que deux cent vingt-six occupèrent l'Académie de 1771 à 1793. La compagnie entendit donc la lecture de deux cent quarante-quatre travaux sur la chimie. Guyton de Morveau, à lui seul, en donna quatre-vingt-huit. Sa première étude remonte au 8 janvier 1768 ; c'était une dissertation sur l'action de l'air dans la combustion des corps.

A la séance publique du 11 décembre de la même année (2), il lisait un mémoire « sur quelques phénomènes de la combustion des corps ». Hales et, après lui, un très grand nombre de savants, ont affirmé que le feu consume l'air comme son aliment. Guyton de Morveau se permit d'en douter ; mais « plein de respect pour des auteurs d'un aussi grand mérite », il voulut recommencer les expériences qui fondèrent cette assertion et, afin d'être plus sûr de ne point se tromper, en faire de nouvelles. Les résultats lui montrèrent que « le feu ne détruisait aucune des particules aériennes » et que, par conséquent, l'on pouvait avoir un avis différent de celui de Hales.

L'un des principaux phénomènes qui ont amené à croire que l'air est consumé par le feu fut l'extinction

(1) Cf. de Gères, *Académie de Bordeaux*, p. 321 ; J. Favier, *Table des publications de l'Académie de Stanislas*, p. 55 ; L.-T. Dassy, *l'Académie de Marseille*, p. 445 ; L. Pingaud, *Académie de Besançon*, p. 307.

(2) Reg. acad., t. IV. (Sur cette séance, v. *Mercur de France*, août 1769, pp. 150-155). V. *Mém. de l'Acad.*, 1769, p. 416.

de la bougie dans un vase clos. Guyton de Morveau donne une explication complètement différente, permettant de comprendre tout ce qui arrive dans cette expérience et d'entrevoir la raison d'un fait qui jusque-là n'avait pas été trouvée.

L'unique cause de l'extinction de la bougie est la raréfaction de l'air, affirme Guyton de Morveau, et c'est à cette même cause qu'il faut attribuer la conservation du charbon renfermé dans une boîte en fer rougie au feu.

La combustion ne peut se faire que dans un fluide capable d'élasticité et pouvant agir et réagir ; elle est impossible « quand le fluide environnant est trop dense pour se prêter aux oscillations nécessaires ». Dans un vase clos comme dans une boîte en fer, l'air se raréfie et acquiert bientôt une dilatation « qui équivaut à une densité considérable », dilatation qui le rend incapable de réagir ; d'où il suit que la bougie s'éteint et que le charbon ne se consume pas parce que le fluide qui les environne est trop raréfié.

On objectera qu'après l'extinction de la bougie, la quantité d'air est moindre. Mais cette diminution ne doit pas être attribuée à la « destruction de quelques particules aériennes », car au moment où la bougie était placée dans le vase, elle était allumée ; un peu d'air raréfié se trouvait alors dans le vase, et c'est la condensation de cet air qui, après l'extinction, a formé le vide.

D'autres expériences prouvent encore que la raréfaction de l'air est bien la cause de l'extinction de la bougie : le même phénomène a lieu quand on peut remplacer l'air soi-disant détruit ; ayant mis des corps inflammables qu'il alluma par la chaleur solaire dans un vase clos, auquel il avait adapté un tuyau recourbé rempli de mercure, Guyton de Morveau constata que pendant l'ignition l'air augmentait de volume et revenait à son volume précédent quand l'ignition avait cessé.

Il conclut donc que « dans les expériences annoncées comme preuves de la destruction de l'air par le feu, tout dépend de la seule raréfaction de ce fluide », et que, si l'on veut continuer de « prétendre que l'air est consumé par le feu, il faut recourir à d'autres preuves que celles qu'on en a données jusqu'à présent ».

Le 6 mars 1773, Guyton de Morveau préserva Dijon d'un grave danger, comme nous le savons déjà : les gelées persistantes de l'hiver 1772-1773 ayant rendu impossibles les inhumations, on avait amoncelé les cadavres dans les caves de l'église Saint-Etienne. Au printemps, la putréfaction commença. Guyton de Morveau désinfecta l'édifice en préparant sur place de l'acide chlorhydrique gazeux (1).

Le 19 mars 1773, la compagnie recevait en qualité d'académicien non résidant de Bouchu (2), qui, pendant plus d'un quart de siècle, avait poursuivi des travaux sur le fer et l'acier. A la suite de son élection, de Bouchu écrivit une longue lettre que nous allons examiner (3). Nous nous en voudrions de ne point transcrire les premières lignes. Les voici : « La grâce inattendue que vous m'avez faite me dédommage bien amplement des peines, de la dépense et des disgrâces que trente années d'opiniâtreté dans le même travail m'ont occasionnées. A prendre cet événement honorable et consolant dans le point de vue qui convient à un homme qui a toujours vécu simplement, je ressemble à Vulcain tiré tout à coup des noirs ateliers de Lemnos pour être admis parmi les dieux : et c'est de cette comparaison que je vous prie de tirer vous-même l'étendue de ma sensibilité et de ma reconnaissance. Mes yeux, peu façonnés à l'éclat des grandes choses, voient avec admiration une assemblée, protégée par un des premiers Princes du sang, dirigée par de respectables magistrats, honorée par des personnes dont la naissance et le rang ne font qu'une petite partie de leur mérite personnel : assemblée soutenue par les plus célèbres et les plus infatigables travailleurs dans tous les genres. Famille admirable dont tous les efforts en se réunissant pour le soutien et l'encouragement de ses différents membres ne cessent de tendre au bien et à l'agrément général. » De Bouchu, sentant que ses forces l'abandonnent, veut « déposer chez les protecteurs, chez les

(1) V. l'abbé Rozier, *Journal de physique*, juin 1773; *Mém. de l'Acad. de D.*, 1847-1848, pp. 120, 128 et 129; 1920-1921, p. 151; Girault, *Essais sur Dijon*, pp. 416-417.

(2) Cf. Milsand, p. 362.

(3) Ms. arch. acad. Cette lettre n'est pas datée; mais, dès ses premières lignes, on comprend qu'elle fut écrite immédiatement après que l'Académie eut agréé de Bouchu.

bienfaiteurs de la patrie » des matériaux réunis avec peine qui « pourront, dans d'autres mains, jeter plus de lumière sur la nature du fer et de l'acier ». Ce sont des « objets de première nécessité » que le fer et l'acier, et cependant ils sont négligés, presque méprisés. Réhabilitons-les. On sait que le duché de Bourgogne fournit à lui seul de treize à quinze millions de fonte.

Après avoir, pendant quinze ans, lu tout ce qui avait été écrit, vérifié tout ce qui avait été expérimenté sur le fer, de Bouchu vit que des erreurs sans nombre avaient été propagées. Il pensa que la nature du fer était parfaitement connue et crut que « l'acier n'était que du fer affiné jusqu'à un certain degré, comme beaucoup de personnes ont peut-être le malheur de le croire » ; il a « donné dans le fanatisme des cémentations », et ce n'était pas facile de s'en garantir quand le gouvernement y est tombé. Ayant enfin pris conscience que l'acier possédait deux qualités distinctes du fer : celle de peser moins et de fondre mieux, il se rendit compte que c'était de ces deux « points connus » qu'il convenait de partir afin d'établir les procédés convenables pour se procurer de l'acier. Mais à l'aide de quel minerai ? Il rassembla la plus grande quantité possible de minéraux, les compara. Il commença par « essayer les fondants parce qu'il est démontré que l'élément du fer et de l'acier est le même ; parce que cet élément est si volatil qu'il faut qu'il soit retenu par une base quelconque ; parce que, conséquemment, c'est cette base qu'il faut attaquer, qu'il faut fondre, et que dans la fonte et la précipitation qui doit s'ensuivre pour obtenir fer ou acier, il faut débarrasser la surabondance de la base sans volatiliser le précieux élément qui est l'objet du travail ». Le premier problème à résoudre était de « fondre une terre ou une pierre quelconque par l'addition d'une autre ». Et il est parvenu à le faire facilement et rapidement. Il n'avait plus ensuite qu'à « appliquer les mêmes procédés aux bases des mines en y ajoutant ce qui convenait pour que l'élément ne se volatilisât pas ». « Le petit fourneau de fusion chauffé en dix ou douze minutes vous avez un culot parfaitement réduit. Cela va même si promptement que, d'une poste à l'autre, j'ai envoyé à M. l'abbé Chape, non compris les

calcinations, 207 essais de mines de fer de Sibérie. » Chaque essai demande un creuset nouveau ; de Bouchu a trouvé la « terre convenable » et une « méthode si facile » qu'il peut en façonner trente douzaines par jour. Il en a déjà cassé plus de vingt mille, « et l'endroit où je les enterre avec les scories ferait peut-être un jour le supplice de quelque curieux si je ne le disais pas ».

Grâce à l'aisance et à la multiplicité des essais, « M. Le Sage, qui a remplacé M. Rouelle à l'Académie de Paris », entreprit des recherches « sur les soupçons que lui donnait la configuration des mines, dont on savait d'ailleurs que les étrangers se procuraient de l'acier ». Il a montré que les mines, propres à donner des aciers fins, durables et traitables, étaient minéralisées par le sel marin, « dont elles contiennent jusqu'à vingt et vingt-cinq pour cent ».

Comme dans la fusion l'acier surnage parce qu'il est plus léger, il faut ne prendre que le dessus si l'on ne veut que l'acier pur. Les étrangers en fournissaient de cette sorte aussi longtemps que Réaumur chercha à « perfectionner cette partie » ; mais quand ils apprirent que le savant français avait échoué, « ils ont inhumainement enfoncé la poche » et on ne trouve que très difficilement de l'acier qui ne contienne point de fer ». Mais la France possède des mines qui, « dans des temps plus heureux, surtout lorsque les préjugés seront radicalement détruits, nous procureront ce qu'on peut désirer de mieux en ce genre ».

A la vue des essais de Bouchu, « M. Guétard, qui a la direction du cabinet de Mgr le duc d'Orléans » lui promit de l'aider « de ce que ce précieux dépôt contient ». De Bouchu sait que le Régent s'était procuré une très grande quantité de minéraux. « Mgr le prince de Condé a aussi à Chantilly un cabinet dont il ne serait pas impossible d'obtenir quelques petits échantillons, lorsque S. A. S. sera instruite que c'est pour être employé utilement ».

Ayant écrit plusieurs études sur le fer et l'acier, de Bouchu désirerait les réunir en un volume illustré. « Les planches de *l'Encyclopédie* sont supérieurement faites » et « MM. de *l'Encyclopédie* n'ayant fait leur livre que pour être utile, non seulement ils ne s'opposent pas, mais même ils consentent, ils désirent qu'on se serve de leurs

gravures ». Aussi, « conformément à ce procédé honnête, M. Le Breton, imprimeur, m'a généreusement donné une collection de tout ce qui regarde notre objet » (1).

Guyton de Morveau entretient des rapports très suivis avec le fondateur de la chimie moderne, et c'est par son intermédiaire que Lavoisier offre ses *Opuscules chimiques et physiques* à l'Académie (2). Le 19 décembre 1776 (3), il lit une lettre écrite à Lavoisier le 16 décembre « au sujet du mémoire dans lequel ce savant chimiste a exposé les moyens de décomposer et recomposer l'acide nitreux ». Le 23 juin 1785 (4) Lavoisier offre un baromètre à l'Académie. Enfin, quand il « témoigne que l'honneur d'être associé aux travaux de la compagnie serait une des plus douces récompenses de son zèle pour les sciences » (5), il est, « d'une voix unanime », nommé académicien honoraire (6).

En 1777, paraissaient les *Eléments de chimie théorique et pratique* (7). Les trois professeurs des cours publics (8), Guyton de Morveau, Maret et Durande les signèrent. Les *Eléments de chimie* furent dédiés au prince de Condé (9) : l'Académie est « pénétrée de la plus vive reconnaissance pour le Prince auguste qui a daigné s'intéresser au succès d'un établissement aussi précieux à son zèle, et qui, enrichissant son cabinet de morceaux rares, l'a mise à portée de démontrer ce qu'elle n'aurait pu que décrire ». Le travail entrepris était plein de difficultés, diront les auteurs dans l'Avertissement, et « le moment où une science vient d'être enrichie de découvertes aussi multipliées et aussi importantes, qui sont encore éparses dans

(1) Le 11 juin 1774 (Reg. acad., t. VII), Juilly de Thomassin envoya à l'Académie un éloge de Bouchu.

(2) Séance du 5 mai 1774. Reg. acad., t. VII.

(3) Reg. acad., t. VIII.

(4) Reg. acad., t. XIV.

(5) Séance du 12 novembre 1789. Reg. acad., t. XV.

(6) Cf. Milsand, p. 390.

(7) *Eléments de chimie théorique et pratique*, rédigés dans un nouvel ordre, d'après les découvertes modernes, pour servir aux cours publics de l'Académie de Dijon, 3 tomes, 1777-1778.

(8) Sur les cours publics, v. le 2^e ch. de notre III^e partie.

(9) Guyton de Morveau, Maret et Durande prièrent le prince d'agréer l'hommage de leur travail par une lettre datée du 15 février 1777. Ms. arch. acad. Le 5 mars, Condé donnait son assentiment, ainsi que le secrétaire des commandements, Roullin, l'apprenait à Maret. Ms. arch. acad.

des traités particuliers, n'est pas le plus favorable pour en donner des éléments » (1). Mais ils ont pensé qu'ils feraient œuvre utile. Comment ont-ils procédé ? « Nous avons usé du droit qui appartient à tous ceux qui rédigent un livre élémentaire, de s'approprier ce qu'ils jugent vrai, quelque part qu'il se trouve : cependant nous avons observé, autant qu'il a été possible, d'indiquer les sources non seulement lorsque cela nous a paru nécessaire pour renvoyer à des preuves et à des développements que nous étions forcés de supprimer, mais encore dans la vue de faire honneur à chacun des découvertes qui lui appartiennent » (2). Ils ont largement profité des secours que leur offrait « l'excellent recueil de M. l'abbé Rozier » (3).

Maret écrira : « quoiqu'il (l'ouvrage) porte le nom de M. Durande et le mien ainsi que celui de M. de Morveau, (il) est presque entièrement de ce dernier » (4). Le tome II est aussi précédé d'un Avertissement qui va nous éclairer sur la façon dont les trois signataires se sont partagé le travail, sur la part qui revient à chacun d'eux. « ... Le manuscrit entier a été revu par un seul pour mettre plus d'ensemble et de liaison dans toutes les parties ; M. de Morveau, qui en avait tracé le plan, s'est chargé de ce travail, il a fourni de plus les trois dissolvants élémentaires, les acides minéraux, l'acide phosphorique, les alcalis fixes et le mercure » (5). Quant au Dr Maret, il a écrit « le chapitre de l'alcali volatil et plusieurs autres morceaux séparés, tels que l'analyse animale, les eaux médicinales, le lait alcalisé, l'éthiops par précipitation etc... » Durande donna « l'analyse végétale, la teinture, les chapitres des acides végétaux et des dissolvants huileux ». « Au reste, ces trois académiciens se sont communiqué respectivement leurs observations sur tous les objets, et se sont le plus souvent réunis pour suivre et raisonner les expériences délicates ou importantes » (6).

(1) Avertissement, p. II.

(2) *Ibid.*, p. III.

(3) *Ibid.*, p. IV.

(4) Ms. arch. acad. Cette lettre datée du 9 juin 1777, et adressée à l'abbé Grandidier, a été publiée par A. Gasser, *Mém. de l'Acad. de D.*, 1920-1921, pp. 158-159.

(5) Avertissement, t. II, p. XXI.

(6) *Ibid.*, t. II, p. XXII.

Le 15 mai 1781, à la séance présidée par le prince de Condé (1), Guyton de Morveau fit les premières expériences montrant que le blanc de zinc possédait d'immenses avantages sur le blanc de plomb ou la céruse : il était moins cher ; à poids égal, il couvrait environ un tiers de plus de surface ; il ne s'altérait pas ; et, ce qu'il avait de plus précieux, c'est qu'il ne produisait pas d'émanations nuisibles à la santé et occasionnant la « colique des peintres » (2).

De Virely écrivait le 6 janvier 1783 de Vienne à Guyton de Morveau une lettre que celui-ci lut à la séance du 16 janvier (3). De Virely faisait part des conversations qu'il avait eues avec des savants étrangers sur « la combustion du fer avec flamme dans l'air vital ou déphlogistiqué, l'observation de la polarité de la platine en grains, la précipitation de la mine d'argent arsénical par le fer dans le filon des Serpents en Hongrie, et le rapport de la cristallisation d'une mine de fer de Bohême avec les colonnes de basalte, qui peut servir à appuyer la conjecture de M. Bergman que les basaltes n'ont pas été en fusion », et il envoyait à Guyton de Morveau des fragments de « cette mine de fer singulière ».

C'est encore Guyton de Morveau qui découvrit le moyen d'extraire en grand la soude du sel marin par sa décomposition à l'aide de la chaux. Le mémoire cacheté, contenant l'indication de ses procédés, qu'il avait déposé à l'Académie de Dijon le 2 mai 1782, fut ouvert le 15 juillet 1818 (4).

À la séance du 2 août 1784 que présidait le prince de Condé (5), Guyton de Morveau lisait un mémoire sur les

(1) Reg. acad., t. XI. Sur cette séance, v. *Journal de Nancy*, 1781, t. V, pp. 182-195, 216-227.

(2) Le 22 mai 1786, l'Acad. d'architecture de Paris entendit un rapport où Mauduit, Bossut, Cherpitel et Antoine disaient : « On est redevable au zèle et aux lumières de M. de Morveau des expériences intéressantes et multipliées sur le blanc de zinc ; elles ont été faites à l'Académie de Dijon et répétées depuis à Paris ; on peut en conclure que le blanc de zinc a sur celui de plomb deux avantages infiniment précieux... » *Nouvelles de la République des lettres*, année 1786, n° XXX. V. *Mém. de l'Acad.*, 1782 ; 1^{er} sem., p. 1.

(3) Reg. acad., t. XIII.

(4) V. *Mém. de l'Acad. de D.*, 1819, p. 133 et Chaptal, *Chimie appliquée aux arts*, t. II, p. 147.

(5) Reg. acad., t. XIV. Sur cette séance, v. *Affiches de Dijon*, nos 44, 45, 46 ; 31 août, 7, 14 septembre 1784.

moyens de remplacer la pierre à chaux maigre « si nécessaire pour les ouvrages hydrauliques, et qu'on trouve rarement », par un mélange de pierres à chaux grasse et de manganèse. Il prouva les avantages de cette préparation par des expériences faites sous les yeux du prince et de l'assemblée.

Dans un mémoire sur le maïs (1) que couronna l'Académie de Bordeaux, Parmentier proposa de faire de l'indigo avec les plantes d'Europe (2). « Toujours occupé du bien public », il voudrait aussi qu'on cherchât le moyen de faire de l'amidon avec les racines « qui croissent spontanément, celles des plantes vénéneuses par exemple, qui contiennent, affirme-t-il, de l'amidon tout formé. Il serait d'avis qu'un prix fût créé pour récompenser celui « dont les expériences démontreraient le meilleur parti qu'on peut tirer de ces substances inutiles au lieu de consommer le blé, à la formation de l'amidon ». Des « vues aussi patriotiques » ne peuvent être immédiatement suivies. En attendant, il serait bon que ce fût l'Académie de Dijon qui s'en occupât la première. La consommation de l'indigo et de l'amidon est suffisamment grande pour que la reconnaissance publique aille à celui qui les tirerait de substances inutiles se trouvant sous notre main. « Il rendrait alors tout entier à la nourriture des peuples le froment, cet objet éternel de leurs travaux pénibles et de leurs inquiétudes. »

Parmentier soumettait en même temps un projet qui lui tenait grandement à cœur : il voudrait qu'on rédigeât « un ouvrage court et très clair » qui pourrait prendre le titre de : *Chimie domestique*. Ce petit livre mettrait à la portée de tous « les procédés de l'art, la manipulation et les résultats utiles aux besoins journaliers des citoyens ». Les vrais savants se féliciteraient de voir leurs travaux « répandre les douceurs de la vie, l'abondance et les lumières jusque sous le chaume où l'ignorance n'est que trop souvent la cause de la misère et du découragement » (3).

Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, on admettait encore la doctrine des quatre éléments que soutenait, vers l'an 450

(1) *Le maïs ou blé de Turquie*, Bordeaux, 1785.

(2) P. 76.

(3) Séance du 9 mars 1786, Reg. acad., t. XV.

avant J. C., Empédocle d'Agrigente. Le feu, l'eau, l'air, la terre étaient « les racines de toutes choses » (1). Combustions, oxydations, réductions donnent lieu aux plus bizarres confusions entre la matière pesante et les impondérables. On apprend à faire une distinction nette entre les gaz aperçus par Van Helmont, mais considérés jusque-là comme de l'air atmosphérique modifié par des particules ou des vapeurs étrangères. Grâce à Hales, qui inventa des procédés pour recueillir et manier les gaz (1727), on put les étudier avec précision. En 1757, Black démontra que l'esprit sylvestre de Van Helmont — l'acide carbonique —, était tout à fait distinct de l'air ordinaire. Cavendish, Priestley, Scheele isolèrent les principaux gaz. Dès les premières années du XVIII^e siècle, Stahl avait essayé de coordonner les faits de la chimie : ce fut la théorie du phlogistique. Le principe combustible des corps est le phlogistique. Le charbon, l'alcool, les huiles, qui sont très combustibles en contiennent beaucoup, et, à mesure qu'ils brûlent, en perdent de plus en plus jusqu'à en être privés quand la combustion est terminée. Les métaux sont bien moins riches en phlogistique, et le perdent quand ils sont calcinés; ils deviennent des terres (oxydes) ou métaux déphlogistiqués; s'ils sont chauffés avec du charbon, ils se phlogistiquent à nouveau et redeviennent des métaux. La doctrine de Stahl eut des admirateurs enthousiastes pendant tout le XVIII^e siècle, et Cavendish, Priestley, Scheele lui restèrent obstinément fidèles.

La découverte des divers gaz porta une première atteinte au système de Stahl, qui ne connaissait pas l'action de l'air dans la combustion. Ensuite, l'on se trouvait en face d'une difficulté insoluble : le métal devenant oxyde augmentait de poids en perdant son phlogistique.

Considérer tous les produits des réactions, y compris les gaz, peser exactement tous les corps en présence, voilà les grandes idées grâce auxquelles Lavoisier fit s'envoler l'entité phlogistique devant l'oxygène, qu'on peut saisir et peser, et parvint à découvrir la véritable explication des phénomènes de combustion et de calcination.

Il est juste cependant d'ajouter que le génial Lavoisier eut des maîtres éminents, entre autres Rouelle, que de

(1) V. Léon Robin, *la Pensée grecque*, p. 122.

Bouchu citait tout à l'heure, et un précurseur en France, « le médecin Jean Rey qui, en 1630, dans un mémoire resté longtemps inconnu, avait signalé avant Boyle et Mayow, la cause de l'augmentation de poids des métaux par la calcination » (1).

En moins de quinze ans, Lavoisier avait enrichi la science de ces grandes découvertes : analyse de l'air, analyse de l'eau, théorie de la combustion et de la respiration, distinction des corps pondérables et des corps impondérables, séparation des corps simples et des corps composés.

Une telle révolution rendait nécessaire la réforme de la nomenclature. L'huile de vitriol comme le foie de soufre, la crème de tartre comme le beurre d'antimoine devaient disparaître. La connaissance des véritables éléments chimiques permettait d'établir des formules rationnelles. Dès le 29 novembre 1781 (2), Guyton de Morveau lisait à l'Académie un mémoire « sur la nécessité de changer plusieurs dénominations chimiques ». Il se mit bientôt à l'œuvre, et la nouvelle nomenclature à laquelle collaborèrent Lavoisier, Berthollet, Fourcroy fut rendue publique à l'Académie des sciences le 18 avril 1787 (3). Présentée en détail par Lavoisier dans son *Traité élémentaire de chimie* (1789), elle fut adoptée par l'Europe entière.

A la séance publique du 24 août 1788 (4), Guyton de Morveau lut un mémoire intitulé : *Considérations historiques sur le système de Stahl et sur les progrès des découvertes qui ont établi une nouvelle doctrine*. Il commença par ces fortes paroles : « Dans les sciences physiques, la vérité est tout ; voilà le but unique vers lequel doivent tendre tous les efforts, et rien ne serait plus propre à en éloigner que la prétention d'un écrivain qui croirait sa gloire intéressée à assortir toutes ses opinions au premier système auquel il s'est arrêté, comme s'il s'agissait de ces conceptions que l'imagination produit d'un seul jet, qui n'ont de réel que la beauté de l'ordonnance, l'unité de plan et l'ordre symétrique des parties. Celui qui n'a pas le cou-

(1) André Job, *la Chimie*, dans *la Science française*, t. I, p. 153.

(2) Reg. acad., t. XII.

(3) Guyton de Morveau, Lavoisier, Berthollet et Fourcroy, *Méthode de nomenclature chimique*, 1787, in-8.

(4) Reg. acad., t. XV. Sur cette séance, voir *Affiches de Dijon*, n° 46, 16 septembre 1788.

rage de s'approcher des objets qui heurtent ses préjugés, de renverser lui-même ce qu'il a lui-même établi, nuit d'autant plus au progrès de la philosophie naturelle qu'il réussit à surprendre un plus grand nombre de suffrages. » Ces réflexions s'appliquent à la chimie, dont Guyton de Morveau dit le magnifique développement. Il indique ensuite les principes sur lesquels s'est élevé le système de Stahl. Ce système, proclame-t-il, a été plus utile d'abord que nuisible aux progrès de la chimie ; il fut une erreur féconde. Présentant les recherches que Lavoisier a poursuivies et les découvertes qu'il a faites, Guyton de Morveau montre que les bornes de la chimie ont été reculées et expose les « principaux points » du système de Lavoisier « sur lesquels les opinions lui semblent désormais devoir être arrêtées ».

Il n'existe pas « une classe particulière de corps prétendus phlogistiques ». Parmi les substances phlogistiques, on n'a jamais placé l'eau et l'acide vitriolique ; cependant, « il se dégage beaucoup de chaleur lorsqu'on les mêle, parce qu'un corps ne peut entrer dans une combinaison intime sans que son adhérence avec le principe calorique diminue, parce qu'il en laisse aller d'autant plus qu'il en est plus abondamment pourvu, et qu'après l'air, l'eau est une des substances qui en contient davantage ». L'on constate que « de tout combustible, il résulte après la combustion un produit qui a des caractères propres qui le distinguent absolument du produit de tout autre combustible ». Nous voyons le soufre donner l'acide sulfureux, le phosphore l'acide phosphorique, un métal une chaux particulière. « Il n'y a donc pas un seul principe combustible dans les différents combustibles, car il est évident que de la composition d'un même corps avec un même corps, il résulterait constamment un même être composé. »

Mais alors « si l'air vital, ou sa base, en se combinant pendant la combustion avec les divers corps appelés combustibles donne avec chacun d'eux des produits différents, ne faut-il pas du moins qu'ils recèlent tous un principe commun qui détermine par affinité double une combinaison qui ne pourrait avoir lieu par affinité simple ? » Il paraissait difficile de rejeter la théorie de Stahl. En effet, comment expliquer, par exemple, pourquoi le phosphore

brûle spontanément et non point le soufre ? Il fallait que le phlogistique se trouvât plus intimement combiné avec le soufre ; la différence des effets n'était pas conciliable « avec la supposition d'une affinité directe ». La théorie de Stahl était bien inutile, parce qu'on reconnut que « le soufre et, en général, tout combustible peut s'unir à la base de l'air par la voie humide, même à froid et sans ignition quand l'agrégation de ses parties est relâchée d'avance, ou quand l'air lui-même a déjà perdu une portion de calorique ». C'est ainsi que le soufre brûle ou s'acidifie spontanément à l'air libre quand il est uni à la potasse ou à la chaux ; c'est ainsi qu'il s'acidifie sans chaleur dans l'acide muriatique surchargé d' « air vital ». Il existe donc réellement « d'autre condition pour déterminer toute combustion que la température qui rend efficace l'affinité du combustible avec la base de l'air ». En un mot, « s'il y avait dans les combustibles un principe identique quelconque dont l'affinité fût nécessaire pour déterminer la première action de l'air, ce principe, après toute combustion, devait se retrouver ou libre ou composé ». Il n'y a aucune preuve de son existence, puisqu'on ne peut en apercevoir la moindre trace.

D'où provenait donc le gaz inflammable qui se dégageait pendant la dissolution des métaux dans la plupart des acides ? Comme les acides ne perdaient rien, on en concluait « que c'était le métal lui-même qui fournissait à ce produit le principe combustible ». Il était possible de dire : « voilà le phlogistique retrouvé, le voilà coércé dans nos appareils sous une forme matérielle sensible et pourvu précisément de propriétés fort analogues à celles que les Stahlens lui avaient toujours supposées. » A cela, tant que ne fut pas découverte la composition de l'eau, une réponse satisfaisante ne pouvait être donnée. Maintenant, « tout s'explique..., ou plutôt tout se démontre par les faits ». « Quand l'acide présenté au métal est privé de son eau surabondante, il n'y a plus de gaz hydrogène ou inflammable ; mais, au contraire, une quantité de base acidifiable correspondante à la portion d'acide qui a été décomposée.. » C'est ainsi qu'on retrouve du soufre avec l'acide vitriolique, et du gaz nitreux chaque fois que l'acide nitreux a dû céder une partie de son principe acidifiant ;

et « la différence des produits gazeux dans la dissolution des métaux par l'acide nitreux ou par les autres acides, dont il était impossible de rendre raison dans l'ancien système est un résultat prévu, une chose tout à fait naturelle et nécessaire dans la nouvelle doctrine ».

On savait que pendant la combustion du charbon, il se produisait de l'air fixe ou acide méphitique ; on n'ignorait pas non plus que la majeure partie de l'air expiré était de l'air fixe. Mais « on se refusait à croire qu'un corps aussi grossier que le charbon pût se trouver en nature dans les poumons, et l'on avait recours à la matière plus subtile de phlogistique pour expliquer cette conversion de l'air en acide ». Lorsqu'on a vérifié que le charbon est un combustible particulier, qu'il disparaît presque entièrement et se retrouve en poids dans la composition du gaz acide, qu'il n'y a pas un atome de gaz inflammable dans la substance charbonneuse et qu'elle n'en produit qu'autant qu'elle s'acidifie en décomposant l'eau ; lorsqu'on est arrivé à combiner d'autre manière et sans combustion l'air vital avec cette base charbonneuse ; lorsqu'il faut avouer enfin que le gaz acide expiré est complètement identique avec celui composé en vaisseaux clos de vingt-huit parties, en poids, de charbon avec soixante-douze d'air vital, « il n'est plus digne d'un philosophe d'opposer une répugnance d'habitude à une telle évidence ».

Lors de ses premières expériences, Priestley avait été amené à penser que l'air rendu nuisible par la combustion et la respiration pouvait être purifié en l'agitant dans l'eau. On avait cru alors que « c'était de l'air altéré par le phlogistique dégagé des corps vivants ou combustibles, et cette étiologie s'accordait trop bien avec le système dont tous les esprits étaient préoccupés pour qu'on en recherchât d'autres preuves. Elle fut bientôt consacrée par le nom d'air phlogistique qui fut donné à tout air diminué ».

Tout en admettant le principe de Stahl, Bergman ne céla pas que le principe ne pouvait ici se concilier avec les faits et avança que cet air qu'il appelait vicié, péchait moins par excès que par défaut de phlogistique et qu'il n'était pas sûr qu'on pût le purifier en l'agitant dans l'eau.

Priestley revint sur son premier jugement lorsqu'il se fut assuré « que l'air nuisible n'était corrigé ni par son

séjour sur l'eau ni par son agitation avec elle quand la communication avec l'air ambiant était interceptée par le mercure ».

La découverte de Cavendish « sur la génération de l'acide nitreux par l'union instantanée de l'air phlogistique et de l'air vital en vaisseaux clos », découverte confirmée par les travaux de Van Marum, de Berthollet, par une multitude d'expériences, ne peut plus permettre de douter que « cet air prétendu phlogistique ne soit un être propre, de son genre, qui n'a de commun avec l'air vital que de se montrer comme lui en état de fluide élastique quand il est combiné, avec la matière de la chaleur, que l'on ne peut corriger ni modifier au point de le rendre vital, qui constitue la base acidifiable de l'acide nitreux, qui est un des principes de l'alcali volatil, en un mot que l'on fait entrer dans diverses compositions et qu'on ne décompose point ».

La vraie nature du radical nitreux était fixée. Le phlogistique disparaissait. On n'était plus dans l'obligation de se le représenter ou comme une matière dont le poids doit être compté dans les analyses ou comme le plus subtil des corps ; « de le supposer ici non imperméable aux vaisseaux, là, tout aussi incoercible que la chaleur ; de lui attribuer des propriétés contraires suivant les circonstances » sans pouvoir se mettre d'accord avec soi-même ; on ne sera plus contraint à prendre pour une explication « la fiction qui identifiait des corps aussi divers que l'air vital, l'air nuisible, le gras nitreux, le gras inflammable et l'air fixe, et qui ne faisait dépendre des différences si énormes que d'un peu plus ou d'un peu moins de phlogistique ». L'hypothèse d'un combustible unique étant abandonnée, « on voit tout rentrer dans l'ordre conforme à la nature des choses ». Chaque combustible est « un être de son genre », laissant un produit essentiellement distinct, ayant « sa mesure propre d'affinité avec la base de l'air vital ». Lors de sa décomposition, chaque produit restitue les mêmes principes dont il était formé. Dans cette classe de substances combustibles vient se placer le radical nitreux, « avec le caractère individuel de retenir dans sa combinaison avec le principe acidifiant bien plus de calorique, de ne contracter cette union (quand il est en état de gaz) qu'à la faveur d'une ignition étrangère. Le gaz

nitreux diffère de l'acide comme le composé diffère du surcomposé par l'excès d'un de ses principes, et la détonation du nitre n'est que la décomposition de son acide par l'affinité supérieure d'un autre combustible qui n'a pas de même la propriété, en s'emparant du principe acidifiant, de fixer une aussi grande quantité de la matière de la chaleur ».

Malgré tout, certains chimistes, et non des moindres, demeurèrent les défenseurs acharnés du phlogistique et des préjugés de l'ancienne école. Parmi eux, se trouvaient deux des plus illustres savants de l'Angleterre, Kirvan et Joseph Black, qui finirent par se rendre. Le 26 janvier 1791, Kirvan écrivait de Dublin à Berthollet : « Enfin, je mets bas les armes et j'abandonne le phlogistique. Une lecture réfléchie de votre réponse au docteur Priestley dans le troisième volume des *Annales* (1), jointe à l'impression qu'a faite sur moi l'article *air* de M. Morveau (sic), a opéré ce changement... Il est impossible de soutenir le système du phlogistique dans les métaux, le soufre, etc. Sans des expériences décisives, nous ne pouvons soutenir un système contre des faits avérés... Je donnerai moi-même une réfutation de mon *Essai sur le phlogistique*... » (2).

Quelque temps avant, le célèbre professeur d'Edimbourg, Black, avait fait sa profession de foi à Lavoisier.

Possédant des bases solides, la chimie allait prendre son essor.

*
**

L'exposé que nous avons fait de l'état de la chimie au XVIII^e siècle montre la belle contribution à l'avancement de cette science que fournit la fondation Pouffier, grâce à Guyton de Morveau. Dans les autres académies, l'on se borne la plupart du temps à de vagues commentaires sur les résultats obtenus ailleurs. La société bordelaise, qui aime les sciences, disserte « sur les principes chimiques » le 25 août 1713, parle de l'alchimie le 25 août 1733, s'ef-

(1) Ce sont les *Annales de chimie*, publiées de 1789 à 1815. V. André Job, *La Chimie*, dans la *Science française*, Bibliographie, p. 167.

(2) *Essay on phlogiston and the constitution of acids* (Londres, 1787, in-8; trad. franç. par Mme Lavoisier, Paris, 1788, in-8...). Cette traduction est accompagnée de notes critiques de Guyton de Morveau, Lavoisier, Laplace, Monge, Berthollet et Fourcroy).

force d'être pratique en s'occupant, le 24 janvier 1752, de la colique des peintres et des potiers (1). « Il était plus aisé d'imaginer que d'observer et d'expérimenter » (2). Guyton de Morveau, lui, a l'habitude des travaux de laboratoire ; il sait comment il faut poursuivre des expériences précises et exactes ; il connaît les théories de ses prédécesseurs et ne les approuve ou les rejette qu'après les avoir discutées et confrontées avec la réalité ; il suit tout ce qui se dit et s'écrit sur cette science en formation dont il est un des meilleurs serviteurs, et il s'empresse de faire part à la compagnie dijonnaise de ses observations, de ses expériences et de ses découvertes.

IV. — Les sciences mathématiques

a) LES MATHÉMATIQUES.

De même que la Société Richard de Ruffey, la fondation Pouffier s'occupa le moins possible de mathématiques. Elle dut subir cependant la lecture de vingt-huit mémoires de 1741 à 1793, dont quatre sur la quadrature du cercle. L'abbé Picardet, le 12 février 1762 (3), lit un mémoire sur ce sujet ; le 2 juillet de la même année (4), Melot vient à son tour parler de la résolution du « fameux problème ». L'abbé Picardet revient à la charge le 23 novembre 1769 (5) et, pour le satisfaire, deux commissaires lui sont donnés : Gauthey et Jurain. Dix ans après, l'Académie reçoit encore une brochure « relative à la quadrature du cercle » (6). La compagnie ne porte aucun jugement sur l'une ou l'autre de ces études.

Le 2 janvier 1783, elle reçoit un *Mémoire sur la sommation des séries des sinus*, dont l'auteur, l'abbé Bertrand, professeur de physique au collège des Godrans, souhaiterait de faire partie de l'Académie. Il sera nommé associé trois semaines après, le 23 janvier (7).

(1) Cf. J. de Gères, *Académie de Bordeaux*.

(2) D. Mornet, *les Sciences de la nature*, p. 14.

(3) Reg. acad., t. II.

(4) *Ibid.*

(5) Reg. acad., t. V.

(6) Le 18 novembre 1779. Cf. Reg. acad., t. X.

(7) Cf. Milsand, p. 360. Le mémoire de Bertrand sera publié dans les *Mém. de l'Acad.*, 1^{er} semestre, 1783, p. 191.

Le P. Myard, ancien provincial des Minimes, envoie le 13 février 1783 (1) un manuscrit intitulé : *Traité élémentaire ou principes élémentaires du calcul algébrique propres à former dans la connaissance des hautes mathématiques les commençants ou les jeunes amateurs de cette science.*

Jacotot présente, le 1^{er} mars 1787 (2), une table des arcs semi-diurnes pour la latitude d'Autun.

Carnot, enfin, soumet à l'Académie, le 17 avril 1788 (3), un mémoire manuscrit ayant pour titre : *Nouvelles idées sur la métaphysique du calcul infinitésimal.*

Gauthey, qui fut sous-ingénieur (1758), puis ingénieur et directeur général des canaux de la Bourgogne (1782), inspecteur général du génie (1791) [4], lut le 14 janvier 1763, un mémoire « sur les corps réguliers et principalement sur leur inscription les uns dans les autres ». Cette question, dira-t-il, n'a pas encore été épuisée. Si Euclide l'a agitée, il n'a pas examiné, et ses commentateurs non plus, si les constructions données étaient les seules possibles, et si différents polyèdres de même espèce, mais de grandeurs différentes, ne pouvaient être inscrits dans le même corps régulier. De Mairan avait résolu deux problèmes de ce genre en réfutant le P. Lami qui en avait donné des constructions erronées dans sa *Géométrie*. « Les cinq corps réguliers à inscrire les uns dans les autres forment vingt-cinq combinaisons qui donnent lieu chacune à plusieurs problèmes ». Presque tous les corps réguliers peuvent s'inscrire de plusieurs façons. Gauthey détermine dans ces cas « le plus grand et le plus petit corps inscriptible et le mouvement que ce corps doit faire pour s'y inscrire de toutes les façons possibles » ; il y parvient « en cherchant les courbes que décrivent les angles tangents des corps inscrits sur les surfaces des corps circonscrits », et donne « le lieu géométrique de ces courbes qui sont toutes des sections coniques ». Il montre

(1) Reg. acad., t. XIII.

(2) Reg. acad., t. XVI.

(3) Reg. acad., t. XV. Ce mémoire paraîtra sous le titre : *Réflexions sur la métaphysique du calcul infinitésimal*, 1797, in-8 ; 2^e éd., 1813 ; trad. allem., 1800 ; trad. angl., 1801.

(4) Sur Gauthey, v. Muteau et Garnier, t. I, pp. 386-388. Il fut nommé associé le 30 janvier 1761 et pensionnaire le 31 janvier 1772. Cf. Milsand, p. 379.

également comment on peut « déterminer la grandeur des corps inscrits pour quelque position donnée que ce soit » et indique les positions où le problème serait impossible. Il prouve que pour les corps réguliers ne pouvant s'inscrire que d'une manière ou de deux, il n'existe aucune autre façon de le faire. Certains ne sont inscriptibles d'aucune manière, et Gauthey en explique l'impossibilité ; d'autres ne peuvent l'être qu'imparfaitement : « il détermine quels sont les angles de ces corps qui peuvent toucher symétriquement les surfaces des corps circonscrits ». Pour résoudre ces problèmes, Gauthey se servit de la méthode analytique. « Il a donné pour chacun d'eux le rapport des corps inscrits aux circonscrits et le rapport des différents corps inscrits entre eux ».

Comme le mémoire de Gauthey retint plus l'attention de l'Académie que les autres études mathématiques, nous avons cru devoir le présenter (1).

On sait qu'en 1789, les poids et les mesures, comme les lois et les coutumes, n'étaient pas les mêmes pour toute la France. Le royaume avait mis longtemps à se créer. Philippe le Long et Louis XI ne purent rétablir l'uniformité qui existait sous Charlemagne. Pendant le règne de Louis XIV, Huyghens, Picard et Amontons, sans oublier Vauban (2), avaient exprimé le désir que ce désaccord cessât. Turgot allait s'atteler à la tâche quand il quitta le ministère. Talleyrand proposa à l'Assemblée nationale, en avril 1790, de donner une solution au problème. Un autre y pensait aussi, et, par l'intermédiaire de Guyton de Morveau parvenait à la compagnie le 5 juin 1790 (3), un mémoire manuscrit intitulé : *Moyens par lesquels on pourrait approprier nos monnaies à un nouveau système métrique proposé pour les mesures d'étendue et de pesanteur, et établi de telle manière que toutes ces mesures, leurs*

(1) Le mémoire de Gauthey a été publié dans les *Mém. de l'Acad.* 1774, p. XV.

(2) Vauban s'exprimait ainsi : « ...et pour ne pas demeurer en si beau chemin, ne pourrait-on pas réduire toutes les mesures de l'élection, et même celles de tout le royaume, à une seule de chaque différente espèce, avec les subdivisions nécessaires, sans égard aux mauvaises objections qu'on pourrait faire en faveur du commerce, qui sont toutes fausses et ne favorisent que les fripons ? ». V. *Annuaire du département de l'Yonne*, année 1846, 4^e partie, pp. 247 à 258.

(3) Reg. acad., t. XV.

multiples et leurs sous-multiples forment toujours une échelle de divisions décimales. L'auteur était Duvernois (1) qui espérait que ce travail lui ouvrirait les portes de l'Académie. Le 15 juillet 1790 (2), Jacotot, chargé avec Guyton de Morveau d'examiner le mémoire, en rendit compte. Il commence en disant que le travail présenté est une partie d'un mémoire très étendu que l'auteur a soumis à l'Assemblée nationale : *Sur la nécessité et les moyens de rendre toutes les mesures uniformes dans le royaume*, et qui a reçu « un accueil très distingué ». Duvernois montre comment on pourrait « substituer à nos différentes pièces des décimales de livre qui rendraient beaucoup plus expéditifs les calculs du commerce et de la vie civile ». Il y a des sous, des pièces de deux, six, douze et vingt-quatre sous. Les pièces de deux sous, qui ne sont que des dixièmes de livre, se nommeraient décimes ; celles de six sous vaudraient trois décimes ou dixièmes ; celles de douze sous, six dixièmes ; celles de vingt-quatre sous, douze dixièmes. Le sou serait un demi-dixième ou les cinq centièmes d'une livre. Un calcul semblable est effectué pour les monnaies inférieures.

Il ne faudrait que très peu de temps, croit l'auteur, pour « s'habituer à des changements si légers », et « substituer avec avantage le calcul décimal aux opérations complexes que nos méthodes exigent ».

Les commissaires louèrent la précision et la clarté du mémoire et exprimèrent le regret « que cet estimable auteur n'ait pas offert à l'Académie son ouvrage entier qui a reçu du comité de commerce et d'agriculture des éloges si bien mérités », et jugèrent « que l'Académie peut couronner les talents de M. Duvernois en l'associant à ses travaux ». Ce qui fut fait aussitôt (3).

(1) C'était Prieur-Duvernois, plus connu sous le nom de Prieur de la Côte-d'Or, qui, entre autres ouvrages, a écrit : *Mémoire sur la nécessité et les moyens de rendre uniformes dans le royaume toutes les mesures d'unité et de pesanteur*, mémoire présenté à l'Assemblée nationale, 1790, in-8 ; *Rapport sur les moyens préparés pour établir l'uniformité des poids et mesures suivant la loi du 1^{er} vendémiaire an IV* (1796), imprimé par ordre du gouvernement, in-8 ; *Instruction sur le calcul décimal appliqué particulièrement au nouveau système des poids et mesures*, imprimé par ordre du gouvernement, Paris, an VII, in-8.

(2) Reg. acad., t. XV.

(3) Cf. Milsand, p. 404.

Dans sa communication du 24 mars 1728 à l'Académie de Bordeaux, de Mairan rapportait aussi qu'on présenta à l'Académie des sciences « une quadrature du cercle proposée par un ingénieur soi-disant nommé M. Henry, qui a été rejetée comme absurde ». La société bordelaise ne dut pas estimer plus censés les trois mémoires qu'elle reçut en 1744, en 1775 et en 1781 sur le « fameux problème ». De son côté, la compagnie bisontine entendit, en 1767, la lecture de deux travaux sur le même sujet. L'Académie de Bordeaux prit connaissance de cent douze travaux de mathématiques et d'astronomie (1).

b) L'ASTRONOMIE.

Vingt et un travaux sur l'astronomie ont été présentés de 1741 à 1793. L'Académie, pendant de longues années, n'a pu, faute de moyens et d'un endroit favorable, s'adonner à l'astronomie (2). Richard de Ruffey avait bien songé à placer un observatoire dans la tour du Logis du Roi (3), et écrivait : « Dijon étant presque au centre du royaume de Bourgogne, passant pour la plus élevée des provinces, s'y trouvant au milieu des contrées dont les eaux s'écoulent dans les deux mers, un observatoire y serait utilement placé, et la correspondance suivie de ses astronomes avec ceux de Paris et de Marseille (4) pourrait contribuer au progrès de l'astronomie. Mais cet établissement est actuellement au-dessus des forces de l'Académie. Cette tour (la tour du Logis du Roi) est une pierre d'attente qui pourra s'employer un jour, quand la libéralité de quelque bienfaiteur zélé aura mis cette compagnie en état d'acquérir les instruments nécessaires et de fournir aux dépenses qu'entraîne un établissement de cette importance » (5).

(1) Cf. J. de Gères, *Académie de Bordeaux*, et L. Pingaud, *Académie de Besançon*.

(2) Maret écrira au prince de Condé le 29 novembre 1765 (cf. *Reg. acad.*, t. III) : « ...L'astronomie cultivée avec tant de succès par plusieurs académies aurait fait aussi l'objet de ses travaux si elle eût eu un lieu propre aux observations astronomiques... »

(3) Dans cette lettre du 29 novembre 1765, Maret dira encore : « Il existe à Dijon dans le Palais connu sous le nom de Logis du Roi, une tour, reste antique de la magnificence des anciens ducs de Bourgogne. Elle ne peut être employée qu'à l'observation des astres... »

(4) C'est le 5 octobre 1781 que « Louis XVI concède à l'Académie de Marseille la jouissance de l'observatoire ». Cf. L.-T. Dassý, *l'Académie de Marseille*, p. 561.

(5) E. Deberre, *la Vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle*, p. 282.

L'abbé Fabarel avait la jouissance de la tour pour y étudier le ciel, mais personne n'avait bien connu le résultat de ses travaux (1). Il consentit à abandonner ses droits au profit de la fondation Pouffier : « ...pour seconder autant qu'il est en nous le zèle de Messieurs de l'Académie de Dijon pour le progrès des sciences, nous leur cédon's les effets de la grâce qui nous avait été accordée, et nous supplions très humblement Son Altesse Sérénissime de vouloir bien la leur accorder avec toutes ses dépendances, comme j'en ai joui, étant le lieu le plus convenable pour y établir un observatoire et faire une correspondance astronomique au centre du Royaume, qui sera de la plus grande utilité (2). Maret écrivit aussitôt au prince de Condé (3) et à Roullin, secrétaire des commandements du prince (4), il écrivit aussi au marquis de la Tour du Pin, commandant en chef de la province « pour le prier de prendre les intérêts de l'Académie et de présenter à Mgr le prince de Condé, la lettre que l'Académie lui adressait » (5). Le 13 décembre, le marquis de la Tour du Pin annonçait qu'il avait présenté au prince la lettre de l'Académie et

(1) Ruffey ira ju qu'à écrire : « ...M. l'abbé Fabarel n'était pas astro-nome; il se servit de ce prétexte pour obtenir la concession de cette tour, où la chronique médisante a prétendu qu'il menait habituellement des filles ». *Notes pour servir*, note 138, éd. Lange, p. 165. Pourtant nous avons retrouvé une note qui semble être de Fabarel; elle peut avoir été écrite au moment où celui-ci cédait à l'Académie la jouissance de la Tour du Roi. La note porte les indications suivantes : « Instruments d'astronomie et de géométrie avec les prix en marge de ce qu'ils ont coûté originairement » et la liste suivait : « 1020 l., un très beau quart de cercle à lunette, de deux pieds de rayon, divisé en minutes; cet instrument qui est de la main du célèbre Butterfield est renfermé dans un étui. Il n'a coûté dans le temps que 1020 l. Le sr Canivet, le plus habile constructeur que nous ayons, quoique encore inférieur à Butterfield, a vu les instruments et m'a dit qu'il en ferait payer un semblable de la façon quatorze cents livres. — 600 l., une lunette d'approche de la façon de Campani, de 40 palmes romaines de longueur (25 pieds),... 302 l., une fort belle pendule à seconde, avec toute sa monture; elle a été travaillée à l'observatoire par le sr Baradelle sous les yeux de MM. Cassini et Maraldi, et cela pour un ami. Comme la boîte qui est garnie d'or moulu avait souffert d'un long voyage, je l'ai fait rétablir, ce pour quoi j'ai payé 40 l. à M. Paute, célèbre horloger de Paris, chez qui demeure M. de la Lande, mon ami. — 150 l. un graphomètre à lunettes d'un pied de diamètre et les lunettes de dix-huit pouces... M. Canivet fait payer ses graphomètres de grandeur pareille dix louis d'or. — 120 l., un niveau de M. Huyghens, exécuté par Butterfield... ». La liste compte dix instruments, et la somme totale payée se monte à 2.456 l., ms. arch. acad.

(2) Lettre lue à la séance du 22 novembre 1765. Reg. acad., t. III.

(3) Lettre du 29 novembre 1765. V. notes 2 et 3 de la page 402.

(4) Ms. arch. acad., brouillon de la main du docteur Maret.

(5) Séance du 29 novembre.

que des ordres allaient être donnés afin que la compagnie entre en jouissance de la tour (1). A la séance du 20 décembre, l'Académie entendait la lecture de la lettre du prince (2).

Malheureusement la tour est d'une telle vétusté qu'elle doit être remise en état avant de songer d'y faire des observations. Toutes les demandes de la société pour que des travaux soient entrepris restent vaines. Plus de douze ans après l'envoi en jouissance, rien n'aura encore été fait. Inlassablement, la compagnie réclame. Le 20 novembre 1777, elle fera savoir que « le mauvais état de cette tour n'a pas permis jusqu'à présent à l'Académie d'en faire l'usage qu'elle avait projeté. C'eût été faire une dépense inutile et exposer à une perte sûre des instruments précieux que de les placer dans un bâtiment dans l'intérieur duquel les eaux pluviales filtraient... » Des réparations urgentes s'imposent. « Nous ne demandons ici, continuait l'Académie, que l'occasion de multiplier nos travaux et d'en étendre l'utilité. MM. de Buffon, de La Lande et autres physiciens célèbres ont souvent témoigné à l'Académie combien ils désiraient pour les progrès de l'astronomie qu'elle fît faire des observations ; plusieurs de ses membres sont appliqués à l'étude des mathématiques ; quelques-uns même ont déjà fait preuve de leurs connaissances dans la physique céleste et n'attendent qu'un lieu convenable pour s'y livrer plus particulièrement... » (3). Le 20 février 1778, Roullin faisait savoir à Maret : « A la réception de la lettre que vous avez écrite à Mgr le prince de Condé au sujet des réparations de la tour du Palais du Roi, S. A. S. écrivit à M. Necker de la manière que l'Académie pouvait désirer. M. Necker fit d'abord réponse que dès qu'on lui aurait fait le rapport

(1) Reg. acad., t. III.

(2) « A Paris, ce 12 décembre 1765. Je serai toujours fort aise, Messieurs, de seconder en ce qui dépendra de moi, les soins que vous vous donnez pour le progrès des sciences. Puisque M. Fabarel se détache, en faveur de l'Académie, de la partie de la Tour du Palais du Roi, dont je lui avais confirmé la concession, je vous l'accorde, Messieurs, avec d'autant plus de plaisir que ce lieu est très convenable pour un observatoire que vous avez dessein d'y établir, et je vais donner les ordres nécessaires pour vous en faire mettre en possession. Je voudrais bien qu'il se présentât des occasions où je pusse vous donner, Messieurs, des preuves essentielles de mes sentiments pour vous. Louis-Joseph de Bourbon. »

(3) Ms. arch. acad.

de cette affaire, il serait très empressé de la terminer à la satisfaction du prince. M. le Directeur général des finances a écrit depuis quelques jours à S. A. S. qu'il a mandé à M. Dupleix de faire faire ces réparations de la manière qu'elles sont demandées, pour pouvoir établir un observatoire sur la tour... » (1). L'Académie reçut enfin satisfaction. Elle n'avait pas attendu ce moment pour cultiver l'astronomie. Dès le 6 mars 1744 (2), Liébaut lisait une « dissertation sur la comète » ; c'était probablement la comète de Chéseaux, qui fut visible en décembre 1743 et pendant les premiers mois de 1744. Le 6 avril 1764, Maret exposait les observations qu'il avait faites chez Richard de Ruffey le 1^{er} avril pendant la durée de l'éclipse solaire (3) ; à la séance du 7 janvier 1779 (4), « M. Fabarel lit la réponse qu'il a reçue de M. de Lalande à la lettre qu'il lui avait écrite au sujet des instruments propres à faire des observations astronomiques (5). On avait assuré que le roi avait dans ses magasins plusieurs de ces instruments en réserve et qu'il les prêtait aux astronomes connus. M. de Lalande a écrit à M. l'abbé Fabarel que l'Académie des sciences de Paris sentait comme celle-ci le besoin d'instruments astronomiques, mais qu'on se les arrache et que l'on avait projeté dernièrement d'en demander à M. Necker sans oser exécuter le projet ; qu'au reste il espérait concerter avec lui le mois d'août prochain ce qui serait nécessaire de faire pour notre observatoire. L'Académie qui n'a vu dans cette lettre que l'expression d'un homme qui évite de donner une réponse positive sur l'objet de la demande qu'on lui faisait, a engagé M. Fabarel à s'adresser à M. de Morveau (Guyton de Morveau était alors à Paris) pour l'engager à prendre à ce sujet les éclaircissements que l'on attendait de M. de Lalande. »

On lisait, le 17 décembre 1773 (6) « une pièce de vers envoyée par le sieur Janvier fils, citoyen de Besançon, qui,

(1) Ms. arch. acad.

(2) Reg. acad., t. I.

(3) Reg. acad., t. II.

(4) Reg. acad., t. IX.

(5) On sait que de Lalande devint correspondant le 12 décembre 1760 et honoraire non résidant le 21 novembre 1766. Cf. Milsand, p. 388. Par l'intermédiaire de Ruffey, il offrait à l'Acad. son ouvrage *De la connaissance des mouvements célestes pour 1766*.

(6) Reg. acad., t. VII.

le 10 décembre, avait présenté une machine en cuivre dans laquelle il a disposé les planètes et le soleil suivant le système de Copernic ».

Le 1^{er} mars 1787 (1), l'abbé Bertrand, qui avait publié l'année précédente les *Tables astronomiques à l'usage de l'observatoire de Dijon* (2) communique le calcul de l'éclipse « partielle » de lune qui sera visible à Dijon le 21 décembre 1787.

Jacotot lit, le 4 décembre 1788 (3), un mémoire intitulé : *Calcul de l'éclipse de lune qui arrivera le 2 novembre 1789*.

L'astronomie se trouvait, au commencement du XVIII^e siècle, devant un vaste domaine que le génie de Newton avait exploré ou préparé. Les mouvements elliptiques de Képler avaient été expliqués, mais Newton n'avait pu qu'indiquer les théories relatives au mouvement de la lune, aux perturbations planétaires, aux marées, à la précession des équinoxes, à la forme de la terre. L'Académie des sciences de Paris choisit ces questions pour sujets de ses prix. Les recherches continuèrent avec Bernouilli, Euler, Clairvaut, d'Alembert, Lagrange. Le grand traité de *Mécanique céleste* (1799-1825) que publia Laplace apporta enfin des solutions fondées sur le calcul et l'observation.

Parmi les plus importants travaux des astronomes français du XVIII^e siècle, il faut noter les recherches sur la forme et les dimensions de la terre. Ces travaux furent menés par La Condamine et Bouguer au Pérou (1735-1744), par Maupertuis et Clairaut en Laponie (1736).

En 1739, Maraldi et Cassini de Thury publient une carte de France en 180 feuilles in-folio. Dès la première moitié du XVIII^e siècle, on put affirmer que la forme de la terre était un ellipsoïde aplati aux pôles ; en 1743, Clairaut publie son grand ouvrage : *La figure de la terre, tirée des principes de l'hydrostatique*.

En 1751, Lalande à Berlin et Lacaille au Cap de Bonne-Espérance, par des observations simultanées, parviennent à calculer exactement la distance de la lune à la terre.

(1) Reg. acad., t. XVI.

(2) *Tables astronomiques à l'usage de l'observatoire de Dijon*, calculées par M. l'abbé Bertrand, Dijon, 1786.

(3) Reg. acad., t. XV.

Lorsque Vénus passa sur le soleil en 1761 et 1769, on put évaluer à 24.000 rayons terrestres la distance du soleil à la terre, qu'on estime aujourd'hui à 23.400.

A l'étranger, Bradley ayant remarqué, en 1727, que la position des étoiles fixes subit de petites variations périodiques, en indique les causes; Herschell découvre Uranus, reconnaît que Mars a des saisons comme la terre, observe les étoiles doubles, découvre un grand nombre de nébuleuses; en 1798, Cavendish indiquera les mesures pour obtenir la masse et la densité de la terre.

Nous venons de voir que l'Académie de Dijon s'efforça d'étudier l'astronomie. Elle se tint au courant des grandes découvertes; nous allons en avoir la preuve.

A la séance publique du 21 août 1785 (1), elle entendit la lecture que fit de Lalande de « Considérations sur l'état actuel de l'astronomie ». L'auteur de la *Bibliographie astronomique* (2) parla surtout d'Herschell et du perfectionnement des études astronomiques.

Fr.-G. Herschell, « cet homme étonnant dont le génie, l'adresse, la patience ont agrandi le champ des observations et procuré les moyens de multiplier les découvertes astronomiques », est parvenu en faisant des lunettes et en polissant des miroirs, à construire un télescope qui grossit 6.000 fois les objets. A l'aide de cet instrument, il a découvert la planète qui porte son nom, est arrivé à présumer que les étoiles sont au nombre de 75 millions, a démontré que les nébuleuses sont des amas d'une multitude de petites étoiles, et qu'il y a des volcans dans la lune, dont la lueur, lors de l'éclipse totale de 1783 a fait croire au savant espagnol Ulloa, qu'il y avait un trou dans la lune.

Les succès d'Herschell permettent de prévoir que l'astronomie continuera ses progrès, et les découvertes se multiplieront surtout si Herschell parvient à achever le télescope de quarante pieds de long sur quatre de diamètre dont il a entrepris la construction.

L'astronomie se perfectionnera grâce aux instruments remarquables de l'anglais Ramsden et de Meignier, établi

(1) Reg. acad., t. XIV. V. *Mém. de l'Acad.*, 1785; 2^e sem., p. 286. Sur cette séance, cf. *Journal de Nancy*, 1785, t. XVI, pp. 323-326, 347-361.

(2) *Bibliographie astronomique avec l'histoire de l'astronomie de 1781 à 1802*, Paris, 1803, in-4.

à Paris, mais né en Bourgogne et membre de l'Académie de Dijon (1) ; grâce aussi aux trois nouveaux astronomes attachés par le roi à l'observatoire royal, qui doivent veiller alternativement toutes les nuits, « afin, dit de Lalande, qu'il n'y ait aucune nuit sans observations, aucun phénomène sans observateur, et qu'à l'exemple de Tycho-Brahé dans son observatoire d'Uranibourg en Danemark, les Français puissent fournir à tous les astronomes présents et à venir un fond inépuisable d'observations de toute espèce » ; grâce enfin à tous les observatoires qui furent créés, et de Lalande n'oublie pas de parler de celui que l'Académie possède, loue Fabarel, applaudit au choix des instruments et à la manière dont ils sont disposés, affirme qu' « il n'y a dans aucun observatoire de l'Europe une lunette méridienne mieux placée » que celle de l'Académie, et termine en disant que, membre de la compagnie depuis trente ans (2) et y entrant pour la première fois, il se félicitait d'avoir pu exprimer publiquement ses sentiments d'une ancienne et vive reconnaissance.

L'abbé Bertrand lisait à la séance publique du 20 août 1786 (3), un mémoire intitulé : *Considérations physiques et astronomiques sur les étoiles fixes*. C'était la présentation de l'ouvrage qu'il venait de publier (4). Il indiquait toutes les hypothèses avancées pour expliquer les étoiles fixes, pour connaître leur nature et leur volume, pour dégager les causes de leur apparition et de leur disparition, leur scintillation, la lumière blanchâtre de la voie lactée, l'éclat sombre et « tranquille » des nébuleuses. Le plus étonnant de tous les phénomènes que le ciel offre à la terre est l'apparition et la disparition des étoiles. Témoins de nombreuses révolutions de notre globe, les étoiles semblent éternelles ; elles s'éteignent, puis renaissent. L'histoire de l'astronomie est pleine de disparitions et d'apparitions d'étoiles ; on dirait qu'elle raconte une légende merveilleuse. Mais, malgré le nombre et la dignité des témoins, le philosophe ne se laisse pas éblouir : il ne

(1) Sur Meignier, v. page 371, note 2.

(2) De Lalande fait erreur ; le 21 août 1785, il n'y avait pas encore vingt-cinq ans qu'il était membre de l'Académie.

(3) Reg. acad., t. XVI.

(4) *Considérations physiques et astronomiques sur les étoiles fixes*, Dijon, 1786, in-8.

suit que les faits longuement observés, patiemment expérimentés et non des autorités si grandes soient-elles. Et quand l'observation est muette, l'expérimentation impossible, le calcul stérile, ce à quoi doit s'efforcer l'homme, c'est d'assujettir à l'ordre de ses pensées les anomalies et les caprices de la nature. Les découvertes de l'astronomie deviennent de plus en plus nombreuses et importantes ; le champ de la science astronomique en s'agrandissant, grandit encore notre idée de « l'être suprême dont la main toute-puissante se joue dans l'immensité de l'espace et sème les mondes comme la poussière ».

La dernière fois que le prince de Condé vint à Dijon, il présida la séance publique qui eut lieu le 26 novembre 1787 (1). L'abbé Bertrand prit encore la parole ; il brossa le *Tableau historique et philosophique de l'influence de l'astronomie sur l'état actuel des connaissances humaines*. Il indiqua les rapports de l'astronomie avec la navigation, la géographie, la chronologie, l'optique et toutes les parties de la physique. Il peignit l'arrivée des navires de Christophe Colomb aux îles Lucayes : « Le spectacle imposant de ces masses énormes qui semblaient voler sur la surface des eaux et la figure inconnue des guerriers qui les commandaient, jetèrent l'épouvante parmi les insulaires, mais Colomb les rassura par des caresses et des présents. Il n'en fallut pas davantage pour une nation généreuse et sensible ; les hommes et les femmes, les enfants et les vieillards accourent en foule et se disputent la gloire de descendre les Espagnols sur le rivage. Peuple ami du ciel, enfants chéris de la nature, que votre humanité coûtera cher à vos descendants ! Que d'horreurs souilleront la terre heureuse que vous illustrez de vos vertus ! Je m'arrête ici, Messieurs, mon cœur se serre, des larmes échappent à mes yeux, et peu s'en faut que je ne compte plus la découverte de l'Amérique parmi les bienfaits de l'astronomie. » Bertrand chante à son tour le bon sauvage cher au XVII^e et au XVIII^e siècle.

Il montra ensuite que la géographie n'est qu'« un catalogue de longitude et de latitude » et qu'elle s'appuie, par conséquent tout entière sur l'astronomie ; que l'optique est aussi une science tout astronomique ; qu'à l'astro-

(1) Reg. acad., t. XVI.

nomie, nous devons encore la distribution des saisons, la réforme du calendrier, « et tous ces instruments ingénieux, imaginés sans doute pour évaluer la durée de nos maux », car il n'est pas nécessaire d'évaluer la durée de nos plaisirs. « Cette science sublime a guéri l'humanité des plaies profondes que lui ont faites l'ignorance et la superstition ; elle a produit au grand jour les mystères de la mythologie, confondu les préjugés de la médecine, dissipé les chimères de l'astrologie et fait connaître à la physique la loi la plus constante et la plus générale de la nature : l'attraction ».

Le 26 avril 1792 (1), un officier d'artillerie de Metz, Suremain-Missery (2), venait lire un *Mémoire contenant la réfutation de l'opinion de M. Bernardin Henry* (sic) *de Saint-Pierre sur la figure de la terre*. Il faut, commençait-il, battre en brèche les opinions fausses surtout quand elles sont présentées d'une manière séduisante et sur un ton d'autorité propre à en imposer. « La réputation dont jouit l'auteur ; l'agrément, l'intérêt que l'on trouve d'ailleurs dans ses ouvrages ne servent qu'à propager l'erreur. » C'est donc un service à rendre à la société que de lui dire ce qui est vrai. Aussi Suremain a tenu à réfuter l'opinion de Bernardin de Saint-Pierre sur la figure de la terre. Il n'est pas le premier qui s'élève contre cette opinion, mais personne encore, dit-il, n'a touché le vrai point de la question. La terre est aplatie aux pôles, ont conclu les astronomes, parce que les degrés terrestres y sont plus grands. Non, répond Bernardin de Saint-Pierre, puisque les degrés sont plus grands, la terre est allongée aux pôles. La preuve soi-disant géométrique qu'il apporte est très juste, mais établie d'après la fausse idée qu'il se fait du degré terrestre ; cette idée n'est plus celle des astronomes, et c'est pourquoi il est arrivé à des résultats différents des leurs. Il aurait fallu attaquer sa définition pour voir immédiatement s'écrouler son système. Bien qu'il ne la donne pas nettement — ce qu'il eût dû faire dès le commencement — on la trouve implicitement formulée dans ses raisonnements. L'hypothèse de l'auteur des *Etudes de la nature* ne détruit point celle des astronomes.

(1) Reg. acad., t. XV.

(2) Entré à l'Académie le 23 juillet 1789. Cf. Milsand, p. 396.

On peut assurer, déclare Suremain, que la terre est aplatie aux pôles, mais il n'est pas possible encore de déterminer avec exactitude l'importance de son aplatissement. Aux harmonies de la nature que Bernardin de Saint-Pierre a recherchées, il aurait pu en ajouter une autre s'il avait supposé que la terre est aplatie, car Jupiter l'est aussi et probablement toutes les autres planètes. « Mais cette opinion fondée sur tant de genres de preuves était contraire aux idées que s'était formées M. de Saint-Pierre à ces systèmes qu'il a élevés avec beaucoup d'art, mais qui s'écroulent et tombent en ruine puisqu'on en sape la base. »

Le mémoire de Suremain intéressa plusieurs membres de l'Académie qui l'engagèrent à écrire à Bernardin de Saint-Pierre pour lui faire part de ses remarques. Le 12 juillet suivant (1), Suremain lisait la réponse : « ... Je n'adopte pas leurs mesures (les mesures des astronomes), et je m'en tiens aux faits que j'ai cités et récapitulés dans l'avis de mon quatrième volume pour prouver l'allongement des pôles ou du moins que la terre n'y est pas aplatie. Si vous avez fait un mémoire pour réfuter ces preuves astronomiques, géographiques et physiques, il est de votre devoir de le donner au public afin de le mettre à même de distinguer la vérité de l'erreur. Ce sera à lui de juger le procès lorsqu'il aura les pièces entre les mains... Au reste, si nous différons par les opinions, je me félicite de me rapprocher de vous par les sentiments. C'est par eux que j'ai tâché de bien mériter des hommes, et je ferai toujours beaucoup d'estime des suffrages d'un disciple de Jean-Jacques » (2).

Six ans avant Suremain-Missery, à l'apparition des *Etudes de la nature*, « la *Correspondance littéraire* avoue que le fond de l'ouvrage ne porte « que sur des observations fausses, des principes de physique tout à fait erronés ». Mais les réserves du *Journal des savants* et des autres journaux sont discrètes et se perdent dans l'en-

(1) Reg. acad., t. XV.

(2) On peut supposer que la longue note mise aux *Etudes de la nature*, t. I, p. 295, éd. de 1838, a été rédigée à cause de la lettre de Suremain-Missery : « Tel est le précis de l'éclaircissement, écrit Bernardin de St-Pierre, que m'a envoyé un astronome plein de clarté et de politesse, que j'eusse nommé, s'il me l'eût permis. »

thousiasme qui salue la splendeur des tableaux et la piété de leurs desseins ». Certes, Bernardin de Saint-Pierre prétendait faire œuvre de science — sa lettre à Suremain en est une preuve — « mais sa science était de celles qui se fondent sur les ruines des autres sciences et qui mettent leur fin ailleurs que dans la rigueur des calculs » (1).

(1) D. Mornet, *les Sciences de la nature*, pp. 156 et 168.

CHAPITRE II

LES LETTRES ET LES ARTS

I. — Les lettres

Les poètes, les orateurs, les historiens n'avaient pas tardé à pénétrer dans l'Académie malgré les volontés du fondateur. Ils parvinrent à s'y faire une place non négligeable. Mais leurs productions n'eurent presque aucune influence sur les destinées de la société, dont les vrais travaux restèrent des travaux scientifiques. Petit à petit, ils acquirent droit de cité sans pouvoir, comme l'avait espéré Richard de Ruffey, supplanter médecins et chirurgiens, physiciens et chimistes. Ils déployèrent pourtant toute l'activité possible. Ils tâchèrent d'élever de plus en plus la voix. Le moment était extrêmement propice pour eux, car l'on ne vit peut-être à aucune époque autant d'oreilles attentives aux belles paroles. Il advint — toute médaille a son revers — que trop de gens voulaient parler à la fois. Alors, on ne les écouta plus, à moins qu'ils entretinssent le public de questions utiles.

Si les discoureurs, les faiseurs de vers et de réflexions purent en 1766 — année où le marquis du Terrail fonda le prix de 400 livres, prix permettant de reverser au fonds commun la somme de 300 livres réservée auparavant à l'achat de la médaille — faire annoncer le prix sous la forme suivante : « Sujet de prix de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon », c'est-à-dire faire reconnaître que la société créée par Pouffier cultivait également les arts et les belles-lettres, leur influence n'en fut point accrue. Les arts n'eurent que peu d'adeptes, et la pure littérature ne put jamais se placer au même rang que la science, dont elle resta le délasement, du reste souvent rempli d'intelligence et de distinction. Cela est si vrai que nous allons rencontrer parmi les poètes de l'Académie un Guyton de Morveau, un Gueneau de

Montbeillard. Et le Dr Maret prendra plaisir à composer un quatrain qui sera placé au bas du tableau que Venevault peignit pour illustrer les victoires du prince de Condé.

Nous pouvons être sûrs que si certaines productions littéraires retinrent l'attention de la compagnie, c'est parce qu'elles touchaient aux sciences, qu'elles en étaient comme le prolongement et l'illustration, ou qu'elles agitaient des idées importantes, se faisaient les échos de grands problèmes posés par l'actualité.

a) LES POÈMES.

De 1741 à 1793, la compagnie entendit la lecture de 177 poèmes, en majorité de peu d'étendue. Voyons-en quelques-uns. Commençons par ceux de Richard de Ruffey, comme il se doit. Ruffey aimait beaucoup les vers, nous le savons, même les siens, dont nous connaissons déjà plusieurs spécimens.

Il rima beaucoup et sur les sujets les plus divers. Nous en aurons la preuve en feuilletant les trois volumes de ses *Poésies* (1), ou en parcourant les vers tracés de son écriture aristocratique et heurtée, que gardent les archives de l'Académie. Ici, seize courts poèmes sont réunis : *Antiochus*, « poème héroïque tiré de l'Écriture sainte », *la Gloire*, « stances héroïques traduites de l'allemand de M. Haller » ; des traductions : odes d'Horace, élégies de Tibulle et de Propertius ; puis, voici des Épîtres : *Épître de M. le Président de Ruffey à M. le marquis de la Tour du Pin* « en lui envoyant un brochet de sa terre de Trouhans » ; *Épître à M. de la Marche*, premier président au Parlement de Dijon ; *Épître à Mme **** ; viennent enfin *le Faux Savant*, *les Trois Racans*, *le Major ignorant*, *l'Orgueil humilié*, *conte en vers*.

Lisons quelques vers de l'épître au marquis de la Tour du Pin, « en lui envoyant un brochet de sa terre de Trouhans » :

Or, vous saurez qu'au trouhanaïs pays,
Cet habitant de l'élément humide,
Grandi, grossi par nombreux fraticides,

(1) V. les poésies de Richard de Ruffey, 3 vol. ms., 1734-1736. Bibl. de D.

Fût la terreur de ses meilleurs amis,
 Ne leur faisant plus de quartier qu'en guerre
 Vous avez fait à nos fiers ennemis.
 Bref, sur l'eau douce, il fut un vrai corsaire,
 Mais à présent, il est humble et soumis,
 Fort repentant de ses péchés commis.

Le croiriez-vous ? Il avait eu l'envie
 D'être reçu dans notre académie,
 Non parmi ceux aussi muets que lui
 Mais dans la troupe écaillée agréable
 Que rassembla pour le plaisir d'autrui
 Un citoyen (1) généreux, sociable,
 Il est l'ami de tous les gens de bien,
 Il est le vôtre, il est aussi le mien.

.....
 C'est trop parler : on sait que par nature
 De mes pareils tout le genre est muet,
 Puis-je me taire en telle conjecture ?
 La Tour m'accepte, ah ! je meurs sans regret.

Richard de Ruffey fait le portrait du *Faux savant* :

Que je vous plains, littérateurs !
 Vingt ans pour devenir auteurs !
 On vous voit pâlir sur un livre,
 Peu sûrs de plaire à vos lecteurs,
 Dans l'avenir, peu sûrs de vivre.
 A moindre prix on est savant.
 Eraste, las d'être ignorant,
 Méprisa la littérature,
 Lut Bomard, Nollet, le Mercure,
 Et les éléments de Morveau,
 Brûla charbon dans un fourneau,
 Fit nombreux amas de coquilles
 Et de naturelles vétilles,
 Parla d'air fixe en étourdi,
 Prit l'acide pour l'alcali.
 A l'aide d'un peu de mémoire
 Retint quelques mots du grimoire.
 En six mois notre ex-ignorant
 Fut naturalisé savant (2).

Le 17 avril 1777 (3), Guyton de Morveau présentait,
 de la part de Ruffey, des vers « contre les gravures inu-

(1) Nous savons que le 30 juin 1764, Legouz de Gerland offrit « un cabinet d'histoire naturelle qu'une collection fort abondante de poissons de mer et d'eau douce, et de coquilles fort rares, rend précieux ».

(2) Ms. arch. acad.

(3) Reg. acad., t. IX.

tiles des nouveaux livres ». La compagnie pense comme Ruffey : « L'abus contre lequel s'élève cet académicien méritait bien cette sortie, et en effet rien n'est plus blâmable que le renchérissement excessif produit par le prix des gravures inutiles dont on enrichit ou surcharge des livres, des brochures, très souvent ou frivoles ou pitoyables. »

Le poète indique l'usage que l'on doit faire de la gravure :

Que le burin de la gravure
Se plaise à tracer à nos yeux
Les chefs-d'œuvre de la nature
Et de l'art les dons précieux,
Qu'immortalisant la peinture
Il porte les tableaux divers
Jusques au bout de l'univers,
Qu'il seconde l'architecture,
Qu'il instruisse tous les humains
Des faits célèbres de l'histoire,
Qu'il nous rappelle la mémoire
De leurs traits fixés par ses mains
Il y trouvera plus de gloire.

Pour que disparaisse l'abus des gravures, Ruffey imagine qu'une loi les permette seulement aux mauvais ouvrages, comme une autre loi, sous Henri IV fit cesser la mode des galons d'or en ne les permettant qu'aux femmes de mauvaises mœurs et aux fripons.

Ruffey a rimé jusqu'à la fin de sa vie, qui fut longue. Quand il ne vint plus aux séances, il eut une grande privation : celle de ne pouvoir plus lire à ses confrères ses incessantes créations. Il envoya bien cette poésie sur les gravures inutiles, mais son plaisir était faible eu égard à celui qu'il eût ressenti s'il en avait donné lui-même lecture. Aussi, lorsqu'il revint aux séances, à l'époque où l'Académie traversa la redoutable crise de 1787, le bouillant octogénaire lut tant qu'il put de ses productions poétiques : le 25 janvier, le 8 février, le 15 février, le 1^{er} mars, le 29 mars, le 26 avril, le 10 mai, le 16 juin (1). Il en adresse depuis longtemps à d'autres sociétés, comme à l'Académie de Besançon, qui en reçoit le 24 août 1766,

(1) V. Reg. acad., t. XVI.

le 2 août 1769 (1). Il prête ses vers pour qu'on puisse les lire et les relire, et on le remercie de cette façon :
 « Vers à M. le Président de Ruffey en lui renvoyant un recueil de ses poésies :

Pour me guider dans le sacré vallon
 Et de sa langue apprendre la mesure,
 J'allais cherchant un nouvel Hamilton
 Qui fit des vers tels qu'en fait la Nature,
 Et m'enseignât par utile leçon
 A les tirer d'une source aussi pure.
 Dans ce recueil, enfant de vos loisirs,
 Où le talent, malgré vous se décele,
 J'ai rencontré l'objet de mes désirs.
 J'ai lu vos vers. J'ai trouvé mon modèle » (2).

Outre Ruffey, d'autres offrent à l'Académie des traductions en vers de poèmes latins (3), écrivent des poésies en langue latine (4). Boucher, maître de forges, s'applique à traduire, en 1763, le poème sur *la Ferrerie ou l'art du fer* de Nicolas Bourbon, natif de Vandœuvre (5).

François de Neufchâteau — qui envoya de nombreux vers à l'Académie — en dédiera à la comtesse de Rochechouart, sa protectrice, comme à Richard de Ruffey. Quatre de ses poésies sont datées d'Agey où se trouvait le château de Mme de Rochechouart. L'une chante :

O vous immortelle Uranie,
 Qui de l'esprit et du génie
 Avez cueilli toutes les fleurs ;
 Vous qui percez les profondeurs
 De la sombre philosophie ;
 Vous dont les regards curieux
 Ont pénétré la nuit obscure,
 Qui nous dérobe la nature
 Sous un voile mystérieux,
 Voyez avec des yeux propices
 De ma lyre les sons novices,
 Produits par la simplicité.
 J'ose vous en offrir l'hommage.
 Que votre indulgence et mon âge
 Excusent ma témérité (6).

(1) L. Pingaud, *Académie de Besançon*, pp. 283 et 287.

(2) Ms. arch. acad., sans date et sans nom.

(3) Ms. arch. acad.

(4) Ms. arch. acad.

(5) Ms. arch. acad.

(6) Ms. arch. acad.

Une autre demande l'entremise de la « déesse du riant Agey » pour se présenter devant « l'illustre Ruffey » :

.....
 Dans les bouillants transports d'un aimable délire,
 Je voudrais consacrer les accords de ma lyre
 A ce mortel chéri dont les soins éclairés
 Des Muses dans Dijon embellissent l'empire
 Par mille travaux célébrés.
 Je voudrais de mes vers lui consacrer l'hommage,
 Chanter son amour pour les arts...
 Mais puis-je espérer à mon âge
 Qu'il tournera vers moi de propices regards ?
 Mon zèle audacieux brigue son indulgence ;
 Peut-être il daignera sourire à mes efforts...
 Peut-être..., dois-je en croire un rayon d'espérance
 Qui m'abuse par ses transports ?
 Oui, j'ose tout tenter, si vous m'êtes propice
 Déesse du riant Agey
 Oui, sous le favorable auspice
 De leur savante protectrice

Mes vers plairont sans doute à l'illustre Ruffey (1).

Guyton de Morveau vient à son tour lire quelques-unes de ses poésies. Le 1^{er} février 1765 (2), l'Académie entend de lui une « Ode philosophique sur les talents ».

La société est nécessaire aux hommes, proclame Guyton de Morveau, parce qu'ils ont des besoins, et ce sont les talents qui les unissent. Ceux-ci opèrent des merveilles. Le poète prend des exemples dans l'histoire naturelle, dans l'histoire politique, dans la vie quotidienne :

Mortels, le penchant qui vous lie
 N'a pour moi plus rien d'étonnant.
 Oh ! du monde heureuse harmonie
 Tu naquis avec le talent,
 C'est lui, c'est ce germe fertile
 Qui rendant l'homme à l'homme utile
 Le force à la société
 Et dont la douce violence
 L'enchaîne à la reconnaissance
 Par des liens de volupté.

(1) Ms. arch. acad. Ces vers, comme les précédents, sont datés d'Agey, 1765. François était âgé de 15 ans. C'est, nous le savons, le 28 juin 1765 qu'il fut nommé correspondant.

(2) Reg. acad., t. III.

Guyton de Morveau s'est essayé depuis longtemps à rimer. C'est ce que prouve cette « Epître à M. P. *** pour le remercier d'un tableau » (1) :

Pourrai-je encore pincer la lyre
 Moi qui depuis longtemps aux ordres de Thémis
 Ai quitté le riant empire
 Du dieu du Pinde et de ses Favoris ?
 Mes doigts appesantis
 Ne retrouvent qu'avec étude
 Ces mouvements que l'habitude
 Autrefois leur avait appris (2).
 Mais tandis que ma main hésite
 A tenter de nouveaux accords,
 La reconnaissance m'excite,
 Et je vois l'amitié sourire à mes efforts.
 C'est vous, ami, qui ranimez ma veine
 Par la chaleur de ce doux sentiment
 Dont le charme secret entraîne
 Et que l'on affaiblit toujours en l'exprimant.
 Eh ! pourrait elle être muette
 Lorsque des plus riches couleurs
 De votre savante palette
 Vous daignez orner ma retraite,
 Cette retraite où, bravant les censeurs
 Qui n'ont pas le droit de m'y suivre,
 Seul juge intègre de mes mœurs
 Et des goûts auxquels je me livre
 Pour moi du moins quelquefois je puis vivre
 Dans ce réduit en liberté.
 Cultivant les arts agréables
 Je puis sourire à des objets aimables,
 Sans que l'envie accuse ma gaité...

Nous pensons que Guyton de Morveau est bien l'auteur de ce *Portefeuille d'un amant ou mes vers à Cratide* (3) et que Cratide est Mme Picardet. Ce recueil, rempli de

(1) Ms. arch. acad. En tête de cette poésie, Ruffey a écrit : 21 mars 1766. Il nous semble que cette épître fut adressée à Claude Picardet, qui était poète; Guyton de Morveau entretenait d'étroites relations avec lui et surtout avec sa femme qu'il épousa après la mort de Picardet, comme nous le savons.

(2) Il n'y avait pas bien longtemps que Guyton de Morveau avait abandonné la poésie, puisqu'il publiait trois ans auparavant le *Rat iconoclaste ou le jésuite croqué*, poème héroï-comique en six chants (Paris, 1763). Il est vrai que lors de la lecture du poème à l'Académie — le 5 janvier 1764 (cf. Reg. acad., t. II) — on annonça seulement qu'il était d'« un auteur de Dijon ».

(3) Ms. 2025, Bibl. de D. Le recueil, qui compte 72 feuillets, porte cette indication : « Acheté en 1932 comme provenant par tradition ancienne de Guyton de Morveau et comme manuscrit autographe de cet auteur. »

« bouquets », d' « étrennes », d'épîtres, de romances très amoureux, s'ouvre sur les vers suivants :

Le sot épris de sa noblesse
Se plaît à manier sans cesse
De vieux parchemins vermoulus ;
L'avare avec même allégresse
Compte et recompte ses écus ;
L'ambitieux se félicite
En rappelant tous ses succès ;
Chaque jour le plaideur médite
Sur les factums de ses procès ;
Moi qui veux un bien plus solide,
Je fais des vers à ma Cratide
Ou je relis ceux que j'ai faits.
Voilà mes biens, mes titres, mes projets.
Ils feront toujours mes délices,
Non qu'en auteur je pense fortement
Avoir eu les muses propices ;
L'amour le fut, et c'est tout pour l'amant.

Claude Picardet a été un poète. Nous le savons. Et Voltaire ne l'a pas ignoré, nous l'avons vu. Il est l'auteur de nombreuses poésies et d'un poème géorgique, en six chants, sur les fleurs. Parmi cet amas de vers, lisons ceux qu'il a faits « sur le traité de la mécanique des langues de M. de Brosses », et son « Apologie du rondeau ».

De Brosses, quand je lis votre savant ouvrage,
Je me transporte au premier âge
Où les hommes errants sans police, sans lois,
N'articulaient qu'un cri sauvage,
Dont leur bouche effrayait les bois.
Et je dis : il eût pu leur donner un langage ;
Mais aux rayons de votre esprit si sage,
Instruits par votre cœur bienfaisant, ingénu,
La parole eût été le second avantage
Que les humains eussent connu (1).

Voltaire ayant mal parlé jadis du rondeau dans *l'Encyclopédie*, à l'article : épigramme, Picardet prit, neuf ans après la mort du patriarche, la défense du petit poème qu'illustrèrent Clément Marot et Jean-Baptiste Rousseau :

Au bon vieux temps, on voyait en crédit
Gentil rondeau dont parfois je m'escrimē ;
Mais de nos jours, ce dont j'ai grand dépit,
Au dieu du goût on en veut faire un crime,
Et cependant, le goût même il nourrit.

(1) Ms. arch. acad.

Car observe qu'il fuit un vain sublime,
 Qu'il est naïf, qu'il veut que l'on s'exprime
 Comme parlaient et le cœur et l'esprit
 Au bon vieux temps.

Point n'est frasier : bref, simple, il lui suffit
 De treize vers : l'oreille il réjouit
 Par ses refrains et par sa double rime ;
 Donc sur ce point, quoique Voltaire ait dit,
 Tenons-nous en pour fonder notre estime
 Au bon vieux temps (1).

Claude Picardet écrivit aussi un long poème sur la
Conversation (2).

L'infatigable rimeur expose d'abord la nécessité de
 cultiver l'art de bien parler, plus utile que celui de bien
 écrire pour obtenir la bienveillance et faire naître l'estime.
 La conversation a ses règles : pureté de la diction, accord
 du ton avec le sujet traité, inflexions de la voix, élégance
 et à-propos des gestes.

Donnez à chaque son sa juste quantité.
 Observez des repos. Un beau parleur évite
 Qu'un mot hors de sa place en sa fougue
 Vers le mot qui le suit ne se hâte emporté trop vite (*sic*).
 Fléchissez votre organe aux liquides accents.
 Fuyez les sons niais, ou trop sourds, ou trop lents.

.....
 Comme l'œil sur la toile abhorre les tons crus,
 L'oreille hait les mots qui se montrent trop nus.
 Cherchez l'expression que rehausse, colore,
 Sans venir de trop loin, la riche métaphore.
 Laissez à nos grivois, aux d'Anhalt, aux de Retz
 Dans d'affreux jurements rencontrer des attraits.

.....
 Fuyez dans vos propos le ton du rigorisme.
 En termes indirects, que le doux euphémisme
 Elevant sans humeur sa délicate voix,
 De l'austère devoir fasse entendre les lois.

.....
 Qu'un geste gracieux relevant chaque trait
 Vienne donc sans contrainte animer votre style,
 Ici, plus prononcé, là plus simple et discret
 Selon que le débit est ou vif ou tranquille.

(1) Ms. arch. acad. et v. Reg. acad., t. XVI, 10 mai 1787.

(2) Ms. arch. acad., v. Reg. acad., t. XII, 16 décembre 1781.

Si l'on veut voir ces préceptes mis en pratique, il n'est que d'observer les gens de cour, mais parmi ceux-ci tous ne sont point des modèles à imiter :

Des personnes de Cour observez les manières.
Leur tour est noble et fin, et leurs grâces légères.
N'allez pas cependant prétendre qu'en ce lieu
Tous vous offrent d'Ayen, Nivernois, Richelieu.

Il convient d'écouter la conversation des dames, tout en prenant garde au mauvais ton des commères et des précieuses.

Des femmes parlant bien aimez la compagnie.
Parmi nous sont encore La Fayette et Ninon.
Ce célèbre Romain, l'éloquent Cicéron
Visitait Marcia et recherchait Lélie.

La conversation, qui est un amusement, doit être agréable à tous et intéresser tout le monde.

Adressant à chacun vos propos, vos regards,
Conversez avec tous ; ne négligez personne.
A votre cercle admis, j'ai droit à vos égards.
Je m'attends au plaisir que moi-même je donne.

Il faut qu'on ait assez de connaissance des beaux-arts, de l'histoire, des sciences, de la nature. On doit ne parler que rarement de soi-même. La conversation sera rendue agréable par la variété des idées qu'on agitera :

Ainsi le papillon cherche les fleurs nouvelles.
C'est le suc varié de leurs mille couleurs
Dont se forme l'émail qui nuance ses ailes.

.....
On se plaît aux propos d'un discoureur habile
Qui, varié, disert, sait prendre plusieurs tons
Et ne ressemble point à ce peintre stérile
Qui peignait toujours bien, mais toujours des moutons.

Les plaisanteries, les calembours peuvent, s'ils sont bien choisis, égayer la conversation. La médisance même, bien qu'il soit plus prudent de l'éviter, peut quelquefois être tolérée :

Où le sot l'aperçoit, il n'ose se montrer
A son regard malin. L'orgueil même recule.
Elle est un juge enfin que craint le ridicule,
Un arbitre des mœurs qui sait les épurer.

Peu après J.-J. Rousseau, Gueneau de Montbeillard écrivit une scène lyrique de Pygmalion, qu'il lut à la

séance publique du 5 août 1773 (1). Il envoya ensuite une « traduction libre d'un sonnet italien », dont l'Académie entendit la lecture le 21 mai 1778 (2). En note, il donnait cette indication : « Ce sonnet est de Mme la comtesse G*** qui dans ce moment voyage en France et qui n'a pas moins de beauté que d'esprit et de talent. »

Quels sont ces monts orgueilleux
Qui jusqu'au-dessus des nues
Portant leurs têtes chenues
Semblent menacer les cieux ?
Les géants audacieux
Dans leurs fureurs insensées
Sur des montagnes entassées
Veulent-ils attaquer les dieux ?
Ou bien sous leurs masses énormes
Ces monstres altiers et difformes
Renversés et frémissants
Veulent-ils ébranler la terre
Et lutter contre le tonnerre
Avec leurs foudres impuissants ?
Du chaos antique et sombre
Sont-ce les restes imposants ?

Le 30 juillet 1773 (3), Guyton de Morveau lisait les *Tableaux de la nature* de Renaud de la Greslaie. Dans un « discours préliminaire » l'auteur explique que son ouvrage — qui se divise en deux parties : la promenade du matin, la promenade du soir — lui « a été inspiré par des réflexions suivies sur la futilité des lectures qu'on permet aux jeunes personnes du sexe. Des romans, des pièces de théâtre, des poésies sinon licencieuses, du moins équivoques, ou écrites d'un style brûlant et fait pour allumer l'imagination, tels sont les livres que l'on tolère pour charmer l'ennui et le désœuvrement de ces êtres sensibles qu'on n'a pas eu le talent d'occuper de choses utiles et surtout de l'étude de leurs devoirs, étude aussi négligée qu'essentielle ». Le devoir que l'on doit mettre avant tous les autres, et qui est peut-être le plus mal rempli, est « l'hommage qu'on doit à la Divinité comme créatrice et conservatrice ». Aussi la vertu n'est qu'un préjugé qui cède facilement devant les charmes de la séduction et du plaisir. « L'ignorance des devoirs, entraîne celle des

(1) Reg. acad., t. VII. Sur cette séance publique, v. *Mercur de France*, février 1774, pp. 163-170.

(2) Reg. acad., t. IX; ms. arch. acad.

(3) Reg. acad., t. VII.

connaissances utiles. » Une jeune fille de quinze ans sait la musique, le dessin et, parfois, un peu d'histoire et de géographie, mais elle n'est pas encore capable à vingt ans de réunir deux idées morales. Comment empêcher les lectures frivoles, donner le goût des choses solides et des devoirs essentiels ? Renaud de la Greslaie a « cherché dans notre littérature ce qui pourrait remplir avantageusement ce vide, élever l'âme à son principe, la pénétrer de sa grandeur, l'extasier sur ses bienfaits et préparer l'esprit par degrés aux connaissances utiles en le détournant avec art des épines semées sur la route du savoir ». La prose, en général, ne plaît que médiocrement à la jeunesse. Les livres élémentaires ne sont peut-être pas écrits d'un façon assez attrayante : « il faut apporter d'avance le goût de la science dont l'ouvrage traite pour passer sur l'ennui inséparable de la nomenclature et des définitions souvent arbitraires qu'il renferme. » Les divers livres de physique et de morale « consacrés à l'instruction de la jeunesse ou à l'utilité publique supposent dans les lecteurs une intelligence formée ou du moins des connaissances préliminaires ». Il faut ménager la mémoire « comme le trésor du jugement » et exciter la curiosité plutôt que la satisfaire. « Le spectacle de la nature et l'histoire du ciel contiennent des détails aussi savants qu'infinis, mais cette scène n'est-elle pas trop vaste pour des yeux peu capables d'en embrasser l'immensité ? » Le sujet est trop riche, et trop grand le nombre des volumes qui l'étudient pour une jeunesse volage qui cherche plus son amusement que son instruction, et qui ne trouve pas l'intérêt soutenant son attention et prévenant le dégoût. « Fontenelle a travaillé pour les dames en mettant à leur portée des matières arides et abstraites qu'il a eu le talent de revêtir des charmes du style et de l'enjouement. Mais, plus soigneux de leur plaire que de les instruire, plus occupé du tableau que du système, celui-ci ne perd-il pas en solidité ce qu'il gagne en vernis ? » Quant au « Pline français », « sublime dans ses aperçus, abondant et varié dans ses détails, éloquent jusque dans les matières qui, par leur sécheresse, semblent défler l'orateur, M. de Buffon, dans sa marche aussi simple que noble, obligé de soulever le voile dont

la prudence couvre divers mystères de la nature (faible tribut que le patriotisme et l'admiration m'inspirent peut-être plus que mon sujet) ne peut être mis qu'entre les mains des personnes en état de l'apprécier ». Les ouvrages de Mme de Beaumont, « très estimables par leur but qui est de former le cœur des jeunes gens, n'offrent peut-être pas assez de fleurs à l'esprit ». « Le père de la fable française en approche davantage, naïf, fécond, peintre agréable de la nature, il ne me resterait rien à tenter si les tableaux de ce grand homme développaient autant la scène physique qu'ils prêtent de charmes à la morale. Osons encore le dire, la vue des jeunes gens séduits par la magie des paysages où le poète les promène, ne s'arrête qu'en passant sur l'édifice solide auquel ils servent d'avenue ; voyageurs pressés et novices, ils ont beaucoup vu, n'ont rien approfondi. Les yeux ont joui sans avoir rien porté au cœur ni à l'esprit. » Il faut, avant tout, inspirer aux adolescents le goût de la science, le vif désir de savoir par qui, comment et pourquoi tout existe ; par quels moyens a été formé, se conserve et disparaît ce qui nous environne ; par quelles lois et à quelle fin « se meuvent les ressorts principaux et connus de la nature ». Insensiblement, cette étude conduit à celle de soi-même, puis « fait remonter au seul principe et à l'unique terme des êtres ». Le but de l'auteur est d'inspirer l'amour du créateur, l'admiration de ses œuvres, le respect pour les mœurs et l'encouragement de la science ». Renaud de la Greslaie met en scène une mère et sa fille. Elles vont à la promenade. C'est l'automne. Seule la mère parle :

Phébus va dorer nos montagnes
Et faire éclore mille attraits.
Viens, Chloé, viens dans nos campagnes
Voir la nature et les bienfaits.
Des oiseaux l'amusant ramage
Agite doucement mon cœur ;
Leurs concerts sont le seul hommage
Qu'ils puissent rendre au Créateur.

Et c'est la promenade...

Respecte ce bouton de rose,
Chloé diffère ce larcin.
Attends que la fleur soit éclos
Pour mieux en admirer le sein.

Tu verras l'art inimitable
Et le nombre de ses replis,
Le parfum le plus agréable
De ce délai sera le prix.

Puis la mère parle de la rosée « qui ranime les fleurs »,
de la feuille, du ruisseau, du papillon, de l'arbre, de
l'araignée, de l'oiseau.

La nature toujours nouvelle
Nous offrira d'autres tableaux.
Tu la trouveras toujours belle
Simple, sublime ou sans défauts.
Mais son étude est infinie.
En vain, l'homme veut tout savoir.
La scène à chaque instant varie
Et le sage a toujours à voir (1).

Nous savons que le 13 août suivant, Renaud de la
Greslaie, sur un rapport favorable concernant ses
Tableaux de la nature, était nommé académicien non
résidant. Le 17 avril 1777, il envoyait l'histoire d'un
voyage qu'il avait entrepris en Corse. Le récit, entrecoupé
de petites pièces de vers, commence dès le départ de
Paris. L'auteur a passé par la Champagne, la Bourgogne,
le Lyonnais, le Dauphiné et la Provence et s'est embar-
qué à Toulon pour descendre à Bastia. La vue de la mer
lui inspire les réflexions suivantes :

C'est de là quelquefois que ma philosophie,
Embrassant d'un regard ce perfide élément,
Y voit en raccourci le tableau de la vie,
Le cœur de l'envieux ou celui de l'amant.
De ce cœur le soupçon a ridé la surface,
Il se gonfle, s'agite, exhale des soupirs,
L'innocence à ses yeux a peine à trouver grâce,
La vengeance amortit tous les autres désirs.
En vain, l'amour en pleurs lui peint-il ses alarmes... (2).

Renaud de la Greslaie dépeint ainsi les habitants du
centre de l'île : « Le peuple a de l'esprit, de la sagacité, de
la bravoure, de l'énergie, mais accoutumé à la vie errante,
sobre par tempérament et par nécessité, exalté par le

(1) Ms. arch. acad. L'édition de l'ouvrage de Renaud de la Greslaie fut
annoncée dans le n° du 2 juillet 1776 des *Affiches de Bourgogne* : « les
Tableaux de la nature, par M***, membre de plusieurs académies. Amster-
dam, et se vend à Paris, chez la veuve Duchêne, libraire, rue St-Jacques,
vis-à-vis celle des Mathurins, au temple du goût, 1775, in-8. »

(2) Reg. acad., t. IX.

fanatisme de la liberté, aigri par le levain des guerres civiles qui fermentent encore sourdement. Le Corse qui peut vivre et qui vit de châtaignes et de lait de chèvre ou de brebis dédaigne de descendre dans les plaines et de les cultiver ; il gratte par-ci par-là quelques toises de terrain après avoir brûlé les broussailles qui le couvraient, il ensemence, lève la récolte et abandonne le sol ». Quant au Corse des montagnes, il « a conservé beaucoup de grands traits distinctifs de la nature : il mêle à la férocité la plus grande hospitalité ; il partage avec le voyageur ses châtaignes et son fromage, et ce serait l'insulter que de lui en proposer le prix ; il est vindicatif, fier et paresseux, dédaigne sa femme et ses filles et les occupe du matin au soir aux emplois les plus rudes et les plus vils. Veut-il un fruit, il arrache la branche qui le porte. A-t-il besoin de goudron, il saigne indistinctement un pin vigoureux et de belle espérance, s'il est plus près de sa cabane ».

Le Corse des villes principales « est francisé, et en général ce peuple a tant de dispositions à être civilisé qu'au bout de six mois un jeune officier corse ressemble de la tête aux pieds à un officier français. Cette nation a plus de bon que de mauvais ; parmi ses qualités, je fais grand cas de la tendresse des pères et des mères pour leurs enfants : elle est souvent extrême. Les Corses sont aussi sensibles aux bienfaits qu'aux outrages. Verbeux et bouillants, ils cherchent à surprendre et veulent être écoutés ; il faut les écouter patiemment, leur répondre ensuite de sang-froid, laconiquement et avec justesse ». En 1777, Napoléon Bonaparte allait atteindre sa huitième année.

De Juilly de Thomassin envoya une poésie intitulée *le Célibataire converti*. On la lut le 8 janvier 1778 (1), et de Juilly dut l'adresser peu après à Voltaire. Il la faisait précéder d'une lettre dans laquelle il rappelait qu'un poète quinquagénaire, plaisanté parce qu'il avait épousé une jeune fille de vingt-cinq ans, répondit que c'était une licence poétique. Comme de Juilly était sur le point de s'en permettre une à peu près semblable, il estimait devoir consulter Voltaire avant de s'exposer au ridicule parce

(1) *Ibid.*

que personne n'avait autant de droit que le patriarche à se prononcer sur une licence poétique. « Dites-moi donc, je vous prie, y a-t-il quelque raison qui puisse justifier cette disproportion d'âge, et me mettre par conséquent hors du cas que Boursault a peut-être aussi justement prévu que plaisamment exprimé ?

Qui cinquante ans, dit-il, aura vécu
Et jeune fille épousera,
S'il est galeux se grattera
Avec les ongles d'un...

Cet oracle, quoique bouffon, est effrayant sans doute et rend la question très délicate. Mais vous saurez la décider sans vous compromettre avec les maris, ni même avec les belles, qui sont plus à craindre. Enfin ne suis-je pas bien excusable d'oser braver le préjugé en m'associant à un objet dont la raison, malgré sa jeunesse, me donne autant de confiance que ses charmes m'inspirent de sentiment ? Lisez et jugez du culte et de la divinité. »

Voltaire fit ces deux réponses que de Juilly reçut le même jour :

Première réponse : « Un vieillard de quatre-vingt-quatre ans, étant arrivé très malade à Paris, y a reçu la lettre très agréable et les vers charmants que M. le baron de Juilly de Thomassin lui a fait l'honneur de lui envoyer. Mais il est bien loin de se trouver en état de répondre à un pareil ouvrage. Il ne peut, dans sa triste situation, qu'admirer en silence et remercier l'auteur de ses bontés en lui souhaitant tout le bonheur qu'il mérite. Il l'assure de sa respectueuse reconnaissance. »

Deuxième réponse :

Mieux que l'antique Orphée, en suspendant mes maux,
Vous savez me rendre à la vie.
Oui, la mort qui sur moi levait déjà sa faux
La baisse à vos chants et l'oublie.
Mais par leur touchante harmonie,
Avec le sentiment, s'ils me rendaient la voix,
Tel qu'un cygne mourant sur les bords du Méandre,
Je me ferais encore entendre.
Je célébrerais votre choix.
Votre conversion, ainsi que votre gloire,
Qui fait tant de jaloux au temple de mémoire ;
Je chanterais l'objet qui vous donne des lois,
Ses charmes, ses vertus et surtout sa victoire.

Non, des maris trompés ne craignez point l'histoire.
 Quoiqu'Ulysse à l'hymen cédât plus tard que vous,
 Cependant Pénélope, aussi jeune que belle
 N'en fut pas moins tendre et fidèle.
 Vous savez quel pouvoir a l'exemple sur nous.
 Celle qui dompte enfin vos injustes dégoûts,
 Des épouses aussi sera le vrai modèle,
 Tant que vous le serez vous-même des époux.

Adieu, le charme cesse, et la Mort me harcèle.
 Vivez heureux, vivez digne d'un sort si doux.
 Pour moi, ne pouvant plus fléchir la cruelle,
 Tout ce qui me console, en tombant sous ses coups,
 C'est que mon âme est immortelle (1).

A la séance du 12 mars 1778 (2), le chevalier de Bonnard (3) lisait *l'Épître de la raison aux hommes* (4).

O vous tous qui ne m'aimez guère,
 Mortels ingrats que je chéris,
 Raisonnons mes chers ennemis,
 Sans amertume et sans colère.
 Causons ensemble, entendons-nous ;
 Je voudrais vous parler de nous.
 Je me flatte un peu trop peut-être,
 Mais je le crois et je le dis,
 Que si vous pouviez me connaître,
 Nous serions bientôt bons amis.

La haine que les hommes nourrissent pour la raison ne vient que de la fausse idée qu'ils se sont faite d'elle. Qu'on ne croie pas qu'elle soit prude et sauvage, mais, bien au contraire, douce, riante, indulgente, bonne et voulant consoler plutôt qu'instruire la malheureuse humanité. Elle a toujours été mal jugée, mais l'heure sonne où l'on va la chérir et reconnaître les obligations qu'on lui doit, grâce aux progrès de la philosophie, à la grande diffusion des lumières. Qu'on sache qu'elle veut faire la

(1) Ms. arch. acad. La lettre de Juilly de Thomassin ne porte pas de date. *Le Célibataire converti* fut lu à la séance du 8 janvier 1778, et l'on sait que Voltaire arriva à Paris le 10 février et y mourut dans la nuit du 30 au 31 mai.

(2) Reg. acad., t. IX.

(3) Nommé non résidant le 21 février 1772, il devint honoraire le 5 mars 1778. Cf. Milsand, p. 361. Milsand ne donne pas les jour et mois du passage à l'honorariat. A la séance du 5 mars 1778 (v. Reg. acad., t. IX), « M. de Morveau a représenté que M. le chevalier de Bonnard ayant reçu une illustration remarquable par la place de confiance que Mgr le duc de Chartres lui a donnée près de ses fils les ducs de Valois et de Montpensier, il paraissait juste de le placer désormais parmi les honoraires non résidants. Ce qui a été fait aussitôt ».

(4) Ms. arch. acad.

félicité de tous et le bonheur de chacun. L'homme s'en rendra compte quand il trouvera le courage de rejeter l'imagination, cette reine impérieuse qui règne sur lui pour le tourmenter.

Ne les quitterez-vous jamais
Ces illusions mensongères ?
Croyez que pour les esprits vrais
Il est peu d'aimables chimères.
Les faux besoins, les faux désirs
N'ont que des jouissances vaines.
En vous privant des faux plaisirs,
Vous perdriez les fausses peines,
Et fussiez-vous même attaché
A ces plaisirs par mille chaînes,
C'est toujours faire un bon marché.

Il y a les passions « factices » créées par l'imagination et les passions « naturelles » ; celles-ci sont faites pour le bonheur, mais il faut les bien ordonner. La raison a de l'indulgence pour elles. L'amour, souvent si déraisonnable et si fou, trouve même grâce à ses yeux ; elle ne le juge que sur sa nécessité et sur les bons effets qu'il peut produire. Parmi les différentes passions, l'ambition tient sa place ; la raison l'apprécie ce qu'elle vaut et dégoûte d'elle par les maux qui l'accompagnent.

L'homme heureux est l'homme raisonnable. Sa raison le suit dans la société, dans sa famille, dans la solitude, dans la conduite de sa vie et jusqu'à la mort. Tout au long de ses jours, il ne rencontre que du plaisir, parce qu'il sait juger et jouir, parce qu'il ne permet qu'à un petit nombre d'événements et d'être d'avoir prise sur lui. Le seul malheur qui puisse l'atteindre, c'est la perte de ceux qu'il aime, mais là encore, il possède un immense avantage sur les autres hommes, parce qu'il sait souffrir et se résigner, trouver au besoin des plaisirs dans le malheur et dans les larmes. Puis, se tournant vers la nation française, la raison dit :

Mais c'est trop parler, finissons.
Charmants Français, peuple volage,
Pour vous inculquer mes leçons
Je veux quelque jour en chansons
Dresser un code à votre usage.
Voltaire, assisté par les ris,
Dirigera ce grand ouvrage...

Enfin, la raison termine ainsi :

A la sombre nuit de l'erreur,
J'ai fait succéder la lumière.
Je suis la mère du bonheur
Et j'offre mon fils à la terre.

Le comte de la Touraille vint apporter son hommage à la raison dans la séance du 2 août 1784 (1) présidée par le prince de Condé. Après avoir montré que la raison donne le bonheur, le poète décrit la retraite que le sage doit se ménager quand la vieillesse est venue.

Là, le tranquille oubli des peines de la vie
Est son profit de tous les jours.
La petite maison de la philosophie
Vaut mieux pour le bonheur que celle des amours.

Puis, c'est le ridicule du vieillard qui n'écoute pas les conseils de la raison ; ce sont les sottises commises par ceux qui ne suivent pas les conseils qu'elle donne. Mais le poète ne songe pas à s'attrister :

Je me crois encore trop heureux
Puisque le destin m'a fait naître
Dans un siècle moins orageux
Et sous l'empire d'un bon maître
Qui nous donnant à tous l'exemple des vertus
Promet à l'Univers le règne de Titus.

De la Touraille ayant chanté les vertus du roi, dit sa reconnaissance envers le prince de Condé dans cette tirade « qui a été universellement applaudie » :

Je passe sourdement de paisibles journées
Sous le toit de mon bienfaiteur (2),
Car je dois l'oreiller de mes vieilles années
A Condé, de l'Etat illustre défenseur,
Et qui, dans le repos des armes
Plus rapproché de nos regards,
Sait employer de plus doux charmes
A conquérir les cœurs et cultiver les arts.

Quelques années auparavant, à la séance du 12 mai 1778 (3) présidée également par le prince de Condé, de la Touraille avait lu une « Epître à un ami retourné de

(1) Reg. acad., t. XIV. Sur cette séance, v. *Affiches de Dijon*, nos 44, 45, 46 ; 31 août, 7, 14 septembre 1784.

(2) Le comte de la Touraille était lieutenant des gardes du prince de Condé.

(3) Reg. acad., t. IX. V. *Affiches de Bourgogne*, nos 20 et 27, 19 mai et 7 juillet 1778.

Paris dans ses terres et dans laquelle il s'annonce anti-cosmopolite ». De la Touraille félicitait son ami et exprimait ses regrets de ne pouvoir jouir d'un semblable bonheur après lequel il soupirait sans cesse.

Quand ma triste et dernière aurore
Me conduira dans le tombeau
Mes yeux se tourneront encore
Vers le clocher de mon hameau.
Trompé par la douce chimère
Qui me ramène dans ces lieux
Mes pleurs arrosent la poussière
Des reliques de mes aïeux.

Les douces et saines joies qu'on trouve à la campagne,
on ne saurait les rencontrer à Paris,

Où chacun a pris l'habitude
D'aller courant soir et matin,
Occupé de la seule étude
De se moquer de son prochain.

Ils sont bien à plaindre ceux qui par goût vivent loin
de leur pays natal, comme d'autres

Qui, fiers et rampants tour à tour
Malgré la raison qui les gronde
Sont de grands seigneurs à la Cour
Et de petits riens dans le monde.

v.....

Mais loin de tous nos fanfarons,
Ivres de mode et d'impudence,
Il est encore des rejetons
De ces races de conséquence,
Où sans peine nous retrouvons
La courtoisie et la vaillance
Et des Bayards et des Bourbons
Pour sauver l'honneur de la France.

Feydeau de Brou, intendant de Bourgogne, recevait de Le Roy de Flagis une épître en vers *sur la cause et les remèdes de la mendicité*, que lut le Dr Maret à la séance du 28 juin 1783 (1).

La grande charité de l'intendant a ému le cœur du poète :

Permetts que du désert où ma muse sauvage
Des vils adulateurs n'entend plus le langage,
Je t'adresse ces vers, peut-être mal polis,
Mais pleins du sentiment dont nos cœurs sont remplis.

(1) Reg. acad., t. XIII.

Et cherchant la cause du nombre immense de pauvres « dont la France est couverte », il la voit dans le mauvais choix des moyens employés pour secourir l'indigence ; dans le luxe des hospices qui diminue les ressources capables de faire face aux besoins.

Je suis loin, croyez-moi, de trouver inutile
L'hospice dont le toit offre au pauvre un asile ;
Seulement je voudrais que plus simple et moins grand
L'asile répondit à l'hôte qu'il attend.

Cette cause, il la voit encore dans la difficulté de reconnaître les misères réelles ; dans la paresse qui espère trouver avec les aumônes un moyen facile de subsistance.

N'allez pas cependant, par système inhumain
Taxant tout indigent d'un coupable larcin,
A la compassion fermant toujours votre âme,
Lui refuser l'appui que de vous il réclame ;
Non, soyez généreux, mais même en secourant
Ne paraissez que juste et donnez en comptant.
Donnez même beaucoup, si vous pouvez le faire
Mais que toujours vos dons aient l'air d'être un salaire.

L'Académie jugea la production de *Le Roy de Flagis* « bien pensée et bien raisonnée », remplie d' « images bien rendues » et d' « une foule de vers très harmonieux » qui « rendent avec précision des idées très justes et très fortes ». Elle chargea son secrétaire d'adresser à l'auteur ses compliments et ses remerciements, et décida d'envoyer une copie de l'Épître à Feydeau de Brou.

b) LES TRAITÉS, DISCOURS ET RÉFLEXIONS

La compagnie, de 1741 à 1793, entendit la lecture de 239 traités, discours et réflexions. Les vues du fondateur ne sont bientôt plus respectées : les questions de morale théorique se mêlent à des détails de morale pratique ; des problèmes se trouvent posés que Pouffier n'avait point permis, et des solutions sont données qu'il n'aurait pas osé ou pu entrevoir.

Sur 88 mémoires lus pendant les dix premières années d'existence de la société, 26 furent des travaux de morale et de littérature. Ils parlaient de la magnanimité, du mariage, du luxe, de la calomnie, du préjugé, de la politesse, de la bienséance, des qualités du cœur qui « font connaître la vérité et la font aimer », des différents génies

du peuple français, de l'éloquence, de l'éducation de la jeunesse, du bonheur de l'homme en cette vie, de la convenance.

Le 17 juillet 1761, l'avocat Guyot, « conformément à une délibération de l'Académie qui invite à faire reparaître les anciens mémoires », lisait un discours qu'il avait prononcé le 21 juillet 1758 sur la modestie. Ce fut la dernière fois qu'on remplit une séance par la lecture d'une dissertation déjà entendue.

L'abbé Picardet, qui affirmait, dans un essai lu le 17 août 1762 (1), que « les femmes sont aussi propres que les hommes à l'étude des sciences et à la culture des arts », se demande, le 25 août 1765 (2), « si l'homme qui ne serait pas civilisé en serait meilleur et plus heureux ». Tous les vœux, tous les efforts de la société, assure-t-il, tendent à rendre l'homme meilleur et plus heureux, et s'il est réellement misérable et méchant, c'est lui-même, et non la société, qui en est la cause. Les sauvages sont égoïstes, et, par conséquent, impérieux, avides et cruels. Quand ils possèdent quelques vertus, ils les doivent à l'espèce de société dans laquelle ils vivent. L'homme non civilisé est semblable au sauvageon qui peut acquérir de la force, étendre au loin ses branches, mais qui ne produit que des fruits acides, tandis que celui que la société a soigné est un arbre « auquel la main habile du cultivateur assure l'honneur d'une belle fructification ».

Bouillet d'Aizeray (3) demandait la permission de lire à la séance du 21 mars 1766 (4) un discours « sur les dangers de l'amour-propre principalement dans un homme de lettres ».

A la séance publique du 11 décembre 1768, qui se tint dans la salle de l'Université (5), on entendit Claude Picardet qui discourut longuement sur la fausse estime, mais aussi Guyton de Morveau qui parla des phénomènes de

(1) Reg. acad., t. II.

(2) Reg. acad., t. III.

(3) Procureur général à la Chambre des comptes, Bouillet d'Aizeray avait été nommé honoraire le 1^{er} février 1760. Cf. Milsand, p. 363.

(4) Reg. acad., t. III.

(5) Reg. acad., t. IV. Sur cette séance, v. *Mercur de France*, août 1769, pp. 150-155.

la combustion des corps, et Hoin qui disserta « sur la contiguïté de l'iris à la choroïde ».

La séance du 16 août 1772 fut aussi une séance publique (1). Gueneau de Montbeillard y vint lire un mémoire sur la peine de mort. Il commença par déclarer qu'il est fort respectueux des lois établies et que leur observation est un devoir indispensable et sacré, même si elles paraissent en certains points critiquables, et que s'il prend la liberté de soumettre à son examen les lois pénales, « ce n'est que relativement à un Etat qui n'aurait point encore de Code criminel ou qui songerait à réformer le sien ». Il dira ensuite : « Je ne me flatte point d'avoir rien dit dans ce mémoire qui n'ait été dit ou pensé par ceux qui ont réfléchi sur le même sujet, mais il est des vérités qu'il ne faut point se lasser de présenter aux hommes, qu'il faut au contraire non seulement leur répéter, mais leur peindre sous toutes les formes possibles, dans tous les points de vue imaginables, et que l'on doit pour ainsi dire semer sans cesse et partout jusqu'à ce qu'elles tombent enfin dans un sol favorable où elles puissent germer, se développer et produire d'heureux fruits. »

Gueneau de Montbeillard pose ensuite ce principe que « le droit qu'a la société de réprimer tout infraction des lois dérive de celui qu'a tout particulier d'assurer son existence. Mais ce droit doit être limité, et toute punition qui irait au-delà de ce qu'exige l'intérêt public serait un acte de violence et une véritable injustice, par cela même qu'elle ne serait point nécessaire ». La question à examiner se réduit donc à ceci : « quels sont, relativement à l'intérêt du corps social, les effets des différentes peines infligées par la loi, soit les peines de mort, soit les peines plus douces qu'on pourrait y substituer ? » L'indignation née du crime, la vengeance de l'injure faite aux lois ne paraissent pas à Gueneau des motifs suffisants pour infliger une peine légale. « Le véritable et légitime objet de cette peine est premièrement d'ôter au coupable les moyens de commettre un second crime; secondement, de retenir par la terreur de la peine ceux qui pourraient être tentés de

(1) Reg. acad., t. VI. Sur cette séance, v. *Mercur de France*, février 1773, pp. 150-163. Le mémoire de Gueneau de Montbeillard fut publié dans les *Mém. de l'Acad.*, 1774, p. 389.

l'imiter; troisièmement, de réparer autant qu'il est possible le dommage causé par son crime. » Il n'est pas nécessaire de recourir à la peine de mort, assure Gueneau, si l'on peut par un autre moyen empêcher le coupable de se rendre de nouveau criminel; si cette peine ne suffit point pour inspirer la terreur salutaire et qu'on puisse la faire naître par des peines durables; enfin si la mort d'un coupable ne réparant pas le dommage causé à la société, on peut trouver dans la vie de ce coupable mise à profit un avantage qui compense en quelque sorte le tort que son crime a fait au corps social. La dureté des lois qui condamnent à la mort nécessite les plus grands crimes, et souvent enhardit par l'espoir de l'impunité. De telles lois empêchent cette chose sans prix : la réparation d'une injustice commise en punissant un innocent. N'oublions jamais que « les juges les plus éclairés et les plus intègres sont des hommes et par conséquent sujets à l'erreur ». Il arrive très malheureusement que « les preuves les plus plausibles et des circonstances singulières se réunissent contre l'innocence et rendent sa condamnation inévitable. Et si l'innocent a été condamné à mort, si son sang a rougi le glaive de la justice fait pour le défendre, juges infortunés, quel sera votre désespoir lorsqu'une lumière affreuse viendra vous dessiller les yeux sur une funeste méprise, et combien l'impossibilité de la réparer n'ajoutera-t-elle pas à votre désolation ! Mais, au contraire, si une loi moins rigoureuse et plus sage vous a permis de laisser vivre cet innocent condamné, avec quel empressement n'irez-vous pas le redemander à l'asile du crime, faire tomber de ses mains des fers injurieux, baiser, mouiller de vos larmes les marques douloureuses qu'ils y auront imprimées, l'enlever en triomphe, jouir du bonheur de réhabiliter non sa mémoire, mais sa personne et lui prodiguant tous les dédommagements, toutes les satisfactions qui lui sont dues, prouver à tous les hommes que lorsque vous punissez c'est pour obéir à la nécessité de l'inflexible devoir, mais que lorsque vous rendez justice à l'innocence, vous ne faites que suivre les mouvements généreux d'une âme juste, sensible et bienfaisante ».

A la rentrée du Parlement, Guyton de Morveau prononçait un discours sur la fermeté, qu'il répéta devant l'Aca-

démie le 15 décembre 1774 (1). Il commençait en faisant l'éloge de Louis XV qui était mort sept mois auparavant, et affirmait que les regrets de la France étaient bien justifiés, car les qualités étaient grandes de ce roi qui, « pendant un règne de cinquante-neuf ans, a soutenu le caractère de franchise, de modération avec ses voisins, de douceur, de bonté envers ses peuples ».

Puis il parla de la fermeté ; il la définit « une habitude réfléchie de suivre les lumières de la raison, les notions du juste et de l'honnête, indépendamment de toutes les situations, de toutes les circonstances, de tous les motifs étrangers. Ce n'est pas seulement la constance, c'est le courage ajouté à la constance qui en forme le principal caractère. » La fermeté n'est donc point « une de ces vertus faciles pour lesquelles il suffit de se laisser aller à une douce inclination, qui ne coûtent rien à la nature, qui ne s'exercent que sur des objets rians et sans déranger le système de la mollesse. C'est la vertu des âmes tout à la fois justes et fortes, car la force de l'injustice n'est que l'élan passager d'une témérité aveugle ou d'un désespoir imprudent ». Il faut avoir soin de distinguer entre l'homme ferme et celui dont la raideur de caractère en impose aux gens qui ne savent pas saisir les nuances qui les différencient. Certains n'ont que les apparences de la fermeté « parce que leur âme est tiède ou leurs lumières trop courtes » ou bien parce qu'ils demeurent dans « l'assouplissement de la mollesse ». Celui qui la possède vraiment est l'homme qui « s'élève par ses principes au-dessus des révolutions, qui ne laisse pas gouverner ses pensées par les vicissitudes. On ne le verra jamais abjurer la vérité par intérêt ; on ne le verra pas séduit par des succès qu'il déplore, porter à la faveur un hommage volontaire. Il courbera la tête sous l'injustice sans cesser de l'accuser ; dans quelque division qu'il se trouve entraîné », on le rencontrera constamment « prêt à montrer son âme tout entière, à justifier ses erreurs même par ses motifs ». C'est dans son cœur que sera son triomphe et « il plaindra ceux qui ne savent juger les hommes qu'à la couleur de leurs chaperons ».

Pour acquérir la fermeté, cette rare vertu, il faut « cher-

(1) Reg. acad., t. VII.

cher à éclairer sa raison par la réflexion et l'étude, s'exercer à y soumettre constamment sa volonté ».

En 1775, Guyton de Morveau publiait un ouvrage intitulé : *Discours publics et éloges* (1). Bien que la plupart de ces discours et de ces éloges aient été prononcés à l'ouverture des audiences du Parlement de Bourgogne, il faut les examiner. L'académicien ne peut pas être séparé de l'avocat général. Guyton de Morveau n'a cessé d'évoluer. Aussi quand il disparut, la statue n'était pas encore achevée. Un homme nouveau était façonné, mais des parties anciennes, fort disparates parfois, subsistaient en lui. En lui furent grandes l'espérance et la foi dans l'avenir, en même temps que demeurèrent vivaces le souvenir et le respect du passé. Son cœur tumultueux ne cessa de nourrir des inquiétudes et des regrets. Il sentait qu'une chose très vénérable disparaissait. Il ouvrait les bras à l'avenir, mais fermait ses mains pour retenir le passé. Tout son œuvre est le témoin de ce geste et particulièrement peut-être ses *Discours et Eloges*.

Le premier volume commence par un discours « sur la diversité des opinions » (2) prononcé le 14 novembre 1765 à l'ouverture des audiences du Parlement. « ... La diversité des opinions est tout à la fois le fondement et l'abus de la profession de l'avocat... » (3). Pour l'avocat, « la diversité des opinions est le principe de ses fonctions et sa gloire est de régner sur les opinions; sa gloire est de les réunir, et par le jour qu'il répand sur des vérités obscures, et par les sentiments qu'il fait naître... » (4). L'on doit se former une très haute idée de la profession d'avocat : « Continuez d'affermir par vos principes et par vos exemples cette vérité si importante au bien public que la profession de l'avocat n'a point été introduite pour faire gagner la cause de son client par toute sorte de voies, mais pour éclaircir le droit et procurer la justice à ceux qui sont sans science pour la connaître et sans voix pour la demander ; continuez de refuser inexorablement votre zèle à tous ceux

(1) *Discours publics et éloges*, auxquels on a joint une lettre où l'auteur développe le plan annoncé dans l'un de ses discours, pour réformer la jurisprudence, par M***, avocat général., 2 vol. Paris, Simon, 1775. :

(2) Le discours « sur la diversité des opinions » compte 46 pages.

(3) P. 3.

(4) P. 24.

qui ne le sollicitent que pour vous rendre les organes de leurs passions, et quel que soit le rang où l'estime de vos contemporains place vos talents, croyez que de toutes les louanges que l'avocat peut désirer d'obtenir, la première parce qu'elle ne dépend que de son intention, la plus essentielle parce qu'elle touche à sa probité, la plus précieuse parce qu'elle s'accorde avec le témoignage de sa conscience, la plus grande enfin parce qu'elle intéresse l'ordre général est celle que M. de la Rocheflavin donnait à un célèbre avocat de son temps de n'avoir jamais écrit ni plaidé dans une cause qu'il n'eût voulu la juger conformément aux conclusions qu'il prenait » (1).

Le 16 novembre 1767, également devant le Parlement de Bourgogne, Guyton de Morveau parlait de « l'état actuel de la jurisprudence » (2). Il affirmait qu'« il faut une morale pratique, publiée par une autorité légitime » (3) et constatait que « tous les arts, toutes les sciences se sont enrichis des travaux des siècles derniers, et, s'il est permis de le dire avant de le prouver, la seule jurisprudence n'a point eu de part à cet accroissement ». Quelle est donc la cause qui a retardé dans sa marche vers la perfection « cette science, la plus belle et la plus nécessaire, cette science qui embrasse les choses divines et humaines, qui légitime les vues de la politique, qui observe la philosophie jusqu'en ses méditations pour profiter de ses lumières et réprimer ses écarts, qui d'une main soutient l'autel et le trône, et de l'autre prépare continuellement les brèches que les passions des hommes font au grand édifice de la morale ? » On s'y est toujours intéressé cependant, et l'on compte moins de philosophes et d'artistes que de grands magistrats et de célèbres jurisconsultes. Mais « c'est que les arts et les sciences acquièrent d'eux-mêmes tout l'espace qu'ils parcourent ; à l'instant que le génie eut secoué le joug d'Aristote et détruit la superstitieuse crédulité de l'ignorance, il put marcher librement vers la vérité, et chaque pas qu'il fit vers elle, fut un progrès déterminé par l'approbation générale : au contraire, la vérité ne suffit pas pour perfectionner la jurisprudence. il faut qu'elle

(1) Pp. 45-46.

(2) Ce discours a 56 pages. Guyton de Morveau le lira devant l'Académie à la séance du 20 novembre 1767.

(3) P. 48.

soit réunie à l'autorité ; si l'une peut, à l'aide du temps, affaiblir ou détruire ce que l'autre a établi, elle ne peut au moins réédifier sans elle ; il n'en résulte donc qu'une opposition toujours funeste entre la persuasion et le devoir ; l'autorité du droit écrit s'éteint et rien ne le remplace. Voilà en peu de mots l'histoire de notre jurisprudence ». En parlant de notre jurisprudence, Guyton de Morveau veut parler du droit de la France et non du droit particulier d'une province, « car nous sommes loin d'adopter le préjugé de ceux qui, parce qu'ils ont quelques usages singuliers, quelquefois même bizarres, se vantent d'avoir des lois distinctes pour le petit territoire qu'ils occupent dans l'Etat... Quoi ! sujets du même monarque, composant une seule famille dont il est le père, nous pouvons nous glorifier de lois, de mœurs différentes de ses autres enfants ! » (1). « ... Ouvrons ces belles Ordonnances de Louis XV qui établissent des principes invariables sur les dispositions gratuites des propriétés ; c'est là que l'autorité et la sagesse parlent un même langage... » (2). La jurisprudence doit former un tout harmonieux, et, pour ce faire, il importe d'élaguer ce qui est superflu. Prenons modèle sur les Athéniens qui « recueillaient de temps en temps les lois surannées, contradictoires et inutiles pour diminuer et épurer le Code ; Théodore et Valentinien accordèrent l'autorité légale à quelques ouvrages pour ôter l'incertitude qui commençait à naître du trop grand nombre ; lorsque Justinien fit travailler au Digeste, on comptait plus de deux mille volumes de jurisprudence ; on s'applaudit d'une abondance qui ne pouvait qu'éclairer le choix, mais le choix formé, le plus grand avantage que l'on retira de ce travail, fut la suppression et l'oubli de tout ce qui n'avait pas été employé. N'avons-nous pas aujourd'hui bien plus de raison de désirer la même réforme ? » (3).

C'est l'homme laborieux qui viendra, le 16 novembre 1769, devant le Parlement déplorer, dans un discours « sur les mœurs » (4), l'oisiveté où trop de gens aiment à

(1) Pp. 51 à 55.

(2) P. 72.

(3) P. 101.

(4) Ce discours compte 30 pages. Guyton de Morveau le lira le 7 décembre suivant à l'Académie.

demeurer. « La nature nous a fait un besoin de l'occupation, la société nous en fait un devoir, l'habitude peut en faire un plaisir, et la plupart des hommes fuient toute occupation, dès que l'intérêt ne leur en fait plus une nécessité. » Que voyait-on autrefois ? « Une fortune acquise ne donnait... que le droit de se livrer à d'autres travaux, de servir l'Etat d'une manière plus désintéressée, de passer dans une classe plus élevée et non moins laborieuse », tandis que maintenant, cette fortune « est une dispense absolue de toute occupation, on fuit jusqu'aux dignités, lorsque les fonctions qui y sont attachées sont pénibles, ou que l'on désespère d'en rendre la chaîne moins pesante, et on consent de renoncer à la considération dès qu'il en coûte pour l'acquérir ». Un moins grand nombre de citoyens, mais bien plus laborieux, s'adonnaient aux lettres. « Il ne suffisait pas de lire les ouvrages uniquement pour décider de leur mérite, de parcourir des extraits pour paraître avoir étudié des traités, et de manier avec une facilité présomptueuse quelques textes courants pour se mettre au rang de ceux qui acquittent leur dette envers la patrie en lui communiquant le fruit de leurs veilles. » Il y avait ceux qui « faisaient profession des lettres » et s'y consacraient, et ceux qui les « cultivaient par goût, après avoir rempli des devoirs essentiels ». Pour les premiers, les lettres étaient « l'objet d'une étude continuelle ; elles étaient pour les seconds un surcroît de travail ; elles ne sont aujourd'hui pour le plus grand nombre qu'un prétexte pour se refuser à des obligations plus étroites, et une dernière ressource contre l'ennui ». Toute une classe de citoyens inutiles, n'ayant d'autre titre que leur opulence, sont parvenus à entrer dans le sein de la société ; c'est vainement que « le pacte social leur dit qu'un citoyen ne peut demeurer oisif, sans qu'un autre souffre au même instant quelque privation » (1). Comme il est beau et grand celui qui travaille ! « ... L'homme occupé conserve sans efforts les mœurs les plus pures : les passions auraient-elles le temps de le séduire ? Il ne leur laisse pas même le droit de le distraire. Le bien d'autrui ne peut le tenter ; voudrait-il s'exposer à des remords qui viendraient l'effrayer dans le silence du cabinet ? La réputation des gens

(1) Pp. 125 sqq.

de bien ne l'offense pas ; pourquoi chercherait-il à les déprimer ? Les uns sont ses guides, il les respecte ; les autres sont ses émules ; il les honore » (1).

Le premier volume des *Discours publics et éloges*, se termine par la *Lettre à M*** où l'on développe le plan annoncé dans le discours sur l'état actuel de la jurisprudence pour parvenir à la rendre simple, uniforme, universelle et constante* (2). Il est de toute nécessité qu'une réforme profonde de la jurisprudence soit entreprise. « ...Le juge le plus intègre ne peut pas toujours éviter le piège qu'on lui tend et distinguer le vrai dans cette foule de principes de convention et de vérités de préjugé ; en un mot nous n'avons plus de Droit (3). » Comment pourra-t-on rétablir le Droit sur des assises saines et dans une parfaite clarté ? « ...Les tribunaux souverains enverront tous les ans au chef de la Justice le relevé des questions qui se seront présentées, avec les résolutions du comité des magistrats jurisconsultes ; chaque feuille sera renvoyée à toutes les cours pour qu'elles y joignent leurs observations ; ce travail mis sous les yeux du législateur, décidera sa volonté à grande connaissance de cause, et il la fera publier dans les formes ordinaires. Par là, chaque décision deviendra ou occasionnera une règle uniforme ; la perspective de cette revision produira le plus grand effet en excitant l'émulation, la noble ambition des magistrats qui se seront trouvés les premiers dans le cas de la former ; nos pandectes se grossiront insensiblement de lois sages, de lois appropriées à notre gouvernement, à nos mœurs, à notre langage, de lois qui seront amenées par les contestations les plus fréquentes, par les événements qui les feront désirer, et la France aura enfin une jurisprudence connue, une jurisprudence uniforme, universelle et constante » (4).

Le second volume s'ouvre sur une épître dédicatoire au prince de Condé. Qu'il veuille bien recevoir l'hommage de ce livre « comme une faible expression des sentiments que partagent tous les membres de cette compagnie pour

(1) P. 132.

(2) Cette lettre a 159 pages.

(3) P. 139.

(4) Pp. 292 et 293.

un prince qui, surpassant déjà la gloire de son nom, héros dans les combats, désarmé par la paix, se plaît à accueillir les lettres et à encourager les travaux de ceux qui les cultivent ». Puis vient l'éloge du président Jeannin, dont la première partie fut lue le 12 août 1764, à la séance publique de l'Académie (1), et la deuxième à la séance publique du 15 décembre 1765 (2). Le président Jeannin, « ce magistrat célèbre qui partage avec Villeroi et Sully la confiance d'Henri le Grand », « vit sept de nos rois occuper successivement le trône ». Dans la première partie, Guyton de Morveau parla de Jeannin « citoyen et magistrat » qui « servit la patrie dans ses revers et ne contribua pas peu à les faire cesser » ; dans la deuxième, il étudia Jeannin « négociateur et ministre », qui « la servit (sa patrie) dans ses jours de prospérité et travailla avec succès à en assurer la durée ». Jeannin était né à Autun sur la fin du règne de François I^{er}. Avocat, député aux Etats généraux, il fut « élevé par son roi aux premières places du Sénat ». C'est grâce à sa prudence et à sa fermeté que la Bourgogne a été préservée des horreurs de la Saint-Barthélemy. « O vous qui m'écoutez, vous qui devez à ce grand homme des jours dont le fer eût sans lui tari la source dans le sein de vos aïeux ; et vous qui tenez de lui un bien non moins précieux, celui de n'avoir point à rougir de la barbarie de vos pères dans ces jours de calamité où tous devaient être victimes ou assassins, c'est à vos cœurs que je demande un éloge digne de Jeannin. Que les transports de votre reconnaissance, que ce doux saisissement que produit en nos âmes le passage subit de l'horreur du péril à l'amour du libérateur peignent des sentiments que je ne puis exprimer. »

L'éloge de Charles V (3) suit celui du président Jeannin. « ... La mémoire de Charles, s'écrie Guyton de Morveau, me force à déchirer le voile de gloire qui couvre les vices brillants des princes, elle me commande d'éteindre l'encens qu'une stupide admiration a allumé devant leurs statues. Est-ce donc que le Créateur de tous les

(1) Reg. acad., t. II ; sur cette séance, v. *Mercur de France*, février 1765, pp. 136-151.

(2) Reg. acad., t. III ; sur cette séance, v. *Mercur de France*, juillet 1766, 2^e vol., pp. 162-180.

(3) Cet éloge compte 131 pages.

êtres a formé chaque nation pour un seul ? Est-ce que les sociétés politiques n'existent que pour les chefs ? Un roi ne l'est-il qu'alors qu'il promène le ravage sur la terre, que quand il écrase ses sujets du poids de sa puissance ? Quels talents que ceux qui font couler alternativement le sang et les larmes ? Non, l'art de régner n'est point l'art d'être formidable ; ce ne sont point des talents qu'il faut à ceux qui sont élevés au-dessus des autres, ce sont des vertus... » (1). Les grands rois occupent une trop large place dans l'histoire ; les « suffrages de la terreur » et les « révolutions extraordinaires » ne doivent point retenir toute l'attention. On dirait que les hommes restent des enfants pour qui les vertus tranquilles ont peu d'attraits et qui ne s'intéressent qu'aux contes étonnants. « C'est pour les bons rois que je réclame le titre de grands » (2). Et Charles V, le Sage, prend place parmi eux. Il accueillit, honora, cultiva les lettres. « L'expérience, plus forte que le raisonnement, l'avait convaincu que si l'ignorance est plus aveuglément docile, l'homme éclairé est plus courageusement fidèle : il n'oublia jamais que de tous les corps de la capitale, l'Université avait été le seul qui eût refusé de prendre les marques de la révolte. » Les chefs-d'œuvre des anciens furent recherchés ; des traductions parurent ; « la lyre française préluda ces accords qui n'ont cessé depuis d'être perfectionnés ». Sur l'ordre de Charles, on recueillit les manuscrits, les essais pour les garder dans la tour du Louvre ; de là « est sortie cette bibliothèque de nos rois, le plus riche trésor de l'Univers pour qui met l'intelligence au-dessus de la matière ». La protection éclairée de Charles pour les œuvres de l'esprit ne fut pas louée par tous, loin de là : « il fallut toute la puissance du monarque réunie à sa sagesse pour faire faire aux lettres le premier pas dans un temps où l'orgueilleuse ignorance leur déclarait une guerre ouverte. Le croira-t-on ? Elle osa se plaindre à lui des honneurs qu'il leur prodiguait. Sa réponse fut un oracle qui attache à jamais la fortune de cette monarchie à la considération des savants. » Cette réponse était une phrase de Christine de Pisan :

(1) P. 186.

(2) P. 188.

« Les clercs ou la sapience on ne peut trop honorer ; et tant que sapience sera honorée en ce royaume, il continuera à prospérité ; mais quand déboutée sera, il décherra » (1).

L'ouvrage se terminait par un éloge du président Boucher prononcé le 12 novembre 1772 devant le Parlement de Bourgogne et lu le 4 décembre suivant à l'Académie. L'intention de Guyton de Morveau était bien, « en faisant de cet éloge la matière du discours d'usage en pareille circonstance... de montrer les rapports inséparables, les avantages et la nécessité même de la culture des lettres pour les juriconsultes » (2).

A la séance publique du 18 décembre 1774 (3), l'abbé Colas (4) discourut sur « l'aménité considérée relativement à ceux qui cultivent les sciences et les lettres » ; il se leva encore le 21 mars 1776 (5) pour parler de « la vérité considérée comme le principe des arts de goût ; son discours sera la paraphrase de

Rien n'est beau que le vrai, le vrai seul est aimable.

Gauthey entretenait la compagnie d'une « nouvelle langue philosophique » dans la séance publique du 17 décembre 1775 (6). Cette langue ne serait point parlée, mais écrite. Des caractères, une fois admis, formeraient, assure Gauthey, un langage intelligible pour tous. L'ancien professeur de mathématiques, puis sous-ingénieur, enfin inspecteur général des ponts et chaussées que fut Gauthey, proposait de faire consister ces caractères en des lignes courbes et droites, « dont la longueur, l'épaisseur et la situation sont susceptibles d'assez de variétés pour donner toutes les lettres nécessaires ». Les lignes courbes représenteraient les voyelles et les lignes droites les consonnes.

L'abbé Picardet parla, lui aussi, de la philosophie. Mais ce fut pour « donner les moyens de distinguer la vraie

(1) Pp. 235, 236, 237.

(2) Séance du 4 décembre 1772 ; Reg. acad., t. VI.

(3) V. Reg. acad., t. VII. Sur cette séance publique, v. *Mercur de France*, avril 1775, 2^e vol., pp. 165-176.

(4) Nommé associé libre le 23 juin 1774 et honoraire non résidant le 21 mars 1776 ; cf. Milsand, p. 369.

(5) Reg. acad., t. VIII.

(6) Reg. acad., t. VIII. Sur cette séance publique, v. *Affiches de Bourgogne*, n^o 3, 16 janvier 1776.

philosophie d'avec celle qui de nos jours en usurpe le nom » (1). De nouveaux sophistes, affirme-t-il, ont envahi le XVIII^e siècle ; il veut les démasquer et faire distinguer ce qui est le vrai de ce qui en porte faussement le nom. « Deux choses entrent nécessairement dans l'idée de la vraie philosophie, la science et la vertu. L'une éclaire le philosophe sur les rapports des êtres entre eux, l'autre le guide au milieu de tous ces rapports pour le faire entrer dans ceux qui peuvent le rendre et plus heureux et plus parfait. La vraie science est celle qui conduit à la vertu ; la vraie vertu est celle qui est éclairée par la science, et la vraie philosophie est de posséder l'une et l'autre. »

Quelle est la science qui caractérise le vrai philosophe ? Pour acquérir cette science, il faut d'abord « se dépouiller des préjugés, ne pas prétendre conduire en quelque sorte la vérité, mais se laisser conduire par elle, lui ouvrir avec joie son esprit et son cœur dès qu'on l'aperçoit ». L'on pourra s'élever à la connaissance de ce qui nous environne, des hommes et surtout de nous-mêmes, à la condition d'être dans « l'ignorance philosophique ». On parviendra ainsi à « saisir les rapports que la nature et l'industrie humaine ont établis entre tous les êtres créés ». On ne sera cependant pas encore un philosophe. Pour mériter ce titre, il faut « avoir eu pour objet de ses connaissances l'ordre universel, lors même qu'on ne s'applique qu'à une partie de cet ordre ». Descartes, Newton, Pascal, Locke, Linné, Buffon sont dignes d'être mis au rang des vrais philosophes.

Quelle est la vertu qui caractérise le vrai philosophe ? Picardet définit la vertu : « Cette force et ce courage d'esprit qui nous porte à remplir nos devoirs malgré le penchant que nous aurions à nous en écarter. » Par sa science même, le vrai philosophe est conduit à la pratique de ses devoirs ; il possède la vertu. Le faux philosophe, au contraire, dans son effort pour anéantir l'idée du bien et du mal, tend à rendre la vertu un être chimérique et sape les fondements de la société. C'est en vain qu'il nommera des actions vertueuses celles qui sont utiles.

(1) Séance du 13 août 1778. V. Reg. acad., t. IX.

aux autres, car dès qu'il n'offre aux hommes que « l'affreuse perspective de l'anéantissement », il les affranchit de la crainte des châtimens réservés aux injustes et leur ôtent l'espérance des récompenses promises aux vertueux. « Son inconséquence n'est pas moins frappante quand il nie l'existence d'un Dieu sous le prétexte que cette existence est incompréhensible, et qu'il admet pour premier moteur une propriété de la matière plus difficile encore à concevoir. La religion est inséparable de la vraie philosophie et l'irréligion caractérise le faux sage.

Il faut choisir sans tarder entre deux rivales « qui prennent le même visage et qui, cependant, diffèrent si essentiellement l'une de l'autre ». Celle qui vient de naître, « semblable à un vent brûlant et empesté, s'est répandue dans toute l'Europe, a pénétré jusque dans le nouveau monde, et partout a dénaturé les arts, a transformé les sciences en poison, a corrompu les mœurs, a égaré les esprits dans les routes tortueuses du mensonge. Elle a mis en problème ce que la vérité avait de plus clair et de plus consolant. Elle a affirmé avec plus de hardiesse ce qui était le plus faux et le plus désespérant, elle n'a pas craint de soutenir avec une égale confiance les opinions les plus contradictoires. On l'a vue dans une même année préconiser la liberté anglaise et le despotisme oriental. On l'a vue faire descendre l'homme au rang des animaux les plus bruts et élever ceux-ci au rang des créatures raisonnables. On l'a vue enfin tout ôter à l'espèce humaine et ne lui laisser pour partage que le néant et le désespoir ». Est-il possible, s'écrie l'abbé, de pousser l'audace jusqu'à donner à une pareille chose le nom de philosophie ! Comment peut-on oser substituer cela « à la morale de Socrate, d'Epictète et de La Bruyère, à la physique des Descartes et des Newton, à la métaphysique des Locke et des Malebranche, aux idées sublimes des Bossuet et des Pascal ! » Il faut rendre plus entière justice à ces grands hommes et ne plus regarder la « fausse philosophie de nos jours » que « comme une preuve de notre faiblesse ».

Dix ans après que l'abbé Picardet eut disserté sur la vraie et la fausse philosophie, Mailly vint lire un discours intitulé : *De la naissance, du progrès et de la décadence*

de la philosophie jusqu'à nos jours (1). Il affirma que la philosophie avait fait d'immenses progrès au XVIII^e siècle, lequel méritait bien son nom de siècle de la philosophie. « De quelque côté que nous portions nos regards, nous voyons le flambeau de la philosophie jeter un jour qui se réfléchit sur tout ce qui nous entoure ; la nature a été interrogée sur tous ses secrets et si quelquefois encore elle se refuse à nos demandes, elle nous en dit assez pour que nous les devinions en partie et que nos neveux puissent les lui arracher absolument. De quelle reconnaissance ne devons-nous pas être pénétrés pour ces génies privilégiés et sublimes à qui elle a daigné répondre, les seuls capables peut-être de justifier le titre fameux dont notre siècle se décore. » Mailly rend hommage aux savants qui ont déterminé la figure de la terre, à ceux qui ont élevé « le vaste édifice de l'*Encyclopédie* », à Buffon, à Montesquieu, à Rousseau, à Voltaire. La recherche de la vérité n'est pas aisée ; on a pu se tromper, mais les écarts mêmes ont été utiles à la vraie philosophie. Ceux qui s'éloignèrent de la route « nous ont appris à fixer les bornes au delà desquelles on ne trouve qu'erreurs et ténèbres ; la lumière de la religion a percé et dissipé les nuages que la licence et la superstition avaient assemblés autour d'elle ». Les progrès des connaissances ont eu leur influence sur les mœurs et sur le bonheur des peuples, sur les gouvernements devenus plus éclairés et plus sages. On a vu Frédéric II « plaidant la cause de l'humanité au tribunal de la raison », et Stanislas « devenu... le père de tous les hommes comme il l'avait été de ses sujets par ses bienfaits ». Autrefois, les rois étaient « des maîtres durs et barbares » qui ne connaissaient pas « la véritable source de leur puissance » ; mais aujourd'hui, « la philosophie les attache à leurs sujets, et leurs sujets à eux par des liens qui, plus légers et plus doux, n'en deviennent que plus puissants et plus irrésistibles. Les Etats ne font plus que de grandes familles, où le père et ses enfants, par une action et une réaction continuelles de services et de bienfaits, font mouvoir les ressorts de ces vastes machines ». Grâce

(1) Séance publique du 24 août 1788. Reg. acad., t. XV. Sur cette séance, v. *Affiches de Dijon*, n° 46, 16 septembre 1788.

à la philosophie, l'histoire « ne se borne plus au vain récit des sièges et des batailles ; elle trace avec énergie et vérité le portrait fidèle des mœurs et des vertus, des passions et des erreurs, et prépare aux générations suivantes de grandes et utiles leçons ». Ce n'est point seulement une élite très restreinte qui profite des lumières apportées par la vraie philosophie, et la gratitude publique doit aller aux sociétés savantes « dont les travaux ajoutent sans cesse à la masse des connaissances et les propagent au loin ».

A la séance publique du 15 mai 1781, présidée par le prince de Condé (1), le comte de la Touraille avait lu un *Précis de quelques réflexions morales et philosophiques* (2). Il a assuré que c'est « après avoir observé le train du monde », que c'est « après avoir reçu les leçons de l'expérience et médité celle des Théophraste, des Lucien, des Epictète et surtout de La Bruyère, de ce misanthrope estimable », qu'il a cru pouvoir « dire un mot » devant l'Académie « des défauts qui sont communs à tous, aperçus par un petit nombre et dont personne ne se corrige ». Divisant son *Précis* en deux chapitres, il intitula le premier : « De la Cour », où il inséra vingt-neuf pensées ; glanons ces deux-ci : « Les descendants des Athéniens fameux et des anciens Romains, plus fameux encore, n'ont pour la plupart aucune idée des vertus de leurs prédécesseurs. La capitale de l'Attique n'est plus qu'un bourg rempli d'esclaves imbéciles, et la vieille métropole des nations qu'une vaste cité où l'on ne trouve que des ruines et des célibataires tonsurés. » « ... La guerre et les couvents sont les fléaux destructeurs de l'humanité. La guerre, en faisant le profit de quelques particuliers, plonge la masse des nations dans les larmes et la pauvreté. Les couvents, pour la plupart, ne sont que des tombeaux multipliés où des filles au désespoir et des fainéants entassés anéantissent les races présentes et les générations futures : *gens aeterna in qua nemo nascitur*.

(1) Reg. acad., t. XI. Sur cette séance, v. *Journal de Nancy*, 1781, t. V, pp. 182-195, 216-227.

(2) Imprimé à Dijon, chez L.-N. Frantin, 1781, 24 pages.

C'est d'après cette réflexion qu'on a mis cette épitaphe sur la tombe d'un moine dont la vocation fut équivoque :

Passant, je mourus à la Trappe,
Où me mit un dépit d'amour.
Si jamais je revois le jour,
Je ne crois pas qu'on m'y rattrape. »

Le deuxième chapitre porte le titre : « Des sociétés ». Il compte cinquante-deux pensées. De la Touraille avancera entre autres que : « Dans les contrats de la société, dans les espérances de la vie, on est presque toujours trompé par les hommes ou par les événements. » « Les chances de ce que nous appelons le hasard nous servent quelquefois mieux que le mérite de nos œuvres ou la prudence de nos démarches. » « Il est bien difficile de prouver à celui qui ne manque de rien qu'un autre a besoin de quelque chose. » « Un particulier qui veut se faire aimer des grands est presque aussi dupe qu'un vieillard qui veut se faire aimer des belles. » « ... Le mariage est une espèce de grande et triste province où les étrangers sont souvent tentés d'entrer et d'où la plupart des habitants ne demanderaient pas mieux que de sortir. »

En 1785 (1), Le Roy de Flagis avait cherché : *Quelle est la meilleure manière de rappeler à la raison les nations tant sauvages que policées qui se sont livrées à la superstition et aux erreurs de tout genre*. La superstition est née de l'ignorance et de l'erreur. L'homme policé comme le sauvage en sont atteints. Comment s'y prendre pour les ramener l'un et l'autre à la raison ? « Le sauvage est un grand enfant dont les yeux ne sont pas encore ouverts à la lumière et qui ne se trompe que parce qu'il ignore. Il ne s'agit donc que de lui ouvrir les yeux, de l'éclairer et de l'instruire. Mais cet enfant est de la nature des nôtres et demande les mêmes ménagements. Il conviendrait donc de lui apprendre d'abord à lire dans le grand livre avant de tenter d'entreprendre de lui en expliquer les obscurités ou de lui en rendre les beautés sensibles. » Traitons donc le sauvage comme l'enfant. Celui-ci n'étant sensible qu'aux faits, et l'idée qui en résulte pour lui dépendant toujours de la profondeur et

(1) Le discours de Le Roy de Flagis, reçu le 16 juin 1785, fut lu à la séance du 18 août suivant. V. Reg. acad., t. XIV.

de la vivacité des impressions qu'il a reçues, ne présentons que des faits au sauvage. Après un certain temps, il sera obligé, à cause du nombre des idées acquises, d'essayer de les classer et de les comparer. On pourra alors le conduire dans la voie de la raison. Mais il faudra venir à lui avec des mœurs pures. Si les missionnaires n'ont pas fait tout le bien qu'ils auraient pu faire aux peuples sauvages, c'est qu'ils étaient accompagnés de militaires, de commerçants, dont la conduite et l'avidité « contrastaient trop avec l'enseignement apporté par ces nouveaux apôtres ». Qu'ils partent donc seuls, et leurs beaux efforts seront pleinement récompensés. Car le sauvage n'est superstitieux que par ignorance.

Avec les peuples policés, on rencontrera des obstacles beaucoup plus grands à surmonter. « Et quoique les nations les plus florissantes soient composées encore aux trois quarts au moins d'hommes aussi bornés et aussi simples que des sauvages, il en est trop d'ingénieux, d'éclairés et d'intéressés à entretenir la superstition. Elle a jeté de trop profondes racines dans le corps politique pour qu'il ne soit pas bien plus difficile de la déraciner. » Un moyen sûr de régénération serait une révolution ; mais une telle crise est trop dangereuse pour qu'on ne doive pas la redouter. L'instruction ? Mais « la plus grande partie des nations, les classes inférieures du peuple n'y céderaient qu'avec trop de peine et en sont trop peu susceptibles pour qu'elle produisît tout ce qu'on devrait en attendre ». L'exemple seul conduirait au résultat souhaité. Et ce sont les classes supérieures, « que les autres sont accoutumées à respecter », qui devraient le donner. Pour ce faire, Le Roy de Flagis ose proposer la destruction de tous les privilèges ; aucun ne serait héréditaire ni vénal ; il n'y en aurait que de personnels, et seulement à raison de services rendus. Le gouvernement devrait être complètement militaire, sans qu'on enrégimente tous les citoyens et qu'on les oblige à porter les armes, mais « en établissant entre tous la subordination militaire et désignant par les dénominations consacrées aux seuls grades militaires tous les citoyens de quelque profession qu'ils soient dont les services auront mérité des distinctions ». Les prêtres seront forcés de ne plus

s'isoler au milieu de l'Etat ; ils devront s'assimiler aux autres citoyens et ne jamais troubler la société par intolérance.

Que les rois fassent une telle révolution. C'est leur devoir. Le Roy de Flagis s'adresse à eux : « Ils sont heureusement loin de nous ces temps de désordre et d'horreur où des ménagements et des artifices étaient peut-être nécessaires à la conservation de l'autorité souveraine. Votre puissance, établie sur des bases d'autant plus inébranlables que les lumières ont fait disparaître pour jamais ce fantôme de théocratie que cherchait à élever l'ambition pontificale, n'a plus besoin de ces petites ressources. Vos personnes sacrées, redoutées ou chéries, sont devenues le centre apparent de vos Etats et la source réelle des grâces. Vos noms même vénérés quand il vous plaît ne sont plus prononcés qu'avec cet attendrissement indicible, avec cette émotion inexprimable qu'excitait autrefois le doux nom de la patrie lorsqu'elle existait encore. Mais puisque vous nous en tenez lieu, puisque vous nous offrez en vous le seul dédommagement qu'il nous soit permis d'espérer dans nos pertes, osez faire un pas de plus pour notre bonheur, et, après vous être substitués à la patrie, osez vous en attribuer les droits. »

Le problème de l'éducation a retenu à plusieurs reprises l'attention de l'Académie. Guyton de Morveau lisait le 3 février 1764 « deux paragraphes d'un ouvrage » qu'il « se propose de donner incessamment au public concernant l'éducation et les études relativement aux collèges. Le premier paragraphe a pour objet les collèges considérés par rapport aux mœurs ; dans le second, l'auteur traite de l'enseignement ». Le 10 février, il poursuivait sa lecture : « Le sujet du troisième paragraphe est l'âge où doit commencer l'éducation publique ; dans le quatrième, l'auteur traite du choix des maîtres. » Le 17 février (1), la compagnie entendait la lecture d' « une partie du cinquième paragraphe... L'auteur, en traitant des objets de l'enseignement et de la méthode, s'est étendu particulièrement sur l'étude des langues ». Le livre était publié en 1764 sous le titre : *Mémoire sur l'éducation publique avec le prospectus d'un collège, suivant les prin-*

(1) Reg. acad., t. II.

cipes de cet ouvrage (1). Guyton de Morveau avait lu, au cours de ces trois séances académiques, les cent-vingt premières pages de son livre, c'est-à-dire plus du tiers. Il devait ensuite étudier longuement la question de l'enseignement des belles-lettres et des sciences; c'est avec une grande énergie qu'il s'élevait contre l'instruction donnée jusque-là dans les collèges. Aussi fortement que l'abbé Coyer, La Chalotais et plusieurs autres, il critiquait la façon dont on comprenait les humanités, affirmait que la philosophie devait être enseignée en français, montrait la nécessité de supprimer la scolastique. Ce n'est pas sur des mots qu'il convient de discuter, ce sont les choses mêmes qu'il faut connaître. « La raison réclame en vain contre les préjugés, les opinions changent et ils subsistent par la force de la coutume, si les circonstances ne favorisent la révolution qui doit les détruire » (2). Il faut que le problème soit résolu sans plus de retard, car, ainsi que l'indique le préambule de l'Edit du mois de février 1763 : « Les écoles publiques destinées à l'éducation de la jeunesse dans les lettres et dans les bonnes mœurs... ont toujours été regardées comme un des fondements les plus solides de la prospérité des Etats (3). « On doit regarder les collèges comme le « berceau des mœurs publiques » (4). N'est-il pas vrai que « nous imputons souvent à la nature des penchants que nous ne devons qu'à l'éducation » ? Il importe de ne point rebuter les élèves par une trop grande instruction livresque et de ne pas perdre de vue leur avenir d'hommes (5).

Dans le *Prospectus d'un collège*, Guyton de Morveau dit que la religion doit occuper le premier rang dans l'éducation. Les anciens régents, qui lui donnaient la place principale, n'ont guère réussi à la faire connaître, aimer et pratiquer et c'est vers ces buts que doivent tendre tous les efforts des instituteurs. Les mystères ne doivent

(1) Le volume, qui contient également un *Plan général d'institution, particulièrement destiné pour la jeunesse du ressort du Parlement de Bourgogne*, avait paru à Dijon chez Causse, en 1764; il n'existe pas à la Bibl. de D., tandis que la Bibl. nat. en possède deux exemplaires . R. 22.025 et R. 22. 144-148.

(2) P. 7.

(3) P. 10.

(4) P. 12.

(5) Pp. 29-31.

jamais être détachés des faits, mais au contraire toujours liés à eux par la chronologie et l'histoire ; c'est là le conseil de saint Augustin cité par Fénelon dans l'*Education des filles*. Il convient de nourrir un « véritable respect pour le christianisme » : aussi faudra-t-il éviter le vice de l'ancienne école qui se plaisait à vanter exclusivement les ouvrages des auteurs païens. Ceux du christianisme ne sont pas seulement bons pour les prêtres et les dévots, et l'on citera saint Chrysostome, saint Cyprien, saint Augustin, Prudence, Polignac. « C'est après de semblables études que (les jeunes gens) pourront dire qu'ils savent leur religion, et il n'est point d'égarement à craindre de ceux qui la connaissent. »

L'auteur entre ensuite dans les plus grands détails sur l'« état des places », les « lois classiques », les « règlements concernant la pension », le « programme des études ».

À la séance du 25 février 1779 (1), Guyton de Morveau lit une lettre qu'il a écrite à « M. Isquiardo, garde du cabinet du roi d'Espagne, et ami de M. Diderot, auteur de la *Vie de Sénèque* » (2). Diderot assure dans son ouvrage que Néron né méchant ne put jamais devenir bon sous les meilleurs instituteurs. Guyton de Morveau s'élève contre cette assertion (3), et estime que Diderot l'a avancée involontairement. S'il n'a pas, en effet, combattu assez fortement en certains endroits de son livre les opinions de Sénèque sur le fatalisme (4), il a souvent « employé les raisonnements les plus concluants » pour montrer l'erreur de ce système. Guyton de Morveau expose ensuite son opinion ; il assure que « les dispositions naturelles au bien et au mal sont égales dans tous les hommes », que « celui qui refuse de l'avancer renverse d'un seul coup toutes les idées de justice divine et

(1) Reg. acad., t. X.

(2) L'*Essai sur la vie de Sénèque le philosophe* venait de paraître.

(3) Dans son *Mémoire sur l'éducation publique*, Guyton de Morveau soutenait que Hobbes s'était trompé en affirmant la méchanceté native, et qu'entre cette opinion et celle qui soutient que les hommes sont naturellement bons, il n'hésitait pas à adopter celle-ci, « et je dis que quand on pourrait en douter moralement, la politique devrait en consacrer la vérité pour l'avantage de l'éducation et des mœurs », p. 14.

(4) Le fatalisme, écrit encore Guyton de Morveau dans son *Mémoire* est « proscrit par la lumière des lettres », p. 15.

humaine », qu' « il les renverse même sans supposer que ces penchants innés soient absolument irrésistibles ». L'opinion contraire a pour elle bien des préjugés, et des hommes, animés des meilleures intentions, l'ont soutenue. C'est qu'on n'a pas assez pris garde au grand nombre de causes qui concourent à faire illusion sur la véritable influence de l'éducation, dont les quatre principales sont : « l'opinion qui fait arbitrairement des vices et des vertus. L'inégalité des forces de l'esprit et du corps qui ne peut manquer de varier à l'infini les individus formés par une éducation semblable. L'erreur qui nous fait juger de l'institution par l'instituteur, tandis que tout ce que l'enfant voit et entend l'instruit au bien ou au mal. Enfin, une autre erreur plus grossière encore et non moins commune qui nous fait placer le commencement de l'éducation à l'âge où elle est le plus ordinairement décidée pour les qualités morales. » Guyton de Morveau entreprend de justifier ce qu'il avance en analysant la vie de Néron et en montrant pourquoi celui qui avait d'abord fait concevoir les plus belles espérances devint un monstre « dont le nom seul est une injure atroce pour celui auquel on le donne ». N'oublions pas que « Néron avait treize ans quand Sénèque fut choisi pour son instituteur. Et sachons que « par les deux serpents qui, selon Agrippine, ont gardé Néron au berceau, on doit entendre deux corrupteurs de son enfance » ; que « les Romains étaient si vicieux que Sénèque leur reprochait d'enseigner la cruauté à leur empereur » ; qu' « Agrippine, intéressée à le rendre vicieux, empêchait les effets des leçons de Sénèque en lui peignant la philosophie comme nuisible aux souverains ». Qui donc n'apercevrait pas dans la scélératesse de Néron l'influence de ces différentes causes sur l'éducation du tyran ?

L'abbé Picardet fit un discours « sur les principes des mœurs » à la séance du 2 août 1781 (1). « Les principes des mœurs » sont « les facultés qui peuvent conduire l'homme au bonheur qu'il souhaite ». Elles sont au nombre de six : « l'imagination, l'entendement, le sens intime, le sens extérieur, la volonté et l'appétit sensitif. » Elles forment en se combinant les vices et les vertus. Si les

(1) Reg. acad., t. XI.

facultés inférieures sont subordonnées aux facultés supérieures, nous avons les vertus ; au cas contraire, nous avons les vices et les crimes. Platon l'avait dit avant Picardet.

Le 14 avril 1785 (1), l'abbé Volfius déposait sur le bureau de l'Académie un discours sur *l'art d'instruire et les qualités de l'instituteur* que le Dr Maret et Claude Picardet examinèrent à la séance du 21 avril 1785 (2). L'instituteur ne doit pas être seulement intelligent et savant, mais aussi modeste, d'une humeur égale, d'un sens droit, d'une conduite exemplaire. Il faut qu'il ait le goût, l'estime et l'amour de son état ; qu'il aime l'enfance ; qu'il prenne une très haute idée de ses fonctions. « Comme Dieu, il crée des hommes. » Aucune différence ne sera possible entre l'enfant du riche et l'enfant du pauvre, « qui souvent se venge par ses succès de l'inégalité arbitraire qui vient des conventions et du hasard ». Il doit se faire aimer en même temps que respecter. Ses manières seront douces et engageantes, mais aussi fermes et sans mollesse ; il saura concilier l'amour et la crainte ; il aura de la gaieté et l'encouragera même dans ses élèves. Il maintiendra toujours l'ordre et la règle sans prendre un ton dur et un air hautain ; il sera exact et non sévère, ou plutôt, la discipline sera sévère et l'homme sera bon. Ensuite, il aura égard à la différence des esprits et des caractères, qu'il s'emploiera à bien connaître pour arrêter la conduite à tenir selon que l'enfant est ouvert, d'une humeur vive, d'un caractère indolent, ou dur et opiniâtre. « C'est dans la vue des bons effets de ce discernement nécessaire et pour le faciliter qu'en cette ville on a voulu que dans les premières années l'instituteur suivît ses disciples de classe en classe. Idée heureuse, s'écrie l'orateur, qui est due à celui qui a répandu la science en cette province » (3). L'instituteur devra être instruit et judicieux, être un bon esprit plutôt qu'un bel esprit ; posséder un sens droit, un esprit sage, un discernement juste, un savoir qui soit moins dans sa mémoire que dans son

(1) Reg. acad., t. XIV.

(2) *Ibid.*

(3) Odinet Godran, qui, par son testament en date du 9 février 1581, « institua la ville de Dijon et les Jésuites ses héritiers, à la charge d'élever un collège ». Girault, *Essais sur Dijon*, p. 442 ; v. également, p. 320.

jugement. Il devra connaître l'art de présenter aux enfants ce dont ils seront instruits, la manière de les y appliquer et de les fixer. Une de ses qualités les plus essentielles, c'est d'inspirer à ses élèves le goût de la vertu, de les former à des sentiments qu'elle seule puisse avouer ; c'est de leur donner des idées de la justice, de leur présenter des images du beau et du grand. C'est par l'autorité de l'exemple qu'il les instruira et non point par de longues moralités, de froids sermons ; puis, par des récits puisés dans les histoires et dans les écrits des anciens. Qu'il soit lui-même ému quand il rapportera des actions vertueuses ou « que son indignation pour le vice passe dans l'âme de ses élèves ». Arrivant à la religion, l'abbé Volfius affirme que « sans la religion la justice n'a plus de but, la morale plus d'appas, la vertu plus de récompense, les passions plus de frein ». Elle est enfin la sauvegarde des mœurs. Elle ne saurait donc trop retenir les soins de l'éducateur. Celui-ci ne trouvera pas la récompense de ses efforts dans la reconnaissance de ses élèves « toujours rare chez les hommes », ni dans « une estime toujours vaine quand on ne la cherche que dans l'éclat des talents ». Il ne la rencontrera seulement que dans « le témoignage qu'une âme honnête se rend à soi-même qu'il a fait le bien autant qu'il était en lui, qu'il a donné à ses élèves des connaissances utiles et des sentiments vertueux, ce qui s'appelle accomplir ses devoirs, la seule véritable satisfaction à laquelle il puisse prétendre ».

Les académiciens chargés du rapport sur le travail de Volfius, reconnurent « avec beaucoup de satisfaction la production d'un orateur philosophique et religieux, d'un citoyen animé d'un ardent patriotisme... »

L'abbé Volfius, dans un autre discours prononcé à la séance publique du 26 novembre 1787 présidée par le prince de Condé (1), parla de l'instruction des femmes. Convenait-il de permettre à la femme de s'instruire, et, si oui, jusqu'à quel point ? Était-il à propos de lui faire connaître les sciences et les arts ? Ou fallait-il la « borner aux soins économiques » ? La femme est naturellement appelée aux vertus domestiques, aux occupations paisibles de la famille, à l'éducation des enfants ; elle doit

(1) Reg acad., t. XVI.

soulager l'homme dans ses maux, le consoler dans ses peines. Il est sûr que la nature veut que le mérite et la perfection de la femme consistent dans l'exercice des belles vertus d'épouse et de mère. « Ainsi considérées, et sans aucune relation aux progrès de la société, les femmes ne paraissent avoir besoin d'autres connaissances que de celles de leurs devoirs, devoirs simples qu'elles trouvent dans leurs cœurs. » Si elles possédaient une instruction plus étendue, cette instruction ne servirait qu'à « les tirer de la simplicité de leurs occupations, qu'à leur donner l'idée de la réputation, qu'à les dégoûter des vertus obscures. Ce qu'elles gagneraient ne vaudrait pas ce qu'elles risqueraient de perdre ». Mais l'innocente simplicité n'est plus. « Dans nos mœurs polies et corrompues, il est bon que les femmes exposées à tant de pièges soient instruites pour se faire des principes qui leur servent d'appui, pour apprécier les hommes, pour recueillir les connaissances morales, pour être le conseil de leurs époux, pour élever leurs enfants, pour l'avantage de l'ornement de la société. » Jusqu'à quel point une femme doit-elle être instruite ? Ne nous éloignons pas des volontés de la nature et, en même temps, concilions-les avec les progrès de la société et les changements des mœurs. Les femmes ne doivent point avoir « le goût immodéré des connaissances », qui ne s'accorde pas avec « les détails multipliés de leurs devoirs domestiques » ; des « prétentions au génie et à la gloire » qui ne s'accordent pas avec « la simplicité de leur état ». La femme ne cherchera dans l'instruction que « ce qui est d'usage et de pratique, ce qui peut lui apprendre à mieux remplir ses devoirs, à les chérir davantage. Elle ne doit cultiver ces connaissances que par la lecture et la réflexion, et ce goût ne doit jamais être en elle une passion ». La femme que Volfius donne en exemple est celle qui « sait allier les vertus de la nature aux convenances sociales ».

Après avoir examiné quelques travaux traitant de l'éducation, voyons-en deux autres : l'un de Claude Picardet « sur les avantages des belles-lettres dans l'emploi

du temps » (1) ; le second de Richard de Ruffey « sur la littérature » (2).

Claude Picardet désire que ne soit pas exclusif « le goût dominant de notre siècle » qui « porte la plupart des hommes à l'étude des sciences ». Si l'utilité des sciences, si les découvertes « dont elles récompensent le travail de leurs sectateurs », si d'autres qu'elles promettent encore « offrent à l'homme qui les cultive des occupations intéressantes, lui assurent des ressources infaillibles contre l'ennui », qu'on sache bien que « les belles-lettres ne sont pas moins faites pour occuper avec succès les loisirs de ceux que leur goût, leurs dispositions naturelles, les circonstances engagent à prendre celles-ci pour objets de leurs études ». Des savants ont porté un jugement injuste sur les belles-lettres, car, oubliant ce qu'ils leur doivent, ils « n'ont pas craint de leur refuser l'avantage de pouvoir remplir les vues qu'on se propose dans l'emploi de son temps ». Poésie, éloquence, histoire, étude de l'antiquité, morale ne peuvent point, assurent-ils, « occuper utilement et agréablement les gens dont l'âge a mûri le jugement ». Et la plus futile d'entre elles est sans nul doute la poésie. Quelle erreur ! Ne voit-on pas que « ses fictions ingénieuses, ses charmantes illusions qui, organisant et animant tout, liant ainsi tous les êtres à celui-là seul qui les a créés ; ses tours hardis, ses figures si propres à une âme sensible, ardente et passionnée, ses expressions qui donnent aux objets de vives couleurs, ont tant de rapports avec la mobilité du sang qui abonde dans les jeunes gens, à la vivacité de leur imagination, qu'il ne faut pas s'étonner qu'en eux cette imagination s'attache si fort aux choses qu'elle-même a enfantées. » La poésie ne se borne pas à « flatter la sensibilité » ; elle est une source de connaissances ; elle rend la vertu aimable, le vice haïssable par les peintures qu'elle en fait ; par les charmes dont elle revêt les principes les plus sévères, elle tempère l'austérité de la morale et contribue « à l'insinuer pour ainsi dire dans l'âme par les détours symbolique de l'apologue » ; elle parvient « à porter dans les cœurs un trouble salutaire par la hardiesse de la satire, par le tableau pathétique des excès où les pas-

(1) V. Reg. acad., t. XIII, séance du 10 juillet 1783.

(2) V. Reg. acad., t. XVI, séances des 15 et 22 mars 1787.

sions entraînent les hommes » ; elle relève le courage ; elle inspire « l'enthousiasme de l'héroïsme par les monuments durables qu'elle élève aux personnes dignes des regards de la postérité ». Elle est pour tous « un objet d'étude également utile et agréable ».

Richard de Ruffey affirme à son tour l'importance de la littérature. Il parle des traductions, qui « offrent un des moyens les plus puissants de former le style en se rendant propres la hardiesse des tours, l'énergie des expressions et l'harmonie des langues anciennes » ; du style ; de l'histoire ; de l'éloquence, qui « ne s'occupe pas des intérêts politiques mais qui « s'élève à de plus grands objets : ceux de la religion et des mœurs » ; de la poésie, « la plus agréable partie de la littérature », dont le véritable but est « de plaire et d'instruire » ; de l'étude des anciens monuments, qui « offrent un champ moins agréable, mais infiniment utile à l'histoire et aux arts » ; de la critique, qui a rendu de grands services à la littérature, car « en portant le flambeau du goût sur tous les objets que celle-ci embrasse, elle a répandu au loin une vive lumière qui a dirigé et soutenu les écrivains et éclairé leurs juges ». Ruffey proclame que le XVIII^e siècle est grand parce qu'il a vu l'union de la littérature et des sciences. « Le triomphe de la littérature pendant les beaux siècles de la Grèce et de Rome, temps où les sciences étaient au berceau, pouvait servir à prouver qu'elle peut se passer de leurs secours pour plaire, instruire et intéresser ; mais les bons esprits exempts des bassesses de l'amour-propre et de la rivalité, ressentent une estime mêlée d'admiration et de respect pour tous ceux qui se distinguent par des talents supérieurs en quelque genre que ce soit. C'est par ces nobles principes que nos plus grands génies, sentant la nécessité d'allier les sciences et la littérature, se sont fait un devoir et une gloire de la cultiver. Fontenelle, Mairan, d'Alembert, Maupertuis, Buffon, Condorcet et plusieurs autres ont également brillé dans l'Académie française et dans celle des sciences. C'est à la magie de son style enchanteur que M. de Buffon doit une partie de sa gloire et du succès de ses ouvrages. Leur lecture a inspiré à la nation le goût de l'étude de la nature et de la collection de ses chefs-d'œuvre. » *L'Histoire natu-*

relle « fut pour le grand public une révélation et un triomphe ». Et si Buffon a été combattu par des gens de science, certains, comme Lalande et le *Journal des savants*, ont exalté son génie et son style.

Avant de terminer l'examen de quelques productions littéraires que l'Académie de Dijon a entendues, il nous reste à voir deux travaux présentés à huit ans de distance. L'un traite « de l'usage de la langue latine dans les écrits modernes » ; l'autre s'intitule : « Aperçu des causes qui peuvent rendre une langue universelle et observations sur celle des langues vivantes qui tend le plus à le devenir. »

Le premier a pour auteur Claude Picardet. Il fut lu à la séance du 12 juillet 1781 (1). La langue latine est la plus belle des langues ; son influence sur la nôtre a été immense. Certains, pourtant, veulent qu'on en abandonne l'étude, sous prétexte qu'on ne peut la parler ni l'écrire comme au siècle d'Auguste et qu'il est très difficile d'employer toujours le mot propre. Il est certain que les contemporains de Virgile et d'Horace avaient des avantages dont nous sommes privés ; mais « une personne studieuse qui aura étudié, comparé le style des différents auteurs latins, saisira facilement le caractère distinctif des mots qu'ils ont employés dans les différentes circonstances et s'en servira lorsqu'elle travaillera dans le même genre » ; ensuite, « l'habitude de lire des auteurs latins familiarisera avec les tournures, les inversions de la phrase latine, de manière qu'après avoir compris le génie de la langue des Romains, elle n'aura pas de peine à s'y plier et d'autant moins qu'il est des auteurs très élégants que l'intention, la recherche de l'harmonie engagent souvent à adopter une distribution de mots peu différente de celle que leur donne dans notre langue son génie analytique ». Il est sûr que parmi les Français qui ont écrit en latin, aucun n'a pu égaler les grands anciens, que nous ne possédons ni poèmes épiques, ni bonnes comédies, ni d'aussi belles oraisons, ni autant de bons historiens latins qu'en offre l'antiquité. Cependant, ne peut-on comparer avec avantage les Buchanan, les Muret, les Scévole de Sainte Marthe, les Saunazar, les Rapin, les Commire, les Vida, les

(1) Reg. acad., t. XI.

Santeul, les Polignac aux Claudianus, Nemesianus, Calpurnius, Silius Italicus, Stace ?

La culture du latin est nécessaire. La facilité des communications établit son universalité entre tous les savants de l'Europe. Aussi, les universités, les collèges, tous les corps littéraires doivent entretenir, exciter le goût de l'étude de la langue latine et s'opposer au progrès des préjugés qui décrient cette étude.

Le latin est la langue universelle, dit Picardet. Quelles sont donc les causes qui donnent l'universalité à une langue ? C'est à cette question que veut d'abord répondre Roland de la Platière dans son travail portant le titre d' « Aperçu des causes qui peuvent rendre une langue universelle et observations sur celle des langues vivantes qui tend le plus à le devenir », travail qui fut lu à la séance du 13 juin 1789 (1). Les causes rendant une langue universelle sont dans l'état de cette langue et dans celui de la nation qui la parle. « L'état d'une langue est déterminé par sa nature, par ses progrès, par les grands hommes qui en ont fait usage et qui l'ont transmise et fixée dans leurs écrits » et « l'état d'une nation résulte de ses lois, de sa situation, de son gouvernement, de sa religion, toutes choses qui déterminent ses mœurs, son influence et ses relations ». Quelle est la langue et quelle est la nation d'aujourd'hui auxquelles on peut faire l'application de ces principes ? Autrefois, ni les peuples de l'Orient, ni les Grecs, ni les Romains n'ont pu rendre leur langue universelle : les premiers, parce que leurs relations au dehors n'étaient point assez étendues et que leurs lumières n'avaient point une puissance suffisante ; les seconds, parce qu'ils souffrirent de troubles trop fréquents et que le joug romain s'appesantissant sur eux fit perdre à leur belle langue, qui réunissait tous les caractères pouvant lui assurer l'universalité, son influence et son éclat ; les troisièmes, parce qu' « un empire trop étendu, un gouvernement insensé » précipitèrent la ruine de cette nation, dont les conquêtes, les écrits « plus puissants encore que les armes » auraient pu donner à la langue latine une prépondérance qui la rendît universelle.

(1) Reg. acad., t. XV.

Maintenant que la civilisation et les lumières sont plus généralement répandues, que la puissance n'appartient plus à un seul peuple, que les nations s'efforcent de maintenir l'équilibre entre elles, il semble que les conquêtes et les révolutions, qui ont été si funestes aux peuples anciens, soient de plus en plus difficiles. Aussi, « c'est donc moins sur l'effet des armes que sur celui du commerce, des richesses qu'il procure, des relations qu'il multiplie, des ressources qu'il assure qu'on doit graduer aujourd'hui ou prévoir l'influence d'une nation, d'ailleurs savante et polie ». Quelle est donc la langue moderne qui peut prétendre à l'universalité ? « C'est celle qui approche le plus de la langue grecque par la facilité de son usage pour tout exprimer, par la force de son expression pour tout faire sentir, par son inflexion, ses modifications qui portent les choses à l'âme et les meuvent au gré du poète, de l'orateur ou de l'historien. » Celle-là seule pourra devenir universelle « si elle est parlée par un peuple très civilisé, très libre, très instruit, qui ait la facilité d'exprimer et de publier et ce qu'il pense et ce qu'il sait et ce qu'il craint et ce qu'il veut ; ce peuple, avide de connaissances, porté aux grandes actions, dévoué à son pays, attire et captive tous les autres peuples par la vigueur et la sagesse de ses lois, la douceur de son gouvernement, l'activité de son industrie, l'étendue de son commerce et le bienfait de la tolérance ».

La langue anglaise, proclame Roland de la Platière, réunit toutes ces qualités, « mais, ajoute-t-il, le peuple qui la parle en Angleterre n'a pas toutes celles qui doivent faire valoir les premières. C'est en Amérique que je crois voir rassemblées toutes les données d'après lesquelles on doit juger qu'une langue deviendra universelle ». Et il montre la langue anglaise pleine d'une force, d'une majesté et d'une abondance, qui suppléent à la douceur et à l'harmonie que le climat ne lui a pas données ; le peuple américain la parle, et c'est un peuple admirable : ses mœurs et son gouvernement sont doux et sages ; il nourrit un respect profond pour l'humanité ; il vénère la justice ; il a cette bienveillance universelle qui lui fait regarder chaque citoyen comme un frère, les autres peuples comme des amis, et qui l'éloigne de la vivacité et de l'égoïsme

politique aussi funeste aux nations qu'aux individus ; il possède une industrie prospère, un commerce étendu, un territoire grand et fertile, un génie dégagé de toutes entraves, des relations qui lui ouvrent le monde entier. Les Etats-Unis sont promis à « la plus solide existence », ses citoyens à « une prospérité durable », et leur langue à « cette universalité qu'aucune autre n'a pu encore obtenir ».

*
**

Les travaux littéraires que la fondation Pouffier a produits sont-ils originaux ou répondent-ils aux préoccupations ou aux curiosités de l'époque ? Ne les retrouve-t-on pas dans d'autres académies ? Les ouvrages suivants de M. D. Mornet : les *Sciences de la nature en France au XVIII^e siècle*, la *Pensée française au XVIII^e siècle*, les *Origines intellectuelles de la Révolution française* vont nous l'apprendre.

Jusqu'à la fin du siècle, les académies entendent la lecture, plus ou moins nombreuse, de poésies fugitives, d'idylles, d'odes, de discours sur de vagues moralités. Elles « sont toujours, à certains égards, des académies de beaux-esprits, des sociétés d'éloquence ». Devant tous ces travaux de belles-lettres, l'intérêt du public provincial ne faiblit pas, tout au contraire, puisque les journaux en parlent de plus en plus. « Dans les *Affiches de province* de 1753-1754, on trouve le compte rendu d'une dizaine d'ouvrages touchant à la philosophie, d'une soixantaine touchant aux sciences, de quatre ou cinq touchant à la politique, aux finances. Dans l'année 1784 (équivalant comme étendue aux deux années 1753-1754), il n'y a plus guère que cinq comptes rendus d'ouvrages de philosophie, vingt-cinq de ceux de science, aucun de politique et finances. Par contre les comptes rendus de théologie et de piété sont presque aussi nombreux ; et ceux des ouvrages de belles-lettres ont presque triplé. »

Si les poètes de Dijon aiment à muser dans les sentiers battus, ils n'ignorent point que le « poème descriptif » est né, que Saint-Lambert a écrit en 1769 *les Saisons*, que Lemierre, en 1769 également, a parlé en vers de *la Peinture*, que *les Mois* de Roucher ont paru en 1779, qu'en 1782 Delille publiait *les Jardins*, que Chénier avait com-

mencé l'*Hermès* et l'*Amérique*, et qu'il convient de mettre dans le poème des « pensers nouveaux », c'est-à-dire « l'éloge de l'agriculture et de la nature, les découvertes des sciences, l'humanité et la bienfaisance, la justice et la tolérance. Mais on n'employa pour les chanter que les plus vieilles recettes des poétiques de collège ». La mode était « de s'attendrir, de verser de douces larmes... sur les joies pures de la vie rustique, sur les jardins et les paysages romantiques, sur les bosquets de la mélancolie et les autels de la rêverie. La poésie naît des « troubles », des « douces effusions », voire des « tempêtes du cœur ». Les poètes descriptifs ont compris en réalité, un des caractères de la poésie. Il ne leur a manqué que la sincérité ou le talent ». Picardet nous a paru sincère.

Il faut connaître la nature. Son étude doit être commencée le plus tôt possible. « On voulut même que l'histoire naturelle fût mêlée aux premiers balbutiements de la lecture et aux premières curiosités de la pensée. « On n'est point encore assez persuadé, écrivait Nollet en 1738, que le livre de la nature puisse être lu par les enfants mêmes : que cet âge est du moins aussi propre que tout autre pour l'entendre, pourvu qu'on le lui montre par l'endroit qui convient... Grivel ne veut pas seulement qu'on apprenne à lire à l'enfant dans un cours d'histoire naturelle : « Enseignez-lui d'abord à voir autour de lui et de près à près tout ce qui l'environne : les bois, les prés, les champs, les ruisseaux, les fontaines, le ciel, les météores, le feu, les hommes, les animaux et les plantes. » Formey dans son *Abrégé* et le P. Cotte dans ses *Leçons élémentaires* rédigeant par demandes et par réponses des catéchismes commodes où les enfants s'instruiront peu à peu des notions essentielles de la pluie, neige, grêle, tremblements de terre, plantes, insectes, etc. C'est l'avis même du retentissant *Essai d'éducation nationale* de Caradeuc de la Chalotais : « de l'histoire naturelle et des récréations physiques et mathématiques. » Ou bien c'est une mère qui se promène avec sa fillette par une aube d'automne, ou dans un bois qui borde la mer, pour l'entretenir en mauvais vers des *Tableaux de la nature*, de l'art de la fourmi, des métamorphoses des insectes, des abeilles, etc. » Renaud de la Greslaie voulait tout à la fois, comme nous l'avons lu tout à

l'heure « inspirer l'amour du créateur, l'admiration de ses œuvres, le respect pour les mœurs et l'encouragement de la science ».

Une vaste misère semblable à une lèpre profonde rongea la France du XVIII^e siècle. « Partout les mendiants et les indigents pullulent, harcèlent les passants et les pouvoirs publics. D'après l'abbé Beaudeau, en 1765, sur 18 millions de Français, il y a 3 millions de pauvres. En Bretagne, en 1774, un quart des habitants seraient dans le besoin. Au hasard des témoignages contemporains voici 8.000 pauvres à Amiens, en 1777, sur 40.000 habitants ; dans une paroisse de Vitré, 200 familles sur 250 ont besoin d'être secourues ; à Aurillac, il y a 2.000 pauvres ; à Mur-de-Barrez, sur 1.086 habitants, 401 pauvres et 94 mendiants ; à Pontivy, 250 familles indigentes sur 850 et 141 seulement sont à l'aise, etc., etc. De là, toute cette littérature, qui se multiplie après 1760 et qui se propose, dans cent doctes traités, brochures, discours, dissertations académiques, articles de journaux, de résoudre ce tragique problème de la mendicité. » La morale altruiste, qu'on appelait alors bienfaisance et humanité, connaît une vogue immense. On invente les rosières, nous l'avons vu ; on publie les traits d'humanité, de bienfaisance ou d'héroïsme et on les décrit en prose et en vers, on les fait voir par le pinceau ; on s'apitoie réellement sur la misère et l'on cherche sérieusement le moyen de l'adoucir sinon de la supprimer. Les compagnies littéraires se mettent de la partie. A la société des philathènes de Metz, l'abbé Favre lit le 31 janvier 1773 un mémoire sur la mendicité, et le baron de Tschoudy parle pendant quatre séances, les 6, 20, 27 février et 13 mars de la même année sur cette grave question. La société royale d'agriculture d'Orléans discute aussi de la mendicité. L'Académie de Châlons demande pour son prix de 1777 : « Quels sont les remèdes à la mendicité ? » Elle reçoit plus de cent réponses. La fondation Pouffier applaudit à l'épître en vers de Le Roy de Flagis « sur la cause et les remèdes de la mendicité » et décide d'envoyer à l'intendant une copie de l'épître. Le Roy de Flagis déplorait « le luxe des hospices qui diminue les ressources capables de faire face aux besoins ». Il lisait

son Epître en 1783, et, la même année, Bachaumont disait : « La fureur est aujourd'hui de mettre tout en hôpital. »

La compagnie dijonnaise se préoccupe du luxe. C'est un sujet éternel. Le luxe est profondément condamnable, disent les moralistes chrétiens, les La Bruyère et les Fénelon, et, avec eux, les professeurs de rhétorique qui aiment à montrer la frugalité des Spartiates, la simplicité de Cincinnatus et de Caton. « Montesquieu lui-même avait expliqué par l'afflux des richesses et la cupidité les désastres de l'empire romain ou des Troglodytes. Mais certains s'avisèrent que le mépris des richesses était sans doute une vertu chrétienne et non pas une vertu raisonnable. Est-il bien sûr que les Etats les plus riches soient les plus corrompus ? Et n'est-il pas évident, en bonne politique, que les plus riches ont un bon moyen d'être les plus puissants ? Saint-Evremond refuse de se laisser éblouir par le brouet noir des Spartiates et la charrue de Cincinnatus. Ce sont des gens qui faisaient de nécessité vertu et qui méprisaient ce qu'ils n'avaient pas su acquérir. » Si le luxe peut être une corruption, c'est aussi « de la dépense, c'est la circulation des richesses, c'est du travail pour les ouvriers et, de proche en proche, des gains pour toute la nation ; c'est du commerce, de l'industrie, c'est-à-dire la vie des Etats. Si bien qu'en y réfléchissant, le goût du luxe, vice privé, serait un bien social, c'est-à-dire une sorte de vertu ». Les pages que la fondation Pouffier a entendues sur ce sujet ne nous ont pas été conservées, mais il est sûr que les bienfaits du luxe n'avaient pas été exaltés. Nous ne connaissons que le titre de la dissertation lue en 1768 devant l'Académie de Marseille : « Convient-il à une monarchie d'avoir des lois somptuaires ? » Il est probable que la réponse devait être affirmative ; l'auteur était un abbé, l'abbé Jacquet, le même qui présenta en 1787 à l'Académie de Lyon un *Essai sur l'état de nature*, « qui n'est d'ailleurs qu'une reprise « sensible » et moralisante des Discours de Rousseau ».

Près de deux ans avant que Gueneau de Montbeillard vienne lire son mémoire sur la peine de mort, l'Académie de Besançon entend, le 19 décembre 1770, un « Discours philosophique sur les peines capitales ». En 1779, l'Aca-

démie de Châlons demande : « Quelles pourraient être en France les lois pénales les moins sévères ? » En 1780, elle pose cette question : « Quelles sont les réparations à donner aux accusés reconnus innocents ? » La société d'Orléans s'occupe de la procédure criminelle ; celle de Metz écoute la lecture de mémoires sur la législation, sur l'abolition des peines infamantes, sur les réparations dues aux accusés reconnus innocents ; les lauréats du concours qu'elle a proposé sur la question de l'infamie attachée aux parents d'un criminel sont Robespierre et Lacretelle. L'Académie de Rouen discute de la nature des peines, de la procédure criminelle, de l'abolition du droit coutumier.

Toutes ces questions qu'agitent les Académies ne sont point subversives et à peine audacieuses. Gueneau de Montbeillard n'est pas un révolutionnaire et Guyton de Morveau ne l'est pas encore, lui qui écrit, dans son discours « sur l'état actuel de la jurisprudence » que le roi est le père de ses sujets et qui vante « ces belles Ordonnances de Louis XV ». On pouvait fort bien « réformer la législation criminelle, l'administration de la justice, la vénalité des charges, une partie du code civil... sans ébranler les assises de la monarchie absolue ».

Tandis que l'Académie de Bordeaux recevait moins de cent travaux de belles-lettres et plus de vingt mémoires de philosophie, la fondation Pouffier ne s'occupa que fort peu de philosophie, et les quelques dissertations que nous avons présentées sont les seules qu'elle reçut et dont elle entendit la lecture. Quand l'abbé Picardet vient dire que Descartes et Locke, entre autres, « sont dignes d'être mis au rang des vrais philosophes », l'on peut être assuré qu'il ne veut pas se montrer téméraire, qu'il ne songe point à sortir de la plus stricte orthodoxie. Cependant, le triomphe du cartésianisme ne datait pas de plus d'un siècle, et durant un long temps « il a été combattu par tous ceux qui préféraient les arguments d'autorité à ceux de l'évidence rationnelle et la scolastique au *Discours de la méthode* ». L'abbé Picardet sait-il ou se souvient-il que « vers 1680, l'abbé Cailly est encore chassé de l'Université de Caen pour son enseignement cartésien et que l'abbé Pourchot, à Paris, vers 1695, aura encore des difficultés

pour avoir emprunté ses arguments à Descartes plutôt qu'à la tradition de l'Ecole ? » S'il lui fallait un garant, dont il ne sent certainement pas le besoin, il le trouverait dans le fondateur même de la compagnie. Dès le premier quart du siècle, Pouffier écrivait, en effet, dans son testament, que la physique et la morale sont « deux des principales parties de la philosophie », qu'elles doivent être spécialement étudiées, ainsi que la médecine. Le fondateur ne s'était-il pas inspiré de la préface que Descartes avait mise à ses *Principia philosophiae* ? « Toute la philosophie, disait Descartes, est comme un arbre dont les racines sont la métaphysique, le tronc est la physique, et les branches qui sortent du tronc sont toutes les autres sciences qui se réduisent à trois principales, à savoir la médecine, la mécanique et la morale. » Mais, dès la fin du XVII^e siècle, « les Universités commencent à être discréditées. Hors d'elles, ou bien l'on dépasse Descartes en suivant Locke, ou bien l'on est tout Descartes ». L'abbé Picardet ignore peut-être que « c'est Locke surtout qui apprend à penser « à l'anglaise », c'est-à-dire en ne s'en fiant qu'à soi-même et non point à son catéchisme ou à son curé. Locke est chrétien, très sincèrement, mais il n'est pas catholique et sa démonstration du christianisme prétend être « raisonnable ». Il renonce au jargon et aux subtilités des démonstrations métaphysiques. Il veut que tout le monde le comprenne et non pas que tout le monde le croie. La raison de chacun est le seul juge ; et c'est un juge audacieux ; elle oblige par exemple à convenir qu'il est possible à Dieu de créer une matière pensante et qu'il y a peut-être une matière pensante. Ce chrétien apporte aux déistes non pas tous les arguments, mais toutes les façons de raisonner qui leur permettront de n'être plus chrétiens ».

Lorsque le comte de la Touraille vint débiter ses « réflexions morales et philosophiques », nous ne pouvons savoir quelle fut la réaction de l'académie. Comme le prince de Condé était présent, et qu'il dut sourire, la société tout entière en fit probablement autant, même l'abbé Picardet. C'est que Condé est un des plus irréligieux des grands seigneurs, et M. Mornet écrit que le prince de Condé se trouve parmi « les meilleurs clients des colporteurs de livres prohibés », parmi « ceux qui achètent l'*Oracle des*

anciens fidèles, la Théologie portative, l'Evangile de la raison, l'Antiquité dévoilée, les Mélanges de Voltaire ».

Le mémoire que Le Roy de Flagis présente en 1785 est une partie du programme de l'*Encyclopédie*, et ressemble à des travaux parus bien des années auparavant. « Perreau demande qu'on retire à la noblesse le privilège d'occuper les charges et emplois importants ; il faut les mettre au concours et donner à la noblesse le droit de travailler. Le *Code de la raison humaine ou exposition succincte de ce que la raison dicte à tous les hommes* (1776) demande l'égalité devant l'impôt. Une réédition de 1780 des *Devoirs* (parus en 1769) du marquis de Mirabeau corrige par une longue note de sept pages les idées du marquis sur la noblesse et démontre les inconvénients des privilèges de la noblesse héréditaire. Parfois enfin on attaque violemment le principe même de la noblesse. » Le Roy de Flagis, en terminant son mémoire parle du « doux nom de la patrie lorsqu'elle existait encore » ; mais les rois se sont « substitués à la patrie ». En effet, au XVII^e siècle, avec la religion, il y avait la religion du roi. Si « dans sa *Dissertation sur le vieux mot de patrie*, Coyer reconnaissait encore (en 1755) qu'on disait le royaume, l'Etat, la France et jamais la patrie, et... plaidait en style sensible pour le vieux mot., entre 1760 et 1780 la cause est gagnée ». Le Roy de Flagis était un retardataire.

Mailly, dans son ouvrage sur la philosophie, loue Rousseau et Voltaire, Montesquieu et ceux auxquels on doit « le vaste édifice de l'*Encyclopédie* ». Mais nous sommes en 1788 et, depuis longtemps, bien d'autres académies avaient montré beaucoup plus de curiosité et d'audace philosophiques. « L'Académie de Metz et la société des philathènes de Metz suivent et discutent publiquement presque tous les grands problèmes et les grandes œuvres de la philosophie du temps : de 1759 à 1770, par exemple, l'esprit philosophique, l'utilité de diffuser l'instruction, les tendances de l'esprit humain au XVIII^e siècle... On discute où l'on parle... de la philosophie anglaise à Lyon en 1760, de l'esprit philosophique à Nancy en 1754, de l'influence de la philosophie au XVIII^e siècle à Besançon en 1770, du fanatisme à Caen en 1770. » Et nous verrons que les idées hardies de certaines académies ne furent pas seulement

agitées entre les murs d'une salle de réunion, mais s'établèrent au dehors dans les sujets de prix.

Le *Mémoire sur l'éducation publique avec le prospectus d'un collège suivant les principes de cet ouvrage* que Guyton de Morveau publiait en 1764 était une réponse aux préoccupations, aux plaintes, aux désirs de réforme que l'on percevait depuis longtemps déjà, mais qui grandissaient toujours davantage. Le livre de Guyton de Morveau venait à son heure. Qu'enseignait-on dans les collèges ? « Rien que du latin et de la rhétorique latine, et, dans les années facultatives de philosophie, de la philosophie scolastique. Même jusqu'à la fin du XVII^e siècle, on apprenait à lire dans des livres latins auxquels les enfants ne comprenaient rien. » Port-Royal, le P. Lamy, l'abbé Fleury, Rollin ont tenté de réagir contre cette tradition. Le P. Lamy, qui est un oratorien, « veut qu'on apprenne à observer et à réfléchir librement ». Fleury assure qu'« il ne reste à peu près rien, pour la pratique de la vie, de l'instruction des collèges sinon quelques vagues notions et quelques formules qui ne sont que des mots. Le latin, pour lui, n'est qu'une langue et non une culture. Il demande une place pour le français, l'histoire et la géographie ». Rollin, auquel Diderot reprochera de ne vouloir que « faire des prêtres ou des moines, des poètes ou des orateurs » sera pourtant assez audacieux pour être critiqué fortement par le recteur Gibert. « Il veut qu'on enseigne méthodiquement le français ; il réclame pour l'histoire (d'ailleurs afin d'enseigner la morale) une place beaucoup plus large. Il recommande l'étude de Fléchier, Bossuet, Fontenelle, Boileau, Nicole, *Esther* et *Athalie*. » Locke, dont le traité *De l'éducation des enfants* est traduit depuis 1695 et connaît un grand succès, « fait le procès de l'étude exclusive du latin, de la rhétorique, de la scolastique... Il veut substituer à l'étude des mots celle des réalités : géométrie, histoire, morale, droit civil, législation. Il veut, qu'à chaque pas et dès l'enfance, on fasse appel non à la mémoire passive de l'enfant, mais à son raisonnement. » Ces recommandations ne sont que fort peu suivies et ces réclamations ne sont guère entendues. Port-Royal n'a formé qu'un petit nombre d'élèves, et ses écoles fermées, son influence a disparu. Les Oratoriens enseignent « l'histoire en

français, la méthode latine en français ; vers 1740, on commence à y faire quelques discours français, à donner un peu plus de place à l'histoire. Mais c'est à peu près tout. » Quant aux Jésuites, ils ne sortent pas de la tradition, et les collèges de l'Université non plus. « Les manuels de rhétorique sont encore souvent en latin ; les cahiers de philosophie, même lorsqu'un peu de cartésianisme s'y glisse, sont toujours aussi arides et aussi barbares ; toutes les audaces se bornent à joindre la version latine au thème, à faire un peu plus d'histoire ou de géométrie sans jamais donner d'ailleurs à ces études la sanction d'un prix ; à jouer quelque tragédie ou pastorale en français à côté des pièces latines. Les collèges, malgré tous les raisonnements des pédagogues, restent fermés à l'esprit nouveau. » Cependant, des fissures se sont produites ; un poison a pénétré, et certains en ont ressenti profondément les effets. Ainsi, « les élèves du collège du Mans, dont un grand nombre se destinent à la prêtrise, sont blâmés en 1730 pour négliger les sacrements ; tous ont communie à Pâques, mais quelques-uns seulement à Noël et à la Pentecôte. Les plaintes se précisent en 1734 ; ils présentent même des billets de confession suspects », et le mal va toujours croissant. Guyton de Morveau voudrait qu'on y portât remède et, dans le *Prospectus d'un collège*, il demande que la religion soit placée au premier rang de l'éducation. « Le goût ou même la mode des systèmes pédagogiques » ne cessent point. Traités et dissertations ne manquent pas. Puis, « le succès éclatant et le génie de l'*Emile* font de cette mode un engouement ». Nous sommes en 1762. La même année, l'ordre des Jésuites est supprimé. Ils possédaient cent treize collèges. « Ce sont cent treize collèges sans professeurs et cent treize collèges qu'on peut réorganiser, qu'on doit même, crie-t-on, réorganiser. Un édit du 2 février 1763 prescrit donc de créer pour tous les collèges n'appartenant ni aux Universités ni aux congrégations un bureau composé de l'évêque, du premier officier de justice du lieu, du ministère public, de deux officiers municipaux, de deux notables, du principal ; à eux d'aviser. Pour les aider dans leur tâche les conseillers se multiplièrent par douzaines. Ils avaient souvent du talent ; et ils parlaient avec une singulière énergie. »

Jusque-là, que veulent les collègues ? Ils veulent seulement « donner à leurs élèves des qualités générales de goût ; ils leur apprennent à choisir, ordonner, exprimer avec clarté, élégance, éloquence des idées générales applicables à tous les temps et tous les pays. Ils les font vivre dans un monde qui n'est même pas romain, qui est un monde de convention. Mais ce n'est pas dans ce monde-là que doivent vivre les élèves qui sortent des collèges... Il faut donc que l'éducation des collègues, au lieu de les isoler du monde, s'ouvre toute grande sur les choses du monde ; il faut qu'elle montre la vie dans toute sa réalité : « Qu'apprend-on en sixième, dit l'abbé Coyer ? du latin. En cinquième ? du latin. En troisième ? du latin. En quatrième ? du latin. En seconde ? du latin. Nulle connaissance de la nature, des arts, des sciences utiles. Point de choses, mais des mots ; et encore quels mots ? Pas même la langue nationale ; rien de ce qui convient le plus à l'homme. Et on appelle ce long et précieux espace de temps le cours des *humanités*. Voilà des humanités bien sauvages... Employer dix à douze ans à mal parler, à mal composer en latin, à expliquer des auteurs qui se refusent à la portée de l'âge, à tailler des figures de rhétorique pour les faire entrer, de gré ou de force, dans des amplifications qui n'amplifient que du verbiage, à des principes de philosophie qui apprennent à maltraiter le bon sens ! » Même indignation chez Guyton de Morveau et Caradeuc de la Chalotais : « D'où vient qu'au sortir des écoles il est rare de trouver un jeune homme qui sache narrer un fait, dicter une lettre ou délibérer sur une opinion ? C'est qu'il n'a appris qu'à faire des harangues ! » « Toujours du latin et des thèmes !... Presque toute notre philosophie et notre éducation ne roulent que sur des mots ; ce sont les choses mêmes qu'il importe de connaître... Des faits, des faits dont les yeux disposent à sept ans comme à trente ! » La Condamine, Duclos, l'*Encyclopédie*, Condillac, Helvétius, d'humbles régents, des faiseurs de contes et de romans tiennent à peu près le même langage.

Dès le 7 décembre 1764, l'année même de la publication par Guyton de Morveau de son *Mémoire sur l'éducation publique*, la fondation Pouffier décidait de poser la question suivante pour le prix de 1766 : « donner un traité

élémentaire de morale à l'usage des collèges dans lequel les devoirs de l'homme envers la société et les principes de l'honneur et de la vertu soient développés. » Nous reparlerons de ce traité quand nous examinerons les prix offerts par l'Académie.

A la Société des philathènes de Metz, Tschoudy étudie, le 9 novembre 1771, un « Catéchisme de morale fait pour les enfants de huit à neuf ans, où se trouvent les grands principes sur la justice, le courage, la bienfaisance et la formation des sociétés ». L'Académie de Châlons demande en 1776 : « Quel est le meilleur plan d'éducation pour le peuple ? ». Pour 1781 et 1782, les concurrents aux récompenses de la même académie devront donner « Un plan d'éducation pour les collèges » et « Un plan d'éducation pour les femmes ». Nous savons que l'abbé Volfus prononça, en 1785 et en 1787, deux discours devant la compagnie dijonnaise, l'un sur « l'art d'instruire et les qualités de l'instituteur », l'autre sur « l'instruction des femmes ».

En 1738, l'abbé Nollet écrivait : « Il serait à souhaiter que cette science (la physique) devenue plus certaine, et conséquemment plus intéressante, étendît ses progrès jusque dans les familles, et qu'étant aussi capable d'orner l'esprit et de remplir ses moments de loisir avec agrément et tranquillité, elle devint un bien dont la possession fût commune à tout le monde. » Les souhaits de Nollet furent abondamment réalisés. « La physique a ses grâces et ses charmes, écrit le P. Regnault (1734). On l'estime ; elle plaît ; on l'aime ; elle est bien venue partout, même à la Cour. » La *Bibliothèque d'un homme de goût* oublie pour la physique tout ce qui fut le goût cent ans plus tôt. « Les livres les plus agréables et les plus utiles sont, sans contredit, ceux qui roulent sur la physique. » Philipon de la Madelaine s'en émerveille en termes galants : « La doctrine des gaz enflamme à présent toutes les imaginations et peut-être tourne toutes les têtes. » L'abbé Nollet doit avouer en 1775 que le goût de la physique « est devenu presque général ». Les femmes s'en mêlèrent allégrement. « N'est-il pas honteux, disait en 1765 le *Journal des Dames*, que la plupart des femmes, je n'ose dire des hommes qui entrent dans le monde, n'aient pas la moindre notion du premier des arts ? » Ce premier des arts,

c'était la physique, et Mme de Miremont se chargeait, dix-huit ans plus tard, de l'enseigner aux tomes III et IV de son *Traité de l'éducation des femmes*... Il y eut dix *Manuels, Leçons, Abrégés, Dictionnaires à la portée de tout le monde, ou des gens du monde*. Si bien qu'on s'inquiéta pour la destinée des belles-lettres et qu'on fit grief à la physique, comme on le fit à la philosophie, de triompher sans mesure et de prétendre dominer sans partage. « J'ai aimé la physique, écrivait Voltaire en 1741, tant qu'elle n'a pas voulu dominer sur la poésie ; à présent qu'elle écrase tous les arts, je ne veux plus la regarder que comme un tyran de mauvaise compagnie. » Le procès valut que les académiciens le jugeassent. L'abbé du Resnel publia des *Réflexions générales sur l'utilité des belles-lettres et sur les inconvénients du goût exclusif qui paraît s'établir en faveur des mathématiques et de la physique*. L'Académie des Inscriptions le discuta et l'approuva. » La fondation Pouffier exprima aussi toute sa satisfaction du mémoire de Claude Picardet « sur l'avantage des belles-lettres dans l'emploi du temps » et du travail de Richard de Ruffey « sur la littérature ».

Picardet avait les plus fortes raisons pour prononcer, à la séance du 12 juillet 1781, son plaidoyer en faveur du latin. Depuis plus d'un quart de siècle, la concurrence de la rhétorique française sur la rhétorique latine n'avait fait que croître, et surtout après l'édit du 2 février 1763 prescrit pour réorganiser les collèges. L'enseignement du latin avait été supprimé dans les écoles militaires, qui comptaient près de 3.000 élèves, « et Vaublanc dans ses mémoires, nous a laissé de l'événement un tableau qui est au moins symbolique s'il n'est pas, peut-être, rigoureusement historique : « Lorsque le latin fut chassé de l'école militaire (de La Flèche), un professeur nommé Valard, qui avait composé un rudiment très estimé, réunit sur une charrette ses vieux livres, ses cahiers, tout ce qu'il possédait. Il s'assit sur ce monceau en désordre ; il partit au moment où les élèves étaient en récréation. Ils s'assemblèrent autour de la charrette. Il leur criait : « Vous êtes perdus ! Vous allez croupir dans l'ignorance ! Vous ne serez bons à rien. On chasse de l'école Virgile, Horace et Cicéron ; je les emporte avec moi ; l'antiquité

vous abandonne. Oui, pleurez, infortunés ; vous êtes perdus ! » Il n'est pas douteux que la mode, du moins une certaine mode, poursuit M. Mornet, s'engoua de ces pertitions. Rigoley de Juvigny (qui entra à l'Académie de Dijon en qualité de membre honoraire le 12 novembre 1773) y voit — déjà — une des causes de « la décadence des lettres et des mœurs ». « La noblesse, la bourgeoisie, la stupide opulence ont été séduites par le charlatanisme de ces nouvelles institutions où tout est enseigné, hors ce qu'il faut savoir, où toutes les sciences sont affichées, étalées sur la porte, mais où l'ignorance professe dans l'intérieur ;... les parents disent naturellement : à quoi sert le latin et le grec ! Nous ne voulons point faire des savants de nos enfants ! » La victoire du français sur le latin s'avérait toujours plus complète. « On va même jusqu'à supprimer le latin de l'enseignement. C'est le cas du collège illustre de Sorèze où l'on peut apprendre la flûte et la fortification sans jamais faire un mot de latin... Le Plan d'éducation du collège d'Ancenis (vers 1778) annonce qu'on recevra des élèves qui veulent devenir « militaires, ingénieurs, hommes du monde, littérateurs » et qu'on ne leur apprendra pas le latin. » Il est évident que de telles nouveautés n'allaient pas sans des résistances nombreuses et fortes, dont M. Mornet nous donne des exemples. Cependant le combat se poursuivait, et le latin reculait toujours davantage. Des voix s'élevaient pour le secourir, montrant sa valeur et son utilité. Parmi ces voix, montait, au sein de l'Académie de Dijon, celle de Picardet.

En 1789, on lisait le mémoire que Roland de la Platière avait envoyé — il le présenta dans le même temps à l'Académie de Bordeaux — et qu'il intitulait : « Aperçu des causes qui peuvent rendre une langue universelle et observations sur celle des langues vivantes qui tend le plus à le devenir. » Il louait extrêmement le peuple américain. Bien d'autres avant lui avaient assuré que toutes les vertus se rencontraient dans ce peuple admirable. Livres, journaux, nouvelles à la main affirmaient que l'Amérique est le pays du « bon sauvage » ; là, vivent les Hurons, Iroquois, Algonquins « courageux, patients, justes, dévoués, égaux et libres » ; là, est né le grand, le

sage Franklin, que Paris accueillit « avec sympathie, puis avec amour, avec dévotion », auteur de cette *Science du bonhomme Richard*, traduite dès 1773. C'est le pays qui a lancé cette sublime déclaration célébrée par toute la France. C'est la belle et parfaite Amérique, enfin, dont la révolution enthousiasme jusqu'aux académies. « Raynal fonde à l'Académie de Lyon, pour 1783, un prix dont le sujet était : « La découverte de l'Amérique a-t-elle été utile ou nuisible au genre humain ? » Condorcet, Chastellux, Genty concoururent ; ils s'accordent à déclarer que la révolution des Etats-Unis compense les horreurs répandues par le fanatisme et l'esclavage. C'est l'abbé Genty, pourtant censeur royal, qui conclut : « L'indépendance des Anglo-Américains est l'événement le plus propre à accélérer la révolution qui doit ramener le bonheur sur la terre. C'est au sein de cette République naissante que sont déposés les vrais trésors qui enrichiront le monde. » On pense bien que Condorcet est encore plus hardi que le censeur royal et trouve dans la Révolution américaine l'exemple qui doit inspirer le respect des droits de l'homme et préparer sur le globe le triomphe des vrais principes. » L'Académie, devant ces idées audacieuses, renonça à décerner le prix. « En 1784, les Jeux floraux de Toulouse vont encore plus loin que Raynal et l'Académie de Lyon. Les concurrents doivent étudier la grandeur et l'importance de la révolution américaine (1).

Le peuple américain devait parler la plus belle des langues, la seule digne d'avoir « cette universalité qu'aucune autre n'a pu encore obtenir ». C'est ce qu'affirme Roland de la Platière. La langue anglaise était la langue des Américains, mais elle n'était parfaite qu'en Amérique.

Lorsque la compagnie dijonnaise eut entendu la lecture de ce travail, le secrétaire perpétuel nota sur son registre que « l'Académie est loin d'adopter » la thèse de Roland de la Platière.

(1) Daniel Mornet, *les Sciences de la nature*, pp. 218, 219, 93, 94 ; *la Pensée française au XVIII^e siècle*, pp. 11, 146, 147, 154 ; *les Origines intellectuelles de la Révolution française*, pp. 299, 344, 442, 302, 266, 44, 45, 301, 151, 302, 303, 249, 14, 15, 16, 17, 271, 248, 263, 264, 149, 300, 61, 62, 63, 171, 172, 176, 325, 327 sqq, 389, 393, 396, 397. — Cf. également L.-T. Dassay, *l'Académie de Marseille*, p. 375 ; L. Pingaud, *Académie de Besançon* ; J. de Gères, *Académie de Bordeaux* ; *Société des philathènes de Metz* (dans *Mémoires de l'Académie de Metz*, 1874-1875), p. 667.

Ainsi, malgré la fièvre d'enthousiasme qui sévissait, la fondation Pouffier ne s'émut point. Sérieuse, pondérée, elle se refusait à applaudir aux bienfaits de la révolution américaine, comme elle se refusait à applaudir aux génies de Cagliostro, de Mesmer et des sourciers. Ancrée au milieu de la raisonnable Bourgogne, elle était bien l'image de ces hommes au parler lent, à la tête solide, n'aimant point ceux qui s'engouent pour des choses insuffisamment connues ou trop éloignées de la réalité quotidienne.

c) L'HISTOIRE ET LA GÉOGRAPHIE.

L'archéologie, la géographie, l'histoire ancienne, l'histoire moderne, et naturellement l'histoire locale ont été l'objet de mémoires dont le nombre total, de 1741 à 1793, se monte à 169. On les étudia toujours de plus en plus : 8 mémoires sont lus de 1741 à 1758, 66 de 1759 à 1770, 95 de 1771 à 1793. Nous n'avons rencontré que fort peu de travaux d'histoire moderne, probablement parce qu'ils sont plus sujets à erreur et que les traiter serait parfois téméraire ; d'autre part, les érudits provinciaux aiment à poursuivre des recherches archéologiques et à éclaircir des détails qui les ont frappés de la mythologie ou de l'histoire ancienne, et l'on constate que sur vingt-cinq travaux publiés dans le premier tome des Mémoires, paru en 1769, quatre ont été consacrés à l' « origine du respect que dans l'antiquité la plus reculée on a eu pour les cornes », à deux anneaux d'or découverts sur le mont Auxois, à une petite galère de bronze et à « une feuille triangulaire de même métal » trouvées près de la source de la Seine, enfin à un laraire.

Gelot, le 11 février 1746 et le 13 janvier 1747, lisait un abrégé de l'histoire de France ; Richard, le 20 août 1752, dissertait sur les mœurs et le caractère des anciens Gaulois ; le 13 février 1756, l'abbé Picardet exposait les moyens dont se servaient les anciens pour mesurer les terres et les cultiver, et revenait, huit jours après, discourir sur les antiquités étrusques ; le 7 mai 1756, Richard parlait de l'origine et du progrès de la chevalerie militaire ; le 18 février 1757, Fevret de Fontette étudiait

l'histoire des Gaulois ; le 12 décembre 1760 (1), Bouillet, après Richard, exaltait l'ancienne chevalerie.

Les 5 et 12 juin 1761 (2), le président de Brosses venait lire une dissertation « dans laquelle il traite le fond de la dispute qui s'est élevée entre MM. de Buache et de Vaugondi au sujet du prétendu passage de la mer du Sud dans la mer du Nord trouvé, dit-on, par l'amiral de Fuente ». Nous allons l'examiner, comme nous examinerons ses études sur « le fameux fragment de Sanchoniaton », sur le cinquantième verset de la Théogonie, sur l'oracle de Dodone, sur l'origine de la nation et de la langue grecque, enfin sur la vie de Salluste. Par contre, nous devons passer sous silence entre autres ouvrages, *l'Histoire des navigations aux terres australes* pour la même raison que nous n'avons point parlé du *Traité de la formation mécanique des langues et des principes physiques de l'étymologie*, parce que nous n'écrivons point, après Foisset, un ouvrage sur le président de Brosses, que nous n'avons point à examiner toutes les productions du président et surtout celles qui, comme les deux ouvrages que nous venons de citer, prirent naissance dans la société Richard de Ruffey, c'est-à-dire avant que de Brosses fit partie de l'Académie (3).

Le travail du président de Brosses sur la question de savoir s'il existe un passage entre la mer du Sud et la mer du Nord, c'est-à-dire entre l'Océan Pacifique et l'Océan glacial arctique, ne fut pas publié. On ne le connaît que par ce qu'en dit le Registre de l'Académie (4). Depuis longtemps, commence de Brosses, des recherches ont été effectuées pour savoir si, comme le désireraient fort les navigateurs, les deux « mers » communiquent. Certains géographes l'affirment ; d'autres le nient. L'opinion de ces derniers est insoutenable, dit notre auteur,

(1) Tous ces travaux ont été consignés dans le premier Registre de l'Académie.

(2) Reg. acad., t. II.

(3) « Le croira-t-on ? Ces libres conférences du mercredi à l'hôtel de Ruffey détermineront en quelque sorte la production de deux ouvrages capitaux du président de Brosses : *les Terres australes* et *le Mécanisme du langage*. » *Le Président de Brosses*, par Th. Foisset, Paris, 1842, in-8, pp. 129 et 130. Au reste, Foisset, pp. 448 sqq, et M. Bouchard dans son livre *De l'humanisme à l'encyclopédie*, pp. 677 sqq, ont longuement étudié ces deux ouvrages.

(4) V. Foisset, *Le Président de Brosses*, p. 582.

puisqu'on peut faire et qu'on a fait « exactement le tour de l'ancien monde en partant ou de la Hollande ou d'Arkhangel en dirigeant sa course entre la Nouvelle-Zemble et le Spitzberg ». Le chemin serait abrégé en passant par le détroit de Useigats « si son issue était ou mieux connue ou plus praticable ». Et l'on suit les côtes de Russie depuis l'embouchure de la Léna jusqu'au Kamtchatka et au Japon ; c'est par là que passa le capitaine Spanberg. Nul n'ignore que, partant du Japon pour aller vers la Hollande ou Arkhangel, on doublera le cap de Bonne-Espérance, qui est la route ordinaire, ou bien l'on passera par « la mer Pacifique », soit en franchissant le cap Horn, soit en passant par le détroit de Magellan, « ce qui fait dans ce dernier cas plus que le tour de l'ancien monde ». Les découvertes des Russes depuis l'embouchure de la Léna jusqu'à la presqu'île du Kamtchatka raccourcissent pour eux la route du Japon, de la Chine et des Indes, mais elles ne pourraient être de quelque utilité pour les peuples de l'Europe, si l'on excepte les Suédois et les Danois, parce que le trajet serait presque aussi long pour eux et beaucoup plus dangereux « puisqu'il faudrait naviguer bien au delà du cercle polaire, et qu'ordinairement les mers sont plus orageuses à mesure que le climat est plus froid ».

Des géographes prétendent que l'Asie et l'Amérique sont séparées par un espace très considérable, mais d'autres assurent que les deux continents sont très peu éloignés l'un de l'autre, « de sorte qu'ils renouvellent l'existence contestée du détroit d'Anian comme on peut le remarquer dans les nouvelles cartes dressées par MM. de Lisle et Buache, partisans du dernier sentiment ». De Brosses croit que les premiers ont raison, à cause des récits des Russes, et du rapport de Behring. « Il est vrai qu'on ne saurait douter de l'allongement de l'Asie du côté de l'Amérique depuis que les Russes ont navigué depuis l'embouchure de la Léna en doublant le cap Chasaginsky qui est le cap glacé, ensuite le cap d'Ohkovski jusqu'à la presqu'île du Kamtchatka et qu'il faut ajouter cet espace au continent de l'Asie comme on le fait dans les nouvelles cartes. » Mais il est très peu sûr que l'Amérique se prolonge du côté de l'Asie : les Russes le nient ; quant

aux découvertes de l'amiral de Fuente, on ne saurait y ajouter foi, soutient de Brosset, parce qu'elles remontent à 1640 et n'ont été divulguées que très longtemps après ; un événement d'une telle importance aurait été publié aussitôt, s'il avait été vrai. Ensuite « cet amiral, secondé du capitaine Bernardo, en cherchant au nord de l'Amérique un passage par où il puisse pénétrer de l'Océan pacifique dans la mer atlantique, tandis que les Anglais cherchaient ce passage par les baies d'Hudson et de Bassin, dit avoir rencontré un vaisseau venant de Boston : voilà donc deux vaisseaux, dont l'un a trouvé nécessairement le passage désiré, ou l'Anglais de la mer atlantique dans la mer pacifique, ou l'Espagnol de cette dernière mer dans l'atlantique, pourquoi le vaisseau de Boston n'a-t-il pas donné sa relation de même que l'amiral ?... » Les découvertes de l'amiral de Fuente ont « l'air d'un roman géographique, et ces derniers romans sont au moins aussi dangereux que les autres ».

C'est à la séance publique du 14 août 1763 (1) que le président de Brosset lut son mémoire — qui n'a pas été non plus publié — sur « le fameux fragment de Sanchoniaton ». Cet ouvrage est le plus ancien livre profane connu ; écrit en cananéen, il porte ce titre : *Des origines phéniciennes*. L'auteur, né à Beristre en Phénicie, était prêtre et vivait quatorze siècles environ avant Jésus-Christ. L'ouvrage, divisé en neuf livres, est dédié à Abibal, roi de Beristre. « Il ne nous en reste qu'un extrait contenu dans le premier livre de la préparation évangélique d'Eusèbe de Césarée qui s'était servi pour le composer d'une traduction en grec de ce livre faite par Philon, natif de Biblos en Phénicie, du temps de l'empereur Adrien. » Sanchoniaton raconte d'abord « l'histoire de la cosmogonie ou de la formation du monde, ou développement de la matière par le mouvement d'un air spiritueux qui causa l'union des parties vitales avec la matière inanimée, ce qui produisit les premiers germes d'où vinrent ensuite les animaux. » Puis viennent les météores, les premiers hommes, les premiers inventeurs, les principaux arts, les plus anciens cultes religieux « établis tant en l'honneur

(1) Reg. acad., t. II. Sur cette séance, v. *Mercur de France* janvier 1764, 1^{er} vol., pp. 101-108.

des dieux qu'on appelait en Orient naturels et immortels, tels que sont les germes reproductifs des espèces, le soleil et les éléments, qu'en l'honneur des dieux mortels, c'est-à-dire des hommes qu'on avait divinisés dans l'admiration que leur génie inventeur avait causée à leurs compatriotes et dans le transport de la reconnaissance des utilités qu'ils avaient procurées au genre humain ». De *Æon*, la vie, et de *Protogone*, le premier né, est issue la race des hommes. Puis, *Sanchoniaton* parle des plus puissantes et des plus célèbres familles qui existèrent en Phénicie ; des règnes d'*Ouranos* et de *Chronos*, son fils en cananéen, de ceux qui leur étaient apparentés et qui sont les Titans.

Il semble que l'ouvrage allait jusqu'à Zeus Baal, fils et successeur de *Chronos*, qui est Jupiter, souverain des dieux. Jupiter « porta au loin et au plus haut degré la gloire de l'empire des Titans, c'est-à-dire la domination du peuple phénicien et l'extension de son commerce sur les côtes de notre mer méditerranée... »

Sanchoniaton a indiqué ses « sources ». « Les mémoires secrets écrits en lettres ammonéennes conservés dans les temples, les actes publics conservés dans les dépôts des villes suivant l'usage de ce temps lui ont fourni les principaux matériaux de son histoire ainsi que les livres du célèbre *Tooth*, l'un des législateurs de l'Égypte, et les instructions qu'ils avaient reçues d'*Hirombaal*, prêtre du dieu *Jevo* ».

Eusèbe eut raison de reprocher à *Sanchoniaton* sa doctrine sur la formation du monde d'où la divinité est complètement exclue, « mais telles étaient les opinions reçues de son temps en Phénicie, conformes au cours d'une philosophie toute physique et matérielle avant que la révélation eût éclairé les hommes ».

Le traducteur et Eusèbe avaient souvent ajouté du leur au texte de *Sanchoniaton*. De Brosses parvint à dégager le texte de l'auteur qu'il accompagna de commentaires tirés « tant des expressions mêmes de l'original que des opinions comparées des autres nations orientales sur la même matière, telles que nous les trouvons dans le peu qui nous reste des écrits de *Berosé*, d'*Abidène*, d'*Alexandre Polyhistor* et autres, surtout de *Mosch*, philosophe phé-

nicien antérieur à Thalès et aux plus anciens philosophes des écoles grecques qui ont beaucoup emprunté de sa doctrine, principalement Démocrite, chef des atomistes, et Staton de Lampsaque ».

Parmi les commentaires qu'il donna à l'ouvrage de Sanchoniaton, de Brosses, près de sept ans après la lecture de son mémoire, vint faire connaître à l'Académie celui qui accompagnait le cinquantième verset racontant l'histoire d'Atlas et des Atlantides. Ce fut à la séance du 16 mars 1770 (1). De Brosses essayait de déterminer ce qu'il faut penser du règne d'Atlas en Mauritanie ; discutait ce qui a été dit sur Atlas, sur sa naissance, sur son nom, sur sa légende selon les Atlantides, sur ses découvertes astronomiques ; parlait des deux constellations : les Hyades et les Pléiades ; expliquait ce qu'est Maia et les autres filles d'Atlas et de Pleione ; passait aux Hespérides et à l'expédition d'Hercule, à la mort d'Atlas, à l'histoire d'Antée qui fut le dernier successeur d'Atlas pour terminer en disant qu'il est « fort tenté de croire que toutes les circonstances astronomiques de l'histoire d'Atlas, prince Titan sont imaginaires ; que Maia (ou la multitude) n'est que le groupe d'étoiles formant la constellation des Pléiades ; que la prétendue généalogie de Pléione leur mère, fille de l'Océan et de Thétis, est une manière très claire d'exprimer par allusion poétique que ces étoiles semblent sortir du sein des mers en se levant à l'horizon ; qu'Hespérus est bien moins un homme que l'étoile du soir ; que les Hespérides ne sont en général que les femmes du pays d'Occident ; qu'il n'y a peut-être jamais eu d'autre *Atlas* ou *colonne* que les montagnes de la lune en Mauritanie portant leurs cimes dans les nues et aperçues de loin comme touchant au ciel par les vaisseaux phéniciens dans le cours des navigations qu'ils faisaient sans cesse pour leur commerce à Tarsis dans la Bélique et sur les côtes d'Afrique ; qu'ayant confondu le prince et la montagne du même nom, on a dit du prince même qu'il portait le ciel sur ses épaules ». Atlas fut ensuite regardé comme un grand astronome, l'étoile du soir devint un de ses frères, certaines constellations devinrent ses filles. Enfin Atlas se changea en une mon-

(1) Reg. acad., t. V. Ce commentaire comptait 16 p. in-folio. Il resta manuscrit. V. Foisset, le *Président de Brosses*, p. 585.

tagne qui va de la terre au ciel. De Brossette montre d'après l'ouvrage de Shaw : *Voyage de Barbarie*, que le mont Atlas, loin d'être une des plus hautes montagnes de l'univers, n'a qu'une faible altitude. La fable ou l'histoire d'Atlas, dit de Brossette en terminant, « peut être mêlée de faits réels et d'allusions, et je crois ce mélange très commun dans les traditions des temps héroïques, où l'on a volontiers tourné en allégories les événements véritables que leur nature rendait susceptibles d'être vus sous cette face ».

Le 16 janvier et le 16 août 1767 (1), le président de Brossette lut deux mémoires qui, comme le croit Foisset et comme nous le pensons aussi, devaient faire partie d'un même ouvrage, qui ne vit jamais le jour. Le 16 janvier, ce fut la lecture d'un mémoire sur l'oracle de Dodone ; à la date du 18 décembre, le IV^e registre de l'Académie porte l'indication suivante : « M. le Président de Brossette, qui travaille à un ouvrage sur l'origine de la nation et de la langue grecque, a lu un discours qui sert d'introduction à cet ouvrage. »

Etudiant l'oracle de Dodone, de Brossette commence par dire que les oracles sont nés de « l'inquiétude d'une âme agitée de crainte ou d'espérance » et de « l'avidité curieuse de lire dans l'avenir et de jouir d'une connaissance anticipée des événements futurs ». Les oracles sont de différentes espèces selon le degré d'ignorance des peuples chez lesquels ils se sont fait entendre. Celui de Dodone est le plus ridicule et le plus puéril de tous. « C'est qu'il était l'ouvrage des plus anciens habitants naturels de la Grèce, d'un peuple errant, vagabond, brut, sauvage, sans lois, sans mœurs, sans connaissances, sans habitation fixe, peuple connu sous le nom de Pélasge ». Les Pélasges, explique de Brossette, habitèrent d'abord la Thessalie, puis, après divers événements, allèrent s'installer en Epire, au pied du mont Taumare où ils vécurent longtemps en paix grâce au respect des Grecs pour l'oracle de Dodone, dont la célébrité était très grande. L'oracle prédisait l'avenir soit par l'agitation des feuilles des hêtres et des chênes,

(1) Reg. acad., t. III et IV. Le mémoire lu à la séance publique du 16 août 1767 — sur cette séance, v. *Mercur de France*, février 1768, pp. 154 à 164 — fut enregistré à la date du 18 décembre suivant. Cf. Reg. acad., t. IV. V. Foisset, *le Président de Brossette*, p. 584.

soit par le murmure des fontaines qui naissaient au pied des arbres sacrés, soit par le bruit de chaudrons de cuivre, soit par des colombes noires à voix humaine, soit par des sorts jetés sur une table. Au temps des premiers Pélasges, l'avenir n'était prédit que par l'agitation des feuilles et le murmure des fontaines, car Strabon et Menedemon disent que les chaudrons étaient placés dans un temple et, en ce temps, il n'y avait point de temple. Les colombes, elles aussi, ne vinrent que plus tard, quand elles trouvèrent dans la forêt de Dodone les arbres consacrés et annonçant l'avenir sur lesquels elles purent se poser. On racontait « que Jupiter avait donné à sa fille Thébé deux colombes noires à voix humaine, que l'une s'envola en Epire dans la forêt de Dodone où, s'étant perchée sur un hêtre, elle ordonna d'établir en cet endroit un oracle de Jupiter Pélasgique ; que l'autre vint en Lybie où elle se posa sur la tête d'un bélier, donnant un pareil ordre d'établir un oracle de Jupiter Ammon ». Par les récits que lui firent les prêtres de la Thébàide et de Dodone, Hérodote découvrit que ces deux colombes étaient deux devineresses, enlevées de la Thébàide par les Phéniciens et vendues l'une en Lybie et l'autre en Grèce ; que celle-ci achetée par les Pélasges, reprit son ancien métier avec les prêtres de Dodone. Hérodote était dans la vérité, dit de Brosses, parce que les prêtresses de Dodone s'appelaient alors Péliades, et ce nom en langue thessalienne, signifie tout à la fois prophétesses et colombes. Et l'on sait que le peuple choisit toujours entre deux termes celui qui contient le plus de merveilleux.

C'est par onomatopée, soutient de Brosses, qu'a été formé le nom sous lequel l'oracle des Pélasges fut connu. Simias de Rhodes écrivait doo doo pour rendre le son que donnaient les chaudrons divinatoires.

De tous les points de la Grèce, de l'étranger même, on venait écouter l'oracle, et, plus d'une fois, de sanglants sacrifices furent accomplis.

Comment expliquer que des hommes parvinrent à croire que l'avenir pût être prédit par l'agitation des feuilles d'un hêtre ou d'un chêne ? De Brosses répond que les premiers Pélasges durent être remplis de la plus profonde reconnaissance et de la plus grande admiration pour ces

arbres qui, sans culture, leur donnaient de quoi manger, car ils se nourrissaient de glands et de faines et donnaient à ces étonnantes productions de la nature le nom de *phêgos* qu'ils avaient tiré du verbe *phagein*. Le respect et l'adoration naquirent bientôt et on ne tarda point à croire que ces arbres pouvaient étendre leur puissance bienveillante sur tout le mystérieux avenir.

La célébrité de l'oracle dura longtemps ; elle se maintint même quand les « siècles éclairés » furent venus. Mais, remarque de Brosses, « l'habitude tient partout lieu de raison et les vieilles absurdités nées dans les siècles d'ignorance se maintiennent facilement par la seule force de la coutume contre la lumière des siècles éclairés... Il s'écoule toujours un long intervalle avant que les lumières données par un petit nombre de personnes d'un jugement droit s'étendent de toutes parts et puissent gagner la multitude au point de mettre en évidence la vanité des opinions invétérées ».

La disparition de l'oracle n'a point été l'effet de causes morales, mais de révolutions politiques. Ce sont les Romains qui en portent la responsabilité. « Aussi superstitieux que les Grecs, mais trop vains pour respecter des oracles étrangers, les Romains méprisèrent celui de Dodone ; peu à peu, les nationaux le négligèrent, parce que l'esclavage étant devenu le partage de la plupart des peuples de ces contrées, après l'entière réduction des Arcananes et des Etoliens et la destruction de la ligue achéenne, ils ne furent plus agités par ces grands intérêts qui excitent si vivement l'impatience et la curiosité. »

Passons maintenant au travail sur l'origine de la nation et de la langue grecque. Les plus anciennement connus des habitants de l'Europe sauvage sont les Grecs, non qu'ils aient une origine plus reculée que les autres, mais « parce qu'ayant été les premiers policés par les colonies orientales, ils ont été les premiers en état d'écrire et de transmettre leurs vieilles traditions à la postérité ». Tant qu'elles restent sauvages, les nations n'ont point d'historien ni même d'histoire. Bornée à la satisfaction des besoins naturels, leur vie est à peu près sans événement notable. Il faut des circonstances extraordinaires ou des inventions pour que naissent les traditions. Si l'on a des

idées erronées sur les premiers siècles des nations, c'est que ces circonstances et ces inventions, qui marquaient une époque et qui se succédèrent à des intervalles parfois très éloignés, se placent, par l'éloignement et l'effet de perspective, les unes à la suite des autres. « On s'est souvent avisé dans les siècles fort postérieurs de laisser à chaque génération autant de durée qu'il en fallait pour regagner l'époque suivante et de supposer ainsi une très longue vie aux premiers inventeurs des arts en faisant courir tout l'intervalle qui se trouvait entre chacun d'eux sur le compte de la même génération. Ainsi, quoiqu'il ne subsiste aucun monument de la Grèce avant l'arrivée des colonies étrangères, ce n'est pas à dire qu'elle fût alors inhabitée. Il n'y a pas d'exemple qu'aucun voyageur soit arrivé quelque part sur un grand continent et l'ait trouvé désert après l'avoir bien reconnu. »

Quelle a été la nourriture des plus anciens habitants de la Grèce ? Malgré l'histoire de Lycaon racontant que les peuples de l'Arcadie ont été soupçonnés d'être anthropophages, il est à peu près sûr qu'ils vécurent de glands et de fâines, car tous les témoignages de l'antiquité montrent qu'ils tiraient leur subsistance des arbres de la forêt de Dodone. Répétant ce qu'il disait en parlant du fameux oracle, de Brosses assure que ce n'est pas sans raison que les Pélasges avaient nommé *phêgos* le chêne et le hêtre. « L'examen de l'origine des noms et des causes qui les ont fait imposer aux objets sont souvent de bons indices des usages de ceux qui les ont imposés. » L'on voit encore qu'ils appelaient *arista* l'épi de blé, c'est-à-dire : ce qui est le meilleur. « Il ne faut qu'avoir de la logique et connaître un peu les règles de la critique pour sentir que les dénominations de ces trois objets très différents entre eux, ayant tous trois un rapport direct à la même idée particulière, cette correspondance n'est pas un effet du hasard et résulte de ce qu'on est parti du même point de considération pour imposer les trois noms, et de plus cette espèce de considération est justement celle que le besoin, l'usage et la nature inspiraient à la vue de ces objets. Pourquoi d'ailleurs les Grecs n'auraient-ils pu se nourrir de la faine des hêtres et du gland des chênes, puisque c'est un fait connu que les habitants du

Canada s'en nourrissent quelquefois après les avoir lessivés et préparés. »

Les plus anciens naturels du pays étaient les Pélasges errants. Comme l'Amérique à l'époque où elle fut découverte, la Grèce était alors composée d'une multitude de petites nations. C'est à l'Égypte et à la Phénicie que revint « l'honneur de les civiliser ».

Venus d'Asie, des Ioniens issus de la race des Titans, s'étaient établis en Thessalie. Ils en furent chassés par des inondations et se réfugièrent en Grèce. Là, « d'autres Orientaux, les uns de la race d'Enac en Chanaan, tels qu'Inachus d'Argos et Ægialée de Scycione, les autres d'Égypte, tels que Pharaon, autrement Phoronée d'Argos (1), se trouvaient peut-être déjà tout établis avec leurs petites colonies ». Ces Ioniens, sous la conduite de Deucalion, chassèrent en partie les anciens Grecs qui se dirigèrent sur l'Italie. « Ils prétendirent, en qualité de conquérants, faire seuls le corps de la nation. Ils se donnèrent le nom d'*Hellen*, devenu leur chef après la mort de Deucalion son père, nom d'ailleurs convenable à leur genre de vie, car *hallan* en phénicien, leur langue originaire, désigne aussi une vie errante. Alors, on distingue sous le nom de Grecs, Graii, les anciens, les vieux Pélasges qu'ils avaient chassés ou asservis et qui finirent par s'incorporer à eux comme firent dans la suite les colonies orientales qui survinrent peu après. »

Selon l'usage de Chanaan, les Hellènes se divisèrent en tribus. Elles prirent le nom des trois enfants d'Hellen : Eolus, Dorus et Ion, fils de Xuthus, s'appelèrent Eoliens, Doriens et Ioniens et eurent chacune « leur demeure à part, ce qui mit dans la suite quelque légère différence dans leur langage et divisa la langue grecque en trois dialectes. Tel fut le vrai fond de la nation que les changements survenus depuis n'empêchèrent pas de subsister à peu près sur ce pied ». Ces changements eurent pour cause des invasions qui se firent au XVI^e siècle avant

(1) Le discours du président de Brosses est « d'une érudition plus ingénieuse que solide..., les étymologies tirées de coïncidences fortuites, comme celle qui fait dériver phoronée de pharaon, n'y sont pas épargnées ». V. Foisset, *le Président de Brosses*, p. 584 et ms. arch. acad. Ce ms. volumineux contient d'intéressants renseignements sur l'Académie; il est de l'érudit Baudot.

Jésus-Christ. Cadmus, qui signifie l'Oriental, venu de Chanaan, pénétra en Béotie et fonda Thèbes. Cécrops, l'Egyptien, éleva la citadelle d'Athènes. Danaüs, Egyptien aussi, se fixa à Argos.

« Toutes ces colonies commencèrent à faire mieux connaître en Grèce la police, les arts et les rites religieux de l'Orient. Mais rien ne contribua davantage à civiliser les mœurs, ne servit plus à l'établissement des lois et au maintien d'une forme de gouvernement que l'art de la culture des blés qu'une petite troupe venue, les uns disent de Sicile, les autres d'Egypte, apporta dans l'Attique où il avait à ce qu'on croit été inconnu jusqu'alors. On doit encore attribuer ces changements avantageux à l'établissement fait par l'Athénien Amphyction, l'un des Hellènes d'un conseil général de la nation, institué pour régler les affaires publiques de la Grèce tant religieuses que civiles et criminelles. » Puis, Thésée, « l'un des principaux auteurs de la police parmi les Grecs », rassembla les habitants des douze bourgades de l'Attique dans Athènes, dont il fut le véritable fondateur. Mais un cataclysme survint : « Un déluge considérable obligea Dardanus de quitter l'Arcadie ; il emporta avec lui l'idole domestique de Pallas, son beau-père. Cette idole, probablement du genre de ces figures grossières qu'on a trouvées chez les peuples sauvages, est la même qui depuis est devenue si célèbre à Troie et à Rome sous le nom de palladium. » Dardanus alla en Phrygie et fonda, avec l'aide de Teucer, un royaume très florissant dans la Troade après avoir chassé Pélops. « Les successeurs de ces Arcadiens bâtirent la fameuse ville de Troie et sa citadelle nommée par les Orientaux *Illium*, c'est-à-dire forteresse. »

Pélops, ayant été rejeté de la Phrygie, conquît la presqu'île de Grèce qu'il appela l'île de Pélops, Péloponèse. Les Doriens, qui comptaient dans leurs rangs les Héraclides, durent revenir en Thessalie. Le Péloponèse continua de rester aux mains des descendants de Pélops, qui, sous le nom d'Atrides, devinrent très puissants ; aussi les Grecs voulurent se rapprocher d'eux bien qu'ils ressentissent à leur endroit une haine profonde, car ils les regardaient comme des usurpateurs. Cependant, les Atrides n'avaient pas renoncé à revenir en Phrygie et par-

vinrent à décider les Grecs à partir avec eux pour détruire Troie. Cette expédition allait causer la ruine des Atrides. « La durée de la guerre avait épuisé leurs forces ; une trop longue absence avait donné de nouvelles forces à la haine qu'on leur portait en Grèce. De retour chez eux, ils n'y trouvèrent qu'infortunes domestiques et que troubles civils... » Quatre-vingts ans après la prise de Troie, les Héraclides parvinrent, après plusieurs tentatives vaines, à les chasser du Péloponèse. Cette victoire aurait pu être fatale à la Grèce, parce que les Héraclides étaient loin d'avoir fait autant de progrès que les autres Grecs. « Par bonheur, les arts et la police avaient déjà acquis un certain degré de forces et la nation était la plus heureusement organisée qu'il y ait jamais eu dans l'univers. On peut juger de ses dispositions naturelles et de la rapidité de ses progrès par les poèmes d'Homère qui parurent peu de temps après. On y trouve tant de connaissances répandues avec une si grande variété, une telle harmonie dans le langage, tant de grâces et de sublimité dans la poésie, qu'il est évident que le génie seul du poète n'a pu produire ces ouvrages tels qu'ils sont. Ils supposent une immensité de connaissances antérieurement acquises, une infinité de découvertes déjà faites dans les sciences et dans les arts, une culture d'esprit déjà fort avancée parmi les nationaux, une langue portée à sa perfection. Il n'y a pas lieu de douter qu'Homère n'ait été précédé de beaucoup d'autres poètes d'un mérite inférieur et qui lui ont servi de degrés, et que ce même Homère n'est pas plus l'inventeur de la mythologie grecque que Milton des choses contenues dans son poème. » La Grèce vit entrer chez elle « la philosophie sydonienne, où Thalès puisa ses principes ». Elle accueillit les arts, les cultiva, les poussa « au plus haut degré de perfection ». « Le grand et prodigieux, mais mauvais goût des Orientaux » fut épuré par « le goût exquis, juste et délicat de la nation ». La Grèce parvint enfin « du point de barbarie où elle était du temps des Pélasges et de Lycaon. au degré de gloire et de célébrité où l'a mise le siècle de Périclès ». Ses progrès étonnants ont demandé peut-être un plus grand nombre de siècles qu'on ne le croit. Le peuple grec, dit de Brosses en finissant, était remuant,

aimait à courir au loin pour y former des établissements, non dans un but arrêté, mais uniquement « par l'inquiétude qui le portait à passer d'un lieu à un autre. C'est une des principales raisons pour laquelle aucune autre nation n'éprouva alors dans sa puissance des accroissements ou décroissements plus rapides ».

A la séance publique du 12 août 1770 (1), l'Académie entendait du président de Brosses « la relation des suites que la conjuration de Catilina eut dans Rome après la mort de cet ambitieux ». A la séance publique du 18 août 1771 (2), de Brosses lisait un mémoire sur un peuple nain de l'Afrique (les Quimos de Madagascar).

Les 29 février, 7 et 14 mars, 18 août 1776 (3), de Brosses lisait son étude sur la *Vie de Salluste* (4), qui allait être imprimée à la suite de l'*Histoire de la République romaine* (5). Le 14 mars 1776, après avoir suivi Salluste jusqu'à ses dernières années vécues dans son superbe palais de Rome ou dans sa belle maison de campagne de Tibur, laquelle avait appartenu à César, et jusqu'à sa mort survenue à l'âge de 51 ans, en 718 sous le consulat de Cornificius et du jeune Pompée ; après avoir tracé le portrait de l'historien latin, donné une notice critique de ses ouvrages et de leurs diverses éditions, de Brosses exprima son regret de la perte de la *Vie de Salluste* écrite par Arconius Pedanius, mit l'auteur de la *Vie de Jugurtha* sur le même rang que Tite-Live, réfuta les critiques faites aux ouvrages de Salluste et rappela que la reine Elisabeth a traduit son *Histoire* en anglais et que l'infant d'Espagne Gabriel venait d'en donner une traduction en

(1) Reg. acad., t. V. Sur cette séance, v. *Mercur de France*, janvier 1771, 1^{er} vol., pp. 143-147.

(2) Reg. acad., t. VI. Cf. *Merc. de Fr.*, janvier 1772, 2^e vol., pp. 135-146, et Foisset, *le Présid. de Br.*, p. 585.

(3) Reg. acad., t. VIII.

(4) La *Vie de Salluste* compte 85 pages ; elle a été imprimée à la fin du tome III de l'*Hist. de la républ. rom.*, et réimprimée au commencement de la traduction de Salluste par Dureau de la Malle, et de celle par Damas dans la collection Nisard.

(5) *Histoire de la République romaine dans le cours du VII^e siècle*, par Salluste. En partie traduite du latin sur l'original ; en partie rétablie et composée sur les fragments qui sont restés de ses livres perdus, remis en ordre dans leur place véritable ou la plus vraisemblable, 3 vol in-4, Dijon, Frantin, 1777. Le Président de Brosses n'a pas mis son nom sur cette traduction, pas plus que sur aucun autre de ses ouvrages.

espagnol. A la séance de rentrée du 14 novembre 1776 (1), l'intendant Dupleix de Bacquencourt, qui était chancelier (2), prononça le discours d'usage dans lequel il eut soin de dire : « Je ne dois point passer sous silence un événement flatteur pour cette compagnie par sa relation avec un de ses membres distingué par sa place et par sa vaste érudition. C'est l'édition de Salluste, qui va bientôt paraître. Ce fruit de trente années de travaux, cette restauration complète d'un des historiens romains les plus éclairés, va réunir de nouvelles couronnes sur la tête d'un auteur déjà connu par tant d'autres ouvrages et apprendre à l'Europe entière que l'essor rapide du génie peut se concilier quelquefois avec la marche lente de l'esprit de recherches. »

Le 7 mai 1762 (3), l'Académie prenait connaissance d'une longue dissertation envoyée par l'abbé Richard sur « l'état des sciences dans les Gaules avant la conquête des Romains ». Les Gaulois, affirmait l'abbé Richard, cultivèrent les sciences autant que n'importe quel autre peuple, et cela est d'autant plus remarquable, qu'ils durent tout à eux seuls, et même qu'« issus de Samothès, arrière-petit-fils de Noé, si l'histoire ne nous en impose pas, ils peuvent disputer aux Egyptiens la gloire d'avoir été les premiers éclairés par le flambeau des sciences ».

Ils vécurent longtemps ignorés du reste de la terre ; une paix qui semblait éternelle régnait parmi eux ; la cupidité n'existait pas ; le peuple était respectueux et les grands étaient pleins de modération ; leur âme, libre de toute inquiétude, se livrait sans réserve à la contemplation des merveilles de la nature ; de cette contemplation sortit l'idée de la divinité ; une religion admirable naquit, servie par les druides, et elle dura jusqu'à l'arrivée des étrangers. Alors vinrent de sombres jours. Sous le joug des Romains, les Gaulois dégénérèrent, assure l'abbé, et tombèrent dans la superstition et dans l'ignorance. Quelques-uns, pourtant, réussirent à conserver la pureté de leur morale. « Ce sont ceux-là qui embrassèrent la reli-

(1) Reg. acad., t. VIII.

(2) Dupleix de Bacquencourt fut chancelier de 1775 à 1781. Bouillet, procureur général à la Chambre des comptes, l'avait immédiatement précédé. Guyton de Morveau lui succédera. Cf. Milsand, *Notes et documents*, p. 321.

(3) Reg. acad., t. II.

gion chrétienne quand elle fut apportée dans leur pays, et c'est aux sages entreprises de leurs successeurs autant qu'à la fortune de Clovis que l'empire des Français doit son établissement dans les Gaules. »

Legouz de Gerland avait une toute autre opinion que l'abbé Richard sur la question. Il la fit connaître à la séance du 23 juin 1769 (1). Les Gaulois sont les premiers en Europe qui ont été persuadés que la matière est dépourvue d'intelligence, qu'il existe un Etre suprême et que l'âme est immortelle. C'est chez eux que naquit peut-être le druidisme. Ils auraient été heureux et les druides auraient exercé une influence bienfaisante, si ces prêtres, négligeant leurs premières maximes, ne s'étaient pas enivrés du pouvoir qu'ils détenaient grâce à leurs lumières et à la soumission du peuple et n'avaient point nourri une ambition démesurée. Leur empire ne fit que grandir, car ils étaient à la fois prêtres, législateurs et médecins. Ils laissaient croupir dans l'ignorance le peuple tout entier et n'enseignaient les sciences et les arts qu'aux seuls initiés à leurs mystères.

Veut-on des preuves de la puissance des druides et des privilèges dont ils jouissaient ?

Ce sont : le despotisme de Divitiacus, l'influence des druides dans les assemblées du peuple, les anathèmes qu'ils lancèrent contre leurs ennemis et même contre les souverains. Ils étaient exempts d'impôts et ne remplissaient aucune charge publique. « Ils n'allaient jamais à la guerre. Leurs poètes, par leurs chants, animaient les soldats dans les combats, mais ne s'exposaient jamais, à moins que ce ne fût dans des guerres où l'on se permettait d'attaquer leurs droits ; alors, l'intérêt particulier en faisait des héros. » Les druides connurent les dieux du paganisme par des nations étrangères. A partir de ce temps, ils s'accoutumèrent à faire des sacrifices humains qui devinrent très fréquents. Ils se mirent à chercher l'avenir dans les entrailles palpitantes des victimes. Des femmes jouèrent le rôle de devineresses, et l'horreur que ces sacrifices inspirèrent aux Romains fut une des principales causes de la destruction des druides et du druidisme. »

(1) Reg. acad., t. V. « Dissertation de M. Legouz sur la religion des druides. »

Les druides avaient toujours célébré leurs mystères dans d'épaisses forêts. C'est là aussi qu' « ils faisaient leurs horribles sacrifices, et ce fut en brûlant ces forêts sacrées que les Romains anéantirent leur culte sacrilège ». En soutenant que les druides avaient été de mauvais chefs, Legouz de Gerland ne pensait certainement pas à combattre à travers eux le fanatisme catholique comme ce fut dix ans après, en 1772, l'idée de Leblanc de Guillet, dont nous entretenons M. Mornet. Dans les *Druides* de Leblanc, les prêtres sont de « farouches imposteurs, des ministres sanglants, des artisans éternels de désordre et de haine » ; la religion stupide et féroce est celle de Hésus » (1).

Dans cette même séance du 23 juin 1769, Michault lisait un mémoire sur « les feux qui se font la veille de la nativité de saint Jean-Baptiste » où il montrait que l'origine des feux de joie remontait à l'antiquité grecque et latine.

L'Académie s'intéressait aux recherches archéologiques, surtout à celles qui étaient entreprises en Bourgogne. Elle entendit, le 20 décembre 1765 (2), la description détaillée que fit Richard de Ruffey d' « une galère antique de bronze qui fut trouvée il y a deux ans près de Chanceaux avec une feuille triangulaire de même métal ». Le président de Bourbonne les avait confiées à Ruffey pour les montrer à l'Académie. Le 17 janvier, Ruffey parlait encore de cette découverte et lisait une lettre que l'abbé Richard, « chapelain à Chanceaux » lui avait écrite à ce sujet. C'était lui qui l'avait offerte au président de Bourbonne. Il la croit gauloise : « Vous savez, notait-il, que les anciens divinisaient la source des fleuves. Il y a apparence que ce petit vaisseau a été un ex-voto envoyé par quelque société de marchands gaulois aux sources de la Seine, sur laquelle il y a eu une navigation établie dès la plus haute antiquité, et des navigateurs connus sous le nom de *nautae parisiiani*... »

Le 17 juin 1775 (3), c'était le docteur Maret venant parler d' « une petite statue de bronze haute de huit pouces qui a été trouvée le 24 mars dernier au milieu d'un champ sur le finage de Maligny, près d'Arnay-le-Duc, en déracinant un très vieux et très gros chêne ».

(1) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 255.

(2) Reg. acad., t. III. V. *Mém. de l'Acad.*, 1769, p. LXXIV.

(3) Reg. acad., t. VIII.

Arrêtons-nous maintenant au travail que Legouz lut à la séance du 29 janvier 1768 (1), et qui était un « essai historique sur l'origine du respect que dans l'antiquité la plus reculée on a eu pour les cornes ». C'est un sujet purement historique, commence Legouz, qui ne saurait laisser place à la plaisanterie ou à une « maligne interprétation ». Les cornes furent les signes de la puissance et de la force, inspirèrent le plus grand respect. Pourquoi ? C'est qu'on avait observé « que les cornes dans tous les animaux sont les plus avantageusement situées pour l'attaque ou pour la défense ; par elles, dans le premier cas, tout le poids du corps exerce sa force... Dans le second, comme elles sont placées près des yeux, elles servent merveilleusement pour éviter ou pour porter des coups plus assurés. Aussi l'orgueil du trône s'en est paré ; les ministres des dieux les portaient comme les marques les plus respectables de l'honneur qu'ils avaient d'approcher de leurs autels. Les dieux mêmes les ont regardées comme des ornements qui illustraient leur essence ». Ainsi, l'on voit Jupiter aimant à être représenté avec des cornes de bélier, qu'il en donna à Pan, aux dieux des bois et à Amalthée, sa nourrice. Junon, Diane, Vénus même en décorèrent leur front. Les Egyptiens, pour exprimer leur éternelle reconnaissance, placèrent sur le tombeau de Joseph un bœuf « remarquable par la beauté de ses cornes ». Un homme brave était appelé par les Romains un homme cornu. Les chevaliers vainqueurs dans plusieurs tournois mettaient des cornes de chaque côté de leur casque. Les couronnes, à l'époque où l'on commença de s'en parer, ressemblaient à des cornes, car elles furent pointues, « telles qu'on les voit encore sur les figures antiques des rois » et elles « n'ont changé de formes que par l'effet du luxe qui peu à peu par d'inutiles ornements a fait perdre l'idée de leur première institution ». Chez les Juifs et les idolâtres, les grands prêtres portaient des bonnets terminés par des cornes ; les mitres des évêques sont « fendues et taillées en cornes » ; les magistrats, les gens de loi, les membres de toutes les facultés sont coiffés de bonnets cornus. « L'on trouve partout les cornes comme l'attribut le plus brillant de l'élévation et de la grandeur », aussi bien chez les Gaulois que chez

(1) Reg. acad., t. IV. V. *Mém. de l'Acad.*, 1769, p. LXX.

les Germains, les Turcs, les Chinois, les Japonais. « Autrefois, dans les mariages, les femmes, le premier jour de leurs noces, ornaient de cornes la tête de leurs maris, comme le signe de l'autorité. Le mari, galant, les détachait pour les placer par reconnaissance sur celle de sa femme comme un dépôt de sa puissance, mais, crainte d'abus, il ne la laissait jouir que vingt-quatre heures de cette distinction. » Les cornes, on le voit, ont été l'objet pendant des siècles d'une sorte de culte, puis, peu à peu, on ne leur attacha plus que « des idées auxquelles une imagination déréglée a pu seule donner naissance ».

A la séance publique du 14 août 1774 (1), Mailly lisait des passages de l'introduction qu'il allait donner à son livre *L'Esprit des croisades* (2). Et c'était bien, dès ces premières pages, un réquisitoire contre l'esprit des croisades (3). On verra quels furent « les biens et les maux qui ont résulté de ces guerres suscitées par le fanatisme, entretenues par l'ambition et terminées par l'épuisement de l'Europe ». Mailly écrira d'abord : « C'est l'Europe luttant contre l'Asie dans un petit coin de la terre. C'est le plus pur sang des nations les plus connues et par conséquent les plus intéressantes pour nous, coulant dans une contrée moins recommandable par elle-même que par les mystères qui s'y sont accomplis. Ce sont des princes, des rois, des empereurs dans tout l'appareil de leur puissance, réunissant toutes leurs forces devant une seule ville, donnant du cours aux mensonges par des réalités, et rendant presque croyables les récits fabuleux de nos anciens romanciers. Ce sont des sceptres brisés, des couronnes abattues, des trônes écroulés, des empires élevés sur les débris des empires. Que d'après ce coup d'œil, le philosophe pèse au poids de l'humanité et de la raison les maux et les biens qui ont résulté des croisades. »

Voilà ce qu'ont été les croisades. Maintenant, passons aux maux et aux biens qui naquirent de ces expéditions. Le « philosophe » pèsera les uns et les autres « au poids

(1) Reg. acad., t. VII.

(2) *L'Esprit des croisades*, ou Histoire politique et militaire des guerres entreprises par les chrétiens contre les mahométans pour le recouvrement de la Terre Sainte, pendant les XI^e-XIII^e siècles; Dijon et Paris, Moutard, 1778-1780, 4 vol. in-12.

(3) V. Daniel Mornet, *l s Orig. intell. de la Révol. fr.*, p. 242.

de l'humanité ». Les maux furent immenses : « ...Ce sont des plaies presque incurables faites à des royaumes puissants ; des peuples entiers qui vont chercher leurs tombeaux dans des pays lointains et mourir sur un sol qui ne les avait pas vu naître ; des terres restées sans cultivateurs ; des villes sans habitants ; des familles sans chefs ou sans descendants ; les rigueurs de la piété la plus austère mêlées aux débordements de la plus audacieuse licence ; une horrible et dégoûtante maladie s'échappant des lieux où jusqu'alors on s'était efforcé de la retenir, et, par des longs ravages, vengeant une partie de l'hémisphère des fureurs de l'autre. » Mais les biens sont fort loin d'être négligeables. En effet, que voyons-nous aussi ? « Ce sont les mœurs qui s'épurent au sein même de la corruption ; les restes ignorants de ces barbares qui avaient inondé l'Occident ramassent dans l'Orient les débris des sciences et des arts que Constantinople laissait recueillir aux califes après leur avoir abandonné ses plus belles provinces ; cette rouille gothique imprimée sur tous les esprits, et que l'espace de dix siècles n'avait fait qu'épaissir, se perd dans le frottement qu'éprouvaient sans cesse les idées, les passions, des préjugés tout contraires ; les liens du commerce s'étendent, se fortifient et réunissent des contrées jusqu'alors inconnues les unes aux autres ou qui ne s'étaient connues que pour se haïr ; l'intérêt établissant entre les princes des relations ignorées jusque-là, les rapproche mutuellement et leur donne les premiers principes de ces négociations, de ces accords qui pourraient établir le repos et la sûreté des empires si la politique, en dégénéralant, n'était pas devenue l'art de tromper impunément. » Nous voyons encore la destruction progressive du gouvernement féodal « qui, quoi qu'on en ait dit, a tant produit de maux et si peu de biens », de « ce système d'oppression qui avait anéanti le nom de citoyen pour former une foule de tyrans, où l'humanité également dégradée et dans les maîtres et dans les esclaves, ne connaissait que l'iniquité du despotisme et l'abrutissement de la servitude ». C'est alors que « l'homme rentre dans tous ses droits et, formant dans les villes ces associations qui font encore la sûreté et le bonheur de la société, brise les fers du vasselage pour substituer les liens de la royauté ». Nous assis-

tons enfin, à l'épanouissement d'une « institution à jamais mémorable, trop promptement perdue et trop peu regrettée, qui sut donner au fanatisme l'air de la vertu, associer tous les extrêmes, et, du mélange de la valeur, de l'amour et de la religion faire sortir un peuple de héros ». Cette admirable institution est la chevalerie « qui nous paraît aujourd'hui si romanesque et à laquelle cependant nous devons peut-être le peu de qualités qui nous honorent ». C'est elle qui « polit les nations, adoucit les mœurs, réprime les violences et grave dans tous les cœurs cet amour de la vérité, ce respect pour ces engagements, ces principes d'honneur et de générosité qui ne sont pas encore totalement effacés ». Voilà, selon Mailly, la somme des maux et des biens, apportés par les Croisades.

Pierre Baillot lisait, à la séance du 26 décembre 1790 (1), des passages de l'ouvrage qu'il allait publier sous le titre de *Récit de la révolution de Rome sous Tarquin le Superbe* (2). De nombreuses allusions parsemaient les pages de Baillot. Mais il affirma que l'horreur pour la tyrannie sort du même principe que la vénération pour un roi juste et que c'est à tort que l'on veut assimiler la révolution où le peuple romain abolit la royauté par haine de Tarquin, à celle où la nation française, en le libérant du despotisme, a proclamé son roi le restaurateur de la liberté.

Aussi bien, l'éloge que Baillot fit du roi « est ce qu'on a le plus applaudi ». Et cet éloge n'était pas mince. L'historien bourguignon s'exprimait ainsi en terminant : « Et ce roi, à ce moment terrible où l'excès de l'oppression fit rompre tous les freins et ébranla jusqu'à son trône, où un mot, une seule fausse démarche de sa part éternisait peut-être les malheurs publics et noyait la France dans le sang, qu'a-t-il fait ? Quelle a été sa seule réponse aux sinistres conseils ? « Je ne veux désormais être qu'un avec mon peuple. » O parole véritablement royale et qui a solennellement consacré la base de la Constitution française ? O roi, digne, en effet, de tous les hommages d'un peuple libre ! Et nous hésiterions encore pour des sacrifices personnels ! Et son magnanime exemple, au lieu de nous réunir, nous divise ! Français généreux, Français, la

(1) Reg. acad., t. XV.

(2) Dijon, Causse, 1791, in-8.

voix de l'honneur, de cet honneur national, je dis tout-puissant sur vos âmes, cesserait-elle d'être écoutée ? Ah ! la liberté ne rend que plus digne de l'entendre. Immolons donc, il en est temps, immolons à la patrie, à notre propre sûreté individuelle, les uns le parricide espoir de réparer par le malheur général des pertes irréparables ; les autres le plaisir féroce d'insulter à des privations qui, pour avoir été nécessitées par les besoins de l'Etat n'en sont pas moins pénibles, et tous, désormais réunis sous un roi citoyen, n'espérons plus qu'à cimenter ensemble la liberté publique par le commun bonheur. »

**

La première étude sur l'histoire locale a été lue à l'Académie le 2 mai 1760 par Richard de Ruffey ; elle traitait du siège de Dijon par les Suisses en 1513 (1). Le 11 décembre 1761 (2) Gelot faisait une « Exposition historique de la Charte de commune de la ville de Dijon » ; puis Bouillet, le 12 mars 1762 (3), Gelot, le 18 juin 1762 (4), Perret, le 17 décembre 1762 et le 7 janvier 1763 (5), l'abbé Picardet, le 25 novembre 1763 (6), Michault, le 9 décembre (7), Perret, le 16 décembre de la même année (8) ; l'abbé Boullemier, le 7 août 1767 (9), dissertaient sur des sujets appartenant à l'histoire de la Bourgogne.

On s'intéressa à l'étude sur la reine pédauque que l'abbé Bullet (10), chanoine à Besançon, envoya à l'Académie et que lut Richard de Ruffey le 20 décembre 1765 (11), surtout — semble-t-il — parce qu'il existe au portail de Saint-Bénigne de Dijon (12) une reine dont un des pieds

(1) Reg. acad., t. I. V. *Mém. de l'Acad.*, 1769, p. 33.

(2) Reg. acad., t. II.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*

(8) *Ibid.*

(9) Reg. acad., t. IV.

(10) Bullet fut nommé acad. non résid. le 15 novembre 1765 ; cf. Milsand, p. 365. C'est sur la proposition de Richard de Ruffey que l'Académie agréa Bullet.

(11) Reg. acad., t. III.

(12) On retrouve aussi la « reine pédauque » aux portails des églises Sainte-Marie de Nesles, dans le diocèse de Troyes ; de Saint-Pierre de Nevers et de Saint-Pourçain.

est formé d'une patte d'oie et que Bullet, pensant différemment de Mabillon et de Monfaucon qui avançaient que la statue représentait sainte Clotilde, de Lebœuf qui y voyait la reine de Saba, assurait que c'était Berthe de Bourgogne, femme de Robert II, le Pieux.

Le géographe Expilly, chanoine à Tarascon, entra à l'Académie à la suite de l'envoi qu'il lui fit de son *Dictionnaire des Gaules* (1). Il entreprit des recherches sur la population en Bourgogne, et, à la séance du 3 février 1770 (2), la compagnie en prenait connaissance. Expilly présentait son travail en écrivant : « J'ai cru par là faire plaisir à l'Académie en la mettant à portée d'examiner le principe que j'ai établi et d'après lequel je conclus l'état actuel de la population non d'une ville ou d'une communauté particulière, mais d'un district considérable et encore mieux d'une province... » Il avait opéré sur toute la généralité de Bourgogne d'après un relevé des registres des églises comprises dans les bailliages de la province et avait étendu ses investigations sur dix années : de 1759 à 1768. Un tableau, divisé en quatre colonnes, présentait le nombre et le produit des mariages ; le nombre et la date des décès ; le nombre et la date des naissances. La quatrième colonne indiquait les résultats des recherches effectuées sur les dix dernières années du XVII^e siècle.

(1) Le docteur Maret écrira à l'abbé Expilly : « J'ai reçu et j'ai remis à l'Académie les trois volumes in-folio de votre *Dictionnaire des Gaules et de la France* que vous m'avez adressés. Si notre société littéraire pouvait faire toutes les acquisitions qu'elle désire, la juste confiance que les abrégés que vous avez donnés lui avaient inspirée, l'aurait engagée depuis longtemps à se mettre du nombre de vos souscripteurs. Aussi, Monsieur, plus la compagnie avait pris une haute idée de votre travail, plus elle a été sensible à la preuve d'estime que vous lui donnez. Les motifs qui vous ont déterminé à lui faire le présent dont je suis chargé de vous remercier, l'ont encore bien vivement affectée, et il est flatteur pour elle qu'un savant tel que vous applaudisse au zèle qui l'anime pour le bien public... ». Ms. arch. acad. Projet de lettre écrit par Maret.

L'abbé Expilly dut être fort touché de cette lettre, car il envoya les tomes suivants de son dictionnaire. Maret écrit : « L'Académie a reçu avec sensibilité la suite de votre *Dictionnaire des Gaules*... Aussi, Monsieur, l'Académie qui est charmée de s'associer les personnes qui, comme vous, sont en état de lui faire honneur, vient-elle de vous mettre au rang de ses associés non résidents... ». Ms. arch. acad. Projet de lettre écrit par Maret. L'Acad. avait agréé Expilly dans la séance du 21 novembre 1766. Cf. Milsand, p. 376. Le titre exact de l'ouvrage est : *Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France* (1762-1770, 6 vol. in-fol.).

(2) Reg. acad., t. V.

Le nombre annuel des mariages était de 8.229, celui des naissances de 39.610,5 ; celui des décès de 30.577. Le nombre des naissances multiplié par 25 ou 25,5 donne le nombre des habitants. La population de la Bourgogne oscillait donc entre 990.262 et 1.010.079 personnes, tandis qu'elle n'était en 1700 que de 750.725, et les résultats des mariages étaient respectivement de 4 1/7 et de 4 3/4.

Un autre tableau donnait le détail de la population jusqu'à quinze ans, 345.926 ; de quinze à vingt ans, 88.361 ; de vingt à cinquante ans, 396.391 ; de cinquante à soixante-dix ans, 127.679 ; de soixante-dix à quatre-vingts ans, 24.705 ; au-dessus de quatre-vingts ans, 7.200.

Ce tableau indiquait encore que le nombre des personnes du sexe féminin dépassait quelque peu celui des personnes du sexe masculin : celui-là s'élevait à 518.504 et celui-ci à 471.769, c'est-à-dire que le premier était par rapport au second comme onze est à dix.

Le travail envoyé par l'abbé Expilly avait fort intéressé l'Académie. Aussi le docteur Maret fut chargé de continuer les recherches sur la question. Le 22 mai 1772 (1), il vient lire le résultat de ses travaux. Il observe que s'il naît plus de garçons que de filles, le nombre de celles-ci, comme l'a montré Expilly, dépasse par la suite, dans la proportion d'un dixième, le nombre de ceux-là. Ces différences s'établissent dès les premières années. Le fait étant constaté, quels moyens possède-t-on de le vérifier ? Maret a adressé des lettres circulaires aux curés et a reçu cinquante-deux réponses à l'aide desquelles il a dressé un tableau totalisant le nombre des habitants indiqués dans les réponses. Le total s'élevait à 22.631, qui, divisé par le nombre des naissances pendant une année donne au quotient 25,37 o/o, par celui des décès, donne 23,3 o/o et par celui des mariages, donne 182,5 o/o. En multipliant la somme des naissances d'une année par 25,37, celle des décès par 23,3 celle des mariages par 182,5, on aurait la somme des habitants de la province. Le calcul d'Expilly, fait sur le nombre des naissances multiplié par 25 et 25,5 est, à peu de chose près, très exact ; il donnait, nous le savons, 990.262 ou 1.010.079 ; celui de Maret arrive au total de

(1) Reg. acad., t. VI.

1.004.918. Ensuite, Maret estime que la disproportion entre les deux sexes remarquée par Expilly, est très constante et sensible dès le premier âge. Si, en effet, le sexe masculin est d'abord au sexe féminin comme 100 à 95,5, il est au-dessous de trois ans comme 100 à 103,4, au-dessous de cinq ans comme 100, 111,1. Et la disproportion va croissant (1).

Le 3 février 1770 (2) Richard de Ruffey lit une étude anonyme sur l'emplacement de Bibracte. Les uns soutiennent que Autun est la véritable Bibracte, d'autres assurent que c'est Beuvray, d'autres avancent que c'est Beaune. L'auteur anonyme se range à cette dernière opinion et s'efforce de la justifier. L'on sait aujourd'hui que le Mont-Beuvray fut Bibracte et que sous la domination romaine Autun succéda à Bibracte comme capitale des Eduens et devint la résidence du préfet des Gaules.

L'abbé Boullemier entretenait l'Académie le 9 février 1770 de l'antiquité de Dijon (3). On a prétendu que la ville doit son origine à un camp de César formé dans le pays de Langres. Boullemier croit que Dijon existait longtemps avant l'entrée de César dans les Gaules et qu'elle a été bâtie par les Gaulois. S'il pense ainsi, c'est qu'il convient de chercher — comme le demande le président de Brosses — les noms de lieux dans la langue primitive. Or, *Divion* est un mot celtique composé de *Di* ou *Div*, signifiant deux et *ion*, c'est-à-dire : eau, fontaine, rivière. Cette désignation convient-elle à la ville ? Oui, puisqu'elle est située au confluent de l'Ouche et du Suzon. On voit de même l'ancien *Diviodurum*, le Metz d'aujourd'hui, s'élevant au confluent de la Seille et de la Moselle. Ce ne sont donc pas les Divitenses, ni les Romains ; ce n'est pas Divitiacus qui ont fondé Dijon ; ce n'est point d'un temple dédié à tous les dieux que la ville tire son nom, mais bien de sa situation et son origine est gauloise.

Boullemier croyait être le premier à avoir avancé cette étymologie, mais il a appris que Bullet l'avait donnée avant lui. Il s'en réjouit : « Je ne peux que m'applaudir

(1) V. D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 214 : « A la veille de la Révolution, c'est encore par le nombre des communions pascales qu'on dénombre les habitants d'une paroisse. »

(2) Reg. acad., t. V.

(3) *Ibid.*

de m'être rencontré avec M. Bullet. Mon opinion m'avait paru jusqu'à ce moment comme très probable. Je la regarde maintenant comme une vérité, puisque je peux l'appuyer de l'autorité d'un savant aussi versé dans les antiquités gauloises. »

Les 24 juillet 1772 (1), 26 février 1773 (2), 30 juin 1785 (3), 6 août 1786 (4), 28 juin 1787 (5), le laborieux abbé Boullemier lisait des mémoires sur l'histoire locale. Il parlait des limites du premier royaume de Bourgogne, qui s'étendait sur six provinces des Gaules ; il était borné à l'est par la Reuss et par les cols de Saint-Bernard et de Montcenis ; au sud, par la Durance ; à l'ouest, par la Loire, qu'il suivait jusqu'à Nevers ; puis « remontait en passant par les environs de Vézelay et d'Avallon au Vallage en Champagne », et venait aboutir par les extrémités méridionales de la Lorraine et de l'Alsace au-dessus de la ville de Bâle, à l'embouchure de l'Aar. « Ce premier royaume avait au moins quatre degrés de latitude depuis le 44° jusqu'au 48°, et que de Windisch jusqu'à Nevers, d'Orient en Occident, il occupait depuis le 21° jusqu'au 26° degré au plus de longitude. »

L'abbé Boullemier parlait de Hugues Aubriot, prévôt de Paris, qui naquit à Dijon et dont il fut le bailli. C'est lui que Charles V chargea de la construction des tours de la Bastille et du pont St-Michel. Il avait réformé les abus qui sévissaient aux Halles ; il réprima « les désordres qu'occasionnaient les étudiants de l'Université de Paris par des courses nocturnes qu'ils faisaient dans tous les quartiers de cette ville ». Pour contenir cette jeunesse turbulente, Aubriot fit bâtir le petit pont et le petit Châtelet. Ces constructions « lui attirèrent la haine de tous les membres de l'Université, corps formidable que l'on n'offensait point impunément ». Cependant, tant que vécut Charles V, Aubriot resta un personnage considérable. Lorsque le roi mourut, il fut jeté en prison et jugé « digne d'être brûlé ». Mais, grâce aux princes, qui s'étaient déclarés en sa faveur, la peine du feu fut commuée en amende hono-

(1) Reg. acad., t. VI.

(2) *Ibid.*

(3) Reg. acad., t. XIV.

(4) Reg. acad., t. XVI.

(5) *Ibid.*

nable. « Il fut ignominieusement traîné de sa prison au parvis de l'église cathédrale. Il fut ensuite enfermé pour subir les horreurs d'une prison perpétuelle. » Il ne retrouva sa liberté que par une révolte des Parisiens qui le choisirent pour les commander. Il feignit d'accepter, mais disparut bientôt « sans qu'on ait jamais connu le lieu de sa retraite et l'endroit où il mourut ». Boullemier s'élève contre l'inique jugement qui condamna l'ancien prévôt de Paris. L'accusation, qu'a décrite Juvénal des Ursins, ne reposait sur rien ; le crime principal d'Aubriot « fut d'avoir en grande irrévérence les gens d'église et principalement l'Université de Paris. C'est dans ce corps que furent choisis les délateurs, les témoins et les juges ».

Il examinait « en quel temps et par quels moyens les évêques de Langres se sont emparés du domaine et de la propriété de la ville de Dijon et par quels motifs ils s'en sont désistés ».

Il recherchait « l'époque à laquelle les Bourguignons embrassèrent le christianisme ». Paul Orose la fixe aux dernières années du IV^e siècle ou dans les premières années du V^e; Socrate le scolastique, vers 430; Sozomène, à l'année 330. Quant aux historiens modernes, Dom Planchet la situe à l'an 317, Nicolas Vignier, au temps où régna Gallien, c'est-à-dire entre 260 et 268 ; Dom Ruy-nard la recule jusqu'après la conversion des Francs, à la fin du V^e siècle. Boullemier se range à l'avis de Paul Orose, comme l'avait fait Tillemont, auteur de l'*Abrégé chronologique de l'histoire de Bourgogne*. L'opinion d'Orose ne contient rien « qui soit contraire aux faits historiques avoués et reconnus », et cela importe avant tout, car « hasarder après douze à quatorze siècles de prononcer positivement sur des faits dont on ne trouve aucune trace chez les auteurs contemporains, répéter, approuver les fables qu'il leur a plu de débiter, c'est leur donner en quelque sorte une autorité qu'elles ne méritent point d'avoir. L'éloignement même des temps, qui devrait mettre en garde contre tout ce qui ne porte pas l'empreinte sensible de la vérité, semble au contraire devenir un motif pour la plupart des écrivains d'avancer les propositions les plus absurdes et les plus fausses. On veut donner du nouveau, et l'imagination s'égare, parce qu'elle n'a point

de guide sûr qui puisse la diriger. La moindre lueur paraît suffisante pour se former un système sans s'apercevoir que cette lueur n'est souvent qu'un feu follet dont le brillant éblouit d'abord, mais qu'il est d'autant plus dangereux de suivre qu'il n'en résulte après sa courte durée que des écarts et des faux pas ».

En donnant lecture d'un mémoire « sur l'entrevue projetée entre l'empereur et le roi de France en 1162 », Boullemier faisait encore cette intéressante déclaration : « Si le premier but de l'histoire est de conserver à la postérité la vérité et la simplicité des faits qui se sont passés, il en est un autre au moins aussi agréable et bien plus important pour tous ceux qui l'étudient avec réflexion et qui veulent en retirer le fruit qu'ils en attendent : c'est de connaître les causes qui ont fait agir les personnages qu'elle nous retrace, de suivre pas à pas leurs actions, de méditer sur les succès ou les malheurs qu'elles ont occasionnés, et d'y puiser des règles de conduite pour les différentes circonstances où ils pourront se trouver. » La rencontre de Frédéric Barberousse et de Louis VII devait avoir lieu le 29 août 1162 en Bourgogne, à Saint-Jean-de-Losne. Elle avait pour but de faire cesser le schisme survenu après la mort du pape Adrien IV. Deux successeurs lui avaient été donnés : Alexandre III et Victor IV. Les rois de France et d'Angleterre entre autres tenaient pour le premier ; Frédéric, les rois de Bohême, de Hongrie et de Danemark pour le second. L'empereur forma le projet de détacher Louis de la cause d'Alexandre ; il lui proposa une conférence à Saint-Jean-de-Losne, où l'on discuterait les droits d'Alexandre et de Victor. Louis comprit qu'un piège lui était tendu quand Henri, comte de Champagne, lui eut dévoilé le traité qui le liait à l'empereur. Celui-ci venait d'arriver à Dôle à la tête d'une armée. Le roi de France jugea néanmoins qu'il était de sa dignité et de son honneur de se rendre au lieu de la conférence. Il part pour Saint-Jean-de-Losne. Il n'y trouve point Frédéric, mais seulement son chancelier, l'archevêque de Cologne, qui lui fait des propositions si injustes et affecte des prétentions si outrées que Louis retire sa parole et reprend le chemin de Dijon. Alexandre III, devait rester le seul pape et régner de 1159 à 1181.

Le 18 novembre 1784 (1), l'abbé de la Fare, « élu général du clergé de Bourgogne », qui était alors vice-chancelier de l'Académie, lut un discours — qu'il devait répéter à la séance publique du 19 décembre suivant — (2) intitulé : *Tableau économique et politique de la province de Bourgogne*.

L'administration a conçu de vastes projets qui donneront à la Bourgogne des avantages considérables. Certains ont été exécutés, d'autres sont en voie de réalisation. L'abbé de la Fare montre leur importance et leur utilité. Le commerce se développe et se développera toujours davantage. Il est comme « l'âme et le lien essentiel de toute société. Cette vérité première, entrevue par Sully, l'immortel Colbert la saisit tout entière, et, l'associant aux vues sublimes de son administration, ce génie créateur l'appliqua au bonheur de la France ». Colbert conçut une œuvre immense. Il fut semblable au souffle divin « qui dissipa le chaos et qui lui substitua l'ordre magnifique que nous admirons ». Les siècles de Louis XIV et de Louis XV ont réalisé des « merveilles ». Grâce à de grandes routes traversant le royaume en tous sens, à des canaux réunissant les deux mers, la France, par le commerce, a trouvé une vigueur nouvelle. Et la Bourgogne, parcourue d'« un nombre presque infini de routes » va jouir d'une situation prépondérante. Elle sera une source féconde de richesses dont profiteront des provinces moins bien partagées. « Aussi, pour ainsi dire, au milieu de cet empire, comblée de tous les dons de la nature, elle avait dans son sein le germe de toutes les richesses ; son sol, propre à toutes les cultures, produit en abondance et les végétaux qui soutiennent notre existence et la liqueur précieuse qui nous fait quelquefois oublier nos maux. Le métal que la bonté du créateur avait destiné à soulager l'homme dans ses travaux et que la méchanceté a osé tourner contre ses semblables, le fer se trouve partout sur sa surface. » Nos immenses forêts, « asiles antiques et révéérés des Druides et de leur culte », sont encore aujourd'hui « la ressource du royaume épuisé ».

(1) Reg. acad., t. XIV.

(2) *Ibid.* Sur cette séance publique, v. *Affiches de Dijon*, n° 9, 28 décembre 1784.

L'on a vu que « chaque hiver, la consommation du riche doublée et quadruplée par un luxe destructeur, a resserré la consommation du pauvre » qui s'est trouvé livré « à la rigueur du froid dont il n'a plus le moyen de se garantir ». Mais la Providence veillait. Elle est toujours « attentive aux besoins de l'homme, et, tandis que le luxe abuse de ses premiers dons, sa main bienfaisante a préparé en silence, dans les entrailles de la terre, la consolation de l'indigent et le soulagement de sa misère. Des citoyens, dont le nom sera porté à la postérité par la reconnaissance de nos neveux, ont demandé à nos montagnes les trésors que nos foyers réclamaient, et nos montagnes ont ouvert leur sein, et elles ont révélé le secret inconnu de leur fécondité ». L'on a assisté à un émouvant spectacle : « ... de nombreux ateliers ont allumé dans des lieux autrefois déserts des fourneaux dont la terre combustible entretiendra l'activité. Le génie créateur du chimiste de la Bourgogne a ramassé le caillou que le voyageur écrasait sous ses pas ; initié au secret de la nature, il a découvert en lui une propriété inconnue, et ce caillou soumis à ses lois et à l'action du fourneau qu'elles dirigent, portera chez l'étranger, dans le verre le plus parfait, la meilleure des liqueurs connues. » Montcenis et ses environs sont les témoins d'une fébrile activité. De tous côtés, on travaille. Les productions de la Bourgogne sont extrêmement variées. Pourtant, la culture du mûrier ne s'y fait pas, et l'abbé de la Fare le regrette.

Une telle activité demande toujours des routes et des chemins plus nombreux. L'administration n'a cessé d'y penser, car elle comprend que des avantages résulteront de tels efforts, et tous les gens éclairés le comprennent avec elle. Cependant, certains formulent des objections ; parmi elles, il en est une qui revient souvent : les produits étant exportés avec une trop grande facilité pourront manquer ou devenir insuffisants en certains pays. C'est impossible, affirme l'abbé de la Fare : « ... La marche du commerce sera assurée, et la facilité du transport, et la médiocrité des frais qu'il exigera, seront le contrepoids nécessaire de la concurrence plus grande des consommateurs. » Les canaux, grâce auxquels les échanges pourront se faire avec facilité et sécurité, diminueront

aussi la fatigue des routes, et l'on pourra appeler moins souvent les corvéables pour les réparer. Ce qui réjouira grandement l'administrateur « prêt à saisir avec transport l'ombre même du bonheur public ». « Son âme se plaît à jouir d'avance de la certitude que l'avenir paraît lui présenter. Mais ce tableau riant et cette jouissance anticipée ne détournent pas ses yeux du tableau de misère dont sa main guidée par son cœur doit adoucir les traits. Il cherche avec sollicitude le remède aux maux présents. Il établit, s'il le peut, la base du bonheur futur, et la reconnaissance est le seul prix qu'il se permet de désirer, parce que ce sentiment suppose du moins qu'il sut se rendre utile. »



Le XVIII^e siècle est le siècle des voyages. Voltaire, Montesquieu, Rousseau, Diderot, Beaumarchais, d'Holbach, Condillac, Bernardin de Saint-Pierre, Chénier ont connu d'autres pays que la France. Charles de Brosses n'a pas seulement visité l'Italie, il a parcouru le vaste monde en imagination et à l'aide de ses livres. Il existait toute une littérature sur les voyages documentaires et pittoresques. « C'est la collection, poursuivie pendant plus de soixante-dix ans, des *Lettres édifiantes et curieuses écrites des missions étrangères*. C'est en vingt et un volumes, publiés en vingt-cinq ans, l'*Histoire générale des voyages*, de l'abbé Prévost, qui lui valut plus de lecteurs et plus d'argent que ses romans. Ce sont de luxueuses publications, des volumes in-folio, ornés d'innombrables estampes,... cent autres récits, mémoires, journaux qui mènent le lecteur à travers les continents et les océans. C'est aussi bien l'époque où l'on reprend les grands voyages maritimes de découvertes qui passionnent l'opinion publique. On lit avidement le *Voyage autour du monde*, de l'amiral Anson, les explorations de Cook ou de Bougainville. » Le président de Brosses écrit l'*Histoire des navigations aux terres australes*, cherche à savoir s'il existe un passage entre l'Océan pacifique et l'Océan glacial arctique. Ses études ne sont pas du tout celles que, depuis longtemps, on aimait à poursuivre, car, « pendant tout le XVII^e et au commencement du XVIII^e siècle, l'histoire ne se distingue pas de l'éloquence, du panégyrique ou du

roman divertissant et moralisant ». De Brosses ne se promène pas seulement sur les mers, il fait encore des incursions dans l'extrême passé ou dans l'histoire romaine ; d'autres membres de la fondation Pouffier le précèdent ou le suivent : certains remontent vers la Gaule, un autre s'attarde aux antiquités étrusques, un autre jette un regard hardi sur les Croisades, à deux reprises l'on parle avec admiration de la chevalerie. C'est que « toute la littérature du moyen âge sort de l'ombre ; on s'engoue de la « chevalerie », des « troubadours », de l'architecture et de la littérature gothiques, de tout ce qui rappelle le « bon vieux temps » et le « vieux langage ». La *Bibliothèque des romans*, par exemple, (1775-1789), qui est une sorte de publication populaire, donne dans ses deux cents volumes quarante extraits de romans du moyen âge » (1).

L'histoire du passé et, bien entendu, l'histoire de la province, intéressent vivement les académies provinciales. L'Académie de Bordeaux reçoit 85 mémoires historiques, et ils traitent presque tous de sujets d'histoire ancienne ou d'histoire locale. On lira, le 26 août 1714, une « Histoire critique des amazones » ; on parlera, le 26 août 1715, « sur les origines de la Grèce » ; le 16 novembre 1727, « sur les antiquités de Bordeaux » ; le 25 août 1728, « sur les mœurs, les coutumes et les modes anciennes de Bordeaux » ; le 25 août 1729, « sur les origines de la langue gasconne » ; le 2 décembre 1731, « sur les anneaux des anciens, sur les pierres antiques et autres monuments du passé » ; en décembre 1732, « sur les devins, les oracles des païens et les prophètes d'Israël », « sur la sobriété des habitants de Rome comparée à l'intempérance des anciens Romains » — l'auteur du mémoire est Montesquieu — ; le 25 août 1734, « sur les feux publics et particuliers chez le peuple juif » ; le 2 décembre 1735, « sur l'aréopage » ; le 16 janvier 1739, « sur l'utilité que présenterait une histoire civile et naturelle de la province de Guyenne » (2), etc.

En histoire, nous constatons encore que l'Académie de Dijon n'innove pas. Elle s'engage à son tour dans les chemins tracés, et travaille avec conscience pour apporter sa contribution à l'effort commun.

(1) D. Mornet, *la Pensée française au XVIII^e siècle*, pp. 66, 67, 105, 107.

(2) J. de Gères, *Académie de Bordeaux*.

II. — Les arts

Les artistes n'ont tenu que fort peu de place dans l'Académie.

Sur les 344 membres qu'elle agréa de 1741 à 1793, la compagnie n'appela à elle que cinq peintres : Venevault, le 21 janvier 1763 ; Greuze, le 18 avril 1766 ; Devosge, le 8 janvier 1768 ; Hoin, le 8 juin 1776 ; Vincent, le 31 décembre 1778 ; et trois sculpteurs : Attiret, le 7 mai 1773 ; Boichot, le 27 avril 1775 ; Caffieri, le 14 décembre 1775.

Attiret fit les bustes des grands hommes de la Bourgogne qui ornèrent la salle de l'Académie, sauf deux : ceux de Legouz de Gerland et de Piron, œuvres de Caffieri (1).

La salle de l'Académie fut également décorée d'un bas-relief, sculpté par Boichot, représentant Minerve tenant d'une main le médaillon du prince de Condé, et de l'autre recevant d'un amour une couronne qu'elle va poser sur la tête du prince (2).

Venevault travailla longtemps à un tableau dont il voulait faire hommage à l'Académie. Le 30 mars 1764, Maret communiquait une lettre de Venevault « concernant le projet d'un tableau allégorique sur les victoires du prince de Condé et sur l'honneur que ce héros vient de faire à l'Académie en lui accordant sa protection ». Maret imagina un dessin « pittoresque » qu'il envoya au peintre, et fit un quatrain pour mettre au bas du tableau :

Jules, sous ses drapeaux, sut fixer la victoire ;
Auguste, dans la paix, protégea les beaux-arts :
En paix, ainsi qu'en guerre, animé par la Gloire,
Condé sait imiter les plus grands des Césars (3).

Ce n'est qu'au commencement de 1766 que le tableau fut achevé. Dans une lettre datée du 26 mars 1766 (4), Venevault écrivait au Dr Maret : « J'ai porté dimanche 23 du présent mois au bureau du carrosse de Dijon une boîte à votre adresse... elle contient... le tableau que j'ai

(1) V. Julien Paillet, le *Panthéon dijonnais ou hommage aux grands hommes de la Côte-d'Or*, Dijon, 1805, p. 80.

(2) V. Baillot, *Stances sur la séance publique tenue le 18 mai 1775*, note. Dijon, Frantin, 1775, Bibl. de D., n° 25.617.

(3) Reg. acad., t. II.

(4) Ms. arch. acad. La description du tableau fut faite dans les *Mém. de l'Acad.*, 1769, p. LXIX.

fait pour l'Académie de Dijon. Je prends la liberté de le lui offrir... » Puis le peintre explique longuement le « sujet allégorique » du tableau. « L'Académie, sous la figure de Minerve, rassemble autour d'elle les génies des sciences, des arts et des belles-lettres désignés par leurs différents attributs et emblèmes : comme de la littérature, de l'astronomie, de la géographie, des mathématiques, des arts, de médecine, de chirurgie, de la musique, de ceux de peinture et de sculpture, etc... Elle les invite à concourir aux prix et aux honneurs qu'elle accorde au mérite. Elle porte sur son égide le portrait en médaillon ciselé en or du prince de Condé, gouverneur de la province, qui a bien voulu faire l'honneur à l'Académie de Dijon de s'en déclarer le protecteur. Son nom, celui de protecteur de l'Académie, le milliaire écrits en lettres d'or servent d'ornements et de bordure à ce bouclier. Deux génies accompagnent la figure de la déesse ; l'un montre gravée sur une table d'airain la devise de l'Académie ; l'autre tient des couronnes de laurier qu'il lui présente pour les distribuer à son choix. L'on voit, derrière la figure de Minerve, une pyramide dont le piédestal est chargé de trophées d'armes élevés en mémoire de la gloire que le jeune prince de Condé s'acquit dans la dernière guerre à la bataille de Friedberg. D'un côté du tableau, dans l'éloignement, est le temple de la gloire sur une hauteur, où plusieurs savants de divers genres et états s'efforcent de monter par un chemin difficile et escarpé. L'autre côté représente une campagne embellie par l'agriculture, aujourd'hui si fort encouragée par le gouvernement et les différentes académies du royaume... Vous verrez que j'ai profité des idées que vous m'avez données... »

L'Académie fut très reconnaissante à Venevault du tableau qu'il lui avait offert. Quand le peintre mourut, elle tint à entendre son éloge dans une séance publique. Maret en fut chargé. Il le prononça le 22 décembre 1776 (1). Il rappela que Venevault peignit les portraits des princes et princesses de la maison de Lorraine, puis

(1) Reg. acad., t. VIII. Sur cette séance, v. *Affiches de Bourgogne*, nos 52 et 53, 24 et 31 décembre 1776 ; nos 1, 9, 13, 15, 16 et 17, 1^{er} janvier, 4 mars, 1^{er}, 15, 22, 29 avril 1777. V. aussi sur Venevault, ms 2065, p. 891 ; Ruffey, pp. 66, 166 et 167, éd. Lange ; Girault, *Essais sur Dijon*, p. 472.

de Louis XV ; qu'il s'adonnait surtout à la miniature et à la gouache ; qu' « un tableau qui rend le moment où Adam et Eve reçoivent le fruit fatal à leur félicité » lui ouvrit l'entrée de l'Académie de peinture et celle de la fondation Pouffier. Venevault était Dijonnais ; aussi quand l'Académie de sa ville natale l'appela à elle, il fut profondément ému. « Je n'ai plus rien à désirer » écrivait-il quand il apprit sa nomination. « Mais, comment pourrai-je témoigner ma reconnaissance ? » Et il peignit le tableau qu'il envoyait le 23 mars 1766 et que l'Académie offrit au prince de Condé.

Le début de la seconde moitié du XVIII^e siècle « est remarquable en France dans l'histoire des arts par le caractère d'utilité qu'on cherchait à leur imprimer. Partout on dissertait sur les avantages des écoles gratuites de dessin, et l'Académie française, favorisant cette direction des esprits, voulant aussi donner plus d'importance à cette matière, en fit le sujet d'un prix extraordinaire... En 1767, un anonyme envoya une médaille d'or à l'Académie française afin qu'elle l'adjudgeât à celui qui prouverait le mieux l'utilité des écoles gratuites de dessin » (1).

En cette même année 1767, à la séance du 31 juillet (2), Claude Picardet prononçait un discours, qu'il refera à la séance publique du 13 décembre 1767 (3), sur l'utilité de l'école gratuite de dessin fondée à Dijon par François Devosge dès 1765 (4).

L'école ne comptait alors qu'une vingtaine d'élèves, mais l'an suivant elle en avait déjà quatre-vingts. Les Elus voulurent encourager Devosge et, par une délibération en date du 24 décembre 1766, lui accordèrent une subvention de 600 livres. Devant le succès toujours grandissant de l'école, les Elus décidèrent de pourvoir aux honoraires du professeur : le 30 décembre 1767, ils les fixèrent

(1) Fremiet-Monnier, *Eloge de Devosge*, p. 60 et note 13 de cette page, *Eloge* lu dans la séance du 8 avril 1813, impr. à Dijon, chez Frantin, 1813. Sur cette séance, v. *Magasin encyclopédique*, 1813, t. V, pp. 206-209.

(2) Reg. acad., t. IV.

(3) Sur cette séance, v. *Mercur de France*, mai 1768, pp. 117-133. V. *Mém. de l'Acad.*, 1774, p. 130.

(4) Sur l'école de dessin, v. Courtépée, *Description*, t. II, pp. 152 à 154 ; Girault, *Essais sur Dijon*, pp. 464 à 468, et Ruffey, *Hist. secrète*, pp. 73, 105, 185, 186, éd. Lange.

à 1.800 livres ; le 18 décembre 1769, ils les portèrent à 2.400 livres ; puis à 3.600 le 10 décembre 1771.

Nommé le 8 janvier 1768 associé libre de l'Académie, Devosge fut reçu le 15 janvier 1768 par Poncet de la Rivière. L'ancien évêque de Troyes proclama que la compagnie a tenu à récompenser le zèle si louable de Devosge et à rendre publiquement justice à son mérite ; qu'elle espère qu'en lui ouvrant ses portes, elle « animera, augmentera même s'il est possible les efforts qu'il a faits jusqu'ici pour l'avancement de la nombreuse jeunesse confiée à ses soins » (1).

Le jour même de la nomination de Devosge à l'Académie, Legouz de Gerland offrit de fonder des prix pour les élèves de l'école de dessin. Dès le 7 août 1768, les récompenses étaient décernées (2). « Le comité formé pour le jugement et la distribution des prix fut composé d'une députation de l'Académie (à la tête de laquelle se trouvait Richard de Ruffey) et de quatre artistes choisis parmi ceux de la ville, dont les talents inspiraient le plus de confiance, et fut présidé par deux députés du bureau de MM. les Elus » (3). Les prix consistaient en une médaille d'or de la valeur de 150 livres, une d'argent doré et une d'argent (4), sans compter les couronnes. Le 20 décembre 1769, les Elus décidaient que la dépense du prix serait désormais à la charge de l'administration provinciale. Le 2 janvier 1775, faisant droit à la requête que Devosge leur avait adressée, ils donnaient une pension annuelle de 600 livres aux peintres et aux sculpteurs que Devosge voulait envoyer à Rome pendant quatre ans. Devant les succès obtenus, ils la portèrent à 1.000 livres par délibération du 22 janvier 1781. Le prince de Condé

(1) Cf. Reg. acad., t. IV.

(2) Ce fut une belle cérémonie : « On a fait successivement approcher les vainqueurs. Ils ont reçu les médailles et les couronnes de la main de Mme la marquise de la Tour du Pin qui avait assisté à cette séance, et leur victoire a été célébrée par des fanfares de trompettes et de timbales qu'on avait placées dans un vestibule voisin de la salle où s'est faite la distribution des prix. » Séance du 7 août 1768. Reg. acad., t. IV ; v. *Mercur de France*, février 1769, pp. 147-152.

(3) Maret, *Eloge de Legouz de Gerland*, lu dans la séance publique du 14 août 1774, impr. à Dijon, chez Causse, 1774.

(4) Les médailles portaient à l'avvers : *Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé* ; au revers, les armes de la province, et, au-dessus : *Etats de Bourgogne* ; au bas : *Prix de l'école gratuite de dessin*.

avait distribué les prix de l'école le 16 mai 1775. Le 18 mai, à la séance publique de l'Académie que présidait Condé, Baillot n'omit pas, dans les stances qu'il lut ce jour-là à la gloire du prince, de faire allusion à la cérémonie de l'avant-veille :

Sur l'autel sacré du génie,
 Brûlez, ô nymphes d'Aonie,
 Un encens pur en son honneur ;
 Venez, talents qu'il encourage ;
 Venez, beaux-arts, rendez hommage
 A votre auguste protecteur.

 Accourez tous, jeunes Apelles,
 Offrez au prince vos essais :
 Ses regards, plus que vos modèles,
 Ont hâté vos premiers succès (1).

Pendant près de cinquante ans, Devosge a pu « former à la fois des élèves distingués dans la peinture et la sculpture ; donner en même temps à une foule d'ouvriers les talents utiles pour l'exercice des différentes professions mécaniques ; s'élever avec les uns aux plus hautes conceptions de l'art et, chaque jour, descendre avec les autres aux détails élémentaires » (2).

François Devosge a été un excellent professeur et organisateur. C'est à ces titres que son nom doit de ne pas être oublié, car l'artiste fut correct et froid (3). Il laissa une œuvre considérable, bien moins pour avoir été l'auteur d'une centaine de tableaux que pour avoir formé des artistes comme les peintres Gagnereaux, Naigeon, Prudhon, Devosge fils ; les sculpteurs Renaud, Bertrand, Ramey, Petitot, Bornier, Gaule et Rude, qui fut le dernier élève de Devosge ; il devait obtenir en 1812 le premier grand prix et faire la carrière que l'on sait.

Dans son intéressante étude sur le fondateur de l'école de dessin, Mlle Imperiali fournit des détails très suggestifs sur les milieux où se recrutaient les élèves de l'école. Ils venaient surtout, semble-t-il, de familles fort

(1) Reg. acad., t. VII.

(2) Fremiet-Monnier, *Eloge de Devosge*, p. 5.

(3) Mlle Marcelle Imperiali, *François Devosge, créateur de l'école de dessin et du musée de Dijon (1732-1811)*. [La Révol. en Côte-d'Or. Publication du comité départemental pour l'étude de l'hist. économique de la Révol. fr. Nouv. série, fasc. 3], p. 6.

modestes. Désiraient-ils donc tous devenir des dessinateurs, des peintres, des sculpteurs ? Non pas. Car Devosge, ainsi que l'avait déjà dit Fremiet-Monnier, ne voulait point seulement former des artistes, mais aussi « donner à la jeunesse de la province plus d'aptitude aux arts et même aux métiers qui exigent ou supposent la pratique du dessin » (1). Ouvriers et petites gens avaient le droit comme les autres d'assister aux cours (2). Et ce sont eux qui étaient les plus nombreux et les plus assidus. On remarque sur la liste des élèves dressée en 1768 des armuriers, des serruriers, des entrepreneurs, des plâtriers, des tailleurs de pierre, des fondeurs, des « officiers d'office », des marchands, des hébénistes (*sic*). Vingt et un ans après, l'on retrouve les mêmes métiers, « avec un peu plus de ferblantiers, de vitriers, de chirurgiens ». Mais on voit également que « M. Surget l'aîné, gentilhomme et son cadet ; M. Darbaumont, gentilhomme ; M. Perrin, fils de M. Perrin, conseiller ; M. de la Loge du Bassin ; M. Lardillier, avocat ; M. Raudot, fils du médecin », assistent aux cours. Cependant, « les trois derniers personnages semblent se contenter de faire à l'école l'honneur de leur décorative présence, car ils ne participent pas aux concours... » Un beau jour, apparaît même le fils de l'intendant Amelot de Chaillou. Mais l'on était en 1789, et « sans doute M. Amelot envoie-t-il son fils à l'école de dessin beaucoup moins pour qu'il s'exerce dans l'art de Raphaël que pour faire mieux éclater son propre amour des lumières, la simplicité de ses mœurs au temps où un roi doit être le père de ses sujets » (3).

L'école de dessin se recrutait de la même façon que les collèges. « Il n'y a jamais eu tant d'étudiants, écrit La Chalotais, dans un royaume où tout le monde se plaint de la dépopulation ; le peuple même veut étudier ; des laboureurs, des artisans envoient leurs enfants dans les collèges des petites villes. » Guyton de Morveau confirme : « C'est un usage de presque tous les artisans des villes d'envoyer leurs enfants au collège »... Ces affirmations

(1) *Ibid.*, p. 20.

(2) La « Réponse aux réflexions sur l'école gratuite... », parue dans les *Annonces de Dijon*, n° du 9 juin 1770, l'indique nettement.

(3) Melle M. Imperiali, *François Devosge*, p. 21.

générales sont appuyées par des documents précis. En 1767, au collège de Neufchâteau, sur 35 élèves de seconde et de rhétorique, il y a 19 fils de marchands, commerçants, laboureurs, artisans... A Louis-le-Grand même, après 1763, il y a une grande proportion de fils d'avocats, procureurs, architectes, épiciers, merciers, limonadiers, menuisiers, maçons, etc » (1).

Le peintre Claude Hoin, fils du médecin, compte également parmi les élèves de Devosge. Né le 25 juin 1750, il mourut le 16 juillet 1817. « Son maître, dit Henri Chabeuf (2), n'eut pas de peine à reconnaître que la grande peinture n'était pas son fait, aussi, vers 1772, le jeune Claude prit-il le parti d'aller à Paris s'abreuver à cette source de toute grâce et de tout charme. » Et Claude Hoin sut être gracieux et charmant, et adroit aussi, car s'il réussit fort bien à Paris, il parvint également à plaire beaucoup dans sa ville natale et à attirer les regards bienveillants de la fondation Pouffier. Il fera sa révérence à Guyton de Morveau en même temps qu'il paiera son tribut à la piété filiale en présentant de cette façon la toile qu'il exposera au Salon de la Correspondance : « Tombeau consacré au père et à la mère de l'auteur, dans un jardin disposé à la manière anglaise, où il n'a été employé d'autre blanc que celui de zinc, découvert récemment par M. de Morveau. » Il fréquentait chez le Bourguignon Greuze — l'on sait que Greuze naquit à Tournus — et peignit une gouache intitulée : *Hommage à Legouz de Gerland* ; il l'envoya en 1776 à l'Académie de Dijon, dont il fut nommé correspondant le 8 juin de la même année (3). Son œuvre fut abondante et variée, mais il réussit surtout dans la gouache. Edmond de Goncourt écrira : « Hoin est l'un des quatre ou cinq plus remarquables peintres à la gouache du XVIII^e siècle. » Il offrit à l'Académie, en février 1779 (4), le portrait de Philippe

(1) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, pp. 332, 333. V. aussi, p. 426.

(2) *L'hommage à Legouz de Gerland de Claude Hoin*, par Armand Cornereau et Henri Chabeuf (C'est ce dernier qui écrivit l'étude sur Hoin, tandis que Cornereau est l'auteur de l'étude sur Legouz), *Mém. de l'Acad.*, 1901-1902.

(3) Cf. Milsand, p. 384.

(4) V. séance du 11 février 1779, Reg. acad., t. X.

le Bon par Jean Van Eyck : « Je l'y ai encore vu le 2 janvier 1828. M. le recteur s'en est emparé lorsqu'en 1841 l'Académie a été expulsée de son hôtel » (1). Il donna encore à la compagnie (2) sept estampes qu'il avait gravées (3).

La fondation Pouffier s'intéressa aux arts comme aux sciences et aux lettres. Elle appela à elle tous les talents qui se révélaient dans quelque ordre que ce fût. En même temps que les Elus de la province, elle suivit les efforts de Devosge ; avant eux, elle créa, par l'intermédiaire du mécène dijonnais Legouz de Gerland, des prix pour l'école de dessin. Rien de ce qui était bourguignon ne lui restait étranger. Elle fut, pendant toute son existence d'avant la Révolution, la plus haute, la seule autorité intellectuelle de la Bourgogne. Il convenait que ses principaux travaux fussent publiés pour que chez elle, en France et à l'étranger l'on connût mieux encore son activité, son utilité, sa science et son « patriotisme », et c'est pourquoi elle tint tant à ce que ses *Mémoires* vissent le jour.

(1) Ms. Baudot, arch. acad.

(2) V. séance du 12 juillet 1792.

(3) Sur Claude Hoin, v. ms. 2062, p. 1471, et l'étude du baron Roger Portalis, 1 vol. gr. in-8, illustré, 1900 (tirage à part de la *Gazette des beaux-arts*).

CHAPITRE III

LES MÉMOIRES DE L'ACADÉMIE

Ce n'est que vingt-huit ans après la fondation de l'Académie, en 1769, que parut le premier volume des *Mémoires*. Six volumes seulement purent être publiés avant la Révolution : deux de 1769 à 1774 et quatre de 1782 à 1785 (1). Jusqu'en 1769, les multiples travaux de la compagnie ne furent connus du public que par les lectures faites aux deux séances annuelles auxquelles les étrangers pouvaient assister et par les comptes rendus donnés de ces séances publiques par le *Mercure de France*, les *Affiches, annonces et avis divers de Bourgogne*, le *Journal de Nancy* et les *Affiches de Dijon* (2).

La première séance, dont le *Mercure* rendit compte, fut celle du 20 août 1747 dans son n° de novembre 1747, pages 47 à 54, et la dernière est celle du 18 décembre 1774, dans son n° d'avril 1775, deuxième volume, pages 165 à 176. Il donna, pendant ces vingt-huit années, le résumé de trente-sept séances publiques. Les *Affiches de Bourgogne* publièrent le compte rendu de douze séances ; le premier est celui de la séance du 17 décembre 1775, dans le n° du 16 janvier 1776 ; le dernier est celui de la séance du 19 décembre 1784, dans le n° du 28 décembre 1784. Le *Journal de Nancy* relata six séances publiques, du 13 août 1780, tome IV, 1780, pages 39 à 47, au 18 décembre 1785, tome XVIII, 1785, pages 29 à 44. Les *Affiches*

(1) Bibl. de D., R. 268, R. 269.

(2) « Surtout, et c'est à la fois l'une des raisons et la preuve du rayonnement de ces académies (les académies provinciales), les journaux donnent à leurs séances et à leurs concours la plus large publicité, non seulement (après 1770) les journaux de province, mais les journaux mêmes de Paris. Ils annoncent les séances et souvent ils en donnent d'amples comptes rendus. On en trouve par exemple dans presque toutes les livraisons du *Mercure*, à partir de 1750 ; et il y a, dans le même *Mercure*, une rubrique spéciale « Académies » à partir de 1759. Les *Annonces, affiches et avis divers* (dites *Affiches de province*) ne sont pas moins complaisantes. » D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 146.

de Dijon publièrent le compte rendu de la seule séance du 24 août 1788 dans son n° du 16 septembre 1788.

Le 16 mars 1764, l'Académie décida, sur la proposition de Richard de Ruffey, la publication de ses Mémoires.

La commission chargée de choisir les ouvrages à imprimer dans le premier volume se réunit les 28 mars, 12 avril, 26 juin 1769, et termina ses travaux le 16 août suivant. Elle était composée de Ruffey, Morveau, Hoin, Gelot, Perret et Maret. Il fut arrêté que le volume serait formé suivant le plan des Mémoires de l'Académie des sciences de Paris, c'est-à-dire divisé en deux parties ; la première publierait sous le titre d'histoire : 1° L'histoire proprement dite de l'Académie ; 2° les extraits de différents ouvrages et plusieurs observations. La seconde serait composée de mémoires, discours, dissertations, observations d'une certaine étendue ou poésies imprimées en entier. Dans l'une et l'autre des parties, on s'astreindrait à l'ordre des dates, mais dans l'histoire, on suivrait aussi celui des matières (1).

L'impression fut poussée le plus possible, et le 26 novembre 1769 (2), l'Académie pouvait présenter le volume au prince de Condé.

Le 22 décembre 1769, on décide que les *Mémoires* seront envoyés aux académies d'Auxerre, Besançon, Bordeaux, Clermont, Lyon, Montpellier, Nancy, Villefranche, ainsi qu'à Buffon, Voltaire, Piron, etc.

Le deuxième volume ne paraissait qu'en 1774 ; à la séance du 11 juin (3), le Dr Maret lisait l'histoire de l'Académie destinée à être placée à la tête du volume.

En guise de préface à ces premier et deuxième volumes, il était dit que « l'Académie désirait depuis longtemps de donner ses mémoires au public. Mais elle a éprouvé le sort de la plupart des établissements littéraires... » Et une note expliquait que « les sociétés académiques les plus célèbres n'ont pas même été à l'abri de l'influence des circonstances qui en ralentissent les progrès ». Ainsi,

(1) Reg. acad., t. V.

(2) *Ibid.* Sur cette séance, v. *Mercur de Fr.*, n° de mars 1770, pp. 151-154. Les deux premiers tomes des *Mémoires* de la compagnie furent publiés à Dijon, chez Causse, « imprimeur-libraire du Parlement et de l'Académie » dans le format in-8.

(3) Reg. acad., t. VII.

la société royale de Londres, qui se réunissait dès 1650 à Oxford et que Charles II transférait à Londres dix ans après, n'éditionnait le premier volume de ses travaux qu'en 1665. Ce n'est qu'en 1698 que Duhamel pouvait publier l'histoire de l'Académie des sciences de Paris fondée depuis 1666 et le volume que cette académie devait, selon le règlement, donner au public en 1699 ne put voir le jour qu'en 1701. La préface expliquait encore — nous le savons déjà — que les travaux ont commencé d'être déposés à peu près régulièrement dans les archives à partir de 1761 et que les registres furent tenus avec soin seulement depuis cette époque. L'on sait aussi que cette « espèce de révolution », pour reprendre les termes de la préface, avait pour auteur Richard de Ruffey.

Malgré tous ses efforts, l'Académie ne put continuer la publication de ses *Mémoires*. Elle dut attendre jusqu'à 1781 pour reprendre cette œuvre qui lui paraissait, à juste titre, fort importante. A la séance du 15 novembre 1781 (1), Guyton de Morveau rappelait à la compagnie la proposition qu'il lui avait faite quelques mois auparavant, à savoir de publier tous les trois mois « un cahier de ses *Mémoires* sur les sciences et arts à l'exemple de la société royale de Stockholm ». Il importait à la gloire de l'Académie, continuait-il, de recommencer la publication de ses principaux travaux. Mais il convenait de former désormais un recueil pour les sciences et un autre pour les lettres parce que le mélange qu'on avait fait dans les premiers volumes avait nui aux unes et aux autres. Il fallait aussi ne plus tirer les exemplaires sur grand papier ; enfin, les offrir en souscription. La compagnie suivit Guyton de Morveau et arrêta qu'à compter du 1^{er} janvier 1782, s'il était possible, l'Académie publierait une suite de ses *Mémoires* sous le titre : *Actes trimestres de l'Académie de Dijon pour la partie des sciences et arts*, divisés par cahiers de cent à cent vingt pages chacun, de format in-8°, imprimés sur papier ordinaire, avec les gravures jugées nécessaires. On allait écrire au garde des sceaux pour obtenir des « lettres de nomination de censeur » et le renouvellement du privilège, qui devrait

(1) Reg. acad., t. XI.

« rester en propriété à l'Académie » et servirait pour tous les mémoires ; le privilège s'étendrait aux travaux publiés séparément après visa de la censure et une délibération de la société qui les aura « jugés dignes de paraître comme faisant suite à ses *Mémoires* ». On solliciterait aussi l'intendant des postes afin que des facilités fussent consenties pour les abonnements et les envois d'argent. Dès que les réponses favorables auront été reçues, un prospectus sera envoyé à toutes les académies, aux savants connus et aux libraires des principales villes de France pour annoncer la mise en souscription au prix de six livres, frais de port en sus. 300 à 500 exemplaires seront probablement tirés. Pour traiter avec l'imprimeur, rédiger l'ouvrage, choisir et reviser les mémoires, l'Académie nomma Guyton de Morveau, Maret, Durande et Gauthey « comptant sur leur zèle et leur attachement à ses intérêts pour n'y admettre que des morceaux qui présentent quelque chose d'utile et de neuf, écrits sagement et exempts de personnalités ».

L'Académie commença aussitôt les démarches pour obtenir les autorisations. Elle se heurta à maints obstacles. Elle appela à son aide tous les personnages influents qu'elle pouvait atteindre. Le 29 novembre 1781 (1), Guyton de Morveau fait part des lettres qu'il a reçues de MM. de Neville (2) et Rigoley de Juvigny (3). Le premier assurait qu'il allait solliciter du garde des sceaux l'obtention du privilège et la nomination d'un censeur. Le second écrivait qu'il s'occupait activement de la question de l'abonnement, et, dans une lettre lue à la séance du 6 décembre (4), annonçait que les administrateurs des postes réduisaient de dix sous à six sous le port d'un cahier. Il écrivait encore ces lignes, datées de « Paris, ce 17 décembre 1781 » (5) : « ...J'espère que les Mémoires de l'Académie trouveront grande protection auprès des hautes Puissances de la littérature, et que si elles n'entendent pas les matières qui y seront traitées, elles observeront du moins à cet égard un

(1) Reg. acad., t. XII.

(2) De Neville, vice-chancelier, était « chargé du département de la librairie ».

(3) Rigoley de Juvigny faisait partie de l'Acad. comme honoraire non résidant depuis le 12 novembre 1773. Cf. Milsand, p. 406.

(4) Reg. acad., t. XII.

(5) Ms. arch. acad.

prudent et respectueux silence. Je désire ardemment que les savants interprètes du *Mercur*e favorisent l'entreprise de l'Académie et en disent du bien quand même, ce qui leur arrive souvent, ils ne seraient pas en état d'en juger ; mais comme leurs trompettes se font entendre d'un bout du globe à l'autre, et que les louanges qu'ils se prodiguent si libéralement les uns aux autres en font le tour en vingt-quatre heures, il est très intéressant de les engager à jeter un ou deux grains de leur encens dans leur encensoir en faveur de l'Académie afin qu'ils ne la traitent pas comme ils ont traité l'Académie des belles-lettres de Paris. Les coryphées du goût, les appréciateurs des talents, les dispensateurs des réputations, les distributeurs de la gloire et des honneurs littéraires sont gens à ménager quand on veut être quelque chose dans la république des lettres. Il est vrai que ces talents, ces réputations, cette gloire littéraire sont tout au plus des météores, et que ces honneurs ne sont guère courus ni enviés parce qu'ils ne sont pas reçus comme titres valables pour la postérité : mais on aime à jouir dans le siècle où nous sommes, et on sacrifie à la jouissance momentanée le petit pécule qu'on a en le mettant en viager. Heureux ceux qui se contentent d'augmenter leur patrimoine pour le laisser à leurs enfants ou à leurs neveux ! Il faut des travaux utiles et dignes d'être présentés à la postérité. Tels sont ceux de l'Académie... »

Le 27 décembre 1781 (1), Guyton de Morveau lisait une lettre de Saint-Alphonse (2) annonçant que de Neville permettait l'impression de la suite des *Mémoires*, mais n'était pas disposé à faire accorder à l'Académie le privilège pour la publication par trimestre et que le motif invoqué était qu'un tel genre de publication assimilerait les *Mémoires* à des journaux, ce qui n'a été accordé à aucune académie. L'opposition du vice-chancelier ne pouvait être, estima Guyton de Morveau, que « l'effet d'une surprise et d'une erreur où l'a jeté sa confiance à quelque personne intéressée à croiser les vues de l'Académie ». Il fallait donc l'éclairer et, pour ce faire, lui envoyer un mémoire détaillé, dont Guyton de Morveau soumit immédiatement

(1) Reg. acad., t. XII.

(2) Lecteur du prince de Condé, de Saint-Alphonse avait été nommé honoraire non résidant le 15 mai 1781. Cf. Milsand, p. 408.

le projet à ses confrères : « L'avidité des libraires de la capitale, assurait-il, en compromettant les intérêts des imprimeurs de province, dégoûte ceux-ci des entreprises qu'ils pourraient former, et... elle a produit cet effet sur le sieur Causse qui a imprimé les deux premiers volumes des *Mémoires* de l'Académie, de manière que cet imprimeur se refuse à en donner la suite. » Le zèle des académiciens est excité par la publication de leurs travaux, et elle ne peut être favorisée que par la mise en souscription des volumes. Il ne serait pas possible d'offrir un seul ouvrage par an, tandis que les souscripteurs comme les auteurs trouveraient un grand intérêt à voir un volume publié chaque trimestre. Les *Mémoires* académiques paraissant tous les trois mois ne pourraient être assimilés aux journaux qui ne contiennent que des extraits, des annonces d'ouvrages imprimés et quelques observations ou mémoires envoyés par des particuliers isolés ; les « Actes trimestres », eux, ne renfermeraient que des ouvrages précédemment lus à l'Académie et composés par des académiciens. Comme on est absolument libre de donner à tous les ouvrages qu'on imprime l'étendue que l'on veut, il serait singulier que l'Académie à qui l'on ne pourrait refuser d'imprimer plusieurs volumes par an, n'eût pas la liberté d'en publier un petit par trimestre. Que font d'autres compagnies ? La société royale de Londres a imprimé parfois feuille par feuille ses travaux ; l'Académie de Stockholm les donne trimestriellement. Si l'Académie des sciences de Paris ne fait paraître ordinairement qu'un seul volume chaque année, elle en a publié souvent plusieurs de différentes grosseurs et en a même imprimé de divers formats sous son privilège. La société de médecine en use de même très fréquemment. Ce n'est donc pas une innovation que réclame la fondation Pouffier, et quand c'en serait une, elle devrait être bien accueillie. D'autre part, si aucune compagnie ne jouit d'un tel privilège, il ne faut pas oublier que l'Académie de Dijon est la seule en province qui ait imprimé un recueil de *Mémoires*.

Il fut décidé que des copies du travail de Guyton de Morveau seraient adressées au vice-chancelier, au prince de Condé en réclamant sa protection, à Amelot de Chailou, secrétaire d'Etat, et à Lenoir, lieutenant de police.

Le 3 janvier 1782 (1), l'Académie prenait connaissance d'une lettre de Neville annonçant que le garde des sceaux consentait que l'Académie choisît parmi ses membres des censeurs pour les nouveaux mémoires, mais refusait l'autorisation de les publier trimestriellement. Les motifs invoqués étaient ceux que de Saint-Alphonse avait indiqués. Il fallait donc espérer que le plaidoyer de Guyton de Morveau ferait lever l'interdiction. Mais, en attendant le résultat, il convenait de multiplier les sollicitations et d'envoyer à l'intendant copie du travail de Guyton de Morveau en le priant de s'intéresser au succès de la requête.

Le 17 janvier (2), l'intendant — Feydeau de Brou — assurait qu'il allait plaider la cause de la société auprès du garde des sceaux.

Le même jour, Le Français de Lalande disculpait les « auteurs » du *Journal des savants* soupçonnés de s'opposer à ce que le privilège fût accordé et promettait de faire tout ce qui dépendra de lui pour seconder les efforts de la compagnie.

Cadet, un des « auteurs » du *Journal de Paris* assurait le 31 janvier (3) que ni lui ni ses « coopérateurs », comme on avait osé l'insinuer, ne s'étaient opposés à l'obtention du privilège et qu'il allait personnellement réunir ses sollicitations à celles de l'Académie.

Le 31 janvier également, la compagnie apprenait de Feydeau de Brou que le garde des sceaux se faisait rendre compte à nouveau de l'affaire. D'autre part, l'abbé de Luzines, « chef de l'administration de la province » écrivait qu'il était tout disposé à appuyer les démarches.

Le 21 février (4), Duchemin, « secrétaire des commandements de S. A. S. Mgr le Prince de Condé », envoyait copie de la lettre du prince au garde des sceaux, et la compagnie jugeait « qu'il n'était pas possible de solliciter un acte de justice d'une manière plus pressante ».

Le 25 avril (5), le comte de la Touraille annonçait que la réponse du garde des sceaux à Condé n'était point favo-

(1) *Reg. acad.*, t. XII.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

nable ; mais que l'abbé de Luzines espérait engager de Neville à solliciter le privilège. L'Académie ne désespérait toujours pas. Apprenant que le président du Parlement de Bourgogne se trouvait à Paris, elle le pria aussitôt de soutenir sa demande.

Le 2 mai (1), la compagnie recevait une lettre du prince de Condé — datée de Chantilly, 25 avril — à laquelle était jointe la copie de la réponse que lui avait faite le garde des sceaux. Celui-ci exprimait la crainte que la faculté accordée aux académies de censurer elles-mêmes les ouvrages qu'elles font imprimer n'entraînât des abus qui seraient très dangereux si la permission de les produire tous les trois mois était donnée. Immédiatement, l'Académie décidait d'envoyer au premier président une note indiquant qu'elle renonçait à se censurer et qu'elle était prête à soumettre tous ses ouvrages à l'examen des censeurs que le garde des sceaux indiquerait, et rédigeait un long mémoire intitulé : *Objets de très humbles et très respectueuses représentations de l'Académie de Dijon à Monseigneur le garde des sceaux* (2).

« L'Académie, y était-il dit, a discontinué depuis neuf ans la publication de ses Mémoires parce que son libraire était en perte à cause de la remise des trois septièmes qu'exigeaient de lui les libraires de Paris. » Ses portefeuilles sont remplis de travaux qu'elle voudrait publier. Elle s'est donc résolue à les imprimer à ses frais en ne choisissant que ceux concernant les sciences physiques, et à proposer les volumes par souscription en quatre livraisons par an. C'était la seule ressource qui lui restait pour rentrer dans ses débours, s'affranchir des remises et proportionner les avances au nombre des souscripteurs. Elle pensait que l'approbation du censeur et le privilège du roi pour *faire imprimer, vendre et faire vendre*, une fois donnés, l'auteur ou une société d'auteurs était libre de mettre son ouvrage en vente par souscription. Il n'existe du reste aucune loi ou aucun règlement qui restreigne la faculté de vendre de cette manière un ouvrage approuvé, et il n'y a pas d'exemple que les lettres de privilèges accordées pour les publications offertes par souscription, les

(1) *Ibid.*

(2) Ms. arch. acad.

écrits périodiques y compris, soient conçues en d'autres termes que tous les autres privilèges. Ainsi, celui donné le 30 janvier 1782 à l' « auteur » du *Journal de médecine* ne porte que ces mots : « permis de faire imprimer, vendre et faire vendre. » Cependant, de Neville autorise l'Académie à imprimer la suite de ses *Mémoires*, mais non à les offrir par souscription. Si une telle décision est maintenue, elle équivaudra à une véritable interdiction, car la compagnie n'a que ce moyen « de produire ses ouvrages et de remplir l'objet de son institution ». Il faut donc qu'elle s'efforce d' « éclairer la religion de Monseigneur le Garde des sceaux sur le peu de fondement des motifs qui lui ont été présentés pour déterminer son refus ».

Elle demande seulement de procéder comme plusieurs académies étrangères, telles que celles de Londres, de Stockholm, etc. L'Académie des sciences a agi de même puisqu'elle a publié ses *Mémoires* mois par mois.

« Penserait-on qu'une souscription est peu digne d'une académie ? Mais il est encore plus indigne d'elle de ne rien produire. » C'est par ce moyen que se sont vendus les plus importants ouvrages, et il convient particulièrement aux livres scientifiques, car « on peut l'avouer sans humilité... ils ont peu de lecteurs ». Et « il est connu que le *Journal des savants*, rédigé par une société choisie par Mgr le garde des sceaux, ne fait pas ses frais même avec le secours de la souscription ».

Ce n'est pas une entreprise lucrative que cherche la compagnie, et pour qu'on ne puisse donner à son projet « cette couleur odieuse », elle est prête à remettre les bénéfices, s'il y en a, à telle personne qui lui sera désignée.

On ne peut assimiler cette publication à aucun écrit périodique, parce qu'elle n'admettra que des mémoires complets sur les sciences, exclusivement, et provenant des seuls membres de la société. Du reste, le *Journal des savants* et le *Journal de Paris*, l'ont reconnu nettement.

L'autorisation est refusée parce que, paraît-il, « les académies de province demanderaient bientôt la même chose, que plusieurs avaient déjà inséré dans leurs recueils des articles répréhensibles et... que l'avantage dont elles jouissent de ne faire censurer leurs ouvrages que par leurs membres rendrait cette forme dangereuse ».

Mais, 1° Ce ne sera qu'un recueil de travaux sur les sciences physiques et les arts. On devrait donc bien moins craindre que désirer que toutes les académies provinciales pussent produire chaque année quatre cahiers de leurs propres découvertes ; et la permission accordée à une académie pour ce seul objet ne conférerait sans doute aucun droit pour les autres genres. 2° Si des académies de province ont inséré des articles répréhensibles, le Garde des sceaux ne peut avoir l'intention « d'en faire porter la peine » à l'Académie de Dijon contre laquelle jamais la moindre plainte n'a été portée, qui jamais n'a subi le moindre reproche (1). 3° La compagnie renoncera volontiers à nommer elle-même ses censeurs, si cette grâce doit l'empêcher d'obtenir la permission qu'elle demande. Les ouvrages qu'elle voudrait imprimer ne redoutent aucune censure.

Quand le Garde des sceaux eut reçu ce mémoire, le premier président du Parlement se rendit auprès de lui pour plaider encore la cause de l'Académie. Il échoua, et dut se retourner vers de Neville. L'Académie prend connaissance le 20 juin (2) de la réponse faite par le vice-chancelier au premier président. L'administration permettrait la publication des Mémoires par souscription à la condition que l'Académie ne s'engageât pas vis-à-vis des souscripteurs à leur fournir un volume à dates fixes et périodiquement, tous les six mois par exemple ou dans des délais moindres, mais seulement quand elle aurait des matériaux suffisants pour un ou deux volumes. La raison est que l'administration ne veut pas, comme il lui arrive souvent, essayer les reproches du public ou des souscripteurs quand les sociétés littéraires manquent à leurs engagements. Au commencement, les souscripteurs sont généralement satisfaits de l'exactitude apportée dans le service des ouvrages, puis, des retards étant survenus faute de matériaux, ils se plaignent à l'administration, « ce qu'elle veut éviter sur toutes choses, éprouvant tous les jours des inquiétudes infinies qui la surchargent d'un travail fatigant, et la détournent d'objets plus importants ». Et le

(1) Elle ne fut en effet jamais aussi hardie que l'Académie de Châlons, par exemple, v. Daniel Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 302.

(2) Reg. acad., t. XII.

premier président terminait par ces mots : « M. de Neville me paraît décidé et vous n'avez pas espérance qu'il change d'avis. Il m'a dit que vous feriez bien de vous borner aux seuls ouvrages concernant les sciences et les arts et de demander un censeur autre qu'un membre de votre académie, comme vous l'offrez par le mémoire que vous m'avez envoyé. »

La cause était perdue. La compagnie « croit devoir pour le bien des lettres subir la loi qu'on lui impose » et prie Guyton de Morveau de rédiger un prospectus dans lequel on se soumettra aux conditions prescrites et qui sera envoyé au garde des sceaux pour obtenir la permission de le publier.

On a vu que l'Académie tenait essentiellement à publier plus d'un volume par an. Malgré un refus catégorique, elle n'abandonnera pas son idée première et mande le 6 juillet à de Neville : « ...Sur ce qu'il (le président) a écrit à cette compagnie que vous consentiez... qu'elle proposât cet ouvrage par souscription pourvu qu'elle ne prit pas de termes fixes ni plus rapprochés que de six mois... », elle vous adresse « un nouveau prospectus rédigé conformément à cette intention que vous lui avez fait connaître, et vous prie de lui accorder votre approbation pour le faire imprimer... » (1). Le prospectus portait le titre : *Nouveaux mémoires de l'Académie de Dijon pour la partie des sciences et arts proposés par souscription*. Il disait : « Rien ne contribue davantage aux progrès des sciences et des arts que la prompte circulation des découvertes, des observations, des recherches de ceux qui les cultivent ; elle éveille leur attention sur les objets d'un intérêt présent ; elle leur fait du travail d'autrui des échelons pour arriver à un but plus élevé ; elle hâte le moment où leurs opinions deviennent des vérités ; après avoir soutenu les regards de la critique, elle entretient cette émulation qui les presse de produire pour partager la gloire de ceux qui se rendent utiles. » Aussi, l'Académie considérait comme un devoir de publier à nouveau ses Mémoires et de les offrir par souscription. Seuls des travaux sur les sciences et les arts seront d'abord imprimés, « l'Académie se réservant de publier séparément les pièces de littérature ». On

(1) Ms. arch. acad.

mettra sous presse dès que le nombre de souscriptions sera suffisant, « et les parties se succéderont de manière que MM. les souscripteurs pourront faire relier deux ou trois parties en un seul volume tous les douze ou dix-huit mois ou à peu près ». Chaque partie comptera quinze à seize feuilles d'impression avec des gravures en taille douce quand ce sera nécessaire. Le format sera un in-8°, et le prix des deux parties brochées coûtera six livres pour Dijon et sept livres dix sous « port franc pour tout le Royaume que l'on paie d'avance en souscrivant » (1).

A la rentrée des vacances (2), Guyton de Morveau mettait l'Académie au courant des nouvelles relatives à la publication des *Mémoires*.

Le 12 septembre, l'abbé de Luzines annonçait que le garde des sceaux allait envoyer son approbation. Le 20 septembre, de Neville écrivait que le garde des sceaux permettait la vente par souscription et continuait à la compagnie la même confiance que par le passé pour la censure de ses *Mémoires*. Le projet de souscription, revêtu de l'approbation de Neville, était joint à la lettre. Le 8 octobre, le lieutenant général de police, Lenoir, envoyait « le permis d'imprimer et de distribuer ». Le 21 octobre, Rigoley de Juvigny faisait savoir que l'administration des postes consentait l'abonnement de deux cahiers de seize feuilles, au lieu de quatre cahiers de huit feuilles, au même prix de douze sols pour les seize feuilles. Le 31 octobre, d'Ogny donnait avis de ce consentement.

L'épreuve du prospectus était faite. Il fut décidé que deux commissaires signeraient, comme par le passé, l'approbation en qualité de commissaires nommés en exécution des ordres du garde des sceaux.

Le premier cahier devait paraître dès le 15 janvier 1783. Il fallait donc se hâter pour le composer et l'imprimer. Les académiciens furent invités à remettre immédiatement ou au plus tard à la séance suivante les ouvrages sur les sciences et les arts non encore imprimés, qu'ils jugeront pouvoir entrer dans le recueil et même les titres de ceux qu'ils auraient à retoucher ou à achever « pour que

(1) Ms. arch. acad. Les nouveaux *Mémoires*, comme les premiers, étaient imprimés par Causse.

(2) Séance du 14 novembre 1782. Reg. acad., t. XII.

MM. les commissaires puissent distribuer les matières à la satisfaction des auteurs et du public ».

Le 21 novembre (1), des exemplaires du prospectus étant prêts, Guyton de Morveau se chargea de les envoyer dans le royaume et « chez les étrangers ».

Le 28 novembre (2), Guyton de Morveau — qui avait conduit de bout en bout les démarches — proposait d'écrire au prince de Condé pour demander la permission de lui dédier les nouveaux *Mémoires*.

Le 30 janvier 1783 (3), Guyton de Morveau disait que l'on avait imprimé cinq cents exemplaires et que jusqu'à ce jour, soixante-douze souscriptions seulement étaient parvenues. Le peu d'empressement mis à acquérir les *Mémoires* montre bien que « malgré la publicité des séances publiques, des concours, des mémoires imprimés, elles (les académies provinciales) n'intéressent guère qu'une élite de noblesse provinciale, de gens de robe, de gros bourgeois... » (4).

Voilà quelles ont été les démarches que l'Académie dut entreprendre et poursuivre avec une persévérance digne d'un plus entier succès. Car, on le voit, si la compagnie arriva à ses fins, le résultat ne répondit pas à son attente. Les souscriptions furent très insuffisantes et le demeurèrent. On put atteindre à la fin de l'année 1785, et ce fut tout. Encore une fois, la publication des *Mémoires* était arrêtée ; elle ne reprit qu'en 1799 pour se continuer sans arrêt.

Que contiennent les *Mémoires* édités avant la Révolution ? Les deux volumes publiés en 1769 et en 1774 diffèrent profondément de ceux composés de 1782 à 1785.

Bien que la commission chargée du choix des ouvrages à insérer dans les *Mémoires* de 1769 à 1774 comprit trois littérateurs : Ruffey, Gelot et Perret et trois hommes de science : Maret, Guyton de Morveau et Hoin, c'étaient ceux-ci qui seuls dirigeaient l'opération. Nous en tenons la preuve par une note portant ces indications : « Différentes pièces de vers de M. de Ruffey, que je ne crois

(1) Reg. acad., t. XII.

(2) *Ibid.*

(3) Reg. acad., t. XIII.

(4) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 303.

pas que l'on doive admettre. *Mémoire sur la nécessité de conserver l'équilibre des conditions dans un Etat*, par M. Gelot ; on ne pourrait faire mention de cette pièce que par extrait. Imitation d'une pièce latine de M. de la Monnoie par M. Bouillet. Je ne crois pas qu'on puisse admettre cette pièce. *Antiochus*, poème par M. de Ruffey, même jugement. Pièce lyrique par M. de la Serre ; cette pièce exigerait des corrections. *Mémoire sur l'ancienne chevalerie* ; il faudrait beaucoup corriger et augmenter cette pièce, elle manque de méthode. Les *Talents*, ode, par M. de Morveau. On peut insérer cette pièce. Epître par M. Picardet l'aîné ; cette pièce paraît avoir besoin d'être retouchée. *La bienfaisance récompensée*, par M. de la Serre ; cette pièce est très faible » (1).

La note est suggestive : le mot d'ordre est de laisser le moins de place possible aux travaux littéraires, à moins toutefois que Guyton de Morveau en ait commis. Elle n'est pas datée, mais elle se rapporte évidemment à la composition des Mémoires de 1769 à 1774 et, fort probablement à celle de l'ouvrage de 1769. En effet, le mémoire de Gelot a été lu à la séance du 11 janvier 1760 (2), la dissertation sur l'ancienne chevalerie de Bouillet le 12 décembre 1760 (3), l'« imitation » du même, le 22 janvier 1762 (4), le poème de Ruffey le 7 mai de la même année (5). A propos de ce travail, le registre académique porte cette indication : « M. de Ruffey a lu un poème qui est une paraphrase de ce que l'Ecriture sainte nous a transmis de l'histoire d'Antiochus. Le sort de ce prince vain, ambitieux et impie est un des exemples les plus frappants des vues de la Providence divine. Ce roi fut, en effet, d'abord l'instrument des vengeances de Dieu et finit par être victime de sa justice ». Le poème de Richard de Ruffey n'eut pas la chance d'intéresser l'Académie et, singulièrement, Maret, Guyton de Morveau et Hoin. Du reste, aucun des travaux examinés dans la note ne fut publié dans les premiers Mémoires.

(1) Ms. arch. acad.

(2) Reg. acad., t. I.

(3) *Ibid.*

(4) Reg. acad., t. II.

(5) *Ibid.*

Si donc les deux tomes édités en 1769 et en 1774 comptent des études littéraires et artistiques, ces études doivent, dès ce moment, céder la place aux travaux scientifiques. C'est ce que l'on constate : le tome de 1769 comprend 48 études, dont 30 sur les sciences ; celui de 1774, 33 études dont 24 de sciences.

Quant aux Mémoires publiés de 1782 à 1785, ils sont exclusivement formés d'études scientifiques, car s'ils devaient comprendre des travaux sur les sciences et les arts, ce n'était, naturellement, que des arts appliqués dont on voulait parler. Ensuite, malgré la promesse faite par le prospectus, aucune « pièce de littérature » ne fut éditée. Aussi bien, les nouveaux Mémoires, qui avaient paru deux fois par an, comptent-ils, sur un total de 104 travaux, 22 études de médecine et chirurgie, 31 de chimie, 33 de physique, 3 de mathématiques et 15 d'histoire naturelle.

L'Académie a voulu que toutes ses études fussent utiles. Elle ne prit point celles qui ne traitaient pas un problème dont l'intérêt pratique se révélât, qui ne cherchaient pas la solution rendant possible un perfectionnement. Sa curiosité se tourna vers les recherches scientifiques parce qu'elles pouvaient adoucir les peines des hommes et améliorer leur sort.

TROISIÈME PARTIE

L'AUTORITÉ DE L'ACADÉMIE

CHAPITRE PREMIER

LES PRIX

Par ses très nombreux travaux, par la protection que lui accorda le prince de Condé, par la qualité de beaucoup de ses membres, l'Académie de Dijon acquit une renommée qui s'étendit au loin. Les prix qu'elle décerna, les cours publics qu'elle créa, les correspondances qu'elle entretenait, les visites qu'elle reçut, prouvent l'autorité qui fut la sienne.

De 1741 à 1793, elle offrit cinquante-trois prix et n'en décerna que vingt-huit, car sa sévérité était grande.

Nous savons que ces récompenses ne furent jamais attribuées selon les vœux du fondateur, et que les pensionnaires refusèrent de concourir quand le 3 mars 1741, Lantin voulut leur faire connaître le sujet sur lequel ils devaient s'exercer. Le 16 juin suivant (1), l'Académie arrêta qu'elle donnerait « tous les ans, à perpétuité, un prix au public dans le courant du mois d'août, qui sera une médaille d'or en valeur de 300 livres, et qu'à l'exception de tous ceux qui composent l'Académie, toutes les personnes, tant de cette province que du royaume et des pays étrangers, seront admises à composer... » ; il « sera, pour la première année, sur la physique ; pour la seconde année, sur la morale ; et, pour la troisième, sur la médecine ; après quoi on recommencera toujours dans le même ordre ». Les travaux envoyés aux concours devaient parvenir au secrétaire le 1^{er} avril, date extrême.

Nous avons vu également que, grâce à la libéralité du marquis du Terrail, le prix consista, à partir de 1766, en une médaille d'or valant 400 livres.

Jusqu'à la réforme de l'Académie entreprise par Richard de Ruffey, les sujets des prix devaient être choisis à peu près au hasard, suivant l'humeur du moment, et, sur cette

(1) Reg. acad., t. I.

question, les membres de la compagnie se trouvèrent parfois en profond désaccord. C'est pourquoi, à la séance du 4 décembre 1761, la compagnie décida de suivre désormais cette méthode, sans prétendre s'y astreindre irrévocablement : les sujets de prix seront choisis par scrutin ; les académiciens présenteront une question qu'ils remettront au président de l'assemblée pour être communiquée à la compagnie ; chacun à son tour pourra dans cette séance développer les rapports que le sujet qu'il propose semble avoir avec le bien public ; et même discuter les avantages des sujets mis en avant pour montrer les raisons qu'il y aura à préférer le problème pour lequel il se sera décidé ; à l'issue de la séance, chacun des membres recevra une copie de tous les sujets proposés ; dans la séance suivante, chaque membre remettra au président de l'assemblée un billet fermé où seront inscrits deux des problèmes proposés qui lui auront paru les meilleurs ; le problème qui aura réuni le plus grand nombre de suffrages sera choisi pour le sujet du prix. Enfin, un registre sera ouvert où l'on inscrira les sujets proposés pendant l'année.

L'Académie procéda ainsi jusqu'à 1793. Suivons-la pas à pas dans le choix d'un sujet et l'attribution du prix. Prenons comme exemple le prix de 1763 : le 15 janvier 1762, il est dit que chaque membre présenterait à la séance suivante deux questions concernant les belles-lettres, l'histoire ou la morale, afin de choisir, à la pluralité des voix, parmi ces différents sujets celui que la compagnie doit proposer au concours de 1763. Le 22 janvier, après avoir examiné les questions, l'assemblée décide que le 29 janvier, on en présenterait encore de nouvelles et qu'on choisirait définitivement celle qui paraîtrait la plus propre à être donnée. Le 29, il est procédé par scrutin au choix du sujet. Celui concernant le canal de Bourgogne réunit le plus grand nombre de suffrages ; en conséquence, Richard de Ruffey, Michault, Guyot et Gauthey furent nommés pour rédiger l'exposé du sujet. Le 5 février, l'on décide que le sujet serait proposé dans les termes suivants : « Déterminer, relativement à la Bourgogne, les avantages et les désavantages du canal projeté en cette province pour la communication des deux

mers par la jonction de la Saône et de la Seine. » L'on décide aussi que les académiciens ne résidant pas à Dijon auraient la liberté de prendre part au concours. Le 15 avril 1763, le secrétaire présentait cinq mémoires qu'il avait reçus pour le concours. Le président numérotait les mémoires et la lecture commença aussitôt ; elle fut continuée le 22 avril et terminée le 29 avril. A cette dernière séance, il fut arrêté que, suivant l'usage, les académiciens et les associés de la classe des belles-lettres, conjointement avec Ruffey, vice-chancelier, et Michault, secrétaire, procéderaient à l'examen des mémoires, feraient leur rapport et donneraient leur avis pour mettre la compagnie en état de couronner l'auteur de la pièce qui aurait mérité le prix. Le 22 juillet, l'on décide qu'à la séance prochaine, les mémoires cotés 4 et 5 seraient lus de nouveau, et que le dimanche suivant, l'Académie porterait définitivement son jugement. Le 29 juillet, on lut le mémoire n° 4 et la première partie du n° 5. Le dimanche 31 juillet, après qu'on eut achevé la lecture du n° 5, Gelot analysa et compara les deux mémoires qui paraissaient seuls dignes de se disputer le prix, et indiqua celui qui méritait la préférence. Perret, qui était d'un sentiment contraire, fit connaître les raisons qui le poussaient à juger différemment. Puis, après les observations des commissaires, l'on vota : par 13 voix contre 9, le prix fut attribué au mémoire portant le n° 4 ; l'accessit serait décerné au n° 5. Le président, Fleutelot de Beneuvre, ouvrit les billets accompagnant les deux mémoires. Le prix allait à Thomas Dumorey, ingénieur de la province, résidant à Dijon ; l'accessit à Le Jolivet, architecte, sous-ingénieur des ponts et chaussées de la province, à Dijon. La séance publique dans laquelle la proclamation fut faite se tint le dimanche 14 août (1). « Ce sujet intéressant, dit alors Fleutelot de Beneuvre, a exercé depuis longtemps la plume de divers écrivains, mais ils ne s'étaient occupés jusqu'ici qu'à prouver ou à contredire la possibilité de ce canal. Aucun d'eux n'avait combiné méthodiquement les avantages ou désavantages qui devaient résulter de son exécution, ce que les auteurs des

(1) Sur cette séance, v. *Mercur de Fr.*, janvier 1764, 1^{er} vol., pp. 101-108.

deux mémoires qui ont disputé le prix ont approfondi l'un avec plus de méthode et de précision, l'autre avec un travail plus grand et des recherches plus intéressantes, mais dont quelques-unes ont paru à l'Académie s'éloigner un peu du but proposé » (1).

L'Académie avait, certes, bien jugé, car les lauréats savaient l'un et l'autre de quoi ils parlaient. Ruffey aurait préféré voir le prix attribué à Le Jolivet. Sans nier qu'il y eût de bonnes choses dans le mémoire de Dumorey, il estima que celui de Le Jolivet était « plus solide, plus méthodique, écrit avec plus de précision et rempli de plus de recherches ». Les deux travaux ont été imprimés, mais « fort corrigés et fort différents de ce qu'ils étaient quand ils furent présentés à l'Académie » (2).

I. — Les prix de physique

Si l'Académie modifia complètement dès 1741 les règlements que Pouffier avait voulu fixer et offrit au public les prix que le fondateur réservait aux pensionnaires, elle conserva l'ordre dans lequel ces prix devaient être proposés. L'on commença donc par la physique pour continuer par la morale et pour finir par la médecine.

C'est en 1742 que fut adjugé pour la première fois un prix de physique. L'Académie avait demandé de « déterminer la différence des vitesses d'un liquide qui passe par des tuyaux inflexibles et de celui qui passe par des tuyaux élastiques ». Trois mémoires avaient été envoyés. Le lauréat fut Dache, substitut du procureur général de la Cour des aides de Montpellier, qui reçut le prix à la séance du 23 juillet.

La question posée pour le concours de 1745 était : « Déterminer les moyens de reconnaître la nature et le caractère des différents sels. » L'Académie demandait qu'on insistât

(1) Reg. acad., t. II.

(2) *Notes pour servir à l'hist. secrète de l'Acad. de D.*, notes 181 et 182, v. éd. Lange, p. 183. Le mémoire de Dumorey fut imprimé en 1764, à

Paris, chez Desprez, in-8, 58 pages. V. Bibl. de D. ———, et celui de
142-827

Le Jolivet, la même année, à Dijon, chez Causse, in-4, 38 pages. (V. Bibl. de D., 147-14635 fonds Milsand). Sur Dumorey, v. ms. 2062, p. 395, Bibl. de D.; sur Le Jolivet, v. ms. 2063, p. 849 et la monographie de Ch. Oursel (Dijon, 1908, in-4).

sur la cristallisation et qu'on la donnât comme un des plus sûrs moyens de connaître les sels. Trois pièces furent reçues, mais deux durent être écartées parce qu'elles parvinrent au secrétariat après le premier avril. On décida qu'il n'y aurait point de prix, et, le 9 juillet, une annonce indiqua que le même sujet était proposé pour 1746. Cinq pièces furent alors envoyées et Didier « médecin-chimiste à Dunkerque » obtint le prix. On le lui remit à la séance du 21 août.

Cinq mémoires concoururent pour le prix de 1749. On demandait : « Pourquoi les corps électriques par eux-mêmes ne reçoivent pas l'électricité par communication. » Le prix fut donné à Pinot, médecin à Bourbon-Lancy, le 24 août.

Aucun des huit travaux envoyés pour le prix de 1752 ne satisfait la compagnie, qui chargea Léauté de faire connaître son jugement à la séance du 20 août 1752. Le problème fut de nouveau posé pour l'année suivante. La question était : « La température de l'air d'un pays influence-t-elle sur le tempérament et la force de ses habitants ? » Quatre mémoires seulement parvinrent en 1753, mais le prix put être décerné. C'est Etienne Gravier, médecin à Paray, qui le reçut le 19 août (1).

Pour le concours de 1756, l'Académie demanda de résoudre un problème difficile : « Déterminer les causes de la graisse du vin et donner les moyens de l'en préserver ou de le rétablir. » Un seul mémoire fut envoyé et le problème proposé encore pour 1759. Cette fois, cinq candidats étaient en ligne, mais leurs travaux furent estimés insuffisants et l'Académie exprima son espoir de pouvoir décerner le prix en 1762 ; une pièce seulement lui parvint, qu'elle ne récompensa pas. C'était peut-être celle de l'anonyme qui demandait quelques éclaircissements et expliquait la marche qu'il pensait suivre pour donner la solution désirée, et auquel la compagnie répondait le 3 juillet 1761 (2), en disant : « Si votre plan est bien rempli, votre ouvrage ne peut être que d'une très grande utilité pour le public, et comme le bien de la société est le principal

(1) Sur la séance du 20 août 1752, v. *Mercur de Fr.*, nov. 1752, pp. 68-86 ; sur celle du 19 août 1753, v. *Mercur de Fr.*, nov. 1753, p. 56.

(2) Reg. acad., t. II.

objet de l'Académie, elle vous prêterait volontiers tous les secours que vous lui demanderez et qui dépendront d'elle. Quoique dans son programme, elle se soit restreinte à la grasse du vin, elle ne donnera pas pour cela l'exclusion aux pièces qui traiteraient comme le vôtre non seulement de cette maladie, mais de tout ce qui concerne le vin... Il est bon de vous faire observer que si vous voulez concourir pour le prix, l'Académie ne saurait vous donner aucun éclaircissement, ni lire votre ouvrage avant le premier du mois d'avril prochain, et cette conduite est fondée sur son impartialité. En vous donnant des éclaircissements, elle vous favoriserait plus que vos concurrents... Si, au contraire, vous renoncez au prix, et que l'utilité publique soit le seul motif qui vous anime, vous pouvez envoyer votre ouvrage à l'Académie sitôt que vous le jugerez à propos. Elle l'examinera avec attention. Elle vous fera part de ses observations ; cependant elle ne pourra vous les communiquer avant le mois de mai... »

La question posée pour le prix de 1765 demeura également sans réponse satisfaisante. Elle fut reportée à 1768, mais vainement. Cinq mémoires étaient parvenus en 1765, et cinq encore en 1768. Ni les uns ni les autres n'eurent l'agrément de la compagnie, qui, la seconde fois, avait doublé le prix : le lauréat devait recevoir, à son choix, deux médailles d'or chacune de trois cents livres, ou une médaille et la valeur de l'autre. C'est que l'Académie jugeait d'une grande importance la solution du problème rédigé en ces termes : « Il est d'usage en Bourgogne de semer suivant trois différentes méthodes : 1° on sème dans les mêmes terres, la première année du blé, la seconde des mars, et successivement ainsi d'année à autre ; 2° on y sème alternativement une année du blé, l'autre des mars, et la troisième, on laisse la terre en jachère ; 3° on sème une année du blé, la seconde année la terre reste en jachère, et cette pratique s'observe constamment d'une année à l'autre. D'après l'exposition de ces diverses façons d'ensemencer les terres en Bourgogne, l'Académie demande : Quelles sont les raisons physiques qui doivent engager relativement aux différents terroirs à préférer l'une de ces trois méthodes. » Le 15 novembre

1765 (1), Maret exposait les motifs qui avaient obligé l'Académie à ne point donner de prix cette année-là et qui l'avaient déterminée à proposer le même sujet pour le prix de 1768, en le doublant. Maret disait qu'en choisissant la question des ensemencements, l'Académie « espérait que la solution de ce problème préviendrait les écarts auxquels la routine livre tous les jours les cultivateurs, leur ouvrirait les yeux sur leur véritable intérêt, contribuerait enfin à perfectionner l'agriculture, le premier et le plus nécessaire de tous les arts ». Ce problème si important ne devait pas être résolu à l'aide de vagues spéculations et en faisant seulement connaître quel était le principe de la fécondation ; il fallait « qu'après avoir pénétré les secrets de la nature, on fixât encore d'une façon invariable la méthode que dans des circonstances données, le cultivateur devait suivre ». On voit donc que « s'il était... nécessaire que les auteurs déterminassent quels sont les agents physiques auxquels la terre doit la fécondité, et conséquemment quelles sont les raisons physiques par lesquelles on peut décider la préférence que l'on doit donner à une des trois méthodes énoncées, il ne l'était pas moins qu'ils déduisissent de leurs principes des conséquences claires, précises, par forme de corollaire, dont l'application fût si facile que le cultivateur le moins intelligent eût pu prendre à l'aspect seul de ses terres le parti le plus convenable à ses intérêts ».

Malheureusement, aucun des concurrents n'a saisi le véritable esprit du problème, et l'Académie n'a pu décerner le prix, bien que les auteurs de quatre mémoires montrassent de grandes connaissances.

Maret indiquait ensuite que l'Académie posait la même question pour le concours de 1768. Ceux qui voudraient y participer auraient tout le temps nécessaire pour multiplier les expériences, et, « dans le cas où ceux qui aspireront au prix apporteront en preuve de leurs systèmes des expériences qui leur seraient particulières, ils auront attention de faire certifier le résultat de ces expériences par des personnes dignes de foi et dans un paquet cacheté, différent de celui où ils auront écrit leur nom,

mais également suscrit de la devise du mémoire. Ils renfermeront les certificats qu'ils auront reçus et qu'ils auront fait légaliser. Ce paquet, de même que celui dans lequel le nom de l'auteur sera inscrit, ne sera ouvert que dans le cas où la pièce mériterait la couronne ».

A la séance du 14 août 1768 (1), Maret annonçait qu'aucun prix ne pouvait encore être décerné, mais que l'Académie ne désespérait pas de donner un jour ses suffrages à un travail « capable de produire sur l'agriculture les effets avantageux qui font l'objet de ses vœux » et qu'elle offrirait une médaille d'or à celui qui, en quelque temps que ce fût, lui enverrait sur ce sujet si plein d'intérêt un ouvrage satisfaisant. « Que les savants observent donc avec patience les phénomènes que la nature met tous les ans sous leurs yeux ; qu'ils l'interrogent par des expériences en grand et souvent répétées. Aucun terme fatal ne les nécessite à jeter avec précipitation leurs idées sur le papier. Si deux, si trois, si quatre ans ne suffisent pas pour leur présenter des résultats d'expériences d'après lesquels ils puissent poser des principes vrais et en déduire des conséquences qui soient justes, ils peuvent employer à cette recherche autant de temps qu'ils le croiront nécessaire. Leur ouvrage paraîtra toujours assez tôt s'il est bon, et l'événement les dédommagera bien de leurs peines. En donnant en effet une solution satisfaisante de l'espèce de problème que leur propose encore l'Académie, ils réuniront à la gloire du succès la satisfaction inexprimable d'être utiles à la société. »

L'appel de l'Académie fut entendu et un mémoire, accompagné de procès-verbaux d'expériences lui était envoyé. Elle le remit à l'abbé Picardet pour l'examiner. Mais la compagnie fait trop tarder sa réponse, et l'auteur anonyme annonce, par une note lue le 4 mai 1770 (2), qu'il publierait son travail si l'Académie ne trouvait pas suffisantes les preuves qu'il a données parce que sa méthode lui semblait assez intéressante pour que l'on veuille répéter ses expériences ; qu'il serait infiniment flatté de voir paraître son ouvrage sous les auspices de l'Académie et avec les témoignages d'une approbation à

(1) Reg. acad., t. IV.

(2) Reg. acad., t. V.

laquelle il attache le plus grand prix, mais que si elle ne juge pas à propos de lui faire cet honneur, il cherchera un autre moyen de publier cet essai pour ne pas tenir plus longtemps cachées des connaissances qui intéressent, assure-t-il, l'humanité. Ce n'est point le prix qu'il a en vue, mais seulement la joie et l'honneur d'être utile. Le 11 mai (1), l'abbé Picardet déposait le mémoire sur le bureau de l'Académie et expliquait qu'il avait tenté plusieurs des expériences indiquées par l'auteur de l'ouvrage, mais qu'il ne lui était pas possible d'en donner encore le résultat. La dissertation était, à son avis, très bonne et exprimait le désir que tous les membres de la classe de physique en prissent connaissance. L'Académie décida alors d'ouvrir le paquet renfermant, ainsi que l'annonçait l'auteur, des preuves juridiques du succès des expériences d'après lesquelles il a raisonné dans son mémoire. Mais ces preuves, très concluantes, ne venaient que d'expériences effectuées sur les choux. Aussi la compagnie les jugea-t-elle insuffisantes. Mais, à cause de la valeur de l'ouvrage et de l'importance du sujet, elle décida que l'abbé Picardet devait suivre les expériences entreprises ; plusieurs années seraient nécessaires pour pouvoir arriver à un résultat concluant. L'auteur serait avisé de ces recherches et pour que les expériences puissent se multiplier, on lui donnerait le conseil de publier son ouvrage.

Quel « patriotisme », quelle persévérance, quelle prudence montrait toujours l'Académie de Dijon !

La fondation Pouffier ne décerna encore point de prix pour le problème posé en 1771, donné à nouveau en 1774 et en 1777. Le 23 novembre 1769 (2), l'Académie avait à choisir entre trois sujets : 1° « Expliquer la formation des couleurs des précipités et des mélanges chimiques, et déterminer le rapport de ces couleurs avec la nature des affinités et la figure des parties constituantes des substances colorées ; 2° Déterminer l'action des acides sur les huiles, le mécanisme de leur combinaison et la nature des différents composés savonneux qui en résultent ; 3° Quelle est la nature de la marne et comment elle

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*

fertilise les terres. Le second réunit la majorité des suffrages, et il fut arrêté que l'énoncé du problème serait suivi de la note suivante : l'Académie invite les auteurs à indiquer dans les trois règnes les productions naturelles les plus simples qui participent de l'état savonneux acide, à essayer en ce genre de nouvelles compositions, à expliquer leurs propriétés générales et leurs caractères particuliers et à ne présenter leur théorie qu'appuyée de l'observation et de l'expérience. Deux mémoires furent présentés en 1771, dont l'un était absolument sans valeur. Un seul mémoire parvint en 1774, bien que le prix eût été doublé. La compagnie décida de poser encore le sujet en 1777 et de porter le prix à 900 livres, mais en se réservant le droit de le partager si plusieurs travaux en méritaient l'honneur. On reçut, cette fois, trois ouvrages; mais aucun ne fut jugé satisfaisant. On arrêta alors qu'une médaille serait réservée pour celui qui aura envoyé un bon mémoire sur la question avant le 1^{er} janvier 1779. L'Académie garda sa médaille.

Pour le prix de 1780, trois sujets sont proposés à la séance du 3 décembre 1778 (1) : 1^o Trouver un instrument propre à mesurer la vitesse des eaux courantes dans les rivières et les petits ruisseaux afin d'en déduire les jauges exactes et qui n'ait aucun des inconvénients de celui de M. Pillot et de tous ceux qui sont connus ; 2^o Indiquer les moyens de rendre la Saône navigable en tout temps depuis Gray jusqu'à Chalon, excepté pendant la durée des glaces et des inondations ; 3^o Donner la théorie des vents. Celui-ci est choisi, car aucune théorie satisfaisante des vents n'a pu encore être donnée. On peut y parvenir maintenant, grâce aux découvertes sur l'électricité de l'atmosphère et sur la nature de l'air. D'autre part, on arriverait peut-être à trouver de nouveaux moyens pour évaluer la vitesse du vent et rendre par là plus utiles les observations météorologiques. Le prix ne put être décerné à l'un des deux mémoires adressés à l'Académie ; le sujet fut reporté à 1783 et le prix doublé. Personne ne réussit encore à s'en rendre digne, bien que treize mémoires eussent été envoyés. Il est vrai que quatre méritèrent des éloges. La question demeurerait posée. L'Aca-

(1) Reg. acad., t. IX.

démie put enfin donner un prix en 1785 au mémoire du chevalier de La Coudraye, « ancien lieutenant des vaisseaux du Roi », demeurant à Bordeaux. A la séance du 21 août 1785 (1), où le prix fut adjugé, Maret prononça un discours. Il dit notamment : « L'attention de l'Académie à ne choisir pour sujets de ses prix que des questions dont la solution puisse favoriser, accélérer les progrès des sciences et des arts, fait éprouver à cette compagnie une satisfaction bien vive lorsqu'elle se voit dans le cas de décerner les couronnes qu'elle a proposées... » Maret apprend ensuite qu'un mémoire n'a pu être admis au concours parce que son auteur s'est trompé sur la question : il a cru qu'il s'agissait de déterminer l'effet des vents sur le corps humain. Cet ouvrage, écrit en très bon latin, fait honneur à celui qui l'a conçu, et, « l'on n'a peut-être encore rien donné de mieux sur cet objet », assurait le secrétaire perpétuel.

Le travail de La Coudraye ne contenta qu'à demi l'Académie, puisqu'elle décida de réserver une deuxième médaille pour être décernée à celui qui, dans le laps de temps de trois ans, présenterait un autre ouvrage satisfaisant. Elle reçut trois mémoires en 1787 mais ne put que donner une mention honorable au n° 3.

Deux médailles ayant été réservées sur le prix de 1777, la compagnie résolut de donner deux concours supplémentaires, l'un, en 1780, qui porterait sur une question de médecine, l'autre en 1781 qui serait un problème de physique. Le sujet de ce problème fut : « Désigner les plantes venimeuses et les inutiles qui infectent souvent en Bourgogne les prairies et diminuent leur fertilité, et indiquer les moyens les plus avantageux de leur en substituer de salubres et d'utiles de manière que le bétail y trouve une nourriture saine et abondante. » Sur trois mémoires reçus, la compagnie put donner un prix et un accessit. C'est « Sabald Justin Brugmans, fils de M. Antoine Brugmans, professeur de philosophie et de mathématiques à l'Université de Groningue » qui reçut le prix. « M. Le Gentil, religieux », eut l'accessit. Le travail de Brugmans était écrit en latin ; Vernisy fut chargé de le

(1) Cf. Reg. acad., t. XIV. Sur cette séance, v. *Journal de Nancy*, 1735, t. XVI, pp. 323-336, 347-361. L'ouvrage de La Coudraye fut imprimé en 1786, à Fontenay, in-8 de 100 pages avec un plan.

traduire en français, car « cet ouvrage étant fait pour éclairer les cultivateurs, n'aurait pas pu remplir les vues de l'Académie, étant écrit en latin ».

Le sujet de prix pour l'année 1786, choisi à la séance du 9 décembre 1784 (1) et annoncé à la séance publique du 19 décembre (2) était : « Déterminer, par leurs propriétés respectives, la différence essentielle du phlogistique et de la matière de la chaleur ». Deux autres sujets avaient encore été proposés : « Assigner les causes des variations du baromètre » et « Etablir par une théorie appuyée de l'observation les principes d'après lesquels on doit se conduire dans la culture des vignes en Bourgogne ». Maret avait présenté ainsi cette troisième question : « Comme la culture des vignes est absolument livrée à la routine, qu'elle est très différente dans des cantons même très rapprochés et dont le sol et les aspects paraissent absolument les mêmes, il paraîtrait très important de diriger sur cet objet les réflexions des personnes capables de juger les pratiques d'usage en différents endroits, et comme parmi les propriétaires de vignes, il se trouve maintenant beaucoup de personnes instruites et qui ont secoué le joug des préjugés, il est à présumer qu'on pourrait obtenir une solution satisfaisante de cette question, une solution dont les rapports avec l'intérêt de la province sont très faciles à saisir » (3). Malgré l'intérêt du sujet exposé par Maret, ce fut, comme nous l'avons dit, le premier problème qui fut retenu. L'Académie estimait que sa solution rendrait « la théorie de la chimie et conséquemment celle de la physique plus lumineuse », car « l'influence des opérations de la chimie sur les progrès de la physique est à présent si évidente qu'on ne peut plus espérer de perfectionner celle-ci sans le secours de celle-là ». Le phlogistique, « dont l'existence a été démontrée par le célèbre Stahl », ne pouvait pas servir à expliquer un très grand nombre de phénomènes. « Son essence était même si peu connue qu'un savant du premier ordre le regardait comme un être de méthode. » Mais l'on va pouvoir connaître plus exactement « ce principe des

(1) Reg. acad., t. XIV.

(2) V. *Affiches de Dijon*, n° 9, 28 décembre 1784.

(3) Ms. arch. acad.

corps », parce que la découverte de « la matière de la chaleur » par Scheele permettra de « circonscrire les effets du phlogistique en faisant cesser l'incertitude sur la véritable cause d'une infinité de phénomènes dont on ne pouvait donner une raison satisfaisante ». Pour que « cette espèce de révolution » soit complétée, il faut qu'on détermine les propriétés distinctives de ces deux « matières » de façon qu'on ne puisse plus attribuer à l'une ce qui dépend essentiellement de l'autre, et « c'est ce que l'Académie attend des efforts des savants qu'elle invite à disputer son prix » (1).

Cinq mémoires furent envoyés qui ne satisfirent pas la compagnie. Ils ne présentaient point de vues neuves, n'indiquaient aucune expérience décisive, et leurs auteurs ne paraissaient pas même au courant des connaissances acquises depuis plusieurs années et dont l'importance était considérable. Un seul concurrent avait cité le *Traité chimique sur l'air et le feu* de Scheele, et ni les uns ni les autres ne mentionnaient les expériences de Black, Wilcke, Crawford, Lavoisier, Laplace, Kirwan, etc., « c'est-à-dire qu'ils n'ont connu ni les faits ni les opinions qu'il fallait discuter et qui ont fait naître cette question dont la solution est attendue par tous les savants comme pouvant seule rendre une base solide à toutes les théories chimiques ébranlées par les nouvelles découvertes ». L'Académie résolut donc de proposer à nouveau cette question pour le prix de 1789. Des travaux plus sérieux que ceux de 1786 furent présentés. Ils étaient encore au nombre de cinq. Le prix ne put être donné, mais trois mentions honorables furent décernées aux mémoires portant les numéros 5, 1, 2.

Le sujet pour le prix de physique à adjuger en 1792 a été le dernier que proposa l'Académie. Ses auteurs étaient Guyton de Morveau et Chaussier (2). « Déterminer, demandait-il, quelle est l'action des dissolutions acides métalliques sur les poils employés dans la fabrication des chapeaux, et indiquer d'après l'expérience, les moyens de remplir le même objet par des préparations plus simples,

(1) Ms. arch. acad.

(2) Cf. Reg. acad., t. XV. Séance du 16 décembre 1790.

plus économiques et surtout moins nuisibles aux ouvriers que celles qui sont d'usage dans les fabriques. »

Le prix ne fut pas décerné. Par cette question, qui semblera quelque peu singulière, l'Académie voulait encore travailler pour le bien public.

II. — Les prix de morale

Le 26 juillet 1743 (1), était adjudgé le premier prix de morale. C'est Jean-Baptiste Fromageot (2), avocat, professeur de droit à l'Université de Dijon, qui le remporta. Il le reçut le 25 août suivant. Vingt et un mémoires étaient parvenus à l'Académie. On demandait « Si la loi naturelle peut porter la société à sa perfection sans le secours des lois politiques ».

Fromageot assurait que « l'homme est fait pour la société : elle n'est point le fruit de quelque convention primitive fondée sur des convenances reconnues ou des lois arbitraires. Dieu en formant l'homme avec des qualités douces et bienfaisantes lui en a inspiré le désir et l'attrait ». La nature et les lois ne cherchent qu'à « en conserver les liens » ou à « en punir le violement ». « La société est donc de tous les arts le premier que l'homme ait à cultiver et le devoir le plus important qu'il ait à remplir. Mais pour m'acquitter de ce que je dois à la société, il est également important d'en connaître les lois qui doivent me servir de règle. Je vois bien qu'elle existe ; j'en connais les dehors et le mouvement général ; mais quelle est cette pièce principale qui en doit faire toute l'harmonie, qui en prévient les inégalités et les contretemps, qui l'entretient et la conserve ? Quel est ce lien assez puissant pour en réunir toutes les parties et les tenir dans l'heureux équilibre dont elles ont besoin ? Où est écrite cette règle universelle pour tous les temps, les pays et les conditions, applicable aux sociétés particulières comme à la société générale, qui en distribue les fonctions, en mesure les opérations pour éviter l'écart et le désordre, et la porte à sa perfection s'il est possible ? » Ce n'est pas l'intérêt. Ce ne sont pas les passions.

(1) Reg. acad., t. I.

(2) Sur Fromageot, v. Richard de Ruffey, *Hist. secrète et Notes pour servir...*, pp. 46, 91, 93 et surtout pp. 104 à 106, éd. Lange. Le discours de Fromageot fut imprimé à Dijon, Vve Sirot, in-4 de 23 pages.

C'est la loi naturelle, que Cicéron appelle la loi par excellence. Elle fut la seule source de discipline pour beaucoup de républiques et d'Etats à l'époque de leur naissance. « C'est sous l'aimable empire de la loi naturelle que vivaient dans les siècles derniers quelques nations d'un autre hémisphère crues sauvages par la trop bonne opinion que nous avons de nos lois, mais chez qui nos Européens prétendus civilisés ont vu avec étonnement régner la sagesse et l'équité et non l'or qu'ils y cherchaient. Heureux ces peuples s'il ne leur eût coûté que leurs trésors ! La loi naturelle leur avait appris à les mépriser, mais ces bons insulaires ignoraient sans doute qu'une loi politique avait appris à leurs conquérants d'autres maximes. » On ne peut donc point nier que la loi naturelle possède seule le privilège « de régler les mœurs en tous pays et de porter à leur perfection les sociétés de toute espèce ». De quelle façon cette loi a-t-elle pu être si générale et si féconde ? Saint Augustin l'explique en disant que le cœur en est le siège et que la vérité l'y a gravée de sa propre main. « C'est une loi de sentiment et de lumière intime qui met en celui qui délibère ou qui pêche la décision si près du doute et le reproche si près du crime qu'on ne peut ni l'étouffer ni l'ignorer avec quelque usage de la raison. Voilà ce qui la rend invariable et constante. Fille de la sagesse et du vrai, elle ne dépend ni de la coutume, ni des préjugés, ni des mœurs. » Il n'en va pas du tout de même de la loi politique et arbitraire, « loi impuissante et stérile qui ne peut tout au plus donner qu'un magistrat, un citoyen, un soldat à la république, mais non par elle-même lui donner un homme de bien ».

Les lois humaines sont venues dans la suite au secours de la loi naturelle. Mais celle-ci seule peut porter la société à sa perfection sans le secours des lois politiques en y établissant « l'ordre, la justice et la religion, les seuls biens qui la perfectionnent ».

Vingt-deux concurrents se présentèrent pour le prix de 1747, qui fut attribué le 20 août de cette année-là (1) à Jean-Léonard Baron, avocat au Parlement d'Amiens.

(1) Reg. acad., t. I. Sur cette séance du 20 août 1747, v. *Mercur de Fr.*, novembre 1747, pp. 47-54.

Le sujet était : « Les avantages que le mérite retire de l'envie. »

«... Les traits impuissants que l'envieux lance se trouvent presque toujours relancés contre lui-même, écrivait le lauréat. L'envie même tourne plus souvent au profit de celui qui en est l'objet. Si c'est un homme vertueux qu'elle attaque, elle le fait connaître et le fait croître en vertus. Si c'est un homme à talents qu'elle critique, elle l'encourage, elle augmente et ses succès et ses talents. L'un et l'autre profitent des avertissements jaloux de leur ennemie pour corriger leurs imperfections ou leurs défauts, et la faire taire. Ainsi l'envie est utile aux vertus, aux talents ou au mérite. » Joseph, Mardochée, Aristide, Scipion furent grandis par l'envie qui voulait les abaisser. Grâce à l'envie, qui se plaît à étaler les imperfections ou les défauts, les auteurs se corrigent : « Je vois Bossuet devenir plus exact, Fléchier moins fleuri, Corneille plus égal, Racine plus mâle, Molière moins farceur, La Bruyère plus clair, La Fontaine moins long, tous les littérateurs enfin et tous les savants perfectionnés par la critique des envieux. » Tant qu'il y aura du mérite, l'envie existera, « c'est son ombre ». « Mais l'envie sera toujours utile au mérite. Sans l'envie, les vertus resteraient dans l'oubli et dans l'indolence. Sans l'envie, les talents resteraient dans la paresse et dans la médiocrité. Sans l'envie enfin les vertus seraient moins parfaites et les talents moins finis... »

Puis, ce fut le prix de 1750. A la question : « Si le rétablissement des sciences et des arts a contribué à épurer les mœurs », treize auteurs répondirent. Le prix alla à Rousseau, le premier accessit à Grosley, de Troyes — qui signa Duchasselat — le deuxième accessit à l'abbé Talbert, de Besançon. C'est le 23 août 1750 que les récompenses furent décernées (1).

L'Académie qui, à cette époque, ne comptait pas encore dix ans d'existence, subit les plus vives attaques pour

(1) Reg. acad., t. I. Sur cette séance, v. *Mercur de Fr.*, novembre 1750, pp. 82-97. Rousseau remercia l'Académie par une lettre qu'on trouvera dans Girault, *Lettres inédites...*, pp. 12 et 13, et dans *Correspondance générale de J.-J. Rousseau* (éd. Th. Dufour, P.-P. Plan), t. I, p. 304.

avoir couronné le discours de Jean-Jacques (1). « L'ouvrage... fut trouvé si supérieur à tous les autres qui furent présentés qu'il emporta unanimement les suffrages. Son éloquence séduisit et contribua à voiler les paradoxes dont il était rempli. Aucun des juges du prix n'était capable de les apercevoir, de les développer, et de prévoir les conséquences de leur jugement » (2). Le dur Ruffey écrira encore : « Ce jugement, quoique fondé sur l'équité, arma tout l'empire littéraire contre l'Académie de Dijon. Les sarcasmes les plus injurieux l'accablèrent de toutes parts, et cette querelle se renouvelle encore tous les jours, lorsque l'occasion s'en présente. » Le sort de l'Académie, assure Ruffey, aurait dû exciter plus de pitié que d'envie. « Il y avait en effet dans sa conduite de l'ignorance, de la gaucherie, de l'imprudence, de l'inconséquence, mais sûrement aucune prétention, aucune mauvaise foi ni aucune malice. » La compagnie avait pourtant déclaré à la séance même du 23 août qu'elle décernait le prix « aux talents supérieurs de l'auteur et au chef-d'œuvre d'éloquence qui lui était présenté, sans en adopter les sentiments, à l'exemple de plusieurs académies ».

La polémique semblait devoir se prolonger indéfiniment. Le 16 janvier 1756, Silvestre, bibliothécaire de l'Académie d'Auxerre, sollicita le titre d'associé correspondant. L'abbé Richard (3) répondit le 23 janvier : « Il n'a pas paru décent à l'Académie que vous débutassiez avec elle par condamner sa conduite qu'elle a tenue avec M. Rousseau de Genève. Elle vous renvoie votre discours ; vous verrez, Monsieur, par les lignes qu'elle a fait tirer sur ce manuscrit ce qu'elle juge à propos que vous y changiez absolument, en cas que vous le laissiez subsister : si vous vous en rapportez à son avis, elle pense que le meilleur parti que vous ayez à prendre est de le supprimer ». L'Académie désire s'associer le candidat dont le style

(1) Milsand (note, pp. 51-52), donne la liste des pièces imprimées à l'occasion du discours, et réunies sous le titre de : *Les avantages et les désavantages des sciences et des arts, considérés par rapport aux mœurs, où le pour et le contre sur cette importante matière est débattu à fond.* Londres, 1756, in-8, 2 vol. V. aussi Maret, *Hist. de l'Acad. (Mém. de l'Acad., 1769)* ; Deberre, *La Vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle*, p. 243 ; *Mém. de l'Acad. de D.*, 1910-1913, pp. 237 sqq.

(2) Richard de Ruffey, *Hist. secrète*, p. 44, éd. Lange.

(3) Associé le 12 juin 1750, pensionnaire le 28 décembre 1753. Cf. Milsand, p. 406.

donne « une idée avantageuse » de ses talents, mais à condition qu'il fasse les corrections demandées ou qu'il envoie un autre travail (1). Silvestre ne dut rien répondre ou sa réponse ne fut point jugée satisfaisante, car il ne fit pas partie de l'Académie. Décidément, le lauréat de 1750 était bien compromettant.

Rousseau, on le sait, avait soutenu que le rétablissement des sciences et des arts, loin de contribuer à épurer les mœurs, les avait corrompues. Grosley, lui aussi concluait par la négative (2). Talbert, au contraire, assurait que le progrès humain était en fonction du progrès des sciences et des arts (3). Bien d'autres l'avaient dit avant lui, et beaucoup de concurrents le dirent avec lui.

L'un — c'est l'abbé Picardet, qui n'était pas encore de l'Académie — écrivait : « Le rétablissement des sciences et des beaux-arts n'a pas servi à épurer les mœurs quoique cependant elles aient été conservées par leur moyen autant qu'il se pouvait faire et que les arts et les sciences aient adouci la discipline et rendu la société plus agréable : 1° parce que les mœurs et les arts n'ont qu'un même principe ; 2° parce que les arts (primitifs) servent précisément à soutenir la vertu dans son austérité pratique et non pas à la rétablir et à réformer les mœurs ; 3° parce que les arts et les mœurs ne sont pas tellement liés ensemble qu'on ne puisse être sage sans science et savant sans sagesse. Enfin parce que les arts ont dégénéré eux-mêmes et ont subi le sort des mœurs par rapport à la plupart des hommes et en général. » Le mémoire de l'abbé Picardet fut orné d'un beau « rejiciatur ».

Un autre — qui se nommait Charpy et était curé d'Aignay-le-Duc — concluait « que la science peut utilement servir à la morale chrétienne en nous fournissant des hommes éclairés qui nous instruisent de ce qu'il faut faire et croire, mais cette science, toute avantageuse qu'elle soit, n'y contribuera pourtant pas si elle est pas-

(1) V. *Mém. de l'Acad. de D.*, 1903-1904, pp. 11, 12 et 32.

(2) V. « L'historien troyen Grosley, rival de Jean-Jacques Rousseau ».. Communication de Lucien Morel-Payen à l'Acad. de D., avril 1935.

(3) *Le Mercure de France*, 1750, p. 94, affirmait que : « Si l'Académie n'avait consulté que son inclination et son zèle pour les lettres elle se serait rangée du parti de M. Talbert, mais c'eût été trahir celui de la vérité... Il n'est que trop vrai que les sciences ont produit plus de mal que de bien... »

sionnée et si elle n'est jointe à la volonté de pratiquer le bien que l'on conseille aux autres ».

Un latiniste terminait son discours ainsi : « Ergo scientiarum artiumque renovatio, morum perfectioni utilis fuit. »

Chabau, de l'Oratoire, disait : « On se représente d'ordinaire l'étude des lettres comme un amusement honnête et une source de plaisirs pour la société ; il est un plus grand avantage que nous devons aux Muses, c'est de nous conduire à la vertu par un chemin semé de fleurs. Les lettres, en renaissant, ont donc échauffé dans l'Europe les précieuses semences de vertu qui n'attendaient que leurs utiles influences pour germer. L'esprit s'est enrichi de nobles connaissances et le cœur s'est trouvé rempli de sentiments élevés. Nuisible à tout bien, l'ignorance avait trop longtemps favorisé la corruption des mœurs, qui ont fait revivre leurs bienséances sitôt que les beaux-arts ont fleuri parmi nous. Quels tributs de louanges pourraient donc nous acquitter dignement envers les princes généreux qui, sitôt qu'un moderne Alaric eut banni les Muses de Constantinople, fournirent de glorieuses retraites à ces illustres étrangères et s'immortalisèrent en les honorant. Si leurs dons ont fait éclore nos talents, ils n'ont pas moins contribué à épurer nos mœurs ».

Bonic, un curé de Bretagne, débutait en affirmant que « les sciences et les beaux-arts sont dans la république littéraire, Messieurs, ce qu'est le soleil dans ce vaste univers », et naturellement finissait en disant : « Rien n'est plus propre à épurer les mœurs que le rétablissement des sciences et des beaux-arts. »

Pinot, médecin à Bourbon-Lancy, était bien convaincu « que les sciences et les arts n'ont été créés que pour épurer les mœurs : d'autant mieux qu'il nous paraît démontré que dans leurs progrès graduels, les uns et les autres ont toujours produit cet effet ; et nous ne doutons point qu'il ne soit réservé de plus grands avantages encore à cet égard au développement plus considérable dont on les croit susceptibles. Par cette raison, il faut autant s'occuper de leurs progrès (qui répandant les plus vives lumières contribueront essentiellement à la perfec-

tion des mœurs) qu'il conviendrait de s'en abstenir s'il paraissait probable que leur avancement fût de quelque danger pour leur pureté ».

Trois autres concurrents assurent que les sciences et les arts ont contribué à épurer les mœurs, tandis qu'un prêtre d'Amiens, Alexis Boutillier, fait une restriction : « Je réponds que les sciences y ont contribué, mais que les arts, si l'on en excepte l'éloquence, ont plus contribué à les corrompre qu'à les épurer » (1).

Pour le prix de morale que l'Académie proposait en 1754, on sait que Rousseau se mit à nouveau sur les rangs. Il trouvait encore en face de lui l'abbé Talbert qui, cette fois, remporta le prix. L'Académie reçut douze réponses à la question qu'elle avait proposée : « Quelle est la source de l'inégalité parmi les hommes, et si elle est autorisée par la loi naturelle ? » Un accessit fut décerné à « M. Etasse, étudiant en droit à Rennes ». La proclamation des récompenses eut lieu à la séance du 18 août 1754 (2). Le registre de l'Académie indique que la pièce de Rousseau « n'a pas été achevée de lire à cause de sa longueur et de sa mauvaise tradition, etc. ». Elle était, en effet, beaucoup plus longue que les autres, mais surtout, elle soutenait une doctrine qui n'était point celle que de tout temps l'on avait acceptée. Pourquoi, devait penser l'Académie, se révolter, s'échauffer et raisonner ainsi ? Malgré ces belles théories ou ces beaux enthousiasmes qu'on voit dans Grotius, Pufendorf, Barbeyrac, Mandeville, Sidney, Locke, Condillac ou chez ce fou de Diderot, l'homme n'a point vu se transformer son corps, son intelligence ni son cœur. On ne peut s'arrêter aux conjectures qui présentent d'abord l'homme comme un animal fort et agile, vivant à la façon des bêtes, dans le bonheur et l'isolement ; puis le montrent qui se rapproche des autres hommes, invente le langage, se crée, à l'aide de la pitié, une conscience et une morale, fonde par la famille des sociétés rudimentaires, jouissant ainsi d'une pleine félicité et d'une totale liberté. Mais quand

(1) Ces mémoires, sauf quatre qui ont disparu : ceux de Rousseau, de Grosley, de Talbert et d'un auteur inconnu, se trouvent dans les arch. de l'Acad. de D.

(2) Reg. acad., t. I. Sur cette séance, v. *Mercur de Fr.*, février 1755, pp. 109-115.

l'auteur ose s'attaquer avec une violence inouïe à la propriété, il n'est plus possible de continuer la lecture d'un tel discours entaché de la plus mauvaise tradition.

Dans les autres travaux envoyés, on trouvera sûrement l'exposition des saines idées que l'on a coutume d'agiter sur la destinée humaine, car, on sait bien que, malgré, le péché originel, Dieu entoure l'homme de sa bonté et que des guides éclairés le dirigent sur le droit chemin.

« M. Lerbert, professeur en droit à Berne » assure que la source de l'inégalité sont les dons de la nature et ceux de la fortune. La loi naturelle autorise l'inégalité, qui est d'institution divine.

« M. Baulos Bournan, de Bazas » écrit que des péchés et des passions des hommes est née l'inégalité et que la loi naturelle l'autorise.

Un auteur resté inconnu avance que l'inégalité a pour cause l'ambition et qu'elle n'est pas autorisée par la loi naturelle, parce que celle-ci a toujours existé, qu'elle ne change pas et qu'elle est la même pour tous.

Pour « M. Marteau, médecin d'Aumale », l'inégalité est née avec l'établissement des sociétés et elle est autorisée par la loi naturelle.

Un personnage important a pris part au concours : c'est le marquis d'Argenson. Il dénonce « l'inégalité vicieuse » qui est proscrite par la loi naturelle. « Une inégalité raisonnable et naturelle » existe, issue de la vie en société. « Les hommes ne sont subordonnés qu'aux lois et à la force publique qui maintient les lois. » Ils sont nés égaux et « doivent rester tels par les règles de la politique comme par les décrets de la nature ».

L'abbé Talbert proclame que l'homme jouit d'abord d'« un état d'innocence et de justice ». Puis vint « un état de désordre, juste châtiment de l'homme coupable ». Alors la loi naturelle autorisa l'inégalité parce qu'elle était nécessaire. L'auteur de ce discours avait fait la réponse qui convenait, et l'Académie lui décerna le prix.

« M. Etasse, étudiant en droit à Rennes » soutient la même thèse, mais il est moins éloquent et un peu trop bref. Il aura l'accessit. Il dit que « l'inégalité parmi les hommes est la peine du péché », et le moyen d'arrêter les désordres de nos passions. Que les desseins de Dieu

soient adorés, et que « toutes les douceurs de la soumission » soient goûtées « sous un prince tendrement aimé » et si digne de l'être.

Un auteur inconnu affirmera que la source de l'inégalité se trouve dans la crainte et que l'inégalité qui est « l'ordre de Dieu même » est autorisée par la loi naturelle.

L'inégalité, écrit l'abbé Lasserre, est née des passions et la loi naturelle l'autorise quand elle enfante des vertus.

Enfin un auteur inconnu soutient que « la faiblesse et les passions de l'homme » sont la source de l'inégalité, que la loi naturelle autorise (1).

Trois pièces seulement concoururent pour le prix de 1757. On demandait : « Est-il plus utile d'étudier les hommes que les livres ? » Le lauréat fut couronné à la séance du 15 juillet 1757 ; c'était le P. Millot, jésuite au grand collège de Lyon. « .. Je ne dirai point avec un auteur célèbre (trop redoutable ennemi des lettres, si ses exemples ne réfutaient ses discours) que les sciences et les livres sont une peste pour l'humanité. Non, je ne flétrirai point votre mémoire, Génies immortels, oracles de toutes les nations et de tous les siècles ; vous qui avez reculé les bornes de la raison et qui nous servez de guides dans le chemin de la gloire, du bonheur et de la vertu. Grands hommes, formez à jamais des imitateurs qui vous ressemblent, et jouissez des hommages de l'Univers. Vous respirez encore pour nous instruire, vous élevez nos pensées, nos sentiments jusqu'à la source incorruptible du vrai, du beau, de la perfection ; et malheureux le mortel barbare ou insensé qui néglige les trésors littéraires que nous avons entre les mains ! » Mais l'étude des hommes est plus utile, plus nécessaire que l'étude des livres. « Hommes, qui que vous soyez, étudiez les hommes ; vous apprendrez à vous connaître, et sans la connaissance de soi-même, point de solide vertu : vous apprendrez à connaître le genre humain ; et quoi de plus digne de votre application et de vos recherches ! Vous apprendrez

(1) Tous ces mémoires, sauf deux — dont celui de Rousseau — existent dans les archives de l'Acad. de D. Nous les avons publiés sous le titre : *Les Concurrents de J.-J. Rousseau à l'Académie de Dijon pour le prix de 1754*. Sur l'ordre de l'Académie, le discours de l'abbé Talbert fut imprimé (s. l. n. d. in-12, 35 pages).

quels sont les devoirs et les vices de l'humanité ; et pour remplir constamment les uns et pour éviter sagement les autres, en un mot pour devenir ce que la qualité d'homme nous oblige d'être, peut-on trop se livrer à une étude aussi propre à satisfaire l'esprit qu'à former le cœur ? » Plus explicitement encore l'auteur va prononcer l'éloge de l'esprit philosophique en même temps que la condamnation de l'érudition : « Tous les avantages que procure à la République des lettres une étude si importante (l'étude de l'homme) se trouvent comme réunis en un seul, c'est l'esprit philosophique. A peine connu dans ces jours d'ailleurs mémorables de la renaissance des lettres où l'on croyait tout savoir lorsque l'on avait tout lu, il attendait pour se développer qu'enfin l'on jetât sur l'espèce humaine des regards plus attentifs » (1).

L'Académie ne reçut aucune réponse à la question qu'elle posait pour le prix de 1760 : « Les sciences et les arts les plus utiles et les premiers cultivés sont-ils ceux qui ont été portés jusqu'à présent à une plus grande perfection ? » Elle résolut de ne point la reprendre, et demanda, pour 1763, de « Déterminer relativement à la Bourgogne les avantages et les désavantages du canal projeté en cette province pour la communication des deux mers par la jonction de la Saône et de la Seine ». On sait que cinq mémoires furent envoyés, que l'ingénieur Thomas Dumorey reçut le prix, le sous-ingénieur Le Jolivet l'accessit, et que la proclamation des lauréats eut lieu le 14 août 1763.

Dumorey assurait qu'il n'y avait peut-être point de question plus intéressante pour la Bourgogne. Il rappelait que François I^{er}, Henri IV, Louis XIII, Louis XIV « adoptèrent successivement ce grand dessein (la création du canal de Bourgogne) » et que depuis 1720 le ministère s'en était sérieusement occupé. Il notait que « M. le maréchal de Vauban, aussi grand homme d'Etat qu'habile ingénieur » avait formé cinq projets différents, que Riquet, le constructeur du canal du Languedoc, attestait la possibilité de celui de Bourgogne.

(1) Le discours du P. Millot fut imprimé à Lyon, Aimé Delaroche, 6

1757, in-12, 42 pages. V. un ex. à la Bibl. de D. : Acad. de D. —————.
Le ms. se trouve dans les arch. acad. 4947-8816

Le canal, estimait Dumorey, devrait commencer à Saint-Jean-de-Losne, passer à Dijon, près de Montbard, à Tonnerre, à Saint-Florentin, à Brinon-sur-Armançon, enfin arriver à la Seine par l'Yonne. Sa longueur serait de 122.563 toises, c'est-à-dire 50 lieues environ. La dépense totale monterait au moins à dix millions et le produit des droits serait de deux millions. On fixerait le point de partage à Pouilly-en-Auxois. L'abondance des eaux permettrait, jugeait-on, d'assurer le passage de 56 bateaux par jour avec une charge de 1.500 quintaux.

Rempli du plus bel enthousiasme, Le Jolivet écrivait : « ... La seule idée d'un tel projet, digne des plus beaux siècles de l'empire romain, digne même du règne de Louis XV, frappe, étonne par sa grandeur... » « Il n'y a d'avantageux à une province que ce qui peut contribuer au bonheur du peuple ; ce bonheur dépend immédiatement de l'aisance ; elle est proportionnée à la facilité qu'il trouve à satisfaire ses besoins. » Evidemment, quand le canal sera ouvert, le luxe pénétrera avec facilité en Bourgogne. Pour cette raison, on rencontre des adversaires du projet. Mais le luxe ne peut être considéré comme la source des plus grands malheurs ; il « n'est un mal politique que quand il est opposé aux intérêts de la société » et ceux de la Bourgogne exigent du luxe. « Ne nous laissons pas éblouir par les brillants sophismes de l'un des plus éloquents littérateurs de nos jours », et loin d'être hostiles au projet, soyons-en les plus ardents défenseurs.

Cinq ans après la proclamation des lauréats, l'Académie partit en guerre contre les auteurs du *Grand Vocabulaire*, qui, à l'article « canal » (4^e vol., p. 532), s'étaient permis d'écrire : « Tous ces grands projets, dont les canaux de Languedoc, de Briare et d'Orléans démontrent sensiblement l'avantage, n'ont pas empêché une académie de province de douter si le canal de Bourgogne si souvent projeté pour communiquer la Saône à la Seine ou à la Loire serait avantageux ou désavantageux à la Bourgogne. L'Académie qui demande la résolution de ce singulier problème est la même qui a jugé que le citoyen de Genève avait eu raison d'enseigner que les sciences et les arts avaient corrompu les mœurs. » C'est à la séance du 8 juil-

let 1768 (1) que Richard de Ruffey dénonça ce malhonnête article. On décida aussitôt d'écrire à de Sartine pour obtenir réparation, soit par un désaveu formel inséré au commencement du premier volume à paraître, soit à l'article « Dijon », et au prince de Condé pour demander son appui. Maret lut le projet des deux lettres à la séance suivante, le 15 juillet. Le 22 juillet, la compagnie prenait connaissance d'un long « Mémoire relatif à un trait satirique lancé contre l'Académie par les auteurs du *Grand Vocabulaire* ». La réponse de Sartine parvenait le 29 juillet : « Je vais prendre des informations, écrivait le lieutenant général de police, sur les auteurs de l'article dont vous avez lieu de vous plaindre pour les engager à vous donner la satisfaction que vous demandez. Je sais les égards qu'on doit aux sociétés littéraires et surtout à une Académie qui remplit avec tant de gloire l'objet de son institution. » Le prince de Condé mandait le 18 novembre que les auteurs du *Grand Vocabulaire* avaient répondu qu'ils n'avaient jamais eu l'intention d'offenser l'Académie, « mais que pour réparer, autant qu'il est en eux les expressions dont ils se sont servis », ils donneront au mot « Dijon » la satisfaction désirée, « et M. de Sartine me marque qu'il veillera à ce que cela soit fait exactement ». Le 11 août 1769 (2), Maret présentait le tome du *Grand Vocabulaire* où se trouvait l'article « Dijon », et l'Académie y lisait « avec satisfaction le désaveu de ce que les auteurs de cet ouvrage avaient avancé au mot « canal » ».

Le 7 décembre 1764 (3), trois sujets furent présentés pour le prix de morale à décerner en 1766 : 1° « Donner un traité élémentaire de morale à l'usage des collèges dans lequel les devoirs de l'homme envers la société et les principes de l'honneur et de la vertu soient développés » ; 2° « Prouver que c'est la faute des hommes s'il est difficile de concilier toujours l'honneur et la vertu » ; 3° « Faire l'éloge de Crébillon ». On assiste à la première offensive contre les belles-lettres dans le choix des sujets de prix. Comme il était impossible de supprimer le prix de morale, un effort fut tenté pour le faire servir à un

(1) Reg. acad., t. IV.

(2) Reg. acad., t. V.

(3) Reg. acad., t. II.

but différent de celui que le fondateur avait fixé et qui était poursuivi jusqu'alors : on voulut qu'il récompensât des éloges d'hommes célèbres. La tentative échoua en 1764. Nous verrons qu'elle fut bientôt reprise et qu'elle réussit. Pour le concours de 1766, le choix se porta sur le premier sujet, à la pluralité des voix. A la séance du 29 mars 1765 (1), Maret s'exprima ainsi : « Les Fleury, les Rollin, les d'Alembert, les La Chalotais et tous les savants en général qui ont écrit sur l'éducation se sont expliqués sur la nécessité de plusieurs livres élémentaires. Celui que l'Académie demande aujourd'hui pour le prix de 1766 est le plus important de tous ceux que ces philosophes ont désiré. Engager les littérateurs, par l'appât flatteur d'une couronne, à porter leurs vues sur un traité de morale à l'usage des collèges, c'est tourner l'émulation au profit réel de la société, c'est se montrer animé du véritable esprit académique, de celui qui peut seul rendre les académies utiles et qui, j'ose le dire, guide toujours la compagnie, dont j'ai l'honneur d'être l'organe, soit qu'elle interroge les savants étrangers, soit qu'elle prenne elle-même la plume. »

Sept mémoires concoururent. Celui portant le n° 4, bien que ne répondant pas tout à fait aux vues de l'Académie, reçut le prix. C'est le prince de Condé qui le remit lui-même à la séance du 18 juillet 1766 (2). L'auteur était « M. Roze, prêtre, docteur en théologie, demeurant à Quingey, près de Besançon ». Comme l'ouvrage ne donnait point pleine satisfaction, Maret écrivit à Roze la lettre suivante : « ... Cette pièce est bonne par elle-même et la meilleure de toutes celles qui ont concouru. Il n'en est même aucune qui approche de sa bonté, et la compagnie n'a pas jugé à propos de donner un accessit. Cependant... vous n'avez pas rempli absolument les vues de l'Académie... Un pareil traité devrait être concis et les préceptes présentés de façon à se graver aisément dans la mémoire des jeunes gens. Mais... vous avez trop commenté les excellents principes d'où vous êtes parti, et vous n'avez pas assez répandu de ces maximes saillantes,

(1) Reg. acad., t. III.

(2) *Ibid.* Sur cette séance, v. *Mercur de Fr.*, novembre 1766, pp. 135 à 152.

de ces traits historiques qui inculquent plus profondément dans les esprits les vérités que l'on veut faire connaître. Il est naturel de penser... qu'un homme dont l'ouvrage annonce la plus belle âme et l'esprit le plus philosophique saisira avec empressement les moyens qu'on lui donnera pour rendre cet ouvrage aussi utile qu'il le peut être, et le porter au point de perfection dont il est susceptible. C'est cette persuasion qui a déterminé l'Académie à vous décerner la couronne. Si elle eût eu à ce sujet le plus léger doute, elle aurait demandé le même traité une autre année... Dès lors vous sentez que l'Académie espère que vous ne ferez imprimer votre ouvrage qu'après avoir profité des conseils qu'elle est disposée à vous donner, et qu'après avoir soumis à son examen le manuscrit que vous destinerez à l'impression. S'il en arrivait autrement, l'Académie qui a beaucoup à cœur de procurer au public un traité aussi important que celui qu'elle avait demandé et qui désire surtout qu'il soit aussi concis que lumineux, se verrait obligée de prendre des précautions pour parvenir plus sûrement à son but, et je suis chargé de vous faire connaître ses dispositions. Mais je dois ajouter qu'elle compte n'être jamais dans cette nécessité, et qu'elle est persuadée que vous n'abandonnerez à personne l'honneur de faire à la société un aussi bon présent que celui d'un livre capable d'éclairer la jeunesse sur ses devoirs... » (1).

Roze ne dut pas se rendre aux raisons de l'Académie et faire les corrections qu'elle voulait, car Maret lui écrivit une nouvelle lettre où il disait notamment : « ... Vos réflexions et vos observations sur les remarques critiques de la compagnie n'ont point changé sa façon de penser. Elle croit toujours que le traité que vous donnez au public, étant élémentaire et à l'usage des colléges, vous devez supprimer tous les détails qu'elle a désignés comme déplacés. Elle croit aussi que vous agiriez prudemment en réformant les expressions vicieuses qui vous sont échappées dans la chaleur de la composition et qu'aucun exemple ne peut justifier... » (2). Maret indiquait encore les changements qui devaient être faits dans l'épître

(1) Ms. arch. acad. Projet de lettre, écriture de Maret.

(2) *Ibid.*

dédicatoire au prince de Condé (1). Le 9 avril 1767, Roze répondit très longuement, discutant point par point et n'acceptant qu'en partie les critiques de l'Académie. Alors Maret nota à la fin de ce plaidoyer pro domo : « Nous n'avons eu en vue que la plus grande perfection d'un bon ouvrage ; nous avons fait notre devoir pour répondre au choix de l'Académie. Le peu de confiance de M. Roze ne nous laisse d'autre parti que le silence » (2).

Pour complaire au marquis du Terrail, un des plus grands bienfaiteurs de l'Académie, qui était, comme on sait, descendant de Bayard, le sujet proposé en 1769 fut l'« Eloge de Pierre Terrail dit le chevalier Bayard, sans peur et sans reproche ». Quinze pièces concourent. Huit sont jugées bonnes, deux excellentes. Le prix fut décerné à Combes, de l'Oratoire, à Châteaudun, et l'accessit à un auteur qui tint à garder l'anonymat, dans la séance du 26 novembre 1769 (3) présidée par le prince de Condé.

L'Académie n'avait pas craint de couronner un auteur très hardi. Au seuil même de son travail, Combes proclame que « dans la foule des Princes et des Grands qui ont paru sur la scène du monde, quelques-uns ont mérité de vivre dans la mémoire des hommes ; le reste, dévoré par le temps, n'a laissé aucune trace. Cependant, ceux qui n'étaient que puissants, furent loués à leur mort comme les vrais héros, parce que, à la honte de l'humanité, ce dernier hommage que la patrie rend à la vertu, la flatterie l'a prostitué dans tous les temps à la vanité. Mais que peuvent des éloges dont le mérite n'est pas l'objet ? On a parlé de ces Princes un jour pour n'en plus parler à l'avenir. Leur nom a été renfermé avec leurs cendres dans le même sépulcre ; la mort y a mis son sceau ; oubliés comme le vulgaire, ils sont pour tous les âges comme s'ils n'avaient jamais été ». Il n'en est pas ainsi pour celui dont Combes écrit l'éloge, car « Bayard

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.* Roze publia son ouvrage à Besançon, 1767, 2 vol. in-12.

(3) Reg. acad., t. V. V. sur cette séance, le *Mercure de Fr.*, mars 1770, pp. 151-154. Sur Combes, v. Puffey, note 184, éd. Lange, p. 184. L'ouvrage de Combes parut à Dijon, Causse, 1769, 53 pages. En 1771, un autre Eloge de Bayard, par Vincent, de Lyon, parut également à Dijon, Defay, 91 pages. Il n'avait point concouru pour le prix, « n'ayant pas été envoyé à temps ». Vincent a refait son travail quand eut paru celui de Combes ; c'en est un plagiat éhonté.

fit de grandes choses dans la guerre et fut appelé le chevalier sans peur. Il eut de grandes vertus et fut surnommé le chevalier sans reproche ».

Et l'Oratorien continue : « Si la bonne foi était exilée du reste de la terre, ne devrait-elle pas se trouver dans la bouche et dans le cœur des Rois ? » (1). « Plaignons le sort des meilleurs Rois, dont la confiance est souvent trompée par des hommes qui, en paraissant servir l'Etat, ne travaillent que pour eux-mêmes » (2). Il assure que « si la gloire consiste à faire un brigandage de la bonne foi, la postérité doit de grands éloges » à certains princes (3). Louis XII perdit le Milanais parce que les Suisses, auxquels il refusa une augmentation de solde, le quittèrent et passèrent dans les rangs de Jules II. Combes admire l'économie du roi : « Louis savait que les trésors des Princes sont la substance des peuples : on ne peut trop louer les Rois de n'être pas prodigues » (4). Il se plaît à rappeler le mot de ce roi qu'on surnomma le Père du peuple : « J'aime mieux voir un courtisan rire de mon avarice que de voir mon peuple pleurer de mes dépenses » (5).

Avant d'exalter la chevalerie qui « était une association de gloire et un engagement à la vertu » (6), car la vie de Bayard « fut le triomphe de la vertu et comme le dernier effort de la chevalerie expirante » (7) ; avant de rappeler la réponse que fit Bayard quand on lui demanda quels biens un gentilhomme devait laisser à ses enfants : « Ce qui ne craint ni le temps ni la puissance humaine, la sagesse et la vertu » (8) ; avant de rapporter longuement les belles actions du chevalier, Combes affirme encore : « Si Bayard n'avait eu que le mérite de la valeur, si les combats et les victoires avaient seuls rempli ses jours, si dans les plus brillantes actions de la guerre la passion d'une vaine gloire avait été son

(1) P. 8.

(2) P. 9.

(3) P. 11.

(4) P. 18.

(5) P. 21.

(6) P. 31.

(7) P. 33.

(8) P. 37.

unique vertu, quel avantage aurait-il sur cette foule de conquérants qui remplissent les annales des nations, à qui les louanges de leur siècle ont prodigué une récompense aussi vaine que leur vie, et dont on ne se souvient plus que pour déplorer leur triste célébrité ? » (1).

Le 7 décembre 1770 (2), trois sujets sont proposés pour le prix de 1772 : 1° « Quels sont les avantages que les mœurs ont retirés des exercices et des jeux publics chez les différentes nations et dans les différents temps où ils ont été en usage » ; 2° « Eloge du maréchal de Vauban » ; 3° « Eloge de Bossuet ». Le premier est choisi. Mais le 28 décembre (3), sur la demande du président de Brosses, on se résout à proposer l'Eloge de Bossuet pour 1772 et à reporter à 1775 le sujet primitivement arrêté. Du reste, plusieurs membres désiraient fort que l'éloge de Bossuet fût choisi sans retard, parce que, comme ils le dirent à la séance du 7 décembre 1770, « l'Académie française, qui vient de proposer l'éloge de Fénelon semble donner la préférence au rival de Bossuet, préférence dont il serait beau que la patrie de ce grand homme prît soin de le venger ».

Sept concurrents présentèrent un éloge de Bossuet. L'abbé Talbert reçut le prix, mais il faillit bien le manquer. Car, de Brosses, éloigné de Dijon par l'exil du Parlement, avait écrit à l'Académie la sévère lettre suivante : « Je suis étonné et affligé que la compagnie n'ait pas été mieux servie en un sujet si noble et si beau. Si c'est là ce qu'il y a de meilleur, il ne me paraît pas qu'on puisse donner le prix cette fois-ci, encore moins publier une pièce qui justifierait si peu la récompense. Je l'ai pourtant encore relue sur ce que m'a dit M. Maret, et j'ai indiqué en marge les meilleurs et les plus mauvais endroits. J'ai souligné les expressions gauches, tirées, fausses en fait ou peu françaises. L'écrivain ne manque pas de pensées ; il a de l'esprit et pourtant il cherche péniblement des tournures spirituelles. Il se fatigue aux transitions et n'en est pas moins décousu. Il s'exhale beaucoup trop en généralités et en topiques qui fournis-

(1) Pp. 29-30.

(2) Reg. acad., t. V.

(3) *Ibid.*

sent tant qu'on veut et remplissent un discours quelconque. Il y a plusieurs bons endroits et même vigoureux. Malheureusement, l'auteur, qui se bat les flancs pour avoir un feu froid, ignore qu'un éloge historique ne doit pas avoir la forme d'un panégyrique ou d'une oraison funèbre; que ce n'est pas la manière de Gaillard qu'il faut prendre, mais celle de de Boze; qu'un discours de ce genre doit contenir des faits personnels, plutôt que des dissertations ou des déclamations, et faire connaître l'homme aussi bien que l'auteur et le prélat. Mais ce que j'y trouve le plus à redire, c'est que le discours ne donne dans sa tournure étudiée pas la moindre idée de l'éloquence sublime, mâle, rapide et négligée du puissant génie de Bossuet, rien n'étant plus opposé à sa grande manière que le petit esprit cherché qu'on emploie ici presque partout » (1).

C'est le 17 juillet 1772 que Maret rendit compte de ce qui s'était passé dans la séance du comité réuni pour le jugement des mémoires. Trois pièces avaient reçu le « relegatur » et une quatrième le « visa ». Elles portaient les numéros 1, 2, 4 et 5. L'auteur du n° 2 s'était moins attaché à peindre en Bossuet l'homme de génie que le savant; dans son travail « on... ne trouve pas un morceau éloquent. Le style est sans élévation et sans chaleur; il est hérissé de tournures louches, d'images incohérentes, d'épithètes parasites, de termes hasardés ou impropres. Point de réflexions ou de maximes qui ne soient triviales ou fausses ». On le rejeta donc. Le mémoire 4 était bien moins mauvais. « On trouve... des morceaux bien faits et fort éloquents, mais bien plus encore d'endroits faibles, d'éloges outrés et d'autant plus ridicules que Bossuet n'a pas besoin de la faible ressource de l'hyperbole. Aucune espèce de transition supportable, une monotonie de tournures, une infinité d'expressions familières jusqu'à la bassesse et un style peu correct. » Le n° 1 était nettement supérieur aux numéros 2 et 4, et l'Académie, sans le juger digne de l'accessit, estima que si elle donnait un prix, elle ne pourrait se dispenser d'en parler avec éloge. « L'exorde... est beau, la division du discours en

(1) Lettre publiée par Th. Foisset dans le *Président de Bosses*, pp. 352-353.

trois parties bien ingénieuse et bien présentée et en général toutes ces parties sont bien remplies. » L'auteur montrait que Bossuet fut un « orateur sublime », un grand homme d'Etat et surtout « l'oracle et le défenseur de l'Eglise ». Une imagination brillante « répand... un coloris qui flatte et fait regretter qu'un défaut de goût place à côté de plusieurs morceaux de la plus grande beauté des tirades d'un style lâche et rampant ; que le désir de répandre des fleurs les fasse prodiguer et entasser sans intelligence ». Les images et les comparaisons abondent, malheureusement beaucoup « manquent de justesse, et elles sont multipliées jusqu'à être fastidieuses. Souvent l'auteur s'élève, mais souvent il se perd dans les nues et donne dans le phébus. On peut aussi lui reprocher des incorrections et un défaut de transition ».

Seul le mémoire portant le n° 5 mérita de retenir pleinement l'attention de l'Académie. On reconnut que « l'auteur présentait Bossuet dans le jour le plus vrai, et qu'au mérite de faire connaître le génie et les talents en tous genres de ce grand homme, il joignait celui d'employer souvent un style digne de Bossuet ». Mais la deuxième moitié du travail était très inférieure à la première ; et si quelques-uns des juges estimèrent que des retranchements faciles à réaliser suffiraient pour rendre l'ouvrage tout à fait digne du prix et que l'Académie serait en droit d'exiger que l'auteur opérât les corrections qu'on lui indiquerait, d'autres commissaires pensèrent qu'une refonte était indispensable et que la compagnie devait reporter le prix à une autre année. Ils exprimèrent la crainte de rencontrer un auteur qui se refuserait à écouter des conseils et à effectuer les corrections voulues. Il est probable qu'on avait rappelé les démêlés avec le lauréat de 1766 et l'impossibilité dans laquelle on avait été de faire accepter par l'abbé Roze les modifications jugées nécessaires. On n'oubliait pas non plus les ennuis qu'on avait eus avec Godard, médecin à Liège, le lauréat du prix de médecine en 1764, que nous rencontrerons tout à l'heure. On discuta longuement ; on relut certaines pages. On se décida enfin à donner le prix à l'ouvrage, mais on avertissait aussitôt l'auteur « que l'Académie espère qu'il aura senti lui-même la nécessité d'en retou-

cher les deux dernières parties et que, comme elle est dans l'intention de le faire imprimer, il voudra bien lui envoyer ses corrections ». L'auteur était l'abbé Talbert. La compagnie trouvait en lui un homme très docile. Il répondit en effet le 7 août (1) « qu'il recevrait avec beaucoup de satisfaction les avis que l'on voudrait bien lui faire donner et qu'il les mettrait à profit pour que son ouvrage pût justifier les suffrages dont il a été honoré ».

A la séance publique du 16 août (2), Talbert recevait le prix. Son Eloge de Bossuet s'ouvrait sur ces lignes : « Réunir la véhémence des plus sublimes orateurs avec l'onction des plus touchants ; se frayer vers le but de l'Histoire une route aussi hardie que nouvelle ; allier toutes les fleurs de la littérature à la science et au langage des saints ; égaler en érudition les écrivains les plus doctes, et les surpasser tous par la manière d'en faire usage ; défier en même temps toutes les sectes, et sortir victorieux de tous les combats ; quitter le champ pou-dreux de la dispute pour instruire le fils des rois à mériter le trône ; d'homme d'Etat devenir tout à coup le modèle des pasteurs ; diriger les consciences en homme de Dieu, qui possède la connaissance du monde ; avoir les talents, l'esprit et les vertus de toutes les places ; c'est à ces traits éclatants que l'on doit reconnaître l'évêque de Meaux » (3).

(1) Reg. acad., t. VI.

(2) Sur cette séance, v. *Mercur de Fr.*, février 1773, pp. 150-163. C'est Maret qui, en sa qualité de secrétaire perpétuel, rédigea la notice pour le *Mercur*. Il écrivait avec emphase : « L'antiquité dut un pareil service (décrire la vie des grands hommes) à Plutarque. Cet historien philosophe a été imité de nos jours par Castre d'Auvigny et par l'abbé Pérau, son continuateur. Les mêmes vues philosophiques ont engagé l'Académie française à donner pour sujets de ses prix les éloges des grands hommes dont la France peut s'enorgueillir. Cette illustre compagnie a senti que c'était appeler les vertus de nos ancêtres au secours des mœurs expirantes ; pouvait-elle prendre un parti plus honorable pour les lettres ? Les Académies de Bordeaux et de Rouen et celle dont j'ai l'honneur d'être aujourd'hui l'organe, frappées de l'utilité et de l'importance d'un aussi beau projet se sont empressées de l'imiter... Naïf et profond Montaigne, sublime Corneille, vous avez reçu dans les villes qui vous ont vu naître la palme due à vos talents. La patrie de Bossuet va poser aujourd'hui sur le front de ce grand homme un laurier que ses contemporains lui décernèrent et que la postérité n'en arrachera jamais.

A la voix de l'Académie, une foule d'orateurs de toutes les parties de la France sont descendus dans la lice que cette compagnie a ouverte... ». La foule se composait de sept personnes.

(3) *Eloge historique de Jacques-Bénigne Bossuet...*, 86 pages, Dijon, Causse, 1773, p. 2.

Parlant de l'éloquence, Talbert disait : « Longtemps barbare dans nos climats, elle eut peine à se former à notre langage ; sa voix était confuse, embarrassée ; une fausse érudition s'était emparée d'elle, et noyait la pensée dans un torrent de citations sans choix, qui lui faisaient parler en même temps toutes les langues. De ce chaos cependant devait naître l'art de bien dire. Déjà plus décente, plus grave dans les chaires de Lingendes et de Joly, l'éloquence y avait porté les caractères de la raison et du génie ; sa parure eut plus d'attraits dans celle de Mascaron, mais sa vigueur n'y fut pas la même ; épurée et pleine d'art dans celle de Fléchier, elle prit avec Bourdaloue des traits impérieux, réguliers et sévères, dédaigna le talent de toucher, et ne compta que sur sa force. Avec lui, elle n'eut point de fleurs à répandre, point d'éclairs à faire briller ; elle ne fit point gronder le tonnerre du sublime, ni admirer la variété de ses tableaux, mais elle s'arma de chaînes si exactement tissées que rien ne put lui échapper. Bientôt on aima Fénelon, qui la rendit élégante avec simplicité, et fit remarquer comme un prodige le langage des apôtres dans la bouche d'un émule d'Homère. Larue, génie étendu et brillant, né orateur et poète, et à qui peut-être il n'a manqué que de faire un choix, Larue leur disputait les suffrages tandis que, d'un air plus modeste, Cheminai se frayait la route des cœurs, dont l'immortel Massillon devait s'emparer après lui. Tous ces astres s'élevaient, étincelaient presque en même temps sur notre horizon, mais un long intervalle se remarquait entre Bossuet et ses rivaux ; supérieur à tous par l'élévation des idées, la majesté du style et le talent d'émouvoir, lui seul sut dépouiller l'érudition de son aridité, la rendre intéressante et même sublime » (1).

« Toujours instruire et toucher, ne plaire que pour parvenir à ce double but, c'était à ces maximes qu'il avait réduit tout son art. Comme il pressentait que la manie de raisonner ne s'en tiendrait pas à l'hérésie, il ne sépara point l'intérêt de la foi de l'intérêt des mœurs, et en agitant les âmes par de violentes secousses, il n'oublia jamais de les armer de principes » (2). L'abbé Talbert,

(1) Pp. 8 et 9.

(2) P. 11.

étudiant « les deux plus célèbres instituteurs qui aient formé les enfants des rois », parle ainsi de Bossuet et de Fénelon : « ... Celui-là descendant rarement des hauteurs où il aime à planer, s'efforce d'y élever son disciple et d'agrandir son âme. Celui-ci, plus insinuant, ayant à combattre un naturel difficile, emploie plus d'art, rend l'instruction moins directe, et la multiplie sous plus de formes : poète et philosophe, il rassemble dans le *Télémaque* toute la science des rois ; et revêtant ses leçons d'un coloris enchanteur, enseigne par la fiction ce que l'autre s'attache à enseigner par l'histoire. Egalement irréprochables, ils sont à la Cour les apôtres de la vérité et de la vertu ; mais l'un possède une âme plus forte, et l'autre une âme plus sensible. Bossuet dont le coup d'œil est toujours juste, cherche le bien qui est praticable ; des vues trop vastes portent Fénelon à désirer le mieux, et le livrent à l'esprit de système : mais tous deux éclairent le monde, lorsqu'ils croient n'instruire que des enfants » (1). Bossuet enfin « nous prouvera sur toutes choses qu'on peut se faire un nom célèbre en consacrant ses veilles à la religion ; et qu'il n'est rien de si grand sur la terre que le génie associé à la sagesse » (2).

Comme nous le savons, le sujet du prix choisi pour 1772 avait été reporté à 1775. Si l'Académie estimait qu'il était utile de poser cette question : « Quels sont les avantages que les mœurs ont retirés des exercices et des jeux publics chez les différentes nations et dans les différents temps où ils ont été en usage ? », c'est que, comme elle l'explique à la séance du 7 décembre 1770, « il est à présumer que les exercices et les jeux publics ont nécessairement influé sur les mœurs ; que la dépravation de celles de notre siècle dépend probablement, au moins en partie, de l'abandon de ces exercices et de la vie molle et oisive que mène la jeunesse ; qu'ainsi la solution de cette question pourrait faire sentir la nécessité de réformer les usages qui prévalent au détriment de nos mœurs ; qu'elle prêterait d'ailleurs au développement d'une infinité de vérités historiques qu'une érudition intéressante doit accompagner ». Et l'Académie, dans l'annonce qu'elle

(1) Pp. 34 et 35.

(2) P. 63.

publia quand elle fit connaître le sujet du prix de 1775, aura soin d'ajouter qu'elle « souhaite que les savants qui aspireront au prix... considèrent les exercices et les jeux publics du côté moral et politique et fassent sentir jusqu'à quel point on doit regretter de les avoir abandonnés ». Quatre auteurs seulement concoururent, et le prix fut adjugé à l'abbé Laserre, membre correspondant de l'Académie depuis le 8 janvier 1762 (1). Il le reçut à la séance du 18 mai 1775 (2) des mains du prince de Condé auquel il fit ce remerciement :

Le laurier s'embellit par la main qui le donne ;
 Sous les traits de Condé, quand Pallas me couronne,
 Dois-je envier le sort des athlètes fameux
 Dont je viens de tracer les exploits et les jeux !
 Les éloges, les dons, les plus brillants hommages,
 A leur noble triomphe offraient un prix bien doux :
 Il est plus doux encore d'obtenir des suffrages
 Sous les yeux d'un héros qui les réunit tous.

Laserre explique d'abord ce que furent les jeux et les exercices publics chez les peuples anciens et dit quelle considération et quelle gloire acquéraient les vainqueurs. Cependant « le goût pour les exercices et les jeux publics, transformé en passion, enfanta des excès qui contribuèrent à les discréditer chez plusieurs nations ; la nôtre s'est crue forcée d'interdire les tournois... » (3). Mais dans l'antiquité, on rencontra les plus beaux exemplaires de la race humaine, et les arts, en se bornant à les copier, créèrent des chefs-d'œuvre. « Si les sculpteurs et les peintres grecs ont été le désespoir des modernes qui ont voulu les imiter, ils doivent en partie cette supériorité à l'émulation qu'excitaient les prix destinés aux talents : mais il faut avouer que les exercices du corps leur formaient des modèles dignes de les animer. Ne cherchons pas ces modèles dans nos cercles, où les corps entravés dans d'étroits vêtements ne présentent que des attitudes viciées par la contrainte ; où une bienséance étudiée ôte à la physionomie son caractère, aux mouvements leur liberté, aux regards leur vivacité. C'est dans les combats simulés où les héros grecs développaient leur courage ;

(1) Cf. Milsand, p. 389.

(2) Reg. acad., t. VII. L'ouvrage de Laserre parut chez Causse, à Dijon, 1775 (32 pages).

(3) P. 18.

c'est dans les assemblées, où les danses folâtres réunissaient la jeunesse, que les Apelle et les Praxitèle allaient, à travers un vêtement léger, étudier la régularité des formes, la mollesse des contours, l'élégance des gestes qui cessent d'être agréables lorsqu'ils ne sont plus naturels... Les palestres devenaient aussi des ateliers. C'est dans les combats des lutteurs que les Phidias, lorsqu'ils peignaient Hercule ou Jupiter, allaient étudier... Ce sont ces fêtes animées par la joie qui fournirent à Homère, à Anacréon, à Théocrite, à Virgile, les peintres qui prêtent tant d'intérêt à leurs ouvrages. Ils voyaient la nature dans toute son énergie, et ils la peignaient comme ils la voyaient » (1).

Laserre n'est pas hostile aux spectacles. « J'avouerais même qu'ils pourraient offrir autant d'avantages que d'agréments. » Il n'est pas niable cependant « que les jeux scéniques n'ont pas, comme les jeux d'exercice, l'avantage de fortifier le corps et de disposer à l'héroïsme... » (2). Ceux-ci ont été pour les peuples qui surent les pratiquer « une source intarissable de vertus et de gloire ». Nous les avons délaissés et c'est grand dommage. Laserre s'en attriste et s'en irrite : « Guerriers efféminés, qui traînez dans nos camps le luxe incommode et ridicule de la capitale, vous que les ressorts liants d'un char somptueux sauvent de l'ennui et de la fatigue du voyage, lisez la vie de ces pieux chevaliers dont vous osez porter les noms, renoncez à leurs titres ou adoptez leurs mœurs » (3).

Il convient évidemment de se féliciter « de ce que les armes à feu, moins meurtrières que nous ne l'avions espéré ont, en trompant nos vœux, secondé ceux de la nature ; mais puisqu'elles sont adoptées par toutes les nations guerrières, pourquoi ces compagnies qui se disputent l'honneur de lancer avec adresse des flèches, armes prosrites par l'usage, ne s'exerceraient-elles pas à lancer avec la plus grande célérité et la plus grande justesse possible les foudres que renferment nos cylindres tonnants ? (4).

On doit être assuré que les jeux et les exercices publics seront de nouveau mis en honneur, car « un jeune

(1) Pp. 19 et 20.

(2) P. 24.

(3) P. 28.

(4) P. 29.

monarque qui par ses vertus passe nos espérances veut régénérer la nation dont il est l'idole », et le temps est proche où « les jeux d'exercice vont rendre à la nation son ancienne vigueur, augmenter notre courage avec nos forces, notre bonheur avec nos vertus et changer des Sybarites en Lacédémoniens » (1).

Pour le prix de 1778, trois sujets sont proposés à la séance du 5 décembre 1776 (2) : 1° « Eloge de Saumaise » ; 2° « quel est celui des deux arts, la poésie ou l'éloquence, qui peut le plus contribuer à perfectionner les arts ? » ; 3° « quelle était l'étendue de la Celtique au temps d'Hérodote ? ». Le premier est choisi. L'Académie ne reçoit aucun mémoire et décide d'adjuger le prix en 1781. Quatre ouvrages sont alors envoyés, et Ancillon, pasteur de l'église française à Berlin, remporte la palme, qui lui est décernée le 15 mai 1781 dans une séance présidée par le prince de Condé (3).

Ainsi, en 1778, pas un Bourguignon n'a essayé d'écrire l'éloge d'un des grands hommes de sa patrie, et, en 1781, c'est un protestant habitant Berlin qui est le lauréat du concours, faute de mieux, car le travail d'Ancillon ne satisfait qu'à demi la fondation Pouffier, ainsi que nous le verrons. Il faut dire que si un membre de la religion réformée fut tenté de faire l'éloge de Claude Saumaise, c'est que celui-ci s'était converti au protestantisme. Dans l'annonce du prix (4), Maret avait pris soin de montrer l'importance de l'œuvre de Saumaise et disait l'espoir que nourrissait l'Académie de placer un jour le buste de ce grand savant dans son salon. Il expliquait qu'au commencement du XVII^e siècle, on devait « puiser les connaissances... dans les auteurs grecs, latins, syriaques et même arabes. Les versions différentes des manuscrits originaux, l'infidélité des interprètes avaient répandu sur tous les sujets de littérature, sur toutes les sciences une obscurité qui retardait les progrès de l'esprit humain. L'art de démêler la vérité à travers le chaos que formait son mélange avec une foule d'erreurs était à cette époque

(1) P. 32.

(2) Reg. acad., t. VIII.

(3) Reg. acad., t. XI. Sur cette séance, v. *Journal de Nancy*, 1781, t. V, pp. 182-195, 216-227.

(4) V. séance du 19 décembre 1776, Reg. acad., t. VIII.

aussi important qu'il était difficile, et l'érudition était le premier mérite d'un homme de lettres ». C'est aux érudits d'alors, continuait Maret, « que la France est redevable des grands hommes qui ont illustré le siècle de Louis XIV. Ils ont amendé la terre qui de nos jours offre de toutes parts les plus riches moissons... Saumaise fut un de ceux qui rendirent les plus grands services à la république des lettres... Son savoir immense, sa critique judicieuse, son esprit vraiment philosophique le placèrent de l'aveu de tous ses contemporains, au rang des savants les plus dignes de l'estime publique ».

Ancillon eut donc le prix. Maret lui annonçait la bonne nouvelle par une lettre lue à la séance du 10 mai, et lui faisait savoir que son ouvrage était loin d'être tout à fait bon et qu'il fallait le retoucher sérieusement. « Cette compagnie vous exhorte... à vous défier de votre feu et de votre abondance, à mettre un peu moins d'emphase, un peu plus de clarté dans quelques-unes de vos expressions, à varier davantage les figures que vous employez,... à donner plus d'harmonie à vos périodes par le choix des mots qui en font la chute, par les proportions progressives de leurs membres. Il vous est échappé... quelques termes impropres, quelques mots qui ne sont pas français. Vous vous êtes permis trop d'inversions... Les opinions de la religion que vous professez vous ont fait hasarder des principes qui ne peuvent pas être admis ni publiés dans un pays catholique... L'Académie compte que vous ne ferez aucune difficulté de faire disparaître les taches qui déparent votre ouvrage et que vous voudrez bien lui renvoyer le manuscrit corrigé. Je vous offre même de vous en indiquer les corrections à faire si vous le désirez pour abrégier votre travail, mais je vous prévins que la compagnie verrait de très mauvais œil que vous fissiez imprimer votre ouvrage tel qu'il est. Comme le prix ne vous a pas été adjugé par l'unanimité des suffrages, il a été décidé qu'en célébrant votre triomphe, j'annoncerai et l'imperfection de l'ouvrage et les motifs de la décision de l'Académie, mais ne craignez pas que je blesse votre amour-propre par mes expressions... »

Le 16 juin (1), on apprenait que, par une lettre qu'il venait d'envoyer, Ancillon assurait être prêt à faire toutes les corrections jugées nécessaires par l'Académie.

A la séance du 3 décembre 1778, les sujets entre lesquels devait être choisi celui de 1781 sont présentés à l'Académie : 1° « Eloge du maréchal de Vauban » ; 2° S'il est plus utile de donner des mémoires historiques sur la vie des grands hommes que des éloges oratoires » ; 3° « Quel est celui des deux arts, la poésie ou l'éloquence, qui peut le plus contribuer à perfectionner les mœurs ? ». Ce dernier avait été déjà proposé pour le prix de 1778 avec cette différence que la question portait sur le perfectionnement des arts. Le premier faisait partie des sujets mis en avant pour le prix de 1772 et c'est lui qui, cette fois, fut retenu. Les motifs ayant, en 1770, décidé les commissaires chargés de la présentation des sujets, demeuraient les mêmes : Vauban était une illustration de la Bourgogne ; il « fait époque dans l'histoire des arts, puisqu'il a créé en quelque sorte l'architecture militaire par la perfection où il l'a portée et qu'il n'a été loué que succinctement et historiquement par le secrétaire de l'Académie des sciences ». En outre, « cet ouvrage serait fait pour intéresser davantage S. A. S. Mgr le Prince de Condé qui se trouvera dans le cas d'adjuger ce prix de belles-lettres ». Mais bien que cinq travaux eussent été envoyés, aucun ne satisfait l'Académie qui décida de reporter le prix à 1784 en le doublant. Cette fois encore, cinq concurrents s'étaient mis sur les rangs. L'un mérita le prix et deux autres reçurent des éloges. Le mémoire couronné portait en épigraphe cette phrase extraite de l'Eloge de Vauban par Fontenelle :

« C'était un Romain qu'il semblait que notre siècle eût dérobé aux plus heureux temps de la République. » L'Académie en fait l'examen le 1^{er} juillet 1784 (2). L'auteur, comme il convenait, a traité le sujet en orateur. « Son style est noble, précis, énergique. On distingue dans son ouvrage plusieurs morceaux très éloquents et surtout un grand nombre de pensées neuves, profondes et fortement exprimées. L'auteur connaît l'art de Vauban ;

(1) Reg. acad., t. XI.

(2) Reg. acad., t. XIV.

il sait apprécier les services que ce grand homme a rendus à sa patrie et à l'humanité par l'heureuse révolution qu'il a opérée dans l'art de fortifier et de défendre les places. » On trouve donc de « véritables beautés » dans l'ouvrage. Mais « on y voit aussi avec peine plusieurs taches qui le déparent. D'abord le plan en a paru défectueux. L'auteur considère le maréchal de Vauban comme guerrier, géomètre et politique, ce qui lui fournit trois parties. Mais on voit par la manière dont il a traité la seconde qu'elle rentrait nécessairement dans la première... » Quant à la troisième, on y rencontre « des lieux communs, des déclamations, des traits hardis et qui annoncent un esprit chagrin, défauts essentiels dans un éloge, où l'on ne doit voir que le héros et jamais l'auteur. Cette partie... pouvait devenir très intéressante en représentant le maréchal de Vauban comme un excellent citoyen, un profond politique, comme le sujet le plus attaché à son souverain, comme le plus modeste, le plus désintéressé et le plus bienfaisant de tous les hommes ». Le mémoire du lauréat se terminait par des notes « qui font honneur aux connaissances et au patriotisme de l'auteur ». La compagnie estimait que « les talents distingués que cet ouvrage annonce ne permettent pas de douter qu'il ne soit facile à l'auteur de faire disparaître les défauts qu'on y a remarqués » et, à l'unanimité, décerna le prix, mais en ajoutant que le lauréat ne devrait faire imprimer son travail qu'« après avoir supprimé les morceaux qui lui seront indiqués » ; il sera prié aussi de modifier son plan et de « corriger quelques termes obscurs, impropres, néologiques ». Le billet joint au mémoire couronné fut alors ouvert et l'on vit que « l'auteur est M. Carnot, capitaine dans le corps du génie en garnison à Arras ». Après quoi, « tous les autres billets ont été brûlés sur-le-champ sans avoir été ouverts ».

Carnot, dès que l'Académie lui eut annoncé son succès, répondit par une lettre lue à la séance du 22 juillet. Il exprimait sa profonde reconnaissance et disait que son devoir le retenant dans sa garnison, il avait chargé son frère de recevoir le prix pour lui.

Le 2 août 1784 (1), la proclamation du prix était faite

(1) Reg. acad., t. XIV. V. sur cette séance *Affiches de Dijon*, nos 44, 45 et 46; 31 août, 7 et 14 septembre 1784.

en présence de Condé. Le secrétaire perpétuel Maret assura que pour louer dignement Vauban, « il fallait une grande connaissance de la science dont il a été en quelque sorte le créateur, réunir l'art de saisir avec précision les traits caractéristiques de ce héros, celui de les rendre avec noblesse, avec une chaleur d'expression également éloignée de la fougue, de l'enthousiasme et de la marche froide et compassée de la dissertation; il fallait être savant et éloquent ». Puis, ayant nommé le vainqueur, Maret ajouta que le marquis de Gouvernet (1) avait obtenu un congé pour Carnot afin qu'il pût recevoir le prix des mains de Condé. Le lauréat, s'adressant au protecteur de l'Académie, dit : « Monseigneur, il est bien doux d'être couronné par un héros du nom de Condé, et les lauriers que votre main dispense, de même que ceux qui décorent votre front auguste, sont d'une espèce à ne se flétrir jamais. »

Lazare Carnot posa bientôt sa candidature à un siège d'académicien non résidant; il fut nommé le 19 août 1784 (2) après que Guyton de Morveau eut dit que Carnot était non seulement l'auteur de l'*Eloge de Vauban*, mais encore d'un ouvrage sur la théorie des machines, qu'il avait « donné des preuves de ses connaissances en physique et en mathématiques », enfin qu'il était né en Bourgogne. On sait que Carnot vit le jour à Nolay. Il fut reçu par Guyton de Morveau le 10 février 1785 (3).

L'éloge s'ouvre par ces mots : « Au seul nom de Vauban le patriotisme s'éveille, l'âme s'élève à de nobles pensées, le cœur sensible éprouve à la fois la vive impulsion qui porte à l'héroïsme et la douce émotion qui ramène à l'humanité. Tel est le charme attaché à la mémoire des bienfaiteurs de la patrie. » Vauban invente à Maestricht ses fameuses parallèles. La prise d'Ath « couronne l'admirable invention du ricochet ». Il « approfondit toutes les branches de l'architecture militaire, crée l'art des fortifications isolées ». S'il n'écrivit rien « sur les maximes de la fortification », trois cents places mises en défense

(1) Sur le marquis de Gouvernet, v. note 2, page 235.

(2) Reg. acad., t. XIV. Cf. Milsand, p. 366. Sur Carnot, v. ms. 2061, pp. 917 sqq. Bibl. de D.

(3) Reg. acad., t. XIV. Sur le prix de 1784, v. *Mém. de l'Acad. de D.*, 1903-1904, pp. 12 sqq.

par ses soins « sont le livre immortel où elles sont consignées ».

Vauban s'est penché sur la misère du paysan ; il voulut connaître sa manière de vivre, le produit de son travail, la valeur des terres et la façon de les cultiver. Puis il composa la *Dîme royale*, « ouvrage fait pour être médité par les souverains et bien éloigné de ces inutiles déclamations où l'on exagère les maux sans indiquer les remèdes ; c'est un exposé simple et pathétique des faits ; tout y est calcul, tout y frappe par la précision et la vérité ». Le paysan est l'homme le plus utile du royaume ; or, la misère est son lot. Un désordre profond règne à cause de l'excessive inégalité des fortunes, de la multitude révoltante d'emplois sans fonctions, de la barbare répartition des impôts et de la manière plus barbare encore de les percevoir. L'Etat doit rendre le labeur obligatoire pour tous. Il y parviendra « en faisant passer les richesses des mains où elles sont superflues dans celles où elles sont nécessaires, en fournissant à l'un des moyens de travailler, et privant l'autre des moyens de rester oisif ». Mais de profonds changements doivent être opérés, car « lorsque les impositions produisent un effet tout contraire, lorsqu'elles ôtent à celui qui a trop peu pour donner à celui qui a trop, lorsque l'opulence est un titre assuré d'exemption, lorsqu'on arrache impitoyablement au pauvre cultivateur le pain trempé de sueur qu'il allait partager avec ses enfants, que doit-on attendre de ce monstrueux système, si ce n'est de dépeupler les campagnes, semer la jalousie et la haine entre les citoyens, jeter dans l'apathie, effacer des cœurs la confiance et la gaieté, rendre indifférent sur les succès de l'Etat et le sort de la patrie, en brisant tous les liens qui unissaient à elle » ?

Ayant calculé l'étendue de la France, ses revenus, ses ressources, sa population, Vauban proposa une nouvelle manière de répartir les impôts, mais il se heurtait à d'immenses difficultés en demandant qu'aucune exemption ne soit admise, que les emplois de finance disparaissent, que le riche paie à la place du pauvre.

Puis, étudiant toutes les branches de l'administration : guerre, manufactures, finances, commerce, marine, archi-

teature, colonies, canaux, il composa ce grand ouvrage qu'il intitula : *Oisivetés* (1).

Les sujets proposés pour le prix de 1787 étaient : 1° « Quels sont les avantages et les inconvénients de l'éducation publique ou particulière et déterminer à laquelle on doit donner la préférence ? » ; 2° « Quelle est l'influence de la morale des gouvernements sur celle des peuples ? » ; 3° « quel est le principe de l'amour inné des Français pour leur roi ? » Le choix se porta sur le deuxième. L'Académie ne reçut que deux mémoires ; elle les jugea mauvais l'un et l'autre et résolut de poser à nouveau la question pour 1790. Cinq mémoires lui parvinrent alors, mais aucun ne fut digne du prix ; l'un d'eux obtint une mention honorable. Le sujet était encore donné, avec le prix doublé, pour le concours de 1793. Aucun ouvrage ne fut envoyé, et l'Académie disparaissait le 8 août de cette année-là.

A la séance du 18 décembre 1785 (2), Maret avait annoncé le prix en disant que l'influence de la morale des gouvernements sur celle des peuples n'est point douteuse. Il est sûr « que les principes qui servaient de base à la conduite des gouvernements les uns envers les autres et envers les peuples qui vivent sous leur autorité sont toujours devenus la règle de la conduite des peuples eux-mêmes ». L'Académie ne demande donc pas qu'on prouve cette influence, mais qu'on la démontre par les effets qu'elle a produits et « qu'en considérant les peuples dont les mœurs et le caractère se sont, à différentes époques, améliorés ou pervertis d'une manière sensible, on fera saisir le rapport de ces effets à leur cause ».

Quand le secrétaire lut le 19 août 1790 (3) son rapport sur les cinq mémoires présentés, il expliqua que celui qui avait obtenu une mention honorable contenait de bonnes choses, mais n'étudiait pas suffisamment l'histoire moderne ; elle l'aurait enrichi d'une matière bien plus

(1) L'ouvrage de Carnot parut en 1784, 59 pages, v. Acad. de D., 6

_____, Bibl. de D.
4947-8816

(2) Reg. acad., t. XIV. Sur cette séance, v. *Journal de Nancy*, 1785, t. XVIII, pp. 29-44.

(3) Reg. acad., t. XV.

riche et d'un tout autre intérêt que les exemples pris chez les Perses et les Egyptiens.

Un jour, Franklin, lors de son grand voyage à Paris, reçut « une interminable déclaration » rédigée « dans un style enthousiaste et rustique » ; puis il vit arriver l'auteur, venu à pied de sa Provence natale, qui le supplia « de donner la paix au monde en faisant signer à tous les princes son projet de fraternité maçonnique » (1). L'auteur était un maître d'école de Toulon qui se nommait Pierre-André Gargaz. Il avait écrit aussi à l'Académie de Dijon une lettre qui fut lue le 23 avril 1778 (2) et dans laquelle il offrait de donner un prix de 300 livres à celui qui, dans un mémoire, « indiquera les meilleurs moyens pour engager tous les souverains de l'Europe à faire entre eux un traité d'amitié et de commerce et insensiblement établir une paix perpétuelle, c'est-à-dire établir l'usage de terminer à l'amiable tous les différends des souverains d'une manière honnête et paisible selon que les arbitres intègres et éclairés le jugeront à propos, de même que les très illustres Maisons de Bourbon et d'Autriche terminèrent les leurs depuis leur traité d'amitié fait à Versailles le 2 mai 1756 ». L'Académie n'accepta pas la proposition de Gargaz parce qu'elle s'était toujours interdit de pénétrer sur le domaine de la politique. En outre, elle estima qu'une dissertation sur ce sujet n'aurait aucune utilité et demeurerait sans effet « attendu que Sully et tout récemment M. Gaillard, dans son *Histoire de la rivalité de la France et de l'Angleterre* (3), ont présenté dans le jour le plus persuasif toutes les raisons qui devraient porter les souverains à entretenir cette paix, mais qu'en supposant sa possibilité, le moment où l'intérêt n'éblouira plus les hommes est encore trop éloigné pour espérer que les efforts des gens de lettres puissent opérer une si merveilleuse révolution ». La réaliste et sérieuse Bourgogne parlait par la bouche de l'Académie dijonnaise, qui ne répétait pas mot pour mot ce qu'avait dit Dubois des idées de l'abbé de Saint-Pierre, mais qui

(1) Daniel Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 394 ; v. aussi p. 429.

(2) Reg. acad., t. IX.

(3) La publication de cette *Histoire*, commencée en 1771, était terminée en 1777.

jugeait pareillement que celles de Gargaz étaient les rêves d'un homme de bien. Elle remercia, complimenta sur sa bienfaisance cet « homme généreux et recommandable par son humanité », et l'assura que « si son amour pour les hommes l'engageait à vouloir exciter l'émulation sur un autre objet, elle se ferait un plaisir de seconder ses vues en acceptant la distribution du prix qu'il voudrait proposer ». Gargaz demeura silencieux, perdu probablement dans ses songes.

Carnot voulut, lui aussi, donner un prix, mais le problème qu'il désirait voir résoudre était bien différent de celui qui intéressait le maître d'école de Toulon. En effet, le 3 janvier 1788 (1), l'Académie prenait connaissance de cette lettre que lui adressait Carnot : « Vous savez peut-être qu'il est question de faire démolir une bonne partie des places fortes du royaume comme trop dispendieuses. D'un autre côté, il est bien des personnes qui regardent la forteresse comme le salut de l'Etat et comme un puissant moyen d'économie. Il se présente donc à ce sujet une question très importante à résoudre dans le moment actuel. Cette question ayant d'ailleurs beaucoup de rapport avec l'éloge du maréchal de Vauban, je prie l'Académie de permettre que je partage le prix double qu'elle a bien voulu m'adjuger en 1784 avec celui qui l'aura résolue. » Carnot proposait que le problème fût présenté en ces termes : « Est-il nécessaire qu'il y ait des places fortes sur les frontières du royaume de France ? » La compagnie accepta en demandant à Carnot, qui approuva, de substituer le mot « avantageux » au mot « nécessaire ».

Deux mémoires concoururent. L'un, malgré des « incorrections », des « longueurs » reçut le prix le 16 août 1789 (2). Le billet cacheté qui accompagnait le manuscrit indiquait que « si ce mémoire a mérité l'attention de l'Académie, l'auteur se ferait connaître lorsqu'il en serait instruit par les papiers publics ». Le prix ne fut jamais réclamé (3).

(1) Reg. acad., t. XVI.

(2) Reg. acad., t. XV.

(3) Sur le prix offert par Carnot, v. encore *Mém. de l'Acad. de D.*, 1903-1904, pp. 20, 21, 22 ; et *Mém. de l'Acad. de D.*, 1913-1916, p. XI.

Le 24 mai 1788 (1), on lisait une lettre de Grouvel, « secrétaire des commandements de S. A. S. le Prince de Condé » (2). Il était chargé de demander à la compagnie si elle consentirait à proposer un prix de la valeur de 1.500 livres — offert par une personne qui gardait l'anonymat — pour le meilleur mémoire ou discours qui résoudrait la question suivante : « Ne serait-il pas possible d'instituer un Conseil ou Tribunal domestique dont les fonctions toujours secrètes consisteraient 1° à maintenir l'union dans les familles en servant de conciliateur et d'arbitre dans les différends qui pourraient s'y élever ; 2° à conserver les bonnes mœurs, à prévenir, à censurer, même à punir les fautes qui lui seraient dénoncées par chacun des membres de ces familles ? Sur quels principes du droit naturel et du droit civil serait fondée cette institution ? Quelle en serait l'utilité morale et politique ? Comment pourrait-on lui donner une existence et une force légales ? Quel degré d'autorité pourrait lui confier le législateur ? Enfin quelles devraient être sa composition et les formes de son établissement considéré dans son influence générale et dans ses rapports particuliers avec la constitution, les usages et le génie de notre nation ? »

L'Académie accepta « avec intérêt et reconnaissance » la proposition, mais décida de nommer quatre commissaires pour examiner s'il y aurait des observations à faire. Le 29 mai, le rapport qui lui fut présenté concluait que la question était « une des plus belles et des plus importantes », que sa solution « ne peut qu'avoir la plus heureuse influence sur les mœurs publiques », qu'elle n'était pas éloignée, d'ailleurs, du sujet de concours pour 1790, que sa rédaction enfin ne laissait rien à désirer. Le rapport ajoutait qu'il serait préférable de demander que le problème fût résolu sous la forme de mémoire plutôt que sous celle de discours, et que la compagnie pourrait indiquer dans son programme qu'elle recevrait les travaux des concurrents jusqu'au 1^{er} juillet 1790. Il en fut ainsi décidé, mais le prix ne put être décerné malgré tous les efforts de l'Académie qui, comme elle l'affirmait dans

(1) Reg. acad., t. XV.

(2) Grouvel faisait partie de l'Académie en qualité de membre non résidant depuis le 14 juin 1784. Cf. Milsand, p. 381.

sa réponse à Grouvel, aurait été heureuse de « remplir les vues nobles et sages » qui animaient le fondateur du prix « pour le bien de la société ».

III. — Les prix de médecine

Quatorze mémoires ont été envoyés pour le premier prix de médecine qu'offrit l'Académie de Dijon. Le sujet était : « Déterminer la cause de la fièvre. » Le lauréat fut le médecin Fournier, que la compagnie couronna dans sa séance du 25 août 1744 (1).

C'est le médecin Chambon qui, devant seize autres concurrents, remporta le prix de 1748 qu'on lui remit le 25 août (2). On demandait d' « expliquer les causes des maladies héréditaires ».

En 1751, sept pièces répondirent à cette question : « L'ordre des jours critiques est-il le même en nos climats que dans ceux où Hippocrate les a observés et quel égard doit-on y avoir dans la pratique ? » La meilleure était celle du médecin parisien Aimen, que l'Académie couronna le 22 août 1751 (3).

Le 17 août 1755 (4), dix pièces ayant traité ce sujet : « Déterminer la manière d'agir du bain aqueux simple ; ses avantages et ses inconvénients par rapport aux différents tempéraments et en particulier dans quel genre de maladies il peut être utile », celle de Raymond, « médecin agrégé du collège de médecine de Marseille » fut jugée digne du prix, et celle de Jean-Philippe de Limbourg, « docteur en médecine à Theux, près de Liège », reçut l'accessit.

Le sujet de prix pour 1758 fut choisi le 16 juillet 1756. On demandait « Quelles sont les règles de conduite que l'on doit suivre dans le traitement des maladies épidémiques lors de leurs invasions ? » Le 10 août suivant, la compagnie estima qu'il était préférable de poser la question sous la forme suivante : « Quels sont les moyens de découvrir le caractère particulier des maladies épidémiques lors de leur invasion, et quelles sont les règles

(1) Reg. acad., t. I.

(2) *Ibid.* Sur cette séance, v. le *Mercur de Fr.*, novembre 1748, pp. 65-74.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.* Sur cette séance, v. *Mercur de Fr.*, février 1756, pp. 180-198.

générales qu'on doit suivre dans leur traitement ? » Un seul mémoire parvint à l'Académie. Le prix ne put être décerné et fut reporté à 1761. Mais, cette fois encore, il n'y eut qu'un concurrent, qui ne reçut aucune récompense. On décida de ne pas poser à nouveau la question.

Le sujet pour 1764 était celui-ci : « Déterminer la nature des anti-spasmodiques proprement dits. Expliquer leur manière d'agir. Distinguer leurs différentes espèces, et marquer leur usage dans les maladies. » Sur trois mémoires envoyés, deux méritaient les couronnes académiques. Celui de Godard « médecin à Verviers, près de Liège », eut le prix ; l'accessit alla à Marrigue, « maître en chirurgie à Versailles et chirurgien du baillage royal de cette ville ». A la séance du 12 août 1764 (1), après que Maret eut annoncé cette grande nouvelle que « Monseigneur le prince de Condé honorait l'Académie de sa protection », les récompenses furent proclamées. Le léger différend qui s'éleva entre la fondation Pouffier et le médecin Godard montre encore une fois la circonspection de l'Académie. Dès que le prix eut été adjugé, Maret écrivit au lauréat que « la brillante et lumineuse théorie » que contenait le mémoire avait « mérité les suffrages unanimes de la compagnie. Vos vues de pratique lui ont aussi paru très saines et très bonnes, mais dans le cas où vous vous détermineriez à faire imprimer votre ouvrage, elle espère que vous voudrez bien le retoucher. Je vous désignerais dès à présent les légères corrections et les additions qui lui ont paru nécessaires... » (2). Godard, ayant fait imprimer son travail, en offrit « trente exemplaires brochés et un exemplaire relié ». Maret lui envoie les remerciements de la compagnie, puis continue : « Je suis aussi chargé de vous faire ses compliments sur les changements et la plupart des additions que vous avez faites à votre mémoire. Je dis la plupart parce qu'il en est qui ont paru déplacées. Ce sont celles qui se trouvent depuis la page 44 jusqu'à la page 51 inclusivement,

(1) Reg. acad., t. II. Sur cette séance, v. *Mercur de Fr.*, février 1765, pp. 136-151.

(2) Ms. arch. acad. Projet de lettre. Il existe, dans les arch. acad., le projet d'une lettre adressée par Maret au médecin Marrigue, qui obtint l'accessit. Le secrétaire perpétuel écrivait que l'ouvrage aurait besoin d'une « grande réforme ».

et dans les pages 87 et 90. Vous y entrez... dans de très grands détails sur le diabolisme et sur l'usage des exorcismes. L'Académie qui s'interdit toute discussion relative au dogme, vous aurait expressément recommandé de supprimer tous ces détails, s'ils eussent été dans le manuscrit qui a concouru pour le prix. Elle ne peut donc pas approuver qu'en le livrant à l'impression vous les y ayez insérés sans avertir par une note que ce que vous dites à ce sujet est une addition au mémoire sur lequel l'Académie a prononcé » (1). La compagnie décida d'envoyer une lettre aux journaux pour indiquer les pages qu'elle désavouait. Cette lettre, datée du 13 juillet 1765 (2), indiquait les additions dont l'Académie « n'a eu connaissance qu'après l'impression de l'ouvrage, impression qui s'est faite à Paris, quoique par le frontispice, il paraisse que cette dissertation ait été imprimée à Dijon » (3). Cependant, les relations entre l'Académie et le médecin Godard non seulement continuèrent, mais encore se firent cordiales. Maret écrivait au lauréat, en terminant sa deuxième lettre, « l'estime qu'elle (la compagnie) a pour vous n'en est pas même diminuée ». Godard, comme nous allons le voir, concourut de nouveau et avec succès ; puis, devint correspondant le 22 février 1771, et non résidant le 22 décembre 1774 (4). En outre, deux de ses travaux eurent l'honneur d'être insérés dans les Mémoires de l'Académie (5).

En 1767, huit mémoires traitaient cette question : « Déterminer ce que c'est que les antiseptiques considérés dans le sens le plus étendu ; expliquer leur manière d'agir ; distinguer leurs différentes espèces ; marquer leur usage dans les maladies. » L'Académie avait expliqué dans l'annonce du prix comment elle désirait que le problème fût traité. Il fallait « faire pour la matière médicale interne ce que l'Académie de chirurgie de Paris a fait

(1) Ms. arch. acad. Projet de lettre.

(2) Ms. arch. acad. Projet de lettre.

(3) L'ouvrage de Godard porte en effet : « Dijon, Desventes, 1765 ». C'est un in-8 de VIII-152 pages.

(4) V. pp. 82 et 83 de notre ouvrage.

(5) « Origine des glaces que les fleuves et les grandes rivières charrient dans les temps de fortes gelées », 1784, 2^e sem., p. 178 ; « Moyens de se garantir de la contagion », 1785, 2^e sem., p. 346.

pour l'externe ». L'intention de la compagnie est de rendre méthodique l'usage des remèdes de cette classe ; elle espère ainsi « qu'après avoir fait connaître tous les différents degrés de putridité dont nos humeurs sont susceptibles, qu'après avoir indiqué les antiseptiques qu'on peut leur opposer, les auteurs s'attacheront à donner avec précision les signes auxquels on pourra reconnaître le moment où il faudra les employer ». Le 16 août (1), les récompenses étaient décernées : « M. de Boissieu, docteur en médecine, agrégé au collège des médecins de Lyon », recevait le prix ; M. Bordenave, professeur de l'Académie royale de chirurgie de Paris, commissaire pour les correspondances des académies de Rouen, Florence, etc., et le médecin Godard étaient jugés l'un et l'autre dignes d'un accessit. Les trois dissertations furent imprimées « par ordre de l'Académie » en un même volume qui s'ouvrait par le beau discours prononcé par Maret à la séance du 16 août (2). « Les sciences physiques, disait Maret, ont languì tant que les hommes, livrés aux écarts de leur imagination se sont plus attachés à deviner la nature qu'à l'étudier. Si les systèmes qu'enfantaient alors les philosophes portaient quelquefois l'empreinte du génie, leur existence n'était le plus souvent qu'éphémère et l'expérience les renversait presque aussitôt qu'ils étaient formés ; de là, cette multitude de systèmes qui se sont succédé les uns aux autres ; de là, le discrédit où ils sont tombés, et l'espèce d'enthousiasme avec lequel on a préconisé les avantages de l'observation et de l'expérience. » Mais on arriva à se défier trop des systèmes dont certains ne doivent pas être proscrits. « Ce n'est pas assez de voir et d'observer ; il faut réfléchir sur ce que nos sens nous ont fait apercevoir ; il faut interpréter le langage que la nature parle à nos yeux ainsi qu'à nos oreilles. » Il est nécessaire de rapprocher les observations les unes des autres, « les comparer et en déduire des conséquences qui forment un corps de doctrine, un sys-

(1) Reg. acad., t. IV. Sur cette séance, v. *Merc. de Fr.*, février 1768, pp. 117-133.

(2) Ce volume in-8, de 421 pages (le mémoire de Boissieu compte 146 pages ; celui de Bordenave, 103 pages ; celui de Godard, 158 pages ; le discours de Maret a 14 pages) parut à Dijon et à Paris, chez Desventes, en 1769.

tème d'après lequel on puisse se conduire ». Cette nécessité est plus grande en médecine qu'ailleurs, car « le raisonnement sans l'observation ferait des théoriciens dangereux ; l'observation sans le raisonnement produirait des empiriques non moins redoutables ». C'est par la réflexion que le médecin « parvient à démêler ce que les maladies ont de commun entre elles, à saisir les nuances qui les différencient ; c'est elle qui le conduit à la connaissance des causes des maladies par l'examen de leurs symptômes ; c'est elle encore qui, lui rendant raison de la manière d'agir des remèdes, le guide dans leur usage ; c'est elle enfin qui, l'éclairant sur le parti qu'il doit prendre, lui trace la route qu'il doit suivre ». La vraie médecine a toujours été fondée sur des conséquences déduites de l'observation ; c'est celle d'Hippocrate, de Fernel, de Bailleu, de Duret, de Sydenham, de Boerhave, de Baglivi, de Senac, de Van Swieten, de Huxam. Et la science médicale n'est pas encore parfaite, parce que des praticiens se livrent parfois à l'empirisme, parce que la réflexion ne marche pas toujours de pair avec l'observation.

Le médecin de Boissieu remporta à nouveau le prix de 1770 ; Godard eut le premier accessit et le deuxième alla à « M. Planchon, licencié en médecine de la Faculté de Louvain, agrégé au collège des médecins de Tournay ». Douze concurrents avaient traité ce problème : « Déterminer dans quels temps des maladies et dans quelles circonstances on doit suivre la méthode rafraîchissante ou l'échauffante et d'exposer les espèces, la nature et la manière d'agir des remèdes à employer dans l'une et dans l'autre de ces méthodes. » La proclamation des résultats se fit le 12 août 1770 (1).

L'Académie ne put décerner de prix en 1773 et reporta à 1776 la question qu'elle avait proposée : « Quelles sont les maladies dans lesquelles la médecine agissante est préférable à l'expectante et celle-ci à la première ? Et à quels signes le médecin reconnaît-il qu'il faut agir ou rester dans l'inaction en attendant le moment favorable

(1) Reg. acad., t. V. Sur cette séance, v. *Merc. de Fr.*, janvier 1771, 1^{er} vol., pp. 143-147. Le mémoire de Boissieu et un extrait de celui de Godard parurent à Dijon, chez Causse, 1770, in-8 de XVI-344 pages.

pour placer les remèdes » (1). Cette fois, huit mémoires concoururent et deux prix et un accessit récompensèrent « M. Voulonne, docteur en médecine de la Faculté de Montpellier, premier professeur en médecine dans l'Université d'Avignon », qui obtint le premier prix ; le médecin Planchon, qui eut le second prix, et « M. Jaubert, médecin à Aix-en-Provence », qui reçut l'accessit. L'Académie distribua ses couronnes à la séance du 18 août 1776 (2). Elle exprima sa profonde satisfaction de voir cette importante question résolue avec tant de bonheur, car, ainsi qu'elle l'expliquait dans la note qui accompagnait l'énoncé du prix, les médecins, depuis des siècles, différeraient d'avis sur ce point. Les « agissants » et les « expectants » apportaient, pour étayer leur système, les raisonnements les plus concluants et les expériences les plus décisives. Voulonne terminait son livre par ces justes paroles : « Entre la médecine agissante et la médecine expectante la saine raison ne se décide point pour une préférence exclusive. L'expectation ne serait plus que stupidité ; l'activité ne serait plus que turbulence. Elle leur assigne à chacune leur place et leurs moments ; mais elle veut qu'elles marchent toujours ensemble, prêtes à se secourir mutuellement et concourant à l'envi pour le salut du malade. Elle veut que l'expectante observe patiemment et sans relâche ; elle veut que l'agissante exécute promptement et avec courage. Bien élevée au-dessus des préjugés injustes du vulgaire, elle n'estime pas moins un sage médecin ; elle ne le croit ni moins éclairé, ni moins utile, ni moins nécessaire, lorsqu'il *attend* en épiant le moment d'agir, que lorsque profitant du fruit de son expectation, il *agit* par les moyens les plus énergiques » (3).

(1) Le président de Brosses avait demandé qu'on proposât ce sujet pour le prix de 1773 : « Le parallèle des parties, organes, usages et fonctions semblables des parties dans les différents genres des êtres vivants et organisés, animaux terrestres, aquatiques, insectes, polypes et végétaux. »

(2) Reg. acad., t. VIII, v. *Affiches de Bourgogne*, nos 35, 36, 37 ; 27 août, 3 et 10 septembre 1776. Le travail de Voulonne fut publié à Avignon, chez J.-J. Niel, 1776, in-8, 248 p. ; celui de Planchon, à Tournay, chez R. Varlé, 1778, in-8, 270 pages.

(3) L'exemplaire que la Bibl. de D. possède de l'ouvrage de Voulonne porte ces lignes manuscrites sur la page précédant la page de titre : « Ce mémoire, sévèrement jugé par le professeur Pinel, a été fort souvent réimprimé in-8 et in-12, à Paris, dans les provinces et chez l'étranger ; traduit en allemand par F.-C. Gebhardt, in-8, Vienne en Autriche, 1798. Il méritait les honorables distinctions par un style généralement clair et correct, une distribution méthodique, des préceptes judicieux. »

Cinq mémoires prirent part au concours de 1779. On avait demandé : « Déterminer ce que c'est qu'un spécifique et les qualités que doit avoir un remède de ce genre; indiquer ceux que l'expérience a fait connaître; expliquer leur manière d'agir; exposer la méthode à suivre dans leur usage, et désigner les maladies contre lesquelles on désire encore des spécifiques. » L'Académie désirait beaucoup que ce problème fût résolu parce qu'elle se rendait compte du danger que les malades couraient en prenant sous le nom de spécifiques des remèdes qui ne le sont pas ou en employant de prétendus spécifiques dans des cas où ils ne peuvent avoir aucun effet. D'autre part, parce qu'elle estimait qu'il était d'une grande importance que les véritables spécifiques fussent connus, et que la méthode à suivre dans leur usage fût dirigée par la connaissance de leur manière d'agir. Enfin parce qu'elle voulait qu'on parvînt à diminuer le nombre des maladies incurables par la découverte de remèdes capables de les guérir.

Sur cinq mémoires présentés, la compagnie en couronna deux. Le prix alla à « M. Camper, docteur en médecine, conseiller des Etats de Frise, de l'Académie impériale de Pétersbourg, de celle de Copenhague, des sociétés royales de Londres et d'Edimbourg, correspondant de l'Académie royale des sciences et de celle de chirurgie de Paris, de l'Académie de Toulouse, etc., résidant à Franc-ker en Frise »; l'accessit récompensa le travail de « M. Nicolas-Antoine Jaubert, médecin à Aix-en-Provence et correspondant de la Société royale de médecine de Paris, etc. ». L'Académie proclama les résultats du concours à la séance du 8 août 1779 (1).

Comme nous le savons, une des deux médailles réservées sur le prix de physique qui devait être adjugé en 1777, fut offerte en 1780 pour une question médicale. Il fallait « Déterminer la nature du charbon malin connu en Bourgogne et dans quelques provinces sous le nom de pustule maligne, en désigner les causes établies sur l'observation, la méthode la plus sûre à suivre dans le traitement de cette maladie. » Il y eut six concurrents. Chambon, médecin à Brevannes, obtint le premier prix, et Thomas-

(1) Reg. acad., t. X. V. *Affiches de Bourgogne*, n° 34, 17 août 1779.

sin, chirurgien à Dôle, le deuxième prix. Les lauréats furent couronnés à la séance du 14 février 1780 (1). Thomassin, qui devait faire partie de l'Académie (2), publia son mémoire (3). Il écrivait dans la préface : « Cet ouvrage n'est pas pour les savants en médecine et en chirurgie. Il est destiné, selon les vues de l'Académie qui l'a couronné, à porter des instructions dans les campagnes où la maladie, qui en fait l'objet, fait autant de ravages par la fourberie, l'ignorance et la mauvaise foi de ceux qui s'y sont emparé de son traitement, que par sa propre malignité. Le long séjour que j'ai fait à la campagne m'a mis dans le cas d'être souvent le témoin de la fourberie des empiriques qui s'arrogent la science de guérir la pustule maligne. Leurs succès, qui sont assez rares, sont dus à la nature, qui n'étant point troublée par le fer des chirurgiens mal instruits, peut sans obstacle vaincre son ennemi. C'est donc aux chirurgiens des campagnes particulièrement que je destine ce mémoire. J'ai vécu longtemps parmi eux, j'ai mis à profit mes observations... »

Le plus brillant concours est celui de 1782. En effet, sur six mémoires, deux sont « jugés dignes de tous les éloges et devant être d'une utilité peu commune » ; trois autres méritent une mention honorable. L'Académie demandait de « Déterminer avec plus de précision qu'on ne l'a fait jusqu'à présent le caractère des fièvres intermittentes et d'indiquer par des signes non équivoques les circonstances dans lesquelles les fébrifuges peuvent être employés avec avantage et sans aucun danger pour les malades ». Deux prix sont décernés : l'un à « M. Strack, professeur en médecine dans l'Université de Mayence » ; l'autre au savant médecin Voulonne. La proclamation des récompenses eut lieu le 18 août 1782 (4).

(1) Reg. acad., t. X.

(2) Il fut nommé correspondant le 21 août 1783. Cf. Milsand, p. 411.

(3) L'ouvrage parut à Dijon, chez Benoit, et à Besançon, chez Lépa-

(4) Reg. acad., t. XII.

C'est encore Voulonne que la compagnie couronna en 1785, le 21 août (1). Le sujet était « Déterminer les signes auxquels on peut reconnaître dès le début d'une fièvre, soit continue soit intermittente, si elle sera maligne, et ceux qui, dans le cours de la maladie indiquent le moment où ces fièvres vont prendre un caractère de malignité. »

L'Académie ne devait plus décerner de prix de médecine avant la Révolution. Elle reçut bien six travaux en réponse à la question posée pour 1788, mais aucun ne la satisfît. Elle doubla le prix pour 1791 ; un seul mémoire lui parvint. Elle demanda encore la solution du même problème en 1792 ; un unique concurrent se présenta encore et le prix ne put être décerné. Elle ne désespéra pas, et attendit des temps plus favorables. Quand elle les jugea venus, le sujet qu'elle désirait tant voir traité fut repris et elle pouvait enfin le 1^{er} germinal an XIII, couronner un médecin de Poitiers, Gaillard (2).

Quelle était donc cette question qui, pendant dix-sept ans, avait retenu l'attention de l'Académie ? Son actualité ne devait pas avoir cessé, elle se présentait ainsi : « Les fièvres catarrheuses deviennent aujourd'hui plus communes qu'elles ne l'ont jamais été ; les fièvres inflammatoires deviennent extrêmement rares ; les fièvres bilieuses sont moins communes. Déterminer les raisons qui ont pu donner lieu à ces révolutions dans nos climats et dans nos tempéraments. »

Pour 1794, la compagnie avait demandé de répondre à la question suivante : « Exposer la nature, les causes, les signes caractéristiques des différents genres de phtisie pulmonaire. Déterminer les indications à remplir dans les différentes espèces de ces maladies, et faire connaître les moyens curatifs qui ont été proposés et employés successivement et ceux que l'on doit prescrire. » Le sujet rédigé ainsi parut trop vaste, et on le modifia de cette façon : « Déterminer d'après l'observation à quelle période et dans quelles espèces de phtisie pulmonaire il convient de donner la préférence au régime fort et tonique sur le régime doux et tempérant, et réciproquement. » Aucun concurrent ne se présenta. L'Académie n'existait plus...

(1) Reg. acad., t. XIV. V. *Journal de Nancy*, 1785, t. XVI, pp. 323-336, 347-361.

(2) V. *Journal de la Côte-d'Or*, nos 37 et 63, 5 germinal et 15 thermidor an XIII.

**

Comme la plupart des académies provinciales, la fondation Pouffier offre des prix. Si, de 1741 à 1793, elle ne fit concourir que 53 fois, le *Journal de Lyon* indique qu'en 1785 l'Académie lyonnaise a déjà proposé 163 prix depuis 1758. L'Académie de Besançon conserve dans ses archives 38 volumes de mémoires sur les arts, l'éloquence, l'histoire, présentés aux concours du XVIII^e siècle. Celle de Bordeaux possède 5 volumes in-4^o de dissertations couronnées.

La société dijonnaise ne s'astreint pas, à l'instar de l'Académie de Caen, à entendre chaque année l'éloge de Louis XIV. Elle n'imité pas l'Académie de Montauban qui, dans « l'énoncé des sujets de concours stipule le plus souvent que les manuscrits doivent être contresignés de deux docteurs en théologie (comme ceux envoyés à l'Académie française) et terminés par une courte prière à Jésus-Christ », qui demande en 1744 de proclamer « la vanité des sciences sans la religion », en 1752 de soutenir que « la vraie philosophie est incompatible avec l'irréligion », en 1759 de combattre en vers « la prétendue philosophie du siècle présent », en 1777 d'exalter « le zèle de Louis XVI pour la religion et les bonnes mœurs ». Il est vrai que la fondation Pouffier discute, mais pour le rejeter, ce sujet à donner en 1787 : « Quel est le principe de l'amour inné des Français pour leur roi ? » Elle ne choisit pas un sujet semblable à celui que proposa en 1767 l'Académie de Rouen : « Ode sur les avantages du gouvernement monarchique et héréditaire ». Elle ne tombe pas dans l'excès commis par l'Académie de Caen, dont les sujets de prix, de 1759 à 1771, « portent tous (sauf un éloge de Huet) sur l'histoire, l'économie rurale, le commerce, la jurisprudence ». Elle ne retient pas la question que donne l'Académie d'Amiens en 1757 : « Quels sont les obstacles qu'apportent au travail et aux progrès de l'industrie les communautés ou corps de métiers ? » Elle ne demande pas non plus de discourir sur la liberté du commerce des grains, sujet offert par l'Académie de Lyon pour 1769. Si elle désire qu'on fasse les éloges de Bayard, de Bossuet, de Saumaise et de Vauban, en 1769, 1772, 1778 et 1781, elle n'a pas du tout un esprit subversif,

et ressemble à l'Académie de Bordeaux couronnant en 1775 un éloge de Montaigne, de 1782 à 1789 plusieurs éloges de son grand homme Montesquieu, en 1789 un éloge de Du Guesclin. Elle n'a pas les hardiesses de quelques compagnies : « L'Académie de La Rochelle propose, en 1780, un *Eloge de J.-J. Rousseau* que le ministère se croit obligé d'interdire. C'était sans doute parce que l'Académie était philosophe, parce qu'on y avait lu, en 1776, un discours démontrant « que rien ne contribue plus au bonheur que l'étude de la philosophie », et, en 1780, une *Ode sur la philosophie*. L'Académie se rattrape en couronnant, en 1786, une ode sur la mort de J.-J. Rousseau qui paraît, dit l'*Année littéraire*, « inspirée par le fanatisme plus que par le génie ». Autre éloge de Rousseau à l'Académie d'Amiens, en 1778 ; la même année à l'Académie d'Agen... Aux Jeux floraux de Toulouse, l'éloge de Rousseau est donné comme sujet de prix ; des prêtres concourent, escamotent les réserves de doctrine et exaltent en périodes lyriques l'œuvre du grand homme. Raynal fonde deux prix littéraires à l'Académie de Lyon qui lui fait, le 29 août 1780, une réception triomphale... L'Académie de Rouen — nous l'avons vu — est beaucoup plus circonspecte et s'en tient à des sujets inoffensifs. Elle donne, cependant, comme sujet de prix en 1783 : « Quels sont les moyens de porter l'*Encyclopédie* au plus haut degré de perfection ? » Quant à l'Académie de Nancy, elle est, si l'on en croit l'abbé Ferlet, la complice avouée des philosophes ; n'a-t-il pas envoyé le discours qu'on a jugé le meilleur ; mais on l'a « exclu du concours, sous prétexte qu'il attaquait avec trop de vivacité quelques encyclopédistes ».

Nous savons que la compagnie dijonnaise proposa alternativement un sujet de physique, un sujet de morale, un sujet de médecine. Les questions scientifiques qu'elle choisit ne diffèrent guère de celles que nous trouvons dans les autres académies. Bordeaux demande en 1714 de dissenter « sur les effets du baromètre » ; en 1722, « sur la cause de la peste » ; en 1726, « sur le flux et le reflux de la mer » ; en 1729, « sur la nature, l'action et la propagation du feu » ; en 1730, « sur les causes et les variations des vents » ; en 1731, « sur le magnétisme des

corps » ; en 1737, « sur la cause du mouvement des muscles » ; en 1738, « sur la cause de l'opacité et de la diaphanéité des corps » et « sur la fertilité des terres » ; en 1739, « sur la question de savoir si l'air de la respiration passe dans le sang » et « sur les causes de la froideur et de la chaleur des sources d'eaux minérales » ; en 1751, « sur la formation de la grêle » ; en 1755, « sur l'influence de l'air sur les végétaux » ; en 1776, « sur les prairies ». En cette année 1776, elle s'occupe du « canal des Landes à Bordeaux, qui serait un des plus utiles du royaume », et d'un « canal projeté jusqu'au bassin d'Arca-chon » ; elle ne propose point de prix sur ces questions qu'elle juge pourtant très importantes, tandis que, nous le savons, l'Académie de Dijon choisissait comme sujet de prix en 1763 : « Déterminer relativement à la Bourgogne les avantages et les désavantages du canal projeté en cette province pour la communication des deux mers par la jonction de la Saône et de la Seine. » A partir de 1766, la société de Bordeaux délaisse les questions de sciences pour les éloges.

L'Académie de Marseille, bien qu'elle forme en 1746 le « projet de fondation d'un prix sur quelque sujet relatif à l'histoire naturelle de la mer », est beaucoup plus littéraire que scientifique de 1728 à 1767. Nous allons le constater. Les sujets de concours sont, en 1728, « le secret est une des vertus les plus nécessaires à un roi » ; en 1729, « le maréchal de Villars, ode » ; en 1731, « le commerce, ode » ; en 1733, « l'utilité des prix académiques, ode » ; en 1734, « les avantages que le mérite peut retirer de l'envie » — nous savons que la fondation Pouffier choisit ce sujet en 1747 — ; en 1736, « si l'imagination contribue plus au bonheur qu'au malheur de l'homme » ; en 1737, « les avantages de la société, ode » ; en 1738, « l'utilité des lettres par rapport aux mœurs » ; en 1739, « l'agriculture, poème » ; en 1744, « la Providence, ode » ; en 1745, « le rétablissement de la santé du roi, ode » ; en 1764, c'est un « Essai sur l'humanité » ; en 1765, un « Eloge de Gassendi » ; en 1766 et en 1767, Chamfort remporte les prix ; on demandait : « Combien le génie des grands écrivains influe sur l'esprit de leur siècle », et « Epître de Servilie à Brutus après la mort de

César ». Nous voici arrivés à l'époque où l'Académie de Marseille va s'occuper activement des sciences. En 1769, elle demande : « Quelles sont les causes de la diminution de la pêche sur les côtes de la Provence et quels sont les moyens de la rendre plus abondante ? » En 1770, 1772, 1773, 1777, elle choisit comme sujets la façon de « faire et gouverner » les vins de Provence, les cultures de l'olivier, du figuier, de l'amandier. Mais en 1774, elle a proposé un « Eloge de La Fontaine », et couronné Chamfort. En 1777, elle décerne trois autres prix en demandant : « Quelle a été dans tous les temps l'influence du commerce sur l'esprit et sur les mœurs des peuples ? », un « Eloge de Mme la marquise de Sévigné », un poème sur « le siège de Marseille par le connétable de Bourbon ». En 1778, c'est une question sur « les engrais que la Provence peut fournir » ; en 1779, « sur les moyens les plus propres à vaincre les obstacles que le Rhône oppose au cabotage entre Arles et Marseille et à empêcher qu'il ne s'en forme de nouveaux » ; en 1780, « sur les avantages et les inconvénients de l'emploi du charbon de pierre ou de bois dans les fabriques, avec la description des différentes mines de charbons qui sont en Provence et leurs qualités » ; en 1781, elle donne deux prix pour « Colomb dans les fers à Ferdinand et Isabelle » et « la liberté des mers » ; en 1782, elle interroge « sur les causes qui peuvent diminuer la profondeur du port de Marseille et les moyens d'en prévenir les effets et d'y remédier » ; en 1783, elle désire un « Eloge historique de Louis-Joseph, duc de Vendôme » ; en 1784, elle veut qu'on indique « les moyens de renouveler les bois en Provence » ; en 1786, elle demande une ode « sur l'électricité ».

Dans le choix qu'elle fit des sujets pour ses prix de physique et de médecine, la fondation Pouffier, comme les autres sociétés savantes, voulut se rendre utile et obtenir la solution de problèmes intéressant surtout sa province.

Les questions qu'elle posa pour les prix de morale montrent qu'elle n'aimait point les vagues dissertations de rhétorique. Si l'on excepte le sujet de 1747, tous les autres sujets pouvaient donner lieu à de beaux développements. L'on sait comment furent traités par J.-J. Rousseau ceux

de 1750 et de 1754. Si elle a refusé en 1754 de récompenser à nouveau le lauréat de 1750, elle a osé donner la palme en 1757 au P. Millot faisant l'éloge de l'esprit philosophique. Le P. Millot était un homme dangereux. « Certains prédicateurs, dit Bachaumont, oublient le signe de la croix, suppriment toute prière, prêchent à la grecque. » C'est, de son propre aveu, le cas de l'abbé Millot. Je prêchais, dit-il, « comme pour des chrétiens éclairés et raisonnables ». Et il est facile de voir, d'après ses mémoires, écrit M. Mornet, que ce christianisme raisonnable de l'abbé est plus près du déisme que de l'orthodoxie. Il entre au noviciat des Jésuites ; mais il est dégoûté par « des lectures propres à remplir la tête d'idées fausses, toutes sortes de petits exercices de couvent, les uns abjects, les autres pénibles ». La théologie, dit-il, est si absurde et si féroce qu'« un théologien honnête homme est dans le cas d'un homme brave qui n'ayant pour se défendre qu'une épée empoisonnée ne pourrait s'en servir qu'avec honte et serait presque obligé de se laisser battre. » On connaît Millot et sa façon de penser, puisque le duc de Nivernais lui demande « de reviser le *Cours d'études* de Condillac, en supprimant tout ce qui pourrait sembler animosité ou même indifférence à l'égard de la religion, mais en respectant l'esprit dans lequel il a été composé, « c'est-à-dire l'éloignement des principes du despotisme et des allures de l'éducation vulgaire ». A Lyon, dans la ville où il professe, Millot, et à Caen l'abbé le Moigne dénoncent les « excès du fanatisme », rappellent la mise aux fers de Bacon, la persécution de Galilée, disent Ramus accablé de maux, la défense d'« analyser les ressorts du gouvernement ». Ils prodiguent leurs louanges aux Bacon, aux Newton, aux Locke qui ont « dissipé les extravagances et les ténèbres du péripatétisme, confondu la vanité de l'esprit de système ». Vers 1745, douze ans avant d'être lauréat de Dijon, Millot « ne voit dans la scolastique qu'un grimoire et lit quelque livre en cachette au collège de Besançon pendant que le bon père s'époumonnait avec ses arguments ». Voilà celui auquel la fondation Pouffier donna son prix de morale en 1757. Montbarrey, dont parle M. Mornet, n'avait pas tout à fait tort en avançant que

« les productions des académies détruisent à la fois les mœurs et la religion ».

Nous avons déjà dit, à propos du *Mémoire sur l'éducation publique* de Guyton de Morveau, l'importance et l'opportunité du sujet proposé pour le concours de 1766 : « donner un traité élémentaire de morale à l'usage des collèges dans lequel les devoirs de l'homme envers la société et les principes de l'honneur et de la vertu soient développés. » Le lauréat, l'abbé Roze, ne pécha point par hardiesse. A la page 19 de son travail, il donne en note cette phrase des *Observations sur la méthode scolastique* du P. Buffier : « A peine dans tout un traité de morale scolastique s'y trouve-t-il rien qui regarde véritablement la morale ; c'est-à-dire qui serve à la conduite de la vie, à la règle des mœurs, et aux motifs capables d'en inspirer le goût. » Puis, il ajoute : « Ceci regarde la scolastique ancienne, et non de très bons ouvrages, tels que les Offices de Cicéron, et quelques autres anciens ou modernes. L'Université de Paris a changé l'ancienne méthode, et la morale est mieux traitée dans les classes aujourd'hui. » Il intitule un chapitre du tome I : « Dépendance absolue de l'homme envers Dieu, dans son être, dans ses actions, dans les règles de ses actions et dans sa fin. » Le *Traité* de l'abbé Roze ne dut point donner entière satisfaction à Guyton de Morveau.

Dans les collèges, les deux années de philosophie comportaient l'enseignement de la morale. Les manuels traditionnels étaient remplis par des exercices scolastiques. « Mais en renonçant à la scolastique, faut-il renoncer à la morale ? Ce n'est pas l'avis des pédagogues adversaires de cette scolastique. Il faudra renouveler cette morale et l'étendre. Et l'on voit apparaître chez La Chalotais, Coyer, Guyton de Morveau, etc., cette doctrine de la morale naturelle qui était celle des philosophes et qu'on avait si vigoureusement poursuivie dans les *Mœurs* de Toussaint. La morale est « la plus importante de toutes les sciences » ; mais « on fait trop dépendre les mœurs de la Révélation » ; il faut montrer qu'elles sont « de tout pays et de toute religion » ; et il faut mettre en lumière les vertus laïques du citoyen et du patriote. Doctrine audacieuse mais qu'on commence à mettre en pratique, même avant

1770. » La morale doit être laïque. C'est ce que désire Turgot quand il forme le projet d'un traité de morale primaire : « Je voudrais, dans le plan total de l'ouvrage, faire entrer la connaissance de la religion, mais je ne voudrais pas fonder uniquement la morale sur la révélation comme on fait ordinairement ni que les hommes ne connussent les règles de la probité que comme des mystères, sur la parole de leur curé. » D'autres, comme l'abbé de Mably, Coyer, Guillard de Beaurieu, lequel publiera en 1771 son *Elève de la nature*, rejettent la révélation et la parole du curé. « Raisonnable, naturelle, cette morale, continue M. Mornet, se justifiera parce qu'elle sera tout entière organisée pour le bien social. Même les moralistes s'abstiendront assez souvent de parler de nature et de raison, ou ils n'en parleront qu'en passant. Ils se contenteront de dire : « la morale est la science du bonheur social ; voici les conditions et les applications de cette science ». On commencera donc à écrire des traités simplement pratiques, comme les moralistes chrétiens avaient écrit des œuvres morales sans discuter les principes de la morale chrétienne. » C'est ce que voulait l'Académie de Dijon. Dans sa lettre à l'abbé Roze, le docteur Maret écrivait : « Vous avez trop commenté les excellents principes d'où vous êtes parti, et vous n'avez pas assez répandu de ces maximes saillantes, de ces traits historiques qui inculquent plus profondément dans les esprits les vérités que l'on veut faire connaître. » Ce qui est intéressant, ce n'est point discuter des principes, mais insister fortement sur l'application et la réalisation. La morale doit être sociale, patriotique et bienfaisante. N'est-ce pas ce que pense la fondation Pouffier ? Le sujet du prix contient bien ces mots : « Devoirs de l'homme envers la société, principes de l'honneur et de la vertu. » Ce n'est qu'en 1781 que l'Académie française demandera un « Traité élémentaire de morale sur les devoirs de l'homme et du citoyen ».

Si la compagnie dijonnaise, discutant du sujet de prix à décerner en 1766, refusa en 1764 de proposer l'éloge de Crébillon, c'est qu'elle voulait qu'un ouvrage de morale fût d'abord écrit sur les données exactes qu'elle énonçait. Il conviendrait ensuite d'illustrer ce traité par les éloges

des grands hommes citoyens et patriotes. Cela n'était pas sans danger. Certains concurrents pouvaient facilement avancer des idées audacieuses, voire subversives. La fondation Pouffier ne craignit cependant point de courir le risque. Au reste, une société, qui n'était autre que l'Académie française, se plaisait depuis quelques années à mettre des éloges au concours. « En dix ans, de 1760 à 1770, sur quatorze élections, neuf font entrer des philosophes à l'Académie. Pratiquement, ils y sont la majorité. Et ils le font bien voir. Au lieu de proposer comme sujet du prix d'éloquence d'insipides lieux communs moralisants, on donne des éloges, ceux, par exemple, de Sully et de Descartes. Et les discours de Thomas que l'on couronne, qui donnent à Thomas une éclatante célébrité et le font entrer à l'Académie, ne sont pour la forme qu'une piètre rhétorique. Mais ils développent en pleine Académie les thèmes philosophiques les plus hardis, l'éloge véhément de la liberté de pensée, la critique violente des gabelles, des corvées, des fermes générales, des « oppresseurs barbares » d'un peuple misérable et terrifié. Bientôt en proposant les éloges de Molière (1769) et de Fénelon (1771), on prévenait les concurrents qu'ils n'auraient pas besoin de soumettre leur manuscrit à la censure d'un théologien. L'Académie continuait à faire célébrer le 25 août une messe en l'honneur de saint Louis et à écouter l'éloge du saint roi. Mais en 1767, l'abbé Bassinet, en 1769, l'abbé Le Cousturier substituaient à l'éloge du saint celui du roi laïque, en suggérant même que le saint avait gâté le roi et qu'il y avait lieu dans tous les cas de ne louer ni l'Inquisition ni le « pieux délire » des Croisades. »

Devant ces exemples donnés en haut lieu, la fondation Pouffier pouvait bien récompenser en 1769 l'abbé Combes pour son *Eloge de Bayard*. Le lauréat n'était pas timide. N'oublions pas qu'il était un prêtre de l'Oratoire. S'il appartenait au collège de Châteaudun, il ne retardait guère sur ses collègues du collège de Troyes, dont parle M. Morinet à propos de Danton : « Danton est élève de ce collège de Troyes où les Oratoriens, plus encore que dans les autres collèges, montrent tant de hardiesse philosophique ou du moins tant d'indépendance d'esprit. »

Si la compagnie choisit pour 1772 l'éloge de Bossuet, le grand Bourguignon, c'est pour répondre à l'éloge de Fénelon couronné l'année précédente par l'Académie française. A Saumaise, un très bel érudit de la province, des louanges devaient être réservées. Vauban, un autre Bourguignon célèbre, avait droit à l'admiration reconnaissante de ses compatriotes. Le lauréat du concours pour l'éloge de Vauban fut Lazare Carnot, le futur « Organisateur de la victoire ». Il parla de la *Dîme royale*, des *Oisivetés*, où la profonde misère du paysan, de cet homme le plus utile au royaume, était étalée, où la nécessité de larges réformes était affirmée. L'ouvrage de Carnot commence ainsi : « Au seul nom de Vauban le patriotisme s'éveille, l'âme s'élève à de nobles pensées, le cœur sensible éprouve à la fois la vive impulsion qui porte à l'héroïsme et la douce émotion qui ramène à l'humanité. Tel est le charme attaché à la mémoire des bienfaiteurs de la patrie. » Patriotisme, nobles pensées, cœur sensible, héroïsme, douce émotion, humanité, tous ces mots résonnent longuement sur la France de la seconde moitié du XVIII^e siècle. « M. Vallier publie dans le *Mercure* en 1759, un poème, *le Citoyen*. Colardeau écrit un poème sur *le Patriotisme*... L'Académie (française) met au concours et l'on écrit, en dehors d'elle, l'éloge des grands hommes citoyens et patriotes : Michel de l'Hospital, Bayard, Colbert. Le prodigieux succès du *Siège de Calais* de du Belloy met à la mode les tragédies et drames patriotiques. Il y a au moins, après 1770, six pièces sur Bayard et une trentaine de pièces qui se proposent avant tout de célébrer des vertus patriotiques. On baptise un navire *le Citoyen*. On projette de faire offrir par des citoyennes françaises une « escadre des citoyennes ». A Lyon, on lit à l'Académie, de 1750 à 1770, des discours sur l'esprit social, l'esprit de sociabilité, le patriotisme. Des discours officiels prennent pour thème l'amour du bien public, la patrie, le véritable citoyen. Enfin, M. Metal imagine, fait dessiner par Cochin et dédie « aux vrais patriotes » « la Philopatrie, personnage iconologique représentant l'amour de la patrie » (1). La morale

(1) V. D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, pp. 146, 147, 148, 301, 151, 300, 138, 143, 149, 150, 178, 182, 110, 260, 125, 415, 264. — L. Pingaud, *Académie de Besançon*. — J. de Gères, *Académie de Bordeaux*. — L.-T. Dassy, *Académie de Marseille*.

sociale et patriotique trouvait en Vauban, homme de guerre et auteur de la *Dîme royale* et des *Oisivetés*, un exemple magnifique pour faire naître de « nobles pensées » et apporter aux « cœurs sensibles » une « douce émotion ». Devant un tel sujet, le sévère et froid Carnot dut s'enthousiasmer.

CHAPITRE II

LES COURS PUBLICS

Les cours publics contribuèrent presque aussi puissamment que les prix à affirmer l'autorité de l'Académie.

Dès 1760, le secrétaire en chef des Etats de Bourgogne Varenne de Béost, membre honoraire de l'Académie, avait créé un jardin botanique et élevé des serres. Mais Varenne de Béost ayant dû quitter la Bourgogne à la suite d'une affaire de dettes qui le mena à la prison St-Lazare — il fut alors chassé de l'Académie — son installation disparut (1).

Le 18 mai 1767 (2), Gelot avait proposé « des moyens capables de rendre la Bourgogne florissante en mettant à profit les heureuses dispositions de la jeunesse et développant ses talents ». L'éducation de la plupart des jeunes gens se borne aux matières étudiées dans les collèges ou dans quelques écoles dont les leçons ont encore un champ plus limité. L'instruction qu'on y reçoit ne fait que préparer l'esprit à des connaissances qui seules peuvent rendre la jeunesse utile à la patrie. Il conviendrait, assurait Gelot, que « des professeurs établis pour enseigner les sciences et les arts tant utiles qu'agréables continuassent ce que les collèges auraient commencé dans les uns, et fissent éclore dans les autres des talents dont la médiocrité de leur fortune aurait privé l'Etat ». Il serait donc très utile de créer à Dijon sept cours : « un de physique, relative à l'agriculture, un d'architecture, un d'anatomie et de médecine pratique, un de géométrie pratique et de mécanique, un de dessin et de peinture, un de médecine vétérinaire, un qui enseignerait la composition de la musique. » On ne s'en tiendrait pas seulement à l'enseignement ; il faudra encore « exciter une émula-

(1) Sur Varenne de Béost, qui était entré à l'Académie le 1^{er} février 1760 en qualité d'honoraire (cf. Milsand, p. 412), v. Girault, *Lettres inédites...*, pp. 129 à 131.

(2) Reg. acad., t. IV.

tion générale en présentant chaque année de nouveaux honneurs, de nouvelles récompenses à ceux qui profiteront des efforts que la patrie fera en leur faveur ; en un mot, qu'on distribue des prix aux élèves des différents professeurs, prix proportionnés pour le nombre et pour la valeur à la quantité des concurrents qu'on peut supposer et à l'importance des objets de leurs études ». Gelot était entré dans les plus grands détails : ce sont les Elus qui distribueraient les prix dont la province fournirait la somme ; les appointements de chaque professeur seraient fixés à mille livres ; les prix s'élèveraient à cinq mille quatre cent cinquante livres et les frais de bureau à deux mille trois cents. La province n'aurait donc à déboursier chaque année que quatorze mille sept cent cinquante livres, « dépense peu considérable eu égard aux bons effets qu'elle produirait ».

La compagnie recevait, le 5 août 1779 (1), d'un anonyme un mémoire relatif à l'établissement d'une école gratuite de commerce à Dijon. Elle s'empressait d'étudier ce travail, et, dès le 12 août, assurait qu'un semblable établissement serait fort utile et procurerait de réels avantages même dans les pays où le commerce est le plus florissant. La plupart des personnes qui s'y destinent, disait le correspondant à l'Académie, n'ont d'autre moyen pour en apprendre les règles, en connaître les différentes branches et en saisir les détails qu'une sorte de routine qu'elles n'acquièrent que par un long séjour dans différentes maisons de commerce où il est rare qu'on leur révèle le secret des opérations et des correspondances. Ces difficultés, qui existent partout, sont plus grandes encore à Dijon. Le commerce y est presque nul, parce que, entre beaucoup d'autres causes, il est impossible de s'y instruire de ce qui peut contribuer à former un négociant. « Parmi ceux que certains préjugés sur le commerce (qui ont tant d'empire en cette ville) ne sont pas capables d'aveugler sur ses avantages, les uns sont obligés de s'expatrier pour aller s'instruire chez les négociants étrangers : les autres, retenus par la médiocrité de leur fortune, sont contraints à y renoncer. » La création d'une école gratuite serait donc de la plus haute importance. Beaucoup de jeunes gens

(1) Reg. acad., t. X.

prendraient goût au commerce, s'instruiraient de notre législation sur cette matière, « de ce qui est relatif ou peut le devenir à notre commerce local connu de très peu de personnes, à celui des productions des autres parties du royaume et de celles des pays étrangers, qui est infiniment borné à Dijon et même dans toute la Bourgogne ». Non seulement les autochtones, mais encore des gens d'autres provinces suivraient les cours de l'école. On apprendrait « les lois prescrites sur les livres des banquiers, des fabricants et des négociants, sur la formation des sociétés ordinaires ou en commandite, sur les billets et sur les lettres de change, sur l'ordre et l'exactitude qui doivent régner dans toutes les opérations des commerçants en gros et en détail ». L'Académie jugea que le projet était « digne d'estime, d'éloge et d'encouragement ». Elle « applaudit aux vues de l'auteur » et arrête « qu'en toute occasion elle manifesterait le désir qu'elle a de voir former cet établissement et que le secrétaire délivrerait à l'auteur un extrait de la délibération ».

Si la fondation Pouffier ne put que former des vœux pour la réalisation des desseins conçus par Gelot et le correspondant anonyme, elle mena à bien trois belles entreprises, qui sont les cours publics de botanique, de chimie et de médecine. L'utilité et l'importance de ces enseignements furent bientôt reconnus, et l'influence de l'Académie, grâce à eux, devint encore plus grande. Le 26 octobre 1782, la Chambre de police de Dijon, sur les réquisitions du syndic, ordonnait aux aspirants à la maîtrise d'apothicaire de « justifier d'un certificat de fréquentation des cours de chimie et de botanique » et les informait qu'ils devront « répondre aux questions qui leur seront faites lors de leur examen public par les professeurs de chimie et de botanique » (1). Le 29 décembre 1783, les Elus de Bourgogne s'engageaient à donner annuellement quatre mille livres pour les cours publics (2), et s'ils décidaient la suppression du cours d'astronomie, ils laissaient à l'Académie les instruments qui avaient coûté quinze mille livres, payées par eux, de sorte que

(1) V. séance du 14 novembre 1782, Reg. acad., t. XII. A. Baudot, dans la *Pharmacie en Bourgogne*, a publié en entier, pp. 511 et 512, la délibération du 26 octobre 1782.

(2) V. séance du 8 janvier 1784, Reg. acad., t. XIII.

l'abbé Bertrand put continuer, mais sans plus recevoir de traitement, les observations astronomiques et les cours (1).

I. — Le cours de botanique

Maret annonçait dans la séance du 13 juillet 1770 (2) que Legouz de Gerland, pour faciliter l'étude de la botanique, avait décidé de construire sur un terrain d'environ 9.000 mètres, acheté à cet effet, des salles, des serres et de créer un jardin des plantes ; qu'il priait l'Académie de diriger l'établissement et d'agréer la donation qu'il désirait lui en faire. La société accepta et le 10 août prenait connaissance de l'acte qui lui donnait la pleine propriété du beau cadeau offert par Legouz. Le 13 novembre 1772 (3), Legouz annonce qu'il vient d'obtenir les lettres patentes l'autorisant à donner à la compagnie le jardin botanique. Le 15 janvier 1773 (4), on lit une lettre de Buffon disant qu'il sera « enchanté de contribuer en quelque chose à la population du jardin des plantes », et demandant une liste de ce qui manque. Un règlement est établi. Les articles douze et seize notent que le professeur du cours de botanique sera toujours choisi dans le collège de médecine de Dijon ; qu'il fera chaque année des leçons pendant six semaines où il expliquera les plantes du jardin et qu'il entreprendra six herborisations à la campagne. L'article dix-sept indique que le cours sera public et gratuit.

Le médecin Durande, qui allait être nommé professeur de botanique au mois de juin suivant (5), lisait à la séance du 12 mars 1773 (6) un mémoire sur la botanique. C'est à cette science, disait-il, que l'on doit la connaissance d'un grand nombre de plantes employées comme aliments et comme remèdes. Le règne végétal, continuait-il, doit être regardé comme intermédiaire entre le règne animal et le règne minéral. Il exposait ensuite les systèmes

(1) V. séances des 5 et 12 août 1784, Reg. acad., t. XIV.

(2) Reg. acad., t. V.

(3) Reg. acad., t. VI. Sur l'établissement du jardin, v. aussi l'Introduction aux *Mémoires de l'Acad.*, t. II, et l'Avertissement aux *Notions élémentaires de botanique*, par Durande ; Dijon, Frantin, 1781. Bibl. de D., n° 10.695. Particulièrement, pp. 9, 10 et 11.

(4) *Ibid.*

(5) A. Baudot, la *Pharmacie en Bourgogne*, p. 482, note 5.

(6) Reg. acad., t. VI.

de Tournefort, de Linné et d'Adanson, et donnait les raisons qui l'avaient décidé à adopter le premier.

Le 20 juin 1773, dans une séance publique « tenue dans le salon du jardin des plantes », l'Académie ouvrait solennellement le premier cours de botanique (1). Maret, Legouz et Durande prirent tour à tour la parole (2). Le secrétaire perpétuel commença ainsi : « Les établissements capables de dissiper l'ignorance, source de tous les maux, sont dignes de la plus grande faveur. Ils sont surtout bien précieux à l'humanité lorsque l'art de guérir en est l'objet. On en voit beaucoup de cette espèce en France, et cet art est enseigné avec le plus grand succès à Paris, à Montpellier, à Rouen... La plupart des académies formées dans les différentes provinces concourent encore à en accélérer les progrès... Mais, malgré le nombre des écoles consacrées à son enseignement, et malgré les efforts des académies, il s'en faut beaucoup que les occasions de s'instruire soient aussi multipliées qu'elles devraient l'être pour l'intérêt de la société... » (3). Il faut « former, au moins dans les capitales de toutes les provinces, des établissements destinés à instruire gratuitement ceux qui veulent se livrer à la pratique des différentes parties de la médecine, établissements dans lesquels on donnerait des leçons sur l'anatomie, l'histoire des maladies, les accouchements, les opérations chirurgicales, la chimie, la pharmacie, la matière médicale et la botanique » (4). Le don de Legouz est un très grand bienfait ; cette fondation « devient un heureux présage pour l'établissement d'une école complète de chirurgie ». Si la compagnie « ouvre aujourd'hui un cours de botanique, dont elle a confié les leçons à M. Durande, que n'a-t-on pas lieu d'attendre du zèle de ses autres membres ? » (5). Maret indique que « l'Académie est décidée à faire faire des cours publics de chimie et de matière médicale dès qu'elle aura un logement qui lui offrira les

(1) *Ibid.*

(2) Ces trois discours furent imprimés dans l'opuscule intitulé : « Séance publique tenue le 20 juin 1773 dans le salon du jardin des plantes par l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, avec MM. les députés du collège de médecine pour l'ouverture du premier cours de botanique ». A Dijon, chez Causse, 1773, 54 pages.

(3) *Op. cit.*, pp. 5 et 6.

(4) P. 8.

(5) P. 9.

commodités nécessaires. Un académicien très versé dans la chimie (Guyton de Morveau) se chargera du premier », et il fera celui de matière médicale (1). Le jardin sera d'une immense utilité, car « les médecins se sont toujours plaints et se plaignent souvent encore de ne pouvoir employer les plantes, même indigènes, dont ils ont besoin. Souvent ils ont le chagrin de voir qu'on trompe les malades et que l'on contrarie leurs vues et leurs projets en donnant une plante pour une autre... La cause... cessera par l'établissement du jardin des plantes. Les apothicaires, trop peu protégés en cette ville, n'ayant eu jusqu'à présent aucun moyen d'entretenir et de perfectionner leurs connaissances en botanique, et étant trop incertains du débit de leurs drogues pour conserver beaucoup de plantes qu'il faut renouveler chaque année, n'en ramassent que très peu et se chargent à peine des plus usuelles. Cette partie de la pharmacie est entre les mains de femmes ignorantes ou dont les connaissances sont si bornées qu'elles font tous les jours les plus dangereuses équivoques. Le jardinier de l'Académie, instruit par M. Durande et surveillé par le directeur du jardin, ramassera avec soin toutes les plantes usuelles, et l'on pourra recourir à lui avec confiance pour se les procurer » (2). A peine le jardin venait-il d'être créé que des plantes parvenaient de Chelsea, de Montpellier, de Rouen. « M. de Buffon, notre illustre compatriote, l'a également enrichi de plantes rares, élevées dans le jardin du roi à Paris. » Tous s'y intéresseront, car l'agréable s'y joindra à l'utile, et « on se fera même un plaisir d'en communiquer des graines et des plants à ceux qui pourront les mettre à profit » (3).

C'étaient la justice et la reconnaissance qui avaient tracé ces vers sur le socle du monument portant le buste de Legouz :

Contre les maux qui menacent ta vie,
Toi qui viens chercher des secours,
Vois, sous ces traits, le bienfaisant génie
Qui veille au salut de tes jours (4).

(1) Note, p. 12.

(2) Pp. 13 et 14.

(3) P. 15.

(4) P. 16.

Legouz parla brièvement. Il dit entre autres choses : « L'Académie toujours empressée à saisir les objets qui peuvent favoriser les progrès des sciences et illustrer cette ville, en a pris la direction (du jardin) » (1).

Durande montra l'utilité de la botanique. « Les plantes sont très propres à remédier aux maux qui dérangent l'économie animale. La plupart des botanistes ayant été médecins, se sont attachés à faire reconnaître en elles des propriétés qu'on détaillera successivement dans le cours des démonstrations » (2). Après avoir exprimé la gratitude de l'Académie pour ceux qui lui ont envoyé des dons, Durande terminait en disant : « Je dicterai tous les jours à six heures du soir un extrait de la méthode de Tournefort afin de mettre tout le monde en état de profiter de ce cours, même sans livres, et je ferai ensuite les démonstrations. Le jardin... présentera les plantes dans un ordre méthodique ; mais comme il n'est pas moins essentiel de les voir éparses, et telles que la nature s'est plu à les répandre sur la surface du globe, nous ferons tous les jeudis une herborisation en parcourant les environs de cette ville... » (3).

Chaque année, le professeur de botanique — qui fut Durande père jusqu'à 1788 et Durande fils jusqu'à 1793 — dissertait lors de la première leçon. Le 29 mai 1774 (4), devant un public « dont le concours était fort grand », écrit Maret, le professeur comparait la rapidité des progrès de l'établissement dijonnais à la lenteur avec laquelle s'est formé le jardin du roi à Paris qui, « commencé en 1626 par M. Delabrosse ne fut qu'en 1640 en état de permettre à Vespasien Robin d'y faire des démonstrations ». Il en a été de même pour le « jardin de Stockholm qui fait aujourd'hui sous la direction de M. Linné un objet non moins précieux par la rareté que par le nombre des plantes dont il est enrichi, mais dans lequel Rudebek, son fondateur, ne put avoir des élèves qu'après plusieurs années ». La botanique est une science admirable, et Durande « la montre comme élevant l'âme et la conduisant à l'adoration du créateur par la richesse

(1) P. 24.

(2) P. 39.

(3) P. 49.

(4) V. séance du 4 juin, Reg. acad., t. VII.

et la beauté du spectacle qu'elle offre partout à celui qui la cultive ».

À la séance de rentrée, le 17 novembre 1774 (1), Guyton de Morveau dit : « ...Une serre magnifique s'élève dans notre jardin par les soins d'un bienfaiteur qu'il ne nous est pas encore permis de nommer. » Une note de Maret explique : « On a su que c'était M. le Président de Ruffey, mais il a persisté à garder l'anonyme. »

Le 18 mai 1775 (2), Durande recevait le prince de Condé au jardin et lui adressait ce discours : « La botanique doit en France toute sa célébrité à l'illustre sang des Bourbons. Gaston d'Orléans la protégea, l'introduisit dans ce royaume ; Louis XIV augmenta les connaissances des botanistes en ordonnant des voyages dans les contrées les plus reculées ; Louis XV, embellissant ses jardins de Trianon de plantes les plus rares, a fait faire à la botanique des progrès qu'on eût à peine osé espérer. S. A. S., par l'accueil dont elle daigne aujourd'hui honorer cet établissement, inspirera sans doute pour jamais aux habitants de cette province le goût d'une des parties les plus intéressantes de l'histoire naturelle. »

Le 28 avril 1776 (3), Durande parlait de « l'efficacité des procédés chimiques pour découvrir les propriétés des végétaux » et, à l'appui de ses raisonnements, analysait le bouillon blanc à petites fleurs.

Durande fit part à l'Académie dans la séance du 13 juin 1782 (4) du discours qu'il allait prononcer le lundi 17, à l'ouverture des leçons. Il comparait la plante et l'animal. « L'irritabilité, disait-il, qui perpétue le mouvement dans les animaux se manifeste dans les plantes. » Il affirmait que « le mouvement vital est pareillement remarquable dans les plantes », que « l'air et la lumière sont nécessaires à la subsistance des êtres de ces deux règnes », que « le soleil a les mêmes influences sur les plantes et les êtres animés ». Quand l'automne est arrivé, on observe que la circulation s'arrête dans les plantes et aussi qu'elle se ralentit dans de nombreux animaux pour reprendre ici et là au retour du printemps. « Chaque espèce d'animal a

(1) Reg. acad., t. VII.

(2) V. séance du 24 mai 1775, Reg. acad., t. VIII.

(3) Reg. acad., t. VIII.

(4) Reg. acad., t. XII.

des aliments qui lui sont destinés par la nature ; si ces nourritures lui manquent, il périt ; la plante a pareillement besoin d'un sol, d'un air, d'un climat qui lui conviennent. » Enfin, « les plantes sont subordonnées avec les animaux aux mêmes causes d'accroissement, de santé, de vie, de défaillance, de maladie et de mort ». Il ne faut pas par conséquent s'étonner « que cette analogie ait déterminé des médecins à chercher dans le règne végétal des remèdes aux maux qui nous obsèdent, qu'ils se soient livrés à l'étude des plantes... Mais cette partie intéressante de l'histoire naturelle fixa de plus l'attention des personnes les plus instruites de tous les temps, de tous les âges, et de tous les états ».

La botanique a fait de très grands progrès, dira le professeur dans son discours du 20 juin 1785 (1). Sa nomenclature s'est abrégée en rejetant « ces mots vagues et sans signification qui annonçaient qu'elle était encore au berceau. Elle n'a conservé que les termes qui sont indispensables dans toute étude établie pour un grand nombre d'objets ; elle en offre des définitions exactes, nous présente des tableaux clairs et précis ; elle nous fait connaître aisément les différentes parties des végétaux ; elle nous met en état d'évaluer leurs caractères ; elle est donc une science ; elle mérite toute notre attention ».

Guyton de Morveau, directeur des cours publics, exposa dans un mémoire lu à la séance du 3 janvier 1788 (2) et qui devait être présenté aux Elus généraux, la manière dont les cours furent poursuivis pendant l'année 1787. Parlant du cours de botanique, Guyton de Morveau indiqua qu'il commença au mois de juin, « temps où les végétaux, la plupart en fleurs, peuvent être démontrés avec plus d'avantages » ; que Durande l'ouvrit le lundi 11 par un discours « sur les agréments et l'utilité que nous offre l'étude des plantes ». Le cours, continuait Guyton de Morveau, « a été suivi exactement par de jeunes ecclésiastiques qui, destinés à habiter la campagne, y porteront des connaissances utiles, propres à soulager leurs paroissiens et à calmer leur ennui ; par de jeunes chirurgiens qui ne seront plus réduits à fatiguer sans cesse les culti-

(1) Ms. arch. acad.

(2) Reg. acad., t. XVI.

vateurs malades par des purgatifs violents et étrangers, mais qui souvent trouveront dans les environs de leurs villages des remèdes doux et efficaces que la nature avait pris soin d'y faire naître ; par de jeunes apothicaires qui, faute de distinguer avec exactitude les plantes utiles, auraient pu par la suite commettre les erreurs les plus dangereuses ; enfin, par des amateurs qui sont faits pour répandre le goût de la science ».

Le 16 juin 1792 (1), Durande fils ouvrait le cours de botanique en disant la nécessité de l'étude de cette science « pour hâter et assurer les progrès de l'art agricole », car l'agriculture est extrêmement utile : elle fut « la première richesse des peuples libres ; toute autre est illusoire et fictive ; toute autre énerve, dégrade, corrompt l'homme et par degrés le conduit au despotisme. Plus que jamais il importe donc de régénérer, de vivifier l'agriculture, et si nos ennemis portent tout notre or chez les puissances étrangères, du moins il nous restera la terre pour subsister, et ses entrailles nous fourniront du fer pour nous défendre ». On ne saurait trop étudier la botanique, dont beaucoup de personnes tirent d'immenses ressources. « Le philosophe même trouvera dans la culture de cette science cette paix de l'âme, ce calme des passions rarement compatibles avec le monde et ses plaisirs. Tous les êtres variés dont s'embellit le tableau de la nature ont un langage pour le naturaliste. Loin des hommes et de la calomnie, son âme s'élève et s'agrandit en contemplant la nature... »

II. — Le cours de chimie

Guyton de Morveau lut à la séance du 17 novembre 1774 (2) un *Mémoire sur l'utilité d'un cours public de chimie dans la ville de Dijon ; les avantages qui en résulteraient pour la province entière et les moyens de procurer à peu de frais cet établissement*. Il faut, disait Guyton de Morveau, « cultiver une science dont l'étude lui (à l'Académie) a été principalement recommandée (art. 9 des lettres patentes du mois de juin 1740) ». La compagnie doit être

(1) V. séance du 21 juin 1792, Reg. acad., t. XV.

(2) Reg. acad., t. VII. Le mémoire parut à Dijon, chez Frantin, en 1775. Il compte 19 pages. Bibl. de D., n° 25.617.

« disposée... à ouvrir ce laboratoire à tous ceux qui voudront s'instruire, à y donner tous les ans un cours public gratuit, à prendre enfin tous les engagements qui pourront assurer l'influence de cet établissement pour les progrès des arts ». La chimie « n'est plus cette science occulte, justement méprisée par les vrais physiciens, dont les règles, écrites en style hiéroglyphique, ne servaient qu'à entretenir la crédulité de ceux qui cherchaient la pierre philosophale ou la médecine universelle; elle a abandonné ces chimères à quelques insensés, dont l'orgueilleuse ignorance se pare encore du titre d'alchimistes. Au lieu d'acquérir des secrets, elle a publié des vérités utiles, elle a recueilli des principes clairs et féconds; elle en a établi les preuves sur l'expérience et l'observation, et dès lors elle est devenue une partie des plus curieuses et des plus importantes de la philosophie naturelle... » D'immenses avantages doivent résulter de son enseignement : 1. Le premier et le plus général est de répandre les connaissances qui lui appartiennent. « La chimie est de toutes les parties de la physique celle qui est le plus à notre portée, celle dont l'application est la plus familière dans l'usage de la vie, dont les éléments sont le plus nécessaires pour jouir des richesses de la nature, apprécier les chefs-d'œuvre des arts et se rendre compte de toutes les inventions de l'industrie, de tous les détails de l'économie. » — 2. L'enseignement de la chimie guérira les alchimistes. « Il n'y a pas de remède plus efficace que l'instruction publique », et cette sorte de folie qu'est l'alchimie « n'a de principe que l'ignorance ». — 3. Son enseignement est indispensable aux médecins et aux apothicaires. — 4. Indispensable particulièrement dans les campagnes : « C'est pour cette partie de l'Etat, la plus nombreuse, la plus nécessaire, la plus indigente qui, à tant de titres, est toujours sûre de fixer l'attention paternelle de l'administration, et qui vient d'en recevoir cette année une nouvelle preuve dans l'établissement d'un cours d'accouchement pour les sages-femmes. » Il faut que les chirurgiens de campagne connaissent la chimie et la botanique. Ces sciences doivent être enseignées gratuitement dans les capitales des provinces. Il conviendrait d'ajouter au cours de chimie quelques leçons de matière médicale. — 5. Depuis la

fameuse thèse soutenue à Upsal en 1761 par le comte de Gyllembourg, sous la présidence du savant Wallérius, il est évident que « la chimie seule peut fonder la théorie de l'agriculture ». (Note de Guyton de Morveau : « Cet ouvrage (de Gyllembourg) a d'abord paru en latin; il est bientôt devenu le livre classique de toutes les sociétés agronomiques ; on vient d'en donner une traduction française. ») « Aussi avons-nous vu peu d'années après une académie célèbre (c'est l'Académie de Bordeaux ; V. *Mercur de France*, Novembre 1769) inviter la chimie à étendre les bienfaits de son art sur cette partie si intéressante pour l'humanité... » — 6. De l'enseignement de la chimie, la peinture tirera de grands avantages : « ... L'histoire des peintres qui ont excellé par le coloris nous apprend que la plupart préparaient eux-mêmes leurs couleurs ; faut-il s'étonner du degré de perfection qu'ils ont acquis ? Si les peintres français n'ont pas encore dérobé aux Hollandais le secret de ce blanc qui résiste aux vapeurs phlogistiques, c'est qu'ils ont trop négligé cette partie. » — 7 et 8. Les arts mécaniques et la métallurgie profiteront beaucoup aussi de la connaissance de la chimie. L'Académie doit donc faire un « Cours de chimie expérimentale, raisonnée et appliquée aux arts ». Elle doit posséder son laboratoire où l'on trouvera « dans tous les temps, et de la meilleure qualité, une infinité de remèdes qu'on demande en vain à nos apothicaires soit parce que le débit n'en serait pas assez journalier pour les indemniser des grosses avances, soit parce que leur préparation difficile et recherchée exige un appareil d'instruments, des aisances, peut-être même une pratique qui leur manque, dont on est en conséquence forcé de se passer, ou, ce qui est presque égal, qu'il faut attendre de Paris au risque de perdre le moment d'en faire un usage avantageux... » Si des épidémies se déclaraient dans la province, le laboratoire « deviendrait une pharmacie où l'on s'empresserait de préparer les remèdes les plus usuels pour les fournir gratuitement aux indigents ». Si des disettes survenaient, « on y emploierait au soulagement des pauvres la marmite de Papin, cette machine qui, des matières les plus inutiles, crée pour ainsi dire la nourriture la plus saine, la plus substantielle par le secours

du feu et dont on ne fait si peu d'usage que parce qu'il est rare de trouver des gens en état d'en conduire l'opération sans danger ». Le propriétaire avisé, l'artiste, « l'entrepreneur de manufacture » pourraient y venir « chercher des lumières pour suivre leurs projets, éprouver leurs matériaux, apprécier leurs spéculations, essayer leurs découvertes... »

Aussitôt que Guyton de Morveau eut fini de lire, l'Académie choisit quatre de ses membres pour aller présenter le mémoire aux Elus et « les supplier d'en prendre les objets en considération ».

Un an après, la compagnie n'avait point encore reçu de réponse. Le 16 novembre 1775 (1), comme les Elus tenaient leur assemblée, Guyton de Morveau fait décider que deux académiciens iront les voir, et qu'on écrirait immédiatement au prince de Condé et au contrôleur général pour qu'ils appuient la demande de la société. Le 14 décembre, Roullin annonçait que le prince, « très empressé à seconder les projets de l'Académie, a écrit à MM. les Elus la lettre la plus pressante pour les engager à avoir égard à la requête qui a pour objet le cours de chimie ». Le 11 janvier 1776, Guyton de Morveau apprenait à la compagnie que par délibération du vendredi 5 janvier, les Elus avaient accordé une somme de 1.800 livres par an, portée peu après à 3.000 livres, pour l'établissement du cours de chimie (2). On se mit immédiatement à l'œuvre. Il fut arrêté que le cours aurait lieu tous les ans, qu'on l'annoncerait « au moins un mois auparavant par des affiches tant à Dijon que dans les principales villes de la province » ; que trois séances, au minimum, lui seraient consacrées chaque semaine « afin que les personnes domiciliées dans l'étendue de la province qui désireraient en profiter n'en fussent empêchées par la longueur du séjour qu'elles seraient forcées de faire dans la capitale » (3); qu'aussitôt avant ou après le cours, on expliquerait les remèdes les plus usuels « pour

(1) Reg. acad., t. VIII.

(2) Dans une lettre lue à la séance du 21 février 1776, le contrôleur général — c'était Turgot — se déclarait prêt à intervenir. Il ignorait encore la décision favorable des Elus.

(3) Le cours de chimie eut lieu les lundi, mercredi et vendredi, à 4 heures.

que ceux qui se proposent d'exercer dans les campagnes toutes les parties de l'art de guérir puissent sans sortir de la province compléter le système des connaissances qui doivent les mettre à l'abri des méprises les plus funestes et malheureusement trop fréquentes » ; que le laboratoire, enfin, serait toujours prêt pour poursuivre des expériences et « procéder aux examens, analyses, vérifications et essais que MM. les Elus jugeraient à propos de lui renvoyer, auxquels elle s'empressera de répondre à leur confiance par son exactitude et son application, ainsi que sur tous les objets qui étant de son ressort pourraient intéresser l'administration ».

Dès le 21 mars (1), Guyton de Morveau annonçait à la compagnie que l'agencement du laboratoire ne tarderait pas à être fini et que le cours de chimie, dont il se chargeait, commencerait le 28 avril (2). On fut exact. Guyton de Morveau prononça un discours où il dit que les espérances du fondateur se trouvaient réalisées. Certes, « M. Pouffier n'est pas le seul qui ait songé à faire servir les académies à l'enseignement des sciences utiles. Le célèbre abbé de Saint-Pierre en a tracé le projet dans cet ouvrage auquel la difficulté de réaliser le bien a fait donner le nom de rêve patriotique ». Il ne faut point s'égarer dans le pays des chimères. La chimie ne retombera plus dans les erreurs dont elle a pâti. « Elle a soumis ses dogmes à l'expérience, abandonné ses traditions superstitieuses, concilié ses principes avec ceux de la physique générale. C'est depuis qu'elle promet moins qu'elle tient beaucoup plus, et nous dirons de bonne foi en ouvrant ce cours que notre plus douce espérance est que ceux qui recevront ici les premières notions de cette science, pourront un jour étendre nos vues et remplacer nos conjectures par des découvertes. »

Le plan suivi par le professeur était celui-ci : « les premières séances... seront consacrées à la définition de la chimie, à l'explication de la langue propre aux chimistes, à la démonstration des instruments destinés aux expériences..., et, après avoir mis sous vos yeux les types de toutes les substances dont nous nous proposons de

(1) Reg. acad., t. VIII.

(2) Sur cette séance, v. *Affiches de Bourgogne*, n° 19, 7 mai 1776, pp. 74-76 ; n° 20, 14 mai 1776, pp. 79-80.

vous faire connaître la nature, l'essence intime, nous vous initierons aux mystères de l'art par l'exposition des procédés analytiques et synthétiques capables de vous donner une juste idée des moyens à employer pour arracher à la nature ses secrets les plus cachés et pour contribuer à accélérer la perfection des sciences et des arts » (1). Le travail des auditeurs était rendu plus facile et plus fructueux grâce aux *Eléments de chimie moderne, théorique et pratique, rédigés dans un nouvel ordre d'après les découvertes modernes pour servir aux cours publics de l'Académie de Dijon*, publiés en 1777-1778 (2).

En 1782, les cours commencèrent le 13 février. A la séance du 14 (3), Maret lisait le discours qu'il avait prononcé la veille. Il commençait en disant : « Nous avons vu sans étonnement dans nos premiers cours l'affluence des auditeurs passer nos espérances. L'attrait de la nouveauté devait naturellement diriger vers notre laboratoire les pas de tous ceux qui ont la facilité de disposer à leur gré de leur temps. Mais cette affluence s'est soutenue dans les cours qui les ont suivis. Elle n'avait donc pas pour cause une curiosité frivole. »

Chaque année, à la réouverture ou à la clôture des cours, Guyton de Morveau et Maret remerciaient les Elus de leur bienveillance et de leur générosité. Ils montraient l'utilité de la science et ses progrès incessants. En 1786, Guyton de Morveau s'exprimait ainsi : « Les sciences n'ont été pendant plusieurs siècles que des traditions mystérieuses ; le dépôt en était réservé à quelques hommes jaloux de former une classe privilégiée, et, semblables aux prêtres des idoles, ils ne communiquaient avec leurs concitoyens, ils ne les admettaient dans l'intérieur du temple que pour leur faire entendre des oracles imposteurs, préparés avec art pour en imposer à des peuples stupides... » La race de ces hommes n'est pas éteinte et se prolongera encore, mais elle ne cesse de s'affaiblir. On peut assurer qu'en ce XVIII^e siècle « le savant ne

(1) Ms. arch. acad. Projet de la main de Maret. Il porte la date du 28 février 1781, qui est celle de l'ouverture du cours.

(2) Le ms. 1262, Bibl. de D., contient la « Table alphabétique des matières contenues dans les trois volumes de chimie pour servir aux cours de l'Académie de Dijon ». Cette Table est suivie de quelques observations minéralogiques. Le ms. compte 206 pages.

(3) Reg. acad., t. XII.

s'enorgueillit plus des vérités qu'il cache, mais de celles qu'il répand, comme la richesse générale n'est pas dans le trésor enfoui par des mains avares, mais dans le numéraire qui est en circulation ; il se croit débiteur envers la société entière du moindre fruit de ses recherches ; à ces laboratoires où des adeptes enfermés renonçaient à la lumière du jour pour dérober au jour les prétentions extravagantes de leur cabale, ont succédé des laboratoires publics où les feux sont attisés par l'amour ardent de la vérité au lieu de la basse cupidité de l'or, où tous les citoyens sont appelés pour prendre part aux merveilles que la nature y opère avec les instruments que l'art lui fournit » (1).

Dans notre étude sur le cours de botanique, nous avons parlé du long mémoire rédigé par Guyton de Morveau pour exposer aux Elus et à l'Académie la manière dont les cours avaient été faits en 1787 et qui fut lu à la séance du 3 janvier 1788. En ce qui concerne le cours de chimie, Guyton de Morveau indiquait que soixante-dix personnes y vinrent et que quarante environ le suivirent assidûment.

Le 12 avril 1790, pour la quinzième fois, Guyton de Morveau ouvrait les cours de l'Académie. Il avait inlassablement, disait-il, affirmé que la science demandait de se dévouer pour elle. Mais maintenant, « d'autres temps, d'autres circonstances, et déjà d'autres mœurs (si le court espace de quelques mois me permet cette expression)... le commandent bien plus impérieusement. Ce ne sont pas seulement quelques hommes élevés au-dessus des habitudes du vulgaire par de longues méditations, c'est la nation elle-même qui, avertie par un intérêt pressant, forte du courage du désespoir, éclairée par l'expérience du siècle, vient de s'élever tout à coup au-dessus des illusions qui la berçaient dans le sommeil de la servitude, qui vient de mettre la vérité à la place de l'erreur, de ravir aux préjugés leur empire pour le rendre tout entier à la raison ». Tout au long de son discours, l'orateur montrait la grandeur de la science, la nécessité de lui rendre un fervent et continuel hommage. Il terminait ainsi : « Dans un moment où notre roi s'honore du titre

(1) Ms. arch. acad. Les cours, en 1786, s'étaient ouverts le 13 février.

de restaurateur de la liberté, où ce mot devient le cri de ralliement de tous les Français, j'oserai vous présenter un motif plus pressant, vous faire, si je puis le dire, un besoin de la culture des sciences ; elle entre essentiellement dans les habitudes d'un peuple libre. Voulez-vous un garant non suspect de cette importante vérité ? L'illustre Washington disait au congrès assemblé au mois de janvier dernier : « Dans tous les pays, les sciences sont les bases les plus solides de la félicité publique ; elles contribuent par des voies différentes à la sûreté d'une constitution libre » (1). Je vous laisse à l'impression des paroles de ce grand homme, tout ce que je pourrais ajouter ne servirait qu'à l'affaiblir » (2).

III. — Le cours de matière médicale

A l'ouverture du cours de matière médicale qui se fit le 28 avril 1776, le même jour que celui de chimie, le professeur, Maret, montra l'utilité de la chimie relativement à la médecine. « N'exigeons pas de cette science (la chimie) qu'elle nous révèle les mystères peut-être impénétrables des fonctions diverses de nos organes. Convenons avec M. Bordeu que ne pouvant opérer que sur des substances mortes, la chimie ne peut que faiblement favoriser l'explication des mouvements d'un corps animé, mais reconnaissons qu'elle a rendu la marche des praticiens plus sûre, leur pratique plus heureuse » (3).

En 1781, Maret répétait que la chimie et la médecine ne devaient pas être séparées et c'est pourquoi l'Académie avait réuni au cours de chimie un cours de matière médicale. Dans ses leçons, Maret voulait surtout « faire connaître les propriétés médicales des produits des opérations chimiques ». Cependant, il ne conviendrait pas de négliger « les substances simples des trois règnes de la nature employées soit dans leur état de simplicité, soit après avoir été préparées suivant les règles de l'art pharmaceutique ». Durande exposera donc au cours de bota-

(1) *Gazette nationale* du 22 février 1790, n° 53 (Note de Guyton de Morveau).

(2) « Discours prononcé par M. de Morveau à l'ouverture des cours de l'Académie de Dijon, le 12 avril 1790 ». Fonds Milsand, n° 3114, Bibl. de D.

(3) Séance publique du 28 avril 1776.

nique les vertus médicinales des plantes et Maret expliquera le mardi et le samedi les propriétés des remèdes tirés des règnes animal et minéral, sans laisser de côté certaines substances extraites des végétaux que le commerce fournit et qui sont employées en médecine : les gommés, les résines, par exemple. « Nous indiquerons dans chaque article, continuait Maret, non seulement les effets que l'on doit attendre des drogues dont nous ferons mention, les doses auxquelles on doit les prescrire, les formules sous lesquelles on doit les administrer et les compositions officinales dans lesquelles entrent ces drogues. Nous donnerons encore les signes capables de faire distinguer les bonnes d'avec les mauvaises et nous ferons connaître par des expériences les moyens de les apprécier. » Mais il faudra, dans les premières séances, donner une juste idée de ce que l'on entend par le mot remède « en exposant les conditions nécessaires à leur efficacité et, à l'aide de plusieurs tableaux synoptiques, nous rendrons autant qu'il est possible raison de leur manière d'agir et des différents noms génériques par lesquels nous caractériserons leurs propriétés dans les séances suivantes » (1).

Quand le 24 janvier 1785 Maret reprit son cours, il dira encore : « De tous les arts dont la chimie favorise les progrès, celui qui en retira le plus d'avantages est l'art de guérir. » La chimie « qui découvrait l'action des différents principes des corps les uns sur les autres, qui révélant les mystères des compositions et des décompositions, associait en quelque sorte l'homme au pouvoir de la création, parut une de ces lumières bienfaisantes qui, dans une nuit obscure, éclairent le voyageur sur la route qu'il doit tenir ». La chimie, par les immenses progrès qu'elle a faits doit inspirer une confiance de plus en plus grande. Grâce à elle, une des plus importantes parties de la médecine, la matière médicale « qui nous met entre les mains les drogues à employer contre les maladies », reçoit un enrichissement considérable. Le médecin, le chirurgien ne doivent point seulement connaître « les maladies, l'action passive ou active de la

(1) Ms. arch. acad. « Ouverture de la première séance..., 28 février 1781. » Projet écrit par Maret.

nature, les écarts de ce principe actif, les efforts qu'il fait pour rétablir l'ordre, les indices qui nous éclairent sur ce qu'il désire que nous tentions » ; il faut encore savoir comment on peut venir au secours de la nature, « par quels remèdes nous pouvons faciliter les changements qu'elle médite et exciter ou réprimer son activité. » C'est la matière médicale qui peut nous donner cette connaissance en expliquant ce que sont les « drogues » à employer dans les différentes circonstances qui se présenteront. Une telle étude est extrêmement importante, « et c'est ce qui a déterminé l'Académie, pour seconder les vues patriotiques des administrateurs éclairés de la province, à charger un de ses commissaires de faire un cours de matière médicale ». Les « drogues » simples ont des caractères distinctifs qui les font reconnaître et qu'il convient de désigner. « Elles sont souvent détériorées par leur vétusté et par différents accidents ; elles sont souvent altérées, sophistiquées par la cupidité des droguistes. Il faut indiquer les moyens de discerner les bonnes d'avec les mauvaises. » Les remèdes composés doivent être aussi sérieusement étudiés. « Nous avons vu vendre de l'alun calciné pour du sel végétal, du mercure doux mélangé, du sublimé corrosif pour du sel sédatif et le plus terrible des poisons pour une drogue tempérante. » On conçoit la place que doit occuper la matière médicale. Sa connaissance approfondie permettra de sauver des vies humaines. Qui ne voit pas que l'ignorance est le pire des maux ? Elle « dévaste les campagnes par la destruction annuelle d'un nombre infini de chefs de famille » ; elle est le plus terrible fléau qui menace la population ; elle « diminue les ressources de l'Etat par la diminution des contribuables aux charges publiques, aggrave le sort de ceux qui échappent à ses ravages en les chargeant du fardeau que ceux qui ne sont plus partageaient avec eux ». Le péril est si grand que l'on doit fermement espérer de voir la France aller au secours des habitants des villages et des petites villes « en accordant des privilèges à ceux qui, au courage de pratiquer la chirurgie..., joindront les connaissances qui en font des espèces de dieux tutélaires, en les honorant par des dis-

tinctions et les ennoblissant en quelque sorte à leurs yeux » (1).

Le cours s'ouvrait à nouveau le 13 février 1786. A la séance du 16 (2), Maret lisait le long discours qu'il avait prononcé à cette occasion. Il disait entre autres choses que l'utilité de la matière médicale ne se bornait pas à ceux qui se destinent à « la pratique de l'art de guérir », mais à toutes les personnes demeurant à la campagne. En suivant ce cours, elles acquerront des connaissances « que la rareté des bons secours doit leur faire désirer dans leur position ». Il assurait que si l'on doit se méfier d'un remède nouveau, il ne convient point de le proscrire, car ce serait « s'opposer aux progrès de cet art tant qu'il y aura des maladies incurables ». On ne le rejettera qu'« après s'être convaincu de son danger ou de son inutilité par des expériences tentées avec prudence, par des observations multipliées et concluantes ».

Dans le mémoire que nous avons déjà examiné en partie, où Guyton de Morveau exposait la façon dont s'étaient poursuivis les cours pendant l'année 1787, et qui fut lu à la séance du 3 janvier 1788, nous voyons que le médecin Mazuyer (3), successeur de Maret dans la chaire de matière médicale, eut huit à neuf auditeurs. Dans une note qu'il présenta à la séance du 10 janvier 1788 (4), Mazuyer indique : « Il faut remarquer que les huit à neuf personnes sont des élèves en chirurgie et en pharmacie, c'est-à-dire des personnes destinées à exercer l'art de guérir dans les campagnes et qui, tirées pour la plupart de classes laborieuses de citoyens utiles, mais nées avec peu de fortune, feraient difficilement de grands progrès dans l'art de guérir sans les moyens d'instruction qu'une administration éclairée leur fournit. »

En 1781, le médecin François Chaussier était chargé de leçons de physique et d'histoire naturelle. En 1787, il remplaçait Maret, qui venait de mourir, comme « second

(1) Ms. arch. acad.

(2) Reg. acad., t. XIV.

(3) Associé du 16 décembre 1784 (cf. Milsand, p. 395), Mazuyer devenait plus tard professeur de chimie médicale à la faculté de médecine de Strasbourg. V. A. Baudot, la *Pharmacie en Bourgogne*, p. 503 et note 1 de cette page.

(4) Reg. acad., t. XVI.

commissaire chargé du cours de chimie » et était nommé secrétaire perpétuel. A partir de 1789, il occupait la chaire de chimie que Guyton de Morveau, accaparé par la politique, devait presque abandonner. En cette année 1789, Chaussier trouvait encore le temps de rédiger des *Observations chirurgico-légales sur un point important de la jurisprudence criminelle*, qu'il lisait à la séance du 20 décembre (1). La chirurgie et la médecine légales ne sont pas étudiées en France, « tandis que l'Allemagne et l'Italie comptent plus de quatre cents écrivains sur la chirurgie et la médecine légales ». Il disait la nécessité de créer dans tous les collèges de chirurgie un cours public et annuel sur ces matières. Aucun chirurgien ne pourrait être reçu s'il n'avait fréquenté assidûment le cours et subi un examen public « sur cette branche importante de l'art salulaire ».

Chaussier prenait l'engagement « d'ouvrir dans quelques mois (les soins qu'exige le cours d'anatomie sont la seule cause de ce délai) [2] un cours complet de chirurgie et de médecine légales ». Il demandait la suppression des offices de chirurgien et de médecin jurés ; la liberté pour le juge de choisir les experts ; une formule générale pour la rédaction des rapports, « afin que les différents objets ne soient pas confondus » ; la présence de « deux adjoints ordinaires » à la visite des blessés, et d'un troisième « pris dans la classe des praticiens de l'art salulaire », dans les cas d'examen et d'autopsie ; le dépôt des rapports, qui auront dû être écrits sur les lieux mêmes de la visite et signés des adjoints, au greffe de l'endroit dans les vingt-quatre heures ; leur communi-

(1) Reg. acad., t. XV. Ces *Observations* furent publiées en 1790.

1

V. Acad. de D., ———, Bibl. de D.
142-837

(2) C'est en faisant le cours d'anatomie que Chaussier vit la nécessité d'une nouvelle nomenclature anatomique. V. *Mém. de l'Acad. de D.*, 1847-1848, 2^e partie, pp. 129-130 et note 1 de la page 130. « Chaussier fut le réformateur de la nomenclature anatomique. Sa nomenclature des muscles tend à nous débarrasser de toutes ces vieilleries baroques qui fatiguent si inutilement la mémoire, même de ceux qui les savent le mieux par cœur ; c'était une excellente idée que d'emprunter le nom des muscles à l'os sur lequel ils s'insèrent et à celui qu'ils font mouvoir... C'est le système linnéen introduit en anatomie. » *Introd. histor. de la santé et de la maladie*, par F.-V. Raspail, 1843, 2 vol. in-8. Le ms. 423, Bibl. de D. contient, *in fine*, trois affiches du cours d'anatomie de Chaussier (1787).

cation au juge et l'envoi immédiat d'une copie au bureau de vérification ; l'établissement de ce bureau dans la capitale de chaque département. Chaussier terminait en disant : « Les moyens que nous proposons intéressent l'ordre public, tendent à réformer les abus qui le troublent si souvent ; leur exécution est simple, facile, mais efficace ; et sans doute nous pouvons en attendre l'établissement de l'auguste Assemblée qui a reconnu pour les premiers droits de l'homme l'égalité, la liberté et la sûreté. »

**

En une séance extraordinaire tenue le mardi 31 mai 1791 (1), l'Académie chercha comment elle pourrait continuer ses cours publics, car elle ne recevait plus les sommes que lui versaient chaque année les Etats, et les fonds dont elle pouvait disposer étaient tout à fait insuffisants pour régler les frais des expériences, d'entretien et les honoraires des professeurs.

Il faut cependant que ces établissements demeurent, que les cours se poursuivent. Aussitôt, les professeurs déclarèrent qu'ils renonçaient à leurs honoraires et que toutes les dépenses allaient être réduites le plus possible. La compagnie exprima ensuite son espoir que l'administration accorderait la somme indispensable pour soutenir une société qui n'avait qu'un but : l'instruction et l'utilité publiques. Elle rédigea un mémoire qui fut envoyé le 7 juin au procureur général syndic du département. Ce mémoire, favorablement accueilli, était adressé le 9 juin à Camus, de l'Assemblée nationale, membre du comité d'aliénation, « et plus particulièrement chargé des objets relatifs à ce département ».

Le 13 juillet 1791, Chaussier prononçait à l'ouverture des cours publics un discours où il disait que depuis seize ans les cours avaient été faits et que maintenant, malgré la suppression des fonds nécessaires à leur continuation, on ne devait point les supprimer, ni même les

(1) Reg. acad., t. XV. V. « Rapport et projet de décret sur le secours provisoire à accorder à l'Académie de Dijon ». Imprimés par ordre du comité d'instruction publique. Paris, Impr. nat., 1792. Acad. de D..

interrompre. Ils sont plus indispensables que jamais. « ... Quand après des siècles d'oppression, la raison reprend ses droits; quand toutes les prétentions chimériques de l'orgueil et du hasard de la naissance sont réduites à leur juste valeur; quand les places, au lieu d'être le prix de la faveur, la récompense de l'intrigue et de la bassesse rampante, ne sont plus accordées qu'au mérite; enfin quand il existe une patrie, quand on ne connaît plus d'autre distinction que celle des talents et des vertus, chaque citoyen s'empresse d'acquérir toutes les connaissances propres à remplir dignement les fonctions auxquelles la voix publique peut l'appeler. L'étude des sciences naturelles est alors un premier besoin, et le devoir le plus sacré des sociétés littéraires est de concourir à cet objet en facilitant l'accès des sciences, en les rendant familières à tous les citoyens... » Hélas ! M. Guyton n'est plus là. Il a été « appelé par la voix publique à l'administration du département ». Le vide qu'il laisse est immense. Le zèle de l'Académie doit être plus grand encore, si possible. Elle ne saurait en manquer « dans un temps, dans un jour où nos frères se réunissent pour renouveler sur l'autel de la patrie le serment civique qui doit être gravé dans le cœur de tous les Français. Leur courage, leur dévouement ne seront pas pour nous un exemple stérile, et nous jurerons avec eux de consacrer toutes nos facultés à l'utilité publique, de vivre et de mourir pour la patrie » (1).



Le 20 juin 1773, la fondation Pouffier ouvrait un cours de botanique et commençait, le 28 avril 1776, ses cours de chimie et de matière médicale. Ailleurs, depuis longtemps, des cours avaient été créés et connaissaient un grand ou très grand succès. Ils n'étaient pas l'œuvre des académies provinciales, fort peu nombreuses encore. Dès 1701, en effet, un professeur de l'Université de Paris, Dagoumer, « conviait... le public à suivre ses expériences ». En 1734, l'abbé Nollet établissait un cours de physique et, en 1753, inaugurait « pour l'Université de

(1) « Discours prononcé par le professeur Chaussier à l'ouverture des cours publics de l'Acad. de D. », Bibl. de D., n° 25.617.

Paris, au collège de Navarre, une école de physique expérimentale fondée pour lui par le roi... Plus de six cents auditeurs s'y pressaient ». Puis, en 1757, c'est l'école de M. Pagny, « maître de physique de la reine » et « démonstrateur de l'Université de Paris ». Le 16 juillet 1757, Valmont de Bomare, qui devait entrer à l'Académie de Dijon le 2 mai 1776, ouvrait un cours de physique expérimentale. « Les *Observations périodiques* de Toussaint, l'*Année littéraire*, les *Affiches de Paris*, le *Mercur*e annoncèrent son enseignement. La tentative prospéra. En 1764, le cours a lieu trois fois par semaine « concernant les minéraux, les végétaux et quelques productions de l'art relativement aux besoins et à l'agrément de la vie ». Le dimanche, le cours est gratuit. En 1769 il a fallu doubler l'enseignement ; deux séries de cours : les lundi, mercredi, vendredi et les mardi, jeudi, samedi. « On y compte annuellement des personnes de tout âge, de tout ordre, et de l'un et l'autre sexe. »... Valmont y a gagné d'être « très célèbre », d'adjoindre à son titre d'apothicaire ceux plus glorieux de directeur des cabinets d'histoire naturelle et de physique de S. A. S. Mgr le prince de Condé, instituteur d'histoire naturelle de S. A. S. Mgr le duc de Bourbon. »

Au Havre, à Chartres, des abbés essaient sans succès de créer des cours. « Mais à Montpellier, Guisard enseigne dès 1744. A Verdun, de 1768 à 1774, le professeur de philosophie donne deux leçons publiques de physique expérimentale chaque semaine. Le sieur Damoreau, élève de Nollet, parcourt les grandes villes de France et enseigne pour douze sols par personne, de quatre à huit heures du soir ; à Rodez, le cours public est prospère. » Quant à l'enseignement, il connut très vite la physique expérimentale : « Dès le commencement du XVIII^e siècle, un démonstrateur ambulant faisait quelques expériences dans les collèges des Jésuites... A Reims, l'Université les imite. L'abbé Delor, en 1760, organise des cours particuliers. » Les collèges provinciaux ont suivi le mouvement avec quelque retard ; en 1763, Caradeuc de la Chalotais écrit : « Les cours de physique expérimentale commencent à s'introduire dans les provinces. » Pourtant, « dès 1738, selon l'abbé Nollet, les expériences se répandaient de jour en jour dans les écoles de province ».

On en fait quelques-unes en 1724 à Montbéliard, en 1742 à Marseille, en 1749 à Angoulême et « après 1750 les physiques expérimentales et les « démonstrations » se multiplient ».

Vers 1760-1770, Angers décide d'ouvrir des cours de chimie et de botanique; Orléans, de philosophie et de mathématiques; Rennes, de chirurgie et de mathématiques; Reims (1772), de mathématiques et de dessin. On tient à créer des cours d'électricité à Angers (1773), de physique à Caen (1776), de chimie et de physique expérimentale à Grenoble (1777-1778), d'anatomie et de chimie à Metz (1779), de mathématiques à Châlons (1780), de chimie à Amiens (1780), de chimie à Reims (1780), etc. L'Académie d'Orléans donne en 1782 des cours de physiologie, minéralogie, électricité. L'Académie de Marseille s'intéresse au « cours d'astronomie fait au collège de l'Oratoire de Marseille sous le professorat du R. P. Gérard », et ce cours est publié en un volume de 344 pages en 1778. Des académies possèdent un jardin botanique, comme celles de Bordeaux et de Besançon (1).

Les travaux de la compagnie dijonnaise sont les échos fidèles des principales manifestations intellectuelles qui se développent dans la France du XVIII^e siècle. La fondation Pouffier a joué son rôle d'une manière intelligente et érudite, avec patriotisme et avec pondération. L'intendant et la Bourgogne se sont tournés vers elle avec amitié, respect et reconnaissance, et les sociétés savantes lui ont donné toutes les marques de la plus réelle estime.

(1) D. Mornet, *les Sciences de la nature*, pp. 87, 88, 89, 90, 91, 186; *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, pp. 316 et 317. — L.-T. Dassy, *Académie de Marseille*, p. 481. — J. de Gères, *Académie de Bordeaux*, p. 349. — L. Pingaud, *Académie de Besançon*, pp. 301 et 307.

CHAPITRE III

NOUVELLES PREUVES DU LOYALISME, DU LABEUR ET DE L'AUTORITÉ DE L'ACADÉMIE

La fondation Pouffier entretint toujours les meilleures relations avec l'intendant et les Elus. Deux de ses chanceliers ont été des intendants : Dufour de Villeneuve en 1764, Dupleix de Bacquencourt de 1775 à 1781 ; et les quatre intendants qui se succédèrent en Bourgogne dans la seconde moitié du XVIII^e siècle ont compté, nous l'avons vu, parmi ses membres honoraires. Ils lui furent profondément dévoués. A la rentrée de l'Académie, le 12 novembre 1778, Dupleix dira : « ... Mes prières ont assuré l'agrandissement et l'embellissement de votre bibliothèque. Mes instances réitérées ont obtenu le rétablissement d'un monument antique où plusieurs des membres de cette compagnie iront interroger les astres et établiront une correspondance entre les cieux et la terre » (1).

L'Académie et l'intendant, étroitement unis, ont mené un très beau combat contre les maladies épidémiques. Ils échangèrent de très nombreuses lettres sur cette si importante question.

Le 5 mai 1774, Amelot de Chaillou écrivait que depuis longtemps des maladies épidémiques sévissaient en Bourgogne et que le gouvernement y avait envoyé des remèdes. Mais le mal subsistait. Il fallait en rechercher les causes. La compagnie voudrait-elle s'efforcer de les déceler ? Pour y parvenir, l'intendant suggère de « lier entre tous les médecins de la généralité, ou le plus grand nombre d'entre eux, des correspondances dont l'Académie serait le centre ». A la fin de l'année, « on ferait la rédaction

(1) Ms. arch. acad.

des mémoires intéressants, des observations que l'expérience aurait confirmées, des remèdes et systèmes de curation éprouvés avec succès, des descriptions des symptômes et périodes des maladies et des accidents combinés par les différences du local et des individus. » L'Académie adresserait une lettre circulaire aux médecins pour leur expliquer ce qu'on attend d'eux et ajouterait que « l'association à laquelle on les invite sera protégée par le gouvernement », et que tous les ans, « on enverra au ministre un extrait des mémoires jugés utiles avec les noms de ceux qui les auront fournis ». D'autre part, l'intendant qui reçoit chaque année du contrôleur général des remèdes pour les malades pauvres des campagnes, les répartit dans les différentes subdélégations composant sa généralité en demandant qu'ils soient remis aux meilleurs médecins du pays. Ceux-ci sont priés d'établir des mémoires sur la façon dont les remèdes ont opéré. Bien peu ont répondu. « Je dois convenir, poursuivait l'intendant, que quand même ces observations eussent été plus nombreuses et plus détaillées, je n'aurais point eu les connaissances nécessaires pour en apprécier le mérite, et elles seraient demeurées inutiles entre mes mains. Mais il me semble qu'elles pourraient devenir précieuses si elles étaient mises sous les yeux de l'Académie. Il en résulterait d'ailleurs que les médecins, prévenus qu'elle examinera leurs mémoires, les enverraient avec plus d'exactitude et apporteraient plus de soins à les rédiger... » (1). L'Académie s'empressa d'accepter la proposition de l'intendant et, à la séance du 4 juin 1774 (2), forma le comité par les membres des classes de médecine et de physique.

Amelot de Chaillou ayant été remplacé par Dupleix de Bacquencourt, celui-ci prit immédiatement contact avec la fondation Pouffier, et assura par une lettre lue à la séance du 16 février 1775 (3), qu'il suivra « avec grand intérêt un plan aussi heureusement conçu » et dans lequel il trouvera de « si excellents coopérateurs ».

Le 6 juillet 1775 (4), Dupleix envoyait un mémoire sur les asphyxies et « la boîte fumigatoire destinée pour

(1) Ms. arch. acad.

(2) Reg. acad., t. VII.

(3) *Ibid.*

(4) Reg. acad., t. VIII.

secourir les asphyxiques ». Le mémoire fut jugé excellent et la boîte très utile. Aussi la compagnie décida-t-elle de les tenir à la disposition de ceux qui pourraient en avoir besoin. La correspondance entre Dupleix et l'Académie devint toujours plus active : les 13 et 17 juillet, le 25 août, les 3 et 26 septembre, le 30 octobre 1775 (1), l'intendant demande à la société de répondre à de multiples questions. Il l'entretient de la grave épizootie qui sévissait à ce moment-là et dont le gouvernement se préoccupait si fort qu'il faisait « rassembler dans un ouvrage ce qu'on a pu recueillir de plus intéressant à cet égard » (2). La compagnie seconde admirablement l'intendant qui lui exprime sa profonde reconnaissance ; il la prie de « comparer les maladies des animaux avec celles qui ont attaqué les hommes dans le même temps, à l'effet de se procurer ce que les médecins appellent la constitution de l'année ». Le travail sera facilité par les nombreuses réponses reçues des médecins de la province (3). Mais beaucoup de ceux-ci sont restés silencieux. Dupleix est mécontent et veut sévir : « ... Si vous voulez me donner les noms de tous les médecins à qui vous avez écrit et qui sont en retard de répondre, avec des notes sur ceux qui ont des pensions ou qui en espèrent, je verrai ce qu'il conviendra de faire pour ranimer leur zèle » (4).

Le docteur Maret exprime, à la séance publique du 17 décembre 1775 (5), la surprise de l'Académie devant le silence des médecins de la province. Deux seulement ont envoyé des tableaux de maladies : Guiton, d'Autun, et Olivier, de Bourg-en-Bresse. Ne comprend-on pas que les vues de l'intendant sont éminemment « patriotiques et bienfaisantes » et très importantes les réponses attendues ? Maret rappelle la grande et belle tâche qu'a voulu remplir la fondation Pouffier : « Rassembler dans un dépôt commun toutes les descriptions des maladies épidé-

(1) Cette correspondance se trouve dans les archives de l'Acad., sauf la lettre du 13 juillet qui a été copiée ; voir Reg. acad., t. VIII.

(2) Lettre du 3 septembre.

(3) *Ibid.*

(4) Lettre du 26 septembre.

(5) Reg. acad., t. VIII. Sur cette séance, v. *Affiches de Bourgogne*, n° 3, 16 janvier 1776.

miques pour pouvoir en les comparant reconnaître l'identité de celles qui seront observées en divers endroits. Comparer les succès des différentes méthodes curatives pour s'assurer de celle qui conviendra le mieux à chaque espèce de maladie afin que dans le cas de l'invasion d'une semblable épidémie on puisse promptement connaître la manière dont il faut la traiter. » Tous les efforts de l'Académie n'ont d'autre but que de « coopérer au bien général avec des citoyens qui, par goût, par devoir, par honneur sont engagés à ne rien négliger pour le procurer. Elle demande des secours pour pouvoir être plus utile. Elle désire de rassembler comme en un même foyer les lumières de tous les médecins de la province ; mais pour les réfléchir, pour les renvoyer partout où elles deviendront nécessaires ».

Le zèle et la science de l'Académie sont hautement appréciés. Elle a admirablement compris l'importance de cette correspondance générale sur les causes et les progrès des épidémies et sur les moyens d'en arrêter le cours. A la séance de rentrée de 1776, le 14 novembre (1), Dupleix de Bacquencourt, en qualité de chancelier, prononcera un discours où il pourra dire : « Non seulement vous avez fourni le modèle de cet établissement, mais encore les questions que vous avez proposées pour développer toutes les circonstances de ce sujet intéressant ont été adoptées par le comité de Paris et vont servir de base et de règle pour la France entière. » Et Dupleix montre que « les épidémies, autrefois si effrayantes et si destructives vont être soumises à des méthodes fixes, à des traitements bien médités, et la maladie d'un village ignoré d'une contrée quelconque du royaume va devenir l'objet de l'étude des médecins les plus célèbres qui, d'un bout de la France à l'autre, se communiqueront leurs réflexions et leurs importantes découvertes. Quel tableau satisfaisant pour l'humanité ! Quel espoir pour la conservation de cette classe précieuse de sujets dont le travail et l'activité font la richesse et la force des Etats ! Les secours du gouvernement pénétreront dans les plus humbles chaumières et de prompts remèdes arracheront ces malheureuses victimes à la mort qui les attendait ».

(1) Reg. acad., t. VIII.

L'intendant n'entretient pas seulement l'Académie des maladies épidémiques. Il lui écrit le 8 février 1776 : « Vous avez dû entendre parler d'un loup enragé qui a été tué dans le Charolais le 9 décembre dernier après y avoir causé les plus grands ravages. Plus de trente personnes ont été les victimes de la fureur de cet animal, les unes déchirées par lambeaux et leurs membres épars dans les champs où elles ont été attaquées, les autres mutilées ou défigurées au point de ne pouvoir se survivre à elles-mêmes sans horreur. Plusieurs de celles qui n'avaient été que blessées ont déjà péri dans les douleurs de la rage la plus affreuse; d'autres donnent quelque espoir de guérison par l'effet d'un traitement que M. de Lassonne m'a indiqué... » L'intendant joignait à sa lettre un mémoire expliquant le remède de Lassonne, qui était le président de la Société de médecine, et priait la compagnie d'effectuer de nouvelles recherches pour « trouver les moyens de secourir l'humanité dans une maladie aussi cruelle qui, jusqu'à présent, semble avoir mis en défaut toutes les ressources de l'art... » (1). Le 6 mai, Dupleix de Bacquencourt informe l'Académie qu'il lui envoie plusieurs exemplaires de la méthode de Lassonne imprimée par ordre du contrôleur général (2).

Le 5 octobre 1776, Dupleix écrit à Maret pour lui annoncer que le ministre vient de créer « une société des médecins à Paris à laquelle les médecins des provinces pourront adresser les observations qu'ils auront occasion de faire sur toutes les maladies soit épidémiques, soit épi-zootiques ». Un médecin de la Bourgogne sera chargé de la correspondance. Dupleix dit à Maret : « C'est vous qui devez être désigné pour remplir cet emploi qui exige des lumières et tout le zèle dont vous êtes animé pour tout ce qui intéresse le bien de l'humanité » (3).

(1) Ms. arch. acad.

(2) Ms. arch. acad.

(3) Ms. arch. acad. L'Académie accepta avec empressement de collaborer à l'œuvre entreprise et décida afin de « fortifier l'union », comme s'exprime Maret, entre la Société de Paris et l'Académie dijonnaise, de répondre au désir exprimé par de Lassonne et Vicq d'Azir, secrétaire perpétuel de la Société de médecine, en les nommant, le premier, académicien honoraire, le second, associé. (V. séance du 13 novembre 1777, Reg. acad., t. IX, et Milsand, pp. 389 et 413).

C'est de la recherche et de la fabrication du salpêtre que parlera Dupleix dans une lettre datée du 17 mars 1777. « Comme il s'agit de l'intérêt de l'Etat et de celui des peuples, cet objet n'est pas étranger aux travaux de l'Académie », estime l'intendant (1).

La compagnie se réunissait le 18 novembre 1779 (2) pour connaître les décisions que le comité de médecine avait prises le 2 novembre « sur le traitement à faire aux malades atteints de la dysenterie qui règne dans une grande partie de la province ». Après avoir pris connaissance du mémoire imprimé par ordre du gouvernement que la Société royale de médecine avait rédigé sur la nature et le traitement de la dysenterie, la compagnie entendit la lecture de l'étude faite par Maret sur les phases de la maladie qu'il avait suivies à Noyers où l'intendant lui avait demandé de se rendre. Le travail de Maret fut jugé excellent. Il devait, estima-t-on, être distribué dans les campagnes. L'intendant le fit imprimer aussitôt.

Le 13 juillet 1780, on lisait une lettre où l'intendant demandait à l'Académie de répondre à diverses questions relatives à la mégisserie et au perfectionnement des laines, questions que le directeur général des finances l'a chargé de « proposer aux personnes capables de donner des éclaircissements sur ce sujet » (3).

Sur la prière de l'intendant, la compagnie invite, à la séance du 19 janvier 1786 (4), quatre de ses membres à satisfaire le plus promptement possible au questionnaire que l'intendant doit envoyer au contrôleur général qui veut « rassembler toutes les lumières que l'expérience a procurées sur les moyens de suppléer à la disette générale de fourrages que la sécheresse excessive de cette année a occasionnée ». Calonne désirerait « former de tous les éclaircissements qu'il recevra un ouvrage dans lequel, au cas qu'une pareille calamité se reproduise, on puisse trouver les moyens d'en prévenir les fâcheux effets ».

(1) Ms. arch., acad.

(2) Reg. acad., t. X.

(3) Reg. acad., t. XI.

(4) Reg. acad., t. XIV.

Jusqu'à la fin, jusqu'à la Révolution, l'Académie dijonnaise et l'intendant de Bourgogne vécurent dans un entier accord. Leurs relations s'améliorèrent toujours davantage. Quand Dupleix de Bacquencourt partit pour Paris où l'appelait la charge de conseiller d'Etat, la compagnie en le complimentant beaucoup, l'assura du grand regret que lui causait son départ. Dupleix écrivit aussitôt à Maret une lettre où il disait notamment : « ... Honoré par le poste que Sa Majesté daigne me confier auprès d'elle, je ne sens pas moins l'étendue de la perte particulière que je fais en voyant se rompre les liens qui m'unissaient chaque jour de plus en plus à une compagnie savante, éclairée, et dont tous les travaux sont dévoués à l'utilité publique. Un de mes titres les plus chers sera toujours celui qui me donnait des liaisons plus intimes avec elle et qui me mettait plus à portée d'applaudir à ses succès. Il vous sera difficile... de lui exprimer assez au gré de mes désirs la profonde estime que je conserverai toute ma vie pour elle, mon empressement à mériter l'honneur de son souvenir et de concourir de loin à tout ce qui pourrait lui plaire et l'intéresser. » Il y a mieux que de la politesse dans ces lignes. Dupleix terminait : « Témoin de votre zèle, de votre activité infatigable et de la manière dont vous remplissez la place importante qui vous est confiée, ... je chercherai toutes les occasions de vous être utile... » (1). Et Maret, dont le « zèle » et l'« activité infatigable » ne se ralentirent jamais, allait mourir en 1786 pour avoir essayé, sur la demande de l'intendant, d'arrêter une épidémie.

L'intendant de Bourgogne travaillait de concert avec la fondation Pouffier, et l'intendant de Provence, M. de la Tour, secondait l'Académie de Marseille. « Les intendants, écrit M. Mornet, ont puissamment contribué à défendre les libertés provinciales, à résister aux exigences abusives du fisc et du pouvoir central, au nom de principes de justice, de liberté, d'humanité qui étaient des principes philosophiques. Descendants de bourgeois, possesseurs de charges devenues héréditaires, riches, ils sont les intermédiaires naturels, puissants, écoutés, entre le peuple, la bourgeoisie moyenne et les grands privilégiés.

(1) Ms. arch. acad. Lettre datée de « Paris, le 17 février 1780 ».

Très instruits fort souvent, ou même hommes de lettres, auteurs, ils ont aimé les « lumières » ; ils ont voulu les répandre. Ils ne se sont pas contentés d'être des administrateurs humains et généreux ; ils l'ont été au nom d'une doctrine dont ils n'ont fait mystère ni dans leurs salons ni dans leurs écrits. »

Si les intendants ont aidé, défendu les académies, s'ils leur ont demandé conseil, s'ils ont entretenu avec elles de cordiales relations, c'est que les compagnies provinciales ont été les alliées du gouvernement contre lequel elles ne se sont point permis de critiques précises. L'Académie de Rouen, par exemple, fut tout aussi sage que les sociétés de Dijon et de Marseille, puisque le contrôleur général l'invite, en 1765, « à lui adresser directement les avis, notices et extraits de tout ce qui se passera dans la province relativement aux trois objets de finance, de commerce et d'agriculture » et d'avoir avec lui une correspondance « suivie et régulière » (1).

Les Elus, comme l'intendant, eurent les meilleurs rapports avec la fondation Pouffier, dont ils reconnurent, eux aussi, la grande autorité. Nous en tenons une preuve par cette délibération des Elus, datée du 9 septembre 1783 (2) : « Nous, Elus généraux, ordonnons aux ingénieurs et sous-ingénieurs des Etats, aux directeurs des chemins, aux commis des canaux, aux entrepreneurs des ponts et chaussées et généralement à tous ceux qui sont ou seront employés sous quelque titre et en quelque qualité que ce puisse être aux ouvrages publics de la province, de recueillir avec soin toutes les médailles, monnaies anciennes et autres curiosités soit historiques, soit naturelles qui pourront être trouvées en travaillant aux différents ouvrages publics par nous ordonnés, et de les remettre aussitôt à MM. les commissaires généraux des chemins et des canaux, chacun dans leur département respectif, pour, lesdits objets, à nous représentés par lesdits commissaires, être ensuite par eux remis au secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon et par lui déposés dans le cabinet de l'Académie. »

(1) D. Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, pp. 292, 293, 150.

(2) V. séance du 20 novembre 1783, Reg. acad., t. XIII.

Un important personnage passe-t-il par Dijon ? Il exprime aussitôt son désir de connaître l'Académie. Ainsi, le marquis de Gouvernet, qui était, nous le savons, « commandant en chef en Bourgogne et Bresse » et académicien honoraire depuis le 19 juillet 1765, fait savoir le 12 août 1784 (1), que le prince Frédéric Henri de Prusse, voyageant sous le nom de comte de Hoels, aurait grand plaisir d'assister à une séance de la compagnie. On décide qu'on se réunira le 14 (2). Richard de Ruffey est venu, et, à l'étonnement de tous, il se lève et adresse ce compliment au visiteur :

Nos fastes instruiront l'histoire
Qu'un prince, un grand homme, un héros,
Un favori de la victoire
Daigna par sa présence honorer nos travaux.

De Bérnin l'auguste lycée
Célébra plus d'un trophée,
Sa gloire et ses exploits guerriers.
Il vient dans notre humble musée
Unir l'olive à ses lauriers.

En faveur des muses de France
Il dépose son rang, son nom et sa vaillance ;
Jadis notre ennemi, notre ami désormais,
Il se plaît à goûter les douceurs de la paix.
Grand prince, poursuis ton voyage :
Aux vertus de Louis cours offrir ton hommage.
Mais avant d'admirer Bourbon,
Tu vas jouir de l'avantage
De philosopher chez Buffon (3).

Tous furent étonnés parce que Ruffey n'avait prévenu personne de son intention. L'Académie se montra froissée, et notera simplement sur son registre : « M. de Ruffey, sans en avoir demandé l'agrément à l'Académie, a adressé à l'illustre voyageur un compliment en vers qu'il termine en louant ce prince du projet qu'il avait d'honorer d'une visite M. le comte de Buffon. »

(1) Reg. acad., t. XIV.

(2) Les *Affiches de Dijon* rendent compte de cette séance les 21 et 28 septembre 1784, nos 47 et 48.

(3) Ms. arch. acad.

**

Les correspondances qu'échangèrent des sociétés avec la fondation Pouffier prouvent, elles aussi, l'autorité de la compagnie dijonnaise.

Le 17 septembre 1768, l'Académie royale des sciences et des arts de Metz annonçait l'envoi de quelques exemplaires d'un mémoire qu'elle venait de publier sur « la meilleure manière de faire les vins ». Elle avait proposé ce sujet pour le prix de 1767. Les mémoires présentés étant insuffisants, elle demandait la solution du même problème pour 1769, et écrivait qu'elle serait très heureuse de voir des académiciens de Dijon lui « communiquer, soit par la voie du concours, soit par celle de la correspondance ce que leurs lumières, l'expérience et leurs observations leur ont appris sur cette partie » (1).

Le chanoine Loiseau, secrétaire perpétuel de la société d'agriculture d'Orléans, rédige une longue lettre qu'il date du 11 juillet 1769. Il exprime « la plus vive reconnaissance » de sa société pour l'offre que lui a faite l'Académie de Dijon « d'entretenir correspondance avec elle », et « elle en est d'autant plus flattée qu'elle connaît mieux la réputation de cette académie célèbre ». La société d'Orléans ne saurait se comparer à la société dijonnaise : elle ne possède que « quelques connaissances de théorie économique, du zèle pour la restauration de l'Etat et, dans un assez grand nombre de ses membres, la science assez approfondie des opérations et des détails des cultures que permet la nature du sol des provinces environnantes ». Et, dans cette même lettre, le chanoine Loiseau pose de nombreuses questions sur « la police et la culture des vignes et le commerce du vin » (2).

La fondation Pouffier a envoyé ses Mémoires imprimés de 1769 à l'Académie de Lyon. Bollioud, secrétaire perpétuel, remercie le 19 janvier 1770. Les « muses lyonnaises » se sont réjouies du cadeau. Hélas ! « notre académie n'est pas actuellement en état de s'acquitter envers la vôtre par les fruits de son travail. Elle a laissé jusqu'à présent ses académiciens libres de publier leurs produc-

(1) Ms. arch. acad.

(2) Ms. arch. acad.

tions et n'a pas encore eu le courage de se manifester au grand jour. Elle s'en tient à renfermer ses occupations dans le cercle de ses exercices intérieurs et à applaudir avec joie au zèle et aux succès des compagnies telles que la vôtre dont l'exemple ne peut que l'encourager » (1).

La société des sciences de Montpellier, elle, publie ses Mémoires et les offre à l'Académie de Dijon qui vient de lui envoyer le premier tome des siens. De Ratte, le secrétaire perpétuel, exprime, le 9 mai 1770, « l'extrême reconnaissance » de sa société. « Il serait difficile de ne pas connaître toute la valeur d'un don si précieux. Rien de plus intéressant que ce recueil où les sciences exactes heureusement alliées à la littérature la plus aimable et la plus polie forment un mélange agréable et utile... » (2).

La société de Metz écrit à nouveau le 28 février 1771 au secrétaire de Dijon pour « témoigner le désir qu'elle a d'entretenir » avec sa compagnie « une correspondance littéraire ». Elle disait fort justement : « Les sociétés savantes qui sont établies en France contribuent sans doute aux progrès des connaissances et à répandre dans les provinces le bon goût et l'amour des sciences ; mais leurs travaux pourraient acquérir un plus haut degré d'utilité si elles établissaient entre elles une communication réciproque de lumières. Par ce moyen, les richesses particulières deviendraient le lien commun de tous, et les découvertes, bornées trop souvent jusqu'ici à l'utilité du pays où elles sont écloses, seraient plus sûrement répandues dans toute la masse des citoyens d'un grand Etat... » (3).

L'Académie dijonnaise pense depuis longtemps comme la société de Metz, puisqu'elle exprima la même idée dans une lettre adressée en 1765 au président Chifflet de Besançon : « Une correspondance établie entre toutes les académies deviendrait très utile parce que ces sociétés en se communiquant mutuellement leurs idées et leurs découvertes parviendraient plus facilement au but qu'elles se proposent. » Mais il est évident que cette cor-

(1) Ms. arch. acad.

(2) Ms. arch. acad. A cette lettre, Maret fit une réponse d'une exquise politesse et d'une grande modestie. Le projet de cette réponse se trouve dans les archives académiques.

(3) Ms. arch. acad.

respondance serait d'autant plus utile que les travaux poursuivis ne présenteraient point de grandes différences et que, d'autre part, les provinces où se trouveraient les académies « seraient plus voisines et conséquemment auraient plus d'intérêts communs ». C'est bien le cas pour les compagnies bisontine et dijonnaise. Une correspondance très étroite doit s'établir entre elles et l'amitié les unir. Aussi, quand Richard de Ruffey eut appris à la fondation Pouffier que le président Chifflet désirait compter parmi ses membres, « on ne lui a presque pas donné le temps (à Ruffey) de nous en faire la proposition, écrit Maret, et vous avez été sur-le-champ et unanimement nommé académicien honoraire... » (1).

Dès 1758, quand il prit la direction du *Mercure de France*, Marmontel vit l'intérêt de cette correspondance générale. Il écrivit, en effet : « Je m'étais mis en relation avec toutes les académies du royaume... Sans compter leurs productions..., les seuls programmes de leurs prix étaient intéressants... par les vues saines et profondes qu'annonçaient les questions à résoudre... Je m'étonnais quelquefois moi-même de la lumineuse étendue de ces questions qui de tous côtés nous venaient du fond des provinces ; rien, selon moi, ne marquait mieux la direction, la tendance, les progrès de l'esprit public. » L'abbé Yart lisait, le 12 janvier 1774, un mémoire sur cette question à l'Académie de Rouen : « L'utilité des académies est si généralement reconnue, que nous devons prendre tous les moyens de l'étendre et de l'augmenter. Il n'en est point de plus assuré que celui d'une communication générale entre ces corps savants et littéraires... Cependant nos académies se connaissent à peine ; les succès des uns sont perdus pour les autres et, lorsqu'elles devraient ne former qu'un corps de lumière, à peine quelques étincelles s'en échappent et rejaillissent sur les contrées voisines ;... la capitale jouit peu des connaissances des provinces et celles-ci des travaux de la capitale. » Il conviendrait que toutes les sociétés s'entendissent pour installer à Paris un journaliste qui recueillerait

(1) Ms. arch. acad. Projet de lettre de la main de Maret. Il n'est pas daté, mais il a été probablement écrit le 16 novembre 1765, c'est-à-dire le lendemain même de la nomination de Chifflet, laquelle, comme on sait, est du 15 novembre.

les comptes rendus ; il les publierait mensuellement et donnerait à la fin de chaque année les plus remarquables ouvrages après avoir pris l'avis des compagnies. De quelles querelles n'aurions-nous pas l'écho !

Le 29 janvier 1777, La Tourette, secrétaire de l'Académie de Lyon, qui voulait à son tour mettre sur pied le projet d'association des corps littéraires, écrivait à l'Académie de Bordeaux pour lui exposer que si les difficultés de l'exécution étaient grandes, les avantages à espérer étaient immenses. Il lui rappelait que le roi Stanislas avait autrefois exprimé le désir de voir l'Académie de Nancy s'unir à celle de Lyon, que Condorcet avait essayé de créer cette correspondance des sociétés provinciales avec l'Académie française (1). Tous ces efforts demeurèrent vains.

Guyton de Morveau lit à la séance du 14 juillet 1774 une lettre dans laquelle Condorcet annonce que l'Académie des sciences se propose de donner tous les ans un volume des « Mémoires des savants étrangers », et demande en conséquence si la fondation Pouffier voudrait envoyer les travaux qu'elle croirait devoir rendre publics. Il ajoute que cette acceptation donnerait à tous les académiciens dijonnais le droit d'assister aux séances particulières de l'Académie des sciences. Le 21 juillet, on décide de répondre favorablement à la demande de Condorcet, attendu que « cela n'empêcherait pas la compagnie de continuer à donner ses Mémoires au public puisque l'envoi des ouvrages de physique, de mathématiques, de botanique et de chimie ne tirerait de nos portefeuilles qu'une partie des ouvrages qui les remplissent, que d'ailleurs l'Académie se réserverait la faculté de faire mention dans les volumes qu'elle donnera de tous les mémoires que l'Académie royale des sciences aura adoptés et même d'y insérer une notice ».

Le 10 juin 1790, l'abbé Boullemier exprima la crainte de voir « entièrement perdus pour l'utilité commune »

(1) Cf. *Œuvres complètes* de Marmontel, Paris, Verdière, 1818, t. I, *Mémoires d'un père pour servir à l'instruction de ses enfants*, liv. VI, p. 335. — Cf. aussi, *les Académies provinciales, salons ou sociétés savantes* (Discours pour la séance publique annuelle de l'Académie de Rouen, par A. Féron), Rouen, chez l'auteur, 1934. — J. de Gères, *Académie de Bordeaux*, p. 323.

les manuscrits et les livres rares se trouvant dans les bibliothèques des communautés religieuses supprimées. C'est aux sociétés littéraires, ajouta-t-il, « à veiller sur ces dépôts précieux et à éclairer la législation sur les moyens de les conserver au public ». Il proposa donc de présenter au nom de l'Académie une adresse à l'Assemblée nationale afin que fussent conservés ces livres et manuscrits, et de solliciter « pour la ville commune de chaque département la formation d'un dépôt qui serait ouvert au public » et que « la libéralité des bons citoyens » se plairait à grossir. « Il n'est pas douteux, disait Boullemier, que l'Assemblée nationale, qui s'occupe avec tant de sollicitude et de succès de la prospérité et de la gloire de la nation, n'accueille favorablement un projet utile au progrès des connaissances qui ont préparé et peuvent seules assurer la régénération de l'Etat. » La compagnie adopta cette motion avec empressement, remercia Boullemier de son zèle pour le bien public et la gloire de l'Académie, et chargea aussitôt Boullemier et Baillot de rédiger l'adresse (1). A la séance suivante, le 17 juin, la société entendait la lecture de l' « Adresse de l'Académie de Dijon à l'Assemblée nationale, au sujet des bibliothèques des monastères ». L' « Adresse » se terminait ainsi : « Un décret d'une utilité si générale, d'une exécution si facile, qui prévient tous les regrets et arrête la dispersion d'une foule de morceaux dont la réunion seule fait le prix, propagerait de plus en plus l'esprit public, et changerait les alarmes des lettres en acclamations de reconnaissance. »

Navier fit observer, à la séance du 5 août, qu'il serait bon de faire imprimer la pétition afin que les autres sociétés littéraires pussent la connaître et s'unir à l'Académie. Ce qui fut décidé (2).

Le 3 octobre 1790, la compagnie se réunissait en assemblée extraordinaire. Elle avait déjà reçu quatre réponses ; celles des académies de Besançon, Lyon, Valence, Bourg-en-Bresse, toutes remplies de remerciements et de félicitations. D'autres, aussi favorables et enthousiastes

(1) Reg. acad., t. XV.

(2) Cette « Adresse » a été imprimée par Causse, Dijon, 1790, in-4 de 3 pages. V. n° 25.617, Bibl. de D.

allaient arriver le 2 décembre ; elles venaient de Toulouse, de Clermont, de Nancy.

Le 23 décembre, la compagnie prenait connaissance de deux lettres. L'une était de Camus, président du comité d'aliénation ; datée du 7 décembre, elle était adressée aux administrateurs composant le directoire du département de la Côte-d'Or : « L'Académie de Dijon et les savants qui se trouvent répandus dans toute la France ne doivent avoir aucune inquiétude sur la conservation des monuments de science et d'art dans les départements. Jamais il ne fut dans l'intention de l'Assemblée de dépouiller les départements de leurs richesses en ce genre. Aurait-on voulu enrichir Paris de toutes ces richesses que Paris aurait refusé de prendre les dépouilles des autres villes. Les monuments resteront donc dans les départements, et vous ne tarderez pas à recevoir une instruction qui vous montrera que le comité s'occupe des moyens de laisser subsister les monuments des sciences et des arts sur les lieux mêmes, de la manière qui pourra être la plus avantageuse à la nation et aux sciences. » L'autre venait des administrateurs ; ils exprimaient à l'Académie l'intérêt qu'ils prenaient au succès de la pétition à l'Assemblée nationale.

La fondation Pouffier eut gain de cause et, grâce à elle, une belle part du patrimoine intellectuel de la France fut sauvée.

Le directoire du district charge Baillot de faire l'inventaire et le catalogue des bibliothèques monastiques existant dans le district. A la séance du 8 mars 1792, Baillot lit le rapport qu'il venait d'écrire : il y a dix bibliothèques, sept à Dijon et trois à Cîteaux, à l'Etang et au prieuré de Saint-Léger, qui contiennent 24.236 ouvrages imprimés et manuscrits, soit environ 40.000 volumes. Beaucoup sont à rejeter. Mais, « on pourrait encore conserver 8.000 volumes, et si, comme l'avantage commun le réclame, on y réunissait les autres bibliothèques publiques de la ville, savoir : celles de l'Académie, de l'Université et du collège, il résulterait de ces différents triages une réunion d'environ 16 à 18.000 volumes véritablement estimables et utiles qui formeraient la base d'une bibliothèque nationale dans notre département. En effet, on y

trouverait comme sous la main les articles rares, les collections savantes et tous ces grands ouvrages que le talent sans fortune n'est pas en état de se procurer et dont, par cette raison même, le rassemblement dans un dépôt unique formera un trésor littéraire d'un prix de plus en plus inestimable ». Baillot terminait en disant que l'homme le plus qualifié pour être à la tête de cet établissement était Boullemier. Ainsi, le premier conservateur de la Bibliothèque publique de Dijon a été un membre de la fondation Pouffier.

L'Académie prouva de nouveau son autorité à propos d'une importante question : elle pensa rendre à l'agriculture, « le premier des arts », un grand service en recueillant les observations des « cultivateurs attentifs », en leur offrant « un centre de correspondance simple, facile, toujours à leur proximité, où ils pourraient trouver la solution des difficultés qui les arrêteraient, où ils pourraient se procurer les renseignements dont ils auraient besoin ». Et à la séance du 4 août 1791, elle décida de rédiger une adresse aux agriculteurs, de la faire imprimer le plus tôt possible, et d'établir une correspondance avec les principales sociétés d'agriculture de France. Le 3 septembre, la compagnie se réunissait extraordinairement pour entendre la lecture de l'adresse, qui paraissait peu après (1).

Le 17 novembre (2), on prenait connaissance d'une lettre datée du 27 octobre, où Broussonet, secrétaire de la société d'agriculture de Paris, disait que sa société avait « accueilli avec la plus vive satisfaction l'offre que veut bien lui faire l'Académie de Dijon de correspondre avec elle. La société se félicite qu'une compagnie qui a répandu les plus grandes lumières sur les sciences veuille bien compter au nombre de ses occupations celle de propager les connaissances agricoles non seulement dans son département, mais encore dans tous ceux qui l'avvoisinent. Elle se fera un devoir de seconder ses vues en entretenant

(1) « Adresse de l'Académie de Dijon aux agriculteurs du département de la Côte-d'Or. » Impr. Causse, 1791, 6 pages. Acad de D., $\frac{2}{846-2168}$, Bibl. de D. Elle fut tirée à 1.000 exemplaires.

(2) Reg. acad., t. XV.

avec elle la correspondance la plus suivie et en lui faisant passer le résultat de ses travaux ».

Un membre de la fondation Pouffier, Varenne-Feuille (1), qui assistait à la séance de la société d'agriculture de Paris lorsque Broussonet fit part du projet de l'Académie dijonnaise, confirma, dans une lettre lue le 17 novembre 1791 (2), la très vive satisfaction marquée par la société de Paris. Une correspondance générale entre toutes les académies sur l'agriculture donnera de remarquables résultats, « et ce sera à l'Académie de Dijon que l'on en devra l'exemple et la première idée ».

*
**

De tous côtés on a désiré d'être éclairé, conseillé, aidé par l'Académie de Dijon.

C'est un membre du bureau d'agriculture de Dax, Candeloup, qui demande des renseignements pour l'établissement d'une faïencerie (3). C'est un habitant de Montcenis qui écrit le 17 octobre 1769 : il explique qu'il a découvert une mine de charbon. Tous ceux qui se sont servi de ce charbon l'ont trouvé « supérieur à tous les charbons connus jusqu'ici ». Mais cela ne lui suffit pas, et « pour donner plus d'authenticité à leur rapport et pour m'assurer de la vérité de ce fait, je désirerais avoir le jugement de l'Académie... » (4).

Voici un Bourguignon, de la Roche d'Eau, habitant la Martinique, et qui envoie le 5 octobre 1770 cette curieuse lettre : « ... J'ai cherché en vain un moyen de destruction pour les fourmis qui dévastent tout, acharnées également sur les plantes et sur les reptiles, sur les volatiles, les quadrupèdes et les enfants qu'elles dévorent ; elles ne laissent aucune voie de subsistance dans différents quartiers de nos Iles du Vent. Quelques anti-physiciens ont imaginé des secrets qu'ils ont fait payer bien cher sans être assurés de leurs inutiles effets... Je recours à vous plein de confiance... Je ne vous donnerai point d'observa-

(1) Varenne-Feuille, de Bourg, était membre non résidant depuis le 18 février 1790. Cf. Milsand, p. 413.

(2) Reg. acad., t. XV.

(3) Ms. arch. acad. Lettre datée du 28 mai 1766.

(4) Ms. arch. acad.

tions analytiques sur la nature de ces misérables insectes. Les fourmis qui nous désolent ne diffèrent de celles d'Europe que quant aux progrès. Accoutumées d'abord à surnager dans les plus rapides torrents, elles ne craignent point du tout l'eau. On en a même puisé en grande quantité dans la mer pour les inonder, et il semblait que plus on en arrosait le sol qui les cache plus on facilitait la population de l'espèce. Et ce qui est extraordinaire, j'ai fait incendier les surfaces pour réduire tout en cendres. Assemblées par pelotons et actives à se jeter sur les feux allumés, elles les ont éteints presque sans perte. Quel serait donc le véritable moyen de remédier à ces calamités publiques ? C'est ce que nous ignorons. C'est ce que j'ose demander à la savante société de notre capitale... » (1). L'Académie tient à donner une « réponse satisfaisante » au Martiniquais. Fournier rédige donc un mémoire où, après avoir décrit les différentes espèces de fourmis connues, il donne pour les détruire plusieurs moyens dont il a éprouvé l'efficacité. Quand Fournier eut terminé la lecture de son travail, l'Académie arrêta que « pour rendre les expériences énoncées dans le mémoire aussi authentiques que possible pour engager à les tenter, MM. les académiciens seraient invités à les répéter dès que l'occasion s'en présenterait » (2).

Voici le combatif Luneau de Boisgermain, célèbre depuis quelques années par le procès qu'il soutint contre la corporation des libraires pour avoir vendu lui-même son édition des *Œuvres de Racine* (3), et qui organise un « abonnement littéraire servant pour la province à l'expédition par la poste de tous les livres brochés et autres nouveautés littéraires... au prix auquel chaque article sera vendu publiquement chez les différents libraires de Paris » (4). Il écrit le 9 avril 1773 à Maret cette lettre violente : « Vous serez étonné d'apprendre que la plus grande partie des gens de lettres dont j'ai défendu les droits ont été presque autant mes adversaires que les libraires. Ils trouvaient extraordinaire que je les voulusse

(1) Ms. arch. acad.

(2) Séance du 8 février 1771. Reg. acad., t. VI.

(3) 7 vol. in-8, 1768.

(4) Daniel Mornet, *les Orig. intell. de la Rév. fr.*, p. 312.

retirer de l'esclavage dans lequel on les tenait. » Et l'on a vu Diderot se faire le défenseur de l'odieuse corporation. La cause des libraires ne gagna rien à cette intervention. Elle parut si étrange que « tout le monde a pensé qu'ils avaient payé M. Diderot pour les louer ». Vraiment, il faut s'attrister grandement sur « la vie basse et rampante que mènent les gens de lettres avec les libraires. A la manière dont ils vivent avec eux, on dirait presque qu'ils attendent leur subsistance de leur table ». Les libraires ont peut-être raison de les traiter ainsi. « La misère dans laquelle naissent les gens de lettres, le peu d'éducation qu'ils ont reçue, le peu d'usage qu'ils ont de la bonne société les forcent de s'en éloigner ou, s'ils s'y montrent, ce n'est souvent que pour déshonorer la profession qu'ils ont embrassée. Dans le nombre de ceux qui ne font aucun honneur à la profession des gens de lettres par l'élévation de leur âme, il en est que le besoin réduit à l'asservissement le plus méprisable. » Il ne reste plus qu'à « plaindre la littérature de l'état d'avilissement dans lequel on la réduit ». Au reste, il n'importe guère qu'il y ait des gens de lettres dignes de mépris. « Ce ne sont point eux qui doivent passer à la postérité. Si leurs ouvrages sont bons, ils feront excuser les fautes ou les inconséquences de leur vie. » Luneau de Boisgermain semble avoir terminé sa diatribe. Il écrit : « Je vous prie de vouloir bien remercier l'Académie de l'accueil qu'elle a fait à mes *Mémoires* (1). Son suffrage m'a fait beaucoup de plaisir. » Puis, comme il pense à ce dernier travail, il reprend : « Je connais quelques-uns des gens de lettres qui furent nommés par l'Académie pour vérifier les planches de l'*Encyclopédie*. Certainement, ils ne seront point justifiés aux yeux de la postérité en disant qu'ils n'ont vu que ce qu'on a voulu leur montrer. Ils manquèrent de fermeté dans cette affaire. Cette faute a conduit les libraires à toutes les surprises qu'ils ont faites au public. On ferait une histoire très intéressante de toutes ces vilenies. Les libraires ont reçu près de cinq millions pour l'affaire de l'*Encyclopédie*.

(1) C'est le *Mémoire contre les libraires associés à l'Encyclopédie*, qui parut en 1771-1772, in-4.

Ce qu'il y a de plus inconcevable, c'est qu'ils les gardent probablement... » (1). Luneau de Boisgermain avait enfin épanché sa bile.

Voici Guenot, le si bon curé de Chevannay, « près Vitteaux en Bourgogne, baillage de Semur-en-Auxois, diocèse de Dijon », que tous connaissent pour sa grande charité, et dont les *Affiches de Bourgogne* viennent encore de parler (2), qui rapporte à l'Académie tout ce qui lui semble anormal. Le 13 avril 1776 (3), il explique avec force détails que de magnifiques cheveux poussent sur la tête d'un octogénaire chauve depuis fort longtemps. Le 22 avril 1776 (4), il écrit qu'un homme de 72 ans vient d'avoir quatre dents. Ce n'est peut-être pas de beaucoup d'intérêt, mais le curé veut faire part de son étonnement à la fondation Pouffier, car, dira-t-il : « en bon patriote, je me suis fait une loi d'instruire l'organe de l'Académie de Dijon de tout ce qui paraîtra singulier dans nos cantons. Si je donne à gauche, au moins je suis sûr de mon absolution auprès d'une société dont tous les membres conspirent à dérober à la nature ses secrets les plus cachés. »

C'est un M. Jannon qui écrit de Plombières le 14 août 1777 pour apprendre à l'Académie qu'une « source de qualité » vient d'être découverte dans son pays, que plusieurs analyses ont été effectuées sur l'eau, qui doit être « ferrugineuse, alcaline et purgative » ; mais qu'une seule analyse comptera vraiment : c'est celle dont la fondation Pouffier voudra bien se charger. Car « l'Académie de Dijon s'étant toujours attachée à tout ce qui pouvait intéresser l'homme et sa conservation, j'ai cru qu'elle devait être consultée la première en cette occasion, et que son suffrage, dont je connais le poids et la valeur, devait déterminer le degré de confiance que mérite la nouvelle fontaine... » (5).

(1) Ms. arch. acad.

(2) « L'humanité de M. Guenot, curé de Chevannay, a déjà fourni à plusieurs journaux des articles... » (Trait de bienfaisance. *Affiches de Bourgogne*, 30 janvier 1776).

(3) Ms. arch. acad.

(4) Ms. arch. acad.

(5) Ms. arch. acad.

Ce sont enfin des cerveaux nébuleux ou détraqués qui réclament de l'Académie, « Tribunal auguste et respectable des juges souverains des productions de l'esprit humain », une « décision suprême et irréfragable... » (1).

Sages et fous, grands et petits eurent confiance dans la fondation Pouffier; ils l'admirèrent, l'aimèrent, la vénérèrent pour ses travaux et son « patriotisme ». Tous reconnurent en elle la grande, la seule autorité intellectuelle de la Bourgogne.

(1) Ms. arch. acad. Lettre datée du 13 novembre 1774.

CONCLUSION

L'abbé Pluche, qui connut au XVIII^e siècle un énorme succès avec son ouvrage le *Spectacle de la nature*, disait en 1732 : « J'aime mieux M. de Réaumur occupé à exterminer les teignes de nos tapisseries avec l'huile de térébenthine, ou les punaises de tout un logis avec la fumée du tabac, que M. de Bernouilli absorbé dans son algèbre, ou M. Leibniz combinant les divers avantages et inconvénients des mondes possibles. Pour être raisonnable et savant faut-il toujours être à mille lieues des autres ? »

L'Académie de Dijon n'a pas médité des travaux de Bernouilli et de Leibniz. Elle ne s'en est point soucée. Certes, elle préférerait Réaumur occupé comme le montre l'abbé Pluche.

Elle a nourri un grand amour pour la science, mais pour la science immédiatement pratique. Elle s'est efforcée de comprendre le plus possible. Elle a cherché à savoir toujours davantage, sans s'attarder à bâtir ou à suivre des systèmes. Elle prisa avant tout les connaissances utiles. Aussi s'intéressa-t-elle, par exemple, à l'inoculation, à l'allaitement maternel, aux épidémies, aux soins à donner aux pauvres, aux plantes qui poussent en Bourgogne, aux défrichements, aux engrais, à l'ergot du blé et du seigle, à la culture du maïs et de la pomme de terre, au pain qu'on peut faire avec celle-ci, aux moyens à employer pour éviter la disette de blé, à la vigne et aux vins de Bourgogne, aux charbons de terre, aux paratonnerres, aux montgolfiers. Les problèmes de la mendicité, de la jurisprudence, de l'éducation publique, de l'histoire de la province ont retenu ses soins.

Elle s'est continuellement refusée à se perdre dans les nuages. Elle rejeta avec force ce que l'observation et l'expérimentation ne lui avaient point montré et prouvé. Rien ne put lui faire quitter le terrain solide de la réalité. Rien ne parvint à l'écarter du chemin qu'elle s'était tracé, pas plus l'immense enthousiasme soulevé par l'Amérique

du bon sauvage et du sage Franklin que la vive curiosité provoquée par Cagliostro, Mesmer et les sourciers.

Elle affirma un complet loyalisme envers la royauté comme envers la Révolution. Sa sincérité fut égale dans l'un et l'autre cas. Elle ne voulait pas qu'une remontrance vînt entraver ses efforts et surtout qu'un ordre l'obligeât à disparaître. Elle tenait à vivre pour pouvoir travailler.

Elle a travaillé fortement. La somme de son labeur d'un demi-siècle est considérable. Cependant, elle n'a pas produit une œuvre vraiment originale. De même que les autres académies provinciales, elle a suivi le courant et ne l'a que peu grossi. Elle fut en Bourgogne le lieu où les connaissances venues d'ailleurs se sont réunies pour s'acclimater, puis pour se répandre. Si toute la France moyenne du XVIII^e siècle se mit à penser, elle le dut pour une bonne part aux académies de province. Toutes ont essayé de porter dans la région où elles se trouvaient le flambeau de la raison, de faire naître le goût des sciences par les expériences qu'elles tentèrent, les correspondances qu'elles entretenirent, les prix qu'elles offrirent, les cours publics qu'elles créèrent. Elles ont été écoutées et respectées parce qu'elles étaient composées des hommes les plus instruits et les plus représentatifs de la province. Elles ont été aimées parce qu'elles ont rendu tous les services dont elles étaient capables. Elles ont fait consister leur gloire dans leur utilité. Elles ont rempli une vaste tâche grâce aux talents et aux vertus de la bourgeoisie.

Tandis que la classe moyenne ne tenait qu'une humble place chez le président Bouhier où elle n'osait élever la voix, et que son rôle s'y bornait à acquiescer et à applaudir, elle occupa immédiatement dans la fondation Pouffier une situation prépondérante. Son amour du travail lui fit accomplir une grande œuvre, sa prudence l'empêcha d'errer, son dévouement à la chose publique lui indiqua les recherches à suivre, lui montra le devoir à remplir.

La société Richard de Ruffey, continuatrice de la société Bouhier, essaya de renverser la citadelle plébéienne. Elle échoua et disparut. Alors, pour ne point perdre toute influence, les patriciens s'allièrent à la bourgeoisie. Un moment, ils espérèrent pouvoir la dominer. La bourgeoi-

sie les accepta comme des égaux, les rejeta quand ils voulurent être ses chefs.

Nous comprenons maintenant le rôle éminent et décisif de la classe moyenne, son autorité grandissante. La direction prise par l'Académie a été celle que la bourgeoisie lui a donnée. La compagnie dijonnaise s'est, à sa naissance même, imprégnée de l'esprit nouveau, et beaucoup de patriciens qu'elle comptait dans ses rangs ont suivi la voie où elle s'était délibérément engagée. Les membres qui restèrent en arrière, musant dans les sentiers de l'humanisme, furent à peine écoutés. Pourtant, par leur « sensibilité », ils ont apporté dans la fondation Pouffier une nuance non négligeable. Sans eux, l'Académie de Dijon n'aurait pas reflété toute la pensée française du XVIII^e siècle.

La mort héroïque de Maret, en pleine force de l'âge, au milieu des siens et de sa famille académique, et la disparition du vieux et acariâtre Richard de Ruffey, dans la solitude, au milieu d'un foyer dévasté sont à nos yeux les images des deux mondes qui se sont affrontés. Le docteur Maret avait aidé de tout son pouvoir à l'érection d'une œuvre solide et neuve, avait travaillé de tout son cœur à soulager le sort des déshérités, à semer l'espérance. Richard de Ruffey ne laissait derrière lui que des cendres froides, que l'indifférence, que le silence.

Si l'humanisme bourguignon n'a point possédé de caractères nettement déterminés et semble un écho des philologues du XVI^e siècle, la fondation Pouffier n'aurait pu acquérir l'influence qu'elle a eue dans un autre siècle que le dix-huitième. Elle est une affirmation de l'esprit nouveau. Elle est le témoin de la grandeur morale et de la puissance matérielle de la bourgeoisie. L'époque dont elle s'occupe est la sienne. Elle est venue en des temps très propices, et l'on se tourna vers elle avec un vif intérêt, une profonde sympathie, une réelle admiration.

L'Académie de Dijon connaissait alors une ère glorieuse, un âge d'or, tandis que l'affaiblissement des universités était tel qu'on eût pu le croire irrémédiable.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE ⁽¹⁾

I. MANUSCRITS

A. — ARCHIVES DE L'ACADÉMIE :

1. *Registres* :
I, 1740-16 janvier 1761 ;
II, 23 janvier 1761-18 janvier 1765 ;
III, 25 janvier 1765-27 mars 1767 ;
IV, 3 avril 1767-7 janvier 1769 ;
V, 13 janvier 1769-15 janvier 1771 ;
VI, 22 janvier 1771-23 juillet 1773 ;
VII, 30 juillet 1773-18 mai 1775 ;
VIII, 24 mai 1775-13 mars 1777 ;
IX, 20 mars 1777-7 janvier 1779 ;
X, 14 janvier 1779-6 juillet 1780 ;
XI, 13 juillet 1780-22 novembre 1781 ;
XII, 29 novembre 1781-12 décembre 1782 ;
XIII, 19 décembre 1782-29 janvier 1784 ;
XIV, 5 février 1784-2 mars 1786 ;
XV, 9 mars 1786-14 août 1793 ;
XVI, 20 juillet 1786-6 mars 1788.

2. *Autres documents des archives académiques* :

- a) Travaux académiques : Sept portefeuilles contenant environ six cents mémoires scientifiques et littéraires déposés de 1762 à 1793.
- b) Pièces envoyées au concours : Trois portefeuilles (1742-1791).
- c) Pièces diverses :
- 1759 Discours de réception de Richard de Ruffey (2 mars).
- 1760 Lettres du marquis de Turbilly (26 juin et 2 novembre).
Lettre de Chardenon à de Turbilly (25 juillet).
- 1761 Lettre de Michault à Fevret de Fontette (2 avril).
Réponse de Richard de Ruffey au discours de réception de Cœur de Roy (29 mai).

(1) Nous n'avons fait place dans cet Index qu'aux documents qui nous ont servi au cours de la rédaction de notre livre. Il nous a paru inutile d'énumérer les dictionnaires et les études générales auxquels nous avons eu recours soit pour préciser un détail, soit pour exposer succinctement l'état des connaissances au XVIII^e siècle. Nous n'avons pas cru, par exemple, qu'il fût nécessaire d'indiquer : *l'Histoire de l'astronomie moderne* de Bailly (3 vol. in-4, Paris, 1779-1782), la *Bibliographie astronomique avec l'histoire de l'astronomie de 1781 à 1802* de Lalande (Paris, 1803), le *Traité de mécanique céleste* de Félix Tisserand (4 vol. in-8, Paris, 1889-1896), les *Œuvres* de Lavoisier (6 vol. in-8, Paris, 1862-1893), ou le *Dictionnaire de médecine, de chirurgie, de pharmacie* de Littré et Robin, ou les histoires générales de la littérature.

- Discours de Richard de Ruffey lors de la réception de Daubenton (29 mai).
- 1762 Discours de Richard de Ruffey lors de la réception de Poncet de la Rivière, du marquis d'Anlezy et de Dufour de Villeneuve (26 mars).
- Discours de Richard de Ruffey lors de la réception de Le Roy de Flagis (6 août).
- Lettre de Jean Nadault à Richard de Ruffey (29 novembre).
- Lettre de Le Roy de Flagis à Richard de Ruffey (19 décembre).
- 1763 Lettre de Barberet à Richard de Ruffey (4 janvier).
- Épître de Cornélie à l'empereur Domitien* par Le Roy de Flagis (lue à l'Académie le 7 janvier).
- Discours de réception de Larcher et réponse de Richard de Ruffey (25 février).
- Discours de réception de J.-Ph. Maret et réponse de Richard de Ruffey (9 décembre).
- 1764 Correspondance du Prince de Condé (22 lettres signées de Condé et 16 signées du secrétaire Roullin) [janvier 1764, mars 1782].
- Discours de Richard de Ruffey lors de la réception de Guyton de Morveau (20 janvier).
- Discours de Richard de Ruffey pour l'élection de nouveaux officiers (2 mars).
- Lettre de Pinot à l'Académie (6 avril).
- Discours de Legouz de Gerland en offrant son cabinet d'histoire naturelle (30 juin).
- Projets de lettres de Maret au prince de Condé (29 décembre 1764, août 1768, 6 août 1772).
- Projets de lettres de Maret aux médecins Godard et Marigüe (1764).
- 1765 Projet de lettre de Maret à Mme de Rochechouart (entre le 30 juin et le 4 juillet).
- Projet de lettre aux journaux sur le prix de 1764 (13 juillet).
- Projet de lettre de Maret au marquis de Bissy (16 novembre).
- Projet de lettre à Chifflet (16 novembre).
- Projet de lettre de Maret à des Garets (30 novembre).
- Projets de lettres de Maret à Roullin (novembre 1765 et 20 novembre 1777).
- Vers à M. François (François de Neufchâteau) sur son remerciement à l'Académie de Dijon par Mailly (15 décembre).
- Note sur des instruments d'astronomie et de géométrie.
- Poésies de François de Neufchâteau.
- 1766 Lettre du marquis de Paulmy (16 janvier).
- Projet de lettre de Maret à de Paulmy (25 janvier).
- Poésie de Guyton de Morveau, *Épître à M. P****, pour le remercier d'un tableau (21 mars).

- Lettre de Venevault à Maret (26 mars).
 Lettre du bureau d'agriculture de Dax (28 mai).
 Discours prononcé par Poncet de la Rivière devant le prince de Condé (16 juillet).
 Vers à S.A.S. Mgr le Prince de Condé tenant les Etats à Dijon, par Mailly (juillet).
 Projets de lettres de Maret à l'abbé Roze (juillet 1766 à avril 1767).
 Projet de lettre de Maret à du Terrail (2 août).
 Projets de lettres de Maret à Poinciset (21 décembre 1766 et 2 décembre 1768).
 Projets de lettres de Maret à l'abbé Expilly (1766).
- 1767 Lettres de Juilly de Thomassin (14 février 1767, 17 février 1773, 8 février et 6 mars 1775).
 Discours de réception en vers de Juilly de Thomassin (10 avril).
 Projet de lettre de Maret à Voltaire (14 avril).
 Deux lettres à l'Académie (14 août 1767 et 13 novembre 1774).
 Projet de lettre de Maret au P. Sauvade (1767).
- 1768 Lettre de Clugny à Richard de Ruffey (23 mars).
 Lettres de l'Académie de Metz (17 septembre 1768 et 28 février 1771).
 Projet de lettre de Richard de Ruffey à de Clugny (2 décembre).
 Projet de lettre de Maret à Pasumot (1768).
- 1769 Lettre de la société d'agriculture d'Orléans (11 juillet).
 Lettre sur une mine de charbon de Montcenis (17 octobre).
 Projet de lettre de Maret à Buffon (1769).
 Note sur des ouvrages à insérer dans les Mémoires (1769).
- 1770 Lettre de l'Académie de Lyon (19 janvier).
 Lettre de la Société des sciences de Montpellier (9 mai) et projet de réponse de Maret.
 Lettre sur les fourmis de la Martinique (5 octobre).
- 1773 Lettre de Bouchu (mars).
 Lettre de Luneau de Boisgermain (9 avril).
 Note de Maret sur la première séance tenue le 5 août 1773 à l'hôtel de Grammont.
Les Tableaux de la nature de Renaud de la Greslaie (30 juillet).
- 1774 Lettre de Perret (4 mai).
 Lettre d'Amelot de Chaillou (5 mai).
 Lettre de Godard (15 novembre).
- 1775 Lettre de Nicolas à Maret (12 février).
 Lettre du chevalier de Mouhy (3 mars).
 Lettres de La Touraille à Maret (24 juin et 18 juillet).
 Rapport de Cl. Picardet et de J.-B. Mailly sur un ouvrage de La Touraille (juillet).

- Correspondance de Dupleix de Bacquencourt (onze lettres, 1775-1777).
- Rapport de Baillet sur les ouvrages de Grignon (avant 1776).
- 1776 Deux lettres de Guenot (13 et 22 avril).
Discours de récepti^{on} de Leroux (12 décembre).
- 1777 Projet de lettre de Guyton de Morveau, Maret et Durande au prince de Condé (15 février).
Vers de M. le Président de Ruffey à M. le Comte de Buffon sur l'érection de sa statue au jardin du Roy (4 décembre).
Délibération relative aux honneurs du buste à décerner aux hommes distingués par leurs talents (27 décembre).
Correspondance de l'abbé Grandidier (douze lettres, 1777-1782).
- 1778 Copie de deux lettres de Voltaire à Juilly de Thomassin (février).
Traduction libre d'un sonnet italien par Gueneau de Montbeillard (21 mai).
Discours de Dupleix de Bacquencourt (13 août et 12 novembre).
Poésie du chevalier de Bonnard, *Epttre de la raison aux hommes*.
Vers du comte de La Touraille, Epitaphe de Voltaire.
- 1779 Note sur le portrait de Philippe le Bon par Jean Van Eyck, offert par Claude Hoin (février).
Rapport de Saisy sur un ouvrage de Le Gentil (16 décembre).
- 1780 Lettre de Visery de Bois Vallé à Maret (16 juillet).
Lettres de Barbier de Tinan à Maret (1780).
- 1781 Rapport des abbés de La Fare et Fabarel sur des ouvrages de Perreau (janvier).
Discours de réception de Caillet (14 février).
Projet du discours d'ouverture du cours de chimie (28 février).
Projet du discours d'ouverture du cours de matière médicale (28 février).
Lettre de Rigoley de Juvigny (17 décembre).
- 1782 Objets de très humbles et très respectueuses représentations de l'Académie de Dijon à Monseigneur le Garde des sceaux. Projet (mai).
Projet de lettre à de Neville (6 juillet).
Projet du Prospectus des Nouveaux Mémoires de l'Académie de Dijon pour la partie des sciences et arts proposés par souscription (juillet).
Liste des ouvrages donnés par MM. les académiciens pensionnaires en 1782 (Liste dressée par Maret et datée du 1^{er} septembre 1782).

- 1783 Compliment en vers à l'Académie de Dijon le jour de sa réception, par le baron Constant de Rebecque et réponse de l'abbé Fabarel (15 mai).
- 1784 Vers présentés par les écoliers de rhétorique du collège de Dijon (15 juillet).
Compliment en vers de Richard de Ruffey au prince Frédéric-Henri de Prusse (14 août).
Discours de Guyton de Morveau lors de la réception de Monget (2 décembre).
Note de Maret sur la culture de la vigne en Bourgogne (9 décembre).
- 1785 Discours d'ouverture du cours de matière médicale (24 janvier).
Discours de Durande sur la botanique (20 juin).
Discours de réception d'Angulo et réponse de Guyton de Morveau (11 août).
- 1786 Discours de réception du comte de Chastellux (26 janvier).
Discours de Guyton de Morveau lors de la réception de Guyot de St-Michel (23 mars).
Projet du discours d'ouverture du cours de chimie (1786).
Note sur le sujet du prix de 1786.
- 1787 Discours de réception de Navier (2 août).
Vers d'un honnête homme au vieux président de Ruffey (1787).
- 1788 Rapport de Claude Picardet sur les poésies de Legay (24 janvier).
- 1795 Inventaire des livres de la bibliothèque de l'Académie de Dijon (21 juillet).
- Poésies de Richard de Ruffey.
Vers de Richard de Ruffey contre Hugues Maret.
Vers à Monsieur le Président de Ruffey en lui renvoyant un recueil de ses poésies.
Poésies de Claude Picardet.
Traduction du statut municipal de Strasbourg de 1527.

B. — FONDS DES MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE DE DIJON :

- N° 268 Recueil d'anecdotes en vers et en prose (1763).
- N° 363 Catalogue des plantes qui naissent aux environs de Dijon, par M. d'Huissier d'Argencour.
- N° 423 Trois affiches du cours d'anatomie de Chaussier (1787).
- N° 439 Denis Chaussier (Notes diverses de médecine, recettes, traitement de diverses maladies).
- N° 440 Leroux, Recueil de consultations et de mémoires.
- N° 452 Lettres adressées à M. Fabarel, grand chantre de la cathédrale de Dijon, par MM. Jeaurat, Cassini, Lepaute, Bertrand et Charité, 1783-1786.

- N° 742 *Mercuré dijonnais*.
- N° 840 Pièces recueillies par le président Bouhier (fol. 27).
- N° 877 Noël, satires et lanturlus dijonnais.
- N° 914 Mémoires, rapports et comptes rendus concernant l'Académie de Dijon.
- N° 917 Recueil de pièces historiques concernant surtout la Bourgogne.
- N° 919 Notes biographiques sur les membres de l'Académie de Dijon.
- N° 940 Abbé Boullemier : Œuvres.
- N° 958 Abbé Boullemier : Œuvres historiques et archéologiques.
- Nos 959 et 981 Abbé Boullemier : Mémoires historiques.
- N° 979 Œuvres diverses de M. Pasumot, géographe et antiquaire beaunois.
- N° 995 Sujets de prix proposés par diverses académies de France au XVIII^e siècle.
- Nos 996 et 1168 Abbé Courtépée, Notes sur la Bourgogne.
- N° 1009 Notices biographiques bourguignonnes, par P.-L. Baudot (Volfius).
- N° 1030 Notes historiques, littéraires et bibliographiques, recueillies par l'abbé Boullemier.
- N° 1041 Notes d'histoire, de littérature et de critique, de la main de l'abbé Courtépée.
- N° 1080 Recueil historique (5. Eloge historique de M. l'abbé Boullemier ; 6. Notice historique sur Pasumot ; 8. sur Devosge ; 9. sur Courtépée).
- N° 1133 Inventaire des titres et papiers de la succession de M. Gelot, avocat à Dijon.
- N° 1166 Recueil. (I. Voyages de l'Abbé Courtépée ; IV. Rapport de MM. Courtépée et Boullemier sur les mémoires de M. Monget.)
- N° 1262 Table alphabétique des matières contenues dans les trois volumes de chimie pour servir aux cours de l'Académie de Dijon.
- N° 1464 Correspondance de Fevret de Fontette relative à la *Bibliothèque historique de la France* (1758-1771).
- N° 1597 Œuvres de la Société littéraire (Richard de Ruffey).
- N° 1598 Société littéraire de Dijon. Travaux de M. Richard de Ruffey.
- Nos 1625 et 1626 *Histoire et Histoire secrète de l'Académie de Dijon* (Richard de Ruffey). M. Lange en a publié une édition partielle (Paris, 1909).
- N° 1627 Académie de Dijon, Correspondance.
- N° 1628 Premier registre de la Société littéraire Richard de Ruffey.
- N° 1657 Catalogue des mss. de la Bibliothèque publique de Dijon par Boullemier.

- N° 1659 Catalogue méthodique des mss. de la Bibliothèque publique de Dijon par Boullemier.
 Nos 1734 à 1736 Poésies de Richard de Ruffey.
 N° 1738 Papiers de Richard de Ruffey.
 N° 1754 Correspondance de l'abbé Vollius.
 N° 1756 Lettres de la comtesse de Rochechouart à Richard de Ruffey.
 N° 1766 *Délassements de H. V.* (Henri Vienne).
 N° 1991 Dépouillement des registres de la fabrique de Saint-Médard de Dijon.
 N° 2025 *Portefeuille d'un amant ou mes vers à Cratide* (Guyton de Morveau).
 Nos 2061 à 2065 Bibliothèque des auteurs de Bourgogne (Supplément, 5 volumes).

II. IMPRIMÉS

A. — BIBLIOGRAPHIE ACADÉMIQUE :

1. Documents officiels :

- Testament de Messire Hector-Bernard Pouffier, Dijon, 1736.
 Statuts et règlements de l'Académie établie à Dijon par lettres patentes du Roy, Dijon, 1740.
 Statuts et règlements de l'Académie de Dijon, Dijon, 1762.
 Nouveaux statuts et règlements pour l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, Dijon, 1767.

2. Mémoires de l'Académie :

- Mémoires de l'Académie de Dijon, Dijon, 1769-1774, in-8, 2 vol.
 Nouveaux Mémoires de l'Académie de Dijon pour la partie des sciences et arts, Dijon, 1782-1785, in-8, 4 vol.
 Mémoires de 1799 à 1935, 89 vol.

3. Eloges :

- Eloge de l'abbé Boullemier par L.-B. Baudot, Dijon, 1799.
 Le docteur Chaussier, par C.-N. Amanton, Dijon, 1828.
 Eloge historique de S. A. S. Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé par Th. Foisset, Dijon, 1819.
 Eloge de M. Devosge, par Fremiet-Monnier, Dijon, 1813.
 Eloge de M. Leblanc, par Maret, Paris, 1778.
 Eloge de M. Legouz de Gerland, par Maret, suivi de Stances sur la mort de M. Legouz de Gerland, par Baillot, Dijon, 1774.
 Eloge de M. (J.-Ph.) Maret, par H. Maret, Dijon 1781.

- Eloge de M. Maret (H.), par Vicq d'Azir, Paris, 1787.
 Eloge de Piron, par Perret, Dijon et Paris, 1774.
 Eloge de Messire Pouffier, par Lantin, Dijon, 1754.
 Eloge de Rameau, par Maret, Dijon et Paris, 1766.

4. *Discours :*

- Discours pour la distribution du prix de morale de 1743 par Lantin, Dijon, 1743.
 Discours sur le luxe, par Lantin, Dijon, 1750.
 Discours sur l'utilité des passions par rapport à la santé, par Hoin, Dijon, 1752.
 Discours sur la tolérance, par Lantin, Dijon, 1756.
 Discours de réception de Mgr Poncet de la Rivière et réponse du président Richard de Ruffey, Dijon, 1762.
 Discours de remerciement par Richard de Ruffey à Legouz de Gerland « au sujet du présent de son cabinet d'histoire naturelle » qu'il a fait à l'Académie, Dijon, 1764.
 Vers de M. François de Neufchâteau, en Lorraine, âgé de quatorze ans, à l'Académie de Dijon, pour la remerciement de la place d'académicien associé dont elle l'a honoré, Dijon, 1765.
 Discours lu à l'ouverture du premier cours de botanique, le 20 juin 1773, par Durande, Dijon, 1773.
 Discours de réception de M. le comte de La Touraille et réponse de M. Guyton de Morveau, Dijon, 1775.
 Epître à la raison ou l'éloge de la vraie philosophie, par un vieillard désabusé (le comte de La Touraille), Dijon, 1784.
 Discours sur l'économie ou l'éloge de la simplicité, par le comte de La Touraille, Dijon, 1787.
 Discours lu à l'ouverture du cours de l'Académie, le 12 avril 1790, par Guyton de Morveau, Dijon, 1790.
 Discours lu à l'ouverture des cours publics de l'Académie, le 13 juillet 1791, par Chaussier, Dijon, 1791.

5. *Pièces couronnées :*

- Discours qui a remporté le prix de morale... en l'année 1743, le jour de Saint-Louis, par M. Fromageot, avocat, Dijon, 1743.
 Discours qui a remporté le prix de l'Académie de Dijon, en l'année 1750, sur cette question proposée par la même Académie : Si le rétablissement des sciences et des arts a contribué à épurer les mœurs ; par un citoyen de Genève, Genève, 1750.
 Dissertation dans laquelle on examine si les jours critiques sont les mêmes en nos climats qu'ils étaient dans ceux où Hippocrate les a observés,

- par Aimen, médecin. (Prix pour l'année 1751).
Paris, 1752.
- Discours qui a remporté le prix en l'année 1754, par
l'abbé Talbert, s. l. n. d.
- Discours qui a remporté le prix... en l'année 1757,
par le P. Millot, jésuite, Lyon, 1757.
- Mémoire sur le canal de Bourgogne, qui a remporté
le prix... en 1763, par Thomas Dumorey, ingénieur
en chef des Etats de Bourgogne, Paris, 1764.
- Mémoire pour concourir au prix proposé... pour
l'année 1763, et qui a mérité l'accessit... par M. Le
Jolivet fils, Dijon, 1764.
- Dissertation sur la nature, la manière d'agir, les
espèces et les usages des antispasmodiques pro-
prement dits, qui a remporté le prix... en 1764,
par G. Lambert Godard, Dijon, 1765.
- Traité élémentaire de morale dans lequel on déve-
loppe les principes d'honneur et de vertu et les
devoirs de l'homme envers la société, pièce qui
a remporté le prix... en 1766, par l'abbé Roze,
Besançon, 1767, 2 vol.
- Dissertations sur les antiseptiques, qui ont concouru
pour le prix... en 1767, dont la première a rem-
porté le prix (de Boissieu) et dont les deux autres
ont partagé l'accessit (Bordenave et Godard)...
Dijon et Paris, 1769.
- Eloge de Pierre Terrail dit le chevalier Bayard.
sans peur et sans reproche, qui a remporté le
prix... en 1769, par M. Combes, Dijon, 1769.
- Mémoire sur les méthodes rafraîchissante et échauf-
fante, par M. de Boissieu, qui a remporté le prix...
en 1770..., Dijon, 1770.
- Eloge historique de Jacques-Bénigne Bossuet, évê-
que de Meaux, par l'abbé Talbert, ouvrage qui a
remporté le prix... en 1772, Dijon, 1773.
- Discours sur les jeux et les exercices publics, par
M. l'abbé Lasserre, ouvrage qui a remporté en
1775 le prix..., Dijon, 1775.
- Mémoire qui a remporté le prix... le 18 août 1776...
par M. Voulonne, Avignon, 1776.
- Le naturismë, ou la nature considérée dans les
maladies et leur traitement conforme à la doctrine
et à la pratique d'Hippocrate et de ses secta-
teurs, ouvrage qui a remporté le prix (2°)... le
18 août 1776, par M. Planchon, Tournay, 1778.
- Dissertation sur le charbon malin de la Bourgogne.
ou la pustule maligne, ouvrage couronné... le
14 février 1780, par M. Thomassin, Dijon et Be-
sançon, 1780.

Mémoire sur la destruction des plantes inutiles ou vénéneuses qui infectent les prairies, ouvrage couronné... en 1781, par Brugmans, naturaliste hollandais, Groningue, 1783.

Mémoire qui a remporté le prix... sur cette question : Déterminer avec plus de précision qu'on ne l'a fait jusqu'à présent le caractère des fièvres intermittentes... par M. Voulonne, 1782. — Le mémoire de Strack, qui a partagé le prix avec Voulonne, a été également imprimé (en latin), Offenbach, 1785.

Eloge de Sébastien le Prestre, chevalier seigneur de Vauban, par Carnot (pièce couronnée en 1784), La Haye, 1784.

Théorie des vents, pièce couronnée en 1785..., par le chevalier de la Coudraye, Fontenay, 1786.

6. *Autres travaux :*

Mémoire sur l'utilité d'un cours public de chimie dans la ville de Dijon, les avantages qui en résulteraient pour la province entière et les moyens de procurer à peu de frais cet établissement, lu à l'Académie... le 17 novembre 1774, par M. de Morveau, Dijon, 1775.

Procès-verbal de l'expérience aérostatique de l'Académie de Dijon, 25 avril 1784, Dijon, 1784.

Description de l'aérostate « l'Académie de Dijon »..., Dijon, 1784.

Procès-verbal de la seconde expérience faite avec l'aérostate : l'Académie de Dijon, 22 juin 1784. Dijon, 1784.

Adresse de l'Académie de Dijon à l'Assemblée nationale (au sujet des bibliothèques des monastères), Dijon, 1790.

Adresse de l'Académie de Dijon aux agriculteurs du département de la Côte-d'Or, Dijon, 1791.

La Société d'agriculture, sciences et arts de Dijon aux commissions d'instruction publique et des institutions républicaines réunies, au sujet de l'organisation d'une école de médecine à Dijon, Dijon, 1799.

Souscription pour faire les bustes des citoyens Maret, Leroux, Durande et Enaux, Dijon, 1800.

7. *Recueil de pièces concernant l'Académie :*

Académie de Dijon, 7 vol. Bibl. publ. de Dijon, fonds Milsand (recueil de pièces des XVIII^e et XIX^e siècles formé par Ph. Milsand).

8. *Ouvrages pour servir à l'histoire de l'Académie :*

Milsand (Ph.), Notes et documents pour servir à l'histoire de l'Académie..., Paris, 1871.

Cornereau (A), Tables générales et particulières des travaux contenus dans les Mémoires, Dijon, 1915.

Moreri (Supplément au dictionnaire de) [Sur l'Académie, au mot Dijon], Paris, 1749.

Exposition de l'état présent de l'Académie..., pour servir de réformation à l'article inséré dans le dernier supplément du Dictionnaire de Moreri, au mot Dijon. Mercure de France, août 1750, pp. 64-72.

Rapport et projet de décret sur le secours provisoire à accorder à l'Académie de Dijon. Imprimé par ordre du Comité d'instruction publique. Paris, imprimerie nationale, 1792.

Lettres inédites de Buffon, J.-J. Rousseau, Voltaire, Piron, de Lalande, Larcher et autres personnages célèbres, adressées à l'Académie de Dijon, avec notes par C.-X. Girault, Paris et Dijon, 1819.

B. — BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE :

1. *Ouvrages publiés aux XVII^e et XVIII^e siècles :*

Almanach de la province de Bourgogne pour 1773. Dijon, 1773.

BAILLOT (P.) Stances à M. de Buffon sur son passage dans sa patrie. Dijon, 1773.
Stances sur la séance publique tenue le 18 mai 1775. Dijon, 1775.
Récit de la révolution de Rome sous Tarquin le Superbe. Dijon, 1791.

BERTRAND (l'abbé) .. Tables astronomiques à l'usage de l'Observatoire de Dijon. Dijon, 1786.
Considérations physiques et astronomiques sur les étoiles fixes. Dijon, 1786.

BROSSES (Ch. de) .. La Vie de Salluste (à la fin du tome III de l'Histoire de la République romaine). Dijon, 1777, 3 vol.

CHAUSSIER (Fr.) Observations chirurgico-légales sur un point important de la jurisprudence criminelle. Dijon, 1790.

CLERC Yu le Grand et Confucius, histoire chinoise. Soissons, 1769.

COLLET (Ph.) Entretiens sur les dixmes, aumônes et autres libéralités faites à l'Eglise, 1693.
Lettres sur la botanique. Paris, 1695.

COURTÉPÉE (l'abbé).. Projet d'une description historique et topographique du duché de Bourgogne. Dijon, 1772.
Histoire abrégée du duché de Bourgogne. Dijon, 1777.

- COURTÉPÉE (l'abbé).. Description générale et particulière du duché de Bourgogne, 7 vol. Dijon, 1785; une nouvelle édition a paru à Dijon, en 1847 (4 vol.).
- DELANDINE (Ant.-Fr.). De la conservation et de l'utilité politique des sociétés littéraires dans les départements. Paris, 1791.
- DEREPAS Amusement littéraire ou dissertation sur un spécifique contre la tristesse et les chagrins de la vie. Dijon, 1753.
- DURANDE (J.-F.) Mémoire sur l'abus de l'ensevelissement des morts. Strasbourg, 1780.
Notions élémentaires de botanique. Dijon, 1781.
Flore de Bourgogne. Dijon, 1782 (2 vol.).
- FEVRET DE FONTETTE. Bibliothèque historique de la France. Paris, 1768-1778 (5 vol.).
- GARREAU (Ant.) Description du gouvernement de Bourgogne. Dijon, 1717.
- GRANDIDIER (l'abbé).. Essais historiques sur l'église cathédrale de Strasbourg. Strasbourg, 1782.
- GUYTON DE MORVEAU. Le Rat iconoclaste ou le jésuite croqué. Paris, 1763.
Mémoires sur l'éducation publique. Dijon, 1764.
Eloge du président Jeannin. Paris, 1766.
Discours publics et éloges. Paris, 1775 (2 vol.).
Eléments de chimie théorique et pratique. Dijon, 1777-1778 (3 vol.).
- GUYTON DE MORVEAU, LAVOISIER, BERTHOLLET et FOURCROY. Méthode de nomenclature chimique. Paris, 1787.
Journal de ce qui s'est passé à Dijon à l'occasion de la rentrée du parlement, avec la description d'un char de triomphe, dédié au Roi. Paris et Dijon, 1789.
La France littéraire. Paris, 1758.
La France littéraire, contenant : I. Les Académies... Paris, 1769. Suppl. en 1778 et en 1784.
- LA TOURAILLE (DE).. Précis de quelques réflexions morales et philosophiques. Dijon, 1781.
- LEROUX (A.-M.) Observations sur la rage. Dijon, 1780.
Traitement local de la rage et de la morsure de la vipère. Edimbourg et Paris, 1785.
- MAILLY (J.-B.) L'Esprit des croisades. Dijon et Paris, 1778-1780 (4 vol.).

- MARET (Hugues) Mémoire sur l'inoculation. Dijon, 1756.
Mémoire sur l'usage où l'on est d'enter-
rer les morts dans les églises et dans
l'enceinte des villes. Dijon, 1773; Note
à ajouter à ce mémoire. Dijon, 1774.
Moyens à employer pour s'opposer aux
ravages de la variole. Dijon, 1780.
- MICHAULT (J.-B.) ... Lettre à M. Briots sur la situation de la
Bourgogne, par rapport à la botanique.
Dijon, 1738.
Mélanges historiques et philologiques.
Paris, 1754 (2 vol.).
- MOREAU (E.) Discours sur l'établissement d'une acadé-
mie de belles-lettres dans la ville de
Dijon. Dijon, 1693.
- NEWPS (J.-B.-V.) ... Lai Nativitai de Mgr l'Duque d'An-
(J.-B. Viennois.) guain. Dijon, 1772.
- PAPILLON (Ph.) Bibliothèque des auteurs de Bourgogne.
Dijon, 1742 (2 vol.).
- PARMENTIER (A.-A.) .. Le maïs ou blé de Turquie. Bordeaux,
1785.
- PICARDET (Cl.) Discours en vers contre les détracteurs
du siècle. Dijon, 1758.
- PIRON (A.) Œuvres. Paris, 1758.
- POINSINET Le Choix des dieux ou les Fêtes de Bour-
gogne. Dijon, 1766.
- ROUSSEAU (J.-J.) ... Emile. Amsterdam, 1762.
Correspondance générale (éd. Th. Dufour
et P. P. Plan), 20 vol. Paris, 1924-1934.
- SALINS (J.-B. DE) .. Défense du vin de Bourgogne. Dijon,
1701.
- VINCENT Eloge de Bayard. Dijon, 1771.
- VOLTAIRE Œuvres complètes (éd. Beuchot), Corres-
pondance, t. LI à LXX. Paris, 1830-
1834.

2. *Ouvrages publiés aux XIX^e et XX^e siècles :*

Annales de Bourgogne (1929-1935).

- ARBAUMONT (J. D') ... Armorial de la Chambre des comptes de
Dijon. Dijon, 1881.
- AUMALE (le duc d') . Histoire des princes de Condé. Paris,
1889-1896 (7 vol. et un index).
- BAUDOT (A.) Etudes historiques sur la pharmacie en
Bourgogne avant 1803. Paris, 1905.
- BAYLE et THILLAYE.. Biographie médicale. Paris, 1855.

- BOUGHARD (M.) De l'humanisme à l'encyclopédie (l'esprit public en Bourgogne sous l'ancien régime). Paris, 1930.
- BROGLIE (Emm. DE).. Les Portefeuilles du Président Bouhier. Paris, 1896.
- COTTIN (Paul) Le roman d'amour de Sophie de Monnier et de Mirabeau. Paris, 1902.
- DASSY (L.-T.) L'Académie de Marseille. Marseille, 1877.
- DEBERRE (l'abbé) ... La Vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle. Paris, 1902.
- DUMAY (G.) Le Mercure dijonnais ou Journal des événements qui se sont passés de 1742 à 1789, et Journal d'un professeur à l'Université de Dijon. Dijon, 1887. V. ms. 742, Bibl. de D. et Mémoires de l'Académie de Dijon, 1885-1886.
Une session des Etats généraux de Bourgogne à Autun en 1763. Autun, 1879.
- FAVIER (J.) Table alphabétique des publications de l'Académie de Stanislas (1750-1900). Nancy, 1902.
- FÉRON (A.) Les Académies provinciales, salons ou sociétés savantes. Rouen, 1934.
- FOISSET (Th.) Correspondance inédite de Voltaire avec Frédéric II, le président de Brosses... Paris, 1835.
Le Président de Brosses. Histoire des lettres et des parlements au XVIII^e siècle. Paris, 1842.
- GASTÉ (A.) Table des travaux insérés dans les Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen (1754-1883). Caen, 1884.
- GÈRES (J. DE) Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux. Bordeaux, 1879.
- GIRAULT (C.-X.) Essais sur Dijon. Dijon, 1814.
- GOHIN (F.) Les Transformations de la langue française pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle (1740-1789). Paris, 1903.
La question du français dans les inscriptions du XVIII^e siècle. Paris, 1904.
- HOUSSAYE (A.) Galerie du XVIII^e siècle, 3^e série. Paris, 1858.
- IMPERIALI (Mlle M.) . François Devosge. Dijon, 1927.
- JACQUET (A.) La Vie littéraire dans une ville de province sous Louis XIV. Paris, 1886.

- MILSAND (Ph.)** Bibliographie bourguignonne. Dijon, 1885.
Supplément à la bibliographie bourguignonne. Dijon, 1888.
- MORNET (D.)** Les Sciences de la nature en France, au XVIII^e siècle. Paris, 1911.
Le Romantisme en France au XVIII^e siècle. Paris, 3^e édit., 1933.
Le XVIII^e siècle (de 1750 à 1789), dans l'Histoire de la littérature française (publ. sous la direction de J. Bédier et P. Hazard). Paris, 1924.
La Pensée française au XVIII^e siècle. Paris, 1926.
Les Origines intellectuelles de la Révolution française (1715-1787). Paris, 1933.
- MUTEAU (Ch.) et GARNIER (J.)** Galerie bourguignonne. Dijon, 1858-1861 (3 vol.).
- NADAULT DE BUFFON.** Correspondance inédite de Buffon. Paris, 1860 (2 vol.).
- OURSSEL (Ch.)** Le Jolivet. Dijon, 1908.
- PAILLET (J.)** Le Panthéon dijonnais ou hommage aux grands hommes de la Côte-d'Or. Dijon, 1805.
- PARISSET (E.)** Observations sur la fièvre jaune. Paris, 1823.
- PINGAUD (L.)** Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon. Besançon, 1892.
- RASPAIL (F.-V.)** Introduction historique de la santé et de la maladie. Paris, 1843 (2 vol.).
- RÉMOND** Avis aux pères et mères sur la vaccine, ou résultat des vaccinations pratiquées. Dijon, 1818.
- SAINT-BEUVE** Causeries du lundi. Paris, 3^e édit., 1857-1872 (15 vol.).
- SAUSSURE (H.-B. DE).** Essai sur l'hygrométrie. Neuchâtel, 1783.
- Société des Philathènes** de Metz (dans Mémoires de l'Académie de Metz, 1874-1875, pp. 653 sq.).
- VINCENS (Ch.)** Académie des sciences, lettres et arts de Marseille. Marseille, 1898.

C. — JOURNAUX :

Affiches, annonces et avis divers de Bourgogne (années 1776, 1777, 1778, 1779, 1784).

Affiches de Dijon ou Journal de Bourgogne (novembre 1783- février 1795).

C. — JOURNAUX :

- Affiches littéraires de Bourgogne (janvier 1776-décembre 1779 et novembre 1783-février 1795).
Annonces et affichés de Dijon (février 1770-janvier 1771).
Annuaire du département de l'Yonne (année 1846).
Gazette des beaux-arts (année 1900).
Gazette de France (année 1783).
Gazette de santé (année 1774).
Journal de la Côte-d'Or (années 1798, 1799, 1805, 1811, 1815).
Journal des Débats (années 1824, 1828).
Journal de Dijon et de la Côte-d'Or (années 1816, 1820, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1828).
Journal de Nancy (années 1780, 1781, 1782, 1783, 1785).
Journal de Paris (année 1787).
Journal patriotique de Bourgogne (1^{er} janvier-6 avril 1790).
Journal patriotique du département de la Côte-d'Or (mai 1790-décembre 1791).
Journal de physique (année 1773).
Journal politique et littéraire de la Côte-d'Or (années 1822, 1824, 1828).
Magasin encyclopédique (années 1813 et 1816).
Mercure de France.
Nouvelles de la république des lettres (année 1786).
Petites affiches de Dijon (année 1815).
-

INDEX ALPHABÉTIQUE

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

AIGREFEUILLE (d') : 51.
AIMEN : 582.
ALBON (d') : 114, 115, 370.
AMANTON : 179.
AMELOT DE CHAILLOU : 159,
515, 523, 626, 627.
ANCILLON : 572, 573, 574.
ANGULO : 152.

ANLEZY (d') : 42, 134.
ANTOINE : 147, 215, 274.
APCHON (Mgr d') : 287, 288.
ARGENS (d') : 51.
ARGENTEUIL (d') : 229.
ARISTOTE : 18, 75.
ATTIRET : 75, 109, 254, 510.
AVRIGNY (d') : 92, 93, 94.

B

BAILLOT : 93, 116, 186, 189,
190, 191, 192, 214, 229, 238,
250, 253, 255, 256, 498, 514,
639, 640, 641.
BARBERET : 46, 53, 80, 182,
309, 350.
BARBIER DE TINAN : 277, 352,
353, 354, 355, 356, 371.
BARDONANCHE : 41.
BARON : 321, 322.
BARON (J.-L.) : 549.
BAZIN : 14.
BEAUVAU (DE) : 101, 113,
114, 212.
BÉGUILLET : 202, 203, 204,
205, 206, 302, 307, 318, 320.
BERRYAT : 47.
BERTHOLON (l'abbé) : 104, 350,
351, 352, 353, 381.
BERTRAND (l'abbé) : 124, 186,
199, 220, 363, 366, 372, 374,
375, 398, 406, 408, 409, 604.
BISSY (DE) : 51, 139.
BOICHOT : 510.
BOISSIEU (DE) : 585, 586.
BONNARD (DE) : 126, 429.
BORDENAVE : 585.
BOSSUET : 16, 185, 211.
BOUCHARD : 7.
BOUCHARDON : 38.
BOUCHU (DE) : 384, 385, 386,
392.
BOUFFLERS (DE) : 51.
BOUHIER (J.) : 185.

BOUHIER (le Pr.) : 8, 9, 13,
14, 17, 34, 35, 39, 40, 56,
59, 217, 263, 301, 648.
BOUILLET : 34, 47, 434, 479,
499, 531.
BOULLEMIER (l'abbé) : 75, 83,
109, 121, 122, 124, 142, 143,
186, 195-198, 245, 346, 347,
499, 502, 503, 504, 505, 638,
639, 641.
BOURBON-BUSSET (DE) : 246,
247.
BOZE (DE) : 38.
BRET : 51.
BRISSOT : 48.
BROSSES (DE) : 8, 9, 34, 35, 40,
44, 47, 50, 52, 53, 58, 59,
66, 79, 135, 184, 185, 187,
190, 193, 209, 210, 211, 212,
217, 242, 243, 256, 279, 479,
481, 482, 483, 484, 485, 486,
487, 490, 491, 508, 509, 564.
BRUGMANS : 545, 546.
BUFFON : 14, 34, 38, 39, 46, 47,
52, 55, 105, 108, 109, 133,
162, 164, 185, 189, 190, 191,
193, 215, 218, 219, 220, 258,
304, 333, 334, 338, 347, 348,
373, 404, 461, 519, 604, 606,
634.
BUISSARD : 361.
BULLET : 51, 499, 500, 502,
503.

C

CADET : 323, 324.
 CAFFIERI : 510.
 CAGLIOSTRO : 296, 478.
 CAILLET : 149, 232, 243, 245, 256.
 CAMPER : 588.
 CARNOT : 231, 245, 252, 399, 575, 576, 580, 599, 600.
 CAYLUS (comte DE) : 38.
 CAZOTTE : 51, 95, 96, 97.
 CHABEUF : 516.
 CHAMBON : 582, 588.
 CHAMILLY (Noël-Bouton DE) : 185.
 CHAMPY : 365.
 CHARDENON : 68, 72, 182, 270, 308.
 CHARLES : 378.
 CHARPY (l'abbé) : 552.
 CHARTRAIRE DE BOURBONNE : 51, 53, 54, 242.
 CHARTRAIRE DE MONTIGNY : 146, 247.
 CHASTELLUX (DE) : 155.
 CHAUSSIER (l'abbé) : 324.
 CHAUSSIER (D.) : 68, 83, 178, 269, 280.
 CHAUSSIER (FR.) : 97, 179, 182, 184, 215, 252, 255, 256, 320, 346, 363, 365, 375, 377, 547, 620, 621, 622.
 CHIFFLET : 51, 636, 637.
 CLERC : 15.
 CLUGNY (DE) : 51, 107.
 COCQUART : 14, 36, 44, 47.

COEUR DE ROY : 51, 65.
 COLAS : 445.
 COLLET (Ph.) : 302, 304, 307.
 COMBES (l'abbé) : 562, 563, 598.
 CONDÉ (Louis-Henri DE BOURBON, prince DE) : 34.
 CONDÉ (Louis-Henri-Joseph, duc DE BOURBON, prince DE) : 228, 624.
 CONDÉ (Louis-Joseph DE BOURBON, prince DE) : 9, 42, 98, 105, 108, 109, 116, 221, 222-236, 256, 258, 386, 387, 389, 403, 404, 405, 409, 414, 431, 449, 470, 510, 511, 512, 513, 514, 519, 523, 524, 525, 530, 535, 559, 560, 562, 570, 572, 574, 576, 581, 583, 608, 613, 624.
 CONDORCET : 212, 255, 256, 638.
 CONSTANT DE REBECQUE : 124, 125, 126, 151.
 COURTÉPÉE : 19, 33, 106, 121, 122, 168, 186, 200, 201, 202, 203, 206, 207.
 COURTIVRON (DE) : 212.
 COUTURIER : 256.
 CRÉBILLON : 47, 52, 185.
 CRÉBILLON (fils) : 52.
 CROMMELIN : 344, 345.
 CUBIÈRES (DE) : 96, 97, 126, 127.

D

DACHÉ : 538.
 DANTON : 49.
 DAUBENTON (L.-J.-M.) : 219, 304.
 DAUBENTON (P.) : 47, 51, 133, 193, 219, 231, 308, 309, 348.
 DELANDINE : 250, 252.
 DEREPAIS : 34, 50, 215.
 DESFOREST : 14.
 DES GARETS : 139.
 DESORMEAUX : 116, 229.

DEVOSGE (A.) : 209.
 DEVOSGE (FR.) : 186, 207, 208, 209, 213, 215, 510, 512, 513, 514, 515, 516, 517.
 DIDEROT : 43.
 DIDIER : 539.
 DROZ : 52, 371.
 DUCHESNE : 40, 41.
 DUFOUR DE VILLENEUVE : 42, 57, 72, 134, 159.
 DUMAY (G.) : 41, 42.

DUMOREY : 145, 237, 537, 538, 557, 558.

DUPLEIX DE BACQUENCOURT : 74, 147, 148, 159, 230, 352, 368, 405, 492, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632.

DURANDE (Cl.-A.) : 179, 180, 181, 245, 300, 301, 302, 303, 304, 607, 610.

DURANDE (J.-F.) : 75, 83, 97, 98, 144, 145, 179, 180, 185, 245, 252, 256, 285, 289, 294, 321, 322, 348, 387, 388, 521, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 617.

DU TERRAIL : 51, 55, 106, 107, 413, 535, 562.

E

ENAU : 83, 179, 182, 183, 184, 185, 294.

ENGHIEN (duc d') : 228, 236.

ESPIARD DE LA BORDE : 44.

ESPIARD DE LA COUR : 44, 47.

ETASSE : 554, 555.

EXPILLY (l'abbé) : 500, 501, 502.

F

FABAREL : 34, 36, 37, 75, 120, 121, 148, 152, 207, 209, 215, 216, 217, 218, 238, 350, 367, 369, 403, 405, 408.

FELIGONDE (DE) : 51.

FEVRET (Ch.) : 195.

FEVRET (P.) : 185.

FEVRET DE FONTETTE : 14, 35, 44, 47, 50, 57, 65, 68, 196, 478.

FEVRET DE SAINT-MESMIN : 195, 196.

FEYDEAU DE BROU : 159, 432, 433, 524.

FLEUTELOT DE BENEUVRE : 68, 537.

FONTAINE : 52.

FOURNIER : 85, 181, 182, 269, 270, 277, 346, 582, 643.

FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU : 43, 128, 129, 130, 139, 140, 186, 192-195, 417.

FRANKLIN : 349, 353, 354, 357, 358, 579.

FRAZANS DE SAINT-ROMAIN (DE) : 307, 323.

FREMIET-MONNIER : 207, 208, 515.

FROMAGEOT (J.-B.) : 39, 548.

FURETIÈRE : 265.

FYOT DE LA MARCHE : 141, 188, 208, 209, 215.

G

GALLETON : 374.

GARGAZ : 579, 580.

GARREAU (A.) : 201.

GATHEY : 371.

GAULTIER : 68.

GAUTHEY : 83, 398, 399, 400, 445, 521, 536.

GELOT : 67, 68, 72, 171, 186, 187, 191, 198, 203, 204, 323, 478, 499, 519, 530, 531, 537, 601, 602, 603.

GENTY : 73, 74.

GIRECOURT (DE) : 92, 93, 94.

GODARD : 82, 83, 566, 583, 584, 585, 586.

GOHIN : 49, 123.

GOUJET : 39, 44.

GOVERNET (DE) : 235, 246, 576, 634.

GRANDIDIER (l'abbé) : 119, 120, 288, 354, 355, 356.

GRAVIER : 539.

GREUZE : 51, 75, 510, 516.

GRIGNON : 116, 117, 347.

GROSLEY : 550, 552.

GROUVEL : 581, 582.
 GUENEAU DE MONTBEILLARD :
 47, 51, 190, 193, 219, 220,
 230, 279, 346, 347, 348, 413,
 422, 435, 436, 467, 468.
 GUENICHOT DE NOGENT : 146.
 GUYOT : 29, 434, 536.
 GUYOT DE SAINT-MICHEL : 155.
 GUYTON DE MORVEAU : 8, 58,
 59, 64, 68, 74, 75, 79, 97, 98,
 99, 109, 118, 121, 138, 145,
 148, 153, 154, 155, 160, 166,
 168, 169, 171-174, 187, 188,
 190, 191, 205, 209, 217, 230,
 232, 237, 243, 244, 245, 246,
 247, 248, 249, 252, 253, 254,

284, 285, 287, 318, 323, 339,
 340, 341, 342, 343, 346, 347,
 348, 350, 352, 357, 358, 361,
 362, 363, 364, 365, 366, 367,
 370, 372, 373, 374, 375, 376,
 378, 379, 380, 382, 383, 384,
 387, 388, 389, 392, 393, 397,
 398, 400, 401, 405, 413, 415,
 419, 423, 434, 436, 438, 439,
 440, 443, 445, 452, 453, 454,
 455, 468, 471, 472, 473, 474,
 515, 516, 519, 520, 521, 522,
 523, 524, 528, 529, 530, 531,
 547, 576, 596, 606, 608, 609,
 610, 612, 613, 614, 615, 616,
 620, 621, 623, 638.

H

HALES : 382.
 HELVÉTIUS : 14.
 HEMMER (l'abbé) : 350, 361.
 HENNIN : 14.
 HERSCHELL : 216.
 HOIN (Cl. J.-B.) : 178, 510, 516.
 HOIN (Fr. J.) : 178.

HOIN (J. J. L.) : 177, 178, 179,
 189, 208, 273, 275, 276, 280,
 281, 282, 283, 294, 435, 519,
 530, 531.
 HOUSSAYE (A.) : 91.
 HUISSIER D'ARGENCOUR : 302,
 304.

I

IMPERIALI (Mlle M.) : 514.

J

JACOTOT (P.) : 232, 245, 399.
 401, 406.
 JACQUET : 16.
 JAUBERT : 587, 588.
 JEANNIN (P.) : 185.

JOLY : 14, 44, 47.
 JUILLY DE THOMASSIN : 82,
 100, 101, 102, 113, 142, 169,
 427, 428.
 JURAIN : 398.

L

LACÉPÈDE : 373, 377.
 LA CONDAMINE : 279, 406.
 LA COUDRAYE : 545.
 LACURNE DE SAINTE-PALAYE :
 51, 193, 197, 198, 212.
 LA FARE : 120, 121, 148, 506,
 507.
 LA FORCE (DE) : 33, 37, 225.
 LAMBERG (DE) : 120.

LA METTRIE : 48.
 LA MONNOYE : 185.
 LANTIN (J.-B.) : 13, 16, 17, 59,
 67, 263, 301.
 LANTIN DE DAMEREY : 14, 34,
 215.
 LANTIN LE JEUNE : 33, 34, 36,
 38, 40, 50, 264, 266, 535.
 LARCHER : 51, 136, 137.

LARDILLON : 45.
 LASERRE : 236, 531, 556, 570, 571.
 LASSONNE (DE) : 630.
 LA TOURAILLE (DE) : 86, 87, 88, 89, 90, 126, 221, 431, 432, 449, 450, 469, 524.
 LA TOUR DU PIN (DE) : 108, 139, 403, 414.
 LA TOURETTE (DE) : 75, 302, 372, 374, 638.
 LAVIROTTE : 41.
 LAVOISIER : 173, 271, 387, 391, 392, 393, 547.
 LÉAUTÉ : 14, 45, 47, 539.
 LEBAUT : 51.
 LEBLANC : 13, 47, 135, 136.
 LE FRANÇAIS DE LALANDE : 51, 108, 193, 199, 404, 405, 406, 407, 408, 524.
 LE GENTIL : 309, 310, 311, 312, 313, 314, 326, 327, 545.
 LEGOUZ (l'abbé) : 44.

LEGOUZ DE GERLAND : 14, 51, 53, 57, 58, 103, 104, 105, 108, 109, 110, 140, 145, 180, 188, 209, 211, 215, 336, 337, 338, 339, 493, 494, 495, 510, 513, 517, 604, 605, 606, 607.
 LEGOUZ DE SAINT-SEINE : 212.
 LE JOLIVET : 53, 537, 538, 557, 558.
 LEROUX : 97, 146, 166, 179, 184, 185, 251, 252, 292, 293, 294, 347.
 LE ROY : 358, 362, 370.
 LE ROY DE FLAGIS : 51, 91, 92, 136, 170, 373, 432, 433, 450, 451, 452, 466, 470.
 LIÉBAUT : 37, 114, 115, 301, 405.
 LIMBOURG (DE) : 582.
 LOPPIN DE MONTMORT : 34, 36, 37, 212, 215.
 LORIOI (C^{esse} DE) : 109.
 LUZINES (l'abbé de) : 361, 524, 525, 529.

M

MAILLY (J.-B.) : 43, 83, 88, 93, 117, 118, 126, 127, 140, 165, 167, 186, 191, 192, 227, 236, 245, 256, 447, 448, 470, 496, 498.
 MALETESSE (DE) : 14.
 MALLET-BUTINI : 248.
 MARET (H.) : 8, 32, 53, 57, 59, 64, 72, 75, 78, 82, 83, 84, 86, 88, 89, 90, 97, 98, 99, 107, 113, 114, 115, 119, 127, 128, 129, 130, 139, 141, 142, 160, 165, 171, 174, 175, 176, 179, 185, 187, 189, 190, 192, 204, 205, 206, 210, 211, 212, 213, 217, 219, 224, 225, 230, 236, 238, 242, 270, 271, 277, 278, 279, 282, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 294, 295, 296, 318, 319, 320, 321, 323, 328, 340, 345, 346, 347, 350, 355, 356, 358, 361, 362, 366, 370, 377, 387, 388, 403, 404, 405,

414, 456, 494, 501, 502, 510, 511, 519, 521, 530, 531, 542, 545, 546, 559, 560, 561, 562, 564, 565, 572, 573, 576, 578, 583, 584, 585, 597, 604, 605, 607, 608, 615, 617, 618, 620, 628, 630, 631, 632, 637, 643, 649.
 MARET (J. Ph.) : 166, 175-177, 290.
 MARIOTTE : 16.
 MARRIGUE : 583.
 MARTEAU : 38.
 MAUMENET : 348.
 MAZUYER : 97, 620.
 MEIGNIER : 371, 407.
 MELOT : 269, 271, 272, 274, 398.
 MICHAULT : 44, 53, 112, 201, 307, 494, 499, 536, 537.
 MIDAN : 269.
 MIGIEUX (DE) : 212.
 MILLOT (le P.) : 556, 595.

MIRABEAU : 250, 251.
 MONGES : 121, 122, 123, 124,
 126, 127, 345.
 MONGET (DE) : 63, 148.
 MONTESQUIEU : 33, 37, 144.
 MONTGOLFIER : 349.

MOREAU (EL.) : 16, 17.
 MOREAU DE MAUTOUR : 16.
 MORNET (D.) : 7, 217, 267, 274,
 334, 336, 338, 343, 347, 464,
 470, 476, 494, 595, 597, 598,
 632.
 MOUHY (DE) : 41, 80, 81.

N

NAVIER : 156, 157, 158, 217,
 248, 249, 251, 252, 639.

NEVILLE (DE) : 521, 522, 524.
 525, 526, 527, 528, 529.
 NICOLAS : 346.

O

OUDIN : 14, 17, 35.

P

PARMENTIER : 315, 316, 317,
 323, 324, 390.
 PASSIONEI : 14.
 PASTORET : 117.
 PASUMOT : 115, 116, 186, 198,
 199, 328.
 PATULOT : 73, 74.
 PAULMY (DE) : 51, 112, 141.
 PERRAULT : 48.
 PERREAU : 120, 121.
 PERRET : 72, 83, 117, 186, 187,
 196, 323, 327, 328, 329, 330,
 499, 519, 530, 537.
 PICARDET (l'abbé) : 83, 186,
 187, 188, 189, 203, 204, 205,
 206, 322, 323, 347, 363, 398,
 434, 445, 446, 447, 455, 468,
 469, 470, 478, 499, 542, 543,
 552.
 PICARDET (Cl.) : 62, 63, 75, 76,
 83, 88, 117, 118, 124, 186,
 187, 188, 226, 238, 239, 245,
 256, 298, 299, 303, 315, 348.

419, 420, 421, 434, 456, 458,
 459, 461, 462, 475, 476, 512,
 531.
 PICARDET (Mme) : 188, 419.
 PINOT : 41, 73, 74, 539, 553.
 PIRON (A.) : 135, 136, 185, 193,
 218, 510, 519.
 PIRON (B.) : 289.
 PLANCHON : 586.
 POINSINET : 85, 86, 227.
 POISSONNIER : 41, 239, 240,
 241, 282, 283.
 PONCET DE LA RIVIÈRE : 42,
 51, 53, 57, 62, 76, 108, 134,
 139, 144, 222, 223, 226, 227,
 513.
 POUFFIER : 13, 25, 26, 28, 29,
 32, 33, 36, 52, 53, 60, 64,
 107, 111, 263, 264, 265, 413,
 433, 469, 538, 614.
 PRÉVOST (l'abbé) : 91.
 PRIEUR-DUVERNOIS : 249, 251,
 252, 253, 254, 401.

R

RAMEAU : 47, 52, 185.
 RAUDOT : 68, 83, 181, 269, 331,
 332, 340.

RAYMOND : 582.
 RÉAUMUR : 14, 347, 386.
 RÉMOND : 218.

RENAUD DE LA GRESLAIE : 96,
118, 119, 367, 423, 425, 426,
465.

RETZ : 296.

RIBOUD : 249.

RICHARD (l'abbé) : 551.

RICHARD DE RUFFEY : 8, 9, 49,
33, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 44,
45, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 53,
54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61,
62, 64, 67, 68, 69, 70, 71, 72,
73, 78, 79, 80, 91, 92, 97, 98,
99, 100, 101, 102, 103, 105,
106, 107, 114, 130, 131, 132,
133, 134, 135, 136, 137, 138,
139, 140, 141, 143, 160-163,
164, 165, 166, 170, 171, 172,
174, 177, 178, 181, 186, 187,
197, 208, 209, 210, 214, 216,
217, 220, 222, 223, 226, 264,
265, 269, 275, 301, 329, 330,
334, 335, 336, 348, 402, 405,
413, 414, 415, 416, 417, 459,
460, 475, 494, 499, 502, 513,
519, 520, 530, 531, 535, 536,

537, 538, 551, 559, 608, 634,
637, 649.

RICHARD DE RUFFEY (Mme) :
163.

RICHARD DE RUFFEY (Fr. H.) :
163, 164.

RICHARD DE RUFFEY (G.) :
163.

RICHARD DE RUFFEY (Sophie)
[Mme de Monnier] : 163,
164, 165.

RIGOLEY DE JUVIGNY : 476,
521.

ROCHECHOUART (C^{esse} DE) : 105,
106, 107, 109, 128, 129, 140.

ROGER : 83.

ROLAND DE LA PLATIERE :
462, 463, 476, 477.

ROUSSEAU (J.-J.) : 7, 39, 40,
43, 171, 193, 258, 279, 280,
285, 295, 302, 422, 550, 551,
552, 554, 594.

ROZE : 226, 560, 561, 562,
566, 596, 597.

S

SAINT-ALPHONSE (DE) : 522,
524.

SAINT-FLORENTIN (DE) : 34.

SAINT-LAMBERT (DE) : 113.

SAISY (DE) : 190, 314.

SALINS (DE) : 331.

SAMOÏLOWITZ : 290, 291, 292,

SARTINE (DE) : 228, 559.

SAUMAISE (Cl.) : 17, 185, 211,
301.

SAUSSURE : 378, 380.

SAUVADE (le P.) : 84.

SÉGUIER : 51.

SHERARD : 302.

SOUFFLOT : 115.

STRACK : 589.

SUREMAIN-MISSERY : 410.

T

TALBERT (l'abbé) : 550, 552,
554, 555, 564, 567, 568.

TAPHINON : 34, 45, 215.

TAVANNES (DE) : 101.

THÉSUT (DE) : 44, 50.

THOMASSIN : 588, 589.

TOALDO (l'abbé) : 354, 355,
358.

TOURNAY (DE) : 44.

TRULLARD : 349, 350.

TURBILLY (DE) : 308.

V

- | | |
|--|---|
| VALLOT : 215, 301. | VILLETET : 370. |
| VALMONT DE BOMARE : 105,
624. | VINCENT : 510. |
| VARENNE DE BÉOST : 601. | VIRELY (DE) : 370, 376, 379,
389. |
| VARENNE-FEUILLE : 642. | VISERY DE BOIS VALLÉ : 356,
358, 359, 360, 361. |
| VAUDREY : 307, 325. | VITTE : 46, 182. |
| VENEVAULT : 51, 413, 510, 511,
512. | VOLFIUS : 186, 199, 200, 215,
249, 250, 251, 456, 457, 458,
474. |
| VERGENNES (DE) : 98, 109. | VOLTAIRE : 15, 16, 38, 43, 51,
52, 66, 80, 108, 136, 162,
188, 193, 208, 213, 217, 220,
254, 351, 427, 428, 519. |
| VERNISY : 303, 315, 317, 347,
546. | VOULONNE : 587, 589, 590. |
| VICQ D'AZIR : 295. | |
| VILLARS (maréchal de) : 37. | |
| VILLEDIEU DE TORCY : 243,
244. | |

Z

- ZACH (DE) : 216.
-

Vu, le 4 Novembre 1935.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

L'ACADÉMIE

CHAPITRE PREMIER

La naissance et le développement de l'Académie :	13
1. La ruine de l'humanisme bourguignon. Les médecins et chirurgiens dijonnais	13
2. L'histoire de l'Académie.	25
a) L'Académie de 1740 à 1759	25
b) L'Académie de 1759 à 1770	50
c) L'Académie de 1770 à 1793	57
3. L'organisation de l'Académie	64
a) les règlements	64
b) la nécessité de l'effort	78
c) la discipline	84
d) les querelles	97
e) les dons	103

CHAPITRE II

La composition de l'Académie :	112
1. Les candidatures	112
2. Les réceptions	130
3. Les biographies	159
a) les chefs de l'Académie	160
Richard de Ruffey	160
Le docteur Maret	165
Guyton de Morveau	171
b) les autres membres de l'Académie	175
a) médecins et chirurgiens	175
b) autres membres pensionnaires, associés, résidents et non résidents	186
c) autres académiciens honoraires	209

CHAPITRE III

L'Académie et le pouvoir :	222
1. Le prince de Condé, protecteur de l'Académie.....	222
2. L'Académie et la royauté	236
3. L'Académie et la Révolution	245

DEUXIEME PARTIE

LES TRAVAUX DE L'ACADÉMIE

<i>Préambule.</i>	263
-------------------	-----

CHAPITRE PREMIER

Les sciences :	269
1. Les sciences médicales	269
2. Les sciences naturelles	298
a) la botanique et l'agriculture	298
b) la géologie	333
c) la zoologie	346
3. Les sciences physiques et chimiques	349
a) la physique	349
b) la chimie	382
4. Les sciences mathématiques	398
a) les mathématiques	398
b) l'astronomie	402

CHAPITRE II

Les lettres et les arts :	413
1. Les lettres	413
a) les poèmes	414
b) les traités, discours et réflexions	433
c) l'histoire et la géographie	478
2. Les arts	510

CHAPITRE III

Les Mémoires de l'Académie	518
----------------------------------	-----

TROISIEME PARTIE

L'AUTORITÉ DE L'ACADÉMIE

CHAPITRE PREMIER

Les prix :	535
1. Les prix de physique	538
2. Les prix de morale	548
3. Les prix de médecine	582

CHAPITRE II

Les cours publics :	601
1. Le cours de botanique	604
2. Le cours de chimie	610
3. Le cours de matière médicale	617

TABLE DES MATIÈRES

683

CHAPITRE III

Nouvelles preuves du loyalisme, du labeur et de l'auto- rité de l'Académie	626
<i>CONCLUSION</i>	647
<i>INDEX BIBLIOGRAPHIQUE</i>	653
<i>INDEX ALPHABÉTIQUE</i>	671

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 17 FÉVRIER 1936
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE NOUVELLE
6, RUE PAUL-MOREL, VESOUL (H^{te} SAONE)

